

Gaston Leval : Espagne libertaire (36–39)



Gaston Leval

ESPAGNE LIBERTAIRE (36–39)

L'oeuvre constructive de la Révolution
espagnole

*Edition numérique établie à partir du texte édité en 1983
par les Editions du Monde Libertaire.*

SOMMAIRE

[PRÉFACE](#)

[I. PRÉLIMINAIRES](#)

- [L'Idéal](#)
 - [Les hommes et les luttes](#)
 - [Matériaux pour une révolution](#)
 - [Une situation révolutionnaire](#)
-

[II. LA SOCIALISATION AGRAIRE](#)

- | | | |
|--|--|---|
| • La fédération des collectivités d'Aragon | • Les Collectivités du Levant. | • Les Collectivités de Castille |
| ♦ Graus | ♦ Traits généraux | • Comptabilité collectiviste |
| ♦ Fraga | ♦ Carcagente | • La démocratie libertaire |
| ♦ | ♦ | • |

[Binéfar](#)

[Jativa](#)

[Les chartes](#)

◆ [Andorra](#)

◆ [Quelques processus](#)

◆ [Alcorisa](#)

◆ [Mas de las Matas](#)

◆ [Esplus](#)

[III. L'INDUSTRIE ET LES SERVICES PUBLICS](#)

- [Les réalisations industrielles](#)
- [Les syndicalisations d'Alcoy](#)
- [L'eau, le gaz et l'électricité en Catalogne](#)
- [Les tramways de Barcelone](#)
- [Les moyens de transport](#)
- [La socialisation de la médecine](#)

[IV. VILLES ET RÉALISATIONS ÉPARSES](#)

- [Elda et le S.I.C.E.P.](#)
 - [Granollers](#)
 - [Hospitalet del LLobregat](#)
 - [Rubi](#)
 - [Castellon de la Plana](#)
 - [La socialisation à Alicante](#)
 - [Les réalisations éparSES](#)
-

V. PARTIS ET GOUVERNEMENT

- [La collaboration politique](#)
 - [Libertaires et républicains](#)
 - [La contre-révolution interne](#)
-

VI. CONSIDÉRATIONS FINALES

DOCUMENTS ANNEXES

- [Carte de l'Espagne antifasciste en juillet 1937](#)
 - [Structure générale de la Fédération Régionale Agraire du Levant](#)
 - [Monnaies locales, bons et tickets de contrôle, systèmes de points](#)
 - [Carnets de consommation familiale](#)
 - [Tableau de distribution des produits alimentaires \(Granollers\)](#)
 - [Organisation de l'industrie textile d'Alcoy](#)
 - [Organisation du réseau Madrid-Saragosse-Alicante](#)
 - [Réseau du service sanitaire catalan](#)
 - [Affiche placardée dans les ateliers métallurgiques de Castellon de la Plana](#)
-

PRÉFACE

Voici les faits : une révolution sociale incomparablement plus profonde que toutes celles qui l'ont précédée a eu lieu dans un pays dont on a beaucoup parlé durant les années 1936-1939 : l'Espagne. Une révolution qui a atteint les buts théoriquement préconisés par Marx et Engels quand ils sont allés au plus loin de leurs prévisions d'avenir, par Proudhon et par Bakounine, ainsi que par l'école kropotkinienne de l'anarchisme

socialiste ; et cela en moins de trois ans, alors que, après un demi-siècle, la révolution russe qui, au début, se réclamait du même idéal, en est plus éloignée que jamais. A côté de ce fait historique transcendant dans l'histoire de l'humanité, la Commune de Paris, qui a suscité tant d'intérêt, tant d'écrits, d'études et d'essais, apparaît comme un événement mineur. Car, sur une très large échelle, la révolution espagnole a réalisé le communisme libertaire.

On peut approuver ou désapprouver cet idéal : on ne peut ignorer l'application qui en a été faite en même temps que les forces antifranquistes et l'armée républicaine luttèrent péniblement contre l'attaque depuis longtemps préparée par la caste militaire, les grands propriétaires terriens et le vieux conservatisme, et par une église traditionnellement réactionnaire, digne héritière du duc d'Albe et de Torquemada.

Les réalisations historiques que nous allons décrire ne peuvent être dédaignées des sociologues en quête de nouveaux chemins pour l'avenir, des historiens penchés sur l'évolution de la société, des hommes épris de justice, à la recherche de nouvelles équations sociales. Le régime des Incas intéresse ou passionne rétrospectivement bien des gens qui ne l'approuvent pas. Celui qu'implantèrent les jésuites au Paraguay mérite toujours les honneurs de l'étude ; les structures du capitalisme d'Etat créé par les bolcheviques sollicitent, aujourd'hui comme hier, les esprits attentifs à la marche du monde, les kibboutzim israéliens font espérer une nouvelle aurore même à l'Orient. Et si nous remontons à l'aube des sociétés primitives, les clans communautaires, la " gens " ou les phratries mobilisent toujours l'attention des spécialistes.

Le communisme égalitaire n'est pas une nouveauté dans les écoles du socialisme. Dans l'histoire de la pensée humaine, il remonte à Platon, puis passant par Campanella, Thomas Morus et d'autres utopistes il nous conduit à Babeuf et aux autres précurseurs et fondateurs parmi lesquels Robert Owen, Saint-Simon, Fourier, Cabet, Pecqueur, Vidal, Considérant, Sylvain Maréchal, Louis Blanc ; mais c'est avec Proudhon que la justice sociale apparaît liée à la disparition du gouvernement et de l'Etat, que la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme se complète de celle de l'oppression et du gouvernement de l'homme par l'homme. Puis vient son disciple Bakounine, qui élargit, en même temps que les bases philosophiques du socialisme, ses méthodes d'application par la doctrine appelée collectivisme, et enfin le communisme, au sens intégral est complété politiquement par les disciples italiens de Bakounine (Covelli, Carlo Caffiero, Andrea Costa, Malatesta, etc.) et recueilli par Kropotkine, qui en devient le théoricien le plus éminent. Dès lors, l'école socialiste de l'anarchisme, la plus nombreuse dans le monde, est communiste – tandis que l'école socialiste autoritaire et marxiste sera collectiviste, jusqu'au retour des bolcheviques au communisme, après octobre 1917.

En France, Proudhon et ses disciples avaient proposé le mutuellisme contre le communisme dont Louis Blanc était, à son époque, le plus illustre représentant. La raison principale – non pas la seule – de ce rejet était que le communisme apparaissait alors lié à l'organisation et à la domination de l'Etat. Proudhon, le " père de l'anarchie ", comme disait Kropotkine au procès de Lyon, était rageusement antiétatiste, et sa doctrine inspire en partie les premiers livres de Marx, où les exégètes obstinés croient, de nos jours, trouver un humanisme qui n'est autre que le reflet de la pensée proudhonienne que l'auteur du Capital vantait alors en termes enthousiastes.

Le communisme libertaire implique donc 1° l'organisation d'une société sans classes ; 2° le fonctionnement de cette société sur la base du fédéralisme, et de la libre et nécessaire association. Aspirations dont beaucoup reconnaissent la grandeur, mais que cette grandeur même effraie.

Et pourtant, en Espagne, pendant près de trois ans, malgré une guerre civile qui causa un million de morts, malgré l'opposition des partis politiques (républicains de diverses tendances, socialistes, communistes, catalanistes de droite et de gauche, régionalistes basques et valenciens, petite bourgeoisie, etc.) cet idéal est entré dans l'histoire vécue des hommes et devenu chair de la réalité. Très vite, plus de 60 % des terres ont été cultivées sans patrons, ni propriétaires, sans " terratenientes ", sans administrateurs tout-puissants, sans que l'intérêt privé et la concurrence soient nécessaires pour stimuler les efforts et les initiatives ; dans la plus grande partie des industries, des usines, des fabriques, des ateliers, des services publics, les ouvriers, leurs comités d'entreprise et leurs syndicats ont fait assurer la production en l'absence du contrôle et de la présence des patrons, des capitalistes, et de l'autorité de l'Etat.

Plus encore : collectivités agraires et entreprises industrielles ont, du jour au lendemain, soit implanté l'égalité économique, en appliquant le principe essentiel du communisme (" à chacun selon ses besoins, de chacun

selon ses forces ".) soit réduit au minimum les différences de rétribution. Elles ont coordonné leurs efforts par voie de libre association dans des régions entières, créé des richesses nouvelles, augmenté – surtout dans l'agriculture – les rendements, multiplié les écoles, amélioré les services sanitaires. Elles ont fondé la véritable démocratie, fonctionnelle et directe, la démocratie libertaire par laquelle chacun prend part à l'organisation de la cité et de la vie sociale. Elles ont remplacé la lutte entre les hommes par la pratique généralisée de l'entraide, la rivalité par le principe de la solidarité.

Dans bien des occasions il m'est arrivé, pendant mon enquête obstinée et minutieuse, de rencontrer des républicains de gauche, des socialistes, des membres de l'Union générale des travailleurs, qui auparavant considéraient les libertaires comme des fous délirants, et qui, devant la preuve par les faits, s'étaient ralliés à ce qu'ils avaient toujours cru un rêve d'illuminés.

L'ignorance d'un fait social historique d'une telle importance est donc inadmissible chez des hommes épris de connaissances ou de progrès. Zola écrivit deux gros volumes pour nous dépeindre, dans son admirable Travail, la réalisation imaginaire d'un petit phalanstère organisé autour d'une usine et ne groupant que quelques dizaines de personnes. Mais chacune des collectivités, des réalisations sociales de l'Espagne libertaire – telle celle de Javiva, près de Valence, d'une petite ville comme Granollers, au nord de Barcelone, la syndicalisation industrielle embrassant 25 000 travailleurs à Alcoy (province d'Alicante), ou l'organisation d'un microcosme harmonieux dans la province de Teruel, en Aragon, mériterait un volume ; et la révolution espagnole en mériterait des dizaines.

Ces volumes n'ont pas été écrits, et vraisemblablement ne le seront pas. Car les créateurs de ce monde nouveau étaient des ouvriers, des paysans, plus aptes à manier les outils que la plume, et se préoccupant plus de faire l'histoire que de l'écrire. La plupart sont maintenant en exil, y mourant les uns après les autres, ou se souvenant avec nostalgie du rêve qu'ils ont vécu.

Persuadé que nous étions condamnés à perdre la guerre déchaînée par le franquisme, l'auteur s'est efforcé de recueillir pour l'avenir les résultats de cette expérience unique. Il a étudié sur place, dans les villages collectivisés, dans les fabriques et les usines socialisées, l'uvre constructive de la Révolution espagnole.

Cette expérience à laquelle ont pris part, directement ou indirectement, six, sept, huit millions de personnes, et qui ouvre une voie nouvelle à ceux qui hésitent entre un capitalisme antisocial et un faux socialisme d'Etat, inévitablement totalitaire, cette expérience, disons-nous, ouvre la perspective d'un nouvel humanisme, d'une nouvelle civilisation.

Car même si les réalisations espagnoles ne sont pas toutes intégralement et servilement transposables, elles constituent des modèles dont on peut s'inspirer en les adaptant aux circonstances de temps et de lieu dans lesquelles d'autres expériences peuvent se produire ; elles sont des sources où l'on peut boire et puiser. Ceux qui liront ce livre s'en convaincront.

En l'écrivant j'accomplis un devoir envers tous mes camarades qui ont lutté, et souvent sont morts pour leur idéal. Et plus encore envers l'humanité que j'ai, en ma conscience, fait vu de servir jusqu'à mon dernier souffle.

I. PRÉLIMINAIRES

L'idéal (1)

"Maintenant je peux mourir, j'ai vu réalisé mon idéal." Cela m'était dit dans une des Collectivités de la région levantine (dans la province de Valence, si mes souvenirs sont exacts), par un des hommes qui avaient lutté

toute leur vie pour le triomphe de la justice sociale, de l'égalité économique, de la liberté et de la fraternité humaines.

Son idéal, c'était le communisme libertaire, ou l'anarchie. Mais l'emploi de ce dernier mot risque fort, surtout en langue française – et en d'autres langues sans doute – de déformer dans les esprits ce que le grand savant et humaniste Elisée Reclus définissait comme "la plus haute conception de l'ordre". D'autant plus que très souvent, et ce fut le cas en France, les anarchistes semblent s'être évertués à donner raison à leurs adversaires, et à justifier l'interprétation négative et nihiliste que l'on trouve déjà dans tel ordonnance ou tel édit de Philippe le Bel. C'est donc trahir le sens de ce que me disait le vieux militant qui avait tant combattu et tant souffert, et qui probablement est mort sous les balles franquistes, que s'en tenir à la simple énonciation d'un mot si diversement interprété. Voyons donc plus à fond.

Dans sa brochure *El Ideal Anarquista*, Ricardo Mella, qui fut le penseur le plus authentique et le plus original de l'anarchisme espagnol, donnait de cet idéal la définition suivante: "La liberté comme base, l'égalité comme moyen, la fraternité comme but." Retenons-le bien : le but ultime, le couronnement était la fraternité, où la liberté serait à la fois une base et une conséquence, car peut-il y avoir fraternité sans liberté, mais également peut-on priver son frère de liberté ?

Ces conceptions n'avaient du reste pas pénétré en Espagne avec le vocable si discuté, et si discutable d'anarchie. Dans son livre auquel il faut toujours revenir, *El Proletariado militante*, Anselmo Lorenzo, qui fut après Mella le penseur le plus qualifié de l'anarchisme espagnol, raconte comment elles lui avaient été révélées d'abord par la lecture, faite avant 1870, de quelques livres de Proudhon, parmi lesquels *De la capacité politique des classes ouvrières* qu'avait traduits Pi y Margall, philosophe et apôtre du fédéralisme républicain qui fut – pas pour longtemps – un des présidents de la première République espagnole (1873–1874). Ces livres, et les articles publiés par le même Pi y Margall dans son journal *La Discusión* lui avaient montré la réalité du problème social, tandis que d'autres hommes luttèrent pour une république qui ne pouvait être que bourgeoise, et s'affiliaient au carbonarisme, ou à quelque autre société secrète européenne.

C'est alors que pénètre en Espagne l'influence bakouninienne. Le messager en est une très belle figure de lutteur, l'italien Giuseppe Fanelli, ancien combattant garibaldien, puis député libéral indépendant, qui ayant rencontré Bakounine, sans doute lors de son séjour à Florence, avait adhéré à sa pensée sociale.

Bakounine défend et propage le socialisme. A cette époque, le mot anarchie est pour lui synonyme de désordre, chaos, déliquescence. Aussi a-t-il fondé à Genève, avec une trentaine d'amis parmi lesquels des intellectuels de premier ordre [\(1bis\)](#), l'Alliance internationale de la Démocratie socialiste. Il avait connu Proudhon lors de son séjour à Paris, pendant les années 1844–1848 [\(2\)](#). Comme celui de Proudhon, son socialisme est antiétatique. Il répond à sa psychologie slave, à sa large nature russe, à sa vision cosmique des choses, à l'ample philosophie humaine basée sur la science expérimentale qu'il s'est construite. Sa pensée a mûri pendant les douze années de forteresse, de prison, de déportation sibérienne qu'il vient de subir. Le comportement de l'autoritaire et dictatorial Marx pendant cette longue et douloureuse période n'a fait que renforcer sa méfiance et son aversion de la dictature, même appelée populaire.

Aussi lorsque, en 1869, Fanelli expose la doctrine de l'Alliance aux nouveaux amis qu'il s'est faits à Madrid et à Barcelone, peut-il citer les sept articles du programme de cette organisation secrète, écrits de la main de son fondateur :

"L'Alliance se déclare athée ; elle veut l'égalisation politique, économique et sociale des individus des deux sexes"... "La terre, les instruments de travail, comme tout le capital, devenant la propriété collective de la société tout entière, ne peuvent être utilisés que par les travailleurs, c'est-à-dire par les associations agricoles et industrielles."

"Elle veut pour tous les enfants des deux sexes, dès leur naissance à la vie, l'égalité des moyens de développement, c'est-à-dire d'entretien et d'instruction à tous les degrés de la science, des industries et des arts"... "Elle reconnaît que tous les Etats politiques et autoritaires actuellement existants devront disparaître dans l'union universelle des libres fédérations, tant agricoles qu'industrielles"... "La question sociale ne pouvant trouver de solution définitive et réelle que sur la base de la solidarité internationale des travailleurs de tous les pays, l'Alliance repousse toute politique fondée sur le soi-disant patriotisme et sur la rivalité des nations"... "Elle veut l'association universelle de toutes les associations locales par la liberté."

Dans ce programme, Bakounine dépasse Proudhon, par exemple sur l'égalité des droits de la femme – il l'a déjà dépassé avant, entre autres dans son *Catéchisme révolutionnaire* – ; il dépasse Marx dans sa vision de société nouvelle construite sur la base des organisations économiques internationales des travailleurs. Car les Statuts de l'Internationale ne vont pas si loin, ils n'impliquent pas une technique précise de réorganisation sociale en même temps qu'une doctrine politique (ce qui laissera le chemin ouvert à bien des surprises et mènera à la conquête du Parlement et de l'Etat).

Mais il est surprenant de voir avec quelle célérité, quelle facilité, quelle précision les deux noyaux espagnols – à Madrid et à Barcelone – allaient assimiler et répandre la doctrine fondamentale de l'Alliance.

Car un an plus tard, exactement le 19 juin 1870, avait lieu à Barcelone, au Palacio de Bellas Artes, le premier congrès de la section espagnole de la Première Internationale.

Ce congrès, où sont représentés 40.000 travailleurs, sur une population de 18 millions d'habitants, se caractérise par le sérieux et la profondeur des débats, des problèmes étudiés, des résolutions prises. La nécessité d'en finir avec la domination du capital et l'exploitation de l'homme par l'homme, l'établissement d'une tactique propre à la classe ouvrière indépendamment des partis politiques, le besoin de se préparer à prendre la relève de la société bourgeoise grâce aux associations ouvrières furent amplement approfondis. Et dès le début, les modes d'application de l'idéal firent élaborer des directives que l'on trouve dans la résolution relative à *l'organisation des travailleurs* :

"1° Dans chaque localité on organisera en sections spécialisées les travailleurs de chaque métier ; on constituera, en outre, la section d'ensemble qui comprendra tous les travailleurs appartenant à des métiers n'ayant pas encore constitué de section spéciale : ce sera la section des métiers divers.

"2° Toutes les sections de métiers d'une même localité se fédéreront et organiseront une coopération solidaire appliquée aussi aux questions d'entraide, d'instruction [\(3\)](#), etc., qui présentent un grand intérêt pour les travailleurs.

"3° Les sections d'un même métier appartenant à différentes localités se fédéreront pour constituer la résistance et la solidarité dans leur profession.

"4° Les fédérations locales se fédéreront pour constituer la Fédération régionale espagnole qui sera représentée par un Conseil fédéral élu par les congrès.

"5° Toutes les sections de métiers, les fédérations locales, les fédérations de métiers, de même que la Fédération régionale se régiront d'après leurs règlements propres, élaborés par leurs congrès.

"6° Tous les travailleurs représentés par les congrès ouvriers décideront, par le truchement de leurs délégués, des modes d'action et de développement de notre organisation."

Certes, les postulats fondamentaux de l'idéal sont l'œuvre de Bakounine, ont été apportés par Fanelli. Mais on trouve ici une vaste conception d'organisation, et une initiative créatrice qui, s'avancant sur tout ce qui jusqu'alors a été fait en Europe, montrent à quel degré l'idéal a été compris et assimilé. Dans cette structure complexe – comme la société – et complète, les principes guident l'action, mais l'action à venir guidera et complétera les principes. D'autre part, nous nous trouvons devant un esprit novateur, une volonté active et un sens de l'éthique qui dépassent d'un seul coup les limites du corporatisme syndical. On ne pense pas seulement à créer une organisation de caractère professionnel, mais humaniste et sociale au large sens du mot. En même temps que l'on invente une arme efficace pour lutter dans l'immédiat contre l'adversaire de classe, on pose les fondements d'une société nouvelle.

Déjà ce qu'on appellera plus tard organisation verticale constituée à base de fédérations nationales, complète l'organisation horizontale. En même temps, les fédérations locales, constituées dans les centres quelque peu importants, où il existe différents syndicats de métiers, réunissent et fédèrent ces derniers pour les luttes communes. En France, cela se produira trente ans plus tard, sous la forme de bourses du travail, et il faudra pour cela que Fernand Pelloutier, venu de la petite bourgeoisie, s'en fasse l'apôtre.

Mais l'idéal apparaît aussi dans d'autres résolutions adoptées, d'autres tâches sont envisagées dans l'immédiat – bien que souvent l'âpreté de la lutte sociale ait empêché l'application de décisions prises. A ce même congrès, on s'occupa aussi des coopératives. Pour des hommes qui envisageaient la transformation radicale de la société dans un temps très court, celles-ci pouvaient sembler un frein dangereux. Mais bien qu'ils ne connussent pas encore le programme des pionniers de Rochdale, les délégués ouvriers du congrès de Barcelone trouvèrent sur cette question des solutions de bon sens et de parfait équilibre. Le paragraphe 3 de la résolution votée stipulait que :

"Quand les circonstances l'imposent, la coopération de production doit préférer la production d'objet de consommation immédiate pour les travailleurs, mais nous la réprouvons quand elle n'étendra pas, en fait, sa solidarité aux grandes organisations de travailleurs."

Toutefois, le principe de la solidarité universelle étendue à tous les exploités semble particulièrement praticable par la coopération de consommation, "la seule qui non seulement puisse être appliquée dans tous les cas, et toutes les circonstances, mais qui doit aussi servir d'éléments et de moyens de formation générale de tous les travailleurs dont le retard culturel rend les idées nouvelles difficilement accessibles."

Enfin, le sixième et dernier paragraphe stipule qu' "à côté de la coopération de consommation, et comme complément, on pourra placer des coopératives de secours mutuels et *d'instruction publique*" (4).

Rappelons que nous sommes en juin 1870. A cette époque, le livre de Marx *Le Capital* est encore inconnu, le *Manifeste Communiste* lui-même est ignoré, et la Commune de Paris n'éclatera que l'année suivante. Le socialisme fédéraliste et libertaire se développe donc en Espagne d'après l'impulsion de sa force propre. D'un seul coup, l'idéal a été précisé dans ses grandes lignes, et ce que plus tard on appellera le syndicalisme révolutionnaire français, est formulé dès cette époque.

Mais ce qui a été élaboré dans ces journées historiques n'en sera pas moins enrichi et confirmé dans les congrès qui suivront pendant dix ans. Ainsi, l'année suivante, la Conférence des organisations composant la "Section régionale espagnole de la Première Internationale" met davantage encore les choses au point. Les militants les plus capables sont allés en Suisse prendre contact avec Bakounine qui inspire leur action grâce à une pensée constructive et à des dons d'organisateur embrassant la vie à l'échelle planétaire. Mais ils ajoutent à ses idées leurs idées propres. Aux fins de la lutte immédiate, de la résistance ouvrière et de l'organisation de la société nouvelle, l'Espagne est organiquement divisée en cinq régions par les délégués présents à cette conférence : Nord, Sud, Est, Ouest et Centre. Comme il avait été décidé l'année précédente, les fédérations locales et nationales de métiers ont été fondées. On ébauche un type de coopération, par métier également afin de pouvoir faciliter, et contrôler, cette partie de l'activité générale. Le 1er septembre 1871, après huit jours de débats sur différents sujets une déclaration de principes contre le républicanisme, ennemi politique, mais non social du régime monarchique est approuvée :

"Considérant que la signification réelle du mot "République" est "chose publique", donc ce qui est propre à la collectivité et englobe la propriété collective ;

"Que "démocratie" signifie le libre exercice des droits individuels, ce qui n'est praticable que dans l'Anarchie, c'est-à-dire par l'abolition des Etats politiques et juridiques au lieu desquels il faudra constituer les Etats ouvriers (5) dont les fonctions seront purement économiques ;

"Que les droits de l'homme ne peuvent être soumis aux lois car ils sont imprescriptibles et inaliénables ;

"Qu'en conséquence la Fédération doit avoir un caractère purement économique ;

"La Conférence des travailleurs de la région espagnole de l'Internationale des Travailleurs réunie à Valence déclare :

"Que la véritable république démocratique et fédérale est la propriété collective, l'Anarchie et la Fédération économique, c'est-à-dire la libre fédération universelle des libres associations ouvrières, agricoles et industrielles, formule qu'elle adopte intégralement."

On ne peut qu'admirer la richesse de cette pensée qui n'a jamais été atteinte par aucun mouvement ouvrier depuis qu'elle a été formulée. Il a fallu trente-cinq ans au mouvement ouvrier français pour en arriver à la Charte d'Amiens, bien inférieure pour son contenu théorique et doctrinal, à l'ampleur des visions constructives dans l'ordre pratique, et quant à ce sens d'universalité et d'internationalisme élevant les esprits et guidant les actions. Ici, l'inspiration essentielle est d'abord un idéal fraternel. Il s'agit avant tout d'étendre à tous les peuples, à tous les habitants de la terre, la pratique de la solidarité humaine.

L'année suivante – 1872 – l'Internationale est déclarée hors la loi par le gouvernement de Madrid, malgré la brillante défense qu'en fit au Parlement Nicolas Salmeron, noble figure et grand juriste républicain. En Italie, le gouvernement prend la même mesure. En France, où sévit toujours la loi Le Chapelier, les tribunaux n'ont cessé de condamner les internationalistes à des peines d'emprisonnement sévères. Mais tandis que les internationalistes italiens guidés par Malatesta, Covelli, Andrea Costa, Carlo Caffiero et autres jeunes gens enthousiastes sortis de la bourgeoisie, proclament leur joie de cette mesure qui, disent-ils, hâtera la révolution, et se lancent dans des tentatives insurrectionnelles échevelées qui provoqueront la dissolution complète du mouvement, les militants d'Espagne ne perdent pas de vue les buts de caractère constructif, et l'action organique immédiate qui en découle. Ils commencent par confirmer leurs aspirations positives dans un Manifeste à l'opinion publique que lance le Conseil fédéral de la section espagnole de la Première Internationale:

"Nous voulons que la justice soit réalisée dans toutes les relations humaines ;

"Nous voulons l'abolition de toutes les classes sociales et leur fusion dans une seule classe de producteurs libres, honnêtes et cultivés ;

"Nous voulons que le travail soit la base sur laquelle repose la société ; que le monde se convertisse en une immense fédération de libres collectivités ouvrières d'une localité qui, se fédérant entre elles constituent une fédération locale complètement autonome ; que les fédérations locales d'un canton constituent la fédération cantonale, que les diverses fédérations cantonales d'une région constituent la fédération régionale, et enfin que toutes les fédérations régionales du monde constituent la grande fédération internationale ;

"Nous voulons que les instruments de travail, la terre, les mines, les chantiers navals, les transports maritimes, les chemins de fer, les fabriques, les machines, etc., devenus propriété de la société tout entière, ne soient utilisés que par les Collectivités ouvrières qui les feront produire directement, et au sein desquelles l'ouvrier recevra le produit intégral de son travail [\(6\)](#) ;

"Nous voulons pour tous les individus des deux sexes, l'enseignement intégral de la science, de l'industrie et des arts [\(7\)](#) afin que disparaissent les inégalités intellectuelles, fictives en leur presque totalité, et que les effets destructeurs de la division du travail ne se reproduisent pas ; on obtiendra alors les avantages uniques, mais positifs de cette force économique par la production de ce qui est destiné à satisfaire les nécessités humaines ;

"Nous croyons que par l'organisation de la société en une vaste fédération de Collectivités ouvrières basées sur le travail, tous les pouvoirs autoritaires disparaîtront, se convertissant en simples administrateurs des intérêts collectifs, et que l'esprit de nationalité et le patriotisme, si opposés à l'union et à la solidarité des hommes s'effaceront devant la grande patrie du travail, qui est le monde entier ;

"Tel est le socialisme que proclame l'Internationale dont les deux affirmations essentielles sont : en économie, le collectivisme, comme principe politique, l'anarchie. Le collectivisme, c'est-à-dire la propriété commune des instruments de travail, leur utilisation par les Collectivités ouvrières qui les feront produire directement, et la propriété individuelle du fruit intégral du travail de chacun. L'anarchie, ou l'abolition des gouvernements, c'est-à-dire leur conversion en simples administrateurs des intérêts collectifs."

Ces derniers paragraphes ne nous rappellent-ils pas la formule de Proudhon : "L'atelier fera disparaître le gouvernement" ? Ou mieux peut-être celle de Saint-Simon : "Remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses" ?

Toujours en cette année 1872, la section espagnole de la Première Internationale continuera de mettre au point principes et moyens de réalisation. Un nouvel apport massif sera fait au congrès de Saragosse, juste avant la mise hors la loi. La hauteur morale des questions traitées, des résolutions prises, l'emporte souvent de

beaucoup sur les problèmes et les solutions économiques, le tout généralement s'interpénétrant pour la première fois dans le mouvement ouvrier. Il sera traité du sort de la femme "dont l'émancipation est intimement liée à la question de la propriété", des sections coopératives de consommation, des comités de consommation organisés par les sections ouvrières de résistance, et par une Fédération coopérative spécialisée. Un long rapport, digne d'un juriste, montre combien, avec quelle minutie les auteurs ont étudié le problème de la propriété. Mais le rapport sur "l'Enseignement intégral" retient le plus notre attention, car c'est la première fois que ce sujet donne lieu à une analyse aussi profonde.

Il est stupéfiant de trouver d'abord les considérations scientifiques d'ensemble, et l'énumération, par ordre d'importance, des rapports entre le développement biologique et celui des facultés psychologiques de l'enfant qui furent alors émises. On est tenté de dire que, depuis, aucun des grands maîtres de la pédagogie n'est allé plus loin. En vérité, ce rapport fut l'œuvre d'un intellectuel rallié aux travailleurs avec lesquels il collabora, mais combien il était honorable pour ces métallurgistes, maçons, typographes, manuvres, tisserands, débardeurs, de patronner le lancement d'idées pédagogiques en avance d'un demi-siècle sur l'époque !

Considéré dans l'ensemble, cet esprit constructeur était exceptionnel. Nous en trouvons la preuve dans la troisième Résolution votée au Congrès de Saint-Imier célébré les 15 et 16 septembre 1872. Ce Congrès réunissait les sections de la Première Internationale qui ne s'inclinaient pas devant la dictature de Marx et devant la dissolution de cette Association comme réplique aux protestations de la majorité des sections contre l'expulsion frauduleuse de Bakounine, James Guillaume et la Fédération du Jura [\(8\)](#). Parmi les questions à l'ordre du jour, l'une d'elles avait pour sujet : "L'organisation du travail, statistiques". Le rapport présenté avait visiblement été écrit par Bakounine, et se terminait par ces mots :

"La Commission propose de nommer une Commission qui devra présenter au prochain congrès un projet d'organisation universelle de la résistance, et des tableaux complets de statistiques du travail dans laquelle cette lutte puisera sa lumière. Elle recommande la section espagnole comme la meilleure jusqu'à ce jour."

L'année suivante, et bien que, comme nous l'avons vu, la Fédération espagnole ait été mise hors la loi, les statistiques enregistrent 162 fédérations locales, et 62 autres en formation. Un an plus tard, selon l'historien belge Laveleye, le nombre des adhérents s'élève à 300 000, ce qui nous paraît excessif, et doit plutôt exprimer l'influence exercée par la section espagnole de l'Internationale. Puis, le mouvement étant devenu clandestin à cause des persécutions, ses effectifs diminuent. Il n'empêche qu'en 1876, une Conférence de fédérations cantonales énumère à nouveau les principes qui devront être appliqués au moment de la révolution :

1° Les localités où les membres de l'Internationale pourront triompher grâce au mouvement international se déclareront libres et indépendantes et déliées de la structure nationale [\(9\)](#).

2° Chacune déclarera immédiatement que ce qu'elle renferme en son sein lui appartient, que rien n'appartient individuellement à qui que ce soit, excepté les meubles, les vêtements et autres objets personnels.

5° Organisation de la fédération des forces populaires de toutes les fédérations, de tous les cantons, de tout le pays.

6° Les conseils locaux se subdiviseront en autant de commissions qu'il sera nécessaire : défense, subsistance ; administration, travail, instruction, relations internationales, et interfédérales, etc.

9° Dissolution de tous les organes constituant l'Etat actuel ; destruction et autodafés de tous les titres de rente et de propriété, des hypothèques, valeurs financières, obligations, etc. : saisie et concentration de toute monnaie métallique ou fiduciaire, des bijoux et pierres précieuses existant dans la localité ; centralisation de tous les articles de consommation et concentration partielle dans des ateliers utilisables, des outils et des machines.

11° Les congrès cantonaux et régionaux prendront en charge, grâce à des commissions spéciales, la gestion de tout ce qui ne pourra pas être fait par les seules communes : la défense cantonale et régionale, l'organisation des services publics, de la marine, des chemins de fer, des postes et télégraphes, etc. ; nomination des délégués de la région au Congrès universel et dans d'autres régions."

Visiblement, les problèmes ont continué d'être étudiés dans l'ordre théorique, ce qui n'empêcha pas le mouvement d'atteindre une puissance matérielle surprenante. A cette époque, les "grèves sauvages" se produisent dans les campagnes, particulièrement du Levant et d'Andalousie. Selon les régions et les provinces où les gouverneurs, délégués et représentants du pouvoir central ont le droit de suspendre les garanties constitutionnelles, de fermer les locaux, d'arrêter et de déporter administrativement qui bon leur semble, où la police torture, ou le chômage sévit, où les "agitateurs" et leur famille sont réduits à une telle misère qu'une paire d'espadrilles est souvent un luxe, des journaux propageant l'idéal apparaissent, publiquement ou clandestinement.

Qui en saura jamais le nombre ? Prenons un exemple. Dans la seule petite ville de La Corogne, située sur la côte au nord du Portugal, dont, de 1874 à 1923, le nombre d'habitants passa de 30 000 à 60 000, on compte 4 hebdomadaires successifs, communistes libertaires ou anarchistes, et naturellement aussi syndicalistes : *La Bandera Roja*, *La Emancipación*, *El Corsario*, *La Lucha Obrera*. Plus tard, après une période prolongée de répression, on en comptera cinq autres : *Germinal*, *La Emancipación*, *La Voz del Obrero*, *Tierra* et *Solidaridad Obrera* (l'auteur a collaboré aux deux derniers).

Il serait impossible, à moins de disposer des archives du ministère de l'Intérieur, d'énumérer toutes les publications parues de 1870 à 1936. Mais citons les chiffres que nous connaissons de cette dernière année – dont probablement la liste ne sera pas exhaustive : 2 quotidiens : *Solidaridad Obrera*, organe de la C.N.T. qui paraît à Barcelone et tire de 40 000 à 50 000 exemplaires; et *C.N.T.*, organe madrilène de la même organisation, qui tire en moyenne à 30 000 exemplaires. Parmi les périodiques – une dizaine en tout – le vétéran barcelonais de la presse anarchiste espagnole *Tierra y Libertad*, qui tire, à Barcelone, 20 000 exemplaires ; *Vida Obrera* paraît à Gijón (Asturies) ; *El Productor* paraît à Séville ; *Cultura y Accion* paraît à Saragosse ; comptons encore *Acracia*, dont nous avons oublié le lieu de parution.

Ce n'est pas tout. Il faut ajouter les revues. Voici *Tiempos Nuevos*, qui paraît à Barcelone et tire à 15 000 exemplaires ; *La Revista Blanca*, au tirage minimum de 5 000, publiée aussi en Catalogne ; *Esfuerzo*, encore à Barcelone, même tirage ; *Orto*, même tirage aussi, mais localisé à Madrid, et surtout *Estudios*, publiée à Valence, et dont le tirage moyen est de 65 000 exemplaires, mais qui tire jusqu'à 75 000.

Dans toute cette presse, les mêmes buts sont continuellement formulés. Tandis que dans d'autres pays, et durant les époques de lutte l'accent n'a été mis que sur la critique, la seule revendication immédiate, la dénonciation des maux de la société, l'imprécation souvent, les idées directrices et constructives sont ici continuellement rappelées. Même dans une période de clandestinité, un journal comme *El Municipio Libre*, qui paraissait à Malaga, publiait cette synthèse en mai ou juin 1880 :

"Nous voulons la constitution de communes libres, indépendantes de tout lien centralisateur, sans autre union que celle résultant de pactes fédéraux librement acceptés et toujours révocables par les communes contractantes.

"L'appropriation par les communes du sol, des instruments de travail concédés à titre d'usufruit aux Collectivités agricoles et industrielles.

"La reconnaissance des droits sociaux aux seuls individus des deux sexes qui contribuent à la production.

"L'enseignement intégral, et l'application à l'éducation des enfants de tous les moyens de développement moral et physique.

"Un régime municipal garantissant les droits de l'individu dans toute leur plénitude.

"L'organisation du travail permettant à chaque travailleur de bénéficier du produit intégral de son travail.

"Des avances faites à toutes les activités qui permettront à l'humanité de profiter de toutes les inventions et de tous les progrès, fruits du génie de l'homme".

Certes, quelques objections de détail peuvent être faites quant aux conceptions d'organisation économique, à condition que l'on se situe à l'époque, que l'on tienne compte, par exemple, des structures économiques de l'Andalousie et d'autres régions. Mais l'important, ce sont les grandes lignes, l'esprit constructeur toujours

présent, et qui fait que les erreurs d'anticipation seront, le moment venu vite corrigées [\(10\)](#). Et retenons ce retour incessant à "l'enseignement intégral". On a pu écrire, avec raison, que Joaquín Costa, le grand leader sociologue républicain, autodidacte de génie, qui lutta tant pour élever le niveau culturel du peuple espagnol, et fit de l'instruction publique une des idées-force de son combat, avait été devancé par ces ouvriers et ces paysans libertaires dont la vie matérielle était si terne et l'âme si lumineuse.

La période de clandestinité commencée en 1872–1873 passe, et après neuf ans pendant lesquels d'innombrables combats ont été livrés, l'organisation syndicale à nouveau nationalement articulée tient un congrès à Barcelone. A la fin des travaux, un *Manifeste* est adressé au peuple espagnol. Emphase à part, le même Idéal est rappelé avec la même ténacité :

"Nous, les travailleurs, qui sommes les vrais artisans de la société, sa force créatrice et vitale, qui par nos efforts matériels et intellectuels [\(11\)](#) bâtissons les villes et les villages ; qui travaillons la terre et extrayons de ses entrailles les produits les plus précieux ; qui construisons les navires qui sillonnent les mers pour transporter les richesses que nous produisons ; qui construisons les chemins de fer qui unissent les régions les plus éloignées ; qui installons au fond des océans les câbles grâce auxquels le Vieux Monde peut aujourd'hui communiquer avec le Nouveau ; qui perçons les montagnes, construisons les aqueducs et creusons les canaux ; nous qui prenons part, de nos mains rudes, à tout ce qui est produit par l'humanité... par l'effet d'une contradiction terrible nous ne profitons pas de ces richesses. Pourquoi ? Parce que la domination du capital et de la bourgeoisie fait de notre sueur une marchandise que l'on estime au taux du salaire, qui porte le sceau de l'esclavage et est la source d'où découlent tous les maux qui nous oppressent."

Une fois de plus on voit comment le problème des classes sociales est nettement posé. Voici maintenant, et à nouveau, l'énonciation des méthodes de lutte et du but à atteindre :

"Notre organisation, purement économique, se sépare de tous les partis politiques, bourgeois et ouvriers ; elle leur est opposée parce que tous ces partis s'organisent pour la conquête du pouvoir politique, tandis que nous nous organisons pour détruire tous les Etats politiques actuellement existants et les remplacer par une LIBRE FEDERATION DE LIBRES ASSOCIATIONS DE TRAVAILLEURS LIBRES."

Un nouveau commentaire s'impose. Ce paragraphe vise nettement le marxisme international, et naturellement Marx, qui avait entraîné ses partisans sur le chemin du parlementarisme et de l'Etat, en faisant voter, au congrès de La Haye (septembre 1872) une résolution déclarant que "la conquête du pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat". La polémique publique entre les deux écoles du socialisme commençait en Espagne. Elle n'a fait, depuis, que s'étendre et s'accroître.

Puis le Manifeste insiste sur l'internationalisme, l'universalité des buts poursuivis et la vision d'avenir :

"Le problème social n'est pas seulement national, il intéresse les prolétaires des deux mondes, car l'accaparement des matières premières, l'introduction des machines, la division du travail, la concentration des capitaux, les opérations de banques et les spéculations financières, le développement des moyens de communication sont autant de forces économiques qui ont favorisé l'avènement complet de la bourgeoisie et de domination exclusive sur les intérêts sociaux."

Le lecteur quelque peu informé constate que les rédacteurs de ce document avaient lu Proudhon, particulièrement *Qu'est-ce que la Propriété ?* et les *Contradictions économiques*. Mais il constate aussi que ces ouvriers dont certains – Ricardo Mella, Anselmo Lorenzo, Rafael Farga, Pellicer, Federico Urales – s'étaient élevés à la hauteur de sociologues [\(12\)](#) analysant la structure du capitalisme et son développement avec une connaissance dont la profondeur surprend.

Ces progrès, ces développements repris en toute occasion favorable furent plusieurs fois signalés par Pierre Kropotkine qui dans le journal *Le Révolté*, qu'il avait fondé et était le seul journal anarchiste de langue française alors existant, écrivait (éditorial du 12 novembre 1881) que le mouvement ouvrier reprenait "avec une force nouvelle en Europe". Puis, se référant à l'Espagne :

"Mais c'est surtout en Espagne qu'il prend en ce moment un développement sérieux. Après avoir couvé pendant huit ans, comme le feu sous la cendre, il vient de se manifester ouvertement par le dernier congrès de Barcelone auquel 140 organisations ouvrières se sont fait représenter par 16 délégués. Non pas des sections de

7 ou 8 membres que le hasard a réunis dans un quartier, mais des sections d'ouvriers du même métier, dont les membres se connaissent parfaitement et se voient chaque jour, qui sont animés des mêmes espérances, et qui ont pour ennemi commun le patron. et un but commun – celui de s'affranchir du joug du capital ; bref, une vraie *organisation*.

"Nous parcourons les numéros de *La Revista Social*, journal fait par les ouvriers eux-mêmes, et chacun nous apprend la création de nouvelles sections de métiers, soit l'adhésion de groupes existants, soit la fédération de groupes jadis isolés. En lisant le bulletin du mouvement espagnol nous nous sentons transportés vers les meilleurs temps de l'Internationale avec seulement cette différence : plus de netteté dans les aspirations, une conception plus claire de la lutte qu'il faut soutenir, et un tempérament plus révolutionnaire dans la grande masse du groupement.

"Une comparaison vient immédiatement sous la plume : la comparaison du mouvement qui s'opère en Espagne avec celui qui s'opère en France, toute à l'avantage de l'Espagne, toute au désavantage de la France."

Après quelques autres considérations, Kropotkine insiste sur la différence entre les deux pays :

"Fidèles aux traditions anarchistes de l'Internationale, ces hommes intelligents, actifs, remuants ne vont pas faire bande à part pour poursuivre *leur* petit but ; ils restent dans la classe ouvrière, ils luttent avec elle, pour elle. Ils apportent leur énergie à l'organisation ouvrière et travaillent à constituer une force qui écrasera le capital au jour de la révolution : le corps de métier révolutionnaire. Sections de métiers, fédération de tous les métiers de la localité, de la région, et groupes de combat indépendants de tous les métiers, mais socialistes avant tout [\(13\)](#). Voilà comment ils constituent les cadres de l'armée révolutionnaire...

"... Nous ne saurons trop recommander aux ouvriers français de reprendre, comme leurs frères espagnols, les traditions de l'Internationale, de s'organiser en dehors de tout parti politique en inscrivant sur leur drapeau la solidarité *dans la lutte contre le capital*."

Qu'il nous soit permis de commenter ce commentaire. Nous constatons d'abord qu'il a fallu, à cette époque, qu'un Russe publie le seul journal anarchiste existant en France, les anarchistes français n'étant ni assez nombreux, ni assez capables d'initiatives pour le faire eux-mêmes ; tandis qu'en Espagne... Cette différence est lourde de signification.

Ensuite, il ne pouvait être question, pour les ouvriers français, de revenir aux traditions de la Première Internationale, pour la simple raison que celle-ci n'avait jamais existé en France comme mouvement organisé, et que les quelques sections locales qui purent se constituer furent persécutées avec acharnement, tandis qu'en Espagne le mouvement disposa de quelques années pour prendre conscience de lui-même et apprendre à s'organiser.

Puis il manquait un Bakounine. Malgré toutes ses qualités, Kropotkine ne pouvait exercer cette influence, cette fascination qui caractérisaient le grand lutteur, qui fut aussi un grand penseur et grand organisateur. Il n'avait pas ce don de séduction, de compréhension humaine directe, qui faisait qu'un paysan ou un manuvre se sentait de plain-pied en parlant avec celui qui, parce que et quoiqu'il était héréditairement un "barine", comprenait l'homme du peuple et savait se placer à son niveau.

Tout cela nous explique pourquoi, bien qu'il fût partisan de l'activité et de l'organisation ouvrières, Kropotkine ne put exercer sur ses camarades une influence comparable à celle de Bakounine. De plus, à cette époque le mouvement italien était, par l'impatience et la maladresse de ses personnalités les plus éminentes, presque réduit à l'état squelettique ; et la Fédération du Jura se trouvait dans une situation identique.

Cela nous explique aussi pourquoi le mouvement anarchiste français se constitua sur la base de groupes "de 7 ou 8 membres que le hasard a réunis dans un quartier", poursuivant "leurs petits buts" et délaissant les grandes tâches de la transformation sociale.

Kropotkine revint, au mois de juin de l'année suivante, sur l'exemple espagnol. Effort inutile. Il fallut l'activité terroriste et désastreuse de l'époque dite "héroïque", et une certaine désagrégation intérieure à conséquences de déviations diverses, pour qu'une partie des anarchistes se décide, vers 1895 et les années suivantes, à entrer dans les syndicats où ils apportèrent non seulement la pratique de la violence, comme l'écrivait Georges Sorel,

mais un corps de doctrine dont les éléments principaux furent repris par l'école, maintenant si réduite, du syndicalisme révolutionnaire.

Revenons en Espagne. Des années ont passé, nous sommes en 1887 ; un congrès vient d'être célébré, qui lance un Manifeste publié dans le journal *El Productor* (14). Nous y lisons :

"Nous proclamons l'acratie (15) (pas de gouvernement) et nous aspirons à un régime économique–social dans lequel, par l'accord des intérêts et la réciprocité des droits et des devoirs tous seront libres, tous contribueront à la production et jouiront du plus grand bonheur possible, qui consiste en ce que les produits consommés soient le fruit du travail de chacun, sans exploitation, et par conséquent sans les malédictions d'aucun exploité.

"La terre ne doit pas avoir de maître, pas plus que l'air et la lumière, les richesses du sous–sol, les forêts et tout ce qui n'est pas le fruit du travail des hommes.

"La science ne peut pas avoir de maître, pas plus que les moyens de production, conséquences et applications des connaissances scientifiques.

"La Terre, la Science, les machines de la grande industrie n'ont pas été créées par leurs détenteurs, mais elles se créent soit par des causes indépendantes de la volonté de l'homme, soit par le travail continu de tous les hommes...

"L'unité sociale est essentiellement le producteur... Le premier groupe social est le groupe de producteurs d'une même branche de travail. Le contrat fondamental se conclut entre le producteur et le groupe respectif de producteurs de la même branche.

"Les groupes de producteurs d'une même localité établissent un contrat par lequel ils constituent une entité facilitant l'échange, le crédit, l'instruction, l'hygiène et la police locale et ils concluent des contrats avec les autres localités pour le crédit et pour l'échange dans une sphère plus vaste, tels les communications, les services publics généraux et réciproques...

"La terre, les mines, les usines, les voies ferrées, et, en général, tous les moyens de production, de transport et d'échange sont concédés en usufruit aux collectivités de travailleurs. Le but final de la révolution est :

- "La dissolution de l'Etat.
- "L'expropriation des détenteurs du patrimoine universel.
- "L'organisation de la société sur la base du travail de ceux qui peuvent produire; la distribution rationnelle des produits du travail; l'assistance de ceux qui ne sont pas encore aptes au travail ou qui ont cessé de l'être ; l'éducation physique et scientifique – intégrale – des futurs producteurs...

"Pour ces raisons, le congrès, qui considère la Fédération régionale espagnole comme un groupement libre dans lequel les travailleurs peuvent résoudre tous les cas particuliers par l'initiative commune lorsqu'une action unanime est nécessaire, reconnaît la liberté des individus et des collectivités pour qu'ils puissent se développer selon les conditions spéciales qui règlent la vie de chacun..."

De telles déclarations, de tels programmes où s'ajoutent souvent des conceptions ou des initiatives complémentaires montrent que les préoccupations constructives demeurent toujours au premier plan. Et sous ces préoccupations il y a invariablement une base doctrinaire fondamentale. inspiratrice des plans et des projets. Dans ce dernier Manifeste, ce qui demeure c'est la conception collectiviste proposée par Bakounine, et mitigée par la conception mutualiste proudhonienne dont le trait caractéristique est la formule du contrat. Mais à la même époque il se produit une évolution importante, qui prouve que les cerveaux travaillent. Jusqu'à maintenant, suivant la doctrine collectiviste, et ainsi que nous l'avons vu à différentes reprises, chaque producteur devait jouir "du produit intégral de son travail". Naturellement cette formule avait pour but de faire disparaître tout vestige d'exploitation de l'homme par l'homme ; mais un problème nouveau avait été posé par l'école communiste de l'anarchisme – et au fond, était posé implicitement dans les conceptions constructives de Bakounine : une partie importante des membres de la société, souvent la majorité n'était pas apte au travail, entendu comme apport producteur. La société était donc obligée de maintenir cette partie, et pour cela elle devait prélever, inévitablement, le nécessaire sur la part qui, selon le principe admis jusqu'alors, revenait aux producteurs. Ceux–ci ne pourraient donc pas "jouir du produit intégral de leur travail". La formule qui

s'imposait de plus en plus était celle du véritable communisme "à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses forces", que Louis Blanc avait préconisée et que Proudhon attaquait en partie parce qu'elle était conçue sous la forme de communisme d'Etat, en partie aussi parce qu'il repoussait, instinctivement, et l'on pourrait presque dire viscéralement, ce qu'il appelait "la communauté". Nous accédons maintenant à une morale de solidarité intégrale, qui sera pratiquée par les collectivités de 1936–1939.

Sous l'impulsion de Marx et Engels, qui ont envoyé Lafargue sur place afin de combattre les internationalistes espagnols qui ne se soumettent pas à leurs directives, une autre organisation syndicale, marxiste et réformiste est née (ses fondateurs, groupés à Madrid, étaient 7). Mais elle ne présente ni la force morale, que donnent les convictions philosophiques et sociales basées sur un large humanisme, ni les caractéristiques de volonté et d'activité historique nées de l'idéal incorporé à l'action. En Espagne l'anarchisme, disons plutôt le socialisme fédéraliste antiautoritaire a précédé le socialisme autoritaire et d'Etat, bénéficiant ainsi de l'avantage du temps. Mais par l'influence qu'il a exercée sur les esprits il a aussi mieux conquis les hommes ; car non seulement il refusait l'autorité extérieure à l'individu : il influençait la société par son uvre culturelle répandue dans les masses. N'oublions pas qu'en 1882 *La Revista social*, dirigée par Luis de Oteiza tire à 20 000 exemplaires, et est probablement la plus lue d'Espagne. D'autre part, dans l'histoire de l'anarchisme international nous ne connaissons pas de manifestation culturelle comparable à celle du *Secundo Certamen Socialista* (16) et il n'est peut-être pas inutile de souligner, une fois de plus, avec quelle facilité les anarchistes espagnols se classent comme une école du socialisme. En France, un tel comportement aurait été jugé, et condamné comme une impardonnable hérésie...

On comprendra mieux l'importance atteinte par ce mouvement quand on saura qu'en 1903, à Madrid, *Tierra y Libertad* qui sera par la suite – nous l'avons dit – le périodique traditionnel de l'anarchisme espagnol, devint quotidien sous la direction d'Abelardo Saavedra (17).

*

Pendant la période suivante, on enregistre un certain flottement dans la pensée jusqu'alors si lucide et précise de l'anarchisme espagnol. Car malheureusement, l'anarchisme français, si en retrait sur Proudhon et Bakounine, exerçait sur lui une influence intellectuellement et spirituellement restrictive. Son intervention tardive dans le mouvement syndical n'entraînait qu'une partie des militants. L'habitude des petits groupes que déplorait Kropotkine s'était trop bien implantée. Certes, on parlait bien de faire la révolution, mais on entrevoyait celle-ci comme l'apothéose du Grand Soir, romantique à ce point que Jean Grave et Charles Malato durent polémiquer avec leurs propres camarades pour qui toute organisation était forcément autoritaire et attentait aux droits de l'individu. Puis, comme la révolution tardait à se produire, on s'occupa de choses secondaires. L'individualisme apparut, avec sa revendication stirnérienne plus ou moins bien interprétée du "moi" ; la révolte devint purement négative, quand elle ne déviait pas sur de nombreux dadas marginaux : végétarisme, crudivorisme, naturisme, esthétisme, exaltation nietzschéenne, etc.

La France jouissait en Espagne d'un prestige immense. C'est de France qu'avaient été introduites, ou réintroduites bien des idées nouvelles, dont celles du républicanisme, du socialisme et de l'anarchisme. Bientôt les déviations anarchistes françaises furent importées par un certain nombre d'anarchistes espagnols (18).

Ces nouveautés se confondaient avec celles d'un certain anarchisme communiste qui rejetait l'activité syndicale, et la large prévision organique de l'avenir des anarchistes d'Espagne. Mais d'une part l'intensité même du problème espagnol limita ces fantaisies. D'autre part, le sentiment social naturel et l'esprit de solidarité si fortement présents dans la nature de l'Espagnol étaient trop puissants pour qu'un tel mouvement pût sombrer dans ces mortelles inepties. Aussi, l'existence des groupes anarchistes n'empêcha-t-elle pas l'activité sociale, d'abord, syndicale ensuite, de fonder cette dynamique presque mystique de l'histoire qui pousse aux grands rêves et aux grandes actions.

L'idéal demeure au fond de l'âme espagnole. Pour le militant moyen, il ne s'agit pas d'abstractions philosophiques, mais de justice sociale, de travail organisé solidairement, de fraternité active grâce à la jouissance égalitaire des biens et des services. Le dernier paysan anarchiste sait cela, en partie sans doute parce que son sort est si dur qu'il ne peut chevaucher des chimères quand il s'agit de la question sociale. Et le congrès du théâtre de la Comedia, célébré à Madrid en 1919 confirme ce qui a toujours été : le but de la C.N.T. est le communisme libertaire ; pour y atteindre on décide de transformer les syndicats traditionnels de métiers en syndicats d'industrie (19) afin de mieux assurer la gestion de l'économie nouvelle. Ce que ratifiera,

après dix ans de dictature civile et militaire le congrès de Saragosse de 1931, qui marque un nouveau départ de notre organisation syndicale.

Disons-le nettement : la résolution de caractère constructif votée par les délégués dans une situation qu'on sentait pré-révolutionnaire fut inférieure à la plupart de celles qui avaient été votées dans les congrès précédents. Mais l'incessante répétition des buts et des moyens, la volonté d'activités constructives des syndicats, des fédérations locales, cantonales, régionales, nationales, de leur cohésion, l'idée d'activités communales, de l'instruction généralisée, de vastes ateliers remplaçant ceux, vétustes, où les artisans et les petits entrepreneurs étaient si mal récompensés de leur travail, tout cela était demeuré dans l'esprit des militants de base, chez tous ceux qui, jusqu'alors, s'étaient donnés corps et âme au triomphe de l'idéal. Et l'on est surpris de voir comment, bien que les textes en soient ignorés par la génération qui fit la révolution, les résolutions des congrès de 1870, 1871, 1872, 1882 et autres sont appliquées, souvent comme à la lettre, dans les Collectivités agraires et les réalisations syndicales industrielles de 1936-1939.

Rappelons, avant de terminer ce chapitre, que pendant les cinq années de république (de 1931 à 1936), de nombreux essais avaient été publiés, qui s'efforçaient de préparer les réalisations constructives de la révolution. Pour la première fois dans l'histoire de l'anarchisme mondial, successivement Diego A. de Santillan, Higinio Noja Ruiz, Gaston Leval traitaient ces problèmes non sous forme d'utopies et d'anticipations imaginaires, mais en se basant sur la réalité concrète de l'économie du pays, à la lumière des statistiques concernant la production industrielle et agricole, le problème des matières premières, de l'énergie, des échanges internationaux, des services publics, etc. D'autres études, moins documentées, dont celle du docteur Isaac Puente intitulée *El Comunismo libertario* et des essais de moindre importance parurent aussi. Et l'on traduisit du français cinq ou six livres d'économistes comme Cornelissen, de théoriciens militants syndicalistes révolutionnaires comme Pierre Besnard, de sociologues moins rigoureux comme Sébastien Faure. Tout cela, édité avec bien d'autres livres et de nombreuses brochures par au minimum trois organismes éditoriaux, contribua à préparer la masse des militants pour ses tâches futures.

L'idéal poursuivi par les anarchistes communistes espagnols fut donc celui que les plus hauts esprits de l'humanité ont poursuivi, propagé depuis Platon, et peut-être certains stoïciens, jusqu'à nos jours. La révolution espagnole a réalisé ce que demandaient les premiers chrétiens, ce pour quoi au XIV^e siècle luttèrent les Jacques, en France, et les paysans anglais conduits par John Ball en Angleterre, ceux d'Allemagne, que Thomas Münzer mena deux siècles plus tard, les niveleurs anglais inspirés par Everald et Winstanley, les frères Moraves, disciples de Jean Huss ; ce qu'ont préconisé Thomas Morus dans *l'Utopie*, et François Bacon, et Campanella dans *La Cité du Soleil*, et le curé Jean Meslier dans son célèbre *Testament*, trop méconnu, et Morelli dans son *Naufrage des îles flottantes*, et Mably qui, comme Morelli, inspira les meilleurs esprits de la révolution américaine, et les "enragés" de la révolution française, dont Jacques Roux, le "curé rouge". Et la légion de penseurs et de réformateurs du XIX^e siècle et du premier tiers de celui-ci. Elle est, dans l'histoire du monde, le premier essai d'application du rêve poursuivi par ce qu'il y eut de meilleur dans l'humanité. Elle est parvenue à réaliser, intégralement dans bien des cas, le plus bel idéal qu'ait conçu l'esprit humain, et ce sera sa gloire éternelle.

Les hommes et les luttes

Pour la plupart de ceux qui s'occupent d'histoire sociale, de réalisations ou de possibilités révolutionnaires, c'est à peu près exclusivement dans les régions industrialisées et chez le prolétariat industriel qu'il faut enquêter. Les régions agricoles et les travailleurs de la terre sont, d'emblée, écartés. Plus encore, la classe sociale des petits paysans est réputée fatalement contre-révolutionnaire, surtout par la "science" marxiste selon laquelle les conditions d'existence et les techniques de travail condamnent leurs usagers à être les soutiens de la réaction, ou son incarnation. Marx insistait sur cette "loi" de l'histoire, affirmant même que la lutte entre la ville et la campagne avait été l'un des aspects dominants de la guerre des classes.

Il est vrai qu'en cette matière, maintes fois les paysans sont restés en arrière sur les citadins. Toutefois, rien n'est absolu, et les faits nous prouvent qu'on ne peut prétendre enfermer le déroulement de la vie des peuples dans des formules indiscutables. L'Espagne en est un exemple. En effet, s'il est vrai que le socialisme collectiviste antiétatiste préconisé par Bakounine apparut en 1869 à Madrid et à Barcelone, il ne tarda pas à se

répandre dans des régions nettement agricoles, et aussi dans les villes dont l'économie était liée aux activités générales de l'agriculture. En fait le mouvement social et socialiste anarchiste s'étendit au nord, surtout en Catalogne, la plus industrielle, et au sud, en Andalousie, région où l'agriculture domine, qui embrasse presque tout le midi de l'Atlantique, au sud du Portugal, à la région du Levant, sur les côtes méditerranéennes.

C'est dans ces deux régions que l'on vendait, avant la révolution espagnole et depuis longtemps, le plus de journaux de propagande, de revues, de brochures, et que l'activité sociale, les luttes soutenues ont été parmi les plus intenses.

On peut en donner des explications diverses. Psychologiquement d'abord, car l'Andalou est peut-être le plus rétif des Espagnols aux ordres venus du dehors, à la tutelle de l'Etat et de l'autorité représentée par l'homme de loi, ou le fonctionnaire. Economiques ensuite, car la structure de la propriété agraire sous la forme de très grandes fermes (cortijos) couvrant souvent des milliers d'hectares, qui employaient sur place, à demeure, un personnel salarié nombreux, misérablement payé, prédisposait les travailleurs à s'entendre pour la résistance et facilitait leur groupement. Ceux qui ont connu cette époque nous racontaient comment, le soir, laboureurs et moissonneurs, exténués par le labeur du jour, se réunissaient dans la grange où ils dormaient, et là, à la lueur de la lanterne unique celui qui savait lire faisait connaître à ses camarades le contenu des journaux révolutionnaires édités à Barcelone, ou dans les villes andalouses. Ainsi se répandait la Bonne Nouvelle.

Cela pourtant n'explique pas tout. Car, comme on le verra plus loin, c'est dans certaines provinces, le plus souvent parmi les petits propriétaires pouvant lutter plus librement grâce à leur indépendance économique, que se sont trouvés nos militants les plus tenaces, les plus héroïques et les plus efficaces.

D'autre part, si la faim, le chômage, la misère endémique constituaient des facteurs et des causes de guerre sociale, d'autres facteurs poussaient les adhérents dans leurs efforts de rénovation sociale. Nous revenons aux caractéristiques de la nature humaine. Abelardo Saavedra nous racontait comment, lorsque Francisco Ferrer entreprit de répandre la pédagogie nouvelle sous forme d' "escuelas modernas", il avait, toujours dans cette vaste région andalouse – il était lui-même natif de Séville – fondé 148 petites écoles. Ferrer fournissait l'argent et le matériel, Abelardo Saavedra organisait. Mais il lui fallait trouver sur place des éléments de soutien matériel et des instituteurs. Les syndicats ouvriers les fournissaient. Presque toujours les enseignants étaient de jeunes militants ouvriers, autodidactes, qui s'attelaient à ces nouvelles tâches, et y réussissaient.

Il en fut de même hors de l'Andalousie. En 1919–1920, j'ai visité dans la région du Levant, particulièrement la province de Valence, plusieurs de ces écoles où l'on continuait au mieux l'uvre du martyr de Montjuich (20). Elles existaient surtout dans ce que nous pouvons appeler les petites villes rurales. Les ressources autrefois fournies par le grand fondateur manquant, le Syndicat local qui réunissait des travailleurs de tous les métiers, ou la fédération locale quand il existait plusieurs Syndicats, apportaient les fonds prélevés sur les cotisations versées. Souvent, l'école devenait le but principal, presque mystique, de l'association ouvrière. Et j'ai connu des paysans qui se privaient de tabac, leur seul plaisir de luxe, pour verser tous les mois un douro – cinq pesetas – afin de soutenir l'école maintenant appelée "rationnaliste".

On pourrait écrire des pages émouvantes sur le combat mené localement autour et à propos de ces réalisations où le caractère moral prédominait. Car, naturellement, elles se heurtaient à l'hostilité active des "caciques", grands propriétaires terriens, maîtres de la vie locale, qui faisaient bloc avec le curé, la garde civile, parfois le pharmacien et le médecin. Souvent, appliquant une vieille coutume, on arrêtait l'instituteur non officiel, et on le déportait à pied, menottes aux mains, entre deux gardes civils à cheval, vers des régions lointaines où il restait en résidence surveillée. Alors, presque toujours, le militant le plus instruit de l'endroit prenait la relève. Presque toujours aussi c'était son tour de connaître la déportation. Et un autre ouvrier ou paysan lui succédait, qui partait aussi, de prison en prison, pour les provinces lointaines. Parfois les autorités finissaient par fermer l'école. Et il arrivait que sur la résolution du Syndicat les élèves partent tous les matins, dans la montagne, avec un dernier maître improvisé, qui les faisait lire, leur enseignait en écrivant en l'air les mots et les chiffres, ou l'histoire naturelle par observation directe.

Ce que je viens d'écrire ne dépeint qu'un des aspects des luttes sociales qui, cela va de soi, s'appliquaient aux conditions de vie immédiates, mais étaient aussi inséparables d'une finalité supérieure. Certes elles revêtaient des formes multiples, telles les protestations, contre l'Etat qui soulevèrent tant de fois les paysans de France, d'Italie et d'Europe centrale, contre les agents du fisc aux siècles des grands rois et des empereurs ; mais s'y ajoutait une guerre de classes qui à cette époque avait pris un caractère beaucoup plus aigu que ce qu'on avait

connu auparavant.

Nous allons, par des informations puisées à des sources sûres et remontant à une époque particulièrement troublée, énumérer des faits qui permettront de saisir l'importance du combat social mené par les déshérités révoltés de l'Espagne. Elles ne concernent qu'une période très limitée, mais l'intensité des faits qu'elles rapportent permet d'en imaginer l'acuité d'ensemble. Elles ne reconstituent pas l'ampleur des grèves générales, surtout andalouses, dans la dernière partie du XIX^e siècle, grèves qui paralysaient tout dans les villes, les villages et les campagnes, où les pâtres lâchaient les troupeaux dans les montagnes, les nourrices rendaient les nourrissons aux dames de l'aristocratie, le personnel domestique se joignait aux salariés industriels. Toutefois ce qui suit, et qui commence dix ans après la naissance du mouvement libertaire espagnol, nous permettra de mieux comprendre le sens de cette lutte sociale.

Année 1879. – Exécution, au garrot, du paysan anarchiste Oliva, condamné pour des raisons sociales – sans doute pour avoir commis un attentat contre un "cacique". Dissolution des sociétés ouvrières à Tarragone (Catalogne) et d'une coopérative dans le village d'Olivera (province de Cadix). A Valence, grève des fermiers et métayers qui refusent de payer les propriétaires. Intervention de la garde civile, nombreuses arrestations, proclamations des grévistes apposées sur les arbres, 75 paysans grévistes sont déportés, sans condamnation, aux îles Mariannes (archipel des Philippines, alors colonies espagnoles). A Arcos de la Frontera (province de Cadix), à Grenade, Ronda, Jaén – tout en Andalousie – manifestations de chômeurs demandant du travail et du pain. Arrestations nombreuses. En plusieurs endroits, le peuple pille les boulangeries et les boucheries.

En juin et juillet, incendie de récoltes, vignobles, forêts, moisson et granges des grands propriétaires de Castille, d'Estrémadure, de la région valencienne, et surtout d'Andalousie où les brasiers continuent pendant le mois d'août. Un nommé Moncasí est exécuté, sans doute encore au garrot, pour attentat contre un patron. Il est suivi par Francisco Otero Gonzalez, qui a tiré sans résultat deux balles de pistolet contre un riche.

1880. – Des bandes saccagent les églises et les bureaux des percepteurs, rançonnent les riches dans les provinces de Tarragone, Tolède, Ciudad Real (ces deux dernières en pleine Nouvelle-Castille). Agitation en Andalousie. D'après *La Revista Social*, 4.566 lopins de terres ont été saisis et vendus par le fisc. Puis 51.854 autres lopins sont à leur tour saisis, mais non vendus par manque d'acheteurs. Dans les premiers mois de 1880, c'est le tour de 39.000 autres lopins.

En mai et juin, des incendies de mas, de vignobles des grands propriétaires ont lieu dans la région de Xérès, en Andalousie. Dans cette ville, depuis vingt-trois mois, 13 militants sont emprisonnés, accusés d'incendies qui ont eu lieu à Arcos ; deux d'entre eux, Manuel Alvarez et José Campos Rodriguez meurent. Une bombe éclate devant la maison de l'alcalde, de La Corogne, en Galice.

Dans la province de Huelva (Andalousie), extermination des troupeaux par les grévistes et destruction de plantations d'arbres. Une douzaine – ou une quinzaine de soulèvements contre les agents du fisc, dans différentes parties du pays (Valls, Arriate, Orense, en Galice ; Almodovar (province de Ciudad Real), etc.

Toujours en 1880, des incendies sont allumés dans les campagnes de la province de Cordoue. Des milliers d'hectares de céréales sont détruits, dont 84 appartenant au duc d'Albe. A nouveau des demeures de riches brûlent. La misère exaspère le peuple. Le journal libéral *El Siglo* déclare: "Nous préférons nous retirer dans la vie privée, car nous sommes convaincus que la révolution triomphant en Espagne tomberait immédiatement aux mains de tous les éléments démagogiques du pays." Un pétard éclate au couvent des jésuites de Gandia (province de Valence). Ceux-ci vont s'établir dans la maison du duc de Pastraña, qui est incendiée par les révolutionnaires.

Le 3 août, trois auteurs d'un déraillement et de l'attaque d'un train près d'Alcazar, en Castille, sont fusillés. Le 17, quatre condamnés à mort sont exécutés à Berzocana, le 18, un à Riaza, le 19, un à Marchena: dix exécutions en dix jours. Un organe clandestin paraît, *El Municipio libre*, distribué dans les villes et les campagnes. La maison du collecteur d'impôts, de Requeña (province de Valence) est prise d'assaut, les livres comptables sont brûlés sur la place publique avec une partie des archives de la municipalité. La troupe intervient, le peuple fait face. Dans la ville-village d'Alcoy, province de Valence [\(21\)](#) les jésuites sont obligés de partir devant l'attitude hostile du peuple. Des militants sont arrêtés à Malaga où l'imprimerie clandestine de *El Municipio Libre* est découverte.

1881. – Du 24 au 26 septembre, un congrès de fédérations "comatules" (cantonales) a lieu à Barcelone. Par leur structure même, nombre de ces fédérations sont basées sur les travailleurs des champs groupés dans les organisations syndicales. Deux cents sections sont représentées, 136 délégués y prennent part. A l'unanimité moins huit voix, une résolution est votée, déclarant que le but poursuivi est l'anarchisme collectiviste. Les opposants sont partisans du socialisme d'Etat marxiste.

1882. – Congrès national (appelé régional, l'Espagne étant considérée par les libertaires comme une *région* de l'Internationale), à Séville ; 212 délégués, 10 régions organiquement constituées, 218 fédérations locales, 633 sections syndicales et 59.711 fédérés. Ce dernier chiffre se décompose comme suit Andalousie de l'Ouest, 17.021 adhérents; Andalousie de l'Est, 13.026 ; Aragon. 689 ; Catalogne, 13.181; Vieille–Castille, 1.036 ; Nouvelle–Castille, 515 ; Murcie, 265 ; Galice, 847 ; Pays basque, 710 ; Valence, 2.355. Chiffres très inférieurs à ceux des gens du peuple qui prennent part aux luttes sociales.

Il y a décalage (qui sera rectifié par la suite) entre le total et les chiffres régionaux ou locaux. L'importance du mouvement n'en apparaît pas moins, étant donné son caractère idéologique. Soulignons aussi quels efforts, souvent extraordinaires, impliquait la présence de si nombreux délégués dont une bonne partie a dû voyager à pied, ou traverser l'Espagne dans des conditions invraisemblables.

Observons aussi qu'à ce dernier congrès il a été décidé, presque trente ans avant que Francisco Ferrer n'entreprene cette tâche qui lui coûta la vie, de fonder des écoles non soumises à la tutelle de l'Eglise et de l'Etat.

En Andalousie toujours, la fédération locale de Séville où, à cette époque, la vie sociale est solidaire des activités agraires, compte 53 sections syndicales et 6.000 adhérents. Immédiatement après les congrès de Séville, sept nouvelles fédérations locales sont organisées dans la province, 19 sections ont adhéré à la fédération régionale andalouse. Chaque numéro du périodique *El Trabajo (Le Travail)* qui paraît à Malaga, annonce la fondation d'une vingtaine de sections syndicales où les travailleurs des champs adhèrent en grand nombre. Sur les 18.000 exemplaires de *La Revista Social*, 8.000 sont vendus dans la seule Andalousie. N'oublions pas qu'alors l'Espagne ne compte que 18 millions d'habitants, dont 65 % d'illettrés. Ajoutons qu'une vingtaine de congrès régionaux avaient précédé le congrès de Séville pour étudier l'ordre du jour et décider des propositions qui y seraient émises.

1883. – *La Revista Social* annonce qu'à Marchena, un ouvrier gagne de 2 à 3 "réales" (1 "réal" = un quart de peseta). On compte 30.000 chômeurs dans la campagne andalouse ; la fédération en secourt 3.500 (il y a donc une pratique d'entraide limitée aux ressources disponibles). Le gouvernement "ferme les bibliothèques et les écoles ouvrières".

Mais le caractère violent, exaspéré de la lutte sociale a provoqué la constitution d'une organisation secrète, la "Mano Negra" (la main noire). Plus de 400 personnes sont arrêtées, accusées d'en faire partie. Des militants de la province de Valence sont déportés aux îles Mariannes. Bientôt 2.000 travailleurs sont inculpés d'appartenir à cette société mystérieuse ; la terreur règne. Les fédérations locales se dissolvent, des perquisitions ont lieu à peu près partout dans le pays, des crimes sociaux sont commis, la garde civile perquisitionne nuit et jour, arrête, emprisonne, torture. Un grand procès se prépare à Montilla (province de Cadix–Andalousie). A la bibliothèque–école de La Linea (province de Cadix), la garde civile s'empare des meubles, tables, livres, mappemondes, etc.

En mai, premiers procès de la Mano Negra. L'avocat général réclame trente peines de mort. Cinq malheureux condamnés seront exécutés. La police prétend avoir découvert une nouvelle organisation secrète dont vingt membres seraient arrêtés.

1885–1886–1887. – A La Corogne (Galice), révolte des paysans contre l'octroi. Livres, papiers, registres sont jetés au feu. La troupe tire, l'insurrection dure deux jours. Les paysans de Canollas [\(23\)](#), province de Barcelone, refusent de payer les impôts, cent hommes armés de bâtons obligent le percepteur à se retirer. D'après le journal libertaire *El Obrero (l'Ouvrier)*, rien qu'en décembre 1886 l'Etat a saisi 75 fermes à Jodar, 32.000 dans la province de Logroflo, 4.000 dans les Baléares, pour arriérés d'impôts. A Onteniente, province de Valence, le peuple prend d'assaut la municipalité au cri de "A bas les impôts !" et brûle les documents comptables. On calcule que de 1880 à 1886 le ministère des Finances a saisi judiciairement 99.931 propriétés rurales et urbaines. Depuis la Restauration, en treize ans, le total s'élèverait à 999.000 [\(24\)](#).

Le chiffre est énorme, et nous ne pouvons, rétrospectivement, le vérifier. Toutefois on annonce en mai 1887, que dans la région d'Alcañiz (province de Teruel), 3.000 fermes doivent être vendues pour non-paiement d'impôts. De nouvelles et nombreuses émeutes sont signalées en divers endroits contre les octrois, avec des morts, des blessés, car la garde civile tire, tire... Arrestations dans toute l'Andalousie pour contrecarrer la campagne pour les martyrs de Chicago. A Grazamela (province de Cadix), 24 hommes et 6 femmes sont emprisonnés. Dans bien des petites villes (à Rio Tinto, province de Huelva, Andalousie, par exemple), solidarité active entre les mouvements des ouvriers d'usine et les mineurs. Misère noire dans de nombreux villages et petites villes d'Andalousie. A La Loja (province de Grenade), Ecija, Los Arcos, Sanlucar, Grazamela, les maires télégraphient au gouvernement de Madrid demandant des secours et des troupes. Le journal portugais *Grito do Povo* annonce 414.565 confiscations de propriétés (sans spécifier en combien de temps), dont 63.562 dans la province de Cuenca (Nouvelle-Castille), 73.395 dans la province de Saragosse. Les paysans de Vieille-Castille émigrent en masses.

Ce que nous venons d'énumérer, et qui est forcément incomplet quant aux luttes sociales menées dans cette période de douze ans, permet de juger de l'intensité des combats menés par le peuple dans toutes les régions d'Espagne – excepté probablement le Pays basque.

*

D'autres facteurs complètent l'explication du comportement des populations des campagnes, et l'on aurait tort de juger de l'attitude de ces dernières d'après les seules révoltes désespérées dont nous venons de donner l'idée. Certes, la lutte est en dents de scie, il est des périodes où elle s'atténue, où la répression qui met hors la loi, pendant des années, les Syndicats paysans, prend le dessus, où une certaine résignation semble s'emparer du plus grand nombre. Mais les militants libertaires sont toujours là, comme un ferment, comme un levain. Ils continuent d'influencer par l'action, ou par la propagande, la diffusion des journaux et des revues, la création de bibliothèques, même l'adhésion à la section locale du parti républicain quand il en existe une. Ils font preuve d'une volonté, d'un stoïcisme, d'un héroïsme souvent bouleversants. C'est par centaines, par milliers qu'ils ont connu – souvent pour combien d'années ! – la prison, le bagne, la déportation, l'exil, le boycottage des "caciques" et de leurs administrateurs, des patrons, des commerçants refusant le crédit, les persécutions sans nombre. Mais cette lutte a trempé les hommes, forgé des volontés admirables. Nous avons dit, et nous verrons davantage que, souvent, les petits propriétaires jouissant d'une certaine indépendance matérielle, pouvaient agir et lutter avec plus d'efficacité que les salariés. Ce sont ces petits propriétaires libertaires, indépendants qui avaient le plus contribué, pendant les années 1915–1920, à la renaissance du mouvement libertaire dans la ville même de Valence où, sous le régime monarchiste, le républicanisme avait accaparé l'opposition. Le dimanche matin, délaissant leurs travaux, ils descendaient des villages, des montagnes, ou venaient de la Huerta, apporter leur concours à ceux qui, dans la ville, s'efforçaient de remettre sur pied les forces que les répressions avaient balayées. Ils furent les soutiens, les principaux artisans de cette réapparition.

*

C'est dans la région du Levant que j' ai connu Narciso Poimireau [\(25\)](#) qui habitait le village de Pedralva, dans la région montagneuse et pauvre de la province de Valence, où il possédait des terres et pouvait figurer parmi les bien nantis de l'endroit. Et pourtant, Narciso Poimireau, grand, sec, au cur d'or et à l'esprit illuminé, était l'agitateur par excellence du canton de Lina, qui offre peut-être l'histoire sociale la plus intéressante de la région du Levant.

Il travaillait ses terres, et le soir, partait à pied pour ne pas fatiguer sa mule, qui comme lui, devait travailler le lendemain – parcourant les chemins rocailleux, allant d'un village à l'autre, prêchant l'évangile libertaire, et organisant les paysans. Il avait fondé de ses deniers, et maintenant une école rationaliste dont sa fille était l'institutrice. En même temps que la lutte contre les riches exploiters il menait le combat contre le curé. Il parlait aussi dans les meetings mais au sein de notre mouvement il était dans la région, par sa hauteur morale, le guide éclairé et pondéré, qui calmait les élans de la colère et s'opposait aux fureurs de la haine.

Quand les troupes franquistes arrivèrent, ses adversaires locaux qu'il n'avait pourtant pas poursuivis pendant la période antifranquiste l'arrêtèrent. On n'entendit pas parler de lui durant un certain temps, puis un jour les autorités convoquèrent les habitants sur la place du village. Et devant eux, par dérision, elles firent circuler une charrette sur laquelle se trouvait une grande cage de bois. Dans la cage, Narciso Poimireau enfermé comme Don Quichotte à son retour lamentable, et donné en spectacle public aux moqueries des gens

autoritairement rassemblés. "Mais les gens ne se moquèrent pas de moi ; ils me regardaient avec peine, les franquistes en furent pour leurs frais", racontait-il dans la prison à celui qui m'a rapporté ces faits. Narciso Poimireau que j'avais connu, chez qui j'étais descendu deux fois quand j'étais allé parler à Pedralva, fut fusillé par les franquistes.

*

Passons au nord de l'Aragon. Voici un autre de ces hommes exceptionnels qui forcent l'admiration. Il s'appelle Juan Ric, il vit encore, quelque part en France. Il habitait Binéfar, dans la province de Huesca, était propriétaire de 15 hectares de bonne terre irriguée – une fortune – élevait et revendait une centaine de moutons par an, possédait deux mules et tenait, avec sa femme, une épicerie lui appartenant. En même temps il était le principal animateur du mouvement syndical libertaire local et cantonal.

Toujours se dépensant avec une vitalité inépuisable, il fut à plusieurs reprises poursuivi pour activités subversives. Une tentative insurrectionnelle prématurée ayant eu lieu en décembre 1934, et des gardes civils étant tombés dans la lutte, il se vit condamné deux fois à perpétuité (la condamnation à perpétuité était alors de trente-trois ans), et à une quinzaine d'années supplémentaires. En tout quelque quatre-vingt deux ans : Ric ne sait plus au juste. Il sortit de prison avec l'amnistie de 1936, et naturellement reprit aussitôt la lutte. Naturellement aussi, il fut quelques mois plus tard à l'avant-garde de la contre-offensive antifranquiste. Naturellement encore je le trouvai, toujours actif et souriant, principal animateur de l'organisation collectiviste du canton de Binéfar dont il sera question plus loin. Il dut passer les Pyrénées au moment de l'avance franquiste, connut les camps de concentration français [\(26\)](#), puis celui de Dachau où l'emmena la police hitlérienne et dont il revint par miracle et il est prêt, demain, s'il peut retourner à Binéfar où la population refusa d'acheter ses terres que les franquistes avaient mises aux enchères, à recommencer l'expérience d'une collectivité égalitaire et libertaire avec le même enthousiasme, la même volonté, la même foi illuminée.

Combien d'autres biographies, riches, passionnantes, d'hommes exceptionnels, de révolutionnaires libertaires, paysans, petits propriétaires et salariés, apôtres obstinés de la révolution parce qu'apôtres de la justice et de l'amour pourrait-on écrire ! J'ai sous la main un bref récit de lutte sociale qu'a rédigé sur ma demande un de ces hommes, qui fut la figure de proue des luttes paysannes à Navalmoral de la Mata, petite ville de 7.500 habitants dans la province de Cacérès, en Estrémadure. Il fut deux fois condamné à mort, grièvement blessé dans les combats contre les forces franquistes. passa dix-huit ans au bagne, et s'il en avait la force et les possibilités, serait, lui aussi, j'en suis certain, prêt à recommencer les luttes que je vais résumer à mon tour. Mais ce héros inconnu, modeste et obscur, éprouve, avant de parler de lui, le besoin de rendre hommage à un autre héros modeste et inconnu. Lisons-le :

"Je veux, avant de commencer, parler d'Alfonso Gonzalez, le plus vieux militant de Navalmoral. Il fut notre père à tous en anarchie, emprisonné maintes fois, deux fois condamné à mort, arrêté par les franquistes le 22 juillet 1936, et remis en liberté en 1942 ; puis arrêté de nouveau en 1944 parce qu'il servait d'agent de liaison aux guérilleros de la région, il fut condamné au bagne et enfermé dans le pénitencier d'Ocaña. Il purgea sa peine, et revint ; à 84 ans, les autorités l'expulsèrent de Navalmoral. Il passa six mois au village de Talayuela, et revint à Navalmoral où il mourut six mois plus tard. Par testament devant notaire, il exigeait un enterrement civil. Les autorités voulurent passer outre, mais le notaire obtint que fût respectée la volonté du vieux lutteur. On ouvrit une brèche dans le mur du cimetière pour que le passage du corps dans les allées bénies par Dieu et par les prêtres ne contaminât pas les autres tombes, et on l'enterra dans un coin à part."

Espérons que les générations futures élèveront un monument à Alfonso Gonzalez. Mais il faudrait en élever tant d'autres !

Et voici, résumé, ce qui concerne Ambrosio Marcos:

"L'opposition libérale, qui constituait déjà un pas important à Navalmoral, apparut, aux temps de la monarchie, vers la fin du siècle dernier, en la personnalité de républicains éminents, qui laissèrent un beau souvenir dans la mémoire du peuple. L'un d'eux fonda une grande bibliothèque publique où l'on trouvait tous les livres de culture générale et ceux traitant du problème social, donc on le comprend, des livres de sociologie anarchiste si nombreux en Espagne. Cela n'est nullement surprenant, car certains courants républicains maintenaient un contact fraternel avec le mouvement ouvrier révolutionnaire dans l'opposition anti-monarchiste. Les conflits sociaux se produisirent sous forme de grèves agraires, de luttes contre les

grands propriétaires. Les détails nous manquent, mais au début du siècle, on parle de la Main Noire qui causait une telle terreur que les mères en menaçaient leurs enfants ! Elle remplaçait le diable."

En 1905, le peuple de Navalmoral se soulève pour défendre l'alcade libéral qui vient d'être élu, et contre qui le marquis de Comillas, qui passe pour l'homme le plus riche d'Espagne et possède des terres dans la juridiction de Navalmoral comme dans beaucoup d'autres régions, a opposé son veto. Une compagnie de la garde civile accourt, avec fusils et mitrailleuses, soutenir les forces locales ; après des escarmouches, elle finit par se retirer et le peuple triomphe. Dans les années suivantes, on enregistre des manifestations contre la cherté de la vie. En 1916 une Fédération ouvrière locale est fondée, qui adhère à l'Union générale des Travailleurs (socialiste et réformiste). Mais se trouvent sur place des militants libertaires qui, un an plus tard, entraînent cette Fédération à la Confédération nationale du Travail. Des conflits sociaux habituels se produisent, et en 1924 Primo de Rivera établit sa dictature. Les Syndicats sont fermés, comme dans de nombreuses autres villes et régions d'Espagne, où l'agitation sociale est intense. Alors apparaît cette espèce de génie de la clandestinité que nous avons déjà constaté. Le mouvement syndical se maintient malgré la fermeture des Syndicats, les syndiqués cotisent, se réunissent dans les champs (ailleurs ce sera dans les montagnes ou dans les bois). Comme la loi n'interdit pas la constitution de groupes de travail, ni même de certaines formes d'association, les charretiers s'organisent en collectivité de travail. En pleine répression, ils vont au-delà du salariat. Des travailleurs d'autres métiers font comme eux [\(27\)](#).

Primo de Rivera abandonne le pouvoir en novembre 1930. Le Syndicat se reconstitue immédiatement. En un mois il compte 1.500 adhérents. Les paysans s'inscrivent à leur tour. Ils sont bientôt 400, les uns sans terre, les autres ne possédant que quelques ares de "secano" (terre sèche). Ambrosio Marcos s'est occupé de l'organisation mutualiste agricole, qui avait été fondée par des militants catholiques, ou socialement neutres. Terrien lui-même, et aidé par d'autres ouvriers et paysans, il influe sur les adhérents, les gagne à la lutte pour la terre, et en janvier 1931, les travailleurs des champs et les paysans pauvres s'emparent des propriétés du marquis de Comillas et d'autres très grands possesseurs de ces terres toujours incultes, dont ils avaient envie depuis toujours. Ils y vont en masse, se mettent à labourer, à désherber, à semer. La garde civile intervient, les hommes feignent de céder, se retirent, avec leurs bêtes, leurs charrues, leurs outils ; la garde civile reste sur le terrain, victorieuse. Mais au lieu de rentrer chez eux, les paysans vont de l'autre côté du village, sur une autre terre, où ils recommencent le même travail. Les femmes et les enfants leur apportent à boire et à manger et restent sur les routes pour prévenir de l'arrivée de l'ennemi qui finit par se lasser de ce jeu de cache-cache, et par laisser aux paysans le fruit de leur installation.

En avril 1931, la République est proclamée. Les nouvelles autorités font ce que n'ont pas fait celles de l'époque monarchique. Un procès contre les paysans durera plusieurs mois. Ils sont condamnés à payer une indemnité pour l'usage de la terre mais ne paient pas. Juillet venu, ils emportent la récolte. L'hiver (1931-1932) arrive. Les propriétaires veulent récupérer leurs biens, les paysans résistent. La garde civile intervient, toujours fusil au poing, mais de nouveau bat en retraite.

Un jour de printemps une caravane de 500 laboureurs reprend le chemin des champs. Fourmilière humaine qui se met à travailler. L'affaire fait grand bruit, la presse madrilène en parle, des reporters, journalistes et photographes vont enquêter sur place. Dans d'autres régions, d'autres paysans envahissent les propriétés non cultivées, et la garde civile, maintenant républicaine, commence à tirer. Pour le moment les armes se taisent encore à Navalmoral de la Mata, "car ils ont peur de nous" écrit Ambrosio Marcos. L'année 1933 arrive. Le labourage collectif continue dans les terres occupées, mais les rapports sont de plus en plus tendus. Les conflits sont continuels entre les grands *terratenientes*, les caciques ou leurs administrateurs appuyés par la force armée d'une part, et les paysans, les Syndicats ouvriers, d'autre part. Au mois de mars, huit des principaux militants, dont naturellement Ambrosio Marcos, sont arrêtés, la nuit, clandestinement. Ordre a été donné de leur appliquer la "loi de fugue" [\(28\)](#). Mais en une heure la nouvelle est connue, le téléphone marche, toute la population descend dans la rue, coupe au loin des routes pour empêcher l'arrivée des détenus à la prison provinciale de Cacérès. Les autorités font changer l'itinéraire des voitures, on n'ose pas appliquer la loi de fugue, et à trois heures du matin nos camarades arrivent sains et saufs à l'établissement auquel ils étaient destinés. Mais quand le jour se lève à Navalmoral, non seulement toutes les routes demeurent coupées : la mairie est enlevée d'assaut, les autorités sont prises comme otages par les paysans, les travailleurs, salariés ou non.

On ne relâcha pas les emprisonnés, où on voulait décapiter coûte que coûte le mouvement d'expropriation. Mais ils furent remplacés par d'autres militants, et l'agitation continua à Navalmoral de la Mata.

Grève des journaliers paysans en mai et en août, au moment de la récolte chez les propriétaires moyens. Les autorités gouvernementales républicaines, très différentes des figures apostoliques du premier républicanisme, interviennent. Mais le mouvement s'étend dans les villages environnants, à Peralta de la Mata, village sans importance, où notre organisation compte 500 adhérents, à Valdeuncar, où elle en compte 200, à Josandilla de la Vera, à Villanueva de la Vera. Et il gagne la prochaine province castillane de Plasencia, séculairement endormie.

En décembre 1933, pour réagir contre le triomphe électoral des droites, une tentative de grève générale nationale, qui sera une erreur tactique, est décrétée par la Confédération nationale du Travail. A Oliva de Plasencia, la mairie est prise d'assaut, mais c'est à Naval Moral que l'attaque se montre la plus puissante. Pendant trois jours le peuple est maître de la ville. Il y a bataille, et la garde civile et la garde d'assaut finissent par faire battre en retraite les forces de la C.N.T.

Trente-cinq militants, presque tous des paysans, comparurent devant le tribunal et furent condamnés au bagne. Ils en sortirent quand les gauches triomphantes aux élections d'avril 1936 accordèrent l'amnistie. Pendant ce temps, devant les forces supérieures de l'adversaire, les paysans de Naval Moral de la Mata avaient perdu une partie du terrain gagné. Mais ils avaient aussi conquis certains droits d'usufruit de la terre. Ambrosio Marcos résume modestement le résultat de cette épopée, qui se termina, hélas, par le triomphe des forces franquistes, bientôt présentes et victorieuses après leur attaque du 19 juillet 1936 :

"On peut dire, à propos de l'organisation de l'agriculture, que nos Collectivités n'étaient pas l'application du communisme libertaire intégral (29), mais que, si nous tenons compte des circonstances, il n'y eut pas un seul échec. C'est le plus important, car tout échec cause un recul et sème le désarroi. Il fallait prouver que nos idées étaient viables, que notre programme était réalisable. Malgré les autorités et les propriétaires, le premier essai de la culture en commun fut réalisé. Les plus malheureux furent secourus, les plus forts aidèrent les plus faibles. Des ouvriers se firent paysans pour prendre part à cette réalisation nouvelle. On aida les gens d'autres localités. Quand eut lieu, dans les Asturies, la grève de Duro-Felguera (30) on envoya un wagon de pois chiches et de nombreux sacs de pommes de terre aux grévistes, ainsi que de l'argent. Les grévistes du central téléphonique de Madrid furent aussi aidés par nous, et d'autres actes de solidarité s'accomplirent. "

*

Nous n'avons jusqu'ici que donné un aperçu – limité dans le temps et même quant à l'aire géographique espagnole –, de l'acuité de la lutte sociale dans les zones paysannes et agraires espagnoles. Mais malgré son intensité, parfois sauvage, cette lutte fut peut-être surpassée par celle qui se livra dans les villes. D'abord, en Andalousie, particulièrement, ville et campagne marchèrent souvent ensemble, les conflits sociaux s'interpénétrant. Mais dans les zones industrielles, surtout celle de la Catalogne, le mouvement acquit rapidement une ampleur et une vigueur surprenantes.

Dès le début du siècle, la Catalogne concentrait 70 % de l'industrie espagnole. L'utilisation des chutes d'eau descendues des Pyrénées, le contact permanent avec la France, la large ouverture sur la Méditerranée, l'apport de capitaux franco-belges et l'initiative des hommes firent que cette région, sans matières premières de base, développa à temps une industrie de transformation qui atteignit une très grande importance.

Les conditions étaient donc réunies pour la constitution de Syndicats ouvriers qui étaient apparus déjà dans la première moitié du XIX^e siècle (comme ils étaient apparus en Italie), si bien qu'en 1840, il existait non seulement des sociétés de résistance ouvrière, mais des fédérations de métiers qui, comme celle des Tisserands s'étendaient dans toute la région, et celle des trois industries de la vapeur qui, fédérées, pouvaient être comparées par Anselmo Lorenzo aux trade-unions constituées en Angleterre.

Et à partir de 1870, le mouvement syndical anarchiste est une école révolutionnaire, libre d'interférences, dans laquelle les organisations ouvrières les plus importantes assument leur destin. Grèves partielles, grèves générales, sabotages, manifestations publiques, meetings, combat contre les briseurs de grève (il y en avait aussi), emprisonnements, déportations, procès, insurrections, lock-out, attentats parfois...

L'auteur de ces lignes arriva à Barcelone en juin 1915. A ce moment, la Confédération nationale du Travail d'Espagne, fondée cinq ans plus tôt, traversait une période difficile. Les meetings contre la guerre mondiale organisés par les nôtres attiraient moins de monde que n'en attiraient ceux des républicains réclamant

l'intervention de l'Espagne aux côtés des Alliés. Pourtant il y avait, à Barcelone, quatre centres ouvriers appelés "Ateneos" parce qu'on trouvait dans chacun d'eux une bibliothèque, des tables où s'installer pour lire, et l'on y donnait des conférences. Le mouvement des groupes anarchistes agissait en concordance avec la C.N.T.

Mais vint la révolution russe, dont l'influence déferla sur l'Occident, et qui éveilla tant d'espérances. Immédiatement les Syndicats virent grossir leurs effectifs, les grèves se multiplièrent, la lutte sociale s'intensifia, toujours de force à force, d'organisation ouvrière à organisation patronale. C'est le moment où notre hebdomadaire, Solidaridad Obrera, que Francisco Ferrer avait contribué à fonder, devint quotidien. Deux ans plus tard (1919) nous avions six quotidiens du même nom (à Barcelone, à Bilbao, Saragosse, Madrid, Valence, Séville), et une dizaine d'hebdomadaires paraissaient dans différentes régions d'Espagne. A quoi il faut ajouter des revues comme Paginas libres, magnifique publication que dirigeait à Séville le docteur Pedro Vallina, et La Revista Blanca, éditée à Barcelone.

Dans les campagnes d'Andalousie, les récoltes flambaient, mais dans les villes, en Catalogne. en Aragon, dans certains centres industriels du nord de l'Espagne, les grèves succédaient aux grèves.

La plus importante est restée dans l'histoire sociale de l'Espagne sous le nom de grève de La Canadiense (La Canadienne), déclenchée en décembre 1920, à Lérida, chef-lieu de la province du même nom, à 150 km de Barcelone. Cette entreprise canadienne construisait un barrage important qui devait permettre l'installation d'une grande centrale électrique. Quelques ouvriers furent renvoyés, leurs camarades firent aussitôt grève de solidarité, et devant la résistance de la compagnie, le mouvement s'étendit à toute la province d'abord, puis aux trois autres provinces catalanes. On a rarement vu grève générale plus complète, plus absolue, plus impressionnante. Non seulement les ateliers, fabriques et usines, mais tous les moyens de transport furent paralysés. Les forces ouvrières faisaient la loi dans la rue. Seuls les médecins avaient le droit de circuler. Cafés, hôtels, restaurants, tout était fermé. Le soir, obscurité complète dans tout Barcelone. Cette grève, qui dura du 5 février au 20 mars 1919 fut une extraordinaire bataille livrée contre le patronat et les autorités.

Mais la répression fut déclenchée. La loi espagnole permettait – et elle ne cessa pas de permettre – même pendant la République qui au contraire aggrava la législation répressive – d'emprisonner administrativement soit des délinquants de droit commun, même s'ils avaient purgé leur peine, soit les adversaires politiques, et surtout les militants ouvriers jugés subversifs, ou dangereux pour l'ordre public.

Cela donnait au pouvoir politique des possibilités d'action dont il usait largement. Dans la période qui va de 1920 à 1924, il y eut des moments où les emprisonnés se comptaient par milliers. Non seulement la "carcel modelo" (prison modèle) de Barcelone en regorgeait, mais il fallut les parquer dans les Arènes monumentales, et en charger des bateaux entiers dans l'avant-port, comme en France on avait fait après la Commune en utilisant les pontons. Qui a vécu ces heures d'intense effervescence ne peut oublier.

Mais ce n'était pas tout. Tant que l'Espagne avait eu des colonies, on y déportait les ennemis du régime comme les communards l'avaient été en Nouvelle Calédonie. A l'époque de la grève de la Canadiense, à part l'île de Fernando Po, où l'auteur de ces lignes faillit bien aller, on disposait de l'île de Mahon, dans la Méditerranée. C'était trop peu. Aussi eut-on recours à la déportation dans l'Espagne même. Des convois étaient formés de prisonniers enchaînés deux par deux reliés par une même corde. C'est pourquoi on appelait ces convois les "cuerdas de deportados". On les emmenait ainsi 30, 40, 50, sur les routes, escortés par la garde civile à cheval, toujours prête à faire usage du fusil Mauser dont chaque homme au bicorne ciré était armé. Il s'agissait de reléguer ces ouvriers révolutionnaires dans les régions les plus isolées, à 500, 600 km ou plus afin de les couper des masses. Mais quand la foi possède les hommes, ces moyens ne suffisent pas. Les "cuerdas de deportados" donnaient finalement des résultats contraires à ceux poursuivis.

Sur le chemin parcouru, le spectacle qu'offraient les déportés excitait la pitié, la générosité, la solidarité. L'annonce de l'arrivée ou du passage d'une "cuerda" courait dans les villages, et avant que le convoi eût franchi les premières demeures, les voix s'élevaient :

– Los presos ! Las presos ! (Les prisonniers ! Les prisonniers !)

Et les portes des maisons s'ouvraient, des femmes, des enfants, des vieillards sortaient, offrant des grappes de raisin, du pain, des melons, des hommes dévalaient les pentes des champs, apportant du tabac. C'était une

offrande collective que la garde civile était bien obligée de tolérer.

Et comme là où ils arrivaient, c'est-à-dire dans les régions les plus arriérées, nos camarades prenaient part aux travaux des champs, apportaient des connaissances techniques plus avancées, apprenaient à lire aux enfants, le résultat fut que la Bonne Nouvelle pénétra dans les campagnes socialement les plus arriérées.

Toutefois, les formes de la répression ne s'arrêtèrent pas là. A Barcelone, fin 1919, un lock-out patronal fut déclaré dans toutes les industries, afin de briser une fois pour toutes le mouvement syndical. Il dura sept semaines. Mais bien que l'organisation des travailleurs en sortît très affaiblie, elle n'était pas abattue. Alors le gouverneur suspendit les garanties constitutionnelles (ce à quoi on avait eu recours en bien d'autres occasions, et on eut recours bien souvent ensuite), et notre mouvement fut mis hors la loi. Les "centros obreros" furent fermés, ainsi que les Ateneos. Et commença la chasse aux militants de la C.N.T.

Combien furent assassinés à coups de pistolets dans les rues de Barcelone ? J'ai sous les yeux une liste qui n'est pas exhaustive, et on en compte 101. Parmi eux, des hommes de la valeur de Salvador Seguí, ouvrier manuel autodidacte et orateur qui faisait évoquer Danton, Evelio Boal, notre meilleur organisateur syndical, et bien d'autres dont certains furent mes amis. Des blessés graves s'en tirèrent par miracle, dont Angel Pestata, qui reçut une balle dans la gorge et une autre dans un poumon en sortant de la gare de la petite ville de Mataro où il allait faire une conférence. Il survécut inexplicablement. En sortant de l'hôpital, il alla faire directement la conférence annoncée deux mois plus tôt.

Matériaux pour une révolution

Sur une superficie de 505.000 km² [\(31\)](#), y compris les îles méditerranéennes et atlantiques (Baléares et Canaries), l'Espagne comptait, le 19 juillet 1936, date du déchaînement de l'attaque franquiste, de 24 à 25 millions d'habitants, soit 48 au kilomètre carré au kilomètre carré. Cette faible densité pouvait faire supposer que dans ce pays où l'agriculture prédominait, les sources économiques assuraient le bonheur de la population. Mais la richesse d'un pays, même considérée du seul point de vue agraire, ne dépend pas seulement de son étendue. Lucas Gonzalez Mallada, le meilleur géologue espagnol, doublé d'un excellent géographe, a classé comme suit – et ses conclusions sont toujours valables – la valeur économique du sol :

- 10 % de roches pelées ;
- 40 % de terres franchement mauvaises ;
- 40 % de terres médiocres [\(32\)](#) ;
- 10 % de terres qui nous donnent l'illusion de vivre dans un paradis.

Ces conditions naturelles sont confirmées par d'autres chiffres de base qui dissipent toute illusion : sur les 50 millions d'hectares, la surface moyenne cultivée s'élevait à 20 millions ; le reste était à peu près improductif ; on ne pouvait qu'y faire paître des moutons ou des chèvres. Ajoutons que sur ces 20 millions d'hectares cultivables, ou arables, on en laissait toujours une moyenne de 6 millions en jachères afin que le sol puisse se renouveler, selon le système appelé "año y vez" – un an sur deux. Si bien qu'en réalité la terre cultivée en permanence ne comprenait que 28 % de la surface du pays.

La structure orographique aggrave ces données premières. L'altitude moyenne est de 660 m, la plus haute d'Europe après la Suisse nous dit le géographe Gonzalo de Reparaz. Au centre, le plateau castillan s'étend sur 300.000 km², et sa hauteur moyenne est de 800 m. Au nord, la chaîne des Pyrénées, plus importante sur le versant espagnol que sur le versant français, couvre 55.000 km² – le dixième de la France. On compte en Espagne 292 pics de 1.000 à 2.000 m, de 2.000 à 3.000 m, 26 de 3.000 à 3.500 m. Ce relief montagneux influe très fortement sur le climat, et à son tour le climat conditionne l'agriculture. D'autre part, la direction des sierras, qui coupent et cisailent la péninsule en tous sens, interrompt et dirige souvent à contresens les pluies bienfaisantes. Aussi ce n'est pas seulement l'hiver, avec le froid propre à toute zone élevée qui joue contre les conditions de vie : c'est encore l'été, avec ses sécheresses ; toutes ces conditions justifient l'affirmation si souvent répétée : L'Afrique commence aux Pyrénées" [\(33\)](#).

Prenez la carte d'Espagne : au nord, continuant la chaîne pyrénéenne, vous y voyez les monts cantabres qui, s'étirant parallèlement à 50 km du littoral atlantique, s'élèvent à 2500 m, et forment un écran barrant le passage des nuages que le vent pousse de l'Océan. Il pleut beaucoup dans les Asturies, comme il pleut au Pays basque espagnol, dans la province de Santander, et jusqu'en Galice, au nord du Portugal. On enregistre dans toute cette zone de 1.200 à 1.800 mm de pluie par an (bassin parisien, 700 mm en moyenne). Mais de l'autre côté des montagnes asturiennes, sur le plateau castillan, grenier de l'Espagne, il ne pleut, en moyenne, que 500 mm par an, et dans de vastes régions du bassin de l'Ebre, le fleuve le plus important de l'Espagne nourri des eaux qui descendent les Pyrénées, on enregistre parfois moins de 300 mm de pluie. Toutefois, ces seuls chiffres ne donnent pas une impression suffisante de la réalité. Car, dans l'ensemble, la porosité du sol et l'ardeur du soleil font perdre, par infiltration et par évaporation jusqu'à 80 % des précipitations atmosphériques.

Il y a pire, parfois : telles les conditions géographico-économiques de ce que Gonzalo de Reparaz dénomme le "tragico sudeste". Sur environ 500 km, de Gibraltar à Murcie, on connaît des années sans pluie. L'Espagne, précise le même auteur, est le seul pays d'Europe où ce fait se produise sur une aussi vaste échelle.

L'aridité du sol est donc fréquente dans le bassin de l'Ebre, qui s'étend sur 5 millions d'hectares, soit le dixième du pays ; "les déserts alternent avec les oasis, mais les premiers y prédominent; la steppe ibérique qui s'étend le long de ce fleuve est la plus vaste d'Europe".

Il faudrait ajouter d'autres steppes, et tout d'abord celle de la Manche qui commence aux portes de Madrid et atteint Carthagène. Au total, 40 % de la superficie de l'Espagne sont composés de steppes.

La "Huerta" de Valence, les jardins potagers de Murcie et de Grenade chantés par les poètes ne sont que des îlots qui trompent certains voyageurs épris de poésie. Aussi le rendement moyen de la culture du blé, la plus importante à l'époque, était-il de 9 quintaux à l'hectare, exceptionnellement de 10, assez fréquemment de 8, alors qu'il était en France de 16 à 18 quintaux (moyenne établie sur dix ans dans les deux cas) en terre non irriguée, et de 22 quintaux en Allemagne et en Angleterre. Les plus hautes moyennes des terres irriguées donnaient, toujours en Espagne, de 16 à 18 quintaux, et les donnent encore, alors qu'aujourd'hui, sans irrigation artificielle la moyenne française est de 32 à 35 quintaux [\(34\)](#).

Nous avons pris le blé comme exemple parce qu'il constituait la base et l'essentiel de l'agriculture espagnole. Le reste était à l'avenant, sauf pour la production de pommes de terre, dont les moyennes soutenaient la comparaison avec celles des autres pays d'Europe, mais étaient obtenues en terre irriguée. L'importance du troupeau de moutons (18 à 20 millions de têtes) et celle de la culture de l'olivier [\(35\)](#) constituent des preuves irrécusables des difficultés de l'agriculture espagnole : dans tout le pourtour de la Méditerranée le mouton et l'olivier sont toujours l'indice de terres pauvres, aux maigres rendements.

*

Quand, il y a longtemps, l'auteur entreprit d'étudier sérieusement l'économie espagnole, il crut d'abord, devant le bilan décevant de l'agriculture, qu'à cause des circonstances historiques, politiques et religieuses qui avaient présidé à la vie économique de l'Espagne, surtout après l'expulsion des Arabes, le pays avait pris et suivi un chemin contraire à ses possibilités naturelles. "L'Espagne, écrivaient certains commentateurs, possède le sous-sol le plus riche du monde" (es la bodega más rica del mundo). Raison de cet optimisme, que ne partageaient pas d'autres spécialistes, mieux informés : le sous-sol contenait du charbon, du fer, du plomb, de l'étain, du cuivre, du zinc, du mercure, de l'argent, du wolfram. Apparemment il y avait là des bases pour y asseoir des industries dont l'ensemble aurait changé, ou changerait le caractère économique du pays. Mais si l'on étudiait les statistiques sérieuses publiées par les géographes, les géologues, les ingénieurs hydrauliciens, et même les bureaux officiels spécialisés, on constatait que ces différents minerais n'existaient qu'en petites quantités, et le mercure mis à part – mais son importance économique était infime sur l'ensemble de la production nationale – ne pouvaient ouvrir des perspectives réconfortantes.

Les mines d'Espagne ont été exploitées par les Phéniciens, les Carthaginois, les Romains, les Arabes, les Anglais, même les Espagnols. Elles n'étaient pas inépuisables, et maintenant elles sont, dans l'ensemble et excepté celles fournissant le minerai de fer, dont les réserves ne sont pas vraiment importantes, à peu près vidées de leurs richesses. En 1936, le pays ne fournissait que 0,40 à 0,50 du cuivre mondial : les mines de Rio Tinto n'étaient plus rentables, et depuis longtemps la Rio Tinto C° avait commencé à déplacer ses capitaux

vers d'autres régions du globe. Le plomb ? Sa valeur marchande s'élevait, en 1933, à 21.754.000 de pesetas – et sans doute à un chiffre comparable en 1936. Pour en juger, rappelons que la récolte de blé valait, en moyenne, 10 milliards de pesetas.

Le charbon et le fer sont, et étaient plus encore à l'époque, à la base de l'industrie. Or l'Espagne produisait bon an mal an 7 millions de tonnes de houille médiocre – la France de 48 à 68 millions de tonnes. Actuellement même, quand sous la pression gouvernementale la production a été élevée à 11 – 12 millions de tonnes, on calcule que les réserves "potentielles" assurent le charbon et le lignite pour environ cent quarante ans... à condition que la consommation ne s'élève pas davantage. Or, au taux actuel de la consommation nécessaire pour un développement industriel moyen, il faudrait réduire ce temps des deux tiers...

L'Espagne n'est pas mieux partagée pour le fer. Toujours d'après les réserves "potentielles", mais non prouvées, elle n'aurait de minerai, si nous nous basons sur la consommation moyenne par habitant en France, que pour une quarantaine d'années. Et n'oublions pas que sa population augmente à raison de 300.000 habitants par an (aujourd'hui elle approche de 33 millions).

Dissipons d'autres illusions sur un point concernant l'agriculture. Nombre de gens, qui n'ont pas le temps de s'informer sérieusement, et souvent n'en éprouvent pas le besoin, croient au miracle de l'irrigation. Malheureusement cet espoir n'est pas fondé. Le volume d'eau que charrient les fleuves et les rivières d'Espagne ne permet pas d'aller bien loin [\(36\)](#) : environ 50 milliards de mètres cubes par an, alors que le Rhône seul en charrie en moyenne, à la hauteur d'Avignon, une soixantaine de milliards. Etant donné qu'on ne peut assécher complètement tous les rios de l'Espagne, que même une partie d'entre eux, qui coulent vers l'Atlantique, ne peuvent pas être utilisés, car il pleut déjà trop dans ces régions [\(37\)](#), les calculs les plus optimistes permettent de prévoir tout au plus d'irriguer 5 millions d'hectares : exactement le dixième du pays. Et sur ces 5 millions, 2 millions au moins le sont déjà.

Depuis le départ des Arabes qui avaient multiplié, dans le Levant, les "acequias" (canalisations étroites et rigoles), on a construit beaucoup plus de barrages que ne supposent bien des commentateurs. Primo de Rivera même, et Franco ont mis en pratique une certaine politique hydraulique qu'avait préconisée Joaquin Costa. Le malheur fut souvent qu'après avoir construit de nombreux réservoirs artificiels, on s'est aperçu qu'il n'arrivait pas assez d'eau pour les remplir. Et qu'il a fallu, dans bien des cas, remplacer la production hydraulique d'électricité par la production d'origine thermique.

*

Telle était la cause naturelle de la misère sociale du peuple espagnol en 1936 ; telle est la cause de l'émigration continuelle à laquelle nous assistons de nos jours. Mais il en est une autre qui, parce qu'elle dépend des hommes, peut – et c'est à cela que s'est efforcée la révolution espagnole – être corrigée par eux.

Le problème de la propriété agraire revêt dans ce pays une importance capitale. Il se présentait sous deux caractéristiques essentielles : le latifundia (grande propriété) et le minifundia (extrême petite propriété). L'Espagne a de nombreux petits propriétaires ; les chiffres du cadastre daté du 31 décembre 1959 en accusaient exactement 5.989.637. Proportion énorme sur la population totale actuelle. Mais d'abord, la plupart des parcelles possédées sont de "secano", c'est-à-dire de terres sèches qui, par leur improductivité poussent en ce moment même les foules paysannes vers les cités où elles s'entassent dans les bidonvilles, "ciudades miserias".

En 1936, on n'avait recensé qu'une partie du sol et des propriétaires. Mais les chiffres connus donnaient un aperçu suffisant de la terrible réalité sociale, que nous aurons maintes occasions de voir confirmée dans les chapitres qui suivent.

Sur un total de 1.023.000 propriétaires, 845.000 n'obtenaient pas de leur terre la valeur d'une peseta par jour – et le pain coûtait en moyenne 0,60 – 0,70 peseta le kilo. Ils devaient travailler comme journaliers, comme bergers, chez les riches, ou comme cantonniers, aller chercher, sinon "voler" du bois dans les maigres futaies, évitant de se faire arrêter par les gardes civiles et n'y parvenant pas toujours, parcourant 5, 10, 15 km et plus, poussant devant eux leur âne. pour aller revendre à d'autres, plus fortunés, le produit de leur course, de leur "vol". Ou encore, ils allaient travailler en ville, comme manuvres pendant certaines périodes de l'année.

La deuxième catégorie se composait de 160.000 propriétaires moyens, qui vivaient indépendamment et sobrement.

La troisième était celle des grands propriétaires. Ils composaient 2,04 % du total recensé, mais possédaient 67,15 % des terres cultivées. Leurs propriétés couvraient de 100 à plus de 5.000 ha.

On comprendra l'intensité de la misère paysanne ; or, les paysans constituaient plus de 60 % de la population espagnole. Croire que cette masse humaine supporterait, indéfiniment résignée, son sort lamentable, tenait de l'inconscience. Car le peuple espagnol n'est pas de ceux qui se résignent servilement. Autrefois, Andalous, Extremeños, Galiciens, Asturiens, Basques, Castellans émigraient nombreux en Amérique centrale et du Sud pour y trouver des moyens d'existence, et ils continuent d'émigrer maintenant – surtout en Europe. Mais au long de son histoire, que ce fût pour une cause juste ou injuste, le peuple espagnol a été capable de combat et d'aventure. Il a sommeillé longuement après le traumatisme causé par l'expulsion des Arabes, par la domination catholique et l'Inquisition, par les conséquences de la conquête de l'Amérique, mais il s'est enfin réveillé avec son esprit et son caractère, capable de courage ; avec, aussi, ce fonds mystique qui le prédispose à lutter pour de grandes causes, pour lui et pour les autres, dans un élan spirituel presque cosmique [\(38\)](#) ; et ce capital de dignité humaine qui lui fait supporter de force la mainmise autoritaire, et se révolter contre elle quand il le peut ; et puis aussi avec un sens de la solidarité et de l'égalité qui marque autant la morale de l'ouvrier de Barcelone que celle du paysan d'Andalousie.

Ces deux facteurs, la misère sociale et la dignité individuelle, alliés à la solidarité collective, prédisposaient un large secteur de la population à accepter les idées libertaires.

*

En 1936, deux organisations révolutionnaires incarnaient ces idées : la Confédération nationale du Travail (C.N.T.) et la Fédération anarchiste ibérique (F.A.I.). La première se composait de fédérations régionales qui, à leur tour, étaient intégrées par les fédérations "comarcales" (cantonales), et locales ; ces dernières rappelaient les Bourses du Travail françaises, mais plus structurées, plus solidaires et ne devant absolument rien à l'aumône gouvernementale. En 1936, la C.N.T. groupait un million d'adhérents. On comprendra mieux l'importance de ce chiffre si l'on se souvient du nombre d'habitants à l'époque : de 24 à 25 millions.

La C.N.T. avait pour but, spécifié dans sa déclaration de principes, le communisme libertaire. Elle était l'uvre exclusive des anarchistes qui luttèrent sur le plan syndical, et purement idéologique, et qui en étaient les organisateurs, les propagandistes et les théoriciens.

*

Dès la proclamation de la Deuxième République, le 14 avril 1931, la marche vers une grave crise sociale apparut inévitable. Dès sa naissance la vie du nouveau régime politique était aléatoire. La monarchie n'avait pu être mise en déroute que grâce à l'appoint de la C.N.T., et des anarchistes qui militaient en dehors de cette organisation (mais c'était surtout la C.N.T. qui comptait et qui apportait un million de voix). Parmi les forces qui s'étaient prononcées contre la royauté et avaient contribué à la renverser, on trouvait des salariés industriels et des paysans adhérant aussi au parti socialiste et à l'Union générale des Travailleurs, ou votant ordinairement socialiste, ce qui faisait environ un autre million de voix. Venaient ensuite les communistes, très peu nombreux du reste, les républicains fédéralistes, ennemis de la république jacobine et centraliste, et des forces régionales séparatistes comme celles dominant en Catalogne et au Pays basque.

De l'autre côté, les droites comptaient encore des forces considérables. Monarchistes, conservateurs de tout poil, réactionnaires dominant dans les provinces encore endormies, forces cléricales traditionnelles. Sur l'ensemble des voix, celles qui provenaient des véritables républicains devaient atteindre à peu près 25 % du total. Si bien que le comte de Romanonès, chef du parti libéral monarchiste et le plus intelligent de ce secteur, pouvait résumer la situation en disant humoristiquement : "Je vois bien une république, mais je ne vois pas de républicains."

Dans ces conditions, le nouveau régime ne pouvait s'installer durablement qu'en entreprenant des réformes sociales hardies qui auraient affaibli l'armée, l'Eglise et le vieux caciquisme encore maître de presque toutes les provinces. Mais les réformes envisagées, et celles réalisées par les socialistes et les républicains de gauche

qui gouvernèrent pendant les deux premières années (de 1931 à 1933) ne pouvaient paraître hardies et très importantes qu'aux juristes, aux professeurs, aux avocats, aux journalistes et aux politiciens professionnels qui composaient la majorité des députés. Elles n'étaient rien, ou à peu près, pour l'ensemble du peuple. Si avant la République, pour beaucoup de paysans et d'ouvriers, le menu ordinaire se composait surtout de pois chiches à l'huile, il continua de se composer de pois chiches à l'huile avec la République. et ceux qui allaient en savates ne purent pas plus qu'avant, acheter des chaussures.

Et le peuple espagnol avait faim, faim de pain et de terre. Pour ceux qui avaient voté républicain avec des sentiments et des espoirs républicains, la République était synonyme de véritable liberté, de véritable égalité, de véritable fraternité ; elle impliquait, avant tout, la disparition de l'injustice sociale et de la misère.

Devant les lenteurs d'application de la réforme agraire les paysans commencèrent à travailler pour leur compte, en les envahissant collectivement, les terres que les grands "terratenientes" ne faisaient pas produire – et en vérité elles étaient généralement très peu rentables. Alors, sur l'ordre du gouvernement, la garde civile, qui servait la République comme elle avait servi la monarchie, intervenait. Dans les deux premières années de république socialisante, 109 paysans d'Estrémadure, d'Andalousie, d'Aragon, de Castille furent massacrés au nom de la légalité républicaine. La tragédie de Casas Viejas, en Estrémadure, où des pauvres parmi les pauvres familles payaient à 5 sous (un réal) par mois les vêtements achetés à crédit, où tant de paysannes gardaient la même jupe pendant presque toute leur vie (cela se voyait aussi en Galice) se contentant de la retourner le dimanche, – cette tragédie, disons-nous, souleva l'indignation de la population [\(39\)](#).

La deuxième période fut la conséquence de la première. Ecurée et indignée, la majorité du peuple vota pour les conservateurs "républicains", c'est-à-dire pour les droites qui avaient eu beau jeu de critiquer leurs adversaires et promettre de faire mieux. Mais leur triomphe impliquait un recul dangereux, et les mineurs asturiens se dressèrent, en une insurrection formidable, contre l'arrivée au pouvoir de ceux qui, visiblement et légalement, ouvraient la voie au fascisme. Trop localisée par manque d'accord préalable avec les forces similaires des autres régions, l'insurrection fut écrasée implacablement.

Si ce qu'on a appelé le "bienio negro" (les deux années noires), ne fut pas plus désastreux que le "bienio" dit libéral, il fut aussi dur, et des tentatives insurrectionnelles s'étant produites, particulièrement en Catalogne et en Andalousie, la répression fut élevée à la hauteur d'une pratique permanente de gouvernement. Les deux années passèrent sans la moindre amélioration du niveau de vie des masses. En outre, la crise économique née aux Etats-Unis, et qui avait déferlé sur l'Europe sévissait aussi en Espagne où l'on comptait environ 700.000 chômeurs dont au moins la moitié figuraient parmi les travailleurs industriels. Or, le secours aux sans-travail était ignoré. D'autre part, le nombre d'emprisonnés – condamnés, en instance de jugement et prisonniers administratifs – appartenant à 99 % à la C.N.T. et la F.A.I. s'élevait à 30.000 [\(40\)](#).

Devant les promesses des partis condamnés à l'opposition, les travailleurs républicains se reprirent à espérer. A nouveau les gauches non politiques, oubliant leurs griefs se sentirent solidaires et se rapprochèrent des partis. Et quand les élections eurent lieu, en avril 1936, le Frente popular alors constitué emporta la majorité.

Mais il ne la gagna pas aisément. Encore une fois, pour éviter le pire, les membres de la C.N.T., qui n'oubliaient cependant pas leurs principes d'action directe, votèrent pour empêcher l'accès légal du fascisme au pouvoir. Mais malgré ce renfort, le bloc des gauches obtint 4.540.000 voix, tandis que la droite en obtenait 4.300.000 ; il eût suffi d'un décalage de 150.000 voix pour que triomphent les admirateurs de Mussolini et de Hitler. Donnée complémentaire : on comptait 6 partis politiques de droite, 6 du centre, 6 de gauche. En tout, 18. Ce n'était pas une garantie de solidité.

Par l'application d'une loi électorale malhonnête, le bloc des droites n'obtint que 181 sièges ; son adversaire, 281. Et dès ce moment, les vaincus activèrent la préparation du coup d'Etat. Personne ne l'ignorait. Des rapports parvenaient au ministère de la Guerre, au ministère de l'Intérieur. La presse de gauche, particulièrement la presse libertaire, dénonçait les conciliabules et les réunions clandestines des hauts officiers de l'armée et de la marine qui n'avaient pas démissionné, bien que le premier gouvernement les eût invités à le faire s'ils n'étaient pas d'accord avec la république.

Le gouvernement de Madrid ne fit rien, contre le danger qui augmentait sans cesse. Il aurait pu armer le peuple, licencier les troupes, arrêter ou révoquer les généraux comploteurs. Il ne bougea pas, se contentant d'énergiques déclarations. Et quand l'armée soulevée attaqua, bon nombre de gouverneurs républicains

passèrent à l'ennemi et l'aidèrent très efficacement à arrêter les antifascistes les plus déterminés.

Dans cette conjoncture, ce furent les anarchistes qui, aidés, il faut le dire, à Barcelone par les gardes d'assaut (41), firent reculer les onze régiments d'infanterie que le gouverneur militaire général Batet avait lancés dans la ville. Le même fait se produisit à Malaga. Dans les autres régions, socialistes madrilènes de la base, cénétistes et anarchistes catalans, séparatistes libéraux du Pays Basque, bien peu de républicains, même catalans, tous se battant souvent sans armes, obligèrent Franco et ses généraux à lutter pendant près de trois ans' avant de triompher.

*

C'est pendant ces trois années qu'eut lieu l'expérience sociale dont ce livre apporte le témoignage. Cette expérience fut exclusivement l'uvre du mouvement libertaire, surtout de la C.N.T. dont les militants, formés aux pratiques de l'organisation syndicale, purent rapidement créer, en collaboration avec les masses, les nouvelles formes d'organisation sociale que nous allons décrire. Même quand des hommes appartenant à d'autres tendances ont, eux aussi, réalisé quelques entreprises semblables, ils n'ont fait que copier l'exemple de nos camarades. Ce sont les libertaires qui ont apporté les idées fondamentales, les principes sociaux, et proposé les nouveaux modes d'organisation basés sur le fédéralisme a–gouvernemental directement pratiqué. La révolution espagnole fut l'uvre du peuple, réalisée par le peuple, mais avant tout par les libertaires, hommes du peuple, qui étaient au sein du peuple, et des organisations syndicales.

D'autre part, le succès de nos camarades aurait été impossible si les conceptions libertaires n'avaient pas répondu à la psychologie profonde, sinon de la totalité, d'une très grande partie des travailleurs, ouvriers et paysans. Si, surtout parmi ces derniers, en Aragon, en Castille, dans le Levant, en Andalousie, en Estrémadure, la sociabilité naturelle, l'esprit à la fois individuel et collectif n'avaient pas permis ces réalisations uniques dans l'histoire du monde.

L'auteur, qui avait auparavant vécu et lutté en Espagne, résidait en Amérique du Sud quand la guerre civile éclata. Devant voyager illégalement, il ne put revenir et débarquer à Gibraltar qu'au mois de novembre. Vite convaincu que les antifascistes finiraient par perdre la guerre, et constatant l'importance de l'expérience sociale que ses camarades avaient entreprise, il n'eut plus qu'un seul souci : pousser par sa propagande, à approfondir et élargir cette expérience qu'il avait depuis longtemps contribué à préparer et en enregistrer les résultats pour l'avenir.

Il l'a fait dans la mesure que lui permirent les circonstances, et bien qu'avec un grand retard dû aux avatars de sa vie de lutteur, il présente le résultat de son enquête personnelle qui fut facilitée non seulement par ses recherches directes dans les Syndicats, les usines, les Collectivités villageoises, mais aussi par l'apport spontané de documentation que lui firent les camarades fraternels avec lesquels il s'entretint dans sa quête d'informations.

Il n'a pas la prétention d'apporter une histoire générale de la révolution espagnole, même envisagée du seul point de vue constructif ; car celle–ci a été beaucoup plus vaste que ce livre pourrait le laisser supposer. Particulièrement en ce qui concerne les Collectivités agraires, il regrette que, d'une part, le triomphe des staliniens qui en furent les ennemis implacables, et d'autre part son emprisonnement en France en juin 1938, ne lui aient pas permis de pousser plus loin ses études.

Ce qu'il présente est donc un ensemble de matériaux pour une histoire générale de la révolution espagnole que du reste il ne désespère pas d'écrire lui–même s'il peut, un jour, retourner en Espagne libérée du franquisme.

A moins qu'occupé lui aussi à faire l'histoire, il n'ait pas non plus, comme ses camarades hier, le temps de l'écrire.

Une situation révolutionnaire

Document annexe :
Carte de l'Espagne antifasciste en juillet 1937.

*(cliquer sur l'image
pour accéder à un agrandissement lisible)*



Quand, le 19 juillet 1936 se déclenche l'attaque fasciste, la réplique se centre entièrement sur la résistance à l'armée insurgée, contre la menace qui non seulement met en danger le gouvernement légal, mais dans leur existence même, toutes les forces de gauche et du centre, ainsi que les libertés bien relatives, mais cependant appréciables, que représente la République.

Déjà la veille, la C.N.T. a donné l'ordre de grève générale, et presque partout cet ordre est suivi. Il ne s'agit pas de révolution sociale, de proclamation du communisme libertaire comme on a essayé de le faire prématurément en d'autres circonstances. On ne prend pas l'offensive contre la société capitaliste, l'Etat, les partis et les défenseurs de l'ordre établi : on fait face au fascisme. Comme nous l'avons vu, en Catalogne, à Barcelone particulièrement, ce sont surtout les forces de la C.N.T. et de la F.A.I., appuyées par les gardes d'assaut, qui font reculer les régiments d'infanterie que leurs officiers ont, sur les ordres du commandant de la place militaire, lancés dans la rue.

D'abord, empêcher le triomphe du fascisme ; car s'il gagne la partie, c'en est fini des républicains des diverses tendances, des socialistes prietistes ou largo caballeristes, des catalanistes de gauche (les plus nombreux) et même de ceux de droite, menacés parce que séparatistes, des libéraux et des autonomistes basques, des communistes, de l'Union générale des Travailleurs (U.G.T.) et de la C.N.T. La solidarité s'établit spontanément à différents degrés, selon les villes, les villages, les régions. A Madrid, socialistes, ugétistes, républicains, groupes libertaires et syndicats cénélistes prennent ensemble, d'assaut, les casernes d'où peut venir le danger, arrêtent les fascistes notoires, envoient des forces reconquérir certaines localités tombées aux mains de l'ennemi, se retranchent et arrêtent les troupes du général Mola, dans la sierra de Guadarrama que l'armée napoléonienne avait eu tant de mal à franchir.

De fait, il n'y a pas de résistance officielle car le gouvernement est désemparé. Les ministres font des discours énergiques, à la radio, gesticulent dans le vide, tournent en rond, car ils ne disposent plus de forces structurées, de mécanique militaire en état de fonctionner, pas même d'organisation bureaucratique en état de servir. Le corps des officiers, le gros de l'artillerie, l'aviation sont passés à la sédition ; ce qui reste de troupes manque d'unité, hésite ; les sous-officiers qui ne suivent pas les fascistes n'inspirent pas plus confiance que les quatre ou cinq généraux fidèles au régime et dont on ne sait s'ils ne vont pas trahir aussi d'un moment à l'autre. Un gouvernement, un ministère sont faits pour commander à un ensemble organisationnel qui fonctionne dûment et réglementairement. Tout cela manque.

Oui, la résistance est dans la rue, et par cela même le gouvernement ne la commande pas. Le pouvoir politique est déplacé, et les hommes qui viennent de donner un coup d'arrêt au fascisme, font peu de cas des ordres officiels, car les ministres, la veille si inférieurs à leur tâche, ont perdu grande partie de leur crédit. En tout cas, ils l'ont perdu entièrement auprès des masses libertaires ou libertarisantes qui reprochent, non sans raison, aux politiciens de gauche, membres du gouvernement, de n'avoir rien fait pour conjurer la menace opiniâtrement dénoncée.

Toutefois, en Catalogne, qui jouit d'un statut autonome, la situation revêt un aspect particulier. Au lendemain du triomphe sur les forces militaires, après la prise des casernes qui a coûté tant de victimes, Companys, président du gouvernement catalan demande à la C.N.T. et à la F.A.I. de lui envoyer une délégation pour un entretien important. Quand il a devant lui les délégués encore noirs de poudre et épuisés par le combat, il prononce ce petit discours :

"Sans vous, les fascistes triomphaient en Catalogne. C'est vous, anarchistes, qui avez sauvé la Catalogne, et je vous en remercie ; mais aussi vous avez gagné le droit de prendre en mains la direction de la vie publique. Nous sommes donc prêts à nous retirer et à vous laisser la responsabilité de la situation."

Garcia Oliver, un des militants anarchistes les plus en vue, qui rapporte cette entrevue, lui répondit qu'il ne pouvait en être question : l'heure était trop grave, il fallait maintenir l'unité antifasciste, Companys devait

rester à la tête du gouvernement catalan, et celui-ci assumer les responsabilités du moment [\(42\)](#).

Mais, de fait, le gouvernement était plus nominal que réel. La force dominante se trouvait bel et bien dans les Syndicats de la C.N.T. et dans la F.A.I. (beaucoup moins dans cette dernière). Les milices de résistance s'improvisaient, des groupements d'action constitués par des hommes portant des brassards rouges et noirs remplaçaient la police républicaine, qui s'effaçait ; l'ordre révolutionnaire s'installait non seulement à Barcelone, mais dans toutes les villes de Catalogne. Il arrivait même que, dans de nombreuses localités, comme à Igualada, Granollers, Gérone, les partis politiques locaux composés de catalanistes de gauche, de socialistes, de républicains fédéralistes, parfois même de républicains centraliste du parti de Manuel Azaña, et de libertaires cénétistes, se réunissaient en un seul faisceau au sein de la municipalité, et que les autorités communales nouvelles, libres de liens avec le gouvernement catalan, et plus encore avec le gouvernement central (qui de Madrid passa assez vite à Valence), constituaient un bloc gestionnaire local. La vie prenait ainsi un caractère communal presque autonome.

La déliquescence de l'Etat républicain fut encore plus accusée en Aragon. Coupée à l'ouest de la Castille où dominaient et d'où menaçaient les forces franquistes, confinant au nord à la France par les Pyrénées, ayant à l'est la Catalogne qui n'exerçait pas de pouvoir sur elle, cette région n'était en contact avec la zone où s'efforçait de dominer le gouvernement central que par ce qui restait de limites communes au sud et au sud-est de la province de Teruel. Or, cette province était livrée à elle-même. Cela assurait à l'Aragon l'indépendance presque absolue [\(43\)](#).

La guerre civile créait ainsi une situation révolutionnaire car même dans les provinces levantines que le fascisme ne menaçait pas encore, l'influence déterminante exercée par les forces populaires qu'inspiraient la C.N.T. et la F.A.I. bouleversait l'organisation publique. Dans bien des cas, les autres secteurs politiques pouvaient, tous réunis, surclasser numériquement ces deux organisations, mais leurs hommes n'étaient pas ceux de la situation. L'absence de directives et d'institutions officielles les paralysait tandis qu'elle facilitait les initiatives des hommes qui faisaient de la lutte révolutionnaire le ressort essentiel de leur activité historique. C'est pourquoi très souvent, même quand, dans les comités de villages ou les conseils municipaux, la représentation de la C.N.T. fut minoritaire, elle fut aussi déterminante, nos hommes sachant ce qu'ils voulaient et apportant des solutions là où les autres ne savaient que discourir, poser et se poser des problèmes.

Problèmes nouveaux, nombreux, souvent immenses, toujours urgents. Celui, d'abord, de la défense locale contre les attaques possibles venues de villages voisins, ou de villes environnantes, menace d'une cinquième colonne latente, de forces groupées dans les montagnes. En Aragon, dans chaque village et dans chaque petite ville, il fallut sur-le-champ faire face à l'armée franquiste qui, après avoir pris les capitales de province – Saragosse, Huesca [\(44\)](#) –, avançait sur la Catalogne. Arrêter les envahisseurs, puis les repousser aussi loin que possible : des localités furent prises, reprises, parfois reperdues et reprises encore. Dans d'autres cas, la population, après avoir liquidé le fascisme local, envoya les forces disponibles (le plus souvent des civils armés de pauvres fusils de chasse) aider ceux qui ailleurs résistaient ou prenaient l'offensive. Tout cela demandait une organisation spontanée, mais réelle, malgré des lacunes inévitables. Puis arrivèrent les milices, improvisées aussi, envoyées par la Catalogne, et dont les effectifs les plus importants étaient constitués de membres de la C.N.T. qui y perdit nombre de militants, souvent les meilleurs.

A d'autres échelons, et pour d'autres raisons, la nécessité d'une organisation nouvelle représentant un appareil logistique, même sommaire, s'imposa sans délai. Toujours en Aragon, rares furent les maires républicains qui restèrent à leur poste, ou les édiles qui assumèrent leurs responsabilités civiques. Effrayés, débordés, inaptes à la lutte, ou d'accord avec les fascistes, presque tous s'effacèrent ou disparurent. En échange, dans bien des cas apparaissaient à la pointe du combat les militants cénétistes libertaires qui souvent prenaient la direction de la situation. La lutte terminée – elle fut, à l'arrière du front, généralement brève – il fallut improviser une organisation d'ensemble dans les villages, établir une cohésion indispensable à la vie locale. Là encore, dans l'immense majorité des cas, les mêmes hommes prirent les initiatives nécessaires. Leur expérience d'organiseurs syndicaux les prédisposait à occuper des charges d'administration publique locale. Ils avaient l'habitude des assemblées populaires, des comités responsables, des commissions administratives, des tâches de coordination. Rien d'étonnant que, dans la plupart des cas, sinon de tous ceux où les autorités locales s'étaient éclipsées, ils aient convoqué à une assemblée générale, sur la place publique ou dans un local – la mairie, par exemple – l'ensemble des habitants du village (comme hier ils convoquaient les membres de l'organisation syndicale à une assemblée ouvrière) afin d'examiner avec eux la situation et de décider ce qu'il fallait faire. Et partout, toujours dans ces villages d'Aragon abandonnés de leurs autorités, on nomma non pas

un autre conseil municipal basé sur des partis politiques, mais un "Comité" d'administration chargé de prendre en main la responsabilité de la vie publique.

Cela fut fait à la majorité des voix ou à l'unanimité, et l'on ne se surprendra pas que dans l'ensemble les hommes connus pour leur dynamisme, si nécessaire à ce moment, aient été choisis. Puis le furent aussi, en moindre nombre, et souvent sur l'insistance des militants cénétistes eux-mêmes, des militants de l'Union générale des Travailleurs, parfois des républicains de gauche qui, dans leur conduite personnelle, n'avaient pas toujours suivi les directives officielles de leur parti, et attribuaient encore au républicanisme le contenu social qu'il avait fait espérer auparavant.

Mais cette diversité d'appartenance n'impliquait pas la constitution d'autorités foncièrement politiques. Sans s'embarasser de grandes définitions, et s'inspirant des normes que notre mouvement avait toujours préconisées, nos camarades proposèrent une nouvelle structure de toute la vie collective. Pour eux, qui avaient tant combattu, tant souffert et tant espéré, contre l'inégalité sociale et pour la justice également sociale, puisque la république s'était effondrée, l'occasion se présentait d'instaurer un régime nouveau, une vie nouvelle. Et au lieu de reconstruire sur le modèle ancien ils proposèrent une structuration naturelle et fonctionnelle accordée à la situation locale intégralement considérée.

La guerre venait au premier plan. Mais venaient aussi l'existence de chacun et de tous, les problèmes de consommation générale, la production agricole, toutes les activités nécessaires à la vie collective. On proposa donc de désigner un responsable chargé de diriger, ou de coordonner les travaux agricoles ; suivait l'élevage du bétail [\(45\)](#) pour lequel un autre délégué fut chargé du recensement, des soins d'ensemble, et de l'augmentation rapide des animaux de boucherie. Puis venaient les petites industries locales dont il fallait assurer la continuité, et si possible le développement. En même temps, l'instruction publique, obsession permanente de notre mouvement devant les proportions inadmissibles de l'analphabétisme, était l'objet de mesures immédiates. Et les services de salubrité de l'urbanisme, de la voirie, l'organisation des échanges et du ravitaillement. Les différents délégués constituèrent le Comité [\(46\)](#). Parfois, selon l'importance des localités, un même camarade assumait deux fonctions. Et le plus souvent ces hommes travaillaient aux champs ou à l'atelier, il n'en restait qu'un pour dans la journée, faire face aux affaires urgentes.

Il va de soi que cette révolution s'accompagnait d'une autre, tout aussi profonde, dans la distribution des biens de consommation, non seulement comme conséquence des nouvelles nécessités nées de la guerre, mais aussi de la nouvelle éthique sociale qui s'instaurait. Toujours dans les villages d'Aragon – et cela commença très vite dans la région du Levant – la lutte contre le fascisme parut incompatible avec l'ordre capitaliste et ses inégalités. Aussi, dans les assemblées successives des villages, souvent même dans la première, on établit le salaire familial qui égalisait les possibilités d'existence pour tous les habitants, hommes, femmes et enfants.

Les finances locales se trouvèrent bientôt aux mains du Comité élu comme nous l'avons vu, et qui mettait sous séquestre, souvent contre reçu, l'argent trouvé dans les succursales des banques, quand il y en avait, ou chez les riches qui, généralement, avaient pris le large. Ou l'on imprimait une monnaie locale, sur la base nominale de la peseta, des bons de consommation dont il sera question plus loin. Dans d'autres cas, on supprimait radicalement toute monnaie, et l'on établissait une table de rationnement unique pour tous. L'essentiel est que l'égalité des moyens d'existence apparaissait, et que du jour au lendemain se réalisait, presque sans secousse, une révolution sociale.

Pour mieux assurer la libre consommation, ou pour éviter soit le gaspillage, soit des occultations fort possibles, le Comité prenait sous son contrôle l'organisation de la distribution. Dans certains cas les commerçants mêmes étaient chargés de cette besogne ou y contribuaient. Dans d'autres, le commerce disparaissait comme tel, et l'on créait un ou plusieurs dépôts, un ou plusieurs magasins municipaux, généralement appelés coopératives, et dont souvent aussi étaient chargés d'anciens professionnels de la distribution. Parfois on toléra, par humanité, des petits boutiquiers qui, au fond, ne faisaient de tort à personne, et purent vendre à des prix contrôlés les marchandises qui leur restaient. Leurs stocks écoulés, ils s'incorporaient à la Collectivité.

Rappelons-nous que l'insurrection fasciste avait éclaté le 19 juillet. A cette date, les blés étaient mûrs, et le départ des grands "terratenientes". (qui, en majorité, habitaient plutôt les immeubles qu'ils possédaient dans les villes) ou de leurs administrateurs – presque toujours petits despotes locaux dominant une forte partie du paysannat – entraînait l'abandon et la perte de la moisson. La question de la récolte se posa donc

immédiatement après la prise en main de l'administration générale.

Et d'accord avec les délégués à l'agriculture, les animateurs paysans convoquèrent leurs camarades. On réquisitionna les machines trouvées dans les grandes exploitations – les seules qui en possédaient –, les bêtes de somme, les moissonneurs hommes et femmes qui, si souvent, coupaient encore les céréales à la faucille. Le blé fut fauché, les gerbes furent faites et rentrées, la moisson fut engrangée dans les magasins communaux improvisés. Froment, pommes de terre, betteraves à sucre, légumes, fruits, viandes devenaient des biens collectifs placés sous la responsabilité du Comité local nommé par tous.

Toutefois, on n'atteignait pas encore à la collectivisation au sens plein du mot. La prise de possession de la propriété usurpatrice ne suffisait pas. Le collectivisme – terme généralement et spontanément adopté – supposait la disparition de toutes les propriétés privées, petites, moyennes, et surtout grandes, disparition volontaire pour les premières, obligatoire pour les autres, et leur intégration dans un vaste système de propriété publique et de travail commun. Cela ne se fit pas partout de façon uniforme.

Si, en Aragon, 80 % des terres cultivées appartenaient aux grands propriétaires, dans d'autres régions, particulièrement dans le Levant, et surtout en Catalogne, la petite propriété dominait souvent, ou occupait une place importante, selon les villages aux cultures très diversifiées. Et bien que nos meilleurs camarades fussent souvent des petits propriétaires, bien que dans de nombreux cas les autres petits propriétaires eussent adhéré d'enthousiasme aux Collectivités, et même les aient organisées, il est arrivé que, dans la région du Levant (provinces de Castellon de la Plana, Valence, Murcie, Alicante et Albacete), surgissaient des difficultés ignorées en Aragon. D'abord parce qu'à cette époque de nombreux habitants de la région se croyaient préservés du danger fasciste par la distance qui les séparait du front, et par la supériorité des armes républicaines (la démagogie officielle trompa les gens jusqu'au dernier moment). Ensuite parce que les différents partis politiques n'avaient pas disparu ; après un moment de panique ils s'étaient repris, en même temps que le gouvernement central se consolidait et organisait sa bureaucratie et sa police. Si l'installation de ce dernier, à Valence, libéra de sa pression la région du Centre, ce qui facilita l'apparition des Collectivités castillanes, elle augmenta dans le Levant les possibilités de résistance antisocialisatrice non seulement des partis, mais encore de la bourgeoisie, des petits commerçants, des paysans attachés à leur propriété.

L'action expropriatrice se porta donc sur les grands domaines dont les possédants étaient soit des fascistes – ce qui facilitait les choses – soit considérés comme tels. De toute façon, les grands domaines ne pouvaient être défendus ouvertement, du moins dans la première période, par ce qui restait d'autorités locales. La culture de l'oranger, qui est une des caractéristiques de la région levantine, exige de très grands frais ; si bien que presque toutes les orangeries appartenaient à des sociétés capitalistes souvent anonymes, et, parfois, embrassaient la juridiction de plusieurs villages. En moindres proportions, la situation était souvent la même dans la zone, beaucoup moins étendue, de riziculture. La mainmise sur ces grandes propriétés se justifiait donc dans cette période où le politique et le social s'interpénétraient, car la nécessité de désarmer le fascisme économique complétait son désarmement politique et militaire. Et d'une façon ou d'une autre, la révolution s'implantait.

Elle s'implantait aussi par d'autres chemins. Toujours dans la région levantine, et désireux de ne pas provoquer de heurts avec les autres secteurs antifascistes, car la lutte contre l'ennemi commun demeurait au premier plan, nos camarades durent prendre des initiatives dont les républicains, les socialistes et les autres hommes respectueux de la Loi se montraient incapables. Dans les villages, numériquement plus importants que ceux d'Aragon, parce que le sol et le climat permettaient une plus grande densité de production et de population, dans les petites villes agricole-industrielles de 10 à 20.000 habitants, le ravitaillement se paralysait ou diminuait de façon alarmante parce que les intermédiaires, doutant du lendemain et souvent de l'issue de la guerre, hésitaient à se démunir de leur argent, et même à vendre les marchandises qu'ils possédaient en réserve (l'intention spéculative guidait certainement une partie d'entre eux). Ajoutons que, pour d'autres, favorables au fascisme, c'était une forme de résistance passive. Et les produits d'épicerie, de mercerie, d'hygiène, les engrais, les semences sélectionnées, l'outillage, certains comestibles se raréfiaient assez vite, ce qui commençait à perturber la vie de tous les jours. Alors, devant l'inertie des autres secteurs, nos camarades qui, presque partout, étaient entrés dans les conseils municipaux où ils multipliaient les propositions et les initiatives, firent adopter des mesures inédites. Souvent, grâce à eux, la municipalité organisait des centres de ravitaillement qui réduisaient l'emprise du commerce privé et commençaient la socialisation distributive. Puis, rapidement, la même municipalité se chargeait d'acheter aux paysans, encore rétifs, les produits de leur travail, qu'elle leur payait mieux que les habituels intermédiaires ou grossistes. Enfin, étape devenue complémentaire, des Collectivités intégrales, quoique partielles par rapport à l'ensemble de la population locale, apparaissaient à

leur tour et se développaient.

*

Quant à la production industrielle des petites villes et des grandes cités, la situation rappelait souvent celle créée par le petit commerce et l'agriculture. Les petits patrons, les artisans occupant un, deux, trois, quatre ouvriers hésitaient souvent sur ce qu'ils devaient faire, n'osant pas risquer leurs faibles ressources monétaires. Alors, nos Syndicats intervenaient, recommandant ou exigeant, selon les cas, le maintien de la production.

Mais inévitablement de nouveaux pas étaient rapidement franchis. Certes, en général, la bourgeoisie industrielle catalane était antifranquiste, ne fût-ce que pour cette raison première que Franco, fils de la Galice et nationaliste espagnol, était anticatalaniste, et que son triomphe représentait pour les Catalans l'annulation de l'autonomie régionale difficilement conquise et la suppression des droits politiques ainsi que des privilèges linguistiques. Mais il est probable qu'entre ces dangers et ceux représentés par les forces révolutionnaires préconisant le communisme libertaire et l'expropriation des patrons, le premier mal lui sembla bientôt le moindre. Aussi l'interruption du travail par la fermeture des usines et des ateliers au lendemain de la défaite infligée aux forces armées pouvait-elle, à bon droit, être considérée comme une aide indirecte apportée aux fascistes insurgés. La misère, déjà représentée par le chômage auquel la République avait été incapable de porter le moindre remède, allait augmenter, et serait un facteur de désordre des plus efficaces dont l'ennemi profiterait. Il fallait donc que le travail continue, et pour s'en assurer on constitua dans toutes les entreprises, sur l'initiative de la C.N.T. ou de ses militants agissant spontanément, des comités de contrôle chargés de superviser les activités de production.

Ce fut le premier pas. Mais une autre raison, indiscutablement fondée, obligea d'en faire un autre, et dans certaines industries de faire presque simultanément les deux. Il fallait fabriquer, sans attendre, des moyens de combat pour un front encore mobile qui se trouvait à 250 km de Barcelone, à 50 km des limites de la Catalogne, et qui pouvait se rapprocher dangereusement (le terrain était facile sur presque tout le parcours). Nous avons vu que, dès que les forces armées employées par les fascistes, sans être forcément toujours fascistes elles-mêmes (composées souvent de simples soldats) eurent été refoulées dans les casernes de Barcelone, des milices avaient été organisées, qui partirent immédiatement pour l'Aragon. Il fallut pour cela remettre les trains en marche. Le Syndicat des cheminots s'en chargea sans attendre. En même temps, celui de la métallurgie donnait d'abord l'ordre de reprendre le travail interrompu par la grève générale, puis refusait, ainsi que les autres syndicats, la diminution des heures de travail proposée par le gouvernement catalan ; enfin il chargeait les ateliers métallurgiques de blinder des camions et des camionnettes pour les envoyer vers les lieux de combat [\(47\)](#).

Et c'est ainsi, qu'au nom des mesures nécessaires pour assurer la victoire, bon nombre d'entreprises industrielles furent expropriées, leurs possesseurs étant considérés comme de fascistes réels ou en puissance, ce qui était vrai dans un très grand nombre de cas. Dans les entreprises de moindre envergure, les choses ne s'arrêtèrent pas là, car par une évolution irréversible et systématiquement poursuivie, le comité de contrôle se mua en comité de gestion, où le patron ne figurait plus comme tel, mais comme technicien quand il était capable de l'être.

On le voit, la révolution sociale qui s'accomplit alors ne provint pas d'une décision des organismes de direction de la C.N.T., ou des mots d'ordre lancés par les militants et agitateurs qui tenaient publiquement les premiers rôles, et furent presque toujours inférieurs à leur tâche historique. Elle se produisit spontanément, naturellement, non pas (évitons la démagogie) parce que "le peuple" *dans son ensemble* était devenu tout à coup capable de faire des miracles, grâce à une science révolutionnaire infuse qui l'aurait brusquement inspiré, mais parce que, répétons-le, au sein de ce peuple, et en faisant partie, il y avait une minorité nombreuse, active, puissante, guidée par un idéal, qui continuait à travers l'histoire une lutte commencée au temps de Bakounine et de la Première Internationale [\(48\)](#) ; parce que dans d'innombrables endroits il se trouvait des hommes, des combattants qui, depuis des décennies, poursuivaient des buts constructifs concrets, doués qu'ils étaient de l'initiative créatrice et du sens pratique indispensables aux adaptations locales, et dont l'esprit d'innovation constituait un levain puissant, capable d'apporter des orientations décisives aux moments nécessaires.

*

La situation était donc révolutionnaire tant par la volonté des hommes que par la force des choses. Et cela nous oblige, avant d'entrer plus profondément dans l'exposé des processus et du développement des réalisations nouvelles, à réfuter certaines affirmations se rapportant à ces éléments fondamentaux de la situation.

Nous nous référons d'abord à la situation contradictoire née de la participation politique de notre mouvement au gouvernement central, et au gouvernement régional catalan. "Puisque vous collaborez au gouvernement, ont répété maintes fois les antifascistes ennemis des collectivités, vous n'avez pas à agir en marge de la légalité gouvernementale."

Théoriquement l'argument semblait logique. En fait, les choses étaient beaucoup moins simples. D'abord, nous n'eûmes que 4 ministres sur 16 au gouvernement de Valence ; nous étions constamment mis en minorité par les autres secteurs coalisés contre nous, et les ministères-clés – les Finances et la Guerre, par exemple – étaient réservés à ces autres secteurs. Il aurait été trop habile, et trop facile, de nous obliger à la passivité révolutionnaire en échange d'une concession apparente sur le plan gouvernemental. Et certes, trop souvent, nos ministres n'avaient que trop tendance à accepter un tel état de fait.

On pourra nous dire que cette collaboration avait été ratifiée par les assemblées, les plénums et les congrès de notre mouvement. Mais en fait il arriva que, submergés par les flots d'éloquence de nos interminables discoureurs, les délégués des provinces, des petites villes, des villages approuvaient la collaboration ministérielle parce que débordés par une situation qu'on leur peignait sous les couleurs les plus sombres, et manquaient d'informations et d'habileté oratoire pour réfuter les promesses, les explications invérifiables, les arguments dont ils ne pouvaient contrôler la valeur. Mais de retour dans les villes et les villages, ils continuaient de construire la société nouvelle. Ils ne se sentaient pas liés par les manuvres politiques, et ils avaient raison, car nous n'en aurions pas moins perdu la guerre, et la magnifique expérience de la révolution espagnole n'aurait pas eu lieu.

Mais certains de nos adversaires, particulièrement les staliniens, firent jouer un autre argument qu'ils emploient toujours où qu'ils soient, tant qu'ils ne sont pas assez forts pour s'emparer d'une situation : le moment de la révolution n'était pas encore venu, il fallait maintenir l'unité entre les secteurs antifascistes, vaincre d'abord Franco. En expropriant les industriels, les propriétaires, les patrons, les actionnaires, les terratenientes, on risquait de les pousser dans le camp adverse.

Sans doute cela s'est-il produit, dans de bien petites proportions. Mais tant que la situation n'est pas encore assez mûre pour qu'ils puissent s'en emparer, les staliniens diront toujours que les initiatives de leurs partenaires qui ne se soumettent pas à leur direction sont prématurées, même contre-révolutionnaires. D'autre part, croit-on que sans socialisation, les possibilités de victoire eussent été plus grandes ? Si oui, c'est ne pas tenir compte des réalités qui composaient la situation.

D'abord, l'hostilité des patrons dépossédés n'atténuait en rien l'ardeur combattive des masses ouvrières et paysannes, qui fournissaient l'armée des miliciens. Nous avons vu que, dans l'ensemble, les membres de la bourgeoisie et des partis politiques demeuraient inertes ou s'agitaient dans le vide devant cette situation qui les dépassait. La lutte étant déplacée du Parlement et des urnes dans la rue, la riposte à l'attaque fasciste ne pouvait que s'adapter aux circonstances nouvelles et suivre le chemin qu'elle a suivi. Si l'on avait dû attendre le triomphe de l'organisation officielle dûment mise au point, le franquisme aurait triomphé en un an, peut-être en trois mois [\(49\)](#).

II. LA SOCIALISATION AGRAIRE

La fédération des Collectivités d'Aragon

Les 14 et 15 février 1937 eut lieu, à Caspe, petite ville de la province de Saragosse qui avait été libérée du fascisme par les forces venues de Catalogne, le Congrès constitutif de la Fédération des Collectivités d'Aragon (50). Vingt-cinq fédérations cantonales étaient représentées. En voici la liste : Fédération du canton d'Angüés, Alfambra, Aínsa, Alcorisa, Alcañiz, Albalate de Cinca, Basbastro, Benaharre, Caspe, Enjuive, Escucha, Graus, Grañen, Lecéra, Monzón, Muniesa, Más de las Matas, Mora de Rubielos, Puebla de Hajar, Pina de Ebro, Pancrudo, Sástago, Tardienta, Valderrobres. Chacune de ces fédérations cantonales (comarcales) représentait de 3 à 36 villages plus ou moins importants. Le total de ces villages, dont nous possédons la liste intégrale, s'élevait à 275. Le nombre des familles affiliées, à 141.430. Mais à cette époque, le fait collectiviste était en pleine expansion. Si bien que très vite de nombreuses collectivités s'ajoutèrent à cette première liste.

D'autre part, celles existantes virent leurs effectifs augmenter rapidement. Si par exemple à ce congrès le canton de Más de las Matas comprenait 19 villages dont seul le chef-lieu était intégralement collectivisé, 18 autres villages l'étaient aussi intégralement lors d'un plénum célébré trois mois plus tard. Si le canton d'Angüés comptait 36 Collectivités au congrès de Caspe, il en comptait 70 au plénum suivant. Dans la même période, le nombre des Collectivités fédérées du canton de Barbastro était passé de 31 à 58. Le développement était si rapide que pendant le temps demandé pour l'impression des dernières statistiques, les chiffres les plus récents étaient presque toujours dépassés.

Rappelons que ce mouvement s'étendait – et avec quelle rapidité ! – malgré les difficultés causées par la guerre, souvent à quelques kilomètres du front – cas de Grañen, Aínsa, Pina de Ebro, etc. – et alors que nos militants étaient mobilisés en grand nombre dans les forces armées : on ne peut qu'admirer le sens de l'organisation et de la solidarité dont firent preuve, dès le début, les Collectivités libertaires aragonaises.

Voici maintenant les résolutions pratiques qui furent prises à la suite de débats et d'examens dont on devinera la substance :

1° Suppression de la monnaie au sein des Collectivités, et constitution, par un apport général, d'un fonds commun de marchandises et de ressources financières devant servir aux échanges avec d'autres régions et avec l'étranger. Un carnet unique de consommation sera édité, valable pour tous les collectivistes (51).

2° L'examen des structures d'organisation donna lieu à ce qui constituait une innovation, en attribuant le rôle le plus important à l'organisation communale : "Nous acceptons l'organisation communale parce qu'elle nous permet de mieux contrôler l'ensemble des activités dans les villages."

Puis on modifia les délimitations géographico-administratives traditionnelles d'après les besoins de la révolution et la logique de l'économie sociale opposée aux découpages arbitraires et capricieux de l'Etat historique.

3° Le texte adopté à ce sujet précisait que : "En constituant les fédérations cantonales, aussi bien que la Fédération régionale, il faudra éliminer les limites traditionnelles des villages entre eux ; d'autre part, seront destinés à un usage commun tous les instruments de travail et les matières premières mis indistinctement à la disposition des Collectivités en ayant besoin."

Cette solidarité intercollective et intercommunale – car chaque Collectivité englobait, sinon un village entier, du moins une partie dominante de chaque village –, est complétée par d'autres dispositions pratiques :

"Dans les Collectivités ayant un excédent de main-d'uvre, et qui ne pourront l'employer à certains moments de l'année pour les travaux agricoles, les Comités des Fédérations cantonales se mettront d'accord pour envoyer ces camarades là où l'on aura besoin de leurs services."

Ainsi tout en maintenant l'esprit et la pratique fédéralistes, qui impliquent une liberté intérieure et l'autonomie de la gestion, on dépasse immédiatement l'esprit de repli sur soi-même, ou la seule vision autarcique d'organisation découlant d'une conception étroite du communalisme. Mais cela n'est-il pas la conséquence pratique et presque automatique des conceptions et des pratiques de l'organisation syndicale guidant, souvent à leur insu, les organisateurs des Collectivités ?

On passe maintenant aux projets de développement et d'amélioration de l'agriculture. La résolution recommande, comme première mesure, l'organisation de fermes et de pépinières expérimentales, afin d'améliorer d'une part le cheptel – ovin, porcin et bovin – d'autre part les variétés végétales, par l'adaptation de races et de semences sélectionnées. Dans chaque localité, dit la révolution, on devra réserver à ces essais "ne serait-ce qu'une parcelle de terre aux fins d'acclimatation de nouvelles cultures arboricoles".

On établit ensuite un projet de division du territoire aragonais en trois zones où de vastes étendues seront réservées à la production de semences pour l'ensemble des Collectivités, "même si elles n'appartiennent pas à la zone réservée à cette production" ; c'est-à-dire, même si elles ne sont pas aragonaises. Ainsi, après avoir dépassé l'esprit communaliste, on dépasse l'esprit régionaliste, ce qui est un pas très important pour qui sait combien attaché aux traditions était resté l'esprit espagnol en matière de régionalisme. A ce point de vue, la pratique créatrice dépasse, presque toujours, certaine littérature théorique un peu trop répandue.

"Prenons l'exemple des pommes de terre, dit la Résolution. Il faut produire la semence dans le Haut-Aragon, et la livrer ensuite aux Collectivités des autres zones, car cette plante résiste mieux aux parasites dans les zones de haute montagne que dans celles de faibles altitudes où le climat est humide et chaud."

Les trois grands secteurs dans lesquels l'Aragon est spécialement divisé "échangeront leurs semences au fur et à mesure des besoins, et d'après les résultats des recherches des stations expérimentales qui devront travailler en complet accord et sous la direction des techniciens pratiquant toutes les recherches nécessaires".

Nous voici arrivés à une conception planificatrice de l'économie agraire, qui, dans la pratique des choses, ne devait certainement pas s'arrêter aux pommes de terre. On conçoit très bien la réunion des techniciens des différentes zones confrontant leurs expériences et en tirant les leçons d'autant plus utiles que les rivalités d'intérêt ne se seraient pas opposées à la généralisation des méthodes de travail les plus efficaces.

Le troisième grand thème à l'ordre du jour fut celui de la conduite à tenir envers les petits propriétaires qui refusaient d'entrer dans les Collectivités. Une Commission d'études avait été nommée. Elle était constituée par F. Fernandez, du canton d'Angüés, Juho Ayora, de Montoro, R. Castro, d'Alforque, R. Bayo, de Gudar, E. Aguilar, de Pina, et M. Miro, de Ballobar. Par 6 voix contre 1, la Résolution suivante fut proposée par la Commission – puis adoptée par la majorité.

1. "Les petits propriétaires qui veulent rester en marge de la Collectivité se considèrent donc capables de se suffire à eux-mêmes quant à leur travail ; ils ne pourront donc pas bénéficier des bienfaits de la Collectivité. Toutefois, leur droit d'agir ainsi sera respecté, à condition qu'ils ne portent pas atteinte aux intérêts de la Collectivité.

2. "Toutes les propriétés, agraires ou urbaines, ainsi que les biens des fascistes qui ont été saisis demeureront en usufruit aux mains des organisations ouvrières qui existaient au moment de la saisie, à condition que ces organisations acceptent la Collectivité."

3. "Toutes les terres des propriétaires auparavant travaillées par des fermiers, ou métayers, passeront aux mains de la Collectivité."

4. Tout petit possédant resté en marge de la Collectivité ne pourra conserver que les terres qu'il pourra cultiver lui-même ; l'emploi de salariés est absolument interdit.

"Pour contrecarrer l'esprit de propriété égoïste propre aux petits propriétaires, leur propriété ne sera pas enregistrée au cadastre."

Cette dernière mesure rappelle le procédé préconisé par Bakounine en ce qui concernait la conduite à suivre par la révolution envers les petits propriétaires. Pour lui, il fallait éviter une dépossession violente, et la solution du problème lui apparaissait dans la "suppression du droit d'héritage". Il y est revenu plusieurs fois dans ses écrits. Et Kropotkine, dans *La Conquête du Pain*, écrivait que, non seulement la révolution ne déposséderait pas les petits propriétaires qui s'échinaient à travailler une terre obtenue au prix de tant d'efforts, mais qu'elle leur enverrait ses jeunes gens pour les aider à moissonner et rentrer leurs récoltes. Bien que non formulée spécifiquement, cette conception était généralement partagée par l'ensemble du mouvement libertaire international.

Comme on le verra à maintes reprises, non seulement le droit des petits propriétaires fut respecté, mais, dans la pratique on se montra conciliants, et même fraternels envers eux.

Le quatrième point à l'ordre du jour fut l'établissement d'un Règlement général qui stipulait les directives d'ensemble des Collectivités aragonaises. En voici le texte :

" 1° Sous la dénomination de Fédération de Collectivités agricoles, il est constitué en Aragon une Association qui aura pour but de défendre les intérêts des travailleurs composant ces Collectivités.

" 2° Les tâches de cette Fédération consisteront en ce qui suit :

" a) Répandre intensément les bienfaits du collectivisme basé sur la pratique de l'entraide.

" b) Contrôler les fermes expérimentales et les stations d'essais qui seront organisées là où cela conviendra le mieux.

" c) Favoriser la formation des jeunes les plus doués grâce à l'organisation d'écoles techniques spécialisées.

" d) Organiser un corps de techniciens qui étudieront la façon d'obtenir de meilleurs rendements du travail dans les diverses spécialisations agricoles.

" e) Rechercher la façon d'établir et d'améliorer les rapports d'échanges en dehors de la région.

" f) Organiser les échanges à l'échelle internationale, grâce à l'établissement de statistiques relatives aux excédents de production de la région ; on constituera une Caisse de résistance afin de pourvoir aux besoins des Collectivités fédérées, toujours en bonne harmonie avec le Conseil régional d'Aragon."

Du point de vue de l'instruction publique, la Fédération se chargera :

" a) De fournir aux Collectivités tous les éléments qui favorisent les loisirs et développent la culture de chacun.

" b) D'organiser des conférences qui contribueront à l'éducation de l'ensemble du paysannat, ainsi que des soirées de cinéma et de théâtre, des sorties, des excursions et toutes les activités de propagande et de culture possibles.

" 3° Il est aussi nécessaire de constituer, dans chaque Collectivité, des établissements d'élevage afin de sélectionner des animaux de races diverses, grâce aux apports de la science moderne, pour obtenir de meilleurs rendements que ceux obtenus jusqu'à ce jour... Toutes ces activités devront être guidées par des techniciens qualifiés... D'autre part, toute exploitation agricole doit englober à la fois l'agriculture et l'élevage... Nous tenons à la disposition des Collectivités des plans divers de fermes expérimentales."

Telles furent, pour les problèmes majeurs, les Résolutions adoptées par le Congrès constitutif de la Fédération des Collectivités d'Aragon [\(52\)](#). Insistons sur le refus de tout système monétaire, ce qui correspondait à ce que nous pourrions appeler l'orthodoxie communiste libertaire, et sur l'adoption du *Carnet de consommation*, appelé "Carnet de ravitaillement familial", où le barème de distribution était établi en pesetas, monnaie officielle, comme base de calcul. Cela devait permettre d'unifier, et de niveler plus facilement les rapports sociaux des habitants des trois provinces aragonaises, dont les conditions d'existence étaient déterminées par les possibilités naturelles qui dans cette région montagneuse variaient souvent d'une contrée à l'autre, du simple au double, et au triple, par l'extrême différence du climat et de l'irrigation du sol. Toutefois, on ne put parvenir à la généralisation de ce nivellement égalitaire, qui correspondait à l'esprit de solidarité générale, l'attaque des forces armées stalinienne au mois d'août suivant, ayant empêché de réaliser bien des projets.

Il importe pourtant de préciser que si l'ensemble de ces résolutions constitue un tout cohérent qui embrasse les aspects principaux de la vie sociale, nous ne trouvons ici qu'un reflet très insuffisant de ce qui se passait en Aragon. Il faut avoir parcouru les 3 provinces, assisté directement à l'effort créateur des collectivistes, dans les villages, les champs, les ateliers, les magasins de distribution municipaux ou communaux, avoir parlé avec les hommes pleins de foi, soulevés d'enthousiasme et riant au présent et à l'avenir que l'on trouvait alors pour

apprécier comme il convient l'uvre réalisée.

*

La dernière Résolution adoptée par le Congrès de Caspe avait un caractère politique. Devant l'absence pratique d'autorités gouvernementales, en Aragon, et afin de prévenir une offensive des autorités de Valence, les militants libertaires eurent l'idée de constituer un Conseil de Défense qui pourrait suppléer le gouverneur – équivalent du préfet en France – représentant le gouvernement central et empêcherait, ou retarderait le plus longtemps possible la mainmise de ce dernier sur la région.

Mais il va de soi que ce gouvernement ne pouvait tolérer l'existence d'une administration autonome. Il publia donc un premier décret selon lequel les conseils municipaux devaient se constituer partout, selon les normes légales établies. Comme souvent les Collectivités s'étaient substituées aux municipalités, ou avaient en quelque sorte fusionné avec elles, ces organismes reconstitués empiétaient sur ceux que la révolution s'était donnés.

D'autre part, une telle reconstitution provoquait la résurrection des partis politiques qui n'avaient rien à faire dans les Collectivités – pas plus, du reste, que d'autres tendances révolutionnaires constituées en mouvements autonomes : la Collectivité était devenue l'incarnation de l'organisation naturelle, et générale, de l'ensemble des habitants. Toutefois, depuis le 19 juillet, et en de nombreux endroits, bien que les partis fussent démantelés surtout parce que, dans la plupart des cas, ils s'étaient effacés d'eux-mêmes, leurs sections locales reparaissaient timidement, ou s'efforçaient de se reconstituer.

Isolés, leurs membres n'exerçaient aucune influence ; unis, ils pouvaient non pas mettre les Collectivités en péril, mais fomenter une certaine opposition gênante. Et les républicains radicaux, de droite et de gauche (ou ce qui en restait), les socialistes réformistes, du moins les officiels, certaines sections locales poumistes (53), les communistes, ainsi que les petits propriétaires anticollectivistes s'efforçaient de constituer une force appuyée sur le gouvernement dans la majorité des cas (poumistes mis à part), et qui pouvait causer des difficultés.

En fait, et malgré cette situation, nombreux furent les membres de partis politiques qui rallièrent les Collectivités. Mais la résurrection des conseils municipaux officiels, au passé nettement politique, permettrait une certaine intronisation, ou pression du gouvernement, les conseils municipaux devant, selon la loi, obéir aux ordonnances émanant du ministère de l'Intérieur.

Devant cette contre-attaque, il fallait improviser une tactique de défense. Et le congrès de Caspe prit la résolution suivante :

"Considérant que les conseils municipaux jouent un rôle différent de celui des Collectivités.

"Que ces conseils sont des organismes légalement constitués, dans lesquels collaborent toutes les organisations antifascistes et dont la représentation la plus élevée est le Conseil supérieur d'Aragon.

"Que les Comités administratifs des Collectivités exercent une fonction différente de celle des Conseils municipaux.

"Que les Syndicats sont appelés à désigner et à contrôler les camarades qui vont représenter la C.N.T. dans ces deux sortes d'organismes.

"Qu'il ne peut y avoir opposition entre la gestion des Collectivités et celles des conseils municipaux.

"Que les uns et les autres sont solidaires de l'organisation syndicale, tant que celle-ci prendra part à la constitution des conseils des Collectivités, les conseils municipaux maintiendront des rapports fraternels grâce au truchement de la C.N.T."

On réintroduisait ainsi, dans le domaine politique, la C.N.T. et ses Syndicats, force combattante traditionnelle, ce qui avec les Collectivités permettra de parer aux inconvénients du rétablissement des conseils municipaux. Et au moyen de ces trois organes – puisque nos camarades entraînent aussi dans les conseils municipaux – le

mouvement libertaire donnait une extrême souplesse à son activité créatrice. La protection du Conseil d'Aragon, organe devenu semi-officiel, ajoutait momentanément du moins, un facteur complémentaire à cette souplesse.

*

Les adversaires des Collectivités, surtout les staliniens d'hier et d'aujourd'hui, affirment souvent que les Collectivités aragonaises furent imposées par nos milices qui, en leur majorité, étaient accourues de Catalogne pour enrayer l'avance de l'ennemi, ce qu'elles parvinrent à faire pendant deux ans au prix de pertes énormes (54).

Certes, la présence de ces forces auxquelles les autres partis ne pouvaient rien opposer, et n'opposaient rien, a favorisé indirectement les réalisations constructives dont nous parlons, en empêchant la résistance active des partisans de la république bourgeoise et du fascisme. Mais d'abord, si ces autres partis n'ont pas agi ainsi, c'est simplement parce qu'ils manquaient de forces combattantes, non seulement venues de Catalogne, mais surtout en Aragon. Car même sans ce rapport de forces notre mouvement aurait joué le rôle prépondérant qui fut le sien. Car il faut le répéter inlassablement, "la situation était devenue révolutionnaire" du fait de l'attaque franquiste et de la carence du gouvernement républicain. Dans ce cas, c'est l'élément révolutionnaire le plus important qui devait jouer le plus grand rôle par le fait de sa supériorité et de l'adhésion des masses. Sans la valeur des hommes, des cadres militants qui prirent les initiatives, et s'adaptèrent aux circonstances avec une intelligence tactique souvent merveilleuse, à peu près rien n'aurait été fait. Peut-être, malgré la fringale de terres des paysans n'aurait-on touché qu'insuffisamment à la grande propriété, sans inspiration constructive d'envergure, par manque de directives idéologiques précises. La présence militaire des nôtres a contribué à libérer la population d'un passé de tradition qui aurait par trop limité son effort : c'est tout.

Mais cette présence est bien loin de tout expliquer. En témoignent les autres régions où, malgré l'existence des autorités légales et des forces militaires non libertaires, la révolution s'est produite aussi. C'est dans le Levant que, comme on le verra, les Collectivités furent les plus nombreuses et les plus importantes. Or c'est à Valence, capitale du Levant, que résidait le gouvernement avec toute sa bureaucratie, et des forces policières nombreuses. Et en Castille, où au début républicains, socialistes et communistes l'emportaient largement sur nous, les Collectivités paysannes naquirent et se développèrent, leur ensemble devenant peut-être plus puissant qu'en Aragon.

En allant davantage au fond des choses, je crois pouvoir dire que, contrairement aux assertions qui attribuent l'implantation et le développement des Collectivités aragonaises au poids spécifique des troupes libertaires, celles-ci n'ont pas joué un rôle positif dans ce fait historique. D'abord, selon mes observations directes, elles ont vécu en marge de l'uvre de transformation sociale qui s'accomplissait. Monde militaire – même libertaire – et monde civil. Esprit militaire avec ses préoccupations propres et dans une certaine mesure replié sur soi-même, généralement indifférent à ce qui n'était pas la vie du front. Il y eut des exceptions où s'établirent des rapports entre civils et miliciens : elles furent le fait d'un mince pourcentage d'individus. La plupart des soldats, souvent des Catalans, venus des zones industrielles, ont vécu à côté des villages aragonais sans s'y intéresser, même quand ils y étaient hébergés. Quant à la nouvelle organisation de la vie, de la production, des échanges, la présence militaire a joué un rôle plus négatif que positif. D'une part, les Collectivités ravitaillaient, sans contrepartie économique, ces troupes qu'il fallait nourrir, et bien nourrir, et que le gouvernement laissait à l'abandon. D'autre part, bon nombre de "maños" (55), les plus jeunes, les plus robustes, étaient mobilisés au front et soustraits au travail des champs et des ateliers. Tout compte fait, toujours du point de vue économique, les Collectivités auraient gagné à ce qu'il n'y eût pas de forces armées établies dans la région.

Mais il est vrai qu'alors les fascistes auraient avancé.

Graus (56)

Graus est situé au nord de la province de Huesca, dans une région moins propice à la production agraire socialisée que les villages d'Aragon que nous avons visités plus au sud. La topographie du terrain en est la

cause principale. Nous sommes ici en pleines Pyrénées espagnoles, parmi des bois assez maigrelets et des rocs beaucoup plus nombreux que les arbres. Les champs sont rares, les surfaces cultivées de petites dimensions. Les cultures s'étagent, irrégulières, entre les formations pierreuses et chaotiques. On y arrive par des sentiers où les machines ne peuvent passer. L'eau ne manque pas ; ruisseaux, sources, rivières, torrents abondent. Mais la terre est rare. L'érosion l'a entraînée au long des siècles. Aussi les villages sont-ils perdus dans les masses grisâtres, avec leur petit nombre d'habitants et leurs groupes de demeures mornes, qui n'arrivent pas toujours à 100 ; on les trouve aussi sur les hauteurs, dominant des vallées minuscules, et entourés d'énormes blocs déchiquetés au milieu desquels ils ressemblent à des nids.

Là où la vie est si paisible, dans des endroits si retirés, le progrès ne pénètre pas aisément. Une tradition séculaire règne, les esprits sont lents. Les idées nouvelles ont peu pénétré dans les hautes montagnes d'Aragon ; comme dans tout pays montagneux que ne traversent pas de vivantes artères. L'horizon restreint de la vie sociale, le repli sur soi-même prédisposent peu les habitants à une large pratique collectiviste, ce qui n'exclut, surtout dans cette région, ni la loyauté, ni la noble hospitalité.

Nous sommes en juin 1937. Le canton de Graus compte 43 villages parmi lesquels Capella, Campo, Vesian, Pelatua, Benasque, Bocamorta, Puebla de Castro, Torres del Obispo, Puebla de Fantova, Laguares sont collectivisés à 50 %.

L'organisation que j'ai eu le loisir de mieux étudier est celle de Graus, chef-lieu du canton. Ce village – 2.600 habitants –, qui a un peu l'aspect d'une petite ville, est situé au bord de l'Esera, la rivière d'Espagne dont, me dit-on, le débit est le plus constant, qui prend sa source en France et alimente l'immense barrage du canal d'Aragon et de Catalogne.

Entouré, lui aussi, de hautes montagnes et bien arrosé, Graus se trouve à l'intersection de plusieurs routes. Il est donc devenu un centre commercial relativement important, et l'esprit d'initiative y a fait naître de petites entreprises répondant aux besoins de la contrée. En juillet 1936, 40 % des habitants vivaient du commerce ; l'industrie et l'agriculture se partageaient 60 % à égalité.

20 % de la terre cultivée sont irrigués. On y fait venir des plantes potagères. Dans les terres sèches, on cultive des céréales, la vigne, l'olivier, l'amandier. Mais cette année, dans tout le nord de l'Aragon, les amandes ont été détruites par une nuit de gelée comme, plus au sud, les vignes du canton de Binéfar ont été ravagées par un orage d'une heure.

40 % des terres irriguées appartenaient à deux propriétaires. 40 % étaient plus équitablement répartis, mais la pauvreté des récoltes obligeait les paysans moyens (on peut deviner le sort des absolument pauvres) à se procurer, hors du travail des champs, le tiers, et souvent la moitié de leur ressources. Ils s'employaient dans l'industrie locale, comme journaliers sur la terre des riches. Ou encore, ils partaient faire un travail saisonnier dans d'autres régions. Dans les travaux industriels, les salaires oscillaient de 6 pesetas pour les manuvres à 8 pour les maçons et les mécaniciens. Mais des calculs précis montraient que, compte tenu du chômage, les maçons gagnaient en moyenne 5 pesetas par jour. Quant aux manuvres...

Durant ces dernières années, les jeunes gens émigraient pour aller vivre en Catalogne ou en France ; 20 % des jeunes filles partaient se placer comme domestiques dans les villes.

Les commerçants et les petits industriels ne vivaient guère mieux. Leurs dettes dépassaient depuis longtemps le montant de leur capital.

Dès que les antifascistes, guidés par nos camarades, eurent pris la situation en main, ils entreprirent les réformes sociales que nous allons décrire.

On l'a vu, les conditions d'existence des différentes couches de la population étaient très différentes. Un journalier travaillant aux champs gagnait par jour la moitié de ce que gagnait un mécanicien. On instaura donc immédiatement le salaire familial, qui assurait à tous le même droit à la vie. Ce salaire fut d'abord payé en bons. Au bout d'un mois, on mit en circulation des tickets divisés en points plus ou moins nombreux. Plus tard, la relative importance commerciale de Graus, sa situation sur les routes très fréquentées, firent reprendre la peseta, monnaie officielle maintenue dans l'ensemble de l'Espagne, comme étalon général des valeurs ; puis le Comité émit pour son compte une monnaie divisionnaire locale.

D'abord contrôlé, le commerce fut bientôt socialisé. On remplaça les transactions individuelles par les transactions collectives. Une "coopérative alimentaire" fut installée, où l'on concentra tous les vivres trouvés dans le petit commerce. Puis on ouvrit une deuxième coopérative [\(57\)](#) pour les tissus et la mercerie, et qui remplaça 23 des 25 boutiques spécialisées – car on en conserva deux. Il y avait aussi 25 ou 30 épiceries, qui furent transformées en deux grands magasins collectifs. Un magasin de chaussures sur trois subsista ; les deux quincailleries furent fondues en une seule ; sur six, quatre boulangeries et dépôts de pain disparurent, et maintenant il suffit d'un fournil sur trois.

Ce processus de réorganisation et de perfectionnement technique a été de pair avec celui de la collectivisation agraire et industrielle. A Graus, comme dans beaucoup d'autres endroits d'Aragon, la pratique du socialisme a commencé par l'organisation de la Collectivité agraire. Devant la gravité de la situation, le Comité révolutionnaire s'est occupé d'abord des besoins vitaux les plus urgents. Il fallait rentrer les récoltes, il faut labourer et semer, obtenir de la terre le maximum de rendement avec – étant donné le nombre de ceux qu'absorbe la guerre – le minimum d'efforts. Sous l'action des camarades de l'U.G.T. et de la C.N.T., les vieux araires tirés par un âne sont éliminés, les bêtes de trait les plus robustes sont rassemblées et lancées, avec les meilleures charrues, sur les terres d'où l'on a arraché les haies séparatrices. Les champs sont emblavés. La Collectivité agraire se constitue le 16 octobre : à peine trois mois après l'attaque fasciste. Ce même jour, les moyens de transport, qui s'étaient collectivisés pratiquement dès le début, le font officiellement. Et d'autres nouvelles étapes sont décidées, selon les indications données par les deux syndicats – le socialiste et le libertaire. La socialisation de l'imprimerie est décidée le 24 novembre [\(58\)](#). Deux jours plus tard vient celle des magasins de chaussures et des boulangeries.

Le 1er décembre, c'est le tour du commerce, de la médecine, des pharmacies, des maréchaux–ferrants, des serruriers. Le 11 décembre, celui des ébénistes, des menuisiers. Graduellement, toutes les activités sociales entrent dans le nouvel organisme.

La Résolution votée par les agriculteurs fera mieux connaître les lignes essentielles et les principes généraux des Collectivisations successives, puisque dans tous les cas ces principes sont à peu près les mêmes. En voici le texte :

" Les travailleurs de l'agriculture, réunis à Graus le 16 octobre 1936, décident ce qui suit :

1° Ils adhèrent à la Communauté générale de tous les métiers ;

2° Tous les adhérents entrent dans la Communauté de leur propre volonté ; ils sont tenus d'apporter leurs outils ;

3° Toutes les terres des camarades entrant dans la Communauté doivent être apportées pour augmenter les biens communaux ;

4° Quand les travailleurs de l'agriculture n'auront pas de travail, ils devront aider obligatoirement les autres professions qui auront besoin de leur concours ;

5° On fera par duplicata un inventaire des biens apportés à la Collectivité ; un exemplaire sera remis au propriétaire de ces biens, l'autre restera aux mains de la Collectivité ;

6° Si, pour des raisons imprévues, la Collectivité devait se dissoudre, chaque camarade aura le droit indiscutable de reprendre les biens qu'il aura apportés ;

7° Les adhérents nommeront, dans leur réunion, la Commission administrative de leur profession ;

8° Quand les travailleurs de l'agriculture se seront mis d'accord sur ce dernier point, ils devront nommer une Commission administrative composée d'un président, un trésorier, un secrétaire et trois membres ;

9° Cette Collectivité agraire maintiendra des relations directes avec la Caisse communale de tous les métiers réunis qui sera créée par le Comité de liaison ;

10° Les ouvriers qui viendront travailler en commun toucheront les salaires suivants : pour les familles composées de trois personnes et au-dessous [\(59\)](#), six pesetas ; celles composées de plus de trois personnes toucheront une peseta par jour pour chacune d'elles ;

11° Le salaire pourra être modifié selon les circonstances, et sur proposition de la Commission administrative de tous les métiers réunis [\(60\)](#) ;

12° Les ouvriers dont les parents n'appartiennent pas à la Collectivité recevront les salaires que le Comité établira [\(61\)](#) ;

13° L'expulsion d'un membre de la Collectivité devra être décidée par la Commission centrale de tous les métiers, dont la section d'agriculture fait aussi partie ;

14° Les adhérents à la Collectivité s'engagent à travailler autant d'heures que la Commission administrative, d'accord avec la Commission centrale locale, jugera nécessaire, en apportant au travail l'intérêt et l'enthousiasme indispensables ;

Dûment informés, et en plein accord, les travailleurs de l'agriculture prennent acte de cette Résolution."

Ce document, comme tous les autres du même genre – nous n'en verrons d'exception qu'à Alcorisa – a été rédigé par des paysans qui n'étaient pas des lettrés, et même faisaient d'assez nombreuses fautes d'orthographe ; on pourrait aussi y trouver certaines gaucheries rédactionnelles, ou de petites ambiguïtés de termes. Toutefois, les tâches essentielles sont énumérées, et la pratique rendra la pensée plus claire et plus précise.

Pour y contribuer, observons d'abord qu'aucune collectivisation n'est réalisée en dehors de la volonté des intéressés. Quant au Comité révolutionnaire collectiviste, dont le nom change parfois selon les textes, il se borne à convoquer – certainement après accord préalable avec les militants les plus au courant des problèmes et des activités – chaque section de producteurs, qui décide, en toute indépendance, de se collectiviser. Une fois entrée dans la Collectivité, cette section n'est plus autonome [\(62\)](#). Le Comité révolutionnaire, bientôt transformé en Comité de liaison (de enlance), dirige ou coordonne le tout. Il disparaîtra en janvier 1937, avec le rétablissement du Conseil municipal exigé par le gouvernement.

Là encore, une parfaite harmonie règne entre les deux fractions ouvrières : U.G.T. et C.N.T., qui se sont mises d'accord pour désigner chacune quatre conseillers, et pour que le président, qui joue le rôle de maire, soit un travailleur républicain, choisi par une assemblée générale de tous les habitants du village. L'impartialité et l'entente sont ainsi assurées.

Mais le maire n'est qu'un personnage décoratif : il ne fait qu'appliquer les décisions prises par la majorité du Conseil municipal qui doit représenter le gouvernement central, appeler les soldats pour la guerre, fournir les papiers d'identité, établir le rationnement pour tous les habitants du village, individualistes et collectivistes.

La Collectivité ne dépend que d'elle-même. Le Conseil municipal n'intervient ni dans ses activités, ni dans son administration – et il en est de même pour toutes les Collectivités en général. Elle dirige 90 % de la production (il ne reste d'individualistes que dans l'agriculture), et les moyens de transport, la distribution, les échanges. Sur les huit camarades qui la composent, six sont à la tête de la section pour laquelle ils sont le plus qualifiés. Voici la classification établie pour chaque délégué :

Culture et santé publique qui comprend tout ce qui concerne la vie intellectuelle, y compris le théâtre, le cinéma (il y en a un à Graus, lequel, à l'occasion, sert de salle de réunions). La même section s'étend aussi au sport et aux questions sanitaires en général ;

Travail et statistique qui s'occupe du classement et de la répartition des travailleurs, des rétributions, du recensement général ;

Ravitaillement (commerce, fourniture de charbon; engrais chimiques, magasins, dépôts et distribution) ;

Transport et communications (camions et camionnettes, automobiles, chariots, taxis, garage, P.T.T.) ;

Industrie (fabriques, ateliers, électricité, eau, travaux du bâtiment).

Les deux autres camarades, un de l'U.G.T. et un de la C.N.T., occupent le secrétariat général ; ils sont aussi chargés de la propagande.

Dans l'organisation industrielle, chaque atelier désigne un délégué qui travaille et qui maintient les relations permanentes nécessaires avec le secrétaire à l'industrie.

Chaque spécialité industrielle a un compte particulier tenu par la section de comptabilité générale où l'on montre le Livre majeur dans lequel je relève les sections existantes. Leur liste donne une impression assez complète des activités non agricoles de l'endroit et de l'organisation d'ensemble :

Eau potable, fabrication d'outres, menuiserie, matelasserie, cinématographie, charronnerie, meunerie, photographie, soierie, chocolaterie, charcuterie, fabrication de liqueurs, électricité, huilerie, quincaillerie, hôtels et cafés, forges, lingerie, fours à plâtre, boulangeries, établissements de coiffure, blanchisserie, collectivité des tailleurs, savonnerie, peinture en bâtiment, tuileries, ferblanterie, réparation de bicyclettes, ateliers de couture, atelier de machines à coudre, de confection, imprimerie, vacherie, matériaux de construction.

Tout est donc contrôlé et coordonné. Comme pour la distribution, on a rationalisé l'organisation de la production. C'est ainsi que la fabrique de boissons a été installée par la Collectivité qui a réuni en un seul établissement les petites entreprises où l'on préparait le vin, et fabriquait la limonade, l'eau gazeuse, la bière et les liqueurs. Le travail est maintenant mieux fait, dans des conditions plus hygiéniques pour les producteurs et les consommateurs.

La Collectivité a aussi installé un moulin producteur d'huile d'olive, aux techniques modernes, et maintenant on utilise les déchets pour la fabrication du savon : une industrie dérive de l'autre. Notons encore, parmi les achats : deux grands camions de 8 tonnes, mis au service de tout le village, et une bascule d'une puissance de 20 tonnes, qui permettra, pour la première fois dans l'histoire de Graus, de contrôler le mouvement des marchandises qui entrent et sortent. Ajoutons parmi les acquisitions deux grandes machines à laver électriques, une pour l'hôpital, l'autre pour les hôtels locaux, collectivisés.

Bien entendu, l'agriculture n'en est pas restée à sa production précédente. Etant donné la faible proportion de terres cultivables, la surface irriguée n'a augmenté que de 5 %, celle des terres sèches de 10 %, mais la suppression des anciennes divisions permet de gagner du terrain sur les haies et les chemins inutiles. On travaille la terre plus rationnellement ; on ne perd plus tant de petites surfaces non labourées à l'extrémité de chaque champ ; et l'on a semé 50 % de plus de pommes de terre, ce qui permettra d'échanger les trois quarts de la récolte contre les produits venus de Catalogne ; et si la nature ne réserve pas de mauvais coups, on obtiendra, grâce à un meilleur emploi de l'outillage, des engrais et de l'effort des hommes, plus de luzerne pour le bétail, et le double de betteraves sucrières pour la population humaine.

De plus, mettant à profit les moindres parcelles de terre, environ 400 arbres fruitiers sélectionnés ont été plantés.

La Collectivité a acheté une batteuse moderne, des charrues modernes, et des semoirs, un tracteur puissant, une faucheuse-lieuse, des sulfateuses, un buttoir. L'emploi de tous ces éléments mécaniques, auxquels s'ajoutent ceux fournis par l'industrie chimique, permet de comprendre qu'entre les terres travaillées par les individualistes – qui finirent par adhérer à l'effort commun – et celles de la Collectivité, la différence de rendement à l'hectare ait atteint jusqu'à 50 pour cent.

Avant juillet 1936, l'élevage avait été négligé à Graus. Mais la localité, trop commerciale, s'est vue, par la diminution même du trafic que cause l'interruption des contacts avec les autres parties de l'Aragon, obligée de changer une partie de ses activités. On a donc intensifié l'élevage en achetant d'abord 310 moutons, point de départ d'un troupeau plus abondant qui pourra se nourrir dans la montagne. Mais il y a mieux.

J'ai visité deux "granjas" – disons fermes – qui donnent une splendide impression d'effort créateur. La ferme n° 1 est destinée à l'élevage des porcs. On l'a construite loin du village, dans un endroit entouré d'arbres et de champs où la Collectivité installera bientôt des parcs avicoles.

Cette porcherie comprendra deux corps de bâtiment, dont l'un est achevé. Il est construit en excellents matériaux : murs de pierre, sol de ciment, longueur et largeur suffisantes, le tout bien éclairé et aéré. Dans vingt-deux divisions, 162 porcs sont classés selon leur âge et leur race. Une allée centrale sépare les deux rangées de compartiments où les bêtes s'agitent et grognent. Les murs sont peints en blanc ; tout est journalièrement nettoyé au jet d'eau, et en même temps les porcs sont douchés quand on le croit nécessaire. Bientôt, ils prendront, dehors, l'air et le soleil, grâce aux portes déjà percées pour leur sortie quotidienne. Il ne restait qu'à installer l'enclos extérieur, ce qui certainement fut fait par la suite.

Au premier étage, aussi solide, quoique moins haut que le rez-de-chaussée, on a installé les réserves de nourriture et un réservoir d'où l'eau, élevée au moyen d'une pompe à moteur, est distribuée à toute la porcherie. Dehors, au sol, des rigoles spécialement creusées mènent le purin et les excréments dans une fosse d'où ils s'écouleront, après traitement adéquat si nécessaire, et serviront d'engrais pour les cultures environnantes.

Les truies sur le point de mettre bas sont logées séparément, isolées et tranquilles. Quand l'installation en cours sera achevée, la Collectivité élèvera au moins 400 porcs de plus que Graus n'en élevait auparavant. Le gain sera plus élevé si l'on tient compte de l'amélioration de la race, et de la plus grande rapidité de l'engraissement.

Le projet d'un vaste parc avicole non loin de cette porcherie ne doit pas faire penser que tout était à entreprendre dans ce domaine, au moment où j'ai visité cette localité et étudié ce qui s'y faisait. La "granja" n° 2 le prouve. Elle fut organisée dès les premiers moments. Le plan en a été tracé d'après les données et les expériences les plus récentes. D'un côté on a construit, – toujours avec une rapidité surprenante, car on ne disposait que de l'énergie humaine, – cinq pavillons, chacun avec son premier étage. De l'autre, un pavillon seul, qui compte sept départements. Puis on a commencé l'élevage en prenant ce qu'on avait sous la main. Ici sont les poules de race Leghorn, là les catalanes du Prat, race excellente et trop méconnue. Puis des races indéfinies. Des centaines de pondeuses. Les oeufs sont réservés aux membres de la Collectivité, bien que certaines familles possèdent une petite basse-cour. Il y a encore de nombreux canetons, des oies, des oisillons pour lesquels on prépare une mare. En outre, les dindonneaux et soixante lapins et lapines sont le début de vastes réalisations.

En juin 1937, 1.500 poussins étaient déjà nés, et 800 se formaient dans sept couveuses artificielles dont cinq avaient été achetées en Catalogne, l'une avait été donnée, et la dernière fabriquée sur place.

Qualité de la construction, conditions d'hygiène, tout est irréprochable. Les poussins sont alimentés d'après les recommandations les plus récentes de la zootechnie : farine de lait, huile de foie de morue, rien ne leur manque. Justement, cette année, on ne sait quelle maladie tue presque tous ceux élevés dans les maisons particulières. Disposant de plus de ressources, l'élevage collectif ignore cette hécatombe. En revenant, je découvre dans une dépendance, trois moulins électriques pour triturer le grain et les os que l'on donne aux volailles, afin qu'elles puissent former la chaux nécessaire à la ponte.

Revenons aux travaux non agricoles. Dans la fabrique de corsets, une trentaine de femmes travaillent en chantant des hymnes révolutionnaires à la gloire de Durruti, tué sur le front de Madrid, ou des "jotas" aragonaises et des "coplas" d'autres régions d'Espagne. Au lieu de corsets, on confectionne des chemises et des caleçons pour les miliciens. La plupart des jeunes filles ne sont pas payées spécialement pour venir travailler, puisque leur existence est assurée par le salaire familial touché au foyer, et dans lequel elles sont incluses. Cependant, elles viennent, en deux équipes, l'une le matin, l'autre l'après-midi ; et elles n'en travaillent pas moins aussi activement que que possible. Nous sommes dans le domaine de l'esprit solidaire.

Maintenant, examinons d'un peu plus près les nouvelles conditions d'existence. Nous avons vu, dans la Résolution des travailleurs des champs, qu'un ménage touche six pesetas par jour, qu'on attribue une peseta de plus par personne, toujours d'après ce principe que plus grand est le nombre des membres d'une famille, moins élevé est le coût de la vie par individu. Cette augmentation est uniforme. Par conséquent, une famille de huit personnes touche 14 pesetas, ce qui ne s'était jamais vu, même de loin, car il n'y avait aucune aide sociale pour les familles nombreuses. Puis, devant les progrès des ces sources économiques, ce salaire des familles nombreuses a été augmenté de 15 %. En outre, on ne paye plus de loyer, celui-ci étant considéré comme un service public ; le prix du gaz et de l'eau a été diminué de moitié, et les soins médicaux et pharmaceutiques sont gratuits, car, ainsi que nous l'avons vu, ces deux services sont socialisés.

Ajoutez qu'il n'y a pas de chômage *et que comme dans toutes les Collectivités*, le salaire est payé intégralement pour les cinquante-deux semaines de l'année, car, me disait un des organisateurs de Graus, "il faut manger tous les jours".

Par contre, le prix des vêtements provenant de Catalogne, et des aliments venus d'autres régions, a augmenté de 30 pour cent.

Si nous voulons comparer, prenons une famille de cinq personnes (chiffre normal en Espagne) et composée du père, de la mère et de trois enfants, ou du père, de la mère, de deux enfants et de l'un des grands-parents : c'est-à-dire une famille où un seul membre est producteur. Prenons aussi l'un des anciens salaires les plus élevés : celui d'un mécanicien dont nous supposons qu'il ne chôme jamais. Ses huit pesetas par jour – très bon salaire pour un village d'Espagne – font 200 pesetas par mois de 25 jours de travail. Maintenant, y compris l'augmentation de 15 pour cent, ces cinq personnes gagnent 310,50 pesetas par mois. Compte tenu de l'élévation actuelle de certains prix, la différence n'est pas si grande que le laisseraient supposer les premiers chiffres. Mais elle donne tout de même un avantage appréciable. De plus, comme nous l'avons vu, cette famille ne paye pas de loyer, qui, avec les frais médicaux et pharmaceutiques, représentait soixante-dix pesetas par mois. Le salaire monte ; il monte aussi grâce au petit lopin de terre que l'on a donné, ou laissé à chaque famille, pour qu'elle puisse cultiver ce qui lui plaît. Il monte encore grâce aux semences sélectionnées et aux engrais distribués gratuitement, grâce aussi aux animaux de basse-cour. Et il monte bien davantage pour les maçons, les manuvres maçons travaillant à l'intempérie, y compris les journaliers des champs, qui gagnaient quatre pesetas par jour six mois par an... Aujourd'hui, il n'est plus besoin d'aller s'employer ailleurs, et les jeunes filles ne partent plus, en Catalogne ou en France, pour aller faire les domestiques.

On peut donc dire que, dans l'ensemble, le niveau des conditions d'existence s'est élevé de 50 à 100 pour cent en quelques mois, que le capital de production a augmenté de façon étonnante, en pleine guerre, bien qu'une partie de la main-d'œuvre, la plus jeune et la plus active, soit au front. Le miracle a été possible non seulement parce qu'on a travaillé avec un enthousiasme collectif admirable, mais aussi par une meilleure économie de l'emploi et des forces de production : rappelons-nous que la population s'adonnant au commerce atteignait 40 pour cent, et comprenons qu'une meilleure distribution des activités a permis, ici comme ailleurs, de libérer une main-d'œuvre, jusqu'alors pratiquement parasitaire, et de l'employer à des tâches enrichissantes pour tous.

*

L'ensemble du mécanisme économique – production, échanges, moyens de transport, distribution – est aux mains de douze employés, qui tiennent séparément les livres et fichiers de chaque activité. Jour par jour, tout est enregistré, stipulé : mouvement et réserves des biens de consommation et de production, prix d'achat, prix de vente, total des sommes versées et perçues, bénéfice et déficit pour chaque production ou activité.

Et toujours, l'esprit de solidarité est présent, non seulement entre la Collectivité et chacun de ses composants, mais entre les différentes branches de l'économie. Le déficit de telle branche, utile et nécessaire, est compensé par le bénéfice de telle autre branche. Voici, par exemple, la section des coiffeurs. Les boutiques doivent être ouvertes toute la journée pour accueillir les usagers, généralement des hommes (les femmes des villages ne se font pas friser souvent), qui peuvent se présenter. Mais en général les hommes travaillent dans la journée, aux champs ou à l'atelier et ne vont se faire raser que le soir... et pas tous les jours ; à moins qu'ils ne préfèrent se raser eux-mêmes. Comme, d'autre part, on ne vend pas de parfums, la coiffure travaille à perte. En revanche, l'activité des chauffeurs est très rentable, ce qui, de même que la fabrication d'alcool employé en médecine et en usages industriels, laisse des excédents appréciables. Eh bien ! ces excédents compensent le déficit des établissements de coiffure. C'est aussi par ce jeu des compensations entre les sections que l'on achète les produits pharmaceutiques pour tout le monde, et des machines pour les paysans.

La Collectivité de Graus donne d'autres exemples de solidarité. Elle héberge 224 réfugiés qui ont fui de leurs villages devant l'avance fasciste. De ce total, seuls une vingtaine sont en condition de travailler, et 145 sont sur le front. Vingt-cinq familles dont les membres responsables sont malades ou impotents touchent leur salaire familial.

Malgré toutes ces dépenses, on a réalisé des travaux publics d'une certaine importance. Cinq kilomètres de routes ont été goudronnés, un canal d'irrigation de 700 m de long a été élargi de 40 cm et approfondi de 25, pour mieux arroser les terres et augmenter la force motrice. Un autre a été prolongé de 600 m. Un large

chemin tournant descend à une source jusqu'alors interdite aux habitants du village. Mais ceci vaut d'être conté.

*

Cette source débouchait dans la dépression d'un vaste terrain que son propriétaire divisait et louait en parcelles. Jaloux et tracassier, l'homme interdisait d'y aller boire parce que, pour y accéder, il fallait emprunter un sentier qui traversait une haie en bordure d'un champ et d'un petit ravin lui appartenant. Même ses fermiers ne pouvaient, aux jours de grande chaleur, aller s'y désaltérer.

Toutefois, assez fréquemment, et comme il est naturel, les gens désobéissaient aux injonctions du propriétaire. Alors, le bonhomme fit sceller l'orifice de la source, et triompha.

Mais la révolution changea les rôles. Parmi les mesures du Comité révolutionnaire figura, à la joie de tant de gens, non seulement l'expropriation des terres de l'intraitable égoïste, mais aussi la jouissance publique de la source interdite. On décida de construire, même à travers les haies, le beau chemin qui maintenant descend en courbe vers l'eau jaillissante ; et le propriétaire d'hier dut prendre part aux travaux avec ceux qui avaient été ses fermiers. Quand tout fut construit, avec cet amour que l'eau suscite en Espagne – et dans tant d'autres pays ! – une plaque de marbre fut apposée au-dessus du jet cristallin. J'y ai lu, gravées en lettres d'or, ces paroles vengeresses : "Source de la Liberté, 19 juillet 1936."

*

Comme partout aussi, Graus fait une large place à l'enseignement. La création la plus frappante, oeuvre surtout d'un homme illuminé par sa tâche et par son apostolat, est une Ecole des Beaux-Arts que fréquentent, l'après-midi, les élèves des écoles primaires, et, le soir, des jeunes gens travaillant toute la journée. Dessin, peinture, sculpture (ou étude de la sculpture), chorales qui devaient exister avant, car l'Espagne en était couverte : on cultive l'esprit et on l'élève par l'art, l'âme de l'homme et de l'enfant.

Lors de ma visite, quatre-vingts petits réfugiés de la zone franquiste étaient installés dans une belle propriété naturellement saisie par la Collectivité, et située à plusieurs kilomètres du village. Deux instituteurs et trois institutrices donnaient l'enseignement à l'ombre des grands arbres. Dans le pavillon principal, des lits de tous modèles, réunis comme on avait pu par le concours de la population, mais suffisants et nets, garnissaient la chambre. Deux femmes spécialisées assuraient la propreté et préparaient le repas dans la vaste cuisine dont auparavant les riches propriétaires ne faisaient usage que quelques semaines par an. Aliments, meubles, linge, salaire du personnel, Graus fournissait tout.

L'endroit était splendide avec son bois qui descendait vers la rivière, son parc, sa piscine, ses basses-cours, ses dépendances variées. Les enfants étaient visiblement heureux. Sans doute n'avaient-ils jamais connu une si belle vie. Si les circonstances nous sont favorables, nos camarades de Graus, ceux de l'U.G.T. et de la C.N.T. réunis établiront, dans la vaste propriété jusqu'ici ostentatoire et humainement stérile, une colonie permanente où tous les enfants de Graus iront tour à tour vivre, s'instruire et jouer au grand air et au soleil.

*

Je veux terminer sur une dernière impression, un dernier souvenir qui me situe toujours dans le passé vécu.

C'est à Graus que j'ai vu, pour ainsi dire proclamée sur les façades, dans toutes les rues, et avec le plus d'éclat, et d'intensité, la joie de l'effort et de l'ordre nouveau. Tous les lieux de travail, tous les ateliers, les dépôts, les magasins de marchandises, portaient sur leur façade des panneaux de bois aux couleurs rouge et noire, de dimensions diverses, sur, lesquels on lisait, selon leur ordre de classement, dans l'appareil collectif de production : Lingerie, communal N° 1, communal N° 2 ; Menuiserie, Comunal N° 3, Comunal N° 4, Comunal N° 5 ; Collectivité des tailleurs N° 1, N° 2, N° 3, N° 4 ; Collectivité des boulangers, des charrons, des savetiers, etc. C'était un hymne, une proclamation de tous et de chacun, une explosion de confiance et de bonheur.

Tout cela fut détruit par la brigade du général stalinien Lister et par Franco.

Et tout cela demeure vivant en moi, et y demeurera tant que je conserverai la mémoire des choses et des hommes.

Fraga

Au bord du rio Cinca, qui descend des Pyrénées pour aller se jeter dans l'Ebre, Fraga dresse, sur un monticule, ses très vieilles maisons qui semblent s'appuyer les unes sur les autres, comme feraient des aveugles infirmes ; on a l'impression qu'elles vont s'écrouler toutes ensemble.

La terre ne manque pas, et les 8.000 habitants auraient dû y connaître une existence heureuse. Le territoire municipal s'étend sur 48.000 hectares. Mais, d'abord, 30.000 hectares seulement peuvent être cultivés : le reste est de la steppe à peu près stérile [\(63\)](#). Puis nous retrouvons les méfaits de la propriété privée du sol et des vols historiques qui, le plus souvent, remontent à l'époque de la Reconquête chrétienne sur le monde arabe : les riches possédaient 10.000 hectares de chasse gardée.

Pourtant, le vieux droit municipal subsistait – du moins en principe. Théoriquement la commune était maîtresse de 35.000 hectares, et n'accordait pour l'agriculture, pour l'élevage et pour la chasse, que le droit d'usufruit. L'élevage constituant une source de revenus importants, les terres non cultivées (car l'habitude est de ne semer qu'un an sur deux, ou sur trois, étant donné la pauvreté du sol), devaient être automatiquement cédées aux éleveurs dont les troupeaux, tout en se nourrissant, répandaient un engrais précieux.

Mais le privilège violait la légalité, et les possesseurs, petite minorité, avaient pratiquement des droits de propriétaires (on peut supposer quelle devait être leur influence au conseil municipal), maîtres de la vie locale. Toutefois, il est juste de reconnaître que les habitants de Fraga atteignaient, dans l'ensemble, un niveau de vie supérieur à celui de la plupart de ceux des autres localités aragonaises.

Notre Syndicat local, qui groupait tous les métiers, avait été fondé en 1918 ; il fut dissous en 1924 par la dictature de Primo de Rivera. Alors, nos camarades fondèrent la Société culturelle "Aurora", qui poursuivit la propagande de nos idées. La République ayant été proclamée en 1931, le Syndicat fut reconstitué, puis fermé par le nouveau régime dont on attendait mieux. Il fallut revenir à la Société culturelle Aurora qui, plus forte qu'avant, construisit un local où elle fonda une école "rationaliste". Les gauches ayant triomphé aux élections d'avril 1936, on réorganisa pour la troisième fois le Syndicat qui compta bientôt 500 adhérents, tous d'accord sur les principes de la C.N.T. ; le Syndicat aurait probablement été fermé une quatrième fois si le mouvement fasciste n'était venu obliger bien malgré lui à aller de l'avant... pour tout détruire ensuite.

Dès les premiers jours du mois d'août, c'est-à-dire deux semaines après l'attaque des droites, la Collectivité commença de se former. Mais quoique nos camarades étaient à la fois le levain et les artisans principaux de cette entreprise, d'autres pétrissaient la pâte avec eux. J'ai vu, dans l'administration socialisée de Fraga, à côté de libertaires chevronnés, des hommes de la classe moyenne, administrateurs professionnels et républicains, qui collaboraient de tout cur à l'uvre entreprise. Le délégué au ravitaillement appartenait au parti républicain de gauche, dont le leader était Manuel Azaña, beaucoup plus jacobin que socialiste. L'ampleur de ses vues, son intelligence, son parfait castillan vous maintenaient sous le charme de la conversation. Comme je lui demandais si, dans le cas où nous gagnerions la guerre, il rejoindrait son parti et abandonnerait la Collectivité, ou adopterait l'attitude contraire, il me répondit, avec cette fermeté de voix qui caractérise les Aragonais : "Je ne sais exactement ce que je ferai alors, mais ce que je puis vous dire c'est que, pour le moment, je suis avec ce qui se fait ici".

Puis il me montra avec un intérêt qui n'était pas inférieur au mien, les fiches correspondant à la partie administrative dont il avait la charge. Ce qui me donna une fois de plus l'occasion de voir comment la communauté des intérêts de toutes les sections d'activité était la grande loi générale.

Sans doute est-ce la tradition communale qui a inspiré à Fraga sa structure d'organisation où la municipalité joue un rôle si considérable. Le conseil local est le continuateur du Comité révolutionnaire en fonction dès les premières semaines qui suivirent les journées de juillet. C'est lui qui assume la direction de toute la vie sociale, selon les spécialisations de travail que l'on retrouve toujours : agriculture, bétail, industrie,

distribution, hygiène, assistance sociale, travaux publics, organisation scolaire. On compte un conseiller pour chacune d'elles. Tous les conseillers sont nommés par les travailleurs intéressés, moins celui au ravitaillement et à la distribution, que désigne une assemblée de représentants de toutes les activités locales, car il s'agit de problèmes intéressant l'ensemble des habitants, collectivistes et non-collectivistes sans exception.

Mais tout en étant ramifié à cet ensemble coordonné, chaque métier a son organisation propre, répondant à ses tâches, ses besoins et ses goûts. Responsable de son travail, il l'organise à sa façon. Ainsi, la Collectivité des agriculteurs et des pâtres, qui comprend 700 familles – la moitié de la population agricole – est divisée en 51 groupes dont 20 s'adonnent à l'agriculture intensive, et 31 à l'agriculture extensive, où domine la production de céréales.

Chaque groupe nomme un responsable, et les responsables se réunissent tous les samedis pour décider des tâches à accomplir. Le conseiller communal à l'agriculture assiste aux réunions générales de cette vaste section, afin d'harmoniser l'activité des cultivateurs, des éleveurs et des paysans individualistes.

Lors de mes visites, les pâtres élevaient et soignaient 6.000 brebis mères, 4.000 agneaux, 150 vaches (64), 600 chèvres et 2.000 porcs. Presque tout ce bétail appartenait auparavant à de grands propriétaires qui employaient les bergers actuels ; maintenant les mêmes bergers continuent à travailler, au bénéfice de toute la population.

Chaque troupeau compte deux ou trois bergers, dont un responsable nommé par ses camarades. Les responsables se réunissent aussi tous les samedis, le conseiller à l'agriculture assiste également à leurs réunions où l'on décide des lieux de pacage, des mesures à prendre pour les différents troupeaux, de l'importance des reproductions à assurer selon les besoins de la consommation et des échanges de l'entretien des étables, de l'abattage, etc.

Ainsi, le travail est conduit rationnellement. Terres, pâturages, au besoin irrigation sont méthodiquement utilisés. Et les résultats sont évidents. On sacrifie les animaux à point ; on ne voit plus 50 moutons paissant où il pouvait en paître 200, ni 100 se disputant une herbe qui peut à peine en nourrir 40 (65). Les brebis qu'on vendait autrefois prématurément sont gardées en nombre suffisant pour la reproduction. On réserve dans le même but un nombre approprié de truies et de vaches sélectionnées. Des porcheries collectives, des étables et des écuries pour les mulets employés aux travaux des champs ont été construites *en dehors de Fraga*. Favorisée par l'utilisation des 10.000 hectares autrefois réservés à la chasse, l'augmentation du bétail est déjà évidente. Elle le serait davantage s'il ne fallait ravitailler gratuitement le front, presque intégralement soutenu par les Collectivités d'Aragon. Mais si la Collectivité municipaliste de Fraga n'est pas gênée dans son développement, on calcule que les troupeaux seront doublés dans deux ans, et que leur qualité sera sensiblement améliorée.

*

Passons aux activités non agricoles. Les autres métiers constituent un Syndicat général de 30 sections ; y compris les cultivateurs et les pâtres, il compte maintenant 950 membres. Ces sections ne sont donc pas importantes par elles-mêmes, et souvent l'on peut à peine parler d'industrie : trois scieurs de bois, trois maréchaux-ferrants, trente-deux maçons, neuf plâtriers, vingt-huit tailleurs, vingt-huit couturières... Dans les rapports entre producteurs et usagers, celui qui a besoin d'un complet s'adresse au délégué des tailleurs ; qui veut faire réparer sa maison s'adresse au responsable des maçons ; pour faire ferrer son cheval, l'individualiste va trouver le délégué des maréchaux ou des forgerons. Les prix sont fixes, établis ensemble par le délégué général du travail, le technicien du Conseil municipal à l'industrie, les représentants de la section productrice, et plusieurs consommateurs ; tous se prononcent d'après le coût de la matière première, le temps de travail nécessaire, les frais généraux et les ressources des collectivistes. J'ai relevé, quant aux tarifs de l'ébénisterie, le barème suivant : un lit de bois pour deux personnes, 130 pesetas, pour une personne, 70 pesetas ; une armoire à glace simple, 270 pesetas, à trois portes sans glace, 250 pesetas ; une table de salle à manger fixe, 50 pesetas, à rallonges, 70 pesetas ; une table de cuisine pliante, avec tiroirs, 25 pesetas, sans tiroir, 20 pesetas ; un lit d'enfant, 40 pesetas. La qualité des matières premières est spécifiée par écrit.

L'acheteur paye au délégué, qui remet l'argent au conseiller du travail. Le contrôle du paiement effectif est vérifié au moyen d'un carnet à souches, avec deux reçus ; un reçu est remis à l'acheteur, l'autre au conseiller ; la souche reste au pouvoir du responsable de la Collectivité productrice. La vérification est donc simple, aucune tromperie ne serait possible.

Comme dans toutes les Collectivités, les différentes sections ne sont pas, quant à leur comptabilité, autonomes ou indépendantes. Elles constituent un ensemble dont toutes les parties sont solidaires, et s'entraident grâce au mécanisme général. Ici aussi, les maçons qui n'ont pas de travail vont aider les laboureurs, et le contraire se produit en cas de besoin. Et tous les salaires sont égaux, payés en monnaie locale, établis par le conseil de la commune.

Un seul producteur collectiviste touche 40 pesetas par semaine. Un ménage, 45, et ainsi de suite jusqu'à un plafond de 70 pesetas pour une famille composée de 10 personnes, et toujours d'après le raisonnement généralement admis que plus nombreux sont les composants d'un foyer, moins élevé est le coût de la vie par individu. Si, dans une famille, il y a deux producteurs, le salaire familial, toujours hebdomadaire, est légèrement plus élevé, depuis 50 pesetas pour trois personnes jusqu'à 85 pour 10 personnes. Les femmes travaillant ont une même rétribution que les hommes, et sont payées exactement comme eux.

Pour rompre complètement avec le passé, on n'emploie pas le mot salaire, qu'on a remplacé par "crédit".

Les individualistes – 700 familles, dont le nombre tend à diminuer – sèment, cultivent, élèvent des animaux pour leur consommation. Mais, par les soins de la Collectivité, leurs activités s'adaptent au travail d'ensemble. Le délégué à l'agriculture assiste à leurs réunions et, fraternellement, les guide sur ce qu'il convient de semer, de planter, de supprimer ou perfectionner. C'est encore le même délégué qui achète leurs produits, d'après le barème établi par le Syndicat auquel adhèrent aussi les individualistes qui le désirent, et auquel, du reste, n'adhèrent pas tous les collectivistes. Et cela donne comme résultat une liberté de mouvement et de choix extrêmement remarquable, que nous retrouverons dans les Collectivités du Levant.

Ce qui précède montre que la distribution aussi est socialisée, et cela intégralement, de sorte que les producteurs individualistes sont collectivistes quant à cet aspect de la vie sociale. Le conseiller au ravitaillement est chargé des échanges avec la Catalogne (67), le Levant et d'autres parties de l'Aragon. Connaissant les réserves de blé disponibles, quelles quantités de viande, de laine, de peaux pourront être livrées à tel ou tel moment, il fait à l'avance des propositions de troc d'après les barèmes de prix établis. Ou, suivant une pratique qui tend à se généraliser, il procède aux échanges par le truchement du Conseil d'Aragon qui est aux mains des libertaires et qui se procure en grandes quantités ce que les régions agraires demandent le plus aux régions disposant de surplus industriels : machines, engrais, essence, camions, tissus, produits d'épicerie, etc.

Comme signe monétaire, on avait d'abord appliqué le système des bons. Mais ce qui réussit dans un endroit ne réussit pas toujours dans un autre. Il n'y eut pas d'abus à Calanda, à Rubielos de Mora, ni ailleurs. Il y en eut, me dit-on, à Fraga (nous ne savons pas comment ils se produisirent, et les informateurs n'avaient pas le temps de s'arrêter sur ces détails). On recourut donc à la monnaie locale. Puis, simultanément, on rationna les articles les plus difficiles à trouver : économie de guerre, d'autant plus que Fraga se trouve sur la route menant à Saragosse, c'est-à-dire au front d'Aragon. Grâce au rationnement on évite les déséquilibres dangereux. Chaque famille a un livret sur lequel figurent les quantités de produits qu'elle a le droit de consommer d'après ce qu'il est possible de se procurer, ou de fournir.

Sous le contrôle du conseiller au ravitaillement, tous les produits de consommation locale sont distribués dans des magasins communaux, ici aussi appelés coopératives. Le commerce privé a disparu. Il y a un magasin général pour le pain, trois magasins généraux pour les produits d'épicerie, trois pour la boucherie, trois pour la charcuterie. Le reste, en proportion de la consommation ou du volume disponible.

La viande est portée directement des abattoirs aux boucheries et aux charcuteries. Les animaux sont consommés selon une statistique précise. Les responsables de la distribution doivent rendre des comptes exacts sur les ventes, d'après le poids des marchandises qu'ils ont reçues. De l'éleveur au consommateur, le processus est parfaitement synchronisé.

Le blé, tant celui livré par les individualistes que par la Collectivité, est entreposé dans un magasin réservé aux céréales. Il est ensuite, au fur et à mesure de la consommation, livré aux moulins communaux qui distribuent la farine aux onze fournils d'où sortent les miches dorées, bientôt remises pour la distribution.

Le Conseil communal applique un système de crédit que je n'ai vu pratiquer nulle part ailleurs. Quand un collectiviste, ou un petit propriétaire, a besoin d'argent pour un achat important, il s'adresse à l'organisation

des finances locales et formule sa demande. On calcule alors, sur la base d'une évaluation faite par deux délégués collectivistes et deux individualistes, la valeur de ce que, dans le laps de temps proposé, l'emprunteur pourra obtenir par son travail, à moins d'accidents naturels toujours prévisibles. On examine d'autre part la moyenne de dépenses normales faite pendant une période de trois mois, et sur cette base un compte courant est ouvert. Naturellement, sans intérêt.

Cela donne plus de souplesse à la vie matérielle des collectivistes ; mais s'agissant de ceux-ci, la Collectivité professionnelle à laquelle ils appartiennent est aussi responsable, et garantit le remboursement. Si des difficultés inattendues se sont produites, on accorde à l'intéressé un délai. Jusqu'à présent, le système a bien marché.

Il serait surprenant que l'organisation sanitaire ait été négligée. Dans les établissements publics, dans leur cabinet ou à domicile, deux médecins sur trois ont accepté d'exercer leur profession en accord avec la municipalité. La médecine est donc presque intégralement collectivisée. L'hôpital a été rapidement agrandi. Il ne contenait que vingt lits, il en contient maintenant cent. Le dispensaire, qui était en construction, a été rapidement terminé. On y assure les soins urgents et on y pratique la petite chirurgie. Les deux pharmacies sont également intégrées dans le nouveau système.

Tout cela est complété, ou accompagné d'une augmentation intense de l'hygiène publique. Comme nous l'avons vu, les étables et les écuries ont été réorganisées hors de Fraga. L'une d'elles, spécialement construite, abrite 90 vaches. Chose qui n'avait jamais pu être réalisée jusqu'à présent, l'hôpital dispose d'eau courante dont disposeront bientôt tous les habitants de l'endroit. La typhoïde en reculera d'autant.

Tout cela fait partie du programme de travaux publics suivant lequel les routes des environs ont déjà été réparées et plantées d'arbres sur une bonne longueur. Grâce à la supériorité de rendement du travail collectif, que Proudhon signalait déjà en 1840 comme une des particularités du grand capitalisme, mais que le socialisme libertaire sait mieux encore appliquer et généraliser, on dispose maintenant, dans les Collectivités, de travailleurs spécialisés dans ce genre de travaux. Jamais la municipalité de l'ancien régime n'aurait pu faire face à de telles dépenses.

Les avantages de l'économie socialisée apparaissent dans bien d'autres cas. La rareté de l'eau, et les problèmes nés de son utilisation ont provoqué, en Espagne, la formation de nombreuses "comunidades de regantes" (associations d'utilisateurs de l'eau), constituées pour l'irrigation des champs, et qui se partagent plus ou moins équitablement le liquide précieux. Les problèmes, les conflits individuels posés ont donné lieu, à Valence, à l'organisation du fameux "Tribunal des Eaux" qui se réunit tous les jeudis pour résoudre à l'amiable, sans intervention des autorités ni de la justice officielle, les litiges qui lui sont soumis.

Mais de tels litiges disparaissent quand les hommes n'ont plus à se concurrencer et à se battre pour subsister, ou quand la volonté de s'enrichir individuellement ne les domine plus. Dans la région de Fraga, quinze "comunidades de regantes" couvrant la terre de cinq villages se sont dissoutes. La morale de la solidarité a produit ce miracle. L'ancienne pratique a été remplacée par une administration collectiviste unique, qui coordonne partout la distribution de l'eau, et qui projette maintenant d'améliorer la captation et l'utilisation des rivières, particulièrement du rio Cinca, par des travaux que les villages ne pourraient mener à bien isolément.

Comme partout, la solidarité s'est étendue infiniment. Quatre vingt-dix familles dont, pour des raisons diverses, maladie, décès du soutien principal, etc. les membres étaient condamnés à la misère en société individualiste, reçoivent le "crédit" établi pour tous. Les familles des miliciens sont soutenues de la même façon. Une dernière réalisation complète cette pratique de l'entraide.

Il y avait à Fraga, venus de villages plus petits et plus pauvres, des vieillards, hommes et femmes, abandonnés de tous, épaves douloureuses d'une société dont le malheur est un des éléments naturels. C'est pour ces malheureux qu'a été organisée la "Casa de los Ancianos" (Maison des Vieillards) dans laquelle, le jour de ma visite, ils étaient au nombre de trente-deux. Chambres (ou petits dortoirs), salle à manger, salle de réunion avec un feu de large cheminée, tout respirait la propreté, la chaleur et la cordialité de l'accueil.

Trois femmes étaient à leur service, dont deux anciennes religieuses. Je parlai longuement avec ces hôtes courbés par le destin. Ils étaient sceptiques sur l'avenir. Qui a connu le malheur pendant longtemps ne peut croire en la durée du bonheur, même relatif. Sans doute prévoyaient-ils que tout cela se perdrait un jour, soit

par le triomphe de Franco, soit par celui du gouvernement républicain, inspiré par les staliniens, et en moi-même je n'étais pas tellement sûr qu'ils n'avaient pas raison. Mais je devais m'efforcer de leur donner confiance, et je prononçai des paroles d'espoir. Puis je m'informai de la façon dont ils étaient traités. L'un d'eux me résuma l'opinion de tous avec cette concision que conseillait l'Aragonais Gracian ("Lo bueno, si breve, dos veces bueno") [\(68\)](#) :

"Nous ne pouvons nous plaindre ni pour la nourriture, ni pour le vin, ni pour le coucher, ni pour l'affection."

Que dire de plus ?

Binéfar

Par son esprit et par son dynamisme, Binéfar était probablement le centre le plus important de collectivisation de la province de Huesca. La capacité des militants qu'on y trouvait en avait fait le chef-lieu d'un canton de trente-deux villages. Sur les trente-deux, vingt-huit étaient plus ou moins collectivisés. Esplus l'était intégralement, ainsi que les 500 habitants de Balcarca, et les 2.000 de La Almunia ; Alcampel et Peralta de la Sal comptaient 1.500 collectivistes sur 2.000 habitants, Algayon 491 sur 500. A Binéfar 700 familles sur 800 composaient la société nouvelle.

Un dixième des 5.000 habitants travaillait dans de petites industries qui desservaient tant la localité que le canton : meunerie, biscuiterie, fabrique de vêtements, de chaussures, fonderie, réparations d'instruments aratoires, petite mécanique, etc. Mais cette faible proportion n'empêchait pas l'existence d'un mouvement social d'une certaine importance.

Le Syndicat unique, groupant les travailleurs de différents métiers, fut fondé en 1917. Il connut les difficultés que l'on a vues en d'autres endroits : persécutions, fermetures prolongées, condamnations et déportations des militants. Toutefois, pendant les deux premières années de la République, le nombre des adhérents s'éleva à 600.

La plupart d'entre eux étaient des travailleurs des champs et comme on s'en doute, leur situation n'était pas très prospère. Le partage inégal des terres en était la cause, car la nature est assez clémente à Binéfar et les travaux d'irrigation en complètent les bienfaits.

Les 2.000 hectares de terre cultivable dont on dispose sont réservés à la culture intensive. Fourrages, betteraves à sucre, légumes divers, oliviers constituent les principales sources de revenus. Sur ces 2.000 hectares, la grande propriété en possédait 1.200. Le reste était divisé en petites parcelles : presque toutes les familles en possédaient une. Mais une centaine seulement y obtenaient de quoi vivre. Les autres, souvent hommes et femmes, devaient, pour subsister, cultiver la terre des riches, comme fermiers ou salariés.

Nos forces étaient encore désarticulées par une répression récente quand, à la mi-juillet, la menace fasciste se précisa. Les autorités municipales appartenaient au Front populaire où les communistes ne pesaient pratiquement pas. Elles ne voulaient pas du fascisme, mais comme la plupart des démocrates, elles étaient incapables d'action. Heureusement, les militants de la C.N.T. et de la F.A.I. firent, comme à l'habitude, face au danger. Et sur leur initiative fut constitué, le 18 juillet, un Comité révolutionnaire dans lequel ils entrèrent en majorité, à côté de deux membres du Front populaire.

La garde civile hésita devant la décision de ses adversaires. Attendant des renforts, elle se retrancha dans sa caserne avec les principaux réactionnaires et les fascistes de l'endroit. Mais, le 20 juillet, après des pourparlers inutiles, la caserne était enlevée d'assaut, et après un inévitable règlement de compte, nos camarades partaient vers d'autres villages où il fallait en finir avec les défenseurs de l'ancien régime.

On n'attendit pas, à Binéfar, pour prendre les mesures destinées à assurer la vie de tous. Le plus fort de la récolte grillait dans les champs des grands propriétaires qui avaient fui à Huesca. Le Comité révolutionnaire prit sous sa responsabilité la moisson abandonnée, les machines faucheuses et lieuses. Les salariés qui avaient travaillé la terre pour le compte des riches décidèrent de continuer pour le compte de tous. Des équipes furent

constituées, comme partout ailleurs, avec, comme partout ailleurs aussi, des délégués qui se réunirent pour coordonner leurs efforts, et dans ce but se voyaient d'abord tous les soirs, puis, quand le travail fut mis en route, une fois par semaine.

La récolte rentrée, on socialisa les industries. Vint ensuite le tour du commerce. Et l'assemblée générale des habitants de l'endroit, spécialement convoquée, approuva une Charte dont voici les articles principaux, cités textuellement :

Article premier. – Le travail sera effectué par groupes de dix personnes, et chaque groupe nommera son délégué. Ce délégué devra ordonner le travail et maintenir l'harmonie nécessaire entre les travailleurs, il pourra aussi, le cas échéant, appliquer les sanctions votées dans les assemblées.

Art. 2. – Les délégués devront présenter chaque jour à la Commission de l'Agriculture un rapport sur les tâches accomplies.

Art. 3. – L'horaire du travail sera établi selon les besoins.

Art. 4. – On nommera, dans l'assemblée générale de la Communauté de Binéfar, un Comité central composé d'un membre de chaque branche de production ; ce Comité rendra compte, dans l'assemblée mensuelle, de la marche de la consommation, de la production, ainsi que des rapports établis dans le reste de l'Espagne, et hors de l'Espagne.

Art. 5. – Tous ceux qui seront nommés pour diriger les activités de la Collectivité le seront par l'assemblée générale des collectivistes.

Art. 6. – Tout adhérent recevra un inventaire des biens par lui apportés.

Art. 7. – Les membres de la Collectivité auront, sans exception, les mêmes droits et les mêmes devoirs ; on ne pourra les obliger à appartenir à une centrale syndicale plutôt qu'à une autre [\(69\)](#) ; il leur suffira d'accepter pleinement les résolutions prises par la Collectivité.

Art. 8. – Les bénéfices obtenus ne pourront pas être partagés. Ils feront partie du patrimoine collectif, au profit de tous. Les aliments seront rationnés, et l'on veillera à organiser des réserves en prévision d'une mauvaise année agricole.

Art. 9. – Quand les circonstances l'exigeront, comme dans certains travaux agricoles urgents, la Collectivité pourra faire travailler les camarades femmes en nombre nécessaire; celles-ci seront aussi employées dans des travaux propres à leur sexe [\(70\)](#). Un contrôle rigoureux sera exercé pour que les camarades femmes assument cet effort producteur.

Art. 10. – Les jeunes gens ne commenceront pas à travailler avant l'âge de 15 ans ; quand il s'agira de travail pénible, il faudra attendre 16 ans.

Art. 11. – Les assemblées prendront les décisions nécessaires en ce qui concernera l'administration de la Collectivité et le changement de commission administrative.

On voit que la Collectivité embrasse toute la vie sociale. Car sa tâche s'étend, comme nous le constaterons bientôt, à l'instruction, à la salubrité, à tous les services publics. Pratiquement, le Syndicat ne joue aucun rôle. Il a préparé l'ordre nouveau, mais celui-ci s'établit et s'étend en dehors de lui.

Il n'y a pas non plus d'organisation municipale au sens traditionnel, même si nous remontons aux communes du Moyen Age. Le Syndicat est insuffisant, la municipalité est dépassée. La Collectivité est l'organe le plus typique de la Révolution paysanne espagnole, qui embrasse tous les aspects de la vie.

Car il ne s'agit plus, maintenant, de lutter contre le patron, d'obtenir ou d'arracher des réformes, des améliorations de salaires et de conditions de travail tout en étant soumis au régime du salariat, mais d'assurer la production, de remplacer, sur ce point, les exploités et les organisateurs de la veille. Et il faut diriger cette production d'après les besoins locaux directs, les nécessités de l'échange. Production et jouissance des biens,

travail et répartition sont liés. Et le mode de répartition, les conceptions morales qui y président, dirigent et influent sur l'orientation du travail. Tout est solidaire, tout s'enchaîne. Les sections de production sont les rouages d'un mécanisme d'ensemble, au service de tous : hommes jeunes ou vieux, valides ou non, femmes travaillant ou non, enfants, malades, impotents, etc.

Cet esprit de solidarité se retrouve dans les rapports entre les différentes parties du mécanisme d'ensemble. Pas d'esprit corporatif, ni de rivalités de métiers ou de spécialisation de travail. La Collectivité est un ensemble humain et fraternel. L'industrie et l'agriculture constituent une caisse commune. Pas de salaire différent pour le mécanicien et le paysan. Les sections de producteurs s'entraident. Une Commission spécialement nommée et composée d'un président (qui coordonne les travaux), d'un trésorier, d'un secrétaire et de deux membres, tient la comptabilité administrative générale, mais en ayant soin de séparer, pour rectifier et adapter, si nécessaire, les comptes de chaque section spécialisée. En outre, deux camarades, en contact permanent avec les délégués des groupes, sont chargés de contrôler le travail et ses résultats.

Les sections spécialisées (métallurgistes, maçons, laboureurs, etc.) se réunissent séparément pour examiner leurs problèmes, décider des travaux, des activités à entreprendre, des modifications à introduire dans les besoins recensés. D'autre part, selon ce qu'imposent les circonstances, la Commission administrative les convoque, ou convoque les délégués afin d'examiner ce qui doit l'être.

Binéfar a suivi la norme généralement adoptée sans accord préalable, comme une réalisation spontanée de caractère presque biologique. On y a centralisé les petits ateliers épars. Il n'y a plus qu'une fabrique pour la confection des habits d'hommes, un vaste atelier pour la fabrication de chaussures, etc. Quant à l'agriculture, on a augmenté de 30 pour cent les terres ensemencées de blé – sans diminuer les autres cultures –, et dans tout le canton on aurait récolté 70.000 tonnes de betteraves au lieu des 40.000 habituelles si le temps n'avait pas trahi l'effort des hommes.

Devant les leçons de l'expérience on a modifié, au bout de quelques mois, la constitution des groupes agricoles et leur organisation du travail. On a fini par délimiter sept zones, chacune constituant une unité, avec son bâtiment, et une centaine de travailleurs.

D'autre part plaçant toujours la loi de la solidarité au-dessus de tout, on fait, quand il le faut, appel aux ouvriers industriels et même aux employés, sans que ceux-ci puissent s'y refuser – résolution d'assemblée – pour aider au travail des champs. Pendant la moisson de juillet 1937, les tailleurs même prêtaient main-forte.

Pour cette mobilisation, des listes sont dressées par rues, avec mention des femmes mariées et des célibataires. Les premières ne sont appelées qu'exceptionnellement. Ce sont surtout les jeunes filles que l'on convoque par le truchement du crieur public qui va, la veille, de place en carrefour, lire les listes de celles qui sont désignées à tour de rôle.

Visiblement, le travail n'est pas une corvée. En plein été, pour semer les betteraves, les groupes de jeunes filles se réunissaient au petit matin, et partaient en chantant. Sans doute certaines auraient-elles préféré rester au lit, mais il leur était impossible de tricher. Seules pouvaient ne pas répondre à l'appel celles qui avaient de vieux parents ou des petits frères et surs dont elles prenaient soin.

Le délégué de chaque groupe agraire, ou de section industrielle, note journallement, sur le carnet de producteur de chaque collectiviste, sa présence au travail. Les infractions (dans le cas où elles se commettraient) ne pouvaient se répéter sans attirer l'attention.

La Collectivité assure gratuitement à tous ses membres le logement, le pain, l'huile (seule matière grasse), les produits pharmaceutiques. Le reste doit s'acheter en monnaie locale et selon le salaire familial.

Les biens de consommation et les marchandises sont distribués dans les magasins communaux. Binéfar en compte plusieurs : pour le vin, pour le pain, pour l'huile, pour les produits d'épicerie en général, pour ceux de mercerie et les tissus ; ajoutons trois laiteries communales, trois boucheries, un magasin de quincaillerie, un magasin de meubles où l'on centralise la production des ateliers.

Comme chef-lieu, choisi aussi pour sa situation géographique et les moyens de communication, Binéfar est chargé des échanges entre les 32 villages du canton. D'octobre à décembre 1936, on avait échangé avec les

autres collectivités de Catalogne et d'Aragon pour 5 millions de pesetas de marchandises (en monnaie demeurée forte). On comptait en dépôt pour 800.000 pesetas de sucre et 700.000 d'huile, sans compter les produits secondaires. Le téléphone et l'électricité avaient été installés dans tout le canton.

Toutefois, l'énumération qui précède ne donne pas une impression suffisante de la réalité, car celle-ci comporte aussi des aspects négatifs, qui dépendaient de la situation. On manquait souvent de viande à Binéfar, voire de pommes de terre, car nous retrouvons ici le mal de la guerre. Le canton entier était d'une générosité sans limites. Sur le front d'Aragon, les milices abandonnées par le gouvernement, manquaient de ravitaillement comme elles manquaient d'armes et de munitions. Binéfar donnait ce qu'il pouvait, ce qu'il avait. Pendant des mois il a envoyé au front de 30 à 40 tonnes de vivres par semaine. Le canton entier donna, pour Madrid, 340 tonnes en une seule fois. En un seul jour il fut remis à trois colonnes de miliciens – la colonne Ascaso, la colonne Durruti et la colonne Ortiz – pour 36.000 pesetas d'huile.

Les Collectivités ne se lassent pas de cette solidarité. Voici à ce sujet un trait caractéristique :

En juin 1937 j'assistais à un plénum où étaient venues des délégations de tous les villages du canton. Un grave problème fut posé : la moisson approchait, et l'on manquait de sacs, de ficelle lieuse, d'essence et de quelques autres éléments nécessaires aux travaux qu'elle impliquait. Le tout, qui devait être acheté par la fédération cantonale et distribué aux villages au prorata de leurs besoins, représentait plusieurs dizaines de milliers de pesetas; pour se les procurer, il fallait soit vendre, soit échanger de l'huile et divers produits alimentaires destinés au front, et par conséquent en priver les miliciens.

Eh bien ! pas un seul délégué ne se prononça pour cette solution. A l'unanimité, sans la moindre discussion, l'assemblée déclara qu'il fallait trouver autre chose. On finit par décider d'envoyer une délégation auprès du gouvernement de Valence, démarche vouée à un échec certain, car le sabotage des troupes d'Aragon entraînait certainement dans les calculs de la majorité ministérielle qui espérait que les privations pousseraient les miliciens à saccager les Collectivités.

C'est alors que j'envoyai à *Solidaridad Obrera*, notre quotidien de Barcelone, un appel adressé à ces miliciens, leur expliquant la situation et leur demandant de donner une partie de leur solde pour aider les paysans. L'argent arriva, et la moisson fut sauvée.

Tous ces faits expliquent la rareté de certains produits qu'un journaliste de passage peut enregistrer en passant à Binéfar ; surtout si l'on tient compte qu'une moyenne de 500 soldats sont ici hébergés en permanence.

L'esprit de solidarité, qui est l'élément dominant des collectivités, revêt d'autres aspects encore. Ainsi, Binéfar a élargi l'assistance médicale. Un des médecins, établi depuis un certain temps, s'est prononcé pour la C.N.T., et dans un congrès régional des hommes de sa profession, a décidé la majorité de ses confrères aragonais à le suivre. Puis il s'est mis sans attendre au service de la population. Et on a complété la distribution des produits pharmaceutiques, par la construction, en dehors de la localité, dans un endroit choisi pour les conditions favorables qu'il réunit, d'un petit hôpital grâce aux apports faits en matériaux et en argent par le canton tout entier.

Dès avril 1937, une quarantaine de lits étaient installés. Un excellent chirurgien catalan était accouru pour collaborer avec le premier médecin. De nombreux appareils furent achetés à Barcelone. Quelques mois plus tard, on possédait des instruments de chirurgie, d'obstétrique, de traumatologie en quantité suffisante pour le démarrage. Une installation pour l'application des rayons ultraviolets permettait de soigner les enfants chétifs ; on monta un laboratoire pour les analyses, on construisit un pavillon de médecine générale, un autre pour les maladies vénériennes – le front, garni de soldats, n'était pas loin – un autre pour la prophylaxie, un autre pour la gynécologie.

Jusqu'alors la naissance des enfants avait été confiée aux soins de sages-femmes le plus souvent improvisées, manquant de moyens techniques pour les cas difficiles – et l'hygiène faisait défaut chez les paysans. Le chirurgien catalan a commencé par faire, auprès de ses camarades installés dans d'autres villages, une campagne pour que les femmes sur le point d'être mères soient envoyées à l'hôpital où elles seront mieux soignées, ainsi que l'enfant qui ne sera pas victime du manque habituel de surveillance médicale.

Un service de consultation a été organisé, et tous les jours des malades viennent d'un peu partout se faire examiner.

Sauf une minorité de 5 pour cent, les petits propriétaires qui menaient une existence supportable avant la révolution, ont conservé leur mode de vie. Ils sont respectés dans tout le canton à la seule condition de ne pas conserver plus de terre qu'ils n'en peuvent cultiver. La section des échanges leur a assigné un livret spécial où sont inscrits face à face leur Doit et Avoir. Dates, qualité, quantité et valeur des produits livrés par eux et reçus se confrontent. On sait ainsi, et les intéressés savent exactement quelles sont leurs disponibilités économiques. Ils ne peuvent, du reste, dépasser les limites de consommation établies pour tous. Ce qui n'implique pas une mesure vexatoire à leur encontre, puisqu'ils ont droit de prendre part aux assemblées collectivistes où les barèmes sont établis. Ils ont du reste aussi, et cela est à peu près général, le droit d'utiliser le matériel technique de travail dont dispose la Collectivité.

Parmi les travaux d'assainissement qui ont été réalisés, citons, outre les écuries construites ou aménagées en dehors du village, l'assèchement d'une fondrière qui couvrait une vingtaine d'hectares. Cette fondrière, où pullulaient les moustiques et les miasmes, appartenait à un grand nombre de petits propriétaires qui en possédaient chacun une parcelle, mais qui n'en faisaient rien, le manque de ressources techniques les empêchant d'entreprendre les travaux d'assainissement et d'aménagement nécessaires. La Collectivité a drainé, raclé, puis semé et récolté. Les rendements obtenus dépassent ceux des terres habituellement cultivées.

Reconnaissons pourtant que tout n'est pas que conscience infailible chez tous les hommes et toutes les femmes qui composent la population des villages collectivisés. On trouve de temps en temps, des faiblesses humaines. Je me souviens d'une discussion entre une femme d'une cinquantaine d'années, et un camarade beaucoup plus jeune chargé du contrôle du travail et du logement. Elle vivait avec son mari, son fils, sa bru et leurs enfants, et voulait changer de logement :

"Ma bru est devenue insupportable, disait-elle. Je veux vivre de mon côté, on ne s'entend pas."

Le camarade nommé Turmo – âme d'enfant, courage de lion, voix de tonnerre – se démenait comme un beau diable contre la rouée qui ne perdait pas son calme, mais finit par se retirer en bougonnant. Je demandai alors à Turmo pourquoi il n'avait pas cédé. Il m'expliqua que la proportion des salaires étant plus élevée par individu quand les familles sont composées par un moindre nombre de personnes, certaines grandes familles voulaient se dédoubler afin de toucher davantage, même si leur calcul était faux. Or, on n'avait pas assez de logements, et il faudrait attendre longtemps avant de pouvoir en construire, étant donné le nombre de mobilisés envoyés au front stabilisé à une quarantaine de kilomètres.

C'est un petit trait. Il en est d'autres : et les organisateurs des collectivités doivent y faire face avec sérénité ou bonne humeur, et il est impossible de ne pas éprouver un sentiment d'admiration pour ces hommes pleins d'abnégation qui, constructeurs obstinés, ont fait les choses si vite et si bien. Car à Binéfar, comme dans l'ensemble des collectivités aragonaises, pas un engrenage de l'organisation générale n'a failli, ni dans les ateliers, ni dans le système de distribution, ni dans les travaux des champs. J'ai fait maintes fois le parcours de Tamarite à Binéfar. Un jour, avec un médecin venu aussi de Barcelone, nous longions en voiture – qui n'était pas de luxe – des champs semés de céréales, plantés de vignes et d'oliviers, où les jardins potagers et les vergers alternaient avec les moissons blondes. Je montrais tout cela à mon camarade. "Ces kilomètres de plantations, de culture où rien n'est négligé, appartiennent à la Collectivité" lui disais-je, avec fierté. Deux jours plus tard, je lui montrais, à Esplus où je l'avais accompagné pour l'organisation de son travail, d'autres vastes plantations de pommes de terre cette fois, des vignes encore ; et au long de la route que nous parcourions, je lui répétais presque avec ferveur devant le miracle de cette révolution que nous avions enfin réalisée : "C'est la Collectivité, c'est la Collectivité qui a fait cela !"

P.S. – La brigade commandée par le communiste Lister n'allait pas tarder à lâcher le front pour aller détruire "manu militari" presque toutes les Collectivités aragonaises, dont celles de Binéfar et de son canton. Plusieurs de leurs organisateurs, comme les admirables frères Blanco, furent assassinés ou grièvement blessés. On rendit leurs terres aux propriétaires, et l'hôpital fut entièrement saccagé.

Andorra

La superficie du territoire d'Andorra était de 25.600 hectares. Ses 3.337 habitants se divisaient en 909 familles. La grande propriété y était inconnue. Les plus riches travaillaient, comme les plus pauvres, et seul un propriétaire possédait quatre bêtes de trait. La moyenne était de deux bêtes. Au bas de l'échelle sociale, les familles avaient un âne et s'entraidaient pour labourer la terre et moissonner les céréales.

Encore une fois, en Espagne, et dans tant d'autres pays du globe – la superficie du sol n'est pas obligatoirement une garantie de richesse. Il pleut à peine dans la région d'Andorra. Donc, culture extensive. On récolte surtout du froment, du raisin (71), des olives. L'orge, l'avoine et le seigle viennent au second rang. Les quelques terres irriguées ne le sont que par courtes périodes. Pendant les années de sécheresse, les sources tarissent et l'eau ne descend pas des montagnes. Ajoutez les brusques gelées qui, si souvent, détruisent les plantes et les fleurs sur les arbres fruitiers, et la grêle qui n'a permis, cette année, de récolter que 6.000 sacs d'olives au lieu de 28.000 l'année dernière. Si la grande propriété individualiste avait sévi, Andorra serait sans doute un "despoblado" de plus.

Ces conditions naturelles obligeaient 300 familles à vivre dans de grandes mesures appelées fermes, toutes très pauvres, disséminées dans la montagne. Le reste de la population y passait les deux tiers de l'année. Pratiquement, le village était presque toujours sous-habité. Les gens y rentraient le samedi soir, et repartaient le lundi matin, en poussant devant eux leur âne qui portait le pain, le vin, l'huile, les haricots, les pois chiches, les pommes de terre, la morue salée et la viande de porc – enfin, la nourriture achetée pour la semaine.

Il existait pourtant une catégorie sociale encore plus misérable, située au-dessous du bas de l'échelle sociale : c'étaient les déshérités qui travaillaient à ferme la terre des veuves, des vieillards, des vieilles filles célibataires, du médecin, du pharmacien, de certains propriétaires impotents ou incapables de faire produire leurs champs. Ces fermiers, des " medieros ", ne touchaient que la moitié de la récolte obtenue par leur travail.

Les deux tiers des terres de l'endroit étaient cultivés, mais il faut se rappeler que la moitié au moins des terres sèches d'Espagne est laissée en jachère. A Andorra, même avec les engrais chimiques et les engrais naturels que procure le nombreux bétail, les terres doivent reposer alternativement un an sur deux, quand ce n'est pas sur trois.

Dans les maigres herbages naturels qui avec les rochers couvrent le tiers de la superficie, on élevait environ 13.000 moutons et 2.000 chèvres. Le bétail était vendu aux autres régions. Les paysans ne mangeaient presque jamais de viande (72). Ils vendaient leur blé aux accapareurs locaux qui, naturellement, gagnaient beaucoup plus qu'eux.

Jusqu'en 1931, la droite monarchiste triompha aux élections. Mais après la chute d'Alphonse XIII, la gauche républicaine s'impose. En juillet 1936, sa section locale arrive à compter 450 adhérents. Le mouvement ouvrier naît péniblement et cherche sa route à tâtons. La C.N.T. et l'U.G.T. ont un petit noyau de sympathisants ; en 1932, chacun fonde un Syndicat. Le manque de formation sociale des militants et des travailleurs fait que cette même année, les deux Syndicats disparaissent. Le 1er mai 1936, autre double tentative. Et chaque Syndicat compte 15 adhérents au moment de la révolution.

A quatre reprises, les fascistes venus d'autres régions furent maîtres du village. Refoulés quatre fois, ils partirent enfin, définitivement – du moins pour la période où nous nous trouvons au moment de cette enquête. On nomma alors un Comité révolutionnaire, car ici encore l'initiative devait partir du village, l'appareil d'Etat étant démantelé et le gouvernement ayant perdu tout contact avec l'ensemble des habitants.

Le Comité fut composé de trois membres de la Gauche républicaine, trois de l'U.G.T., trois de la C.N.T. Cette largesse envers les organisations syndicales s'explique tant par la tolérance de la fraction politique locale que par l'inclination croissante du peuple vers les solutions révolutionnaires nouvelles. Le changement fut tel que la Gauche Républicaine n'avait plus, en mai 1937, que 80 adhérents. L'U.G.T. en comptait 340, les jeunesses socialistes 160, la C.N.T. 220, et les jeunesses libertaires, 100.

La Collectivité locale, qui embrasse maintenant tout le village et tous les habitants, fut constituée le 1er novembre 1936, quand, sur l'initiative conjointe des trois forces énumérées, le Comité révolutionnaire

convoqua une assemblée générale où républicains, socialistes, libertaires prirent la parole pour recommander la nouvelle organisation sociale. L'approbation fut unanime. On laissa la liberté d'action aux individualistes, mais il n'y en eut, et il n'y en a pas un seul.

Au début, le Comité révolutionnaire fut chargé d'administrer la Collectivité. Puis, le Conseil municipal ayant été réorganisé sous l'injonction du gouvernement de Valence, on le chargea de cette tâche confiée à huit conseillers et à un secrétaire. Peu après, et pour assurer la liberté entière de la Collectivité, on constitua une Commission administrative de cette dernière, et c'est elle qui, maintenant, assume les responsabilités vitales de la vie locale. Elle est divisée en cinq sections : présidence et finances, distribution et ravitaillement, industrie et commerce, production agricole et bétail, enfin travaux publics, englobant l'enseignement. Deux sections sont aux mains de l'U.G.T., deux aux mains de la C.N.T., une aux mains de la Gauche républicaine.

Pour l'organisation de l'agriculture, on a divisé le territoire en quatre groupes de fermes. Dans chacune de ces fermes réside un groupe de familles et de travailleurs qui continuent à descendre au village le samedi soir et à remonter à la montagne le lundi matin.

La lecture du règlement les concernant nous permettra de savoir comment ces travailleurs organisent et dirigent leurs activités :

"1° Les travailleurs de chaque groupe de fermes nommeront un délégué et un sous-délégué afin d'assurer la bonne marche du travail.

"2° Le délégué sera chargé d'organiser le travail, naturellement en accord avec les camarades qui sont dans les fermes.

"3° Le délégué doit savoir, à tout moment, où travaillent les camarades des fermes, et ce qu'ils font.

"4° Il aura aussi pour tâche de préparer les éléments de travail dont on aura besoin, et tout l'outillage de la ferme, toujours en accord avec la Délégation du travail qui donnera toutes les instructions écrites nécessaires.

"5° Ce sera aussi la mission du délégué que de contrôler ce qui se fera dans les fermes, d'inscrire dans le livre qu'on lui donnera tous les produits livrés par chaque ferme, et tout ce que la Collectivité remettra ; c'est-à-dire les entrées et les sorties diverses.

"6° Quand des produits seront remis aux fermes, le délégué de ces fermes devra passer à la Délégation du travail pour en faire la déclaration.

"7° Quand un camarade de la ferme devra s'absenter, pour des raisons particulières ou de maladie, il devra en faire part au délégué ; si ce camarade ne prévient pas, le délégué portera le fait à la Délégation du travail.

"8° Quand pour des raisons de santé, ou pour toute autre cause, un délégué ne pourra pas remplir sa tâche, les travailleurs du groupe de fermes en choisiront un autre, et s'ils n'y parviennent pas, la Délégation du travail choisira pour eux.

"9° Dans les cas de maladie, d'absence ou d'empêchement quelconque, le délégué sera remplacé par le sous-délégué, qui prendra la direction du travail."

Article supplémentaire. – Dans tout ce qui concerne le pacage des troupeaux, les cultures de fourrage et autres questions similaires, le délégué des fermes se mettra d'accord avec ceux s'occupant du bétail et avec les pâtres qui travaillent dans le même endroit afin d'assurer la bonne administration et l'entraide pour et entre tous.

Si, pour des causes involontaires, un pâtre ne peut pas lâcher son troupeau, un camarade de la ferme le fera pour lui, et le délégué au bétail cherchera un autre pâtre. "

On voit que le travail est la préoccupation majeure, ce qui domine et impose sa loi sur toute chose ; il n'y a pas, ici, place pour la revendication de la liberté personnelle ou pour l'autonomie individuelle. Travail, production, solidarité sont au premier plan. Cette conscience des responsabilités dicte la conduite et l'activité de chacun.

Tous les samedis soir, les délégués des fermes se réunissent avec le délégué général au travail, et font leur demande de matériel et de vivres ; on contrôle les comptes de ce qui a été remis et de ce qui a été reçu ; ainsi chaque ferme connaît, jour par jour, le bilan de ses activités.

Plus de 200 hommes sont au front, 53 travaillent dans une mine de lignite ouverte depuis la révolution ; 80 vont partir pour l'armée. Dans ces conditions il est naturel que l'on n'ait pas semé plus de céréales cette année 1937 que l'année dernière, mais on a augmenté de 80 % les surfaces plantées de pommes de terre ; on a ajouté 100.000 laitues, 20.000 pieds de tomates et d'autres légumes en abondance.

Auparavant, ces cultures n'atteignaient que d'infimes proportions ; c'est que, dans le régime de la propriété individuelle, l'initiative d'un seul, même excellente, ne se limite le plus souvent qu'à lui, tandis que dans la Collectivité l'esprit nouveau et la pratique nouvelle l'étendent très vite à tous. La conception générale, et la pratique de l'agriculture étaient, ici, rudimentaires. L'esprit créateur de tous l'enrichit d'autant plus qu'il n'y a plus à craindre les difficultés de placement de la production obtenue.

On espère même avoir bientôt assez d'eau pour la culture potagère. Il s'agit de la découvrir, de se procurer les moteurs et les pompes pour l'extraire des dépressions profondes de terrain qui entourent le village. Le petit propriétaire n'a jamais pu entreprendre cette besogne qui dépassait son cadre d'action, ses possibilités matérielles et ses connaissances.

Le travail et l'esprit collectifs font des miracles. J'ai vu effectuer, par des tailleurs en chômage – personne n'est jamais oisif, et, comme à l'habitude, les sections s'entraident – les premiers et modestes travaux de canalisations. Dans quelques années, me disent les collectivistes enthousiastes, Andorra aura assez d'eau pour arroser des centaines d'hectares et remplir des réservoirs qui lui permettront de faire face aux périodes de sécheresse. Mais si la Collectivité était détruite, ce vaste travail serait impossible, et chaque paysan retournerait à l'âpre misère de son passé.

Le bétail est distribué dans les fermes de la montagne par deux délégués qui dirigent le déplacement des troupeaux et les mesures à prendre selon la qualité de la végétation et les soins nécessaires aux bêtes.

Chaque métier a son atelier unique. Comme à Fraga, à Binefar, le collectiviste qui veut un objet quelconque sortant de l'ordinaire, demande à la Commission administrative de le lui faire fabriquer. On lui donne alors un bon avec lequel il se présente au délégué d'atelier qui se charge de l'exécution du travail. Quand il reçoit l'objet, il paie à la Commission administrative.

On a imprimé une monnaie locale, et créé une échelle de salaires selon l'importance des familles. Une seule personne touche 2,25 pesetas par jour ; deux grandes personnes, 4,50 pesetas ; trois grandes personnes, 6 pesetas ; quatre grandes personnes, 7 pesetas ; cinq grandes personnes, 8 pesetas. Au-delà, le salaire augmente à raison d'une peseta par personne, que les membres de la famille puissent ou non travailler.

S'il y a deux producteurs, on ajoute 1,50 peseta au salaire de base ; pour trois producteurs, 3 pesetas ; pour quatre producteurs, 4 pesetas. Selon ces principes, les revendications individuelles de chaque travailleur exigeant "le produit intégral de son travail" (formule du collectivisme primitif), ou l'esprit revendicatif du syndicalisme traditionnel, ont disparu. On pratique le "un pour tous et tous pour un" dans lequel chacun est solidaire de tous, et chacun gagne, en fin de comptes à l'échelle de toute une vie.

Le logement, la lumière électrique, l'usage des salons de coiffure, les soins médicaux, les produits pharmaceutiques dont, en juin 1937, on avait déjà payé pour 16.000 pesetas, sont gratuits, ainsi que la consommation du pain, qui n'est pas limitée. On distribue 18 litres d'huile d'olive par personne et par an. La viande, que l'on destine à la consommation des miliciens et de la population des villes, est rationnée à 100 grammes par jour – malgré l'abondance du bétail. L'austérité est dans la nature de l'Espagnol de l'intérieur.

Tous ces biens de consommation sont distribués dans les magasins communaux. L'un d'eux est réservé à l'huile, au savon, et au vin ; un autre, à la boulangerie, un autre, ouvert dans l'ancien orphelinat, à la boucherie (il n'y a plus d'enfants orphelins à Andorra, ni dans aucun autre village collectiviste : tout enfant sans parents a trouvé une famille). Sept tailleurs confectionnent des vêtements pour les travailleurs qui, jusqu'à maintenant, en achetaient très rarement. Quand donc, auparavant, un pâtre avait-il eu des vêtements sur mesures ?

Nous en arrivons à l'instruction qui, est-il besoin de le dire, n'a pas été négligée. Jusqu'en juillet 1936, l'école était installée dans un immeuble sale et obscur. Pourtant, six mois plus tôt, on avait achevé d'en construire une nouvelle, mais des raisons de politique locale, aussi sales et obscures que l'ancienne école, empêchaient d'y commencer les classes. La Collectivité ne perdit pas un jour, les classes commencèrent immédiatement.

L'enseignement est vraiment, maintenant, obligatoire. L'ordre nouveau ne tolérerait pas que les parents retiennent leurs enfants en âge scolaire à la maison. Aussi, le nombre des élèves a-t-il fortement augmenté. Une soixantaine de petits bergers, de 12 à 14 ans, qui ne descendaient au village que deux, ou trois fois par an, qui étaient nés et s'étaient élevés parmi les moutons, les chèvres, les chiens et les loups, résident maintenant à Andorra, vont à l'école et apprennent de tout leur cur. Deux nouvelles classes ont été aménagées pour eux, de nombreux livres achetés à des maisons éditoriales spécialisées de la Catalogne et du Levant. Les groupes pré-scolaires ont vu leurs effectifs grossir. Sur huit maîtres et maîtresses d'école, l'Etat en paie trois, la Collectivité cinq. Mais elle ne se contente pas d'apporter des moyens matériels d'enseignement. Elle surveille le travail des instituteurs. L'un d'eux, stupide et diplômé, se plaignait de ce que la manière forte ne soit plus tolérée. Toute une révélation.

*

J'ai voulu mentionner séparément la mine d'Andorra. La province de Teruel est assez riche en lignite. Pendant la Première Guerre mondiale on y eut recours pour remplacer le charbon venu d'Angleterre, et normalement ce combustible alimente en grande partie la ville de Saragosse. Maintenant, presque toute l'Espagne antifasciste étant séparée des Asturies, principale zone carbonifère qu'occupent les armées de Franco, le charbon manque. Il était donc naturel de penser à intensifier la production de lignite dans la zone de Teruel. Naturel aussi que le gouvernement n'y ait pas songé. Aussi, les mineurs et les paysans ont-ils continué, ou entrepris l'exploitation des mines.

En novembre 1936, sept mineurs, qui avaient déjà travaillé dans la région commencèrent à faire, près d'Andorra, des excavations dans un endroit où ils pressentaient l'existence de gisements. Avec des pics et des pelles, ils ont creusé trois galeries de 50 mètres de profondeur. Ils sont maintenant 53, ils seront plus nombreux demain. Pas de machines, à part une pompe à moteur pour extraire l'eau qui suinte partout, ou qui parfois tombe brusquement, en trombe, d'anciens puits creusés depuis des siècles, au temps de la domination romaine ou arabe.

Les pieds dans la boue et l'âme dans le rêve, les paysans improvisés mineurs continuent, en respirant les gaz délétères causés par les explosions de dynamite (il n'y a pas de système d'aération ni d'évacuation), à arracher de la mine encore inorganisée le combustible incomplet. Ces conditions de travail font qu'il y ait toujours sept, huit ou neuf d'entre eux l'hôpital. Quand ils en sortent, après une cure insuffisante, ils reprennent le pic et la pelle.

Ce mode d'exploitation ne permet d'arracher que 30 tonnes de lignite par jour. Dans les mines des Asturies, pauvres par rapport à celles d'autres pays, mais riches par rapport à celles de Teruel, la moyenne extraite par mineur et par jour est de 400 à 450 kilos. Et l'on dispose d'éléments techniques infiniment supérieurs [\(3\)](#). Ici, sans ces éléments, avec des filons beaucoup plus pauvres, la moyenne est de 325 kilos, pour des mineurs en grande partie improvisés. Sainte solidarité, saint amour du devoir !

"Nous n'en sommes encore qu'à la période préparatoire, d'ici peu nous fournirons du charbon en abondance – m'a dit le responsable, comme en s'excusant.

Mais devant l'eau qui suinte et coule des parois et du plafond de la galerie que je suis allé visiter, quand je sais qu'il a fallu arrêter le travail pendant des semaines pour assécher le fond, et écarter le danger de glissements, je me demande avec angoisse si ce bel optimisme ne sera pas démenti par une horrible tragédie. Nos mineurs improvisés n'y pensent pas : ils fournissent du combustible qui fait tourner plusieurs usines de Catalogne, ils aident la Collectivité.

Ils touchent, il est vrai, un sursalaire par rapport à leurs camarades exerçant d'autres métiers : un kilo de savon par semaine, une paire d'espadrilles par mois, et une combinaison de travail...

Alcorisa

Je veux d'abord vous parler de Jaime Segovia. Et il le mérite bien, ou tout du moins sa mémoire le mérite bien, car il a payé de sa vie son adhésion au plus bel idéal humain, et son dévouement à la cause des travailleurs, des exploités et des vaincus.

Pour qui connaît vraiment la langue espagnole et le sens profond des mots, des syllabes et des sonorités assemblées, ce nom et ce prénom de Jaime Segovia ont des résonances d'ancienne noblesse castillane. En effet, mon camarade et ami avait du sang de vieille famille aristocratique dans les veines. Et sur son visage, avec la bonté et l'intelligence, on lisait quelque chose d'usé, de "fin de race", d'une lignée humaine en dépérissement.

A vingt et un an il était avocat. Quoique la fortune de ses aïeux eût été entamée et divisée de génération en génération, ses biens immeubles valaient encore un demi-million de pesetas au début de 1936, ce qui représentait une assez coquette fortune. Il pouvait exploiter des paysans avec ses terres, tirer un large parti de ses titres universitaires ; mais il méprisait la seule pensée de cette éventualité. Nos camarades lui semblèrent des hommes qui interprétaient le plus sainement la vie, et étaient le plus près de la vérité humaine. Rejetant les hypocrisies mondaines pour adhérer à ce qui lui semblait le plus noble, il alla vers eux. Et lorsque la révolution éclata, il lui apporta tous ses biens et toute son énergie. Alcorisa, dans la province de Teruel, a 4.000 habitants. C'est le centre de dix-neuf villages. La terre y est moins mauvaise qu'ailleurs, l'irrigation est suffisante et la vie économique privilégiée par rapport au reste du canton. Les propriétaires étaient peu nombreux, les fermiers l'étaient moins encore. Les grands "terratenientes" possédaient aussi des terres dans d'autres endroits. L'industrie – meunerie, huilerie, savonnerie, limonade, eau gazeuse et soufre – n'occupait que 5 pour cent de la main-d'œuvre. Les journaliers mal payés dominaient par le nombre.

Notre syndicat, le seul ayant pu s'implanter ici, datait de 1917. Il connut les vicissitudes et les persécutions que nous avons vues dans tant d'autres villages. Et comme partout, nos militants persistent dans le combat. Leurs efforts ont abouti.

D'abord tombé aux mains des fascistes, Alcorisa fut reconquis au bout de huit jours par une colonne que nos camarades constituèrent dans la montagne où ils s'étaient réfugiés, et qui obligea la garde civile et ceux qu'elle protégeait à se retirer vers Teruel. Au lieu de se dissoudre, cette colonne se renforça. Des autres villages, les combattants accouraient, armés de revolvers et de pistolets souvent anachroniques, de vieux fusils de chasse à un ou deux coups, de quelques armes prises à la garde civile, de bombes hâtivement et grossièrement fabriquées. Puis sans discipline militaire, ils partirent combattre sur d'autres secteurs du front d'Aragon les forces fascistes bien armées, équipées et disciplinées.

Dès qu'Alcorisa fut repris, on organisa un Comité local de défense composé de deux membres de la C.N.T., de la Gauche républicaine, de l'Alliance républicaine et de la Fédération anarchiste ibérique. Et le lendemain on nomma, sur les mêmes bases, un "Comité central d'administration".

Dans l'ordre économique, ce Comité n'avait qu'une alternative : ou laisser les choses en l'état, respecter le commerce individuel, permettre aux commerçants politiquement douteux de saboter la stabilité du régime nouveau, aux habitants aisés de se procurer trois ou quatre fois plus de vivres que ceux qui ne l'étaient pas ; ou contrôler tout afin que personne ne manquât de rien, pour éviter que le désordre économique n'entraînât une situation favorable au fascisme. Il choisit cette dernière solution.

Il fallait tout d'abord établir un contrôle, surveiller le mouvement des vivres et la vente des articles de consommation courante, ce qu'on ne pouvait faire si chaque commerçant disposait des marchandises à son gré. La liberté du commerce, au sens bourgeois du mot, fut donc abolie. On ne pouvait non plus laisser chaque famille acheter selon ses seules ressources. L'égalité intégrale commença par la consommation.

Puis la lutte, le départ au front de 500 hommes, la solidarité qui unissait les habitants dans cette période d'exaltation collective firent apparaître d'autres problèmes. Il fallait rentrer la récolte, mais on n'allait pas moissonner avec les faux et les faucilles tandis que les faucheuses mécaniques jusqu'alors possédées par les riches dormaient. Convoquée dès le troisième jour, l'assemblée des agriculteurs décida l'organisation de 23 équipes qui nommèrent chacune leur délégué, répartirent les machines et le travail. La socialisation naquit, ici

comme ailleurs, très simplement, presque sans que l'on eût conscience de l'ampleur et de la profondeur de l'uvre entreprise.

Et trois semaines après la victoire, les 23 sections improvisées furent définitivement constituées, d'après une division minutieuse du territoire municipal. Minutieuse, car on tint compte des caractéristiques du sol, des genres de culture à réaliser, de l'importance numérique des habitants, des variétés et du nombre des bêtes, des moyens techniques dont on disposait. Et en suivant cette voie, on tendait, un an plus tard, à faire de chacune de ces sections une unité économique aussi complète que possible, quoique répondant toujours à une activité d'ensemble dûment concertée.

La Collectivité fut enfin définitivement constituée. Voici l'essentiel des statuts, plus compliqués parce que plus savants, que ceux d'autres Collectivités qui n'avaient pas de juristes à leur tête :

"Biens de propriété. – Les biens meubles et immeubles, ainsi que les machines, les outils, l'argent, les crédits apportés par le Syndicat unique des travailleurs, par le Conseil municipal et par les adhérents à la Collectivité, constitueront les biens de propriété.

Usufruit. – La Collectivité aura en usufruit les biens qui lui seront remis par le Conseil municipal et par le Comité de défense, afin de les faire fructifier, ou ceux qui lui seront provisoirement remis, soit que pour des raisons d'âge, de maladie ou de sexe leurs propriétaires ne puissent les exploiter, soit que ceux-ci les laissent à l'abandon.

Membres de la Collectivité. – Tous les adhérents au Syndicat unique des travailleurs seront considérés membres fondateurs de la Collectivité ; tous ceux qui adhéreront plus tard en seront également membres. Les personnes qui voudront entrer dans la Collectivité seront admises sur décision de l'assemblée. Toute demande d'adhésion devra être accompagnée des antécédents politiques et sociaux et de la liste des biens de l'intéressé.

Séparation. – Tout membre de la Collectivité pourra s'en retirer volontairement ; mais l'assemblée se réserve le droit de se prononcer sur les raisons invoquées. Quand ces raisons ne lui paraîtront pas valables, le démissionnaire ne pourra pas rentrer en possession des biens qu'il aura apportés. Toute personne expulsée perd aussi le droit de revendiquer ce qu'elle a apporté au moment de son admission.

Administration. – L'administration de la Collectivité sera confiée à une commission de cinq membres dont un pour le ravitaillement, un pour l'agriculture, un pour le travail, un pour l'instruction publique, et un secrétaire général."

Suivent d'autres articles sur le rôle de l'Assemblée générale, les droits et les devoirs des collectivistes, les conditions de dissolution, etc.

On sent ici l'influence des deux avocats – car avec Jaime Segovia il y en avait un autre, tout aussi bon organisateur dont nous n'avons pas retenu le nom – qui travaillaient avec nos camarades paysans. Dans les statuts des autres collectivités, on trouve moins de formules et de science juridiques, mais plus de substance pratique et humaine.

Ce furent les assemblées générales successives qui prirent les résolutions par lesquelles se régit maintenant la Collectivité d'Alcorisa. Maintenant, sur leur décision, les 23 délégués de l'agriculture se réunissent chaque semaine pour diriger le travail des champs.

On a innové une formule originale quant au mode de distribution. D'abord, on avait appliqué la libre consommation intégrale, qui répondait le mieux aux principes du communisme libertaire. Il suffisait à chaque famille de se présenter au Comité d'administration et de le demander, pour recevoir un bon où l'on ordonnait aux responsables des magasins d'approvisionnement de remettre au porteur l'huile, les pommes de terre, les légumes frais ou secs, le sucre, les vêtements, etc., qu'il demandait. Ne furent rationnés dans cette période que la viande et le vin, mais le tout dut l'être deux mois plus tard.

Il ne fallait non plus aucune formalité pour aller gratuitement au cinéma, au café, où l'on buvait à peu près exclusivement de la limonade, se faire raser ou couper les cheveux. Ou encore pour recevoir sa part du peu de tabac que la guerre permettait de se procurer.

Mais, me dit-on, il y eut des abus, et pour certains articles, la demande dépassa les possibilités d'approvisionnement. Alors, pendant trois mois, on essaya une monnaie locale qui fut employée exclusivement pour l'achat des vêtements, des chaussures, des ustensiles de ménage, du café et du tabac. Un homme disposait d'une peseta par jour, une femme, de 70 centimes, un enfant au-dessus de 14 ans, de 40 centimes... "para vicios" sans doute, comme on disait dans le nord de l'Aragon.

Une fiche fut imprimée. On y stipulait ce que chaque individu pouvait recevoir d'après les possibilités de ravitaillement. Voici la ration qui fut assurée, avec de légères variantes, jusqu'en novembre 1936 (n'oublions pas qu'une part importante des aliments étaient envoyés au front) :

Viande, 100 grammes par jour ; pain, 500 ; sucre, riz, haricots secs, 40 grammes par jour ; vin, un demi-litre ; sardines, une boîte par semaine. Chacun avait en outre droit à un demi-kilo de sel, un kilo de savon, deux sachets de "bleu" pour le linge, un balai et un demi-litre de lessive par mois.

Mais cette solution ne satisfaisait pas les libertaires d'Alcorisa, ni même les républicains, libertaires par tempérament, qui passèrent tous à la C.N.T. après avoir dissous la section de leur parti. Elle semblait trop rigide, involontairement tracassière, obligeant les gens à consommer ce qu'on leur imposait, ou à y renoncer.

D'autre part, les animateurs de la Collectivité voulaient à tout prix éviter le retour de la monnaie, de l'"argent" maudit. Plusieurs se creusèrent la tête, Jaime Segovia passa des nuits à chercher une solution inédite. Et l'on trouva le système des points. Voici en quoi il consiste :

Les 500 grammes de pain comptent pour 4 points et demi, les 100 grammes de viande, pour 5 ; donc 66,5 points par semaine. Tout le reste : savon, riz, haricots, pâtes alimentaires, lessive, vin, etc., est aussi calculé en points. Sur cette base, un homme a droit à 450 points par semaine, une femme seule à 375, une femme mariée à 362 points, un enfant dès sa naissance, à 167. La somme de points de chaque collectiviste, et la valeur en points de chaque article figurent sur la carte de ravitaillement.

Dans ces limites, chaque famille, chaque individu peut dépenser comme bon lui semble les points qui lui reviennent, prendre plus de viande et moins de légumes secs, plus de vin et moins d'huile, etc. On évite ainsi une consommation excessive tout en respectant au maximum la liberté de chacun.

Pour les chaussures, les vêtements et les articles de ménage, on tient une comptabilité à part. Le calcul en argent a disparu et est remplacé par un livret spécial sur la première page duquel on indique le nombre de points correspondant à chaque famille, pour ce qui n'est pas la nourriture : 24 points pour les ustensiles de ménage par individu et par an, 60 points pour les chaussures, 120 pour les vêtements, etc.

Outre son magasin général, Alcorisa compte quatre épiceries collectivisées, un magasin appelé Coopérative de tissus, une mercerie, quatre boucheries magnifiques de propreté et d'hygiène, où les habitants vont se fournir. Tout le reste est aussi distribué dans les magasins spécialement organisés où l'on inscrit les dépenses de chaque famille à la page du registre général destiné à une étude précise des tendances de la consommation, et à une comptabilité si minutieuse que l'administration est contrôlable à tout moment. Si l'un des membres de la Collectivité perd sa carte, on peut savoir presque immédiatement ce qu'il avait consommé pendant la partie du mois écoulée, et ce qui lui est encore dû.

Nous avons vu que les enfants ont droit à 167 points dès leur naissance. Sur la carte qui leur est octroyée, figurent, en plus, du savon et de la lessive, 100 grammes de viande, et des pâtes alimentaires. Ces nourritures substantielles ne sont certes pas prises par les nouveau-nés, mais par la mère à laquelle on donne une suralimentation dont l'enfant bénéficiera. Elle peut, du reste, donner aux points la destination de son choix.

Alcorisa se ressent de l'absence des 500 hommes partis au front. Cependant, on y a augmenté de 50 % les terres cultivées. De si grandes proportions sont possibles parce qu'une partie des champs habituellement en jachère ont été labourés et semencés. L'effort a été facilité par l'acquisition d'excellentes charrues, dont l'emploi était, auparavant, exceptionnel. Si l'on ajoute les engrais chimiques plus utilisés cette année que les années précédentes, on comprendra les perspectives qui s'ouvrent à l'agriculture.

L'effort redoublé de tous y a contribué aussi. Non seulement celui des hommes restés à l'arrière, mais aussi celui des femmes qui travaillent beaucoup plus cette année que les années précédentes, et celui des miliciens

qui envoient régulièrement à la Collectivité la moitié de leur solde (74).

Des modifications ont été introduites dans certaines activités. Une église a été transformée en cinéma, un couvent en école. Sur deux garages concurrents il n'en reste qu'un, largement suffisant. On a installé dans l'autre un salon de coiffure bien organisé, et une petite fabrique de chaussures dans laquelle ont été réunies toutes les machines des ateliers autrefois dispersés. On y fait de très bons souliers, de très bonnes sandales pour les habitants d'Alcorisa et d'autres localités voisines. Le responsable du travail était auparavant un patron réactionnaire, donc, potentiellement, un fasciste. On s'est contenté de l'exproprier. Quand je lui ai parlé, il m'a dit s'être convaincu des avantages de la production socialisée, car en travaillant d'après l'ancien système individualiste, on ne pourrait jamais produire le tiers de ce qu'on produisait maintenant.

Une fabrique récemment organisée fournit en salaisons toute la région et une partie des milices du front de Teruel. Il y a *un* atelier des tailleurs, *un* de menuiserie, *une* forge collective. Les maçons, qui aménagent un très bel édifice pour le Syndicat, réparent aussi les maisons, sans frais pour les bénéficiaires. La lessive, la limonade et l'eau gazeuse se fabriquent dans un même établissement. Un hôtel a été organisé, et un haras, où des chevaux et des ânes sélectionnés sont destinés à améliorer rapidement les bêtes de trait non bovines d'Alcorisa et des alentours. Enfin, une étable unique réunit de fort belles vaches, propres et bien soignées.

Comme partout, il y avait à Alcorisa des classes parmi les classes, des pauvres parmi les pauvres, des déshérités parmi les déshérités. Et le revenu de tous les petits propriétaires n'était pas le même ; celui de certains ouvriers était inférieur à celui de certains paysans favorisés, celui d'un manuvre à celui d'un ouvrier, celui d'un pâtre à celui d'un manuvre. La Collectivité a tout transformé en assurant à tous les mêmes moyens d'existence.

Pas plus que dans les autres villages vivant sous le nouveau régime, les petits propriétaires récalcitrants (ils sont une centaine) ne peuvent faire le commerce de leurs produits. Ils les remettent au Conseil municipal, intégralement composé de membres de la C.N.T., et sont payés avec une monnaie spécialement inventée pour eux. Mais quant à la consommation, ils sont soumis au rationnement commun : nous sommes en guerre.

Les villages du canton d'Alcorisa pratiquent entre eux, l'entraide compensatrice comme ceux des autres régions d'Aragon et de l'Espagne collectivisée, et les rapports d'échange pratiqués s'étendent à 118 villes et villages, d'Aragon, du Levant, de Catalogne et même de Castille.

Dans les débuts, à conséquence des divers incidents de la lutte militaire, l'instruction donnée avait été insuffisante, car il n'y avait que deux écoles au moment où la guerre civile et la révolution commencèrent. Jaime Segovia dut s'improviser instituteur. On fit venir des institutrices formées dans les villes ; tout est payé par le régime local.

C'est aussi ce régime qui donne à tout nouveau ménage le logement et les meubles. Le mariage légal a complètement disparu, mais les unions sont officiellement enregistrées sur le livre de la municipalité.

Alcorisa n'est ni un des plus mauvais villages de l'Aragon, ni un village modèle. Les maisons y sont vieillotées, et les rues étroites, parfois encaissées entre des roches, ne sont pas propices à une expansion de l'endroit habité. Nos camarades projettent – et là on reconnaît l'esprit d'initiative de Jaime Segovia – l'installation dans l'aire municipale des vingt-trois unités que l'on a commencé d'organiser. On voudrait qu'au maximum chaque unité ait ses moyens d'existence avec, en plus de la production agricole, du bétail et des animaux de basse-cour, tous les éléments de confort et de culture de l'esprit : électricité, piscine, radio, bibliothèque, jeux, etc. On utilise déjà de petites chutes d'eau pour produire la lumière. On tend à un humanisme, à l'homme aussi intégral que possible.

J'ai visité l'unité dont l'installation est la plus avancée. Sa surface était divisée en deux parties : l'une destinée à l'agriculture, l'autre à l'élevage. Elle couvrait huit km². Dans la première partie on produisait des céréales, des légumes, des arbres fruitiers, des vignes, du foin, de la luzerne : tout ce qu'il est normal de trouver dans de bonnes terres bien soignées, bien arrosées. Dans la deuxième, l'effort initial avait donné lieu à la construction d'une vaste porcherie en ciment, avec ses divisions symétriques, et où l'on élevait plus de 100 bêtes qui, comme à Graus, pouvaient sortir séparément au soleil. On allait agrandir incessamment l'installation, et le fait de cette spécialisation montre que les rapports économiques, et bien entendu les autres, devaient se maintenir entre les vingt-trois phalanstères libertaires.

On a poussé aussi l'élevage des agneaux, de nombreuses génisses ont été achetées un peu partout, et l'on projette de construire dans je ne sais quelle unité une étable pour une centaine de vaches. Quant aux animaux de basse-cour, on multiplie surtout la production de lapins pour lesquels la nourriture abonde.

P.S. – A l'arrivée des troupes franquistes, Jaime Segovia, qui ne voulut pas s'enfuir, fut arrêté, torturé pendant six mois, et fusillé.

Mas de las Matas

Au nord de la province de Teruel, Mas de las Matas est le chef-lieu du canton qui porte son nom, et qui comprend 19 villages. On y compte 2.300 habitants. Les autres localités les plus importantes sont Aguaviva, avec 2.000 habitants, Mirambel, avec 1.400, La Ginebrosa, avec 1.300. Seuls six villages sont, en mai 1917, entièrement collectivisés, quatre le sont presque intégralement, et cinq à 50 pour cent. Trois autres viennent de se décider et un seul hésite encore [\(75\)](#).

Ici, le mouvement libertaire a précédé le mouvement syndical. La petite propriété, étant très répandue, ne favorisait pas l'apparition d'associations de salariés. Et à Mas de las Matas, où l'on vit dans une certaine aisance grâce à l'irrigation, tandis que la vie des autres villages, relativement privés d'eau, est misérable, les idées libertaires prirent racine dès le début du siècle. Non pas tant pour une question de classe que de conscience humaine. Si des groupes se formèrent pour lutter contre l'exploitation de l'homme par l'homme, pour l'égalité et la justice sociale, et contre l'asservissement par l'Etat, leur inspiration était surtout humaniste. La dernière génération de ces hommes est maintenant à la tête de l'organisation collectiviste du canton.

Sous la monarchie, les tendances libérales prédominaient. La république provoqua quelques changements, si timides qu'ils déçurent la majorité de la population. Alors celle-ci s'inclina vers la gauche révolutionnaire ; en 1932 apparut le premier syndicat de la C.N.T., et le 8 décembre de la même année, dans une tentative insurrectionnelle qui embrassait l'Aragon et une bonne partie de la Catalogne on proclama le communisme libertaire. La garde civile, au service de la république comme elle avait été au service de la monarchie, liquida en deux jours ce premier essai, et le Syndicat fut fermé jusqu'à la veille des élections législatives d'avril 1936, qui donnèrent la victoire au front populaire. Le Syndicat fut alors immédiatement reconstitué.

Puis le fascisme local échoua trois mois plus tard. Il n'y eut pas même lutte, et vers la mi-septembre, nos camarades lancèrent l'idée de Collectivité agraire. L'initiative fut acceptée à l'unanimité dans une assemblée syndicale. Mais tous les petits propriétaires ne faisaient pas partie du Syndicat. Il fallut donc constituer un groupement à part. On fit circuler une liste d'adhésions volontaires. En quinze jours, 200 familles s'étaient inscrites. Lors de ma visite on en comptait 550 sur les 600 qui composaient la totalité du village. Les 50 familles restantes appartiennent à l'Union générale des travailleurs et obéissent aux instructions de leurs chefs, ou leaders.

Dans tout le canton, le même principe a été appliqué. On est libre d'adhérer à la Collectivité, ou de continuer l'exploitation individuelle du sol. Les différents degrés de socialisation réalisés selon les villages en témoignent.

Dans aucun de ces villages il n'a été établi de règlements écrits, de statuts. Simplement, tous les mois, l'assemblée des membres de chaque Collectivité indique, à la Commission composée de cinq membres élus, les directives à suivre, sur des problèmes concrets librement examinés.

Malgré cela, mon souvenir de Mas de las Matas se rattache, même sans le vouloir, à l'heureuse Icarie dont les utopistes ont souvent parlé [\(76\)](#). Tout était tranquille, heureux, dans l'allure et la démarche des gens, dans l'attitude des femmes assises au seuil des demeures, ou qui tricotaient en causant tranquillement devant les maisons. On devinait, sous-jacente une belle organisation de la vie. Essayons de la découvrir.

A Mas de las Matas, 32 groupes de travailleurs ont été constitués ; ils sont plus ou moins importants, selon les tâches à accomplir, ou les dimensions des zones agricoles à travailler, et que limite l'encadrement capricieux des montagnes. Chaque groupe cultive une partie de terre irriguée et une partie de terre sèche. Le travail agréable, moins agréable, ou même pénible, est ainsi partagé équitablement.

Les bienfaits de l'eau permettent d'obtenir des légumes et des fruits abondants. Moins heureux, les autres villages n'obtiennent que des céréales, surtout du blé – 9 quintaux à l'hectare, peut-être moins – et des olives. Dans toutes les Collectivités du canton, les groupes de travailleurs choisissent leurs délégués, nomment leur Commission administrative. Et comme les délégués de Mas de las Matas, qui montrent toujours le chemin, se réunissent une fois par semaine pour organiser le travail, on en fait autant dans les villages jusqu'à maintenant entièrement collectivisés. Comme partout, les efforts sont constamment coordonnés.

Jusqu'à présent il a été impossible d'augmenter la surface localement cultivée. Les terres irrigables étaient déjà totalement exploitées. Mais les terres sèches, qui depuis toujours n'étaient utilisées que pour l'élevage du bétail, seront bientôt destinées à la production de céréales. Et, pour compenser ce changement, on a commencé à parquer les moutons dans les montagnes, maintenant mises librement à contribution, et où il pousse assez de végétation pour les nourrir. En même temps, on commence à préparer la terre qui sera ainsi disponible pour semer du blé, de l'avoine et du seigle. C'est un des nombreux exemples d'organisation rationnelle de l'économie que nous constatons si fréquemment.

On pense, du reste, que l'effort s'intensifiera dès que les hommes mobilisés au front reviendront, et déjà on s'inquiète de savoir ce qui arrivera dans deux ans, à conséquence de l'augmentation de la production : l'Espagne se trouvera devant un excédent important dû aux améliorations introduites. Mais n'est-ce pas trop anticiper ? [\(77\)](#)

Il était plus facile d'augmenter le bétail. Le total des moutons s'est accru de 25 % ; le nombre de truies de reproduction est passé de 30 à 60 ; celui des vaches laitières, de 18 à 24 (la terre, ici, ne donne pas de pâturages pour le bétail bovin). On a acheté en Catalogne un grand nombre de gorettes qui ont été distribués à la population, le temps et la main-d'œuvre manquant pour entreprendre la construction de porcheries collectives que l'on espère commencer incessamment. Chaque famille élève donc un ou deux porcs dont la chair sera salée et distribuée au moment de l'abattage général, selon les besoins des foyers.

Mais la production n'est pas limitée à l'agriculture et à l'élevage. Dans ce chef-lieu de canton, comme dans tous les chefs-lieux et dans tous les villages collectivisés de quelque importance, de petites industries se sont développées : bâtiment, cordonnerie, fabrication de savates et de vêtements, boucherie, etc. Comme à Graus, comme dans tant d'endroits, chacune de ces spécialités constitue une section de la "Collectivité générale" (tel est le nom qu'on lui donne), et travaille pour tous.

Si donc la section agraire a besoin de se procurer certains outils, elle s'adresse, par l'intermédiaire de son délégué, à la Commission administrative qui lui délivre un bon pour le délégué des métallurgistes à qui l'on explique ce qu'on attend de lui et de ses camarades. La commande est en même temps enregistrée sur le livre de comptabilité de la section Métallurgie. Si une famille a besoin de meubles, elle s'adresse aussi à la section administrative qui lui remet un bon de commande pour le délégué des ébénistes, ou des menuisiers (les travailleurs sur bois ne forment qu'un seul syndicat). Tel est le mécanisme par lequel les activités de chaque groupe de producteurs sont contrôlées, ainsi que les dépenses de chaque famille.

On n'emploie ni monnaie officielle (la peseta) ni monnaie locale dans aucune des collectivités du canton.

La socialisation du commerce fut une des premières étapes. Mais elle ne fut pas intégrale. Lors de mon passage à Mas de las Matas, il y avait encore deux petits épiciers récalcitrants, dont le commerce périssait par manque de ravitaillement. Mais dans l'ensemble, les magasins municipaux remplacent aussi l'ancien mode de distribution.

Pénétrons plus avant dans le détail d'un village collectivisé. Il est très difficile de rendre par écrit une impression suffisante de ce vaste mouvement qui complète la socialisation agraire. Voici, à Mas de las Matas, et dans n'importe quel autre village collectivisé non seulement les écriteaux rouges et noirs apposés devant tous les ateliers, les magasins communaux, les hôtels comme nous avons vu à Graus, mais encore le dépôt cantonal de produits chimiques, ou de ciment, de matières premières pour les différentes industries, où les collectivités des autres villages du canton viennent se ravitailler, selon les normes établies par leurs délégués fraternellement réunis. Dans la boutique d'un ancien commerçant cosu et fasciste, qui a disparu, sont empilés les vêtements destinés aux habitants du canton. Ici, est la section de ravitaillement général dans laquelle on remet aux individualistes les bons qu'ils sollicitent, et où l'on enregistre sur un fichier les demandes faites par chaque famille.

Dans cette distillerie cantonale on extrait – initiative récente – l'alcool et l'acide tartrique des résidus de raisins envoyé par tous les villages. Et ces villages ont constitué la Commission administrative de la distillerie, qui se réunit périodiquement. Si vous entrez dans la fabrique, on vous montre les innovations techniques faites pour produire de l'alcool à 90°, nécessaire pour la médecine et les opérations chirurgicales au front.

Dans l'atelier des tailleurs, ouvriers et ouvrières coupent et cousent des complets selon les mesures des camarades qui les ont demandés. Dans des casiers, les vêtements de velours côtelé, ou de drap, chacun avec son étiquette portant le nom du destinataire, attendent l'heure de passer à la machine à coudre [\(78\)](#).

Les femmes se procurent la viande dans un bel établissement où dominant le marbre et les carreaux blancs. Le pain, que les ménagères généralement surchargées de besognes qui leur sont propres, cuisaient chez elles, est maintenant pétri et cuit quotidiennement dans les boulangeries collectives.

Au café, chacun peut prendre quotidiennement deux tasses d'orge grillée (on n'a pas mieux), deux rafraîchissements, ou deux limonades.

Visitons maintenant les alentours de Mas de las Matas. Nous découvrons d'abord une pépinière où, afin d'être repiquées dans tout le canton, d'innombrables plantes potagères sont préparées par une famille qui auparavant s'enrichissait dans ce commerce, et qui, dès le début, est entrée dans la Collectivité.

Dans l'atelier de couture, non seulement on confectionne des vêtements de femmes, mais comme dans beaucoup d'autres villages, les jeunes filles apprennent à coudre, pour elles et leurs futurs enfants.

Un écriteau attire notre attention. Nous y lisons : "Librairie populaire". C'est en réalité une bibliothèque. Sur ses rayons figurent six, huit, dix exemplaires des livres de sociologie, de littérature, de divulgation culturelle et scientifique mis à la portée de tous, même des individualistes. On y trouve aussi, en plus grand nombre, des livres de texte pour les écoles (histoire, géographie, arithmétique), des contes, des romans, des lectures variées pour les petits et les grands ; puis des cahiers, et d'admirables méthodes pour l'apprentissage du dessin, dont les modèles sont parfaitement gradués, selon les techniques les plus récentes.

Ici aussi, quoique l'esprit et la pratique de solidarité générale inspirent la conduite et le comportement de chacun et de tous, on a laissé à chaque famille un petit lopin de terre où les intéressés cultivent des légumes, des fruits ou élèvent des lapins. Cela complète le ravitaillement qui, de son côté, n'est pas unilatéral : on fait les choses de façon que chacun puisse prendre tel ou tel aliment au lieu de tel ou tel autre. Le rationnement n'est donc pas synonyme de rigide uniformité.

L'échelle de consommation – aliments, vêtements, chaussures, etc. – avait d'abord figuré sur le carnet familial. Mais, après la résolution du congrès de Caspe, on crut préférable d'adopter le livret standard édité par la Fédération régionale des Collectivités, et pour toutes les Collectivités, afin d'éviter de trop grandes différences selon la richesse ou la pauvreté des villages, et même des cantons.

Si donc on rationne aussi les vêtements, ce n'est pas que, dans cette partie de l'Aragon, les Collectivités manquent des ressources nécessaires pour s'en procurer. Elles ont généralement assez de marchandises, surtout du blé, pour les échanger contre des tissus, des machines et tout ce qui se produit en Catalogne, où dominant les industries de transformation. Mais on est tendu par l'effort de guerre. Et de plus la valeur du blé, de la viande, des légumes, de l'huile fournis gratuitement pour soutenir le front est énorme. On aide même, gratuitement aussi, Madrid qu'assiègent les armées franquistes. Et il arrive encore que certaines régions industrielles, mal socialisées ou manquant de matières premières pour la fabrication de certains articles, ne peuvent honorer les promesses d'échange.

Les soins médicaux et les produits pharmaceutiques sont gratuits. En plus de la Bibliothèque publique dont nous avons parlé, il existe celle du Syndicat et celle des Jeunesses libertaires. L'instruction est obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans. Dans un groupe de "masias" [\(79\)](#), construit dans la montagne, à quelque distance du village, une école a été ouverte pour de grands enfants qui ne s'étaient jamais assis devant un pupitre d'écolier. Et à Mas de las Matas deux classes nouvelles viennent d'être improvisées pour recevoir chacune 50 enfants dont l'éducation est confiée à deux jeunes filles qui avaient fait – à Saragosse, à Valence, à Teruel ? – des études supérieures [\(80\)](#).

Les spectacles publics sont gratuits, pour les collectivistes comme pour les individualistes.

D'après les normes établies dans tout l'Aragon – et en Castille et dans le Levant –, aucune Collectivité ne peut commercer pour son compte. On évite ainsi la tendance à la spéculation qui pourrait se faire jour dans cette période troublée par la guerre, et l'espèce de concurrence qui est si souvent apparue entre les fabriques collectivisées, particulièrement de l'industrie textile, à Barcelone.

Ces mesures, de caractère moral, vont de pair avec le sens de l'organisation qui apparaît dans l'ensemble des villages socialisés. Chaque Collectivité villageoise communique au Comité cantonal la liste de ses produits excédentaires, et de ceux dont elle a besoin. Chacune de celles du canton de Mas de las Matas a donc, dans les registres du chef-lieu, un compte courant où est enregistré ce qu'elle apporte et ce qu'on lui procure, ou lui a procuré. En même temps, le Comité cantonal sait exactement de quelles réserves de vin, de viande, d'huile, de blé, de pommes de terre, ou de betteraves à sucre – très cultivée en Aragon – on dispose dans chaque village.

D'autre part, si le village qui a fourni de l'huile n'a pas besoin du vin qu'on lui offre, il demande d'autres articles. On les lui remet et on fait venir à Mas de las Matas, où il est tenu en réserve pour l'échanger dans une autre occasion, avec d'autres Collectivités du canton, le produit fourni par lui. C'est une espèce de clearing. Ainsi, par le truchement du Magasin général, ou du dépôt communal, les possibilités de troc à l'intérieur et en dehors du village existent toujours.

Ce système de compensation se pratique sans la moindre réticence car tout esprit spéculatif a disparu. Le village qui traverse des difficultés spéciales et n'a rien à échanger ne sera pas pour cela condamné à la misère, ou à faire des emprunts dont les intérêts et le remboursement grèveraient son économie pendant des années.

La question ne se pose pas en ces termes dans les cantons solidaires. Ainsi, dans celui de Mas de las Matas, les principales ressources économiques de Seno et de La Ginebrosa ont été, cette année, détruites par la grêle. En régime capitaliste, cela aurait signifié des privations sans nom, et même l'émigration pour quelques années, d'une partie des hommes. Dans un régime de stricte justice, les prêts difficilement obtenus auraient pesé interminablement. Dans le régime de solidarité libertaire, la difficulté a été tranchée par l'effort du canton tout entier. Vivres, plants de légumes, semences, tout a été fourni fraternellement, sans hypothèques et sans contraction de dettes. La révolution a créé une civilisation nouvelle.

Esplus

Pour ses 1.100 habitants, Esplus disposait de 11.000 hectares de terre, dont 9.000 irrigués. Mais le duc de Luna en accaparait 5.500, et la propriété du monarchiste Alvarado, ancien ministre des Finances, qui prenait certainement mieux soin de ses intérêts que de ceux de la nation, s'étendait sur 1.100 hectares. Un autre propriétaire en possédait autant, quelques-uns, moins. On en trouvait d'autres, moins riches mais très à leur aise, qui disposaient de 70 à 100 hectares chacun.

Il ne restait pas grand-chose pour les gens du peuple dont la moitié étaient exploités par les riches et les très riches, en travaillant leurs terres selon un système dénommé "a terraja", qui consiste à défricher le sol non cultivé, le préparer, le niveler, et le faire produire tout en donnant au propriétaire le quart de ce que l'on obtenait. Il fallait aussi payer un fermage de six pesetas par hectare et par an, et employer obligatoirement une paire de mulets achetés par l'usager pour mettre au point chaque hectare emblavé. Les champs ainsi préparés étaient, par la suite, offerts à des "medieros" qui donnaient, pour payer le fermage, 50 pour cent de la récolte.

L'histoire de notre mouvement a été, ici, aussi accidentée qu'à Belver de Cinca et en tant d'autres localités. Un Syndicat de la C.N.T. constitué en 1920 fut fermé quatre ans plus tard par la dictature du général Primo de Rivera. Il resurgit en 1931, après la proclamation de la II^e République, et comptait 170 adhérents quand, en 1932, le gouvernement de gauche de Manuel Azaña, où Largo Caballero était ministre du Travail et profitait de son ministère pour combattre la C.N.T. au profit de l'U.G.T. dont il était le personnage le plus éminent, ferma le Syndicat local qui fut reconstitué quand les républicains de droite triomphèrent aux élections ; mais la République d'Alexandre Leroux fit à son tour comme celle qui l'avait précédée. Si bien qu'après le triomphe du "frente popular"., en avril 1936, nos camarades se remirent à construire leur Syndicat pour la quatrième

fois, mais ils étaient en tout dix-sept au moment de l'attaque fasciste. Tant de persécutions avaient découragé les travailleurs et les paysans pauvres.

Toutefois il s'était produit, discrètement, ce que nous avons déjà vu dans d'autres endroits. Nos camarades avaient adhéré à la section locale de la gauche républicaine, afin de se préserver contre de nouvelles mesures réactionnaires, et de ne pas être, une fois de plus, arrachés de leurs foyers et envoyés sur les routes, en déportation. C'est pourquoi, en juillet 1936, le Conseil municipal d'Esplus se composait de six libertaires camouflés en républicains de gauche, et de trois républicains de droite, monarchistes cinq ans auparavant, et qui, au fond, l'étaient restés.

La grève générale déclenchée contre le coup d'Etat franquiste dura quinze jours. Un Comité révolutionnaire fut nommé, composé d'une majorité républicaine qui de droite était passée à gauche, et d'une minorité de nos camarades. Mais les deux tendances ne pouvaient s'entendre. Les nouveaux républicains de gauche continuaient de manœuvrer, et très habilement fondaient un Syndicat ouvrier réformiste, adhérent à l'U.G.T. afin de s'en servir pour freiner la révolution.

Ils parvenaient à gagner du temps en faisant se prolonger les débats et les discussions au sein du Comité révolutionnaire ; alors, comprenant qu'on ne parviendrait jamais à un accord, nos camarades constituèrent un Comité local qui confisqua les grandes propriétés et les prit en charge : c'était la seule façon d'empêcher le partage des terres que réclamaient les politiciens-caméléons et certains paysans ambitieux.

Toutefois, les conservateurs monarcho-républicains devenus ugétistes ne lâchaient pas prise, et un jour, poussant à l'action quelques malheureux travailleurs, ils attaquèrent le Comité local, ouvrant le feu, et se protégeant avec des femmes et des enfants qu'ils poussaient devant eux. Nos camarades répondirent en s'attaquant aux hommes ; les conservateurs furent vaincus, et l'on organisa la Collectivité.

Huit mois plus tard il ne restait que deux familles d'individualistes dont les droits étaient respectés, suivant la règle générale.

Le nouveau mode d'organisation avait déjà été nettement imaginé par nos camarades quand ils propageaient clandestinement leurs idées sous la République, et préparaient l'organisation d'une communauté agraire, achetant d'avance des outils, des machines et des semences.

Maintenant, l'ensemble du travail agraire est assumé par dix équipes d'agriculteurs. Principaux auxiliaires: dix paires de mulets par équipe. Quatre équipes supplémentaires s'occupent des travaux les moins rudes (désherbage, tri des semences, etc.). Les jeunes filles aident, quand cela est nécessaire. Les femmes mariées, surtout celles ayant des enfants, n'y sont pas tenues. Mais dans les cas exceptionnellement urgents, on fait, par le truchement du crieur public, appel aux volontaires, et tout le monde accourt. Seules les femmes les plus âgées restent chez elles, pour garder les enfants. Quant aux vieillards, pas un ne manque. Ils ne conçoivent pas la vie sans travail.

Il y a 110 hommes au front. L'augmentation des surfaces cultivées est donc minime : on a plutôt diversifié des cultures et l'on s'est surtout occupé d'intensifier l'élevage.

Au début de la révolution, trois des anciens propriétaires possédaient chacun 200 moutons et brebis. Un autre élevait 50 bovins. Et la plupart des familles avaient une vache ou un porc. Les cochons étaient tués une fois l'an, mais les paysans pauvres vendaient les jambons aux riches et ne consommaient que les carcasses. Toutefois, à l'époque où j'ai fréquenté Esplus, les jambons étaient spécialement gardés. Il y en avait 400, réservés aux moissonneurs pour le moment de la récolte, leur travail exigeant une alimentation plus riche qu'à l'ordinaire. On comptait quatre kilos par homme. Quand je contemplai les "guitares" suspendues aux poutres d'une vaste pièce en attendant la Fête de la Moisson (on commençait à remplacer les fêtes religieuses traditionnelles par de nouvelles fêtes païennes), je compris mieux l'importance du changement qui s'était produit.

La Collectivité a construit quatre porcheries : une pour les truies mères, une pour les tout jeunes porcs, une pour les adultes, une pour les bêtes à l'engrais en vue d'une prochaine consommation. Deux cents porcs avaient été achetés au début, et en juillet 1937 des centaines étaient déjà nés.

Les vaches sont gardées dans deux bonnes étables. Seules les mauvaises laitières sont sacrifiées (81). Quant aux moutons, et bien qu'on en ait mangé en même temps qu'on en envoyait aux soldats du front, leur nombre est passé de 600 à 2.000.

Des écuries collectives ont aussi été construites mais leur nombre est encore insuffisant. Une partie des mulets demeure provisoirement aux mains de ses anciens possédants, ils ne sont employés que d'après la planification rationnelle du travail décidée par la Collectivité.

Soins médicaux, produits pharmaceutiques, logement, éclairage, salon de coiffure sont assurés gratuitement. Comme presque partout, chaque famille dispose d'un lopin de terre où elle cultive des légumes, ou des fleurs, élève quelques lapins ou quelques poules, selon ses préférences. Les légumes frais sont aussi fournis sans qu'il soit nécessaire de rien déboursier, mais il faut acheter le pain, la viande, le sucre, le savon. Un homme seul touche 25 pesetas par semaine, un ménage 35 à quoi l'on ajoute 4 pesetas par enfant au-dessous de 14 ans, et 13 à partir de cet âge.

Le prix des marchandises, actuellement si instable en Espagne républicaine, à cause des événements qui bouleversent tout, n'a pas plus augmenté ici que dans la plupart des villages qui impriment une monnaie locale. Les bons monétaires sont garantis par la production. Le mécanisme de leur circulation est très simple : distribués le samedi après midi, ils sont, pendant la semaine, échangés contre des produits au magasin communal de distribution appelé coopérative qui, le samedi, les remet au Comité local, lequel leur imprime à nouveau le même mouvement circulaire.

Les personnes inaptes au travail sont payées comme les autres. C'est le cas d'un malade chronique ayant quatre enfants en bas âge, d'un infirme et de sa fille, etc.

Un hôtel est ouvert pour les célibataires, un autre pour les réfugiés, assez nombreux, du territoire aragonais occupé par les forces de Franco. Tous ceux qui sont ainsi soutenus jouissent des mêmes ressources que les membres actifs de la Collectivité.

Les ouvriers du bâtiment travaillent avec acharnement. Ils avaient commencé par appliquer la journée de huit heures, mais les paysans firent remarquer qu'ils en travaillaient douze. Ils s'inclinèrent donc, et ont fait toutes les réparations qui apparurent nécessaires dans les maisons d'Esplus. Un vaste atelier de menuiserie est en construction. On y installera des machines qui permettront de faire des meubles en série pour tous les habitants de la localité et même, pense-t-on, pour ceux des villages des alentours.

Esplus pratique l'échange de produits par l'intermédiaire de Binéfar, chef-lieu de canton. Comme c'est un village naturellement riche, il a livré pour 200.000 pesetas de marchandises que le Comité cantonal distribue soit pour participer au ravitaillement des troupes du front, soit pour aider les villages les plus pauvres.

Ce résumé ne donne qu'une idée très insuffisante de ce qui a été, de ce qui est fait. Par exemple. J'assistais un soir – je suis allé très souvent dans ce village – à la rentrée du bétail ovin qui descendait une fois par semaine de la montagne aux bergeries du village. Moutons et agneaux bêlants, brebis délicates et timides, béliers balançant leurs cloches tintinnabulantes, chiens vigilants, pâtres attentifs... Il n'en finissait pas le troupeau de la Collectivité. Quel bel effort et quel beau résultat ! Quel beau résultat aussi que ces hectares de jardins potagers où, pour la première fois, on cultivait sur une vaste échelle toute sorte de légumes. La variété des plantes et la façon dont elles étaient soignées provoquaient l'admiration. Et un jour j'ai découvert de nouveaux champs de pommes de terre dont on avait oublié de me parler. On en récoltait pourtant assez pour la consommation locale dans la "huerta" de la Collectivité. Mais on avait fait un effort supplémentaire comme mesure de prévoyance en faveur des villes, beaucoup trop confiantes, pour les soldats qui sont au front, pour d'autres villages malchanceux. Ce surplus de production doublait la récolte normale.

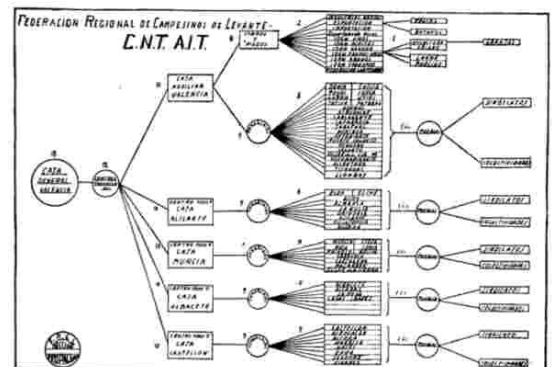
Avant de commencer la fauchaison, pour laquelle on craignait de manquer de bras, tant elle était abondante – mais des renforts vinrent d'autres villages – les membres de la Collectivité célébrèrent donc la Fête de la Moisson à laquelle prirent part tous les habitants d'Esplus. L'immense banquet auquel j'avais été invité, eut lieu dans un grand champ dont les blés venaient d'être fauchés. Femmes et enfants aidèrent largement les hommes à déguster les jambons, on chanta des hymnes révolutionnaires et je crois même qu'on dansa quelques jotas aragonaises. Sans que – nous sommes en Espagne – la joie fût oublier la dignité. Ce qui sous-entend qu'il n'y eut pas un seul cas d'ivresse. L'esprit collectif était à la joie comme il avait été à l'effort.

Il me fut impossible de participer à cette liesse à laquelle j'avais été fraternellement invité : je devais, ce jour-là, faire une conférence dans un autre village.

Les Collectivités du Levant

Document annexe :
Structure générale de la Fédération Régionale Agraire du Levant

*(cliquer sur l'image
pour accéder à des agrandissements lisibles)*



Traits généraux

La Fédération régionale du Levant, partie intégrante de la Confédération nationale du travail, et donc constituée de Syndicats ouvriers et paysans, traditionnellement organisés par les libertaires espagnols, a servi de base à la Fédération parallèle des Collectivités agraires du Levant. Elle englobe cinq provinces : ce sont, du nord au sud, Castellon de la Plana, Valence, Alicante, Murcie et Albacete. Le développement de l'agriculture, qui classe les trois premières, toutes méditerranéennes, parmi les plus riches d'Espagne, et celui de leur population – près de 3.300.000 habitants en 1936 – donnent aux réalisations sociales qui s'y sont produites des dimensions souvent insoupçonnées. A notre avis, c'est dans le Levant, grâce à ses ressources naturelles et à l'esprit novateur de nos camarades que l'uvre de reconstruction libertaire a été la plus ample et la plus complète. Je n'ai pu l'étudier aussi minutieusement que celle des Collectivités d'Aragon, mais me basant sur mon enquête directe où mes camarades me facilitèrent de si bonne grâce toutes les informations possibles, puis sur des témoignages et des documents de première main, j'en donnerai une idée d'ensemble, complétée par quelques monographies qui permettront de saisir presque sur le vif le caractère et la profondeur de la transformation sociale réalisée.

Des cinq provinces levantines il était naturel que celle de Valence accomplisse l'uvre la plus importante. D'abord, pour des raisons démographiques. On y comptait 1.650.000 habitants au moment de la Révolution (82) ; par ordre décroissant venait ensuite Murcie, avec 622.000 habitants où les fameux jardins ne s'étendaient que sur une très petite partie du territoire, et qui fut toujours une terre de misère et d'émigration. Alicante, plus riche, arrivait en troisième lieu avec 472.000 habitants, puis Castellon de la Plana avec 312.000, enfin Albacete avec 238.000.

Celui qui connaît tant soit peu l'histoire sociale de cette région ne s'étonne pas que dans la province de Valence, surtout en ce qui concerne les réalisations du monde agraire, la socialisation ait pris la cadence la plus ferme et la plus accélérée. Depuis 1870, le mouvement libertaire y avait toujours compté, particulièrement dans les campagnes, des militants souvent héroïques ; le cas des "martyrs de Cullera" est resté célèbre dans les annales de l'histoire sociale de la région. Il en fut d'autres, comme on a pu le voir au chapitre "Les hommes et les luttes". Et alors que, dans les villes levantines, le républicanisme dominait souvent l'opposition à l'époque de la monarchie, les combattants des campagnes maintenaient très souvent le flambeau antiétatique : attitude du reste très fréquente chez les paysans. Ainsi, vers 1915–1920, c'est à eux, souvent petits propriétaires, que les propagandistes libertaires qui vinrent d'autres régions, durent souvent faire appel pour remettre en marche le mouvement que les espoirs suscités par la Révolution russe, encore mal connue, contribuèrent à faire renaître.

Nous avons donc, dans de nombreuses localités de ces cinq provinces, des militants économiquement et politiquement libres, pour qui la révolution n'était pas seulement une question d'agitation écervelée ni de simples changements politiques, mais d'abord l'expropriation de la terre, et l'organisation de la société par le communisme libertaire.

En 1936, les villages de cette province où notre mouvement social s'était implanté se groupaient en 23 cantons ("comarcas") ayant leur chef-lieu à Adamuz, Alborache, Carcagente, Catarroja, Chella, Foyos, Gandia, Jarafuel, Jativa, Moncada, Onteniente, Paterna, Puerto Sagunto, Requeña, Sagunto, Utiel, Villar del Arzobispo, Villamarchante, Alcantara del Jucar, Titaguas, Lombay et Denia.

La province de Murcie comptait six fédérations cantonales, dont le chef-lieu était d'abord à Murcie même, puis à Caravaca, Carthagène, Vieza, Lorca, Mazarron, Mula, Pacheco, Elche de la Sierra, Hellin.

Puis la province d'Alicante venait avec neuf fédérations, toujours cantonales : celles d'Alicante, Alcoy, Almansa, Elda, Elche, La Nucia, Orihuela, Villajoyosa, Villena.

La province de Castellon de la Plana comptait huit cantons organisés, dont chacun groupait toujours des villages plus ou moins nombreux : le canton de Castellon, Albocacer, Alcora, Morella, Nulès, Onda, Segorbe et Vinaroz.

Enfin venait la province d'Albacete, la moins favorisée, où de plus, pendant la guerre civile les Collectivités eurent à souffrir de la présence des hommes commandés par le célèbre communiste français Marty, surnommé "le boucher d'Albacete" pour ses cruautés commises au nom de la lutte antifranquiste. Nous n'y avons que quatre cantons organisés : Albacete, Alcarraz, La Roda et Casas Ibañez.

Signalons que très souvent la structure de notre organisation cantonale n'avait rien à voir avec celle des cantons traditionnels de l'administration publique ou d'Etat. Comme en Aragon on avait souvent remanié d'après les besoins du travail, des échanges, des activités vitales. Plus qu'à un but ou un critère politique, cela répondait maintenant à un besoin d'union directe à la base et de cette cohésion humaine qui a, sans nul doute, exercé une influence décisive dans l'uvre constructive de notre fédéralisme créateur.

*

Le développement et la multiplication des Collectivités levantines stupéfièrent même ceux qui, parmi nous, se montraient les plus optimistes quant aux possibilités de reconstruction sociale. Car malgré des difficultés multiples, malgré l'opposition de nos adversaires souvent coalisés – républicains de diverses tendances, autonomistes valencianistes, socialistes et ugétistes, communistes, éléments nombreux de la bourgeoisie, etc. ; on en comptait 340 au congrès de la Fédération des paysans du Levant tenu les 21, 22 et 23 novembre 1937 ; cinq mois plus tard leur nombre s'élevait à 500 ; à la fin de 1938, le chiffre de 900 était atteint, et celui des chefs de famille s'élevait à 290.000. En gros, on peut compter qu'au moins 40 % de la population faisaient partie des Collectivités.

Pour mieux apprécier ces chiffres, ayons recours à un autre calcul. Les cinq provinces levantines totalisaient, de la plus grande ville au plus petit village, 1.172 localités (83). C'est donc, dans 78 % des localités de la région agricole la plus riche d'Espagne que sont apparues, en vingt mois, ces 900 collectivités. Disons qu'en unités elle n'atteignent pas un pourcentage aussi élevé que les Collectivités aragonaises. En Aragon, la prédominance presque exclusive des forces libertaires empêcha, pendant longtemps, l'administration d'Etat, la police municipale ou nationale, l'armée, les partis appuyés par les autorités gouvernementales, les gardes d'assaut, les "carabineros" de faire obstacle aux changements de structure sociale. Tandis que dans le Levant – n'oublions pas que depuis novembre 1937 le gouvernement central siégeait à Valence, devenue capitale de l'Espagne légale –, toutes ces forces existaient, et qu'avec les petits commerçants, la bourgeoisie libérale, antifranquiste mais aussi anticollectiviste, elles s'opposaient par tous les moyens, souvent violents, à cette mise en oeuvre du socialisme libertaire. Il y eut des batailles rangées où même les tanks de l'armée intervinrent. Dans ces conditions, ce qui a été réalisé tient du prodige.

D'autant plus que, dans la région levantine, et à conséquence de la richesse et de la densité de la population dans certaines zones, les localités sont souvent des agglomérations de 10.000 à 20.000 âmes où les classes sociales et les forces en présence sont plus solidement constituées et peuvent mieux coordonner leurs efforts.

Aussi, quand nos camarades prenaient l'offensive socialisatrice, la résistance n'en était que plus vigoureuse. Il fallut toute la souplesse, l'ingéniosité, l'esprit créateur, l'intelligente et utile adaptation aux circonstances, l'énergie qui les caractérisait pour que, malgré tout, l'œuvre révolutionnaire puisse s'accomplir.

C'est une des raisons pour lesquelles les Collectivités levantines sont nées dans la plupart des cas sur l'initiative des Syndicats paysans de chaque localité, car ils apportaient en même temps le crédit moral, la tradition organisatrice, l'habitude du combat et la puissance matérielle.

Mais malgré un contact étroit avec ces Syndicats – souvent ce sont les mêmes hommes qui sont à la tête des deux organisations –, les Collectivités constituèrent d'abord un organisme autonome. Les Syndicats de la C.N.T. ont continué de grouper la plupart de leurs adhérents, mais aussi les "individualistes" non collectivistes et pourtant non réactionnaires, retenus soit par une conception discutable de la liberté individuelle, soit par l'isolement dans lequel se trouvait leur terre, soit par une hésitation plus ou moins fondée sur la crainte d'une réaction gouvernementale après la victoire, ou par la crainte du triomphe fasciste.

Le rôle des Syndicats est donc des plus utiles. Ils constituent une étape, un élément d'attraction. Ils ont aussi un autre côté pratique. C'est à eux que les individualistes syndiqués apportent leurs produits qu'ils se chargent d'échanger avec les Collectivités. Des commissions – pour le riz, les agrumes, les plantes potagères, etc. – ont été organisées en son sein. Le Syndicat avait, dans chaque localité, son magasin de ravitaillement auquel se fournissaient les non-collectivistes. Mais la Collectivité avait aussi le sien. On pensa bientôt que cela faisait double emploi, et la fusion fut décidée au profit de la Collectivité, et à représentation égale d'administrateurs délégués. Les individualistes syndiqués continuèrent d'apporter leurs produits, et furent ravitaillés, comme les collectivistes (84).

Puis on créa des commissions mixtes pour l'achat de machines, de semences, d'engrais, d'insecticides, de produits vétérinaires. On utilisa les mêmes camions, la solidarité s'étendit, tout en évitant une trop grande confusion des deux organismes.

La socialisation repose donc sur deux bases. Avec cette souplesse merveilleuse que nous observons souvent chez les constructeurs libertaires espagnols, elle embrasse tout ce qu'il est possible d'embrasser, les réalisations intégrales et les réalisations partielles. Les éléments de captation sont complémentaires.

Mais très rapidement les collectivités tendirent à unifier, à rationaliser tout ce qui pouvait l'être. Le rationnement et le salaire familial furent établis à l'échelle cantonale, les villages les plus riches aidant les pauvres ou les moins favorisés, comme en Aragon, comme en Castille. Dans chaque chef-lieu de canton fut constituée une équipe de techniciens spécialisés, et comprenant des comptables, un expert en agriculture, un vétérinaire, un ingénieur, un architecte, un spécialiste en questions commerciales, etc. Ces équipes étaient au service de tous les villages.

La pratique de l'entraide permettait de distribuer et d'utiliser équitablement les éléments nécessaires à la bonne marche des Collectivités. La plupart des ingénieurs, et des vétérinaires de la région entière étant syndiqués à la C.N.T., ceux employés par l'économie non collectivisée collaboraient aussi, généralement de façon désintéressée, à l'établissement de plans et de projets, car l'esprit créateur de la Révolution entraînait ceux qui voulaient contribuer au progrès économique et social général.

Ainsi, les agronomes proposaient les initiatives nécessaires ou réalisables : planification de l'agriculture, transplantation des cultures que la propriété individuelle ou les intérêts de certaines catégories de propriétaires ne permettaient pas, auparavant, d'adapter aux conditions géologiques ou climatiques favorables. Le vétérinaire de la Collectivité organisait scientifiquement l'élevage. S'il le fallait, il consultait l'agronome quant aux ressources alimentaires dont on pourrait disposer par la suite. Et, avec les commissions de paysans, ce dernier aménageait la production. Mais l'architecte et l'ingénieur étaient aussi appelés à la rescousse pour la construction des écuries, des porcheries, des étables, des granges collectives. Le travail se planifiait, les activités s'intégraient.

*

Grâce aux ingénieurs, un grand nombre de canalisations (acequias) et de puits ont été creusés et forés, qui ont permis de changer des terres sèches en terres irriguées. Au moyen de pompes, on a procédé à l'élévation et à la

distribution de l'eau, souvent dans des secteurs entiers. La nature du sol, très poreux et très sablonneux, et la faiblesse des précipitations atmosphériques – 400 mm en moyenne quand il en faudrait au minimum le double – rendaient très difficile cette extraction et cette bonne utilisation du précieux liquide qu'il faut aller chercher souvent à 50, 100 et même 200 m de profondeur. Cela n'était possible qu'aux grands propriétaires terriens, qui cultivaient ou faisaient cultiver des produits de bon rapport, telle l'orange –, ou à la Collectivité.

C'est peut-être dans la région de Carthagène et de Murcie qu'à ce sujet furent faits les plus grands efforts. Près de Villajoyosa dans la province d'Alicante, la construction d'un barrage permet d'irriguer un million d'amandiers qui jusqu'alors avaient souffert de la sécheresse permanente.

Mais les architectes des Collectivités ne s'occupent pas seulement de l'habitat des animaux. Parcourant la région, ils donnent des conseils pour l'habitat humain. Style des maisons, emplacement, exposition, matériaux, hygiène, etc., toutes considérations indispensables auxquelles s'opposaient jusqu'ici, et trop souvent, l'ignorance des uns, les bas calculs des autres.

La quasi-contiguïté des villages facilite cette solidarité active qui met toutes les ressources au service de l'ensemble. Le travail pratique est souvent intercommunal. Telle équipe constituée pour combattre les maladies des plantes, sulfater, tailler, greffer, travaille dans les champs de plusieurs localités ; telle autre le fait pour arracher des arbres, pratiquer à leur place des labourages inhabituels, ou improviser de nouvelles cultures. Tout cela facilite la coordination des efforts et leur synchronisation sur un plan général qui s'élabore non seulement d'après les conceptions abstraites de technocrates ou de techniciens sans expérience, mais aussi selon les enseignements pratiques du travail et du contact avec les faits et les hommes.

C'est une société nouvelle, un monde nouveau qui ont été créés.

Voyons plus à fond certains aspects de l'organisation générale. Les 900 Collectivités sont réunies en 54 fédérations cantonales, qui se groupent et subdivisent tout à la fois en cinq fédérations provinciales, lesquelles aboutissent, à l'échelon supérieur, au Comité régional de la Fédération du Levant, situé à Valence, et qui coordonne le tout.

Ce Comité est nommé directement par les congrès annuels, responsable devant eux et devant des centaines de délégués paysans choisis par leurs camarades, que les discours de bureaucrates ou des agitateurs dominateurs n'éblouiraient pas, car dans leur grande majorité ils savent ce qu'ils veulent et où ils vont. C'est aussi sur leur initiative que la Fédération levantine a été divisée en 26 sections générales selon les spécialisations de travail et d'activités. Ces 26 sections constituent un ensemble qui embrasse, sans doute pour la première fois dans l'histoire, considérée hors de l'Etat et des structures gouvernementales, toute la vie sociale. Nous les réunirons en cinq groupements principaux impliquant l'organisation administrative correspondante :

AGRICULTURE.. – Céréales (particulièrement le blé, dont la culture a été souvent improvisée, ou stimulée comme conséquence de l'occupation des zones céréalières par Franco) ; riziculture ; agrumes (oranges, citrons, mandarines) ; production fruitière et ses subdivisions (amandes, pêches, pommes, etc.) ; oliviers ; vignobles ; culture potagère ou maraîchère ; bétail, surtout ovin et caprin ; bétail porcin, bétail bovin,

INDUSTRIES ALIMENTAIRES. – La Fédération étant essentiellement paysanne, les industries qu'on y trouve dérivent surtout de l'agriculture. Les sections spécialisées sont les suivantes : vinification ; conserverie de légumes et fruits ; huilerie ; fabrication d'alcool ; jus de fruits ; liqueurs diverses, parfums et produits dérivés.

INDUSTRIES NON AGRICOLES (non dérivées de l'agriculture). – Section du bâtiment ; productions diverses ; menuiserie ; fabrication d'emballages pour l'expédition des agrumes, vêtements, etc. Observons ici une tendance à l'intégration de l'ensemble des activités, ce qui amoindrit en partie le rôle du Syndicat que le syndicalisme a toujours considéré comme l'organisateur unique de la production industrielle. Ces problèmes se résolvent sur place, à l'amiable, entre organisations surs.

SECTION COMMERCIALE. – A part les exportations sur une vaste échelle dont il sera question plus loin, importations de machines, de moyens de transport routier et maritime, d'engrais, et de produits divers.

SANTÉ PUBLIQUE ET ENSEIGNEMENT. – Ajoutons la section d'hygiène et de salubrité qui coordonnait les efforts tendant à préserver ou à améliorer la santé publique, et celle de l'enseignement qui, grâce à ses écoles, ses

instituteurs et l'apport des Collectivités poursuivait avec enthousiasme les efforts lui incombant.

Toutes ces activités étaient synchronisées à l'échelle des 900 collectivités, dont beaucoup embrassaient des milliers de personnes. On saisira mieux maintenant l'ampleur de ces réalisations et la supériorité de cette méthode d'organisation. On comprendra aussi qu'il nous soit impossible de la décrire dans tous ses détails. Ajoutons pourtant quelques précisions à certains aspects déjà énumérés.

La riziculture est un exemple. Dans la seule province de Valence, 30.000 hectares de rizières sur un total national de 47.000 se trouvaient aux mains des Collectivités. La fameuse région de La Albufera, que Blasco Ibañez a si abondamment décrite, était entièrement collectivisée.

La moitié de la production d'oranges, soit quatre millions de quintaux, était aux mains de la Fédération des paysans, des Collectivités fédérées et des Syndicats ; et 70 pour cent de la récolte totale, plus de 5.600.000 quintaux, étaient transportés et vendus sur les marchés européens grâce à son organisation commerciale appelée Ferecale [\(85\)](#) qui, au début de 1938 avait établi en France des sections de vente à Marseille, Perpignan, Bordeaux, Sète, Cherbourg et Paris.

Observons, en passant, que l'importance de la distribution était largement supérieure à celle de la production. Par des renseignements de première main nous pouvons établir les comparaisons suivantes : comme nous l'avons dit, les producteurs des Collectivités levantines composaient environ 40 pour cent de l'ensemble. Par la supériorité de leur organisation technique, ils apportaient de 50 à 60 pour cent de la production agraire ; et pour les mêmes raisons le système collectiviste assurait de 60 à 70 pour cent de la distribution générale, au bénéfice de toute la population.

L'organisation d'ensemble et la puissance des ressources qu'elle assurait rendaient possibles d'autres réalisations, et des méthodes de travail sans lesquelles les travaux entrepris auraient souvent échoué, par manque de moyens techniques, l'insuffisance des rendements, ou le coût excessif des efforts entrepris.

L'esprit de solidarité active, la volonté de coordination étaient toujours et partout présents. Quand, par exemple, les membres d'une collectivité, ou un Comité local croyaient utile de fonder une fabrique de liqueur, de jus de fruits, ou d'aliments nouveaux, pour les hommes ou pour le bétail, ils faisaient part de leur initiative à la section industrielle du Comité régional–fédéral de Valence. Celle–ci examinait la proposition, au besoin faisait venir une délégation, avec laquelle elle étudiait le pour et le contre de la proposition. Si, d'après la demande prévisible, les matières premières disponibles, les frais à envisager, et autres facteurs prévisibles l'idée semblait intéressante, elle était adoptée ; dans le cas contraire, elle était rejetée, après explications et comme résultat de l'examen auquel on s'était livré. Un autre motif de rejet était l'existence de fabriques déjà installées.

Mais l'acceptation de l'initiative ne signifiait pas que ses premiers promoteurs en seraient propriétaires, même à l'échelle de la Collectivité locale. En employant à sa fondation les ressources fournies par l'ensemble des Collectivités, la Fédération devenait propriétaire de la fabrique nouvelle, la Collectivité locale n'avait pas le droit de vendre pour son seul bénéfice les produits qui en sortiraient.

Dépenses et gains étaient donc affaire de tous. C'est aussi la Fédération qui répartissait les matières premières fournies à toutes les fabriques, et les localités, selon leur genre de production et leurs besoins [\(86\)](#).

La situation obligeait aussi à innover avec rapidité, ce qui n'était pas possible à l'échelle du paysan ou du commerçant isolé, ni dans les organisations purement corporatives où l'esprit et la morale individualistes dominaient. Ainsi, jusqu'à la Révolution, d'immenses quantités de fruits se perdaient, pourrissant sur place faute de marchés nationaux et internationaux. C'était alors le cas pour les oranges qui, en Angleterre, se heurtaient à la concurrence de la Palestine et de l'Afrique du Sud, ce qui obligea d'abaisser les prix et de réduire quelque peu la production [\(87\)](#).

Mais, outre la guerre civile, la fermeture d'une partie des marchés d'Europe et celle du marché intérieur, occupé et coupé par les troupes de Franco, ainsi que les obstacles opposés sournoisement à l'uvre de création socialiste libertaire par le gouvernement et ses alliés aggravèrent la situation. Non seulement il y eut excédent d'agrumes, il y eut trop de pommes de terre et de tomates. Alors, une fois de plus, apparut l'initiative des Collectivités.

On s'efforça de mieux tirer partie des oranges en fabriquant des essences extraites de l'écorce sur une plus grande échelle qu'auparavant ; on fabriqua un nouvel aliment, une espèce de dessert appelé "miel d'orange", et du "vin d'orange". ; on employa la pulpe pour la conservation du sang dans les abattoirs, ce qui donna un nouvel aliment pour la volaille ; on augmenta la production de conserverie de légumes, et de fruits : les fabriques les plus importantes se trouvaient à Murcie, Castellon, Alfafar et Paterna. Comme depuis longtemps les paysans allemands faisaient dans leurs coopératives spécialisées, on organisa des séchoirs de pommes de terre afin de fabriquer de la fécule pour l'alimentation humaine et animale, et on fit de même pour les tomates.

Nous avons dit que le siège des fédérations cantonales était très souvent choisi parce que se trouvant près des routes ou des voies ferrées, ce qui facilitait le transport des marchandises. C'est à ces sièges que l'on emmagasinait, à moins de difficultés exceptionnelles, les excédents de production des Collectivités. Les sections correspondantes du Comité fédéral de Valence étaient informées de l'importance des variétés, de la qualité, de la date de réduction des biens entreposés, et savaient ainsi, exactement, les réserves disponibles pour les livraisons, les exportations, les échanges, ou la redistribution entre les cantons ou les collectivités.

L'intensification de l'élevage des animaux de basse-cour confirme cet esprit créateur. Les poulaillers, les clapiers, les parcs d'aviculture se multiplièrent sans cesse. En juillet 1937, la seule Collectivité de Gandia produisait dans ses couveuses 1.200 poussins tous les 21 jours. Des races de lapins et de volailles, inconnues du simple paysan (souvent trop attaché aux variétés traditionnelles et très peu rentables), sont apparues, les Collectivités qui firent les premiers pas aidant celles qui, pour des raisons diverses, n'avaient pas encore commencé.

Enfin, les efforts d'organisation et de justice économique n'ont pas, non plus, été les seuls. Ici comme partout, l'appétit de culture, le désir intense de répandre l'instruction ont été un des grands ressorts et un des grands buts de la révolution. Ainsi, chaque Collectivité a créé une ou deux écoles avec la même promptitude qu'elle a procédé à ses premières créations économiques. Le salaire familial et la morale nouvelle permettent d'envoyer tous les enfants en classe. Dans leur sphère d'influence, les Collectivités espagnoles donneront en un temps record le coup de grâce à l'analphabétisme. Et n'oublions pas que, dans les campagnes d'Espagne on trouvait, en 1936, 60 pour cent d'illettrés.

Pour compléter cet effort, et dans un but pratique immédiat, une école fondée pour la formation de secrétaires et de comptables a été ouverte à la fin de l'année 1937. Plus de cent élèves y furent immédiatement envoyés par les Collectivités.

La dernière grande innovation a été l'université agricole de Moncada (province de Valence). Elle avait pour but de former des techniciens de l'agriculture. Dans les différentes classes et dans les cours pratiques, on enseignait aux jeunes gens les diverses spécialités du travail de la terre et de la zootechnie (soins à donner au bétail, méthodes de sélection, caractéristiques des races, horticulture, fruiticulture, apiculture, sylviculture, etc.). Quand l'établissement fonctionnait à plein, on y comptait 300 élèves, et il y en aurait eu bien davantage s'il avait été possible de faire plus grand et si les professeurs avaient été lus nombreux. Située au flanc de coteaux couverts d'orangers, l'université de Moncada était aussi à la disposition des autres régions.

Dernier aspect de la solidarité mise en pratique : les Collectivités levantines ont, elles aussi, accueilli un grand nombre de réfugiés, surtout des femmes et des enfants, venus de Castille, qui avaient fui devant l'avance fasciste. Des foyers d'accueil furent fondés en pleine campagne, et des colonies où les jeunes, bien traités, bien nourris, oublièrent la guerre. De longues files de camions partis des villages ravitaillaient gratuitement Madrid. Les Collectivités de Beniopa, Oliva, Jerosa, Tabernas de Valdigna, Beirrairo et Simat (toutes du canton de Gandia) donnèrent, dans les premiers six mois de guerre, 198 camions de vivres. Peu après la chute de Malaga, un simple coup de téléphone leur fit envoyer sept camions de vivres à Almeria, bondée de réfugiés exténués et affamés.

Car devant les nécessités et les responsabilités de la vie, nos camarades n'étaient pas paralysés, ni insensibilisés par l'esprit bureaucratique et la paperasserie de l'Etat. En parfaits libertaires, ils pratiquaient un nouvel humanisme, pour eux et pour les autres, sans tricher, sans spéculer même sur la valeur de propagande de leurs gestes, sans autre récompense que la joie intense de la pratique solidaire.

Carcagente

Plutôt grand bourg campagnard que petite ville, Carcagente, situé dans la province de Valence, comptait, lors de ma première visite, en novembre 1936, 18.000 habitants [\(88\)](#). Bien que son histoire sociale fût moins dramatique que celle de Sueca ou Cullera, notre mouvement y était implanté depuis très longtemps et son importance était grande. Ainsi, toujours en novembre 1936, notre Syndicat des paysans comptait 2.750 membres, dont quelques centaines de petits propriétaires ; celui des emballeurs – ou plutôt des emballeuses d'oranges, car dans ce travail les femmes étaient, de loin, les plus nombreuses, 3.325 ; on ajoutait encore 310 travailleurs du bâtiment, 150 cheminots, 120 métallurgistes et 450 travailleurs de professions diverses, tous syndiqués. En tout, 41 pour cent de la population. Si nous tenons compte du pourcentage représenté par les enfants et mineurs qui n'avaient pas atteint l'âge de l'apprentissage, cette proportion est énorme.

Dans la zone de Carcagente, c'est-à-dire dans la juridiction même de la localité et dans les localités environnantes, mais moins importantes, la grande propriété, à peu près toute spécialisée dans la production d'agrumes, dominait. Et bon nombre de petits propriétaires qui ne pouvaient vivre de la production de la terre qu'ils possédaient palliaient l'insuffisance de leur revenu en travaillant chez les riches ou en ayant recours à des expédients divers. Situation très fréquente en Espagne, et qui devait contribuer à faire basculer du côté de la révolution sociale le bouleversement causé par l'insurrection et la menace fasciste. La conséquence logique en fut l'influence prédominante de notre organisation syndicale qui se mit sans tarder à socialiser les grandes propriétés. Cela d'autant plus facilement que les grands "terratenientes". s'étaient éclipsés et qu'il fallait éviter que les biens de production devenus socialement disponibles fussent répartis entre de nouveaux bénéficiaires qui réintroduiraient, quelque peu modifié dans sa forme, mais identique quant au fond, le régime d'exploitation, de désordre et d'inégalité que l'on venait d'éliminer.

Simultanément, et poursuivant la réalisation de l'idéal communiste libertaire pour lequel ils combattaient depuis si longtemps nos camarades s'attaquèrent à la petite propriété traditionnelle afin de transformer le plus possible les parcelles individuellement cultivées, éparpillées et morcelées en de vastes étendues rationnellement exploitées grâce à la propriété sociale commune et aux techniques qu'elle permettait d'employer.

J'ai retrouvé, à Carcagente, certains camarades que j'avais auparavant connus à Barcelone ou à Buenos Aires où ils avaient émigré pendant la dictature de Primo de Rivera. Pour ces transformations fondamentales, ils n'ont pas eu, me disent-ils, recours à la force, surtout en ce qui concerne les petits exploitants. Ceux qui ont adhéré l'ont fait volontairement, suivant l'exemple des militants qui ont commencé par donner l'exemple en apportant leurs terres, leurs bêtes et leurs outils. Il y a bien eu, il y a bien encore quelques récalcitrants, mais nos camarades ont une foi absolue en la supériorité du travail en commun, dans les résultats pratiques et de caractère moral de l'entraide. Ils savent que l'exemple finira par entraîner ceux qui hésitent encore. Leur conviction est telle que, dans plusieurs cas – et je retrouverai, et d'autres signaleront le même fait très souvent – ils n'ont pas hésité, pour compléter certaines étendues collectivisées au milieu desquelles se trouvaient des terres appartenant à des individualistes, à offrir à ces derniers des terres meilleures que celles leur appartenant, et à les aider à s'y installer.

En quelques mois, des résultats positifs sont apparus. D'abord, une crise économique locale a été enrayée. Les difficultés nées de la guerre civile et de ses répercussions avaient causé un certain marasme économique-commercial, qui a gêné le placement des produits récoltés, et chaque petit exploitant, livré à lui-même, a connu des difficultés inquiétantes. Ensuite, la pratique de l'union et de la solidarité a permis, et permet, de trouver des possibilités d'écoulement des mêmes produits, sinon à Carcagente même, à Valence ou dans d'autres provinces.

Mais cela ne remédie que très partiellement au ralentissement des activités. La cassure causée dans le mécanisme habituel des exportations et le blocus, ou semi-blocus commercial de l'Espagne rendent la situation difficile. Et il n'est pas question d'y remédier par l'organisation municipale de la charité publique. Ce qui a poussé, et pousse, vers une plus complète transformation sociale. Aussi, continuellement, les paysans offrent-ils leurs terres à la Collectivité en échange de leur admission. Car seule la Collectivité est capable de prendre des initiatives révolutionnaires et de trouver les solutions nécessaires, par la réorganisation de la vie locale.

J'ai lu des demandes d'admission présentées, après bien d'autres, le jour de ma visite. On y énumérait la surface, l'emplacement dans le territoire de la commune, la qualité des terres apportées, le nombre de membres de la famille, les bêtes et les instruments de travail. Dans tout cela, pas de traces de violence.

Toutefois, et devant la gravité des circonstances créées par la guerre civile, la liberté individuelle ou l'autonomie des producteurs demeurés en marge de la Collectivité ne signifient pas que cette dernière leur permette de freiner ou d'interrompre la production. Nos camarades ont compris dès le premier jour qu'il fallait, par un effort redoublé, collaborer à la victoire. Et sans attendre que les autorités municipales et les partis politiques assument ces responsabilités, le Syndicat des Agriculteurs a nommé une Commission de surveillance du travail qui parcourt la campagne et veille à ce que tant les individualistes que les collectivistes ne relâchent pas leur acharnement au travail.

Mais naturellement, c'est d'abord la Collectivité, organisée par le Syndicat des paysans, et placée sous son contrôle, qui prêche d'exemple. J'ai parcouru de vastes orangeries, dont l'une s'étendait sur la juridiction de cinq villages, et j'ai été frappé par la propreté, la netteté des cultures. Chaque pied carré était travaillé, comme peigné, avec un soin méticuleux afin d'assurer à l'arbre tous les éléments nutritifs naturels. Le paysan valencien est renommé pour l'amour avec lequel il soigne la terre et ce qu'il y fait venir. Cela apparaissait visiblement. On n'avait pas besoin d'engrais. "Auparavant, me disaient les camarades qui me pilotaient à travers les plantations aux fruits dorés, tout cela, qui appartenait aux capitalistes, était cultivé par des salariés assez indifférents aux résultats de leur travail. Les patrons achetaient de grandes quantités d'engrais chimiques ou de guano quand il suffisait, d'avoir soin du sol pour obtenir de bonnes récoltes."

Et c'est avec joie et fierté qu'ensuite ils me montraient les greffes pratiquées par leurs soins afin de sélectionner les arbres et d'améliorer la qualité des fruits.

Pourtant, en certains endroits, j'ai vu des plantes qui apparaissaient entre les orangers. J'ai demandé de quoi il s'agissait. Alors mes camarades m'ont expliqué que, si la guerre dure, les villes manqueront de nourriture. C'est pourquoi, dans ce sol généralement sablonneux, peu propice à ce genre de culture, ils ont semé des pommes de terre hâtives. Ils ont fait plus encore, mettant à profit les quatre mois qui s'écoulent entre la récolte du riz et les semailles qui suivent, ils ont semé, dans les rizières valenciennes dûment préparées, du blé, lui aussi hâtif.

J'ai, car c'était mon premier contact avec une collectivité agraire, demandé des explications sur l'organisation générale du travail. Et j'ai découvert qu'elle était à la fois beaucoup plus simple et beaucoup plus complète que je n'avais imaginé. A la base, une assemblée publique de travailleurs de l'agriculture, à laquelle assistent les syndiqués et non syndiqués (ces derniers étant, comme on s'en doute d'après les chiffres précédemment rapportés, très peu nombreux). Sur la proposition des assistants, individualistes et collectivistes, on nomme, à l'unanimité ou à la majorité des voix un Comité divisé en deux sections : la section technique, composée de six membres, chargée de diriger la production et les problèmes d'écoulement sur le marché espagnol et étranger, et la section administrative, composée de cinq membres, chargée de la comptabilité. La section technique comprend d'anciens exportateurs professionnels dont on connaît et reconnaît la compétence. Ils font bien leur travail et semblent s'être vraiment intégrés à la nouvelle structure sociale.

A Carcagente, la socialisation industrielle a commencé après la socialisation agraire. Mais elle a pris un départ qui inspire confiance. Les travaux du bâtiment sont aux mains du Syndicat de l'industrie du bâtiment, ceux de la métallurgie sont dirigés par le Syndicat des métallurgistes ; le Syndicat des travailleurs du bois – ébénistes, menuisiers et charpentiers – a réuni tous les petits patrons et artisans en un vaste atelier où chacun touche une rémunération décidée en commun, où l'on n'a plus besoin d'attendre impatiemment le client, et de se demander comment on paiera ses traites à la fin du mois. Les autres métiers, moins importants, sont groupés en un Syndicat unique. Les boutiques de coiffeurs où la lumière, l'organisation et la propreté laissaient auparavant souvent à désirer, ont été remplacées par plusieurs établissements collectifs propres et confortables. Les concurrents d'hier y sont devenus des camarades de travail.

C'est, comme on l'a vu, l'emballage des oranges pour l'exportation qui occupe la main-d'œuvre la plus nombreuse. Plusieurs bâtiments, disposant des éléments nécessaires dans Carcagente, sont destinés à ce travail. Chacun est dirigé par un comité nommé par les travailleurs, composé d'un expert professionnel en matière commerciale, et d'un délégué pour chacune des activités spécifiques : fabrication des caisses, tri, emballage, conditionnement, etc. Dans les opérations correspondantes, ouvriers et ouvrières travaillent

diligemment, suivant le rythme des trieuses mécaniques auprès desquelles les caisses d'oranges, offrant un certain cachet artistique bien propre aux habitants de cette région, sont alignées en attendant d'être fermées et chargées. Les fruits doivent être envoyés en Angleterre, en Suède, en France, en Hollande, etc. "Nous voulons que l'on voie à l'étranger que, avec la production socialisée, nous travaillons mieux qu'avant" me disent les travailleurs.

C'est aussi un Comité spécialement nommé par l'assemblée des ouvriers qui dirige l'industrie du bâtiment. On ne construit pas de maisons – et probablement n'en construira-t-on pas pendant la guerre, non seulement parce que dans les crises graves c'est toujours le bâtiment qui s'arrête le premier, mais encore parce qu'une bonne partie des demeures qui appartenaient aux riches et aux fascistes locaux ont été remise à ceux qui étaient le plus mal logés. Mais on fait des aménagements, des réparations. Une partie des anciens patrons a adhéré aussi à l'uvre commune, et travaillent aussi bien qu'avant ; un des deux architectes de Carcagente s'est inscrit au Syndicat.

Les briqueteries et la fabrique de parpaings sont organisées selon les mêmes principes et d'après les mêmes normes de rétribution. Il en est de même pour tous les autres métiers.

Lorsque je suis retourné à Carcagente, au commencement de février 1937, le commerce d'exportation des oranges était le seul qui fût socialisé. Mais il ne l'était pas indépendamment. D'abord, la section locale de l'U.G.T. avait adhéré aux réalisations nouvelles ; ensuite, on travaillait en accord avec le Comité régional. Quand les demandes arrivaient de Valence, les sélectionneurs se déplaçaient vers les zones où ils savaient pouvoir trouver les variétés et les quantités demandées. Les mêmes sélectionneurs indiquaient quand il fallait cueillir les fruits, selon la durée du voyage prévu, et les pays acquéreurs.

Pour l'ensemble de la distribution, et malgré les conseils que j'avais donnés afin d'échapper à une hausse des prix lente, mais persistante qui contrecarrait une partie des résultats positifs obtenus dans la production, la boutique locale existait encore. Elle constituait un facteur négatif, et le moment était venu de se demander s'il ne fallait pas entreprendre une nouvelle étape, complémentaire de la première.

On avait fait un premier pas, que l'on retrouve dans bien des cas, surtout dans la région du Levant, en constituant un Comité de ravitaillement qui se chargeait de trouver des vivres non produits sur place et nécessaires à la consommation locale. Ce même comité organisa la pratique des échanges sur la plus large échelle possible. Mon ami Grañén, plus tard fusillé par les fascistes, projetait l'organisation de centres de distribution dans les différents quartiers, ce qui rendrait la population maîtresse du mécanisme des prix et de la distribution des biens de consommation. L'idée, qui prenait forme comme elle prit forme en tant d'autres endroits, ne tarderait pas à être réalisée. Car, un mois et demi plus tard la moitié du commerce de Carcagente était socialisée, et Grañén avait de bons espoirs de socialiser l'autre moitié.

A cette même période, une partie des orangers dont les fruits ne se vendaient pas avait été arrachée et remplacée par des légumes. On marchait vers une intégration économique qui s'opérait aussi ailleurs.

Le soir de ma première visite, en novembre 1936, je dus donner une conférence que mes camarades m'avaient demandée, et qui avait été un des buts de cette prise de contact. Auparavant, j'avais tenu à m'informer, pour ne pas parler inutilement. J'appris alors à peu près tout ce que je viens de rapporter. Et quand je m'adressai à ces hommes et à ces femmes qui attendaient mes paroles avec une ferveur qui rendait leur regard plus brillant, je dus déclarer qu'étant venu pour leur apporter des indications utiles, ainsi qu'il m'avait été demandé, il arrivait que c'était moi qui avais appris d'eux, et non pas eux qui avaient à apprendre de moi. Et je le dis sincèrement.

Dernière touche à ce tableau d'ensemble : mes camarades voulurent avoir pour moi une attention dont les Espagnols sont si coutumiers, et ils m'invitèrent à aller avec eux manger une paella dans le jardin d'un des plus beaux pavillons expropriés hors de Carcagente. Ce pavillon était situé sur une hauteur d'où l'on distinguait, entre les pins, des orangeries magnifiques. Mes amis me firent remarquer la beauté du site, la salubrité du climat, combien reposante y était l'atmosphère, verte la colline boisée qui surplombait l'endroit. Je pensai immédiatement que l'endroit serait idéal pour y installer une maison de repos et de convalescence. Mais une fois encore ils n'avaient pas eu besoin de moi. Après avoir consulté les médecins de Carcagente, ils avaient décidé de transformer cette belle demeure en sanatorium.

Jativa

Comme Carcagente, Jativa est située dans la province de Valence. Il m'est impossible, en l'évoquant, de ne pas me rappeler son style, arabe, comme son nom, la belle vallée dans laquelle elle a été construite il y a bien longtemps, son climat merveilleux, et le bleu intense de son ciel éclatant. Avec quelques camarades de l'endroit je suis allé visiter les ruines encore debout et pétrées d'histoire d'un grand château maure au long du sommet de confins flanquant la ville, où des mimosas magnifiques poussaient à profusion entre les pierres disjointes. De cette hauteur on contemplait un paysage de rêve qui s'étendait devant nous avec, d'abord, des cultures diverses, puis d'immenses orangeries dont les fruits d'or pendaient, comme en cascades, le long des branches qui ployaient sous leur poids, et qu'encadraient des feuillages vernissés de vert, qui rutilaient au soleil.

La fondation de la Collectivité de Jativa n'a pas été aussi rapide que celle de Carcagente, qui n'est pourtant pas bien loin. Pourtant, le mouvement social y était aussi très vieux, et nous y avons toujours compté de bons militants. Des 17.000 habitants, 3.000 adhéraient à la C.N.T. L'agriculture dominait et l'industrie, beaucoup moins importante, se rattachait surtout à la production d'oranges et aux travaux en dérivant, à la production de riz, préparé et moulu sur place, à celle d'olives, transformées en huile dans les moulins locaux.

L'attaque fasciste avait réuni toutes les fractions de gauche qui, comme dans tant d'endroits, convergèrent au Conseil municipal. Bientôt, celui-ci compta, selon l'importance numérique des forces représentées, cinq représentants de la C.N.T., cinq de l'U.G.T., un socialiste, un communiste, un républicain de gauche et un membre du parti autonomiste valencien.

Et bien que l'industrie fût dérivée de l'agriculture, c'est par elle que la socialisation commença. Elle ne fut pas généralisée dans toutes les professions, et en janvier 1937, les coiffeurs se disposaient, parmi les derniers, à collectiviser, avec leurs patrons, les boutiques qu'ils s'étaient, jusqu'alors, limités à contrôler.

Dans le domaine industriel, la structure et le mécanisme fonctionnels sont ceux que nous avons déjà vus : sections techniques d'organisation, sections administratives, les Syndicats dirigent les activités des ateliers où les ouvriers élisent les comités chargés de la direction sur le terrain même du travail.

Mais la Collectivité agraire, née le 16 janvier 1937, trois semaines après mon premier passage, me semble plus importante, car elle démarrait avec un tel élan, que j'en ai gardé comme un éblouissement. Il y avait à cela une raison fondamentale qui nous explique bien des cas semblables que nous avons eu l'occasion d'observer : le plus grand nombre des membres de la C.N.T. étaient des paysans, durs à la tâche, habitués au travail responsable, à la création directe, tandis que dans la section locale de l'U.G.T. prédominaient les employés d'administration publique et privée, nombre de commerçants, et la partie conservatrice des petits exploitants dont la centrale socialo-réformiste faisait profession de foi incessante de défendre la propriété traditionnelle de la terre.

Cela était en contradiction avec les postulats essentiels du marxisme, avec les vues de Marx et Engels, mais le marxisme des socialistes espagnols était tout aussi anémié que celui des socialistes français. Et Marx et Engels et leurs continuateurs ont dit tant de choses contradictoires !

Nos camarades ne prétendaient pourtant pas enlever de force les biens de personne – à moins qu'il ne s'agît de fascistes, de "terratenientes" ou de caciques ; et sauf quelques cas isolés que nous admettons par hypothèse, on ne peut leur faire ce grief. Au contraire, on est surpris de voir combien grande a été, dans l'ensemble, leur tolérance vis-à-vis des "individualistes".

La naissance en force de la Collectivité agraire s'explique aussi pour d'autres raisons, compléments de celle que nous venons d'exposer. Avant les événements, les libertaires de l'endroit exerçaient une influence *constructive* sur de nombreux paysans groupés dans une Société mutuelliste locale. Et c'est maintenant le noyau actif, organisateur et dynamique de cette Société d'entraide, qui constitue l'élément de base du microcosme social en formation. Il est bien difficile de s'improviser organisateur, et très souvent on trouve dans les antécédents de cette révolution, une activité pratique qui explique la sûreté de l'essor et la rapidité de

la réussite.

En outre, Jativa offre d'autres traits remarquables de conscience sociale. Tel le cas de ce propriétaire d'un moulin à huile – une fortune à l'échelle locale – qui donna spontanément son capital de travail et ses terres à la Collectivité. Tel celui de son fils, lui aussi privilégié, qui apporta tout son argent et celui de sa femme. Et encore celui du secrétaire [\(89\)](#) qui en fit autant. On ne se surprendra donc pas de l'optimisme idéaliste qui se lisait dans les regards, dans les gestes, dans l'allure, presque dans la démarche de ceux qui s'affairaient à créer un monde nouveau, allant et venant sans cesse pour les multiples tâches dont ils avaient la charge.

Cet esprit apparaît dans le Règlement rédigé, après de nombreuses délibérations, et édité sur un petit carnet blanc que je conserve toujours avec un soin religieux. En voici les articles qui me semblent les plus caractéristiques :

" Art. 1. – La Collectivisation sera l'uvre des paysans, métayers et petits propriétaires, qui adhéreront volontairement et seront agréés par l'assemblée générale.

Art. 3. – Quand la terre d'un petit propriétaire se trouvera au milieu de terres collectivisées, constituant ainsi un obstacle pour la Collectivité, on l'échangera pour une autre, de meilleure qualité et plus avantageuse pour celui qui sera obligé de se déplacer.

Art. 5. – Les veuves n'ayant pas d'autres moyens d'existence que la terre pourront, si elles le veulent, faire partie de la Collectivité.

Art. 10. – La défense de notre production et l'administration des cultures seront assurées par les commissions suivantes :

a) Statistiques ; b) Irrigation ; c) Engrais, semences et cultures nouvelles ; d) Maladies des plantes, désinfection et fumigations ; e) Economat, achats et prix de vente ; f) Bétail, aviculture et apiculture ; g) Outillage et machines ; i) Analyses ; i) Aliments du bétail ; k) Moyens de transport de la Collectivité ; l) Production et direction technique appropriée ; m) Travailleurs de la terre.

Art. 15. – En, cas de maladie, les membres de la Collectivité ou leur famille seront soignés pour le compte de la Collectivité, qui assumera tous les frais.

Art. 16. – Le loyer des demeures privées habitées par les membres de la Collectivité sera payé par celle-ci, indépendamment du salaire [\(90\)](#).

Art. 17. – Les meubles des nouveaux ménages seront payés par la Collectivité si les bénéficiaires en sont membres depuis au moins six mois, et s'ils se conduisent comme de véritables collectivistes.

Art. 21. – Les enfants ne seront pas admis au travail avant l'âge de quatorze ans ; ils seront obligés d'aller à l'école dès l'âge de six ans. Les parents ou les tuteurs seront responsables de leur assistance scolaire ; toute absence injustifiée des enfants sera punie d'une réduction de six pesetas sur le salaire des parents.

Art. 22. – La Collectivité aidera, pour qu'ils puissent suivre des études supérieures, pour le bien de l'humanité, les enfants les plus doués. Les frais seront couverts par la Collectivité.

Art. 28. – Quand la Collectivité aura à se plaindre du comportement d'un de ses membres, elle le rappellera à l'ordre jusqu'à deux fois. La troisième fois, il sera expulsé sans aucun droit d'indemnisation. L'assemblée générale statuera sur ces cas."

On établit le salaire familial. Un homme seul touchera 35 pesetas par semaine, une femme seule exactement la moitié [\(91\)](#). Chaque enfant à charge donne droit à sept pesetas de plus par semaine ; puis, de 10 à 14 ans, à 10,50 pesetas, pour les garçons et à 8,75 pour les filles.

On oublie bien peu des questions essentielles, si l'on oublie vraiment quelque chose que l'expérience se chargera de révéler, car rien n'empêche de modifier les statuts établis, et de les améliorer. Ajoutons que non seulement l'instruction sera obligatoire, mais elle sera donnée dans les écoles de la Collectivité qui a déjà ses

maîtres, et qui, dès le début, se préparait à aménager trois bâtiments scolaires pour les classes, plus un quatrième mis à la disposition des enfants dans la journée, aux heures creuses, pour étudier ou se recréer.

Des projets d'une telle ampleur doivent se baser sur une situation matérielle solidement établie. Il en est bien ainsi. En quinze jours, près de cinq cents familles ont demandé leur inscription, en offrant tous leurs biens. La majorité appartient à la C.N.T., une minorité à l'U.G.T., car presque partout des socialistes ou des membres de l'organisation syndicale réformiste n'ont pas respecté les directives données par leurs leaders. Et les adhérents seraient beaucoup plus nombreux si les organisateurs ne croyaient pas nécessaire d'observer une certaine prudence pour ne pas courir le risque d'être débordés, ou gênés, par des collectivistes encore incertains.

En adhérant, chaque nouveau membre remplit un formulaire où sont détaillés son identité, celle de sa famille et de ses parents à charge ; puis le capital actif qu'il apporte, ou son passif et ses dettes, en terre, en argent, en outils, en bêtes de trait.

La superficie totale des terres collectivisées, qu'elles soient prises aux fascistes, aux grands propriétaires, ou apportées par les adhérents, s'élève à 5.114 hectares, dont 2.421 irrigués et 2.693 de terres sèches. Quinze jours après l'inauguration officielle, le comité technique dirigeait le travail sur 446 hectares. Grâce à son initiative et à l'enthousiasme de tous, on avait déjà défriché 75 hectares de terre nouvellement livrés à la culture, qu'on avait ensuite ensemencés de blé, et de pommes de terre en prévision de la disette dont les villes étaient menacées.

Selon un plan général établi par les techniciens–praticiens, un quart des terres est réservé à la culture du riz, un quart aux orangeries, la moitié à la culture maraîchère.

On a aussi décidé d'introduire l'élevage. En trois semaines, quatre cents moutons et chèvres (les fameuses chèvres de Murcie étaient à portée de la main), ont été commandés pour la reproduction. On espère ainsi pouvoir fournir bientôt à la ville entière la viande dont elle aura besoin, et dont les principales zones de production (Castille, Estrémadure, Galice) sont aux mains des forces franquistes.

Même initiative pour la volaille et pour les oeufs. Deux couveuses artificielles ont été achetées, qui ne constituent qu'un commencement. L'apiculture n'est qu'à l'état de projet, mais on y viendra vite dans cette région où les fleurs et les arbres fruitiers offrent tant de possibilités pour une activité jusqu'alors inexploitée. Enfin on va garnir de pins, dont le plant est déjà acheté, toute la partie de la sierra qui ne peut être travaillée par l'homme, et que l'érosion dénude de plus en plus.

En très peu de temps, la Collectivité s'est aussi procuré trois camions. Elle a entrepris de vastes travaux pour améliorer et étendre l'irrigation des terres sèches. En une semaine, des "acequias" ont été creusées, d'autres mises en chantier. Le plan adopté, et en voie de réalisation, consiste à élever l'eau au moyen de pompes motorisées jusqu'à un château d'eau d'où elle sera distribuée dans des terres qui, jusqu'à présent, étaient restées stériles parce que la petite propriété n'a ni l'initiative ni les ressources nécessaires pour de tels travaux [\(92\)](#).

Nous avons parlé d'économat, mot employé dans le Règlement. Les membres de la Collectivité y obtiendront, à prix coûtant, les produits disponibles dont ils auront besoin. Chacun pourra même demander ces produits en grandes quantités et en amortir le paiement sans intérêts, ainsi les ménagères n'auront pas besoin d'aller tous les jours, ou tous les deux jours, acheter du savon, du lard, de l'huile ou du charbon de bois.

Comme dans toutes les Collectivités, les bêtes de trait – ânes, chevaux, mulets – sont logées dans de vastes écuries spécialement aménagées, et employées selon les travaux lourds ou légers. Le matin, les garçons spécialisés attellent les charrettes et autres véhicules, ce qui diminue le travail des charretiers et des laboureurs. Le soir, lorsqu'ils rentrent, ces derniers n'ont plus à travailler encore une demi–heure ou plus, pour dételer les bêtes et leur donner les soins habituels avant de rentrer dans leur foyer. Leurs camarades s'en occupent. S'il y a beaucoup à décharger, d'autres compagnons accourent. Quelquefois ils sont trop nombreux et se gênent les uns les autres.

Moins de deux mois après la constitution de la Collectivité de Jativa, j'ai reçu de son secrétaire une lettre que je crois utile de reproduire intégralement. En voici le contenu textuel :

Jativa, le 8 mars 1937.

Au camarade Gaston Leval.

Cher Camarade,

J'ai attendu, pour te répondre, malgré ma promesse de le faire au plus tôt, parce que je désirais t'informer le mieux possible sur la marche de la Collectivité, et comme l'étude que je projette d'écrire me faisait tarder trop longtemps, j'ai décidé de t'envoyer les données absolument sûres dont je dispose, remettant à plus tard une information plus complète.

Le nombre de nos adhérents incorporés à la Collectivité s'élève à 408, dont 82 membres de l'U.G.T. et les autres de la C.N.T. Vingt-trois demandes d'admission attendent que la Commission nommée se prononce sur leur cas, les accepte ou les repousse. Les demandes d'adhésion sont très nombreuses, mais nous voulons avancer avec prudence.

L'élan des collectivistes est formidable, on travaille plus que jamais, si bien que les adhérents travaillent deux fois plus qu'avant. Aussi nous préférons freiner un peu quant à l'acceptation de nouveaux membres pour qu'ils ne soient pas guidés par le seul intérêt matériel, et que rien ne vienne nuire à l'esprit magnifique qui règne et est la garantie du succès.

Le total des salaires qui correspondent aux 408 familles adhérentes s'élève à 22.811 pesetas par semaine, dont nous devons déduire 1.108,50 pesetas que certains collectivistes gagnent au-dehors, dans d'autres professions (93), et qu'ils remettent à la Collectivité d'accord avec ce que le Règlement stipule à cet effet. Il faut ajouter d'autres dépenses, que nous calculons à l'année, telles que :

	<i>Pesetas</i>
<i>Médecins, opérations, dentistes, accouchements, oculistes, médicaments</i>	26.600
<i>Achats de meubles aux nouveaux ménages</i>	9.250
<i>Loyers des collectivités, 2.632 pesetas par mois, soit par semaine</i>	607.40
<i>Tout cela représente une somme hebdomadaire de 22.999,32 pesetas, qui divisée par 453 personnes travaillant – nous retranchons naturellement les vieillards et les impotents – donne un salaire familial de 50,70 pesetas.</i>	

Nous n'avons pas encore pu faire nos calculs en ce qui concerne les achats d'engrais, de matériel de fumigation, de machines, d'aliments pour le bétail, et autres dépenses ; il en est de même pour nos recettes provenant de la vente de nos produits : nous sommes trop absorbés par les réunions avec les paysans qui n'ont pas voulu adhérer afin de décider à l'amiable quelles terres ils peuvent cultiver individuellement, et quelles terres ils peuvent nous céder.

Il y a continuellement du nouveau, aussi est-il impossible d'établir des comptes exacts tant que nous n'aurons pas terminé toutes ces tâches. Toutefois, la vie de la Collectivité est d'ores et déjà garantie. On peut, dès maintenant, faire en chiffres ronds le calcul suivant :

	<i>Pesetas</i>
<i>Valeur de la production de 340 hectares d'orangers, au prix minimum de 3.000 pesetas l'hectare</i>	1.020.000
<i>Idem 100 hectares de rizières, moyenne 720 quintaux à 350 pesetas le quintal</i>	252.000
<i>Idem 280 ha de terres irriguées à une moyenne certainement supérieure à 6.000 pesetas</i>	1.680.000
<i>Idem 1.000 ha de terres sèches à 300 pesetas (94)</i>	300.000
	3.252.000

La différence entre les dépenses énumérées et les excédents bruts prévisibles est de 2.052.752 pesetas, qui nous permettront d'améliorer l'outillage, d'acheter des engrais, de nourrir du bétail, etc. Nous avons calculé au plus juste dans l'intention d'améliorer les conditions d'existence des membres de la Collectivité à mesure que nos réserves nous le permettront. Cela incitera les fermiers et les propriétaires jusqu'à présent hésitants à se décider. Les résultats obtenus les feront alors venir avec un meilleur esprit que s'ils venaient maintenant.

Depuis trois mois que notre Collectivité est fondée, nous avons acheté trois camions d'une valeur de 100.000 pesetas, nous avons aussi acheté douze mules et 230 chèvres (95). Nous attendons quarante vaches. Nous avons organisé un parc avicole et acheté six couveuses artificielles. Nos poules produisent actuellement 3.000 oeufs par mois. Nous avons décidé de développer au plus vite notre parc pour assurer gratuitement tous les produits de l'aviculture.

La production et l'apport monétaire de tous les collectivistes s'élèvent aujourd'hui à 400.000 pesetas par mois.

A toi fraternellement et à la cause qui nous est chère,

V. G.

Nous arrêtons ici la description en détail de la Collectivité de Jativa ; mais nous croyons utile de souligner une fois de plus la différence des conditions dans lesquelles sont nées les Collectivités d'Aragon et celles du Levant. En Aragon, il a été possible d'obtenir dès le début l'adhésion d'une plus grande proportion de la population par l'absence d'autorités républicaines s'y opposant, et de partis classiques, qui avaient disparu. Souvent la Collectivité s'est confondue avec le village. Dans le Levant, étant donné les circonstances, les Collectivités ont le plus souvent été partielles – la proportion de 40 % du total des habitants nous semble juste. Mais d'une part, le rayonnement de leur action, et d'autre part la plus grande densité démographique ont fait qu'elles aient été plus nombreuses, ont eu généralement plus d'adhérents, et que par l'abondance de leurs ressources, leur oeuvre constructive a été, dans le domaine économique, beaucoup plus importante. Sur le plan humain, l'Aragon n'a certainement pas été dépassé.

Quelques processus

Segorbe (province de Castellon de la Plana)

S'il y avait de nombreux libertaires dans cette petite ville de sept mille habitants, il y avait aussi de nombreux militants socialistes, ugétistes, républicains et communistes. Ajoutons les fermiers qui pensaient pouvoir garder la terre que les "terratenientes" maintenant dépossédés, leur louaient auparavant, et les petits propriétaires traditionnels, satisfaits de leur situation, qui n'étaient pas attirés par l'organisation collective. Ces forces adverses constituaient un front solide de résistance à la socialisation proposée par les cénétistes, d'autant plus que le ministre de l'Agriculture, le communiste Uribe, prononçait à la radio de Valence des discours véhéments incitant les paysans à la "résistance", c'est-à-dire à la lutte contre les Collectivités, tandis que la Pasionaria (96), leader officiel du parti de Moscou, reprenant les arguments autrefois brandis par les réactionnaires, disait par le même moyen de communication aux hésitants : "N'est-ce pas, camarades paysans, qu'il est douloureux de travailler, de s'échiner toute une année pour qu'au moment de la récolte des gredins sans conscience viennent vous dépouiller du fruit de vos efforts ?" Suivaient des déclarations de guerre aux partisans de la collectivisation.

On ne fut pas loin d'incidents sanglants, que les staliniens s'efforçaient de provoquer, et quand il passa pour la première fois à Segorbe, l'auteur de ces lignes dut, après avoir donné une conférence sur les bienfaits de la collectivisation du point de vue économique et social, s'employer à calmer ses camarades hypertendus, leur conseillant d'éviter un affrontement brutal et de commencer par une communauté modeste quitte, comme cela s'était produit ailleurs, à gagner de nouveaux adhérents par la force de l'exemple.

Le canton de Segorbe comptait 42 villages où, comme en tant d'autres endroits, nos camarades étaient entrés dans les conseils municipaux par lesquels ils s'efforçaient de faire accepter des réformes sociales souvent fondamentales.

Sur leur initiative, on établit le contrôle des prix dans la plupart de ces villages ; puis on socialisa le commerce, d'abord pour participer au ravitaillement du front, qui n'était pas loin. Nouvelle étape : on établit un Comité qui distribuait les marchandises chez les commerçants contrôlés. Puis naquirent les "coopératives municipales" en plein accord avec les délégués de sept villages élus pour former le comité distributeur du canton entier. Enfin, la "Commune libre de Segorbe". naquit avec un noyau initial de quarante-deux familles. Un mois plus tard elle en comptait quatre-vingt dix, et peu après la puissance de son développement était telle que le député travailliste Fenner Brockway la citait élogieusement à son retour en Angleterre.

Jérica (province de Castellon de la Plana)

Là encore, et bien que nullement réactionnaire, la population n'acceptait pas facilement la collectivisation des terres, même de celles expropriées aux riches fascistes, parce que l'esprit collectiviste demeurait étranger à de nombreux habitants. Et de nouveau il faudrait savoir dans quelle mesure la crainte du triomphe du franquisme ou d'un retour en arrière de la République après la victoire pesait sur l'attitude de ceux qui, même dans certains villages aragonais, refusaient de se rallier aux solutions nouvelles.

Huit mois après le 19 juillet, la C.N.T. ne comptait que deux cents adhérents, autant du reste que l'Union générale des travailleurs. Avec cette différence maintes fois constatée : l'adhésion à l'U.G.T. était très souvent dictée aux petits propriétaires conservateurs, aux petits commerçants et autres éléments nouvellement syndiqués par le désir de contrecarrer les entreprises révolutionnaires de la C.N.T., de maintenir l'existence d'une société de classes dont chacun espérait tirer profit aux dépens des autres.

Toutefois, on commença par socialiser l'industrie. Puis notre Syndicat s'empara de cinq grandes propriétés qui s'étendaient respectivement sur 70, 80 et trois fois 30 hectares. Soixante-dix familles de la C.N.T. et dix de l'U.G.T. s'installèrent dans la première. Partant de là, le nombre des collectivistes allait s'élever très rapidement.

Sonéja (province de Castellon de la Plana)

Le mouvement libertaire y était très ancien – sans doute remontait-il à l'époque de la Première Internationale. En 1921, plusieurs de nos camarades organisèrent une coopérative plâtrière afin de se libérer du patronat et de réaliser une oeuvre constructive. Dix ans plus tard, presque tout le plâtre utilisé dans le village et les environs sortait de leur entreprise qui, en 1936, disposait d'un capital liquide de 300.000 pesetas. Un salaire journalier de sept pesetas pour un homme de métier étant, dans ces villages, considéré excellent, il s'agissait là d'une petite fortune.

Les ressources dont ils purent disposer permirent à nos camarades de construire une petite école dont ils firent présent au Syndicat local, et qu'ils maintenaient de leurs deniers. Puis ils fondèrent une société culturelle et une bibliothèque publique. Grâce à eux, Sonéja n'avait pas d'enfant illettrés. Aussi les considérait-on comme les plus idéalistes de la région, et leur élévation morale, qui en faisait souvent les arbitres dans certains litiges, était proverbiale.

Après le 19 juillet, un nouveau conseil municipal fut élu, où ils constituèrent la majorité. Comme à Segorbe, l'industrie fut socialisée la première. Ce n'est qu'en mars suivant que le Syndicat général local entreprit de socialiser ce qu'il pouvait dans l'agriculture, toujours dans les propriétés abandonnées par les fascistes, dans les terrains délaissés par manque d'initiative privée ou dans les cas d'incapacité physique.

On ne parvenait pas à la plénitude d'autres localités . On fit tout de même du bon travail, qui s'améliora par la suite.

Sueca (province de Valence) [\(97\)](#)

Le 19 juillet, comme dans presque toutes les autres localités levantines, les forces antifascistes, cénétistes, républicaines et socialistes constituèrent un Comité de défense, prirent contre les fascistes les mesures de protection nécessaire, s'efforcèrent d'assurer les moyens d'existence de tous les habitants, et confisquèrent les terres des grands propriétaires.

Ces terres furent d'abord travaillées au bénéfice de tous. Puis, franchissant une seconde étape, le Comité de défense prit tout le sol cultivable sous son contrôle, et procéda à un nouveau partage selon les besoins des familles et le rendement moyen des diverses zones agricoles. Système qui rappelle celui du "mir" russe ; ce fut le seul cas de solution agraire de ce genre, même transitoire, dont nous ayons eu connaissance. Mais, comme dans le "mir", la terre était donnée en usufruit, non en propriété juridiquement reconnue.

Un ménage recevait deux hectares d'excellente terre irriguée ; on lui attribuait un hectare supplémentaire pour le premier enfant et, suivant la norme établie pour le salaire familial, on appliquait pour les autres enfants une augmentation dégressive. Les moyens propriétaires furent réduits à la portion commune qui leur permettait de vivre en travaillant.

En même temps, et peut-être auparavant, le même Comité de défense, inspiré par les éléments libertaires qui en faisaient partie, établissait le contrôle des rizières, le riz étant la production dominante de cette zone. La Commission administrative de l'agriculture, spécialement nommée et mandatée, vendit la récolte et prit en charge le produit de cette vente. Puis elle établit dans une banque locale un compte courant correspondant à chaque famille qui pouvait toucher sa part de l'argent ainsi disponible toutes les semaines, toutes les quinzaines ou tous les mois, sans dépasser les limites établies pour éviter le gaspillage et le désordre.

C'est dans cette situation que le 10 janvier 1937, soit près de six mois après le commencement de la guerre civile, le Syndicat des paysans, affilié à la C.N.T., et qui groupait 2.000 adhérents, fonda la Collectivité agraire de Sueca. Quatre cents familles s'inscrivirent, apportant leurs terres et leurs instruments de travail. On disposa d'emblée de 1.000 hectares de sol extrêmement fertile pour l'agriculture générale, de 200 hectares pour l'agriculture maraîchère, et d'une partie proportionnelle de la terre prise aux fascistes. Juridiquement ces terres continuaient d'appartenir à la commune, mais les usufruitiers les cultivaient comme bon leur semblait.

Peu après, trente-deux familles de membres de l'U.G.T. et dix de membres du parti communiste fondaient à leur tour une Collectivité. L'exemple s'imposait, même à nos adversaires.

Benicarlo (province de Castellon de la Plana)

Le processus de Benicarlo rappelle avec certaines variantes, celui de Segorbe. Aucun des cinquante-deux villages du canton ne se décidait, au début, à tenter l'expérience collectiviste, partielle ou intégrale, et il n'était pas question non plus, pour nos camarades, de l'imposer de force. Pourtant les résistances faiblirent plus tard, et des collectivités se formèrent.

Ce furent encore la participation au Conseil municipal et les solutions apportées au problème du ravitaillement qui ouvrirent la voie. Le commerce privé s'étant paralysé, nos camarades firent face à la situation en mobilisant camions et camionnettes qui allaient dans les villes chercher le ravitaillement, et en organisant un Comité municipal chargé des achats et des ventes "pour l'ensemble des cinquante-deux villages du canton".

Cet organisme commença par acheter aux paysans leurs produits qu'il envoya aux points de consommation ou d'écoulement, même à l'étranger. Puis il centralisa les semences diverses et les engrais chimiques, et les distribua particulièrement pour intensifier la production de blé et de pommes de terre en prévision de la disette de produits alimentaires qu'on pouvait craindre pour l'hiver (les paysans nous apparaissent plus prévoyants et plus soucieux du sort des villes que les gouvernants et les citadins, principaux intéressés). Cela conduisit à surveiller le travail des petits propriétaires pour éviter tout sabotage ou toute négligence préjudicielle dans une période où devaient prévaloir les nécessités d'ensemble.

En même temps, le Comité cantonal de Benicarlo apportait, grâce aux rapports fraternels que permettait l'unification croissante de l'agriculture et de l'industrie, des améliorations immédiates à la condition des paysans. Les fermiers et les métayers n'avaient plus à payer en argent ou en nature le loyer de leur terre. Très

vite, ils bénéficièrent de l'installation électrique gratuite, fruit des excellents rapports intersyndicaux de caractère régional, et chaque village eut son téléphone. Les ressources nécessaires pour ces travaux provinrent du loyer des maisons des habitants de Benicarlo même, qui furent invités à en verser le montant au Conseil municipal où siégeaient nos camarades. En échange, les impôts furent supprimés, et les propriétaires ne furent jamais jetés à la rue.

Puis on fonda des écoles, on organisa des jardins d'enfants. Tout cela convainquit les hésitants, et les Collectivités finirent par apparaître.

Dans le cas de Benicarlo, l'initiative est donc surtout venue du centre. C'est en partant du centre qu'on a installé, puis multiplié les "Communautés confédérales", ainsi nommées à cause de leur affiliation à la C.N.T. Tout ce qui concerne le canton passait par Benicarlo stratégiquement bien situé. Chaque matin, une moyenne de 150 charrettes apportaient ou emportaient des produits de toute sorte. Le réseau fraternel s'est enfin créé. Il s'est complété par la suite.

Entraînés, les partis politiques admettent ou collaborent.

Les Collectivités de Castille

Des circonstances spéciales de la vie de combattant qui fut celle de l'auteur, ont interrompu beaucoup trop tôt son étude directe des réalisations de la révolution sociale espagnole ; entre autres lacunes, elles ne lui ont pas permis d'observer sur place les Collectivités de Castille, ou plus exactement des deux Castilles : la Vieille et la Nouvelle. Une autre raison en fut que c'est en Aragon d'abord, puis dans la région levantine que la socialisation agraire apparut et s'étendit avec force. Elle se produisit ensuite dans le Centre de l'Espagne, à la fois comme un développement naturel et comme une nécessité.

Pourtant, la région castillane, surtout celle que l'esprit au courant de l'histoire invoque automatiquement, ne semblait pas prête pour une telle aventure, si contraire au rôle qu'elle a joué depuis l'écrasement des "comuneros" au temps de Charles Quint (98). Car, dès la Reconquête triomphante aux dépens des Arabes, elle fut le foyer du centralisme et de la domination politique implantée par Fernand et Isabelle appelés avec raison les "rois catholiques" et maintenue par la force des armes. L'établissement de la cour à Madrid, dont Charles Quint fut l'artisan définitif, fit pénétrer chez les habitants, comme il arrive presque toujours dans la population des capitales, l'intoxication dominatrice, et l'Eglise la plus fanatique dont la royauté fit un instrument du pouvoir, y ajouta le sceau de son fanatisme intransigeant.

Toutefois, les convictions politiques et religieuses ne détruisent pas toujours, forcément, les belles qualités humaines. C'est le cas du paysan castillan dont la noblesse d'esprit et d'âme, la droiture, le courage, l'honnêteté profonde sont les vertus dominantes, qui inspire l'estime de tous, et dont le respect de l'Etat lui-même n'est pas soumission volontaire et servile. Chaque individu étant d'abord un homme, c'est d'abord en lui-même, en sa propre conscience qu'il puise les raisons de son comportement.

D'autre part, le droit municipal et coutumier a résisté en Castille comme en d'autres régions d'Espagne, et sous les structures autoritaires du pouvoir central, il a très souvent maintenu, comme le feu sous la cendre, un esprit et une pratique d'entraide que des personnalités comme Adolfo Posadas et Joachim Costa ont exalté dans des livres comme *El Derecho Consuetudinario*, ou *El Colectivismo Agrario en España*. Pour le paysan castillan, une certaine tradition d'entraide, de droit municipal, demeure, et la parole donnée vaut plus que la loi. Il est hospitalier et généreux. Il est travailleur, faisant venir le blé qui nourrit presque tout le pays dans une terre dure, ingrate, à une altitude moyenne de sept cents mètres au-dessus du niveau de la mer, en butte, presque toute l'année, aux gelées intenses et à la chaleur torride. Cette lutte continuelle a développé en lui des qualités d'austérité et de courage.

Pourtant les idées libertaires n'avaient que très peu pénétré sur le vaste plateau castillan. Les conservateurs y dominaient avec le "caciquisme" séculaire des grands propriétaires terriens. Là où un certain réveil aux idées nouvelles s'était produit, les socialistes réformistes en avaient été les bénéficiaires.

Mais la guerre changea bien des choses. Car, dès le premier moment, dans une large partie de la région, elle ne se fit pas contre le fascisme. En échange, elle s'étendit fatalement aux grands propriétaires terriens, implicitement ou explicitement ses alliés. La fuite des hommes, qui passèrent immédiatement aux régions enlevées à la république, facilita, ou provoqua la mainmise révolutionnaire sur leurs biens fonciers.

Et dès le premier moment, dans tous les villages autrefois dominés par une organisation sociale d'un autre âge, le Front populaire nomma des administrateurs qui confisquèrent non seulement la terre, mais les machines et les bêtes de travail.

En même temps, la centrale syndicale réformiste, l'Union générale des Travailleurs, nomma des comités d'administration pour la gestion des champs expropriés. Et les communistes qui faisaient partie du Front populaire s'infiltrèrent au plus vite dans ces nouveaux organismes.

Cet ensemble hétéroclite d'administrateurs sans initiative créatrice exerça immédiatement une gestion désastreuse. Les républicains, naturellement légalistes, et qui n'avaient jamais pensé à de telles responsabilités, ne savaient que faire de ces biens de production. Les communistes et les socialistes, habitués à n'agir que d'après les instructions reçues du Comité central de leur parti, ou des institutions d'Etat, attendaient des ordres qui ne venaient pas, ou qui étaient inadéquats, quand ils n'arrivaient pas trop tard.

Or le travail de la terre exige une initiative constante, répondant à de multiples circonstances que l'on ne peut prévoir des bureaux ; et rien n'est plus insupportable au paysan qu'être commandé à distance par des gens qui ne connaissent rien à son travail. Les militants des partis politiques freinaient les activités nécessaires au lieu de les susciter.

Et il arriva que la grande exploitation, expropriée sous les auspices de l'Etat, qui accomplissait presque par force une réforme agraire dont on parlait depuis longtemps sans jamais l'entreprendre dans la mesure nécessaire, accusa des rendements décroissants ; puis que les travailleurs étaient tenus pour responsables de ce recul, et que l'interruption partielle des travaux agricoles provenant de l'incapacité des autorités locales, des comités de gestion qui stagnaient entre la grande propriété individuelle et le socialisme, que tout cela était cause d'une diminution de la production qui menaçait les villes.

La situation devint donc favorable à l'organisation des Collectivités. Bientôt s'ajouta le départ du gouvernement de Madrid, devant l'arrivée des troupes franquistes difficilement contenues, au sud, à douze kilomètres de la capitale. L'appareil d'Etat en était relâché, l'esprit de la population se "dégouvernementalisait", les choses s'arrangeaient d'après l'initiative devenue libre ou beaucoup plus libre, de la population.

Nouvelle étape où l'influence libertaire commença de se faire sentir avec une force inattendue. C'est dans la capitale qu'elle s'était jusqu'alors développée, à un degré pouvant atteindre des dimensions historiques. Depuis quelques années, particulièrement depuis la proclamation de la Deuxième République, en 1931, le mouvement libertaire avait progressé à Madrid, où le caractère bureaucratique et parasitaire imprimé par la résidence royale, la présence de la cour, du Parlement, et des divers organismes d'Etat put pendant longtemps, en même temps que l'absence d'industries, favoriser les institutions de caractère bureaucratique et affaiblir les murs. Mais, pendant les cinq années qui venaient de s'écouler, notre mouvement était parti en flèche, et notre quotidien *C.N.T.* avait augmenté son tirage à 30.000 exemplaires. Le Syndicat du bâtiment, que nos militants avaient eu tant de peine à mettre debout contre l'opposition du Syndicat de la même industrie dont le leader réformiste Largo Caballero était depuis des décennies le dirigeant professionnel, comptait 15.000 adhérents à la veille de l'attaque franquiste ; celui des travailleurs sur bois avait absorbé le tiers des salariés ébénistes, menuisiers et charpentiers. Le Syndicat des professions libérales groupait un nombre croissant de journalistes, d'ingénieurs, d'écrivains que leur esprit foncièrement antiétatiste poussait hors de l'U.G.T. toujours dirigée par les socialistes d'Etat.

Pendant la dictature de Primo de Rivera (1924–1931), un "Ateneo" (centre d'études et de diffusion culturelle) avait été organisé, qui avait commencé de répandre des connaissances en matière sociale [\(99\)](#). La république proclamée, une trentaine d'Ateneos, du même type et de moindre importance, dont une bibliothèque constituait le point de départ, furent organisés dans les quartiers intérieurs et extérieurs. Ceux des faubourgs constituaient une véritable ceinture, et l'on y trouvait non seulement une salle de lecture et de conférences, ainsi que des livres généralement abondants, mais des syndicats ouvriers qui y établissaient leur siège, ce qui

faisait aller de pair la lutte de classes et le perfectionnement individuel. Les quartiers de Tetuan, Cuatro Caminos, La Bombilla, Carretera Extremadura, Barrio Malyas, Villaverde, Vallecas, Entre Vias, Las Ventas, La Eliopa, La Guiladera, San Martin, Lucero, Puente de Vallecas, Puente de Segovia, Guindalera, Las Cuarenta Fanegas, Carabanchel Alto, La Latina, La Elipa comptaient chacun un Ateneo [\(100\)](#). Et naturellement, ces Ateneos avaient constitué une Fédération et un réseau qui couvraient la ville et ses environs. Le caractère moral élevé de cette activité explique en grande partie l'influence de la C.N.T., et les réalisations constructives qui se firent jour dès que la situation permit de les entreprendre [\(101\)](#).

Nos camarades madrilènes, qui avaient déjà établi des contacts avec des noyaux paysans, intervinrent graduellement, préconisant ce qui se faisait en Aragon et dans le Levant. Ils furent assez vite écoutés, d'autant plus qu'en majorité, c'étaient des travailleurs manuels et non des bureaucrates, et que ces travailleurs abandonnèrent facilement le marteau ou la truelle pour la fourche quand cela parut nécessaire.

Et les Collectivités naquîrent, puis se répandirent au nord et au sud de Madrid, à travers ce qui restait des deux Castilles non conquises par les franquistes : les deux tiers de la province de Guadalajara, presque toute la province de Madrid, celle de Tolède, de Ciudad Real [\(102\)](#), et la province entière de Cuenca. En un an, on comptait environ cent mille adhérents avec leur famille, et deux cents trente Collectivités. Six mois encore, et le nombre de ces dernières s'élevait à trois cents. Nul ne doute que le mouvement ne se fût étendu bien au-delà de ces limites si Franco n'avait pas gagné la guerre.

On sera sans doute très surpris en apprenant que la Fédération des Travailleurs de la Terre, qui faisait pourtant partie de l'U.G.T., adhéra elle-même aux Collectivisations.

Ces dernières s'affirmèrent dès les premiers moments comme autant de réussites, fruits de la solidarité et de la communauté des efforts et des techniques plus efficaces. On n'attendait plus les consignes et les autorisations officielles ou semi-officielles pour aller de l'avant. Terres défrichées, travaux d'irrigation entrepris, nouveaux emblavements, plantations d'arbres, magasins collectifs ("coopératives"), parcs d'aviculture, égalité économique grâce à l'établissement du salaire familial... Au fond, les travailleurs adhérant à l'U.G.T. avaient, le plus souvent, les mêmes aspirations que ceux adhérant à la C.N.T. Comme eux ils voulaient l'expropriation des grands propriétaires terriens que la mini-réforme agraire du gouvernement de la deuxième République menait avec une lenteur exaspérante. Ils voulaient l'établissement de la justice sociale dans les faits, dans le droit à la vie, à la consommation, aux satisfactions matérielles nécessaires pour eux et leur famille. Et ils comprenaient bien que cela serait impossible tant que la terre appartiendrait à une minorité d'exploiteurs et de parasites. L'entente se fit donc facilement entre les deux organisations paysannes.

En décembre 1937, le secrétariat de la Fédération nationale de l'Agriculture adhérant à la C.N.T. pouvait déclarer que la région du Centre, comprenant essentiellement les deux Castilles, venait au deuxième rang quant aux résultats atteints, des régions agraires socialisées. La première était le Levant dont nous avons vu la puissance, et à cette époque les Collectivités d'Aragon se ressentaient terriblement des ravages causés par la brigade du communiste Lister, qui fut alors plus courageuse contre les paysans collectivistes que contre les forces armées de Franco.

Les réalisations castillanes ne furent pas seulement dues aux efforts des militants libertaires de la région [\(103\)](#) et des socialistes qui osèrent se joindre à leurs efforts. Fait qui mérite d'être signalé, et qui prouve une fois de plus la profonde solidarité qui unissait les régions, en juillet 1937, mille membres des Collectivités levantines avaient été envoyés en Castille pour aider et conseiller leurs camarades moins préparés qu'eux. Grâce à ce concours de participations complémentaires, il semble bien qu'en Castille, les enseignements de l'Aragon et du Levant aidant, on avança plus vite, dans un minimum de temps.

Au point de vue administratif, la structure organique des Collectivités castillanes est essentiellement la même que celle que nous avons déjà décrite pour l'Aragon et le Levant. Commission gestionnaire nommée par l'assemblée villageoise, ou collectiviste, et responsable devant elle ; groupes de producteurs constitués et organisés suivant l'âge, l'aptitude au travail, le sexe et la diversité des tâches [\(104\)](#) ; délégués des groupes se réunissant périodiquement pour planifier l'ensemble et coordonner les efforts [\(105\)](#).

Les Commissions administratives furent, comme en Aragon et dans le Levant, composées d'autant de membres qu'il y avait de branches d'activités : agriculture, bétail, habitat, enseignement, etc. Dans les petits villages ou les collectivités peu nombreuses, un seul délégué cumulait parfois plusieurs de ces fonctions, sans,

généralement, cesser pour autant de travailler. Car, lisons-nous dans un rapport publié à l'époque, "dans une Collectivité bien organisée, personne ne doit abandonner sa condition de paysan".

Le Conseil économique pour la Castille, qui résidait à Madrid, était lui-même conseillé par des spécialistes, diplômés et non diplômés, en matière de culture et d'élevage. En même temps, la comptabilité locale, confiée généralement, dans les campagnes, à un professionnel souvent venu de la ville, enregistrait ce qui se rapportait à la production, à la consommation, aux salaires versés, aux produits emmagasinés. Ainsi tout était contrôlé par les paysans, régulièrement informés ; d'autre part, ce qui se produisait à l'échelle du canton était communiqué à la commission correspondante de la fédération cantonale qui, à son tour, informait les Collectivités implantées dans les campagnes. Il s'exerçait ainsi une décentralisation des fonctions administratives.

*

Au point de vue économique, les Collectivités de Castille n'avaient pas toujours la même structure organique que, par exemple, les Collectivités d'Aragon. Souvent elles n'ont pu se développer que dans les immenses propriétés dont les paysans socialisateurs se sont emparés. D'autre part, et comme en Andalousie (106), des propriétés étaient si vastes qu'elles constituaient, avec le personnel installé, des unités économique-sociales. Il arriva donc qu'une Collectivité isolée avait une très grande importance. Il arriva aussi que dans la juridiction de certains villages, plusieurs Collectivités éparses étaient réunies par un Comité local de liaison. D'autres fois, le village presque entier était collectivisé, ou ce qui l'était constituait une unité homogène et intégrée dans la multiplicité des activités générales.

Car, quelle que fût l'importance de ces réalisations, elles ont toutes, dès le début, tendu à unifier, et même, pour employer un verbe cher à Bakounine, à "solidariser" leur action. C'est pourquoi chaque Collectivité, adhérent à la Fédération cantonale, après avoir couvert ses frais (paiement de salaires ou d'assignation – le mot "salaire" répugnant à la mentalité générale ; achats d'engrais, de semences, de machines, déboursements scolaires, dépenses sanitaires, etc.), envoyait l'excédent d'argent dont elle disposait à la "Caisse cantonale de compensation". Cette Caisse, dont les administrateurs étaient nommés par l'assemblée générale des délégués des Collectivités, et responsables devant elles, avait pour mission essentielle de distribuer l'argent fourni par les Collectivités les plus favorisées aux Collectivités les plus défavorisées.

Ainsi donc, comme en Aragon le principe communiste libertaire s'appliquait non seulement au sein de chaque Collectivité, mais *entre* toutes les Collectivités. Aucun village catastrophé par la grêle, ou la sécheresse, ou la gelée et secouru contre les méfaits de la nature ne devait rembourser la moindre parcelle de l'aide qu'il avait reçue.

Mais la Caisse *fédérale* de compensation avait aussi d'autres attributions. Il ne suffisait pas d'aider le village, ou la Collectivité isolée constamment et involontairement déficitaire. Avec les spécialistes du Comité de la Fédération du Centre, elle étudiait les moyens de porter remède à ces difficultés en améliorant le rendement de l'agriculture, en organisant des industries auxiliaires.

Comme dans les autres régions d'Espagne, toutes les caisses cantonales de la région du Centre étaient fédérées. Leur siège se trouvait à Madrid. La région constituait donc une unité dont les parties résolvaient librement les problèmes locaux, mais aussi, sur un plan d'ensemble, les problèmes plus généraux, dont ceux de la production. En un an, le Comité de Madrid distribua pour deux millions de pesetas d'engrais chimiques et de machines aux Collectivités les plus pauvres (107). Il s'était procuré cet argent par la vente des excédents des Collectivités les plus riches.

Le mécanisme général et fédéral était donc bien monté. Rien n'était laissé au hasard. Et l'organisation régionale d'ensemble ne se limitait pas à remplir les fonctions qui viennent d'être énumérées. Elle conseillait, guidait en permanence sur l'emploi des meilleures techniques, les formes les plus appropriées du travail. Déjà, en novembre 1937, la Fédération régionale des paysans devenue Fédération régionale des paysans et de l'alimentation du Centre, avait installé ses laboratoires que l'on consultait sur la profondeur des labours, les engrais les plus indiqués, les cultures ou les semences les plus adéquates. après examen chimique de la terre. Mais on ne se contentait pas de conseiller : la section des engrais se procurait, et fournissait ce que recommandait la section des laboratoires : synchronisation toujours.

Campo libre, organe de la Fédération – et qui paraissait en même temps que la C.N.T. publiait, ainsi que les différents organes régionaux des Collectivités libertaires, des indications précises, sur la façon de cultiver, ou de traiter les céréales, les fruits, les légumes, la vigne, les arbres fruitiers, selon les variétés, le climat, le terrain. On y trouvait des instructions techniques sur la lutte contre les maladies cryptogamiques, sur la conservation des produits obtenus, ainsi que sur les races animales qui convenaient le mieux à chaque région, sur leur alimentation rationnelle, etc. Et les sections techniques de la Fédération publiaient dans les organes de presse des avis comme celui-ci :

"Nous prions nos Syndicats et Collectivités locales et cantonales ayant besoin de renouveler leurs vignes et de les améliorer au moyen de plants américains de nous le communiquer au plus tôt, en nous indiquant quelles variétés il leur faut, et en quelles quantités. Cela dans les cas où elles savent ce qu'il convient, selon le terrain. Dans le cas contraire, qu'elles nous fassent savoir quel nombre de plants elles désirent, et nous envoient, pour analyse, un échantillon de la terre, en surface et en profondeur, afin que nous puissions établir la variété la plus appropriée. Nous pourrions aussi leur procurer à temps les plants nécessaires pour que les vignobles donnent les meilleurs résultats."

D'autres recommandations et indications sur tous les aspects de la production agricole et ses dérivés contribuaient à la formation technique des paysans, et tous ces efforts facilitaient la rationalisation rapide de l'agriculture qu'aidaient avec enthousiasme nos ingénieurs agronomes, nos chimistes, nos spécialistes divers [\(108\)](#).

On retrouvait cette morale, cette solidarité, cette responsabilité, cette pratique collectiviste dans tous les aspects de la vie. Déjà vers la fin de 1937, quand des camarades envoyés du Levant ou de la Catalogne avec des camionnettes, arrivaient dans n'importe quel village collectivisé de Castille pour se procurer du blé, ils se heurtaient régulièrement à un refus. Même si l'on disposait de stocks, on leur répondait : "Camarades, ce dont nous disposons ne nous appartient pas ; il faut vous adresser au secrétariat de la Fédération régionale, à Madrid." Aucune offre d'argent ou de marchandise n'eût pu changer quoi que ce fût à cette attitude, car on savait que le respect des résolutions prises était un gage de succès général. Il ne restait alors aux acheteurs qu'à téléphoner ou à se rendre à Madrid, où la section des échanges ou de commercialisation acceptait de fournir la marchandise demandée si les intérêts généraux des régions moins bien partagées ou les nécessités de la guerre, toujours présentes, le permettaient.

Nous avons dit que la Fédération régionale des paysans du Centre était devenue Fédération régionale des paysans et de l'alimentation. Il s'agissait là, d'abord, d'une prise de conscience du rôle joué par les producteurs, ensuite d'une intégration organique dont il existait des précédents peut-être moins développés en Aragon et dans le Levant.

Le 25 octobre 1937, sur l'initiative de l'organisation paysanne de la C.N.T., région du Centre, la fusion s'opéra entre les 97.843 paysans et les 12.897 travailleurs de la distribution, eux aussi appartenant à la C.N.T. C'était un pas de plus dans la coordination de fonctions complémentaires. A partir de ce moment, production et distribution ne sont plus séparées. Ce sont les distributeurs de la Fédération des producteurs qui sont chargés de répartir les produits dans les coopératives et les magasins ou dépôts publics, ce qu'on organise aussi rapidement que possible dans les villages et dans les villes, sans oublier la capitale de l'Espagne. Le commerce privé est éliminé ou tout du moins mis en tutelle, et disparaît la possibilité, pour une minorité d'intermédiaires, de spéculer sur les produits apportés par une majorité de producteurs, et d'être maîtresse de la vie matérielle des populations [\(109\)](#).

Puis, comme en Aragon, comme dans le Levant, comme en Catalogne, comme, nous en sommes certain, dans les parties de l'Andalousie et d'Estrémadure qui furent pendant quelque temps aux mains de nos camarades, cette réorganisation économique fut complétée par la création de nombreuses écoles, de colonies d'enfants, d'importants travaux d'irrigation et de nombreuses initiatives dans la mise en culture de terrains vagues, et cela dans Madrid même, au prix d'efforts souvent inouïs. Ajoutons encore les mesures positives que nos camarades firent triompher dans les Conseils municipaux, où ils s'efforçaient d'élargir le rôle de la commune et de transformer cette dernière en élément actif de réorganisation sociale.

Voici maintenant quelques exemples qui peuvent nous donner une idée assez nette des réalisations effectuées dans les trois cents Collectivités castillanes qui existaient en mars 1938, et dont le nombre augmenta par la suite.

Collectivité de Miralcampo. – Elle fut fondée dans une immense propriété du comte de Romanonès, leader fameux du libéralisme monarchiste. En 1936, avant la Révolution, on y avait cultivé le blé sur une superficie de 1.938 hectares, et de l'orge sur 323 hectares. Après la collectivisation, la superficie emblavée était de 4.522 hectares pour le froment et de 1.242 hectares pour l'orge. La production du vin passa de 485 à 727 hectolitres, grâce au meilleur entretien des vignes, et à l'organisation de l'irrigation (car on n'avait pas encore eu le temps de changer les cépages). Quant à la valeur de la production de melons elle était passée de 196.000 à 300.000 pesetas, et celle de la luzerne, de 80.000 à 250.000 pesetas. Or à l'époque, et dans l'ensemble, l'augmentation des prix n'atteignait pas 10 pour cent.

De plus, la Collectivité avait un splendide élevage de lapins, une centaine de porcs et un magasin de ravitaillement auquel se fournissaient huit cents personnes [\(110\)](#).

Dans tout le canton, les Collectivités de Tielmes, Dos Barrios, Cabañas Yelpe, Cislada, Tomelloso, Almagro, réalisent une oeuvre constructive comparable à celle de Miralcampo.

Manzanarès. – Les réalisations collectivistes de Manzanarès furent beaucoup plus vastes que celles de Miralcampo. Cette ville comptait à l'époque 25.000 habitants, et exceptionnellement aussi, s'agissant de la Castille, le mouvement libertaire y avait poussé de nombreuses racines [\(111\)](#). Aussi, la collectivisation fut-elle entreprise dès le mois d'août 1936 ; dès le début, nos camarades parvinrent à entraîner avec eux les adhérents locaux de l'Union générale des travailleurs.

En 1937, la Collectivité possédait 22.500 hectares de terre, et 2.500 de bois et forêts. La moitié de cette richesse provenait d'expropriations, l'autre de dons et d'adhésions volontaires. On conservait dans les archives les procès-verbaux de soixante-trois expropriations, de vingt-trois dons volontaires à perpétuité, et des dons de cinq cents collectivistes auparavant petits propriétaires. Le noyau initial se composait de 1.700 personnes, hommes, femmes et enfants.

L'année suivante, on obtenait 87.610 quintaux de blé, 96.840 hectolitres de vin, 630 hectolitres d'huile, pour 630.000 pesetas de céréales secondaires et 900.000 pesetas de fruits et de légumes.

Dès février 1937, la Collectivité possédait 700 mules et mulets, autant de charrettes et de chariots, six tracteurs, quatre batteuses pour les céréales, six ventilateurs à main, trois à moteur, quatre-vingts pompes pour extraire l'eau et la distribuer dans les cultures potagères. Ajoutons 3.000 têtes de bétail ovin, quatre-vingts chèvres et deux immenses pigeonniers contenant six mille pigeons chacun.

Ce n'est pas tout. On comptait aussi trois moulins à huile munis de pressoirs hydrauliques, trente caves vinicoles d'une contenance totale de 131.200 hectolitres, une fabrique d'alcool à usage médicinal, une imprimerie, deux ateliers de charronnage munis d'outillage moderne, une menuiserie, un atelier pour le tissage du sparte, une fabrique de plâtre, une de soufre pour le sulfatage des vignes, et un atelier de mécanique.

Il est vrai que presque toutes ces installations existaient auparavant, mais la Collectivité les a fait produire au maximum. Et, siège cantonal, elle a aidé les Collectivités de Membrilla, La Solana, Alhambra, Villarte, Arenas de la Vega, Daimiel, Villarubia, Almagro et Bolanos avec lesquelles elle était unie par la communauté de l'effort. Telle était la confiance qu'elle inspirait que l'Institut de la réforme agraire, organisme officiel d'Etat lui octroya, au début de son organisation, un prêt de 800.000 pesetas qu'elle remboursa sans peine, bien que la mobilisation pour la guerre d'une partie importante de ses membres la privait de bras qui lui auraient permis de faire davantage.

Alcazar de Cervantes. – C'est dans cette ville, dont le nom traditionnel d'Alcazar de San Juan avait été changé par la révolution, que naquit Cervantes (ceci est du reste controversé). Dès octobre 1936 la section locale de la C.N.T. et celle de l'U.G.T. commençaient la socialisation agraire. Sur 53.000 hectares qu'embrassait le territoire municipal, 35.000 passèrent aux mains de la Collectivité.

Un comité d'administration composé de trois membres de chaque organisation syndicale fut nommé. Le président, un vieux paysan, petit propriétaire, membre de l'U.G.T., n'était peut-être pas le plus favorable à cette entreprise révolutionnaire, mais sa nomination constituait, de la part de nos camarades, un geste de tolérance. On n'eut du reste pas à s'en plaindre.

Comme partout, la première chose que fit la Collectivité fut d'intensifier la production agricole. Jusqu'alors, celle de céréales était presque inexistante. Un an après elle s'élevait à 19.000 hectolitres de blé et à 15.000 hectolitres d'orge. Effort appréciable, dans des terres dures et dans des conditions de climat généralement adverses.

En février 1938, la Collectivité comptait 1.800 mules et mulets, 400 moutons et brebis. Ce troupeau ovine qui n'avait pas augmenté davantage parce qu'il était continuellement mis à contribution pour le ravitaillement de Madrid [\(112\)](#), avait, au 30 juillet 1937, rapporté, après le paiement des salaires familiaux, un bénéfice net de 211.792 pesetas.

La région est surtout apte à la culture de la vigne. En 1937, la vendange donna 48.300 quintaux de raisin qui furent livrés aux pressoirs des caves collectives. On retint pour la consommation locale la trentième partie du vin, et l'argent encaissé par la vente des produits obtenus permit d'améliorer le standard économique et de donner en vêtements, en meubles, en réparations des maisons un confort jusqu'alors inconnu.

Ce n'est qu'en mars 1937, six mois après la naissance de la Collectivité agricole, qu'apparut la Collectivisation industrielle. Sans doute les résultats de la Collectivisation agricole incitèrent-ils à l'entreprendre ceux qui avaient jusqu'alors hésité. Les membres de la C.N.T. commencèrent par installer dans une maison abandonnée un atelier de métallurgie. Quelques artisans et petits patrons les aidèrent, et peu après, l'atelier réunissait quarante ouvriers mécaniciens dont le responsable technique était nommé par eux. On avait commencé avec l'outillage que chacun apporta, mais celui-ci fut amélioré dans la mesure où les circonstances le permettaient.

Comptabilité collectiviste

Documents annexes :

Monnaies locales, bons et tickets de contrôle, systèmes de points.



Carnets de consommation familiale.



Tableau de distribution des produits alimentaires (Granollers).

Nous avons vu que la grande majorité des anarchistes espagnols avaient adhéré au communisme libertaire ou anarchiste, ou à l'anarcho-communisme, ou encore dans la période qui va de 1918 à 1936, à l'anarcho-syndicalisme, dont la formule et la dénomination se répandirent comme une des conséquences de la révolution russe, mais n'ajoutaient rien, bien au contraire, aux conceptions constructives de l'anarchisme que nous pouvons qualifier génériquement de social [\(113\)](#). Nous avons vu aussi que la formule de l'anarchisme communiste, aussi bien que celle du communisme libertaire et de l'anarcho-syndicalisme était celle de la libre consommation, qui semblait garantir le droit à la vie égal pour tous, et être l'expression pratique de la véritable justice sociale. C'est pourquoi, Kropotkine l'avait simplifiée en la résumant, dans son livre *La Conquête du Pain*, par la formule un peu trop répandue et inquiétante de "prise au tas" : chacun et chacune prendrait librement ce dont il avait besoin dans les magasins communaux. Mais depuis assez longtemps, des réticences s'étaient formulées parmi les anarchistes sociaux. Malatesta, le premier sans doute, et dont l'esprit critique était assez souvent éveillé, bien qu'il fût généralement incapable d'opposer à ce qu'il critiquait, des solutions

constructives valables, avait exprimé des doutes quant à la possibilité de pratiquer ce principe en toute liberté, et affirmé qu'il ne serait pas applicable tant qu'il n'y aurait pas une très grande production de biens de consommation ; malheureusement il ignorait que l'augmentation des besoins suit toujours, quand elle ne la précède pas, l'augmentation de la production, et qu'il n'y aurait jamais, pour ce problème, de possibilité de libre consommation.

Mais des militants moins connus, dont l'auteur de ce livre, avaient posé le problème à leur façon. Parmi eux, certains proposaient l'emploi d'une monnaie – ce que Malatesta avait fait incidemment, sans trop y insister, vers 1922. Certains préconisaient aussi une monnaie, sans en expliquer le mécanisme financier, et pour éviter qu'elle donne lieu à une thésaurisation dangereuse, l'imaginaient "fondante", et perdant sa valeur en un laps de temps très court. D'autres solutions furent préconisées. Par exemple, que la distribution fût organisée sous un certain contrôle, par des coopératives syndicales et des magasins municipaux, ce qui empêcherait le gaspillage, et que des éléments contraires à la révolution ne la sabotent en consommant inconsidérément et en gaspillant librement. Toutefois, en 1936, on n'avait pas encore trouvé de solution théoriquement valable, particulièrement pour les villes.

Rien donc n'avait été formulé avec une ampleur et une précision suffisantes. Or, la révolution commencée, il était indispensable de trouver une ou des solutions. Les circonstances obligèrent à y parvenir. Dans les régions où, comme en Castille, en Catalogne ou dans le Levant, le maintien des structures politico-administratives officielles se poursuivait par la présence de l'Etat républicain, l'emploi de la monnaie officielle fut conservé, avec sa garantie or [\(114\)](#). Il ne restait plus, dans les régions que nous venons de mentionner, qu'à établir le salaire familial pour éviter les inégalités. La peseta demeura donc comme étalon de valeur, et moyen de distribution.

Mais – et ce fut particulièrement le cas en Aragon –, là où l'Etat ne dominait pas, il fallut improviser des solutions originales ; et nous disons bien "des solutions", parce que chaque village, ou petite localité, innova la sienne.

Il n'y eut donc accord tacite, au départ, que pour la suppression de l'argent, expression et symbole de l'injustice traditionnelle, de l'inégalité sociale, de l'écrasement des pauvres par les riches, de l'opulence des uns aux dépens de la misère des autres. Pendant des siècles, et d'aussi loin que les plaintes des déshérités s'étaient transmises de génération en génération, l'argent était apparu comme le moyen de l'exploitation par excellence, et la haine des gens du peuple s'était accumulée contre le métal maudit, contre le papier monnaie ; ce que les révolutionnaires s'étaient promis de faire disparaître, avant et par-dessus tout.

Ils tinrent parole, toujours en Aragon. Toutefois on n'appliqua pas pour cela le principe de la "prise au tas", ou, exprimé en termes d'économie, de la libre consommation. A part l'accès sans contrôle aux produits existant en très grande abondance, et qui n'étaient pas les mêmes dans tous les villages (ici le pain et le vin, ailleurs les légumes, l'huile ou les fruits), un certain ordre fut établi dès les premiers moments quand on le crut nécessaire, comme il le fut pour la poursuite du travail et de la production. Car, et dès les premiers moments aussi, la révolution fut considérée comme une entreprise constructive très sérieuse. Dans les campagnes surtout, il n'y eut pas d'orgie révolutionnaire. On comprit, dès le premier jour, la nécessité de contrôler et de prévoir.

Nous avons conservé des témoignages probants de la façon dont s'établit la comptabilité collectiviste. Commençons par le plus simple de toutes.

Nous voici à Naval, village situé au nord de la province de Huesca. Pas de monnaie, même locale, pas de rationnement. Consommation libre dès le premier jour, mais consommation *contrôlée*. Chacun peut se présenter au "Comité antifasciste" que conseille, si nécessaire, le groupe libertaire local. On a improvisé une Coopérative de distribution générale, et celle-ci a établi un carnet à souches numéroté de 1 à 100, sur lequel sont notées, au jour le jour, les denrées remises, sur la demande, et le nom des consommateurs.

Le 15 septembre, date de l'inauguration de la vie collective, Antonio Ballester – ou quelqu'un de sa famille – a reçu un demi-kilo de pois chiches et un kilo de savon ; José Gambia a reçu une paire d'espadrilles ; Serafin Bistué, du grillage pour une cage à lapins et de la ficelle ; Prudencia Lafulia, une femme, un kilo de riz et un kilo de sucre ; Joaquinna Bustes, un kilo de savon ; Antonio Puértolas, deux kilos de viande ; Ramon Sodomillo, trois litres de vin ; José Lafarga, un pain ; José Arnal, une robe pour fillette, un kilo de savon et un

de riz [\(115\)](#) ; de même que Sotero Fuentes, qui prend aussi un kilo de savon et un de lard ; Sesouta, des clous pour la guérite de la garde ; Joaquina Lacoma, un kilo de savon, de même que Pablo Solanona, Juan Lacabra, Antonio Puértola, Isidro Salas, une livre de lard. Puis c'est une boîte de sardines à un ou une collectiviste dont nous ne pouvons déchiffrer le nom ; et encore un kilo de savon à Domiciana Linès ; et un autre, accompagné d'un kilo de sucre à .?. Baron. Antonia Coronas a demandé ce jour-là une boîte de lait condensé, un kilo de riz, un de savon. Nous ignorons à qui va la "vara" [\(116\)](#) de toile pour la "garde" – peut-être pour une baraque où veillent des sentinelles. Puis, pour terminer ce premier jour, voici, consigné à la souche n°25, l'échange d'une demi-douzaine d'ufs apportée sans doute par un individualiste, contre un demi-kilo de sucre.

Naval comptait alors 800 habitants et 176 familles. Il n'y eut donc pas, ce premier jour, abus ou gaspillage. Mais les souches des jours suivants montrent une même modicité de consommation gratuite : deux paires d'espadrilles pour deux hommes ; trois kilos de savon ; une bouteille de lessive ; un kilo de pois chiches ; un kilo de sucre ; 150 grammes de viande de mouton "pour une malade" est-il mentionné comme pour s'excuser de demander cet aliment de luxe ; un litre d'huile, du fil à coudre, puis deux kilos de pain, trois litres de vin (exceptionnel), un kilo de pâtes alimentaires, et encore du savon, et encore de la lessive, et encore du savon [\(117\)](#). Chacun de ces articles a été demandé par des personnes différentes, et figure sur une souche à part.

Tel fut à Naval et dans d'autres villages le procédé de contrôle le plus simple utilisé dans les premiers temps. Mais il fut encore simplifié par la suite. Car le 1er décembre de la même année, on remplaça le carnet à souches par un carnet ordinaire, sans souches, qui fut distribué à chaque famille. Et pour tout le mois de décembre, le total de dépenses en épicerie et boucherie de la famille à laquelle appartenait celui que nous avons en main, et que nous n'avions pas spécialement choisi, fut de 107,30 pesetas ; il fut de 79,20 pesetas en janvier, de 68,85 pesetas en février, de 90,80 pesetas en mars, de 83 pesetas en avril. Un compte séparé était tenu pour les articles de mercerie et le rayon des vêtements et chaussures.

Mais derrière ce contrôle primaire, en sa simplicité, on trouvait une comptabilité plus sévère et plus compliquée. Voyons nos notes prises sur les registres de contrôle général, et dans la documentation que nous avons soigneusement compulsée, ou gardée.

D'abord un registre où sont couchées quotidiennement les entrées et les sorties, les achats et les ventes de tous les produits sans exception. Puis le Grand Livre où figurent, au fur et à mesure des jours qui s'écourent dans les sections respectives, spécialement établies, toutes les opérations. Et un autre livre concernant l'abattage des animaux, avec la date, le détail des bêtes, leur nombre, leur provenance, leur poids, leur qualité, la quantité de viande gardée pour les malades et celle livrée à la boucherie.

Dans un petit registre séparé on consigne ce qui est remis aux collectivistes "para vicios", comme dit savoureusement le rédacteur, qui doit être un peu puritain : les "vicios" (vices) c'est le tabac pour les hommes, de menus produits de toilette pour les femmes, des bonbons pour les enfants... Les hommes disposent de deux pesetas par semaine, les femmes d'une peseta, les enfants de 0,50 centime. Ce registre a pour pendant celui où figurent les comptes des deux estaminets du village où l'on peut consommer de la limonade, un verre de vin – un seul –, de l'eau gazeuse, ou un "café" d'orge grillée.

Enfin, on me montre le registre concernant les deux camions que la Collectivité s'est procurés, et le compte des dépenses qu'ils entraînent (essence, pneus, réparations, etc.). Il y a encore le livre réservé à la vente des poteries fabriquées sur place et répandues dans la région. Puis voici, à part, le livre des recettes provenant de la vente du sel obtenu sur place. Enfin, celui réservé aux dépenses totales de chaque famille.

Comptabilité précise, quoique improvisée par des hommes qui n'en avaient jamais fait.

Dans le domaine de la distribution, quelle qu'ait été la forme ou la méthode, l'initiative organisatrice apparaît sans cesse. En des centaines de villages, les "libretas de consumo" (disons carnet de consommation) sont apparues. Ces carnets sont de dimensions et de couleurs diverses. Des tables de rationnement y sont établies, car il faut rationner, non seulement en prévision d'une diminution des réserves, et peut-être de la production, mais parce qu'il faut, aussi, ravitailler le front, et les villes qui trop souvent ne semblent pas comprendre la gravité de la situation. Voici donc un carnet d'un assez grand format (22×13 cm) ; il est de couleur verte, il a été édité à Calanda, dans la province de Teruel. Il embrasse la période allant du 1er mars 1937 au 2 février 1938, et chaque page correspond à une semaine. Sur la gauche, une colonne verticale contient la liste des

produits que le possesseur ou sa famille peut se procurer, de la viande à la lessive, en passant par les produits d'épicerie, les conserves (généralement, en Aragon, tomates et sardines), les légumes secs, les meubles, les tissus et même les parfums. En tout, vingt-sept articles. A chaque jour de la semaine correspond une colonne parallèle où l'on inscrit la valeur des achats, calculée en pesetas. Le total est ainsi connu très simplement et le contrôle exercé.

Le carnet de Fraga est plus petit : 15×10 cm. Ici, ce sont les jours, du 1er au 30, ou 31 de chaque mois, qui figurent sur la colonne de gauche, et en haut, horizontalement et verticalement, en petits caractères, et pour chaque colonne, sont énumérés quatorze produits que l'on a cru nécessaire de rationner, d'après les possibilités de ravitaillement local et les réserves existantes (nous avons déjà dit que Fraga est continuellement mis à contribution par les troupes de passage).

Le carnet d'Ontiñena (appelé "libreta de crédito") avait les mêmes dimensions que celui de Fraga. Mais on n'y spécifiait ni les dates, ni les articles disponibles. Les colonnes correspondantes étaient remplies au fur et à mesure de la consommation. Le carnet de Granollers, dans la province de Barcelone, répondait à une autre conception. Edité par le conseil municipal, il comptait huit feuillets par semaine, et ces feuillets étaient divisés en coupons détachables où étaient stipulée la quantité de pain, d'ufs, de sucre, de pommes de terre, de viande de boucherie, de volaille (poule ou lapin), de morue salée ou de viande de porc que chaque famille pouvait acheter selon le nombre de ses composants, et selon les jours de la semaine, spécialement stipulés, d'après l'organisation établie du ravitaillement.

Il y avait ainsi, en Catalogne et surtout en Aragon, quelque 250, peut-être 300 carnets de conception voisine et formes diverses. Mais il existait aussi d'autres formes de ravitaillement et de contrôle. Tout cela variait selon les ressources disponibles, les réserves existantes et la conception que l'on avait des choses. Voici, par exemple, la table de rationnement établie sans carnet, et sans monnaie nationale ou locale, dans la ville de Barbastro, la seconde en importance de la province de Huesca :

Rationnement par personne et par semaine

(hommes, femmes et enfants)

(P = petite ; G = grande)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Pois chiches (en g)	160	280	380	500	600	700	950	1050	1150	1230	1325	1400
Pâtes (en g)	180	320	450	700	835	950	1075	1200	1200	1325	1450	1575
Riz (en g)	300	550	850	1050	1450	1700	1975	2240	2500	2700	2900	3000
Haricots (en g)	160	280	380	500	600	700	950	1050	1150	1250	1325	1400
Lait	avec ordonnance											
Hommes	75g par jour											
Viande	on n'en donne pas plus car il y a du porc salé dans chaque maison											
Femmes	60g par jour											
Enfants	40g par jour											
Sardines (boîtes)	1P	1G	1G	1G	1G	1G	1G	1G	2G	2G	2G	2G
Sucre	avec ordonnance											

Le pain n'est pas rationné, le vin l'est parfois ; l'huile aussi, mais on distribue en moyenne 30 litres par personne et par an. C'est, comme en tant d'endroits, la seule matière grasse employée dans l'alimentation.

Observons encore que l'on inclut parmi les grandes personnes les enfants au-dessus de quatorze ans.

Tous ces exemples, et d'autres que nous n'énumérons pas pour ne pas trop nous étendre sur cet aspect de la comptabilité collectiviste montrent qu'il n'y eut jamais désordre. Au contraire, on pourrait peut-être (nous disons bien *peut-être*) reprocher aux animateurs des Collectivités d'avoir parfois un peu trop organisé les choses. On a vu comment, à Naval, une part minime des dépenses était réservée aux petits extras, aux "vicios". Cette attention se retrouve là où le rationnement avait atteint un degré émouvant d'austérité. Les

"hojas de fumadores" (cartes de fumeurs) qui, à la fois, tenaient compte d'une faiblesse humaine et en freinaient les excès furent éditées et distribuées dans nombre de Collectivités, ainsi que les "vales" ou bons de consommation donnant droit à la consommation d'une tasse d'orge grillée, appelée café. A Ontiñena, par exemple, chaque collectiviste recevait par semaine une carte pour dix consommations que l'on poinçonnait à chaque dégustation d'où l'alcool était exclu. Ce genre de cartes circulait très souvent, et celui qui invitait un ami à prendre "quelque chose" consommait par la suite un "café" ou une limonade en moins.

Là où le strict rationnement et la monnaie officielle étaient refusés, est apparue la monnaie locale. Les villages qui l'adoptaient faisaient imprimer des bons ornés d'une gravure ou d'un simple cadre avec le nom de l'endroit, et l'indication : 1, 2, 5 ou 10 pesetas, parfois vingt-cinq ou cinquante centimes de pesetas, et cette monnaie fiduciaire était, toujours localement, aussi solide que la peseta officielle, garantie par le gouvernement de Valence. Elle avait même l'avantage de ne pas se dévaluer.

Toutefois, reconnaissons aussi qu'elle offrait l'inconvénient de n'être utilisable qu'à l'échelle locale. Cela n'échappait pas à nombre de ceux qui assumaient l'initiative de la reconstruction sociale. Ni, par exemple, aux habitants désireux de se déplacer. Dans ce dernier cas, le Comité de la Collectivité fournissait les pesetas nécessaires, ce qui permettait d'aller dans une région où la monnaie officielle faisait loi (118). Mais pour en finir avec la multitude de monnaies locales, le congrès des Collectivités d'Aragon que nous avons résumé au chapitre correspondant avait accordé à l'unanimité de supprimer totalement leur emploi et d'établir le rationnement égalitaire pour toutes les Collectivités aragonaises.

Aussi fit-on éditer un carnet de ravitaillement familial, identique pour tous. Ce carnet, qui portait, de semaine en semaine, les dates du 1er avril 1937 (moment du démarrage) au 31 décembre, énumérait vingt et un articles et groupes d'articles dont la liste donnait, en même temps, un aperçu de la sobriété de la vie du paysan espagnol (sobriété redoublée toujours par les impératifs de la guerre). Enumérons, pour plus de précision, quels étaient ces articles, dans l'ordre établi : pain, vin, viande, huile, pois chiches, haricots, riz, pâtes alimentaires, saucisses, saucisson, boudin, lard, conserves diverses (non spécifiées), sucre, chocolat, tomates en conserve, pommes de terre, lait, lentilles, olives, lessive, savon, quincaillerie, articles de ménage, mercerie, chaussures.

L'attaque communiste qui se produisit peu après allait empêcher l'application généralisée de ce projet. Repliées sur elles-mêmes, extrêmement amoindries à conséquence de destructions qu'elles avaient subies, les Collectivités furent, par la suite, condamnées à une vie précaire.

On peut toutefois en arriver aux conclusions suivantes pour le problème de la distribution, plus important à certains points de vue que celui de la production même, les Collectivités ont montré un esprit novateur qui, par la multiplicité des aspects et son sens pratique, force l'admiration. Le génie collectif des militants de base a su résoudre des problèmes qu'une organisation gouvernementale centralisée n'aurait pu ni résoudre. Si les méthodes pragmatiques auxquelles on dut recourir peuvent paraître insuffisantes, et parfois défectueuses devant certaines contradictions que l'on observe çà et là, l'évolution tendant à éliminer ces contradictions s'opérait rapidement (en huit mois, et moins, selon les cas, les résolutions organiques étaient prises), et l'on s'acheminait rapidement vers des améliorations unificatrices et décisives. Pendant ce temps, dans la zone du pays où dominait la monnaie officielle, la peseta se dévaluait sans arrêt, par l'incapacité du gouvernement de juguler l'augmentation des prix, et la spéculation qui s'établissait et se développait.

*

Durant son séjour à Mas de las Matas, l'auteur demanda aux principaux organisateurs de la Collectivité (des jeunes au regard et au front illuminés d'idéalisme, d'intelligence et de foi), des chiffres précis sur le cheptel dont on lui avait vanté l'augmentation, et qu'il avait vu, en partie, dans les installations collectives. On les lui fournit. Il conserve encore la page dactylographiée dont voici la traduction :

Collectivité générale de Mas de las Matas

Porcs pour la consommation	570
Porcelets	99
Truies de reproduction	61

Vaches à lait	24
Veaux d'élevage	61
Brebis	708
Agneaux de boucherie	471
Jeunes brebis de reproduction pour l'année prochaine	471
Chèvres	164
Chevreaux	116
Caprins d'un an	270

Consommation de viande pendant le mois d'avril :
194 agneaux, 50 brebis, 16 de premier choix, et 18 chevreaux.

Mas de las Matas, le 5 mai 1937,
Le Comité collectif.

On ne pouvait être plus précis, et je suis certain qu'aucun maire de commune française, allemande ou autre ne pourrait fournir en si peu de temps des statistiques aussi minutieuses. Or, dans les quelque 1.600 Collectivités agraires, ou principalement agraires (dont la moitié englobait le village tout entier), et qui existaient en Espagne à cette époque, la même comptabilité précise était tenue au jour le jour. Et s'il y avait des exceptions que nous n'avons pas connues, elles n'ont fait que confirmer cet effort général.

Nous retrouvons le même souci de bonne organisation dans d'autres aspects de la vie économique considérée sur une plus large échelle. Ainsi, nous avons demandé au comité local d'Angüés, chef-lieu du canton de même nom, dans la province de Huesca, au nord de l'Aragon, de nous expliquer de quelle façon s'exerçait le mouvement et le contrôle des échanges de la localité et du canton avec les autres zones aragonaises et aussi les zones catalanes. Notre curiosité fut satisfaite par le document suivant :

Canton d'Angüés (Province de Huesca)

Livraisons faites par notre Fédération cantonale de différents produits
envoyés en échange à la Fédération cantonale de Granollers

<i>1937</i>	<i>Valeur en pesetas</i>
3 avril 13.300 kilos de blé à 0,53	7.049,00
10 avril 22.050 kilos de blé à 0,53	11.686,00
14 avril 13.300 kilos de blé à 0,53	7.049,00
17 avril 25 Diff. ; livraison précédente	13,25
17 avril 2 porcs à 60 pesetas chacun	120,00
<i>Total 25.917,75</i>	

Livraisons faites par le canton de Granollers à notre Fédération
cantonale

3 avril 192 porcs d'élevage à 60 pesetas	11.520,00
10 avril 214 porcs d'élevage à 60 Pesetas	12.840,00
10 avril Somme remise en pesetas	7.000,00

Total 31.360,00

RESUME

Doit	31.360,00
Avoir	25.917,75
Dû à Granollers	5.442,25

Canton d'Angüés (Province de Huesca)

Livraisons faites par notre Fédération cantonale de différents Produits envoyés en échange au Conseil municipal de Tarrasa

<i>1937</i>		<i>Valeur en pesetas</i>
25 mars	35 sacs de farine à 70 pesetas les 100 kilos	2.450,00
25 mars	40 sacs de farine à 70 pesetas les 100 kilos	2.800,00
26 mars	35 sacs de farine à 70 pesetas les 100 kilos	2.450,00
28 mars	80 sacs de farine à 70 pesetas les 100 kilos	5.600,00
30 mars	Marchandises diverses, facture n°31.36	7.762,00
2 avril	35 sacs de farine à 70 pesetas les 100 kilos	2.450,00
14 avril	40 sacs de farine à 75 pesetas les 100 kilos	3.000,00
	<i>Total</i>	<i>26.512,10</i>
Livraison faite par le Conseil municipal de Tarrasa à notre Fédération cantonale		
9 mars	Marchandises selon facture	2.086,45
24 mars	Marchandises selon 5 factures	7.789,45
12 avril	Marchandises selon 12 factures	18.056,00
	Dés à coudre remis par Ramon Moré	2.247,50
	Articles d'électricité	54,00
	<i>Total</i>	<i>30.234,10</i>

RESUME

Doit	30.234,10
Avoir	26.512,10
Nous devons à Tarrasa	3.722,00

Tels étaient, à la période indiquée, les comptes concernant les échanges entre le village et le canton d'Angüés, en Aragon, et les deux petites villes de Granollers et de Tarrasa, dans la province de Barcelone, en Catalogne. Sur des registres à part étaient consignés tous les achats. Nous avons relevé beaucoup d'autres exemples de cette comptabilité dans d'autres localités. Les camions allaient et venaient d'une région à l'autre, transportant les marchandises. Chaque canton connaissait les particularités de production des autres cantons. Tous s'adressaient les uns aux autres, s'accordaient les crédits nécessaires sur la garantie tacite des récoltes ou des ventes prochaines, équilibraient par l'échange leur production.

Cette précision, qui surprenait et émerveillait presque, apparaît sous tous les rapports. Nous avons pu sauver, magnifiquement imprimé, sur des feuilles de papier-carton de 30×23 centimètres, des fiches spécialement confectionnées pour enregistrer toutes les sortes d'achats et de ventes de la Collectivité de Graus, en Aragon. Mois, jours, entrées, sorties, stocks, prix d'achat – quand il y a achat –, prix de vente – quand il y a vente –,

montant des achats et montant des ventes, différence en plus ou en moins, fournisseur : chaque poste, chaque article a sa colonne correspondante où figure en permanence le détail des opérations et du mouvement des marchandises qui s'est produit depuis la naissance de la Collectivité. On peut ainsi tout contrôler, modifier, orienter.

Une de ces fiches nous informe sur l'article vermicelle (appelé "sopas" selon le langage régional des paysans). Une autre sur le lait liquide, la troisième sur les amandes. Nous apprenons ainsi que le Comité cantonal de Barbastro a fourni, à Graus, le 18 décembre 1936, 200 kilos de vermicelle, et que le 22, le Magasin général en a fourni 50. Nous suivons jour par jour la vente et la diminution des stocks. Sur les premiers 200 kilos, il en restait 166 kilos le 18 décembre même, puis, le 22 décembre le stock remontait à 216 kilos, grâce aux 50 kilos qu'on a pu se procurer. Ensuite, rapidement, – le vermicelle était presque un luxe – on est descendu à 184, 147, 97, 72 et 40 kilos le 30 décembre, le reste ayant été vendu le jour suivant, 31 décembre.

Pour ces opérations on avait dépensé 225 pesetas, prix d'achat, et touché 237,50 pesetas, prix de vente ; la différence en plus était de 12,50 pesetas qui permettaient de couvrir les frais généraux.

Même comptabilité pour le lait, dont, du 6 au 15 avril, l'acquisition passe de 110 à 274 litres, et qui est, naturellement, vendu tous les jours. Le détail des amandes est plus minutieux, car le nombre des fournisseurs est plus élevé – il doit comprendre un certain nombre d'individualistes. Mais chacun figurait avec le nombre de doubles décalitres, fournis par lui, le prix payé, le résultat de la vente. Cette comptabilité était pratiquée pour tous ces genres d'opérations.

Dans la même province, nous avons demandé au Comité administratif de la Collectivité d'Albalate de Cinca un rapport aussi précis que possible sur l'ensemble de son organisation. Voici ce qu'ont répondu nos camarades :

"Notre Collectivité compte 113 familles et 470 habitants de tous âges. Trois cents peuvent travailler. Il y a huit groupes pour les travaux agricoles et 25 personnes travaillent dans les différents métiers non agricoles. Toute la population est dans la Collectivité.

Nous avons 2.900 hectares de terre irriguée et 800 de terre sèche. La dernière récolte a été de 696 quintaux de blé, 20 quintaux d'orge, 30 quintaux d'avoine, 161,43 quintaux de pommes de terre, 40 hectolitres de fèves, autant de maïs. La production de betteraves à sucre couvrirait 90 hectares. La luzerne, sans doute la production la plus rentable, couvrirait 200 hectares, à raison de 25 quintaux à l'hectare. L'augmentation de la production a été de 15%, pour le blé, l'avoine et l'orge, de 30% pour le maïs, de 25% pour les tubercules et les légumineuses.

La Collectivité possède 13 vaches de trait, 45 vaches laitières, 48 génisses, 57 veaux, 900 moutons et brebis pour la reproduction, 300 agneaux, 100 moutons destinés à la consommation, et 200 porcs."

Les informateurs terminaient par ces lignes :

"Puisque nous pouvons, à Albalate, récolter de la luzerne en abondance, et aménager davantage de prés, ces ressources seront mises à profit pour augmenter le nombre de fermes et la production ; en ce qui concerne la consommation, tout le monde est dans la Collectivité ; chacun est libre de travailler comme il le veut, individuellement ou en petits groupes, ou dans la Collectivité ; mais toute la production passe aux mains du Comité local pour faire face aux exigences de la guerre et de la Révolution.

P.S. – Nota. Parmi les 300 personnes aptes au travail, nous comptons les femmes qui composent la moitié de ce total, et sont employées pour la récolte de la luzerne et pour démarier les betteraves."

Voyons, un peu mieux, ce que nous appellerons la "comptabilité solidariste" à l'échelle de la Fédération des Collectivités aragonaises, et de toutes les Collectivités des autres régions. Elle avait été mise au point au plénum qui eut lieu à Caspe, le 25 avril 1937, trois mois après le congrès où s'était constituée la Fédération régionale. Entre autres nouvelles résolutions, les délégués repoussèrent l'offre venue du ministre de l'Agriculture d'un emprunt monétaire qui aurait pu aider les Collectivités à venir à bout de certaines difficultés provenant du maintien de la peseta, et du fait qu'elles n'acceptaient les échanges qu'avec d'autres Collectivités, ou des Syndicats, les unes et les autres appartenant à l'U.G.T. ou à la C.N.T. Tous rapports économiques avec

le commerce privé, les "individualistes" ou l'Etat était absolument banni.

L'application de ces principes entraînait la nécessité de connaître exactement les ressources dont on disposait, de façon non seulement à pouvoir pratiquer les échanges, mais aussi l'entraide de façon permanente. Ainsi, peu après le plénum d'avril, sur la base de questionnaires envoyés là où cela était nécessaire, on possédait les chiffres suivants en ce qui concernait un premier groupe de 77 Collectivités villageoises ou villages collectivisés, producteurs de blé. L'excédent disponible de froment s'élevait à : 17.180 quintaux ; mais d'autre part, d'autres villages accusaient un déficit de 1.653 quintaux. Après avoir livré à ces villages déficitaires le blé qui leur manquerait on disposerait de 15.520 quintaux.

Pour l'huile, et d'une part, les calculs se référant au même groupe de 77 villages, accusaient une production totale de 4.053 quintaux. Mais d'autre part, il y aurait un déficit causé par les difficultés du climat, de 1.637,10 quintaux. Ce déficit comblé il resterait 2.415 quintaux que l'on pourrait échanger contre d'autres produits (machines, vêtements, etc.). Les villages qui bénéficiaient de cette aide solidaire, organisée rapidement à l'échelle non plus seulement cantonale, comme nous l'avons vu, par exemple, à Mas de las Matas, mais à l'échelle régionale, avaient leurs comptes courants, et payaient avec d'autres produits, calculés en valeur pesetas, quand ils le pouvaient. Mais cette pratique de la solidarité dépassait rapidement le cadre étroit du canton, elle avait lieu par l'intermédiaire des comités cantonaux, à l'échelle entièrement régionale [\(119\)](#).

Ajoutons un détail qui montre avec quelle opiniâtreté lucide l'organisation collectiviste défendait son autonomie, et surtout sa liberté par rapport aux organismes non collectivistes. Nous avons dit qu'un Conseil régional avait été créé en Aragon, Conseil qui constituait un organisme politique indépendant, afin d'empêcher que le gouvernement de Valence n'étende ses pouvoirs sur cette région (il les étendra tout de même dès juillet-août 1937). Ce Conseil avait à sa tête une majorité de libertaires, et était présidé par un membre de la famille Ascaso, dont tous les membres étaient des militants plus ou moins connus. Et il arriva que cet organe semi-gouvernemental voulut semi-gouverner, particulièrement en monopolisant le commerce extérieur et en se réservant le bénéfice des opérations. Mais la Fédération refusa nettement d'accéder à cette prétention, déclarant qu'elle était disposée à payer, s'il le fallait, un impôt pour que le Conseil d'Aragon pût faire face à ses responsabilités, mais que l'économie dépendait des Collectivités et qu'elle n'était pas disposée à renoncer à sa direction.

La démocratie libertaire

Il y a dans l'organisation mise sur pied par la révolution espagnole, et par le mouvement libertaire qui en a été la cheville ouvrière, structuration de la base au sommet, qui correspond au véritable fédéralisme et à la véritable démocratie. Il est vrai qu'au sommet, et même à un échelon ou à un autre, des déviations peuvent se produire ; que des individus autoritaires peuvent transformer, ou vouloir transformer, la délégation en pouvoir autoritaire intangible. Et nul ne peut affirmer que ce danger ne surgirait jamais. Mais la situation est toute différente de ce qu'elle est, ou serait dans un appareil d'Etat. Dans l'Etat que Marx, quand il voulait courtiser les communards échappés au massacre afin de les attirer à lui appelait une "superstructure parasitaire" de la société, les hommes installés aux commandes sont inaccessibles pour le peuple. Ils peuvent légiférer, décider, ordonner, choisir pour tous sans consulter ceux qui devront subir les conséquences de leurs décisions : ils sont les maîtres. La liberté qu'ils appliquent est leur liberté de faire les choses comme ils l'entendent, grâce à l'appareil de lois, de règlements et de répression dont ils disposent, et au bout duquel il y a les prisons, les bagnes, les camps de concentration et les exécutions. L'U.R.S.S. et les pays satellisés en sont d'écrasants témoignages.

Le système non étatique ne permet pas ces déviations parce que les comités de direction et de coordination, évidemment indispensables, ne sortent pas de l'organisation qui les a choisis ; *ils restent en son sein*, toujours contrôlables, à la portée des adhérents. Si tels ou tels individus contredisent par leurs actes les instructions reçues, les résolutions prises, il est possible de les rappeler à l'ordre, de les blâmer, de les destituer, de les remplacer. C'est seulement dans, et par cette pratique que "la majorité fait loi"..

Ce système avait été, depuis 1870, apporté par les libertaires d'Espagne, qui tenaient absolument, suivant en cela la pensée de Proudhon et de Bakounine, à ce que la masse des adhérents se prononce et décide au

maximum sur les problèmes posés et la marche des activités.

Cela signifie-t-il qu'il n'existait pas de minorités, d'individualités exerçant une influence souvent décisive sur les assemblées, ou dans la vie quotidienne des Syndicats, des Collectivités, des fédérations ? L'affirmer serait mentir et ne tromperait personne. Comme partout, comme toujours, il y avait dans ces organismes des militants mieux préparés, les premiers sur la brèche, prêchant d'exemple, payant de leur personne, et qui, parce que poussés par l'esprit de dévouement et de sacrifice, connaissaient plus à fond les problèmes et trouvaient plus facilement les solutions. L'histoire de l'humanité contient, en bonne place, celle des minorités qui ont pris en charge le bonheur de leurs contemporains et le progrès de l'espèce. Mais la minorité libertaire assumait ce rôle selon le principe antiautoritaire, et en s'opposant à la domination de l'homme par l'homme.

Pour émanciper les peuples, il faut d'abord leur apprendre, les pousser à penser, et à vouloir. La minorité libertaire, nombreuse et ardente comme on l'a vu, s'efforçait donc d'apprendre aux masses à se passer de chefs et de maîtres, et pour cela les informait continuellement, les éduquait, les habitait à comprendre les problèmes les concernant directement ou indirectement, à chercher et à trouver les solutions adéquates. Les assemblées syndicales étaient donc l'expression et la pratique de la démocratie libertaire, démocratie n'ayant rien à voir avec la démocratie athénienne où les citoyens discouraient et disputaient à longueur de journée sur l'agora, où les factions, les rivalités de clans, d'ambitions, de personnages se heurtaient ; où, étant donné les inégalités sociales, le temps précieux était perdu en disputes interminables. Ici, un nouvel Aristophane n'aurait pas eu de raisons d'écrire l'équivalent des *Nuées*.

Normalement, ces réunions périodiques ne dépassaient pas quelques heures. On y traitait de sujets concrets, précis, de façon concrète et précise. Et tous ceux qui avaient quelque chose à dire pouvaient s'exprimer. Le Comité exposait les problèmes nouveaux surgis depuis la dernière assemblée, les résultats obtenus par l'application de telle ou telle résolution sur le volume de la production, l'augmentation ou la diminution de telle ou telle spécialité, les rapports avec les autres syndicats, les rendements selon les ateliers ou usines. Tout cela faisait l'objet d'exposés et de débats. Ensuite, l'assemblée nommait les commissions ; les membres de ces commissions discutaient entre eux des solutions à prendre ; s'il y avait désaccord, on établissait un rapport de majorité, un rapport de minorité.

Cela avait lieu dans *tous* les syndicats de *toute* l'Espagne, de *tous* les métiers et de *toutes* les industries, dans les assemblées qui, à Barcelone, réunissaient depuis la naissance de notre mouvement, des centaines ou des milliers, et des milliers de travailleurs, selon l'importance des organisations. De façon que la prise de conscience des devoirs, des responsabilités de chacun s'étendait de plus en plus, dans une mesure déterminante et décisive.

*

La pratique de cette démocratie s'étendait aussi aux régions agricoles. Nous avons vu comment, dès le début de la guerre civile doublée de la Révolution, la décision de nommer un Comité local de gestion des villages fut prise par les réunions générales des habitants des villages, comment les délégués aux différentes fonctions essentielles qui réclamaient une indispensable coordination des activités furent proposés et élus par toute la population rassemblée. Mais il convient d'ajouter et de souligner que dans *tous* les villages collectivisés, dans *toutes* les collectivités partielles de villages, dans les 400 collectivités d'Aragon, dans les 900 de la région levantine, dans les 300 de la région castillane (région du Centre. selon la dénomination adoptée) pour ne parler que des grandes formations qui embrassaient au moins 60 % de l'agriculture de l'Espagne "républicaine", la population était convoquée une fois par semaine, par quinzaine ou par mois, et mise, elle aussi, au courant de tout ce qui concernait l'existence générale.

L'auteur a assisté, en Aragon, à un certain nombre de ces assemblées où les exposés sur les différentes questions composant l'ordre du jour permettaient à la population de savoir, de comprendre, et de s'intégrer mentalement à la société, de co-participer à la direction des affaires publiques, aux responsabilités, si bien que les récriminations, les tensions qui se produisent toujours quand le pouvoir de décision est confié sans contestation possible à quelques individus, fussent-ils démocratiquement élus, ne se produisaient pas ici. Les assemblées étaient publiques, les objections, les propositions discutées publiquement, chacun pouvant, comme dans les assemblées syndicales, participer aux débats, critiquer, proposer, etc. La démocratie s'étendait à toute la vie sociale. Dans la plupart des cas, les individualistes mêmes pouvaient prendre part aux délibérations. Ils étaient écoutés comme les collectivistes.

Ce principe et cette pratique furent étendus aux débats des Conseils municipaux dans les petites villes, et même dans des villes d'une certaine importance – telles Villanueva y Geltru, Castellon de la Plana, Gérone Alicante ou Alcoy. Nous avons vu que, quand, à cause des exigences de la guerre, nos camarades étaient entrés dans ces conseils, et s'y trouvaient en minorité, ils n'en exerçaient pas moins, très souvent, une influence proportionnellement supérieure à leur nombre, en premier lieu parce qu'ils obtinrent des autres partis qui ne pouvaient s'y refuser, que les débats fussent publics. Ceux qui, parmi les gens du peuple, disposaient de temps libre ne se privèrent pas d'y assister. Et souvent on arracha à la majorité politicienne des réformes sociales immédiates (construction d'écoles, crèches, jardins d'enfants, secours décents aux vieillards) qui n'auraient pas été accordées si les débats avaient eu lieu à huis clos.

Tant à l'échelle individuelle qu'à l'échelle locale, ces différents aspects de la démocratie libertaire inauguraient, à notre avis, une civilisation nouvelle. Pour en donner une idée plus précise, et plus claire, nous allons voir le déroulement d'une assemblée villageoise, à Tamarite de Litera, dans la province de Huesca, assemblée à laquelle nous avons assisté – ainsi qu'à d'autres –, désireux que nous étions de recueillir des témoignages aussi vivants que possible pour l'avenir.

*

Le "pregonero" (crieur public) s'est présenté aux carrefours, sur la place ou dans les endroits les plus fréquentés du village. Il a soufflé trois fois dans la petite corne avec laquelle il s'annonce toujours, comme font en France les gardes champêtres avec leur tambour, puis d'une voix lente, de ténor léger qu'adoptent, je ne sais pourquoi, tous les "pregoneros" d'Aragon, il a lu, en hachant les mots et les phrases un peu au hasard, un papier sur lequel il était écrit que les membres de la Collectivité étaient invités par la Commission administrative à prendre part à l'assemblée générale qui aurait lieu le soir même, à 21 heures.

A 21 h 30, la salle du cinéma local est à moitié pleine. A 22 h, elle l'est complètement. Il y a là environ 600 personnes dont une centaine de femmes, de jeunes filles, et quelques enfants.

En attendant l'ouverture de la séance, tous parlent, sans cris, malgré le tempérament expansif des habitants de la région. Enfin, le secrétaire de la Collectivité monte, seul, à la tribune. Le silence s'établit, et le secrétaire propose immédiatement l'adoption des dispositions nécessaires :

– Nous devons, dit-il, nommer un bureau de séance.

Aussitôt, un des assistants demande la parole, "pour une question d'ordre".

– Il y a dans la salle des individualistes. Ce sont des ennemis de la Collectivité. ils n'ont rien à faire ici, nous devons les expulser, déclare-t-il. De plus, il est indispensable que les femmes se taisent pendant la discussion, sinon il faudra les expulser, elles aussi.

Une partie du public semble d'accord avec la double proposition ; une autre doute, visiblement. Le secrétaire répond qu'à son avis les individualistes peuvent aussi assister et même prendre part aux débats. "Nous n'avons rien à cacher, et c'est en voyant comment nous agissons qu'ils finiront par se convaincre.". Quant aux femmes bavardes – ce sont des paysannes qui n'avaient jamais assisté à semblables débats, et qui ont, elles aussi, droit à la parole –, il est sûr qu'elles se tairont et qu'il ne sera pas nécessaire de recourir à des mesures si énergiques. L'ensemble des assistants approuvent. Les individualistes demeurent.

On nomme alors le bureau, composé par des camarades qui sont élus l'un après l'autre. Puis le président prend la parole. C'est, naturellement, un des militants les plus actifs et les plus au courant des problèmes qui figurent à l'ordre du jour. Il commence par exposer abondamment pourquoi la Commission a convoqué cette assemblée extraordinaire. Bien qu'intelligent, il n'est pas vraiment orateur, mais s'efforce de s'exprimer avec la plus grande clarté, et y parvient.

Première question : il faut remplacer quatre camarades de la Commission administrative, qui n'accomplissent pas bien leur tâche, non par mauvaise volonté, mais par manque de formation. D'autre part, il existe un certain mécontentement contre le délégué au ravitaillement. Il est très capable, mais il a mauvais caractère et des manières trop brusques, ce qui cause des frictions désagréables, particulièrement dans les rapports interrégionaux, mieux vaudra désormais qu'il s'occupe des échanges à distance, où les contacts individuels

jouent très peu. Le délégué à l'industrie et au commerce pourrait se charger de la distribution à l'échelle locale, et des rapports qu'elle entraîne avec les membres de la Collectivité.

L'assemblée accepte sans discussion inutile le changement des membres de la Commission, qu'elle remplace un par un. Puis le délégué au ravitaillement local voit ses attributions limitées d'une part, et étendues de l'autre.

Autre question à l'ordre du jour : un groupe assez nombreux de membres de la Collectivité vient de s'en retirer pour revenir aux pratiques individualistes. Mais la Collectivité, qui a pris en main la production locale non agricole a en sa possession les fournils destinés à la fabrication du pain, et le groupe d'individualistes en réclame un.

Les visages sont sérieux, attentifs, tendus. Les femmes commentent sans élever la voix. Un collectiviste prend la parole :

– Nous devons leur prêter un fournil pour quinze jours ou un mois afin qu'ils aient le temps d'en construire un.

– Non, répond un autre, ils n'avaient qu'à rester avec nous. Puisqu'ils sont partis, qu'ils se débrouillent !

Un troisième déclare qu'il y a déjà trop de fournils dans le village. Il ne faut pas en construire davantage. Plusieurs autres assistants parlent encore avec cette économie de mots qui caractérise les paysans aragonais. Personne d'autre ne demande la parole. Le président expose alors son opinion.

Il y a tout d'abord le problème de la bonne organisation de l'économie. Construire un fournil de plus c'est gaspiller du matériel dont on a besoin pour d'autres usages ; demain cela entraînerait une dépense supplémentaire de bois et d'électricité, ce que nous devons éviter car les répercussions d'une mauvaise gestion ne retombent pas seulement sur les individualistes, mais aussi sur toute l'économie nationale. Or nous devons montrer que nous sommes capables de faire mieux que le capitalisme. C'est pourquoi, au lieu d'en augmenter le nombre, nous devons même réduire le nombre de fournils en activité. Faisons donc le pain pour nous et pour les individualistes. Mais ceux-ci fourniront la farine correspondant à leur consommation, et il n'y aura qu'une même qualité de pain pour tous. D'autre part, nous ne devons pas refuser le pain aux individualistes, car malgré leur erreur ils doivent pouvoir manger, et dans une situation opposée à celle que nous vivons, nous serions heureux que nos adversaires n'empêchent pas les collectivistes de se nourrir.

Le président a convaincu l'assemblée, qui, sur l'intervention de quelques collectivistes, approuve sans opposition.

La question suivante se rapporte au rationnement et au non-rationnement du pain. Les salaires familiaux élevés payés par la Collectivité permettent d'en acheter beaucoup, ce qui facilite certains excès, et même parfois une inégalité que la Révolution ne peut admettre. Il faut par conséquent établir une limite de consommation afin que chaque famille puisse obtenir les quantités dont elle aura besoin, mais sans en arriver au gaspillage.

L'assemblée admet le rationnement, mais voici que se pose une question de jurisprudence : qui appliquera les mesures décidées ? Le Conseil municipal ou la Collectivité ? Le Conseil municipal embrasse la population tout entière : les individualistes, qui en comprennent le huitième, et les collectivistes. Si le Conseil municipal s'en charge, le rationnement devra être établi pour tous. Si c'est la Collectivité, les individualistes ne se considéreront pas obligés de le respecter. Diverses opinions sont émises, qui permettent de préciser les attributions des deux organismes. Et l'on décide de demander d'abord au Conseil municipal de s'en charger. S'il n'acceptait pas, la Collectivité prendrait l'affaire en main, tout du moins dans les limites de ses possibilités.

Mais le départ des individualistes a posé un autre problème. Plusieurs d'entre eux ont laissé leurs vieux parents à la charge de la Collectivité, tout en s'installant sur les terres que ceux qu'ils abandonnent ainsi possédaient auparavant. Les dépossédés ont été pris en charge par l'organisation solidariste et collective parce qu'il s'agit de vieillards handicapés pour le travail, mais on considère ce comportement inacceptable. Quelles mesures adopter ?

Le président, qui a exposé le litige, souligne d'emblée qu'on ne peut penser à expulser ces pauvres vieux. De toute façon, ils seront aidés, mais il faut que les fils reprennent leurs parents, ou la terre leur sera enlevée. Telle est son opinion.

Plusieurs membres de l'assemblée interviennent dans un ordre qui ne se dément à aucun moment. L'un demande qu'on enlève la moitié de leur récolte à ces fils sans conscience. Un autre répète qu'il serait honteux de faire sortir ces vieillards de la Collectivité – tout doit être envisagé, moins cela. On en revient à la solution suggérée par le président ou les individualistes prennent leurs parents avec eux, ou ils n'auront pas de terre, et toute solidarité leur sera refusée. Le problème moral est primordial. La proposition est approuvée.

A chaque fois qu'une solution est adoptée et avant qu'un autre problème ne soit abordé, l'assemblée commente, donne libre cours à sa pensée. Pourtant, la conversation générale n'est pas bruyante, et dure à peine une minute.

On aborde maintenant la question des ateliers de poterie qui, normalement, constituent une source de revenus car ils fournissent de nombreux villages de la région, et même de petites villes, en cruches, alcarazas et "cantaros" (brocs en terre). On y fabrique aussi des tuiles et des briques. Mais comme les bras manquent aux travaux des champs à cause de la mobilisation pour le front, on y a envoyé les potiers qui ont cessé leur métier ; certains, aussi, sont au front. Aussi la production a-t-elle baissé notablement. Que faire ?

Un homme demande que l'on fasse passer la journée des potiers de huit à dix heures ; un autre, que l'on augmente la main-d'œuvre; solution sur laquelle un troisième insiste, en ajoutant que l'on devrait faire venir des spécialistes d'autres régions. Il propose aussi que l'on rouvre la fabrique de carrelage, fermée à cause des événements actuels.

On lui répond sur ce dernier point que nous sommes en temps de guerre, et qu'on peut très bien se passer de carrelage. Rires de l'auditoire, qui approuve, et comme quelques-uns demandent pourquoi les ouvriers spécialisés ne peuvent pas produire cette année autant que l'année précédente, le secrétaire de la Collectivité, ancien maire et qui connaît bien toutes ces questions, explique qu'auparavant plusieurs cantons se fournissaient à Huesca ; or, cette ville étant tombée aux mains des fascistes, ils se fournissent maintenant à Tamarite. Il faut donc rendre à leur métier les ouvriers potiers, et de plus publier dans notre presse un appel pour que les travailleurs spécialisés d'autres régions viennent s'installer dans la localité. Proposition acceptée.

L'ordre du jour est épuisé. On passe aux questions diverses. Un des assistants déclare qu'il y a, à Tamarite, un "alpargatero" (ouvrier fabricant d'espadrilles), qui connaît très bien son métier. On pourrait organiser un atelier où les femmes iraient travailler au lieu de perdre leur temps à bavarder dans la rue. Les femmes rient, mais la proposition est acceptée. Un homme de cinquante à soixante ans déclare que les petites jeunes filles du village ne sont pas sérieuses, car elles préfèrent se promener au lieu d'aller travailler dans l'atelier qui leur a été désigné pour apprendre la couture. Pour y remédier il propose que l'on choisisse une bonne couturière chargée de les former, mais que l'enseignement soit donné dans une église sans fenêtres. La porte serait fermée à clef, les gamines ne pourront pas sortir pendant les heures de travail. Tout le monde rit, les intéressées plus que les autres.

Plusieurs collectivistes exposent tour à tour leur opinion, et l'on finit par décider que dans chaque atelier une déléguée surveillera les apprenties. Celles qui manqueront deux fois de suite sans motif valable seront renvoyées. Mais celui qui voulait les enfermer est implacable : il propose, très sérieusement, du moins le semble-t-il, que, pour les punir quand elles ne donneront pas satisfaction, on oblige les jeunes filles à jeûner deux ou trois jours. Cette fois, c'est un rire général.

Nouveau problème : il faut nommer une nouvelle directrice à l'hôpital (nous apprenons ainsi que c'est une femme qui le dirige, ce qui est assez inhabituel). Cet hôpital a été transformé en Maison de Vieillards, mais ceux-ci sont maintenant soignés à domicile par le médecin qui a adhéré à la Collectivité, et l'on dispose de l'hôpital cantonal pour les cas urgents ou sérieux de maladies. Cela pose à nouveau un problème de juridiction. L'hôpital a un caractère public général. Il faut savoir s'il dépend ou non du Conseil municipal reconstitué après la publication du décret correspondant du gouvernement de Valence. Si oui, l'hôpital est l'affaire de tous, collectivistes et individualistes, et ces derniers doivent aussi participer aux frais. Or, jusqu'à présent la Collectivité a tout payé, et ses ennemis ont profité de ses largesses. Affaire à étudier plus à fond.

Après examen de quelques questions de moindre importance, le président lève la séance. L'assemblée a duré deux heures et demie. Presque tous ceux qui y avaient pris part étaient des paysans du village, ou des environs, habitués à se lever tôt, et qui, en cette époque de l'année, avaient travaillé douze ou quatorze heures.

Pourtant, personne ne partit avant la fin des débats, pas même ceux qui se tenaient debout, car bien vite les sièges avaient manqué. Pas une femme, pas un gamin ne s'endormit. Les yeux étaient restés bien ouverts, les visages aussi éveillés. On y lisait, à la fin, autant d'intérêt souvent amusé qu'on en avait lu au commencement. Et le président, à la fois paternel, fraternel et pédagogue dut insister pour que l'ordre du jour ne fût pas allongé.

La dernière résolution prise concernait la fréquence des assemblées qui, de mensuelles, devenaient hebdomadaires.

Et les collectivistes s'en furent se coucher en commentant les débats et les motions votées. Certains vivaient assez loin. Ils rentrèrent chez eux à pied, ou à bicyclette.

Les chartes

Nous nous sommes efforcé, dans les chapitres qui précèdent, d'introduire au maximum, et toutes proportions gardées, des textes, ou les parties les plus importantes des règlements et des statuts qui montraient les principes essentiels sur lesquels se fondaient et organisaient les Collectivités agraires. Nous ajoutons maintenant, séparés des chapitres que nous avons écrits afin d'éviter trop de répétitions, d'autres textes qui, comme ceux déjà reproduits fragmentairement ou intégralement, confirment l'esprit à la fois constructif et humaniste qui a guidé les organisateurs libertaires d'Espagne dans leur tâche historique.

Cela a, pour nous, la même importance qu'en ont les chartes des communes et des villes du Moyen Age, pour étudier et connaître cette phase de l'histoire humaine. Ces textes demeurent, pour l'avenir, des éléments d'appréciation, dont pourront s'inspirer ceux qui continueront la lutte pour une société plus juste, et plus rationnelle.

Peut-être, en les examinant à la loupe, un esprit critique pourra-t-il formuler certaines objections secondaires. Mais malgré telle ou telle gaucherie de rédaction, nous sommes persuadé que jamais, jusqu'à présent, une révolution n'a montré un esprit constructif aussi précis, des conceptions réalisatrices aussi claires et une éthique sociale aussi élevée. Considérés en leur essence, on peut affirmer que les buts poursuivis, les méthodes énumérées et adoptées constituent une doctrine du socialisme qui "colle" à la vie, et qui peut guider vers un meilleur avenir les hommes épris de véritable justice et de véritable fraternité.

STATUTS DE LA COLLECTIVITE LIBRE DE TRAVAILLEURS DE TAMARITE DE LITERA

Article premier. – Sous le titre de Collectivité et coopérative, il a été constitué à Tamarite, le 1er octobre 1936, une Collectivité composée par des paysans et des travailleurs industriels dans le but d'exploiter collectivement les propriétés agricoles et les entreprises industrielles appartenant auparavant aux éléments factieux [\(120\)](#) qui ont participé, directement ou indirectement au soulèvement fasciste en Espagne, et dont les biens passent ainsi à la Collectivité. Sont inclus aussi dans cette mesure d'exploitation collective les biens des collectivistes et des propriétaires immobiliers ou d'entreprises industrielles restés loyaux et d'accord avec le mouvement révolutionnaire ainsi que les biens de ceux qui, sans être fascistes, ne cultivent pas bien et directement leurs terres ou cessent de les cultiver.

Art. 2. – Notre Collectivité, composée, ainsi qu'il vient d'être dit, par des paysans et des travailleurs industriels, s'inspirera des sentiments humains et les principes sociaux les plus élevés.

Art. 3. – Les buts poursuivis par la constitution de cette Collectivité seront : l'amélioration de la condition sociale et économique de la masse paysanne et des travailleurs industriels qui ont toujours lutté pour les idées de revendication sociale avant le soulèvement fasciste et pendant la révolution.

DES BIENS DE LA COLLECTIVITE

Art. 4. – Les biens de la Collectivité seront composés par tous les immeubles, urbains, rustiques, ainsi que par les marchandises expropriées aux éléments fascistes, et par les biens de la Collectivité même, et de ceux qui, sans être fascistes, ne cultivent pas dûment leurs terres par leur effort personnel.

Art. 5. – En aucun cas les biens de la Collectivité ne pourront être morcelés, qu'ils viennent des factieux ou des adhérents volontaires. La terre sera cultivée en commun, par une communauté unique, qui se divisera en trois sections ou plus ; chaque section, ou zone délimitée disposera de tous les instruments nécessaires pour le travail agricole, de bêtes de labour, d'outils ; chaque groupe nommera ses délégués de caractère technique pour assurer au mieux le développement et le travail dans les propriétés expropriées.

a) Comme il est dit auparavant, les travailleurs seront divisés en trois sections, ou davantage, selon les aptitudes de chacun : les uns pour les soins à donner aux oliviers et aux divers arbres fruitiers, les autres pour moissonner la luzerne et les céréales, d'autres pour le travail fait à la bêche ou à la houe, d'autres pour conduire les mulets, d'autres enfin pour des travaux secondaires ; par cette organisation nous éviterons la persistance de points faibles et d'insuffisances que nous connaissons trop bien.

b) Tout collectiviste est autorisé à adhérer à la section qui lui plaira, et pourra donc changer de domicile avec sa famille ; tous devront obligatoirement travailler d'après les instructions des délégués responsables qui auront, dans les réunions préliminaires, décidé des travaux à réaliser ; si quelqu'un n'applique pas les accords pris dans ces réunions, la Commission administrative en sera saisie par le délégué responsable, qui décidera de l'expulsion du camarade ou des camarades qui observeront cette attitude.

c) Les groupes précédemment constitués auront le droit de continuer, selon leur constitution déjà établie.

d) Tous ceux qui possèdent trois hectares et demi de terres irriguées et de terre sèche seront libres d'appartenir à la Collectivité ou d'être individualistes, toutefois ils devront obligatoirement travailler leurs terres de par leurs propres efforts ; mais tant les collectivistes que les individualistes devront prêter l'aide que la communauté leur demandera, en apportant soit leurs bêtes de travail, soit leur effort personnel. Ceux qui posséderont moins de trois hectares et demi de terre devront entrer dans la Collectivité.

e) Chaque groupe, ainsi que chaque collectiviste recevra de la commission directive un livret sur lequel figureront les entrées et les dépenses.

Art. 6. – Afin d'assurer la meilleure administration possible, on procédera à un inventaire de tous les biens de la Collectivité, dans lequel figureront les différentes pièces de terre, les immeubles, les marchandises, etc., en mentionnant leur origine fasciste.

Art. 7. – A mesure que les produits de l'exploitation communale seront récoltés, ils seront emmagasinés dans des endroits choisis par la Collectivité sans que soit autorisé le partage ni l'emmagasinage individuels.

Art. 8. – Dans les terres qui par leur situation ou l'importance des habitants offriront des conditions favorables, on constituera des exploitations agricoles aussi vastes que possible.

Art. 9. – Ceux qui demanderont à entrer dans la Collectivité devront apporter tous leurs biens, cessant ainsi d'être individualistes pour devenir membres et solidaires de la Collectivité.

Art. 10. – Afin de connaître à tout moment la situation de chaque Collectivité, chaque section devra tenir la comptabilité permanente de la production et de la consommation.

Art. 11. – Les éléments factieux qui saboteraient volontairement le travail et seraient une charge pour la Collectivité devront en être expulsés – car nous savons bien que si la situation changeait, ces éléments deviendraient des persécuteurs non seulement contre nous-mêmes, mais même contre les membres de notre famille.

DROITS ET DEVOIRS DE LA COLLECTIVITE

Art. 12. – La Collectivité met au service des collectivistes la coopérative générale de consommation qui répond à tous les besoins : aliments, boissons, chauffage, vêtements ; de même elle assure les services médicaux et pharmaceutiques et tout ce qui concerne les nécessités et le développement collectifs : elle dispose aussi de quatre moulins à huile, d'une fabrique de farine, une de savon (en collaboration avec les moulins à huile pour la fabrication d'huiles secondaires), d'une fabrique de lessive, de trois fours à plâtre, trois de céramique et de briques, et une de lumière électrique.

Art. 13. – Tout collectiviste a le droit d'élever où il habite des porcs, des poules, des dindes, des oies, des lapins afin d'assurer une surproduction ; 10 % des oiseaux de basse-cour et des lapins seront remis aux unités collectivistes ; d'autre part, les collectivistes qui élèveront des animaux de basse-cour remettront à la coopérative les oeufs qu'ils auront en excédent afin de ravitailler les habitants vivant de l'industrie et tous ceux qui pourront en avoir besoin jusqu'à ce que les nouvelles unités collectives puissent les obtenir par elles-mêmes.

Art. 14. – Tous les collectivistes travaillant dans l'industrie et tous ceux qui, n'étant pas agriculteurs, ne peuvent cultiver des légumes en recevront gratuitement, pour eux et leur famille.

Art. 15. – La Collectivité assure par semaine à chaque chef de famille le salaire familial en monnaie locale. En voici le barème, en cette monnaie :

- Un jeune ménage : 25,00 pesetas
- Un vieux ménage : 21,00 pesetas
- Trois grandes personnes : 33,00 pesetas
- Pour toute personne excédant ce chiffre : 1,00 pesetas par jour
- Pour tout mineur excédant ce chiffre : 0,70 pesetas par jour
- Pour deux femmes seules : 20,00 pesetas par semaine
- Pour un homme seul : 18,00 pesetas par semaine
- Pour une femme seule : 14,00 pesetas par semaine
- Pour ceux se nourrissant au réfectoire collectif : 9,00 pesetas par semaine

Ces chiffres pourront être modifiés, en plus ou en moins selon les circonstances, après examen général, par l'assemblée des collectivistes.

Art. 16. – Tous les membres de la Collectivité, sans distinction de sexe, devront, sauf dans les cas d'empêchement physique médicalement reconnu, travailler de quatorze à soixante ans ; dans ces derniers cas, le travail, d'obligatoire deviendra volontaire.

Art. 17. – Les frais médicaux, pharmaceutiques, de lumière et de logement sont au compte de la Collectivité, ainsi que la fourniture d'huile pour toute l'année.

Art. 18. – Quand un membre de la Collectivité prendra une compagne, c'est-à-dire voudra constituer une famille nouvelle, la Collectivité assurera sa vie matérielle.

Art. 19. – Quand pour des raisons valables ou des circonstances inévitables, un collectiviste devra aller vivre ailleurs, la Collectivité prendra en charge les frais causés par ce déplacement.

Art. 20. – Tout camarade collectiviste aura le droit le plus absolu de se séparer de la Collectivité quand bon lui semblera ; mais on lui retiendra la valeur de 15 % des biens qu'il aura apportés lors de son adhésion.

Art. 21. – La Commission administrative sera composée d'un délégué par section, ou par zone ; les délégués décideront entre eux des postes et des fonctions de chacun. La nomination des délégués et des charges des diverses sections de la Collectivité aura lieu en Assemblée générale des Collectivistes ; la durée de ces fonctions ne sera pas limitée ; celles-ci cesseront à la demande des délégués eux-mêmes, et quand l'Assemblée se prononcera en ce sens.

Les soussignés, réunis en Assemblée générale et après avoir défini les normes collectivistes, décident librement d'organiser une Collectivité et d'y adhérer. Et ils approuvent les bases suivantes pour en assurer le développement économique :

1° Tout habitant de Salas Altas, quelle que soit sa condition et sans distinction d'organisation ouvrière ou de parti, pourra appartenir à la Collectivité.

2° Les membres de la Collectivité nommeront un Comité composé d'un président, un vice-président, un secrétaire, un comptable, un trésorier, et d'autant de membres qu'il le faudra, d'après les tâches à accomplir.

3° Ce Comité aura un caractère purement administratif, et répondra de sa gestion devant les assemblées des collectivistes qui pourront confirmer ou destituer ceux qui n'auront pas rempli leur mandat d'une façon satisfaisante.

4° Les adhérents apporteront tous leurs biens : terres, instruments aratoires, bêtes de trait, argent et divers moyens de travail.

5° Les collectivistes apporteront également leurs animaux de basse-cour avec lesquels on s'efforcera d'organiser une grande basse-cour collective afin de décupler cette richesse. Cette tâche incombera à ceux que l'assemblée choisira.

6° Des écuries communales seront organisées afin que toutes les bêtes de trait soient réunies et soignées par un personnel compétent. Ainsi les conducteurs travailleront moins longtemps que le temps demandé pour les tâches agricoles ou les transports.

7° Les moutons seront groupés en troupeaux, et la Collectivité nommera des pâtres pour les soigner et les faire paître. Un spécialiste sera choisi pour l'abattage. C'est lui qui désignera quels moutons devront être sacrifiés.

8° Les produits de la terre et d'épicerie seront emmagasinés dans les locaux collectifs pour que leur contrôle soit mieux exercé.

9° On constituera une ou plusieurs coopératives ; celles-ci procureront les produits qu'il faudra obtenir au moyen des échanges ; elles distribueront les articles de consommation sur la présentation du carnet de producteur, et d'après les barèmes établis par l'assemblée.

10° Ces barèmes pourront être modifiés en plus ou en moins, selon la situation économique de la Collectivité.

11° Nul ne pourra consommer avec excès. En cas d'exception, et s'agissant d'un malade, la demande devra être justifiée par un certificat du médecin.

12° L'assemblée décidera des jours de vacances annuelles dont pourront bénéficier les membres de la Collectivité.

13° L'argent dont pourra disposer la Collectivité ne servira qu'à se procurer des marchandises dans les régions où la monnaie subsistera encore.

14° Dans toutes les branches du travail (agriculture, élevage, mines), les délégués pourront être réélus ; leurs instructions devront être respectées, faute de quoi la Collectivité prendrait les mesures qu'elle jugerait nécessaires.

15° Au-dessus de quinze ans, tous les membres de la Collectivité devront travailler. L'assemblée décidera de ce que devront faire les jeunes femmes mariées ou les inaptes au travail.

16° Les collectivistes de plus de soixante ans sont dispensés de travailler ; toutefois, si tel est leur désir et que leur état physique le leur permet, ils pourront se livrer à des travaux correspondant à leurs possibilités physiques pour aider la Collectivité.

17° Celui qui, sans cause justifiée, se séparera de la Collectivité, n'aura aucun droit aux biens collectifs.

18° Les résolutions seront prises à la majorité des assemblées.

19° Tout adhérent recevra un reçu des biens par lui apportés au moment de son adhésion.

20° L'assemblée est souveraine et ses accords feront loi, même s'ils modifient les présents statuts.

Tel est le Règlement collectiviste que nous nous engageons à appliquer.

Salas Altas, le 7 décembre 1936.

TEXTE DE LA RESOLUTION COLLECTIVISTE D'ALBALATE DE CINCA [\(121\)](#)

"A Albalate de Cinca, le 28 janvier 1937, la presque totalité des habitants de la localité se sont réunis en assemblée générale, sous la présidence d'Isidoro Castro Gil, président du Conseil municipal. Le secrétaire a donné lecture du compte rendu de la séance précédente, qui a été approuvé à l'unanimité. Puis on est passé à l'examen de la Proposition présentée par le Conseil. En voici le texte :

"Tant que dureront les circonstances que nous traversons, l'administration locale sera représentée par le Conseil municipal, quelles que soient les personnes le composant.

"Comme responsable de l'administration locale, le Conseil propose d'établir le rationnement familial en autorisant un maximum de consommation par personne et par jour. Tous les frais seront compris dans cette somme, excepté ceux de caractère médical et pharmaceutique. De même il propose que l'on fixe une rétribution à ceux qui ne produisent pas de vivres, comme les maréchaux-ferrants, les menuisiers, les charretiers, les employés de la coopérative, de la pharmacie, et autres activités utiles à tous, exception faite pour les postes de membres du Conseil, ceux-ci devant travailler gratuitement, ce qui aussi les exempte de payer ce qu'ils se procurent pour vivre.

"Il propose aussi qu'on ouvre un Centre ouvrier où l'on servira du café et du vin. Il faudra pour cela nommer un concierge.

"La question de la Coopérative vint ensuite. Il s'agissait d'établir de quelle façon on distribuerait les vêtements, particulièrement les vêtements chauds. Plusieurs camarades déclarèrent qu'on ne devait pas en fournir à ceux qui n'avaient pas encore payé leurs dettes. Gabriel Sender Castro prit la parole pour proposer une solution satisfaisante et préconisa la distribution de linge de corps à tous les habitants, qu'ils eussent ou non payé leurs dettes, et que cela fait, on exigerait le paiement rigoureux de leurs dettes à ceux qui pouvaient payer, sous peine de ne pas leur fournir de vêtements chauds. Ce qui fut accepté.

"Aux questions diverses, Thomas Almunia déclara qu'au lieu de servir du café qui n'était pas indispensable, il faudrait mieux en faire l'économie pendant trois mois, et acheter avec cet argent un appareil de projection cinématographique, de cinéma sonore si possible. Le président répondit que l'on ferait immédiatement son possible pour que les deux choses soient réalisées.

"Felix Galindo proposa la nomination de contrôleurs pour les opérations d'achat et de vente, ce qui fut repoussé. Et la séance fut levée."

COLLECTIVITE DE PINA DE EBRO (Bases approuvées par l'Assemblée locale le 3 janvier 1937)

(Après un prologue fait de considérations révolutionnaires sentimentales, le texte entre en matière) :

"En vertu de ce qui précède, la classe ouvrière et paysanne, s'élevant à la hauteur des circonstances, fonde la Collectivité volontaire sur les bases suivantes :

1° L'adhésion à la Collectivité est volontaire pour tous les habitants du village, quelle que soit leur condition économique, et pourvu qu'ils acceptent le Règlement maintenant établi.

2° Tous les adhérents d'accord avec ce nouveau régime social apporteront tous leurs biens à la Collectivité : terres, instruments de travail, bêtes de labour, argent et outillage.

3° Dès que les circonstances le permettront, on s'efforcera de construire des écuries collectives afin d'y abriter tous les animaux utiles pour les travaux agricoles ; on fera de même pour le bétail bovin et ovin, et l'on choisira une main-d'œuvre capable pour cette tâche.

4° Emmagasiner de tous les articles d'alimentation, d'épicerie, et des produits agricoles dans des locaux collectifs pour assurer un meilleur contrôle ; également organisation d'une ou de plusieurs coopératives pour la distribution des aliments et des instruments divers dont les collectivistes auront besoin.

5° La quantité des produits distribués aux collectivistes pourra augmenter ou diminuer, selon la situation économique de la Collectivité.

6° Le travail sera effectué par groupes à la tête desquels sera placé pour chacun un délégué responsable. On s'efforcera d'organiser des sections de charretiers et conducteurs de bufs, et des travailleurs ayant un métier, de façon que les camarades ayant des aptitudes puissent se relayer dans ces tâches.

7° Tous les individus des deux sexes, âgés de plus de 15 ans, devront travailler pour la Collectivité. Sont exemptées de travail les personnes de plus de 60 ans, et les impotents à moins que leur condition physique ne leur permette de faire des travaux non pénibles, au bénéfice de la Collectivité.

8° La Collectivité se sépare complètement de ceux qui voudront continuer à vivre en régime individualiste ; si bien qu'ils ne pourront avoir recours à elle, en aucune façon. Ils travailleront leurs terres par eux-mêmes exclusivement ; toutes les terres qui resteraient infructueuses entre leurs mains passeront à la Collectivité.

10° Tout soupçon d'exploitation de l'homme par l'homme est aboli ; et par conséquent toute forme de fermage, de métayage ou de salariat. Cette mesure sera appliquée à tous les habitants de la localité, quelle que soit leur condition.

11° L'assemblée est souveraine et se régit d'après le régime de la majorité. C'est dans les assemblées que se prendront les décisions concernant les membres de la Collectivité qui pourraient en perturber la bonne marche.

III. L'INDUSTRIE ET LES SERVICES PUBLICS

Les réalisations industrielles [\(122\)](#)

Selon le dernier recensement qui précéda la guerre civile et la révolution, l'Espagne comptait 1.900.000 personnes employées dans les industries, sur 24.000.000 d'habitants.

En premier lieu, nous trouvons 300.000 salariés au poste "Industrie du vêtement", mais il faut retenir que le nombre des femmes y est plus élevé que celui des hommes.

Le deuxième poste était celui de l'industrie textile, qui exportait beaucoup de tissus, même à l'Angleterre. Il comptait aussi quelque 300.000 ouvriers et ouvrières. Mais dans le nombre de ces dernières figuraient celles employées à la fabrication de lingerie.

La troisième industrie était celle du bâtiment. On y comptait 270.000 hommes exerçant les métiers les plus

divers propres à la construction. La quatrième était celle de l'alimentation : conserverie, salaisons, fabrication de produits d'épicerie, avec 200.000 personnes. Nous trouvons ensuite 150.000 Ouvriers au poste "Chasse et pêche", naturellement beaucoup plus réservé à la pêche qu'à la chasse.

Et c'est alors seulement que nous entrons dans la production de base, celle qui, pour les nations modernes, est constituée par ce qu'on appelle avec raison les industries-clés : l'industrie d'extraction d'une part, avec 100.000 mineurs, et l'industrie métallurgique avec 120.000 travailleurs.

Si donc l'industrie espagnole n'était pas importante par rapport aux pays plus avancés, on ne peut dire qu'elle était inexistante, d'autant plus que ce total approximatif de 1.900.000 personnes doit se comparer avec l'ensemble de 24.000.000 d'habitants, et non de 40.000.000 si par exemple il s'agissait de la France à la même époque. Et quoique la population vivant de l'agriculture l'emportait largement, ce serait une erreur de jauger les possibilités de socialisation révolutionnaire d'après les seules activités paysannes.

Ajoutons à ces chiffres de base que, comme nous l'avons déjà dit, 70 % de l'industrie étaient concentrés en Catalogne où les abondantes chutes d'eau pyrénéennes avaient, depuis longtemps, facilité la captation de force motrice, tandis que le contact avec la France, et l'ouverture sur la Méditerranée, vers l'Italie, l'Afrique du Nord, et même l'Amérique du Sud en contournant Gibraltar favorisaient l'expansion commerciale, l'introduction de matières premières et l'exportation de certains produits finis. Ainsi, l'industrie textile, qui mobilisait le plus de capitaux, put se développer grâce au coton importé des Etats-Unis, du Brésil et d'Egypte, tandis que la laine arrivait de la Manche et autres régions espagnoles où les difficultés naturelles de l'agriculture et la maigreur de la production des steppes qui couvraient une partie de l'Espagne obligeaient les paysans à se spécialiser dans l'élevage du mouton.

Complétons cette brève énumération en enregistrant 60.000 travailleurs au poste "Moyens de transport, appareils de transmission et entreprises d'électricité", et, pour finir, 40.000 autres travailleurs employés dans 4.000 petites fabriques de produits chimiques dont l'existence montrait une tendance à la modernisation de l'économie générale.

En résumé, d'après les statistiques officielles, les industries absorbaient, au moment où éclata la guerre civile et commença la révolution, de 22 à 23 % des "personnes actives", l'agriculture 52 %, et ce qu'on appelle le secteur tertiaire qui, en Espagne, et à cette époque, comptait une grande partie de personnel domestique, à peu près 25 % [\(123\)](#).

Comme on le comprendra, cette structure économique a influencé les réalisations constructives de la Révolution espagnole, comme a influencé, à un certain stade, le manque de matières premières, ou d'énergie, l'épuisement des réserves de coton (qui n'arrivait plus de l'étranger à cause du blocus des côtes), ou de laine, qui ne venait plus de la Manche, en grande partie aux mains de Franco, ou coupée de la Catalogne.

Enfin – et cela suffirait à nous montrer l'importance de certaines difficultés économiques dont trop souvent on s'aperçoit un peu tard [\(124\)](#) – l'industrie du bâtiment, qui occupait à Barcelone quelque 40.000 travailleurs, se paralysa du jour au lendemain, car, dans toute période de crise, le bâtiment est ce qui s'arrête le plus vite, les propriétaires disparaissant ou n'engageant plus leur argent soit pour faire construire de nouveaux immeubles, soit pour faire réparer ceux qu'ils possèdent déjà.

*

C'est au congrès de Madrid (appelé congrès de la Comedia, ou du théâtre de la Comedia), qu'en 1919 la C.N.T., fondée en 1910, avait décidé de renoncer pour toute l'Espagne aux Syndicats traditionnels de métiers et aux fédérations également de métiers, filles de la Première Internationale que Bakounine avait recommandées et dont il préconisait l'extension, pour la reconstruction de l'Europe entière. Cette première structure d'organisation ouvrière, que l'on trouve encore dans bon nombre de pays, ne répondait plus, selon les militants syndicalistes libertaires, à l'évolution des structures du capitalisme qui imposaient de plus grandes concentrations de combat. Mais aussi, car ce but n'a *jamais* été oublié, et allait de pair avec la lutte de classes dans la société capitaliste, il s'agissait de mieux préparer l'organisation sociale de l'avenir. Les luttes intercorporatives, dont le Moyen Age et la Renaissance ont donné de si lamentables exemples, ne répondaient pas à l'esprit de nos militants espagnols pour qui le fédéralisme a toujours été synonyme d'association et de solidarité pratique. Les choses ainsi considérées, sur le terrain syndical et du travail, un terrassier, un

géomètre, un maçon, un briqueteur, un cimentier, un plâtrier, un manuvre, un architecte, un plombier, un zingueur, un poseur de fil électrique collaboraient et participaient à la construction d'un immeuble ou de maisons d'habitation. Il était donc logique et nécessaire de les trouver unis dans un même syndicat.

De même l'impression d'un livre ou d'un journal, depuis la fabrication du papier jusqu'à la sortie des presses ou des rotatives, ou la construction d'une chaudière, depuis la fabrication de la tôle jusqu'au calfatage demandent une série d'opérations exercées par différents métiers, tous solidaires. Le problème était d'unir tous ces métiers, convergents dans le double but que nous avons exposé.

Mais cette union ne devait pas s'établir sans méthode et en ignorant la pratique de la liberté. Au fond, un Syndicat était une fédération de métiers, et de travailleurs de métiers divers ; chacun de ces métiers constituait une section technique, et toutes ces sections étaient interdépendantes (125). Dans l'immédiat, quand une d'entre elles engageait le combat, les autres l'appuyaient solidairement, ce qui permettait de mieux assurer la victoire. Le Syndicat d'industrie en même temps qu'il augmentait formidablement la capacité de combat des organisations ouvrières préparait mieux le cadre économique d'une société socialisée.

L'acceptation des fédérations d'industries, complément logique de la constitution des Syndicats d'industrie, comme les fédérations de métiers étaient le complément des syndicats de métiers, se heurta à l'opposition de la "gauche anarchiste", incompréhensive et démagogique; à quoi s'ajouta la désorganisation causée par de trop nombreuses grèves locales ou générales, des tentatives insurrectionnelles, des boycottages, des répressions, et aussi, reconnaissons-le, le manque de militants techniquement préparés pour mener à bien cette tâche complémentaire (126). Toutefois, les grandes lignes avaient été tracées dans les congrès, dont une résolution votée à celui de 1936 englobait dans dix-huit fédérations d'industries toutes les activités de production et les services du pays. Ces fédérations étaient les suivantes : métallurgie et sidérurgie ; industrie textile ; industrie chimique ; pétrole et ses dérivés ; eau, gaz et électricité ; transport terrestre et maritime ; services sanitaires ; enseignement ; spectacle (théâtre, cinéma, etc.) ; travail du bois ; production de tabac ; services sanitaires ; agriculture ; services bancaires et financiers ; bâtiment ; mines ; technique en général.

Plus tard, en 1938, le Plénum économique de Valence apporta des modifications causées en partie par la guerre dans une situation devenue très complexe, à cause des rapports souvent si difficiles avec les formations politiques. Les fédérations d'industrie – mais qui souvent débordent le cadre qu'on leur assigne et ne sont plus que des appellations génériques d'industrie seront au nombre de quinze.

*

Avant de décrire les réalisations constructives de caractère industriel, uvre des syndicats, et que pour cette raison nous appelons de préférence "syndicalisations" comme nous les avons appelées en Espagne même à l'époque, ajoutons quelques précisions supplémentaires. Ce qu'on a appelé "collectivités" et "collectivisations" dans les régions agraires n'a été, en somme, sous des formes diverses et toujours voisines, que ce qu'auparavant on appelait socialisation. Mais socialisation véritable.

Comme nous l'avons montré, collectivités et collectivisations embrassaient alors l'ensemble solidaire des habitants de chaque village, de chaque commune, ou de chaque collectivité fragmentaire organisée par ceux qui l'intégraient. On n'y trouvait pas de différence de niveau de vie ou de rétribution, pas d'intérêts divergents de groupes plus ou moins séparés. La grande loi était celle de l'égalité et de la fraternité, dans les faits et au bénéfice égal de tous.

Mais dans ce qu'on a appelé les collectivisations industrielles, surtout dans les grandes villes, et comme conséquences des facteurs contradictoires et d'opposition nés de la coexistence de courants sociaux émanant de classes sociales diverses, les choses allèrent différemment. Trop souvent, à Barcelone et à Valence, les travailleurs de chaque entreprise prirent possession de l'usine, de la fabrique, de l'atelier, des machines, des matières premières, et profitant du maintien du système monétaire, et des rapports commerciaux propres au capitalisme, organisèrent la production pour leur compte, vendant à leur profit le produit de leur travail. Le décret de 1936 légalisant les collectivisations ne leur permettait pas davantage, et cela faussait tout au départ.

Il n'y avait donc pas véritable socialisation, mais un néo-capitalisme ouvrier, une autogestion à cheval entre le capitalisme et le socialisme, ce qui, nous insistons, ne se serait pas produit si la Révolution avait pu s'accomplir intégralement, sous la direction de nos syndicats. Et lorsque nous étions en pleine guerre, en

pleine offensive franquiste en Aragon et vers la Catalogne, en Vieille Castille et vers Madrid, en Andalousie, au Pays Basque et contre les Asturies, nos Syndicats ne pouvaient pas entrer en lutte contre les forces sociales bourgeoises et les partis antifascistes dont le comportement était double, car nous n'avions pas assez de toutes nos forces réunies pour contenir les armées ennemies.

Certains de ceux qui, aujourd'hui, rappellent cette situation déplaisante, furent à l'époque, par leur opposition à nos entreprises de transformation sociale, plus que nous responsables de ces semi-socialisations. Et ils n'ont pas, maintenant, le droit d'accuser.

Cependant, ces insuffisances, que l'auteur dénonçait dès décembre 1936, n'ont pas empêché un fait d'une importance immense : les usines tournèrent, les ateliers, les fabriques produisirent sans patrons, sans capitalistes, sans actionnaires, sans haut personnel directorial ; et nous avons connu des visiteurs, tel le sociologue belge Ernestan, qui devant ces faits constatés sur place, nous disaient plus tard leur émerveillement.

Puis très vite des réactions se produisirent, qui passèrent trop inaperçues. Dans la métallurgie, qui devint l'industrie la plus importante à cause des fabrications de guerre, les choses avaient aussi mal commencé par rapport à la socialisation libertaire intégrale (127). Mais le Syndicat parvint à exercer un contrôle administratif sévère sur la marche des entreprises dont les comités de gestion acceptèrent bientôt une discipline comptable qui renforçait l'esprit et la pratique de socialisation. Le gouvernement catalan réclamait ce contrôle, mais il ne fut possible de l'exercer que grâce au Syndicat qui en voyait, comme lui, la nécessité.

Toujours au Syndicat métallurgique le désir de mieux faire était présent chez les militants souvent débordés par une situation complexe qu'on ne peut imaginer à distance ou à travers le temps. C'est pourquoi le Comité de ce Syndicat chargea l'auteur de ce livre de préparer un plan de syndicalisation de la production métallurgique de Barcelone, plan qui fut accepté à l'unanimité par une assemblée, à laquelle assistaient des milliers de syndiqués. L'auteur n'a pas pu, par la suite, suivre les efforts, suffisants ou insuffisants (le problème de la préparation technique des travailleurs se posait aussi) qui furent faits pour la mise en pratique de ce plan.

Mais d'autres réactions se produisirent, dont celle du Syndicat de l'industrie du bois (ébénistes, menuisiers, charpentiers, et professions annexes) est un exemple. Pour mieux documenter, nous allons reproduire les parties les plus significatives d'un Manifeste publié en date du 25 décembre 1936 et qui montre bien que nos militants avaient conscience de la situation (128).

"Au lieu d'une véritable prise de possession des ateliers, au lieu de donner complète satisfaction au peuple, on oblige les patrons à payer des salaires, on augmente ces salaires et on diminue les heures de travail. Et cela, en pleine guerre !

"Maintenant que le gouvernement de la Généralité (129) s'est emparé de toutes les valeurs monétaires, il admet le paiement de dettes imaginaires (130), et il distribue des sommes si fabuleuses que ceux qui le font se repentiront quand, au moment de rendre des comptes, on verra combien de millions auront été dépensés sans produire, tout en causant à l'économie un tort considérable.

"On a fabriqué un nombre énorme de bureaucrates parasites, ce que dans la sphère de ses activités, le Syndicat du Bois s'est efforcé de réduire dans les entreprises.

"Nous nous sommes opposés dès le premier moment à ce gaspillage, et dans la mesure de nos forces nous avons intensifié le rendement de notre industrie. Nous aurions pu, nous aussi, suivre le courant, et tolérer que l'on continue de traire la vache à lait gouvernementale, en tirant de l'argent de la Généralité sur des ateliers non rentables, et en payant des factures hypothétiques qui ne seront pas remboursées par des débiteurs insolubles.

"Parvenus à ce point, nous pensons montrer par des réalisations pratiques notre capacité de producteurs, et à la fois sauver l'économie et éliminer la bourgeoisie avec tous ses rouages d'intermédiaires parasites, sa fausse comptabilité et ses prébendes.

"Dans les premiers temps de la Révolution, nous ne pouvions pas collectiviser notre industrie parce que nous voyions, et nous pensions, et nous pensons encore que de nombreuses sections de notre Syndicat devront disparaître. Et aussi parce que, dès le premier moment, il y eut un malentendu entre nous et le monde officiel qui ne voulut pas reconnaître le droit des syndicats [\(131\)](#) ; mais il est bien certain que, si l'on avait agi différemment, on aurait pu, en dépensant beaucoup moins de millions, perfectionner toutes les industries, car nous devons nous efforcer pour qu'en Catalogne et partout, notre industrie nationale se développe ; elle a les moyens de le faire.

"Il faut adapter l'organisation technique aux besoins du moment, et en pensant à l'avenir. Devant les exigences de l'heure, le Syndicat du Bois a voulu non seulement avancer sur la route de la Révolution, mais orienter cette Révolution en s'inspirant de l'intérêt de notre économie, de l'économie du peuple. A cet effet, nous avons groupé tous les petits patrons insolubles, sans moyens d'existence, nous avons pris en charge tous les ateliers microscopiques, ayant un nombre insignifiant de travailleurs, sans parti pris d'organisations syndicales, ne voyant en eux que des ouvriers dont l'inactivité nuisait à l'économie.

"Et grâce à nos ressources et aux cotisations de nos adhérents nous avons organisé des ateliers de la C.N.T., ateliers de deux cents travailleurs et même davantage, comme on n'en vit jamais à Barcelone, et comme il en est bien peu dans le reste de l'Espagne.

"Nous aurions pu, et cela eût été plus facile, collectiviser les ateliers dont l'existence était assurée, mais nous les laissâmes assumer la production jusqu'où cela leur était possible, et nous ne collectivisons que ceux qui connaissent des difficultés économiques réelles.

"Il y a malentendu quand on affirme que nous n'acceptons pas le Décret de Collectivisation. Bien au contraire, nous l'acceptons, mais tout simplement nous l'interprétons de notre point de vue. Ce qui, pour quelques-uns, aurait été logique, eût été l'organisation de grandes coopératives que seules les industries favorisées auraient pu fonder. En échange, ils laisseraient les sans-ressources livrés à leurs difficultés, ce qui revient à créer deux classes : les nouveaux riches et les pauvres de toujours."

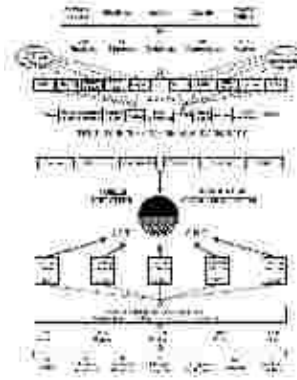
Suivant les idées exposées dans ce Manifeste, des assemblées générales furent convoquées, où comme auparavant, les travailleurs vinrent par milliers. On y examina la situation, en finit par décider des mesures de redressement. Bon nombre des plus grands ateliers passèrent sous contrôle syndical, chacun avec son numéro communautaire. L'autorité du Syndicat, c'est-à-dire celle des assemblées dont les décisions étaient sans appel, finit par s'imposer. Là où il y avait excédent de main-d'uvre, on déplaça une partie des travailleurs vers d'autres entreprises qui fabriquaient des objets utiles dans la situation nouvelle – par exemple des meubles simples au lieu de meubles de luxe. On rationalisa l'emploi des moyens techniques disponibles, et dans la mesure où la situation créée par la guerre le permettait, on revint à l'esprit et aux pratiques du syndicalisme libertaire. De nouvelles constructions d'ensemble germaient dans les esprits, et de ces efforts acharnés à surmonter les difficultés du moment un redressement général n'aurait pas tardé à se produire.

Malgré tout, des réalisations industrielles libertaires n'ont pas manqué, qui, à elles seules, auraient justifié une Révolution [\(132\)](#).

Les syndicalisations d'Alcoy

Document annexe :
Organisation de l'industrie textile d'Alcoy

(cliquer sur l'image pour voir le document)



En ce qui concerne les syndicalisations, Alcoy nous paraît le cas le plus probant et le plus plein d'enseignements. Deuxième de la province d'Alicante, cette ville comptait, en 1936, 45.000 habitants. C'était un centre industriel et commercial assez important. Le total des salariés de l'industrie s'élevait à 20.000, proportion très élevée pour un pays où la population active atteignait, à l'échelle nationale, de 33 à 35 %. La production textile, qui fournissait non seulement des tissus, mais aussi de la bonneterie et de la lingerie, était la plus développée, et employait un assez grand nombre de femmes. La fabrication de papier venait ensuite.

Notre mouvement remontait aux origines du socialisme, à l'époque de la Première Internationale. Il connut, comme il arriva partout, des périodes de calme, et des répressions souvent très dures. Mais, à partir de 1919, l'organisation des syndicats d'industrie lui insuffla une force nouvelle.

Les groupes anarchistes furent ici nombreux, et surent, généralement, à la fois lutter sur le terrain syndical, et poursuivre au sein des travailleurs (ils n'étaient eux-mêmes composés que de travailleurs), une oeuvre d'éducation sociale dont les résultats sont maintenant visibles. Et c'est à Alcoy que, sous la dictature de Primo de Rivera (1923–1930), parut pendant sept ans le périodique libertaire *Redención*, d'une tenue remarquable. A cette époque, et par la suite, cette ville était sans doute celle qui comptait, proportionnellement à sa population, le plus grand nombre de militants libertaires. Les jeunes y étaient très nombreux.

C'est aussi pourquoi, lors de ma première visite, en février 1937, nos syndicats totalisaient 17.000 adhérents, hommes et femmes. Ceux de l'Union générale des travailleurs en totalisaient 3.000, y compris les fonctionnaires qui n'étaient pas des révolutionnaires, et les petits commerçants antirévolutionnaires qui cherchaient dans cette organisation une garantie de leur statut social.

Ces mêmes hommes comptaient aussi sur l'appui des partis politiques naturellement hostiles à ce que les nôtres pouvaient entreprendre. Mais les nôtres avaient en main l'ensemble des activités essentielles à la vie sociale. Cela, grâce à nos syndicats dont voici la liste : Alimentation, Imprimerie (papier et carton) ; Bâtiment (y compris les architectes) ; Hygiène (médecine, services sanitaires, pharmacie, coiffeurs, lavandières, balayeurs) ; Transports ; Spectacles ; Industrie chimique (laboratoires, parfumerie, savon, etc.) ; Petites industries diverses (non précisées) ; Cuirs (peaux et chaussures) ; Textiles ; Industries du bois ; Techniciens industriels ; Commerçants ambulants ; Professions libérales (instituteurs, artistes, écrivains, etc.) ; Vêtement ; Métallurgie ; Agriculture (basée sur les horticulteurs des environs).

La conscience très nette de leur mission fit agir nos camarades avec précision et rapidité. Alcoy n'est pas passé par les étapes trop souvent prolongées ailleurs, des comités de contrôle cherchant leur voie, ni des comités de gestion isolés qu'on a vus dans d'autres cas. Dès le premier moment, et très rapidement, les syndicats prirent en main la direction de l'initiative révolutionnaire qu'ils suscitaient, et cela dans *toutes les industries* sans exception.

Essayons de suivre le développement de leurs réalisations.

*

Le 18 juillet, les rumeurs concernant une attaque immédiate du fascisme qui se propageaient dans toute l'Espagne, circulaient aussi dans Alcoy. On s'attendait à une attaque des nos militaires et des conservateurs appuyés par la garde civile ; nos forces se mobilisèrent pour y faire face, et prirent, dans la rue, des dispositions de combat, mais l'attaque ne se produisit pas. Alors, nos forces, qui, par leur initiative débordaient

les autorités locales, se tournèrent vers elles et présentèrent quelques revendications en grande partie motivées par le chômage de l'industrie textile (notre Syndicat comptait alors 4.500 adhérents ; il en comptera bientôt 6.500). Ces revendications exigeaient, sans rompre l'unité antifasciste, l'aide aux sans-travail, puis l'assurance maladie, enfin le contrôle ouvrier sur les entreprises industrielles. L'assurance maladie fut accordée sans délai ; on accorda aussi, en principe, le paiement par les patrons d'un salaire aux ouvriers en chômage et aussi le contrôle ouvrier dans les ateliers et les fabriques.

Mais des difficultés nouvelles apparurent bientôt. Les patrons acceptaient bien que les commissions ouvrières de contrôle examinent leurs livres où les opérations d'achats, et de ventes, les bénéfices et pertes étaient sans doute correctement consignés. Mais les ouvriers, et surtout leurs syndicats, voulaient aller plus loin. Ils voulaient contrôler tout le mécanisme capitaliste qui faisait se gripper absurdement la production alors qu'il y avait tant de gens insuffisamment vêtus, et qui provoquait un chômage inadmissible étant donné les besoins non satisfaits. Et très vite on arriva à la conclusion qu'il fallait s'emparer de la direction des usines, et tout transformer dans la société.

D'autre part, le patronat déclara bientôt ne pas pouvoir payer les salaires aux chômeurs, ce qui, en cette période de crise, était sans doute vrai. Une partie des usines apparaissaient déficitaires à cause de la crise, et ne pouvaient pas même payer les ouvriers en activité. Si bien qu'on en arriva à cette situation saugrenue que les patrons demandèrent aux associations ouvrières de leur fournir des fonds pour payer les chômeurs.

Alors, le Syndicat des travailleurs de l'industrie textile, dont nous connaissons le mieux l'histoire, nomma une commission qui étudia la situation et présenta un rapport où elle concluait que l'industrie textile d'Alcoy se trouvait "dans une situation de paralysie systématique, de faillite financière et de déficience absolue du point de vue administratif et technique".

Ce qui détermina l'étape décisive : sur la résolution du Syndicat, les commissions de contrôle de l'industrie textile se transformèrent en comités de gestion. Et le 14 septembre 1936, le Syndicat prit officiellement possession de 41 fabriques de drap, 10 de filés, 8 de tricot et bonneterie, 4 de teintures, 5 d'apprêts, 24 de bourre, ainsi que de 11 dépôts de chiffons. Tous ces établissements constituaient l'ensemble de l'industrie textile d'Alcoy.

Rien ne restait en dehors du contrôle et de la direction syndicale. Mais il ne faut pas imaginer que sous ce nom il ne s'agissait que de quelques comités supérieurs et bureaucratiques décidant sans la consulter au nom de la masse syndiquée. Ici aussi on pratique la démocratie libertaire. Comme dans tous les syndicats de la C.N.T., il existe un double courant : d'une part, celui donné à la base par la masse des syndiqués et les militants qui en font partie. D'autre part, l'impulsion directrice venue d'en haut. De la circonférence au centre et du centre à la circonférence, comme le demandait Proudhon, ou de bas en haut avant tout, comme le demandait Bakounine.

Il existe cinq grandes branches générales de travail et de travailleurs. D'abord le tissage, qui emploie 2.336 ouvriers ; puis les filés, avec 1.024 filandiers et filandières ; puis vient la finition avec 1.158 spécialistes, hommes et femmes ; la fabrication de tricot et de bonneterie en emploi 1.360, et le cardage 550.

A la base, les travailleurs de ces cinq spécialités choisissent, dans les réunions d'entreprises, le délégué les représentant pour intégrer les comités d'entreprise. Puis on retrouve, par le truchement des délégations, ces cinq branches de travail au Comité de direction du Syndicat. L'organisation générale repose donc d'une part sur la division du travail, d'autre part sur la structure synthétique industrielle.

Avant l'expropriation, les comités d'entreprise ne se composaient que de représentants des ouvriers manuels ; on ajouta par la suite un délégué du personnel des bureaux, et un autre des magasins et dépôts de matières premières. Le rôle de ces comités consiste maintenant à diriger la production d'après les instructions reçues, émanant des assemblées, à transmettre aux Comités et sections responsables du Syndicat les rapports sur la marche du travail, à faire connaître les besoins de nouveau matériel technique, et de matières premières. Ils doivent aussi transmettre les factures importantes et payer celles qui ne le sont pas.

Mais les représentants de ces cinq branches de travail ne constituent que la moitié du Comité directeur. L'autre moitié est constituée par la Commission de contrôle nommée par le Comité syndical et par les représentants des sections de fabrique.

La commission technique est aussi divisée en cinq sections : administration, ventes, achats, fabrication, assurances. On lui a adjoint un secrétaire général, pour assurer une coordination qui s'imposait. Examinons rapidement le fonctionnement de cette commission.

Choisi parmi ceux que l'on considère les plus aptes pour assurer cette fonction, le secrétaire surveille, et au besoin oriente, le travail général.

A la tête de la section des ventes, on a placé un camarade dont la capacité est reconnue pour cette tâche [\(133\)](#). Il contrôle le travail de la section dont il est chargé ; cette section reçoit les commandes, ordonne les livraisons de marchandises aux divers magasins où elles sont entreposées et méthodiquement classées. Quand un magasin a fait une livraison, il le communique à la comptabilité pour qu'elle se charge d'en assurer le paiement. D'autre part, la section des ventes communique à celle de fabrication le genre et l'importance des articles vendus pour qu'elle les remplace à temps. On connaît ainsi, au jour le jour, l'évolution de toutes les réserves de l'industrie textile d'Alcoy.

L'emmagasinage est aussi l'affaire de cette commission. Les magasins sont spécialisés dans les différents articles (tricot, bonneterie, couvertures, pardessus, draps, étoffes diverses, etc.).

Quand les commandes sont payées au comptant, le chef de ventes les autorise directement. S'il s'agit d'un client payant à crédit, il peut aussi en autoriser la livraison, mais si un plus long délai de paiement est demandé, la Commission doit en décider.

Tout comme les autres la section achats compte un camarade spécialement compétent, professionnel spécialisé qui a aussi adhéré au Syndicat. Il est chargé d'acheter la laine, le coton, le jute, la soie, la bourre, etc., selon les besoins communiqués par les sections correspondantes. Quand il le faut, on envoie d'autres techniciens spécialisés dans d'autres régions d'Espagne, et même à l'étranger, avec l'accord de la Commission technique. Cette même Commission tient à jour le compte des réserves des magasins de matières premières, enregistre les transferts d'un dépôt ou d'une fabrique à l'autre. Il ne se déplace pas un kilo de ces éléments de production sans que tout soit dûment enregistré.

Parce qu'elle est la plus importante, et que ses tâches sont plus diversifiées, la section fabrication est divisée en trois sous-sections : 1° fabrication proprement dite ; 2° organisation technique des fabriques et entretien des machines ; 3° contrôle de la production, et statistiques.

La première de ces sous-sections distribue le travail selon les moyens techniques et la spécialisation des fabriques. Après avoir reçu les commandes que la section ventes lui a transmises, et décidé quels ateliers et fabriques devront y satisfaire, parce que possédant l'outillage le plus adéquat – et naturellement la main-d'œuvre la mieux spécialisée –, elle transmet les données nécessaires à la Commission d'achat pour que celle-ci se procure et assure les matières premières.

L'ensemble du personnel de toute l'industrie est divisé en trois spécialités : les travailleurs manuels, les dessinateurs et les techniciens. On ne distribue pas les commandes et on ne demande pas le travail qu'elles impliquent sans consulter auparavant les techniciens des fabriques elles-mêmes. On ne décide pas d'en haut, sans s'informer en bas. Si, par exemple, on veut fabriquer un tissu d'un genre déterminé, contenant plus de coton que de laine, ou de laine que de coton, on convoque cinq mécaniciens parmi les mieux informés, et l'on examine avec eux si les moyens techniques de production existent, où, et dans quelle mesure on peut les employer. Quant aux travailleurs manuels, ils accomplissent leur tâche aussi scrupuleusement que possible ; ils participent aux responsabilités à l'échelle de leur activité ; s'il le faut, ils informent les sections techniques, par l'intermédiaire du comité d'entreprise, des difficultés qui surgissent dans l'accomplissement de leur labeur.

Tous les lundis, dans chaque fabrique, les dessinateurs, les techniciens, et les délégués ouvriers se réunissent, examinent les livres et les comptes de l'entreprise, le rendement du travail, la qualité de la production, l'état des commandes, et enfin tout ce qui participe à l'effort commun. Ces réunions ne prennent pas de décisions, mais leurs résultats sont transmis aux sections syndicales correspondantes.

La sous-section des machines a pour but de veiller à l'entretien des instruments mécaniques de travail, et aux bâtiments dans lesquels ils sont installés. Elle ordonne les réparations demandées par les comités d'entreprise, mais doit consulter la Commission technique quand les frais dépassent certain plafond.

La sous-commission de contrôle de la fabrication et de la statistique établit des rapports sur le bilan particulier de chaque fabrique ou atelier, sur le rendement des matières premières, les essais d'utilisation nouvelle, les problèmes particuliers par eux posés dans la distribution du travail et de la main-d'uvre, la consommation d'énergie, et tous les éléments accessoires qui peuvent orienter l'ensemble de la production. Elle enregistre aussi le transfert des machines d'une fabrique ou d'un atelier à l'autre.

La sous-section d'administration est divisée en trois parties : caisse, comptabilité, administration urbaine et industrielle.

La Caisse est chargée des paiements se rapportant à l'industrie textile locale dans son ensemble, sur l'autorisation du responsable des sections correspondantes. Mais, d'autre part, celui-ci doit recevoir l'accord des fabriques dont il s'occupe.

La seconde section enregistre administrativement toutes les opérations d'achat, vente, crédit, etc. Nous expliquerons plus loin ses méthodes de travail qui nous permettront de mieux comprendre les améliorations apportées dans le système comptable introduit à Alcoy par la révolution.

Enfin, la sous-section d'administration urbaine et industrielle s'occupe du paiement des contributions, et des loyers, et celle des assurances de tout ce qui se rattache aux accidents et aux rapports permanents avec la Compagnie mutuelle du Levant [\(134\)](#).

En marge de ces cinq sections, ou sous-sections, on a organisé deux groupes pour les archives : l'un, provisoire, l'autre, définitif. On y conserve non seulement les actions des anciens propriétaires, le renoncement à leurs titres signé au moment de l'expropriation, mais aussi tout ce qui se rapporte à chacune des activités de l'industrie textile, tant dans le régime nouveau que dans le régime ancien, y compris la marche du travail et des affaires dans le régime capitaliste.

*

Nous croyons nécessaire de traiter séparément de l'organisation de la comptabilité. Celle-ci est intégralement, ou presque intégralement, l'uvre d'un républicain de gauche qui a adhéré à notre Syndicat, et approuve les transformations réalisées. Ce camarade appliquait une méthode non absolument nouvelle dans les pays d'organisation avancée, mais inédite en Espagne. Son premier avantage était de faire avec soixante-dix employés le travail qui, autrefois, demandait au moins un comptable, et souvent deux, pour chacun des établissements (fabriques, ateliers, dépôts de marchandises, etc., 103 en tout) existants. Et il me donna des éléments de preuve.

Voici le Grand livre d'une fabrique administrée selon la méthode pratiquée dans tout Alcoy avant la révolution. Prenons une date quelconque et comptons les pages remplies ce jour-là. Vingt-cinq ? Nous ne nous souvenons pas très bien, mais c'était mortellement fastidieux et embrouillé. Par contre, dans le nouveau grand livre de la comptabilité de l'industrie textile, toutes les opérations étaient consignées sur une page et demie ; on n'enregistrait que des résumés. Le détail était contenu dans les livres des treize sections diverses (caisse, banques, porte-feuille, etc.).

Chaque section enregistre, à l'instant même, ce qui se rapporte à sa spécialité, puis classe sur-le-champ la documentation correspondante. Les comptes sont arrêtés chaque jour à quatre heures, le résumé est inscrit dans le Grand livre.

De plus, chaque section a ses fichiers par matière, aux mains d'employés spécialisés. On peut donc, à tout moment, réviser n'importe quel compte, en contrôler tous les détails. On sait aussi, sur-le-champ, ce qu'un client doit, on connaît le bilan d'une fabrique, aussi bien que les dépenses en essence de tel ou tel représentant.

Dans cette vaste organisation coordonnée et rationalisée, le Syndicat est donc l'organisme directeur qui englobe tout. Les assemblées générales auxquelles assistent ou peuvent assister tous les travailleurs sans exception jugent l'activité de la Commission technique et des sections issues des comités d'entreprise. C'est aussi le Syndicat qui assume la responsabilité juridique et sociale tant de l'expropriation opérée que de la gestion générale. C'est lui qui établit les rétributions et coordonne toutes les activités sur le plan supérieur des intérêts collectifs.

*

Comme nous le disions auparavant, les autres industries d'Alcoy sont organisées et gérées de la même manière que l'industrie textile. L'organisation intégrale se trouve aussi aux mains des Syndicats. Et le Syndicat est aux mains des travailleurs qui participent effectivement à l'organisation de l'industrie – et non seulement de la fabrique – et s'élèvent au sens individuel des responsabilités collectives.

On travaillait ferme dans les ateliers métallurgiques que j'ai visités, eux aussi organisés d'après les principes de la démocratie et du syndicalisme libertaires. On avait même improvisé avec succès une industrie nouvelle exigée par la guerre : celle des armements. Les progrès réalisés causèrent l'admiration de certains visiteurs techniquement qualifiés, et le gouvernement passa des commandes pour l'armée qui faisait face à l'attaque fasciste.

Par contre, la fabrication de papier connaissait des difficultés causées par la diminution des réserves de matières premières. Une fois de plus on voit que, si cette expérience avait eu lieu dans des circonstances plus favorables, les résultats eussent été beaucoup plus heureux qu'ils ne le sont.

Toutefois, la solidarité des organisations libertaires permet jusqu'ici au Syndicat de l'imprimerie, du papier et du carton, de résister aux difficultés. En effet, les seize autres Syndicats qui composent la Fédération locale d'Alcoy aident matériellement, pécuniairement (puisque le signe monétaire a été conservé) l'industrie déficitaire. On est au-dessus de l'esprit corporatif, même de corporatisme syndicaliste étroit.

*

L'organisation de la production était techniquement parfaite à Alcoy dans la période où je l'ai étudiée, et comme il est arrivé généralement, le plus probable est qu'elle n'a fait que se perfectionner par la suite. Le point faible était, comme en d'autres endroits, l'organisation de la distribution. Sans l'opposition des commerçants et des partis politiques, tous effrayés par la menace de socialisation intégrale, et qui combattaient ce programme "trop révolutionnaire", on aurait fait mieux. Cette opposition leur fit créer leur propre "comité de contrôle" antifasciste qui n'avait pas de rôle de combat à jouer, mais qui sous cette apparence centralisait l'achat des denrées agricoles, payant leurs produits meilleur marché aux paysans d'une part, et de l'autre protégeant la hausse des prix et du coût de la vie. Il n'était pas facile de s'imposer pour éviter des frictions entre secteurs antifranquistes, et j'ignore si mes camarades purent réagir efficacement par la suite. Car les politiciens socialistes, républicains, communistes s'efforçaient d'empêcher notre triomphe, même en restaurant l'ancien ordre des choses ou en maintenant ce qui en restait.

Il n'empêche qu'à Alcoy, vingt mille travailleurs [\(135\)](#) administrent la production au moyen de leurs syndicats, et ont prouvé que l'industrie travaille beaucoup plus rentablement sans capitalistes, sans actionnaires et sans patrons dont les rivalités empêchent l'emploi rationnel du matériel technique, comme le désordre de l'agriculture individuelle empêchait l'emploi rationnel des terres et des moyens de production agricole.

Devant ces réalisations, le gouvernement n'a pu que s'incliner, et commander des armes aux ateliers métallurgiques syndicalistes d'Alcoy, comme il a commandé du drap pour habiller les soldats à l'industrie textile socialisée, et des brodequins aux fabriques d'Elda, qui étaient aussi aux mains des libertaires, dans la même province d'Alicante.

L'eau, le gaz et l'électricité en Catalogne

Le Syndicat des travailleurs, qui assura en Catalogne, dès le début de la Révolution, la fourniture ou la production d'eau potable, du gaz et de l'électricité, avait été fondé en 1927, sous et malgré la dictature du général Primo de Rivera. D'autres étaient constitués à travers l'Espagne, et la fédération des mêmes industries apparut dans le canton de Barcelone. Puis étaient apparues la Fédération régionale catalane, et enfin, unissant toutes les fédérations régionales constituées en Espagne, la Fédération nationale dont le secrétariat général se trouvait à Madrid.

Sans doute cette structuration fut-elle facilitée, et suscitée par le caractère de la production, surtout celle d'électricité, presque toujours hydraulique (136) et basée sur l'exploitation des chutes d'eau descendant des Pyrénées, ou de barrages se trouvant à de longues distances – parfois à des centaines de Kilomètres – des postes transformateurs et des lieux de distribution.

A l'échelle nationale, la masse des travailleurs adhéra très vite. A Barcelone, le Syndicat de la C.N.T. comptait normalement de 2.500 à 3.000 adhérents, et 7.000 dans l'ensemble de la Catalogne. Puis, après le 19 juillet, dans la nouvelle situation créée par la Révolution, ouvriers et techniciens réunis atteignirent le chiffre de 8.000. De son côté, et toujours en Catalogne, l'Union générale des travailleurs en atteignit un peu moins de la moitié.

Les techniciens, semi-techniciens et cadres avaient constitué un Syndicat séparé, indépendant des deux centrales ouvrières. Mais l'élan de solidarité jailli de la Révolution les poussa vers une union plus étroite avec les travailleurs manuels, union nécessaire pour mieux assurer la production. Et une assemblée résolut, par acclamation, de dissoudre le Syndicat séparé pour constituer la section technique du Syndicat unique adhérent à la C.N.T. Postérieurement, les préférences idéologiques entrant en jeu, cinquante de ces techniciens quittèrent la C.N.T. pour constituer une section adhérent à l'U.G.T.

Les directeurs des centrales électriques, qui gagnaient jusqu'à 33.000 pesetas par mois, tandis que les ouvriers en gagnaient moins de 250, étaient pour la plupart des étrangers. Ils reçurent de leurs consuls l'ordre de rentrer dans leur pays. Cependant, grâce aux efforts de tous les travailleurs, et malgré le manque de certains éléments techniques de provenance internationale, l'eau, le gaz et l'électricité continuèrent d'être fournis jusqu'à, nous l'avons dit, la fin de la guerre civile et de la révolution espagnole. Seuls les bombardements provoquèrent des interruptions partielles.

L'initiative des premiers jours ne fut pas due seulement à notre Syndicat en tant qu'organisme constitué. Comme pour les tramways et les chemins de fer, elle partit de militants sachant prendre des responsabilités. Le jour même de l'insurrection fasciste, c'est-à-dire le 19 juillet, une poignée d'entre eux se réunissaient pour assurer la continuité de ces services publics. Immédiatement des comités d'entreprise furent constitués, ainsi qu'un comité central de liaison entre les deux organisations syndicales. Par la suite, ce comité dirigea l'ensemble du travail et de la production pour les quatre provinces catalanes (Barcelone, Tarragone, Lérida et Gérone).

La prise de possession définitive n'eut lieu qu'à la fin du mois d'août. Pendant la période de transition, on s'était contenté de continuer les activités productrices de l'organisation capitaliste, sans encore arriver à l'expropriation. Chacun des travailleurs restait à son poste comme autrefois ; les grandes décisions, qui impliquaient une prise en main de caractère technico-administratif, furent prises par les assemblées syndicales des deux centrales ouvrières. Et, chose curieuse, que l'on constate du reste en d'autres occasions, non seulement les Syndicats succédaient aux capitalistes dans l'organisation du travail, mais ils assumaient les responsabilités que ces derniers avaient auparavant contractées. C'est ainsi qu'ils prirent à leur compte les engagements financiers et les dettes de leurs prédécesseurs, et payèrent toutes les factures, sans doute pour ne pas faire de tort aux travailleurs employés par les fournisseurs, et qui, eux aussi, héritaient de la situation laissée par leurs employeurs.

Seules furent annulées les obligations envers les bailleurs de fonds espagnols, en leur majorité privilégiés – la petite épargne étant pour ainsi dire inexistante en Espagne. L'argent dont on disposa permit de faire face à des nécessités diverses.

Au début 1937, le total des recettes avait diminué de 20 %. Peut-être un certain nombre d'abonnés avait-il négligé de payer les factures, mais on trouvait aussi une autre explication : le prix du kilowatt d'électricité avait été abaissé, nous ne savons dans quelles proportions ; celui du mètre cube d'eau était passé de 0,70 et 0,80 et dans certains cas de 1,50 peseta au tarif uniforme de 0,40 peseta. Et l'on ne faisait plus payer le loyer des compteurs.

Naturellement, l'attitude des travailleurs de l'U.G.T. fut combattue par les politiciens qui sévissaient à la tête de la centrale réformiste. Mais leur opposition obstinée ne put entamer la résolution des adhérents, et l'accord continua de régner entre tous les travailleurs.

Le système d'organisation mis en pratique facilita cette bonne entente. Il partait du lieu du travail, de l'entreprise, et s'élevait jusqu'au Syndicat. Voyons les choses de plus près.

Dans l'entreprise même, le premier noyau est la spécialité de travail. Chaque spécialité constitue une section dès lors qu'elle groupe, par usine, atelier ou "bâtiment" au moins 15 travailleurs. Quand elle ne les groupe pas, les ouvriers de plusieurs spécialités collaborant entre elles s'assemblent et constituent une section commune. Les sections sont plus ou moins nombreuses, plus ou moins variées selon l'importance des usines ou des centrales. Chacune nomme deux délégués que les assemblées choisissent : un de caractère technique, qui devra faire partie du Comité de l'entreprise, un autre chargé de la direction du travail de la section.

Le "comité de bâtiment" (c'est ainsi qu'on l'appelle) vient ensuite. Il est nommé par les commissions de sections, et se compose d'un technicien, d'un ouvrier manuel et d'un administrateur. Quand on le croit nécessaire, on y ajoute un quatrième membre pour que les deux centrales syndicales soient représentées à égalité.

Le délégué des travailleurs manuels doit résoudre, ou s'efforcer de résoudre, les difficultés qui peuvent surgir entre diverses sections, celles qui surgissent au sein des sections étant résolues par les intéressés eux-mêmes. Il reçoit les suggestions des travailleurs des diverses spécialisations pour la nomination ou le déplacement du personnel. Et les sections l'informent quotidiennement de la marche du travail.

Il sert aussi d'intermédiaire entre la base et le Conseil général d'industrie. Il convoque périodiquement les sections aux réunions générales qui ont lieu au Syndicat, ce qui resserre les liens entre les travailleurs des différentes entreprises. Au cours de ces réunions on examine les propositions et les initiatives susceptibles de perfectionner la technique du travail et la production, d'améliorer la situation des travailleurs ou encore d'intéresser l'organisation syndicale. Une copie des délibérations est remise au conseil d'industrie. Notons que l'activité spécifique du délégué des travailleurs manuels ne l'empêche pas d'exercer sa profession aux côtés de ses camarades.

Le délégué aux fonctions administratives contrôle l'arrivée et l'emmagasiner des matériaux, enregistre les demandes, comptabilise les fournitures et les réserves, veille au mouvement des dépenses et des recettes. Il contrôle aussi la correspondance, et c'est sous sa responsabilité qu'est rédigé tout bilan ou tout compte rendu adressé au Conseil d'industrie.

Le délégué aux fonctions techniques contrôle les activités correspondantes de sa section, s'efforce d'augmenter le rendement du travail, d'alléger l'effort humain, par des initiatives, novatrices. Il contrôle la production des centrales, l'état des réseaux, établit des statistiques et des graphiques montrant l'évolution de la production.

Voyons maintenant, d'un peu plus près, les conseils d'industrie au sommet de l'organisation.

Il y en a, naturellement, trois : un pour l'eau, un pour le gaz, un pour l'électricité. Chacun se compose de huit délégués : quatre pour l'U.G.T. et quatre pour la C.N.T. La moitié de ces délégués est nommée par les assemblées générales de syndicats [\(137\)](#). L'autre moitié, par les délégués des sections techniques, en accord avec le comité central. Cette dernière mesure a pour but d'assurer, dans la composition des conseils d'industrie, la nomination d'hommes techniquement et professionnellement capables, ce qui, me dit-on, n'a pas toujours lieu dans les assemblées syndicales où les dons oratoires, les affinités idéologiques ou personnelles peuvent reléguer au second rang les considérations plus nécessaires.

Tout cela est coiffé par le Conseil général des trois industries, qui se compose aussi de huit membres : comme auparavant, quatre de chaque centrale syndicale. Ce conseil coordonne l'activité des trois industries, harmonise la production et la distribution des matières premières du point de vue régional, national et international, modifie les prix, organise l'administration générale, enfin prend et applique toutes les initiatives intéressant l'ensemble des producteurs, de la production et des besoins. Cependant, il doit toujours soumettre ses activités au contrôle des assemblées syndicales locales et régionales.

Examinons maintenant les résultats de cette gestion ouvrière. Du point de vue technique il convient de souligner certaines réalisations dont celle, primordiale et que nous trouvons constamment, de la concentration et de la coordination. Toutes les usines n'ont pas, il s'en faut de beaucoup, l'importance de celle de Tremp et de Camarasa, qui sont les principales centrales alimentées par de grands barrages. A part ces deux géantes, la

plupart des 610 unités (comprenant les transformateurs) éparpillées en Catalogne n'ont qu'un rendement médiocre ou insignifiant ; leur maintien en activité servait des intérêts privés, mais bien peu l'intérêt général. Il était nécessaire de les relier, d'éliminer, de réorganiser. Ce qui fut fait. Six mois après le début de la socialisation, 70 % des usines représentant 99 % de la production constituaient un ensemble technique parfaitement homogène ; et 31 %, qui ne représentaient que 1 % de cette même production, étaient en marge.

Entre autres choses, cela représentait une économie de main-d'œuvre que l'on employa à des améliorations et des innovations souvent importantes. Ainsi, 700 travailleurs ont construit, près de Flix, un barrage qui augmenta de 50.000 CV le courant disponible.

La production de gaz est économiquement moins importante, et je n'ai pas, à ce sujet, recueilli de données comparables à celles recueillies pour l'électricité. D'autant plus que le manque croissant de charbon, conséquence du blocus, ne permettait pas d'entreprendre des améliorations dignes d'être enregistrées. Notons seulement que sur vingt-sept usines, vingt-deux, les plus grandes, synchronisèrent immédiatement leur production, et la répartition des matières premières.

Par contre, l'eau, surtout l'eau potable dont la fourniture demandait une organisation sérieuse et coûteuse, généralement pour chaque locataire de chaque immeuble, ne manqua jamais, même dans les villes bombardées. A Barcelone, la fourniture quotidienne qui était de 140.000 m³ avant la révolution s'éleva rapidement à 150.000 m³, et augmenta par la suite. Toutefois, cette augmentation ne fut pas importante, car il n'était pas facile, dans une région aussi accidentée, de procéder à de nouvelles captations, toutes les sources étant déjà, depuis longtemps, mises à contribution.

Les tramways de Barcelone

Les tramways constituaient, à Barcelone, le moyen de transport le plus important. Soixante lignes sillonnaient la ville, et desservaient les faubourgs et les localités des alentours : Pueblo Nuevo, Horta, Sarria, Badalona, Sens, Bonanova, Gracia, Casa Antunez, etc. La Compagnie générale des tramways, société anonyme dont les capitaux étaient surtout belges, employait 7.000 salariés qui non seulement conduisaient les voitures et encaissaient le prix des trajets, mais aussi travaillaient dans les huit dépôts et dans les ateliers de réparation.

Sur les sept mille, 6.500 environ étaient syndiqués à la C.N.T. où ils composaient la section du Syndicat industriel des transports correspondant à leur spécialisation. Les autres sections, beaucoup moins importantes, étaient celles du métropolitain celle des taxis, qui, par la suite, se collectivisèrent pour leur compte, celle des autobus, et enfin celle des deux lignes de funiculaires de Montjuich et du Tibidabo [\(138\)](#).

Les combats de rues avaient paralysé tout le trafic, obstrué les chaussées par des barricades dressées un peu partout, et dont souvent les tramways et les autobus constituaient le matériau principal. Il fallait faire place nette, laisser le chemin libre, remettre en route les moyens de transport indispensable à la grande cité. Alors, la section syndicale des tramways chargea une commission composée de sept camarades d'occuper les locaux administratifs, tandis que d'autres inspectaient les voies et dressaient le tableau des déblaiements nécessaires.

Devant le local de la compagnie, la commission trouva un piquet de gardes civiles chargé d'en interdire l'accès. Le sergent qui le commandait déclara avoir ordre de ne laisser passer personne. Armés de fusils et grenades, et une partie d'entre eux bien abrités dans le camion blindé qui servait à la compagnie pour le transport des fonds, nos camarades menacèrent. Alors, le sergent demanda par téléphone à ses supérieurs l'autorisation de se retirer; elle lui fut accordée.

Insistons sur un petit détail qui ne manque pas de piquant. Tout le haut personnel étant absent, la délégation syndicale ne trouva dans les bureaux que l'avocat chargé de représenter la compagnie et de parlementer. Le camarade Sanchez, militant de pointe, le plus actif et le plus éprouvé, connaissait bien ce monsieur qui, deux ans auparavant, l'avait fait condamner à dix-sept ans de prison lors d'une grève qui avait duré vingt-huit mois [\(139\)](#) ; le défenseur des intérêts de la compagnie avait même requis contre lui 105 ans de la même peine !

Ce monsieur le reçut très aimablement, déclarant qu'il acceptait la situation nouvelle, et même que, comme

avocat, il se mettait à la disposition des travailleurs. Les camarades de Sanchez voulaient le fusiller sur place ; ce dernier s'y opposa. Il donna même au personnage l'autorisation de se retirer. On était vendredi, rendez-vous fut pris pour le lundi suivant. Mis en confiance, l'homme demanda qu'on l'accompagnât jusqu'à son domicile, car il y avait beaucoup de révolutionnaires armés dans les rues... On l'accompagna, mais le lundi il ne se présenta pas. On ne le revit plus.

Le comité des sept convoqua immédiatement les délégués des différentes sections syndicales : usine électrique, câbles, réparations, trafic, receveurs, magasins, comptabilité, bureaux et administration, etc. Une fois de plus la synchronisation du Syndicat d'industrie jouait merveilleusement. Et, à l'unanimité, on décida de remettre sans attendre les tramways en marche.

Le jour suivant on convoqua par radio – comme le Syndicat de la métallurgie avait fait pour ses adhérents – les travailleurs manuels et les techniciens. L'immense majorité accourut : seuls manquèrent quelques fascistes. Tous les ingénieurs se mirent aux ordres du Syndicat, y compris un ancien colonel, que sa sympathie active pour les ouvriers avait fait rétrograder de chef de la section du trafic et directeur du métropolitain à la section des archives.

Et cinq jours après la fin des combats, sept cents tramways, au lieu de six cents, tous peints aux couleurs rouge et noire de la F.A.I. tranchant en diagonale [\(140\)](#), circulaient dans Barcelone. On en avait augmenté le nombre pour supprimer les remorques qui causaient de nombreux accidents. Il avait fallu pour cela réparer, en travaillant jour et nuit, et dans un enthousiasme général, une centaine de voitures mises au rancart parce que jugées inutilisables.

*

Naturellement, les choses purent s'organiser si vite et si bien parce que les hommes étaient bien organisés eux-mêmes. On retrouve donc ici un ensemble de sections constituées par métiers et mises sur la base industrielle, selon l'organisation du travail, de l'entreprise au Syndicat. Mécaniciens, conducteurs, réparateurs, menuisiers, etc., autant de groupements complémentaires dépassant le simple cadre professionnel de la tradition, et réunis dans une organisation unique.

Chaque section comptait à sa tête un ingénieur nommé en accord avec les Syndicats, et un représentant des ouvriers : on s'occupait ainsi du travail et des travailleurs. Au-dessus, les délégués réunis constituaient le Comité général local. Les sections se réunissaient séparément quand il s'agissait de leurs activités spécifiques que l'on pouvait considérer indépendamment ; quand il s'agissait de problèmes généraux, tous les travailleurs de tous les métiers tenaient une assemblée générale. De la base au sommet, l'organisation était fédéraliste, et l'on pratiquait ainsi non seulement une solidarité permanente dans les activités matérielles, mais aussi une solidarité morale, qui attachait chacun à l'uvre d'ensemble, avec une vision supérieure des choses.

L'accord était donc aussi permanent entre ingénieurs et ouvriers. Aucun ingénieur ne pouvait prendre une initiative importante sans consulter le Comité local, non seulement parce qu'il convenait que les responsabilités fussent partagées, mais aussi parce que souvent, dans les problèmes pratiques, les travailleurs manuels ont une expérience qui manque aux techniciens. Cela était compris par les deux parties, et par la suite, très souvent quand le comité du Syndicat, ou un délégué, imaginait une initiative intéressante, on convoquait l'ingénieur spécialisé pour le consulter ; d'autres fois, c'était l'ingénieur qui proposait l'examen d'une idée nouvelle. On convoquait alors des travailleurs manuels. La collaboration était complète.

Mais on ne se contenta pas de remettre, même en plus grand nombre, les tramways en route ; ni de les repeindre aux couleurs de la révolution. Les différentes corporations décidèrent d'effectuer ce travail supplémentaire sans le moindre sursalaire. L'élan créateur dominait. Dans les dépôts, il y avait toujours vingt ou trente voitures qu'on révisait et enjolivait.

On améliora aussi l'organisation technique et le fonctionnement du trafic ; l'importance des perfectionnements réalisés surprend. On commença par éliminer trois mille poteaux métalliques auxquels étaient suspendus les câbles électriques fournissant le courant, qui gênaient le trafic et causaient de nombreux accidents ; on les remplaça par un système de suspension aérienne. Puis on installa un nouveau procédé de signalisation et de sécurité consistant en un aiguillage électrique et en disques automatiques. D'autre part, la compagnie de Agua, Luz y Fuerza (Eau, Lumière et Energie) avait installé, en maints endroits, et au beau milieu de la voie suivie

par les tramways des cabines transformatrices ou distributrices de courant, ce qui obligeait à des détours et des bifurcations innombrables, souvent brusques (il n'y avait très souvent qu'une seule voie montante et descendante), et provoquait aussi des accidents. Cela durait depuis le début des installations, selon ce qu'avait été le caprice des intérêts économiques ou politiques. Les camarades de l'Eau, du Gaz et de l'Electricité installèrent ces cabines où elles ne pouvaient pas gêner, et l'on put redresser définitivement les voies des tramways.

On reconstruisit aussi une partie des lignes endommagées, dont la n°60, à double voie, qui fut entièrement refaite. Dans certains cas, on asphalta la chaussée.

Ces améliorations demandèrent un certain temps, et aussi des modifications de l'infrastructure générale. Dès le début, les organisateurs, sans pour cela oublier les intérêts des travailleurs de la vaste entreprise, s'occupèrent de perfectionner l'outillage employé. En moins d'un an on comptait diverses acquisitions remarquables : ce fut d'abord l'achat, en France, d'un tour américain automatique, unique en Espagne, d'une valeur de 200.000 F, et capable de faire à la fois sept pièces identiques.

On acheta aussi deux fraiseuses ultra modernes, et des avertisseurs électriques permettant de repérer à distance les avaries et les ruptures de câbles ; des câbles nouveaux remplacèrent ceux déjà vieillis. Et l'on se procura un four électrique pour fondre des coussinets. Bien d'autre matériel technique fut ainsi acquis, dont des appareils belges, à électrodes pour la soudure des rails, et qui coûtaient, somme vraiment importante à l'époque, 250.000 francs.

Ainsi outillés, on alla beaucoup plus loin dans l'esprit d'entreprise, et l'on se mit même à construire des véhicules, dont deux modèles de funiculaires pour la ligne de la Rebasada, qui montait au Tibidabo, et pour celle de Montjuich [\(141\)](#). Les nouvelles voitures pesaient 21 tonnes, tandis que les anciennes en pesaient 35, et transportaient moins de voyageurs.

Auparavant, on avait réorganisé les techniques de fourniture de courant, et réparé les dynamos.

*

Voyons brièvement les résultats financiers de la nouvelle organisation. Des chiffres nous ont été fournis par les principaux réalisateurs de cette création révolutionnaire; nous avons pris les autres, publiés officiellement, dans la presse ouvrière de l'époque. Ils partent du mois de septembre 1936, date à laquelle la comptabilité avait été prise en main de façon à offrir des garanties sérieuses. C'est pourquoi les comparaisons que nous allons faire partent du même mois dans les années indiquées :

CHIFFRE TOTAL DE RECETTES

	Année 1935	Année 1936
	(Pesetas)	(Pesetas)
Septembre	2.277.774,64	2.600.226,86
Octobre	2.425.272,19	2.700.688,45
Novembre	2.311.745,18	2.543.665,72
Décembre	2.356.670,60	2.653.930,85

L'augmentation était de 322.452,22 pesetas pour le premier de ces quatre mois, de 275.416,26 pesetas pour le deuxième, de 231.919,22 pesetas pour le troisième, de 297.260,25 pour le quatrième. La différence varie donc entre 12 et 15 %.

On peut supposer qu'une telle augmentation s'explique par celle des prix du transport. Eh bien, non, au contraire des mesures furent prises pour abaisser les tarifs d'ensemble. Ceux-ci variaient, selon les distances parcourues, de 0,10 à 0,40 peseta, et l'on établit un tarif uniforme de 0,20 peseta au bénéfice principal des travailleurs qui, vivant souvent dans les quartiers extérieurs, devaient précisément faire de longs trajets, et payer en proportion, surtout pour les tarifs de nuit [\(142\)](#).

Ces réductions de tarifs auraient causé un déficit dans l'entreprise auparavant existante, mais la suppression du profit capitaliste et des hautes rétributions de la hiérarchie administrative et technique permit, au contraire,

d'obtenir des excédents.

*

Le bilan général des services rendus est également positif. Pendant l'année 1936, le nombre de voyageurs transportés avait été de 183.543.516; pendant l'année suivante il fut de 233.557.506. Différence en plus : 50.014.244.

Mais le progrès ne s'arrête pas là. Le nombre de kilomètres parcourus augmenta aussi. En l'année 1936, le total avait été de 21.649.459 ; en l'année 1937, en pleine situation nouvelle, il fut de 23.280.781. Augmentation de 1.640.244 km.

Reconnaissons que ces chiffres s'expliquent en partie par le manque croissant d'essence pour les véhicules à moteur, à conséquence du blocus des côtes espagnoles. Toujours est-il que l'organisation nouvelle sut répondre, et au-delà, aux besoins croissants de la population.

Pour y parvenir, il ne fallut pas se contenter de continuer sur la lancée du capitalisme : il fallut faire beaucoup plus. On l'a fait, même dans des proportions qui dépassent ce que nous venons de résumer. Car, avant la Révolution, les ateliers de l'Entreprise des Tramways de Barcelone, S.A., ne fabriquaient que 2 % du matériel employé, et n'étaient, dans l'ensemble, que destinés aux réparations les plus urgentes. Acharnée au travail, la section des tramways du Syndicat ouvrier des communications et des transports de Barcelone réorganisa et perfectionna les ateliers où, *en un an*, on fabriqua 98 % du matériel employé. *En un an*, la proportion fut inversée malgré une augmentation de 150 % des prix des matériaux se raréfiant sans cesse, ou venus de l'extérieur dans des conditions souvent onéreuses.

Et non seulement les travailleurs des tramways de Barcelone n'ont pas vécu sur les réserves du capitalisme, comme le prétendent ou l'insinuent les détracteurs des collectivisations syndicales, ou syndicalisations, mais ils firent face à certaines difficultés financières héritées du capitalisme, comme le firent le Syndicat de l'industrie textile d'Alcoy, et celui de la fabrication de chaussures d'Elda. Le 20 juillet, en pleine bataille, il fallut payer pour 295.535,65 pesetas de salaires – le paiement s'effectuait tous les dix jours. Peu après, il fallait payer pour 1.272.528,18 pesetas de matériel auparavant acheté par la compagnie. Ce qui fut fait. Et jusqu'à la fin de l'année 1936, on paya pour 2.056.206,01 pesetas de dépenses générales, d'exploitation, 100.000 pesetas pour le service médical et les indemnités d'accidents, 72.168,01 pesetas de primes pour l'économie de courant et de matériel – pratique de l'ancienne compagnie ; enfin, 20.445,90 pesetas pour l'assurance du personnel [\(143\)](#).

Rien n'a été négligé. Certes, nous ne sommes pas encore devant la socialisation intégrale et intégralement humaniste des collectivités agraires, avec l'application du principe "à chacun selon ses besoins". Mais répétons inlassablement que dans les villes le régime républicain avec les institutions d'Etat n'avait pas été et ne pouvait pas être aboli ; qu'une bonne partie de la bourgeoisie et des courants politiques traditionnels existaient toujours, que le commerce n'avait pu être socialisé. Il était fatal que les réalisations, même les plus audacieuses, s'en ressentissent. Toutefois, ce qui fut fait dans les socialisations syndicales était déjà énorme.

Car l'esprit des travailleurs de Barcelone, et d'autres villes comme Valence, était probablement, au monde, le plus apte à instaurer l'égalité économique et la pratique de l'entraide. C'est ainsi que, soit pour les aider à faire face à des difficultés momentanées, soit pour contribuer à leur développement, la section des tramways de Barcelone aida financièrement les autres sections des transports urbains. Les autobus reçurent 865.212 pesetas, les funiculaires du Tibidabo et de Montjuich, 75.000, les transports du port de Barcelone 100.000, et l'entreprise du métropolitain 400.000. Et le 31 décembre 1936, les tramways de Barcelone avaient en caisse 3.313.584,70 pesetas.

*

Fait curieux : non seulement les prolétaires libertaires espagnols acceptèrent de payer aux fournisseurs de la compagnie les dettes que celle-ci avait contractées, mais ils voulurent traiter avec les actionnaires. Ceux-ci devaient être assez nombreux, le capital se composant de 250.000 actions de 500 pesetas, mais probablement résidaient-ils surtout à l'étranger. Nos camarades convoquèrent par la presse et voie d'affiches les porteurs de titres à une assemblée générale. Il ne se présenta qu'une femme d'un certain âge, propriétaire de 225 actions.

Nullement effrayée par les événements, elle déclara remettre la gestion de son petit capital au Syndicat ouvrier avec lequel elle maintiendrait dorénavant des rapports confiants. Nous ignorons quel fut par la suite le caractère de ces rapports, mais si cette femme ne disposait pas d'autres ressources, nous serions étonné qu'on l'ait entièrement privée de moyens d'existence. Cette inhumanité n'était pas habituelle chez nos camarades.

*

Il nous reste à voir quelle partie des bénéfices alla aux travailleurs des tramways. Au moment de l'insurrection fasciste, les manuvres (peones) gagnaient de 8 à 9 pesetas par jour, les agents du trafic gagnaient 10 pesetas, les chauffeurs de camions et les ouvriers qualifiés des ateliers (tourneurs, ajusteurs, etc.), 12 pesetas. Tous les salaires furent réajustés avec une différence minimale : 15 pesetas pour les manuvres et 16 pesetas pour les ouvriers qualifiés. On s'approchait de l'égalité de base absolue.

Mais d'autres améliorations de la condition des travailleurs méritent d'être retenues. D'abord, on installa des lavabos dans les dépôts et les ateliers, ce qui n'avait jamais été fait. On installa aussi des douches (n'oublions pas que nous étions en 1936) dans tous les lieux de travail collectif. On désinfecta les tramways une fois par semaine. Puis on organisa un service sanitaire dont nous pouvons sans doute tirer quelques enseignements.

Ce service sanitaire reposait sur la division de Barcelone et des quartiers environnants en trente secteurs. Chacun de ces secteurs était à la charge d'un médecin payé par le Syndicat des Tramways de Barcelone. Les médecins ne soignaient pas seulement les travailleurs employés, mais également leur famille. Un service d'assistance à domicile fut aussi constitué, dont les membres soignaient les malades, et leur apportaient des secours de caractère humain, des conseils, un soutien moral, toutes choses souvent plus nécessaires que la médecine même. En même temps, on vérifiait et contrôlait la véracité des déclarations de maladies et des malaises passagers afin d'éviter les abus – on n'avait pas encore atteint la perfection humaine. Si l'on en découvrait – le cas était assez rare, car l'esprit n'était plus le même que sous le capitalisme – le Syndicat prenait des mesures allant jusqu'à la suppression d'une semaine de salaire. Normalement, le malade touchait son salaire entier [\(144\)](#).

A cette organisation générale des soins à domicile fut ajoutée l'utilisation d'une très belle clinique qui, jusqu'alors n'avait été qu'au service des riches. A part le confort de l'installation qui faisait un contraste plus qu'appréciable avec les hôpitaux traditionnels de Barcelone, on repeignit les murs à la laque, on décora, on agrémenta de postes de radio, des soins correspondants à des branches particulières de la médecine furent assurés par un spécialiste en gynécologie, un spécialiste des voies digestives et un spécialiste de chirurgie générale, tous trois travaillant au service du Syndicat.

La discipline spontanée, la moralité des travailleurs étaient reconnues de tous. Il y avait adhésion, participation à l'œuvre commune, et même on aiguillait l'imagination pour trouver des améliorations techniques, de nouveaux modes de travail. Ainsi furent installées des "boîtes à idées" appelées "buzones" (boîtes aux lettres), dans les différents ateliers, où celui qui envisageait une initiative la proposait par écrit.

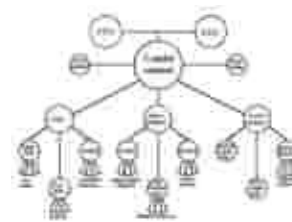
Cette participation dépassait même le cadre de l'entreprise et du Syndicat. Parce qu'ils étaient bien outillés, les ateliers produisaient des fusées et des obusiers pour les combattants du front d'Aragon. Les travailleurs faisaient gratuitement des heures supplémentaires, et même venaient le dimanche apporter leur effort à la lutte commune, sans rétribution.

Pour en finir avec cet aspect des choses, il ne sera pas inutile de souligner que l'honnêteté était générale. Non qu'il n'y ait pas eu quelques cas d'indélicatesse, mais en trois ans ils se réduisirent à six larcins qui ne mériteraient pas même la peine d'être mentionnés si nous ne voulions pas paraître escamoter ce qui est déplaisant. Le cas le plus grave fut celui-ci : un ouvrier emportait de temps en temps de petites quantités de cuivre qu'il revendait quand il atteignait le kilo. On le renvoya, mais comme sa femme vint dire au Comité d'entreprise qu'elle avait un enfant, et que celui-ci allait en souffrir, on lui paya trois ou quatre semaines de salaire, et on changea son mari d'atelier.

Les moyens de transport

Document annexe :
Organisation du réseau catalan Madrid–Saragosse–Alicante.

(cliquer sur l'image pour voir le document)



Il y eut, pendant la révolution espagnole, particulièrement en Catalogne, un effort de coordination des moyens de transport terrestres et maritimes que les difficultés croissantes causées par la guerre qui absorbait une somme elle aussi croissante d'énergie humaine, mécanique et thermique, empêchèrent sans aucun doute de mener à bien, mais qui, dans ce qui a été fait, mérite d'être signalé. Nous le verrons dans la description de l'organisation du réseau ferroviaire de Madrid–Saragosse–Alicante, que nous avons pu étudier, et qui nous aidera à comprendre comment fonctionna l'ensemble des chemins de fer de l'Espagne antifasciste quand les travailleurs en furent responsables.

Il existait en Espagne deux grandes associations de cheminots : le Syndicat national des chemins de fer, qui faisait partie de l'Union générale des travailleurs, et la Fédération nationale des industries ferroviaires, qui faisait partie de la Confédération nationale du travail. En juillet 1936, la première de ces deux organisations groupait, à l'échelle nationale, le plus grand nombre d'adhérents, mais la différence n'était plus très grande dans les derniers temps, et notre Fédération voyait ses effectifs grossir continuellement. En Catalogne, nous étions les plus nombreux.

Après que les forces militaro–fascistes furent battues dans les rues de Barcelone, obligées de se retirer dans les casernes et de se laisser désarmer, nos camarades cheminots ne perdirent pas leur temps à danser dans la rue pour fêter la victoire. Le 20 juillet, ils convoquèrent le haut personnel pour le licencier. Le 21 juillet, ceux qui assumaient la responsabilité de la remise en marche des trains, indispensable pour assurer le contact avec les autres régions, ravitailler la ville et envoyer au front d'Aragon les milices improvisées, contrôlaient sans attendre les voies ferrées. Et le même jour, le premier train chargé de combattants faisait son premier voyage sous contrôle révolutionnaire.

Les techniciens écartés furent remplacés par des militants ouvriers qui n'avaient certes pas la haute formation spécialisée de ceux dont ils prenaient la place, mais qui, avec l'appui de la base qui les avait nommés, pourraient faire correctement leur travail. C'était l'essentiel.

Le réseau exproprié comprenait 123 gares, grandes et petites, groupées en neuf secteurs. Le personnel administratif resta à son poste et continua de travailler. Les cheminots firent de même. L'accord fut complet, et l'expropriation acceptée avec un haut esprit de responsabilité. En quelques jours la circulation était redevenue normale.

Tout cela avait été réalisé sur la seule initiative du Syndicat et des militants de la C.N.T. Ceux de l'U.G.T., où dominait le personnel administratif, étaient demeurés passifs, ne s'étant jamais trouvés en semblable situation. Habités à obéir aux ordres venus d'en haut, ils attendirent. Les ordres, ni les contre–ordres ne venant pas, et nos camarades allant de l'avant, ils suivirent le courant puissant qui entraînait le plus grand nombre.

Aussi, cinq jours après le triomphe de la révolution, quatre jours après la prise de possession des chemins de fer par les syndiqués de la C.N.T., une délégation ugétiste vint–elle demander de faire partie du Comité central révolutionnaire que composaient six de nos militants. On réorganisa donc le Comité, qui fut composé de huit membres. Quoique moins nombreuse, et nulle au point de vue révolutionnaire, la section réformatrice fut, par tolérance et volonté de fraternité, placée à égalité quant au nombre de délégués la représentant : il y en eut quatre de chaque côté.

Mais ce nombre apparut bientôt insuffisant. Les sections techniques s'organisant, on s'aperçut qu'il en fallait dix, plus un président et un directeur général, Au total, douze délégués, six pour chaque mouvement syndical. On comptait ainsi, répondant aux activités diverses, la division Exploitation, puis la division commerce, services électriques, comptabilité et trésorerie, services de traction, dépôts d'approvisionnements divers,

organisation sanitaire, voies et travaux, contentieux, enfin contrôle et statistiques.

Dès le début, ces divisions ne furent pas dirigées de haut en bas, selon un système étatiste et centralisé. Le Comité révolutionnaire n'eut pas de telles attributions. On restructura de bas en haut ; dans chacune des sections et sous-sections, un Comité d'organisation chargé de la responsabilité du travail avait été formé. Ce Comité disparut assez vite, car il n'était pas nécessaire de mobiliser plusieurs personnes pour accomplir ces fonctions ; il ne resta donc, dans chaque section et sous-section, qu'un délégué choisi par la réunion des travailleurs des gares dans les petites villes, dans les villages, ou dans les villes importantes.

On établit des normes d'organisation, d'initiative et de contrôle. Maintenant, l'ensemble, des travailleurs de chaque localité se réunit deux fois par mois pour examiner tout ce qui se rapporte au travail. Parallèlement, les militants animateurs se réunissent une fois par semaine. Puis l'assemblée générale locale nomme un Comité qui dirige l'activité générale dans chaque gare et ses dépendances. Dans les réunions périodiques, la gestion de ce Comité, dont les membres travaillent, est soumise, après information et examen où tous les assistants peuvent intervenir, à l'approbation ou la désapprobation des travailleurs.

L'impulsion a conservé son caractère nettement fédéraliste. On ne peut dire que la direction ait été imprimée par le Comité révolutionnaire central de Barcelone. Tout simplement, le travail a continué partout, comme avant le 19 juillet. Les membres du Comité de Barcelone se contentent de surveiller l'activité générale et de coordonner celle des différentes lignes qui composent le réseau. Ils relient lentement les diverses parties de l'organisme et préparent une meilleure gestion pour demain.

L'important est que, comme dans les usines et les fabriques, même encore imparfaitement socialisées, sans actionnaires, sans ingénieurs, sans la hiérarchie habituelle, les trains ont continué de circuler, les gares d'être desservies, les voyageurs et les marchandises d'être transportés, les régions hier ravitaillées, d'être ravitaillées aujourd'hui.

On alla même, par amour propre révolutionnaire, jusqu'à faire circuler un plus grand nombre de trains que d'habitude, ce qui, comme on le verra, fut une erreur dont on se rendit compte par la suite.

Dès après le 19 juillet, il circulait 292 trains par jour, sur la totalité du réseau. En octobre de la même année, il en circulait 213. Réduction qui s'explique en partie par la diminution du tonnage transporté, et du nombre de voyageurs, par l'interruption des relations avec l'Aragon, et au-delà de l'Aragon avec la partie de la Castille occupée par les fascistes, et que traversaient auparavant des convois allant à Madrid ou en venant. En octobre 1935, on avait enregistré 28.801 wagons ; en octobre 1936, à conséquence des événements qui bouleversaient tout, on n'en enregistrât que 17.740 ; mais en décembre suivant, le total était remonté à 21.470. L'écart serait beaucoup moindre si l'Espagne n'était pas coupée en deux.

Malgré tout, de tels chiffres nous font comprendre l'importance des activités ferroviaires du seul réseau dont nous nous occupons. Mais encore ne donnent-ils qu'une impression insuffisante. Ce qui semblera plus évident, si l'on sait que les dix sections spécialisées d'administration que nous avons énumérées auparavant se subdivisent à leur tour en sous-sections techniques. Par exemple, le service d'exploitation comprend la régulation horaire des trains, la circulation générale, la distribution du matériel ferroviaire, le trafic des marchandises et les services de toutes les gares. L'organisation générale est donc plus complexe que ce qu'on pouvait, à première vue, supposer.

Nous avons dit que ce fut une erreur que vouloir faire circuler immédiatement le plus grand nombre possible de trains. D'abord, parce qu'il fallait économiser un charbon venant des Asturies cernées et assiégées par Franco, et d'Angleterre, qui, nos ports étant bloqués par la marine de guerre ennemie, ne courait pas les risques de faire couler ses bateaux. Une autre faiblesse technique apparut bientôt ; 25 % des chaudières des locomotives se trouvaient hors de service au moment de la prise de possession révolutionnaire. Or, les tuberies se fabriquaient dans le Pays Basque, lui aussi assiégé par les forces franquistes, et où tous les hommes étaient mobilisés pour la lutte armée. Le rationnement s'imposait donc pour les moyens de transport comme pour la consommation générale. On le comprit un peu tard.

Le problème de la rétribution des travailleurs fut posé d'autant plus que les salaires allaient de 2,50 pesetas par jour pour les femmes employées comme gardes-barrières, et cinq pesetas pour les cheminots faisant un travail non spécialisé, aux émoluments princiers des ingénieurs en chef. La rétribution moyenne était de 6,50 pesetas

; et à l'époque, selon les régions, le kilo de côtelettes coûtait de quatre à six pesetas. On prit comme base trois cents pesetas par mois, pour tous les salaires sans exception. Ceux qui dépassaient cinq cents pesetas – cas des ingénieurs nouvellement engagés – avaient été exceptionnellement ramenés à cette limite, mais le manque de techniciens qualifiés obligea à transiger, et, me disent mes camarades, en février 1937, cinq ingénieurs étant entrés à la direction, il fallut bien leur donner satisfaction en les payant jusqu'à 750 pesetas par mois. C'est-à-dire 2,5 fois plus que les travailleurs de base [\(145\)](#). Il y avait tout de même un long chemin parcouru par rapport aux injustices qui régnaient dans le régime capitaliste.

*

Mais des difficultés assez inattendues, quoique non très surprenantes, ont surgi du côté de l'Union générale des travailleurs dont les instances supérieures, qui de Madrid avaient dû passer à Valence, après avoir accepté en principe (et sans doute pour ne pas se trouver hors de la famille ferroviaire), la socialisation syndicale, changèrent d'avis et remplacèrent d'autorité les représentants de leur centrale qui faisaient partie du Comité ferroviaire de Barcelone. Elles nommèrent à leur place des délégués de leur choix qui, plus dociles, s'opposeraient à la socialisation entreprise, ou la freineraient. Cela, sans avoir consulté les adhérents.

On avait pourtant, au début, trouvé une solution intermédiaire, qui aurait pu être généralisée. Dans le Centre et le Sud de l'Espagne, devant le départ des hauts employés, administrateurs ou ingénieurs étrangers qui dirigeaient les réseaux ferroviaires, l'Etat, incapable de rien faire par lui-même, dut recourir aux organisations syndicales. Un "comité d'exploitation" fut organisé ; il était composé de trois membres de la C.N.T., trois de l'U.G.T., et trois représentants du gouvernement qui se limitèrent à laisser aux délégués syndicaux le soin de tout remettre en route et de tout contrôler. Mais à mesure que le succès des cheminots s'affirma – toujours dans les régions du Sud-Est et du Centre –, l'Etat, selon son habitude, renforça son contrôle et voulut s'emparer de tout. La bureaucratie officielle s'imposait aux réalisations ouvrières, et les Syndicats résistaient.

En Catalogne, la même offensive était menée par le biais de l'U.G.T. dans laquelle se concentraient de plus en plus les socialistes à l'esprit bureaucratique-étatiste et les communistes qui, pour cacher leur jeu, s'appelaient socialistes unifiés catalans. Aussi, nos camarades qui, malgré tout étaient majoritaires, se méfiaient-ils des interventions de l'Etat, même sous prétexte de simple information statistique, et ne laissaient-ils pas contrôler leur administration sur le réseau Madrid-Saragosse-Alicante.

Ce n'est pourtant pas qu'ils ne pouvaient présenter leurs comptes qu'ils nous ouvrirent largement dès le premier moment et que nous allons résumer. Mais auparavant nous devons enregistrer les modifications introduites dans le fonctionnement des lignes catalanes qui, par la réduction du trafic et le déséquilibre traditionnel entre les recettes et les dépenses [\(146\)](#), sont déficitaires. Il faut retenir que le réseau M.S.A., aide pécuniairement le réseau du Nord, lui aussi éternellement déficitaire, rappelons-le, car le chemin de fer revient, en Espagne, pays extrêmement montagneux, et au trafic relativement peu important par la faible densité de sa population et le moindre tonnage des marchandises transportées, trois fois plus cher au kilomètre que dans un pays comme la France. A toutes ces causes de déficit, il faut ajouter les dépenses provenant de la construction de 30 km de voies ferrées dans une partie très mal desservie de la zone républicaine de l'Aragon.

Jetons donc un coup d'il sur la comptabilité du réseau dont nous avons entrepris l'étude particulière. Au 19 juillet 1936, la compagnie avait en caisse 1.811.986 pesetas ; en Banque, 2.322.401. Total : 4.134.387 pesetas ; le bureau central se trouvant à Madrid, les chefs retirèrent de la Banque 1.500.000 pesetas. Il restait, fin juillet, 2.634.787 pesetas. De plus, la compagnie devait 1.000.000 de pesetas pour des factures de caractère divers. Et il fallait aussi payer le personnel. Les travailleurs expropriateurs, qui acceptèrent aussi le poids des dettes de la compagnie, se trouvèrent donc, en fin de comptes, devant un déficit de 502.660 pesetas. D'autre part, tout le transport vers la partie de l'Aragon qui était en notre pouvoir, c'est-à-dire vers le front est-ouest, se faisait gratis. A tout cela il fallut ajouter l'augmentation du prix du peu de charbon asturien qui pouvait difficilement arriver aux ports méditerranéens, et qui de 45 pesetas la tonne en juillet 1936, passa à 67 pesetas, puis, en février 1937, à 150 pesetas ; les difficultés de transport par cabotage étaient devenues énormes, et allaient s'aggravant [\(147\)](#) en même temps que l'extraction diminuait.

Malgré toutes ces difficultés, malgré une diminution générale du trafic qui faisait baisser les recettes journalières d'une moyenne de 236.383 pesetas à 192.437 dans la deuxième quinzaine de janvier 1937, et bien que l'aide aux chemins de fer du réseau Nord s'élevât à 26-27 % [\(148\)](#) des recettes totales malgré, enfin, l'aide

apportée à des lignes secondaires et l'élévation des salaires, les tarifs de transport des voyageurs n'avaient pas encore été élevés en mars 1937, c'est-à-dire neuf mois après le début de la Révolution. Et il n'était pas question de les augmenter. Pour faire face aux difficultés, on préparait une réorganisation générale des moyens de transport.

*

Il a fallu que la révolution libertaire fasse irruption en Espagne pour que l'idée de coordonner la production dans à peu près toutes les industries et les services publics de toutes les localités se fasse jour. Naturellement, c'est encore de la C.N.T., de ses militants pleins d'audace et d'imagination créatrice que vint l'initiative. Dans le cas qui nous occupe, ils commencèrent par envisager une réorganisation technique de l'ensemble des chemins de fer, et une synchronisation financière et économique.

Comme pour la culture de la terre, ou la marche des ateliers, des fabriques et des usines, la dispersion des forces représente une perte immense d'énergie, un emploi irrationnel du travail humain, des machines et des matières premières, une multiplication inutile d'efforts parallèles. C'est ce que Proudhon d'abord, puis Marx, qui l'avait bien lu, avaient signalé en montrant l'avantage de la grande entreprise qui utilise le travail collectif et en bénéficie, par rapport à la petite entreprise. Nos camarades n'avaient pas lu Marx, et ne connaissaient guère toutes les théories proudhoniennes, mais le bon sens les guidait. Ils élaborèrent donc un projet de réorganisation des chemins de fer de Catalogne. J'ai eu ce projet en main ; ou plus exactement, ce plan, déjà accepté, et en voie d'application. D'abord, il réunissait en une seule fédération d'exploitation ferroviaire le réseau catalan de M.S.A., le réseau du Nord et le réseau catalan de lignes secondaires. Chacun de ces réseaux constitue un secteur, et tous ces secteurs sont unis localement et régionalement par des Comités de liaison.

"Nous constituons, disent les auteurs dès la première ligne, le Comité central régional qui regroupe toutes les voies ferrées de la Catalogne." Puis viennent les linéaments de la réorganisation révolutionnaire :

Les grandes divisions sont au nombre de trois : trafic, services techniques, administration (on suit ici le modèle du réseau Madrid-Saragosse-Alicante).

La section d'études et d'achats a pour but d'améliorer, par les innovations apportées et l'introduction de matériel approprié, le service des chemins de fer, ce qui permettra de prouver "à tout moment un sens élevé de la capacité constructive de la nouvelle organisation du transport ferroviaire"

Elle doit acheter les matières premières, l'outillage, le combustible, les matériaux de construction et de fabrication, etc. Elle fournit aux sections locales tous ces éléments de travail et centralise toutes les statistiques sur l'activité d'ensemble du réseau.

Le service du trafic se divise en trois sections : exploitation, contrôle et statistiques, commerce et réclamations.

La première section s'occupe de tout ce qui se rapporte au personnel des gares, et des dépôts, de l'organisation des trains, des horaires, des opérations de chargement et de déchargement, du transport et de la livraison des marchandises, de la distribution et du mouvement des wagons, etc. Grâce à la section commerciale, elle étudie les besoins du trafic, des voyageurs et des marchandises, elle établit les itinéraires, organise les dépôts, les hôtels, les transbordements, etc.

La section de contrôle et de statistiques surveille le mouvement général, assume tous les paiements, se charge de la distribution et de la vente des billets, établit les comptes des réseaux selon leurs catégories, d'après les renseignements fournis par les gares.

La section commerciale et de réclamations établit les différents tarifs, tout en s'efforçant de les simplifier ; elle évite les concurrences du système capitaliste, organise des services combinés où tous les moyens de transport terrestre, maritime et aérien seront coordonnés. Elle doit encore étudier la législation étrangère, réviser celle de l'Espagne, modifier certains accords, maintenir des relations amicales avec les compagnies des autres pays, appliquer toutes les nouvelles dispositions officielles, surtout celles d'ordre fiscal – il faut payer les impôts à l'Etat –, s'occuper très particulièrement des transformations de caractère syndical, et enfin des réclamations tendant à améliorer continuellement les services.

Les services techniques constituent trois sections : matériel et traction, énergie, voies ferrées et construction.

La première s'occupe de la conservation du matériel, des dépôts de locomotives, des réserves de wagons, des ateliers. La deuxième, de tout ce qui se rattache à l'électricité et au charbon dans les réseaux, les gares, la traction, le téléphone, les signaux. La troisième, de la construction des voies ferrées, des ponts, des tunnels, des magasins, des gares secondaires, etc.

La division administrative auxiliaire se subdivise aussi en trois sections : salubrité, comptabilité et trésorerie, ravitaillement.

La première assure l'hygiène dans les moyens de transport, s'occupe des employés blessés ou malades, des postes de secours établis dans les gares.

La deuxième, où convergent toutes les ressources financières des chemins de fer, reçoit quotidiennement les recettes de toutes les gares ; elle constitue le centre de toutes les comptabilités particulières, et suit pas à pas le rendement de chaque service.

La section du ravitaillement doit fournir aux employés, et à prix coûtant, les articles de consommation.

Les divisions doivent avoir à leur tête un représentant de chaque réseau. Les sections auront les techniciens nécessaires, qui dépendront du Comité central dont ils pourraient faire partie comme conseillers. Les secrétaires des divisions prendront part aux délibérations du Comité central, de façon que celui-ci ne décide rien sans connaître l'opinion des diverses branches, lignes et réseaux.

Dans l'organisation générale, le personnel n'appartiendra pas définitivement à une section ou division particulière. Il devra accepter son déplacement selon les besoins du travail.

Tous les comités des divisions sont constitués par un nombre égal de camarades de la C.N.T. et de l'U.G.T. Dans l'organisation générale du trafic, les zones de démarcation seront délimitées par un Comité spécial dont les membres, représentant chaque service, travailleront comme leurs camarades – à moins de cas exceptionnels et reconnus comme tels – et se réuniront après leur service pour examiner les résultats obtenus. Nommés directement par leurs camarades de zones, ou par le Comité central avec l'accord des zones respectives, ils devront contrôler les activités générales et soumettre aux Comités de division leurs observations et leurs initiatives. Chaque Comité de démarcation choisira un responsable chargé de la fonction administrative du bureau.

Dans chaque dépendance, gare, atelier ou brigade, les travailleurs éliront librement un délégué responsable de la direction et de la coordination des services. Quand les sections le croiront nécessaires, elles formeront des comités de contrôle. Dans les localités où il y aura plusieurs sections de réseaux ou lignes diverses, un comité de liaison sera constitué.

Chaque service, ou division, aura des délégués techniciens itinérants chargés d'améliorer sans cesse le bon fonctionnement des chemins de fer.

Enfin, on organisera des écoles professionnelles pour perfectionner les connaissances administratives et techniques des travailleurs afin qu'ils ne continuent pas d'être, comme jusqu'à maintenant, de simples rouages acéphales d'un mécanisme dont la vie et le fonctionnement leur échappent.

*

L'idée de la coordination de tous les moyens de transport naquit presque immédiatement après la prise de possession des chemins de fer par les ouvriers. Nous en avons la preuve dans une circulaire datée au 5 novembre 1936 – un mois et demi après le début de la Révolution – et dont voici la teneur :

"La profonde transformation économique–sociale qui se produit dans notre pays nous oblige à ouvrir de nouvelles et larges voies à l'exploitation des chemins de fer. Il nous faut donc multiplier des activités nouvelles et recueillir à ces fins, dans toutes les zones ferroviaires, des éléments d'appréciation qui nous permettront d'étudier le processus de la production, et celui de la consommation, si intimement liés au chemin

de fer. Il s'en dégagera des bénéfices au profit de la population.

"Nous demandons donc à tous nos camarades en général, et aux Comités des gares en particulier, de répondre dans le plus bref délai aux questions suivantes :

1. Quelles sont les localités desservies par votre gare ?
2. Quelle est, dans votre région, la zone d'influence du chemin de fer ?
3. Quels sont les moyens de transport entre la gare et les villages situés dans le périmètre de cette zone d'influence ?
4. Quelle est la production industrielle et agricole, et vers quels endroits sont envoyés les excédents ?
5. Quels sont les moyens de transport les plus employés ?
6. Si ce transport n'est pas fait par chemin de fer, quelles en sont les causes, et quelles solutions apporter ?
7. Y a-t-il une coordination des services entre le rail et la route ?
8. S'il n'y en a pas, comment l'établir et quelle solution espérer ?"

Ce premier questionnaire fut suivi d'un autre, beaucoup plus complet et dont la minutie étonne. Pour mieux faciliter sa diffusion, on parvint, non sans peine, à le faire distribuer par le Service de Statistique et de Transports du gouvernement de Catalogne.

Dans ce nouveau document, on ne pose, en catalan, pas moins de cinquante sept questions concernant le milieu géographique, les moyens de communications, l'expédition et la réception des marchandises, l'importance et l'emplacement des écoles, le nombre, la qualité, des taxis, des autobus, des camions de transport, des autos, des bateaux s'il s'agit de localités maritimes, et le degré de collectivisation de chaque branche de transport. Enfin, des précisions sont demandées sur l'aspect syndical du problème.

Un grand nombre de réponses arrivèrent. Elles furent classées dans deux fichiers, l'un se rapportant exclusivement à la vie municipale, de chaque localité où se trouve la gare ; l'autre, à la sphère d'influence économique et aux moyens de transport. Reproduisons le contenu de deux de ces fiches réponses concernant la ville de Tarragone :

Première fiche

1. Tarragone est le chef-lieu de la province.
2. Troisième région économique de la Catalogne.
3. Canton de Tarragone.
4. 30.747 habitants.
5. Gare du réseau de Madrid-Saragosse-Alicante.
6. Port important.
7. Très riche en architecture : cathédrale gothique, murailles romaines, Portes cyclopéennes, forum romain. Aux alentours, un arc romain et la tombe des Scipions. Importantes découvertes dans les excavations de la fabrique de tabac.

Deuxième fiche

1. Constanti de la Canonja.
2. Constanti de la Canonja.
3. Transport par camions.
4. On produit du tabac, du fer, du bois, du charbon végétal, du coke, du linge, des étoffes, du vin, de l'huile, des céréales, de la farine, des noisettes, des amandes, des légumes, et des fruits.
5. L'excédent de la production est envoyé à Barcelone, et à d'autres endroits de la Catalogne. Le vin, les noisettes et les amandes sont embarqués à l'étranger, partie dans notre port, partie dans celui de Barcelone.
6. Sur la route, on emploie plutôt le camion, très peu de traction animale.
7. Presque tout le transport se fait par camion parce que plus rapide, se prêtant mieux à la livraison à domicile, et parce que les démarches pour l'admission et la livraison des marchandises sont plus simples.
8. Il serait peut-être possible d'établir la coordination du chemin de fer et du camion sur la base d'une grande rapidité des transports.

Dans les archives de l'administration du chemin de fer de Madrid-Saragosse-Alicante, semblables renseignements intéressants 200 villes et villages ont été accumulés. On en attend d'autres.

On fait même beaucoup plus. Par un effort méthodique on a établi le nombre exact de lignes, de camions, d'autobus, de bateaux de cabotage existant dans toute la Catalogne. On connaît le total des entreprises, le nom des propriétaires, celui des voyageurs et le tonnage des marchandises transportées. Tout a été enregistré, relevé, tracé sur des cartes spéciales qui, en même temps quelles servent pour préparer le nouvel ordre de choses, montrent l'absurdité du système capitaliste.

En effet, au long d'une ligne ferroviaire, tracée en noir, huit, dix, douze lignes tracées en rouge représentent autant de sociétés et de lignes transport routier qui font concurrence au chemin de fer et se concurrencent entre elles. C'est un foisonnement inutile, que l'on remarque surtout sur le littoral méditerranéen, dans la province de Barcelone, très peuplée et très riche.

En échange, sur la carte des moyens de transport de la province de Lérida, à l'intérieur de la Catalogne, figurent de grandes étendues, des cantons entiers privés de communications régulières. Vastes zones qui, parce qu'elles sont pauvres, sont condamnées à croupir dans l'isolement, l'ignorance et la misère – bien qu'une amélioration des moyens de transport pourrait, comme cela arrive fréquemment, favoriser tel ou tel développement de la production. Et mes camarades, qui placent toujours l'intérêt de la société considérée dans son ensemble au-dessus de l'égoïsme corporatif, ou d'une conception syndicaliste étroite, ont décidé qu'une partie des camions et des autobus en surnombre dans la province de Barcelone seront envoyés dans la province de Lérida. Au début, tout du moins, les lignes établies seront déficitaires, mais les bénéfices obtenus par les lignes de la région barcelonaise permettront de compenser le déficit. Ce qu'il faut, c'est assurer à tous les habitants de la Catalogne maintenant, demain à tous ceux de l'Espagne, une même possibilité de bien-être et de bonheur. N'est-ce pas ainsi qu'agissent les Collectivités d'Aragon, du Levant, de Castille ?

La réorganisation générale s'étend aussi à la navigation. Tout n'est pas encore fait, ni faisable dans ce domaine, étant donné la suprématie maritime franquiste. Mais on a commencé. Voici de nouveau les cartes géographiques. Sur l'une d'elles, deux lignes parallèles tracées en rouge se suivent, l'une longeant la côte: c'est une compagnie de cabotage Barcelone–Tarragone ; l'autre, suivant sur terre la même côte, fait le même trajet. C'est une ligne de chemin de fer. On a supprimé la ligne cabotage. Mais pour l'avenir, on rêve de coordonner le rail, la route et la navigation maritime. Et l'on espère, pour plus tard, y ajouter les transports aériens : coordination, toujours !

La socialisation de la médecine

Document annexe :
Réseau du service sanitaire catalan.

(cliquer sur l'image pour accéder à un agrandissement lisible)



L'auteur de ce livre est obligé de rappeler que, quoiqu'ayant suivi, jour par jour, à certains moments heure par heure, et toujours passionnément les événements sociaux qui agitèrent l'Espagne pendant les années 1924–1936, il ne vivait pas dans ce pays durant cette période. Mais de loin, par ses écrits, son apport continu du point de vue théorique, économique et constructif, il prenait une part active aux événements qui s'y produisaient. Comme dans son observation des faits marquant l'évolution de l'Europe et des autres nations européennes, il avait, d'Amérique du Sud, une vue panoramique qui lui permit peut-être de mieux comprendre certains processus d'ensemble mais qui l'empêcha de pénétrer à fond des détails importants. Du reste, eût-il résidé en Espagne comme il l'avait fait pendant les années 1915–1924, cette étude des détails aurait été impossible, telles furent auparavant les circonstances de sa vie. Seuls des spécialistes disposant de moyens adéquats, et surtout de calme, ainsi que de temps nécessaire auraient pu enregistrer le foisonnement de luttes, d'initiatives, d'organisations créatrices locales auxquelles donna lieu le combat multiforme dans lequel il ne fut, pendant une dizaine d'années, qu'un simple militant.

On comprendra donc l'insuffisance des antécédents historiques qui expliquent, du moins en partie, la vaste entreprise de socialisation de la médecine et des institutions sanitaires réalisée en 1936–1939. Mais si, comme on le verra, la Fédération nationale des services sanitaires, section de la C.N.T., put compter, dès 1937, 40.000 adhérents, il va de soi que de tels effectifs n'auraient pas été aussi rapidement réunis, sans que de nombreux jalons eussent été auparavant posés.

Certains précédents expliquent aussi, toujours en partie, la poussée créatrice qui va se produire. On trouvait des médecins parmi les meilleurs militants libertaires espagnols. Tel le docteur Pedro Vallina, figure d'apôtre et combattant héroïque (149), qui joua un rôle si important dans les luttes sociales de l'Andalousie ; tel le docteur Isaac Puente, de loin son cadet, qui fut une des personnalités les plus marquantes apparues dans le mouvement libertaire pendant les années qui suivirent l'établissement de la deuxième République ; telle encore la doctoresse Amparo Poch y Gascon, la femme la plus cultivée de ce mouvement, tel le docteur Roberto Remartinez, au savoir encyclopédique, et Félix Marti Ibañez, brillant représentant de la jeune génération de médecins–sociologues, humaniste, spécialiste des problèmes sexuels et psychanalytiques, et excellent écrivain. A côté de ces médecins les plus connus par leurs écrits et leur activité publique, le nombre était élevé des autres, qui adhéraient aux conceptions constructives de l'idéal libertaire, d'une civilisation nouvelle, d'une organisation plus rationnelle et plus juste de la société. A l'échelle locale, ces hommes firent, souvent en contact avec les Syndicats ouvriers, un excellent travail de solidarité humaine. Nous avons, dans nos chapitres sur les Collectivités agraires, signalé des cas de sociétés de secours mutuels fondées ou administrées par les libertaires dans les villages ou de petites cités provinciales. La collaboration désintéressée d'un ou deux médecins, parfois plus, leur était souvent acquise. Quelquefois, cela allait même beaucoup plus loin. Ainsi, à Valence, alors troisième ville d'Espagne, se trouvait le siège d'une "Mutua levantina", ou Société de secours mutuels du Levant, fondée par des libertaires que l'auteur a connus dans sa jeunesse, et qui réunissait de nombreux médecins de diverses spécialités, des professionnels des différentes activités sanitaires. Plus que d'une simple société de secours mutuels, il s'agissait, au fond, d'une association de praticiens de la médecine qui s'étendait sur la région entière du Levant et où dominait l'esprit d'entraide en ses implications les plus humaines (150).

*

Quand la guerre civile éclata, il n'y avait pas de Syndicat de médecins spécialement organisé à Barcelone, mais un "Syndicat de professions libérales" avec des sections diverses : journalistes, écrivains, professeurs, avocats, médecins. Combien de ces derniers ? Nous l'ignorons, mais leur nombre devait être assez élevé, à juger par la rapidité des réalisations qui se firent jour, le moment venu.

Deux raisons l'expliquent. Tout d'abord, les problèmes sanitaires, les questions d'hygiène sociale, la mortalité infantile, la lutte contre la tuberculose, les maladies vénériennes et autres, étaient des sujets couramment traités dans notre presse, particulièrement dans la revue libertaire *Estudios* qui comme nous l'avons déjà dit, tirait jusqu'à 75.000 exemplaires (dans un pays de 24 millions d'habitants, avec une moyenne d'au moins 40 % d'illettrés, ne l'oublions pas). L'esprit de nombreux militants était donc éveillé à ces problèmes (151). Ensuite, la désorganisation des services sanitaires administrés par le personnel religieux, qui après le 19 juillet, disparut du jour au lendemain des hospices, des dispensaires, et autres institutions de bienfaisance, fit improviser de nouvelles méthodes d'organisation et fonder de nouveaux établissements non seulement pour continuer de donner aux malades, aux aveugles, aux infirmes, les soins nécessités par eux, mais pour opérer, panser, soigner les blessés de la guerre civile qui affluaient sans cesse.

L'initiative individuelle et collective intervint donc ; des demeures seigneuriales furent réquisitionnées où l'on organisa des salles, on installa des lits, et non pas dans le désordre, car la C.N.T. avait donné l'habitude de l'organisation, ce qui fut un facteur essentiel dans de nombreux cas. Puis l'importance du problème sanitaire apparut, dans toute son ampleur, et si vaste que la Fédération des services correspondants figura très vite parmi les seize grandes divisions organiques dans lesquelles l'ensemble de la vie du pays était divisé selon un plan national peut-être excessivement organisateur.

C'est ainsi qu'à Barcelone le Syndicat des services sanitaires apparut en septembre 1936.

*

Mais avant d'aller plus loin, nous devons, par souci d'objectivité, mentionner l'apparition, à la même époque, d'un élément nouveau dans cette vaste improvisation. En ce mois de septembre 1936, devant l'exigence publique d'une unification des forces antifranquistes, la C.N.T. décida, d'une part, d'entrer au gouvernement national présidé par le leader socialiste Largo Caballero, et d'autre part – un peu avant même – d'entrer au gouvernement catalan. Parmi les trois "conseillers" catalans qu'elle nomma, l'un d'eux, Garcia Birlan, le collaborateur le plus connu de la presse libertaire espagnole (sous le pseudonyme de Dionisios) fut désigné pour occuper le ministère de la santé. Il choisit ses collaborateurs parmi ses camarades d'idées, et c'est ainsi que le docteur Félix Marti Ibañez, déjà nommé, fut nommé directeur général des services sanitaires et de l'assistance sociale de Catalogne.

On comprend qu'un gouvernement où étaient représentées les diverses tendances politiques antifranquistes : républicains centralistes (deux partis), républicains fédéralistes, catalanistes de gauche, catalanistes de droite, socialistes, communistes, trotskystes (ou trotskysants), du P.O.U.M., enfin libertaires représentant la C.N.T., devait se préoccuper de la santé publique. Il y eut donc un ministère correspondant. Mais il convient de signaler que c'est à des libertaires qu'il s'adressa pour accomplir la besogne nécessaire. Une étude approfondie montrerait que le cas s'est répété très souvent. Aussi, toujours en Catalogne, l'uvre du ministère de l'Instruction publique fut accomplie, dans ses réalisations pratiques, et souvent très belles, par des instituteurs et pédagogues militants libertaires de la C.N.T. Ainsi, dans les Asturies, le contrôle des activités se rapportant à la pêche, un des facteurs économiques les plus importants à l'époque, fut confié à un organisme gouvernemental spécialement constitué, mais à son tour cet organisme chargea les militants et les Syndicats de la C.N.T. de faire le travail pratique.

Une des raisons qui explique cette attitude officielle envers les services sanitaires officiels fut aussi que la C.N.T. pouvait, grâce à son audience dans les masses prolétariennes, et son esprit constructif et organisateur, être un auxiliaire précieux, et même nécessaire, quoique le gouvernement, ou ce qui en tenait lieu, avait l'avantage de disposer de ressources financières que l'on n'avait pas du côté révolutionnaire.

La conséquence de la situation créée en Catalogne fut que l'existence de ces deux formes d'activité, à la fois divergentes et convergentes, allait provoquer une rivalité fraternelle et inévitable. Nous en avons le témoignage dans le livre intitulé *Obra* (uvre) que le docteur Marti Ibañez publia en novembre 1937. Dans ce livre, l'auteur, que les manuvres staliniennes obligèrent à quitter son poste, expose ce que ses collaborateurs et lui-même avaient réalisé. Description enthousiaste, impressionnante, et convaincante. Son ministère fit plus en dix mois, que n'avaient fait les autres ministères catalans en cinq ans de république. Il est vrai que la situation révolutionnaire, et la participation des militants cénétistes – qui réalisaient sur les deux tableaux – permettaient d'accélérer la cadence des réalisations.

Nous n'en sommes que plus intéressé à établir un parallèle entre l'action de l'organisme gouvernemental et celle de l'organisme syndical, tous deux aux mains de libertaires. A ce sujet, le docteur Marti Ibañez commence par rendre hommage à l'élan créateur des membres de la C.N.T., dont il était. Dès le premier jour du combat, dit-il, "nous, médecins de la C.N.T., avons constitué, grâce à l'Organisation sanitaire ouvrière le premier contrôle sanitaire qui fut aussi le premier effort de cohésion organique des services sanitaires de Catalogne. Quand le moment sera venu, nous décrirons ces journées frénétiques au cours desquelles le contrôle sanitaire de la C.N.T. improvisait, à une vitesse vertigineuse, les solutions que réclamaient les innombrables problèmes qui surgissaient sans discontinuer".

Cette activité "frénétique" de notre mouvement indépendant continua, et elle explique le puissant démarrage du Syndicat constitué par la suite. Et que le bilan des deux modes d'organisation soit tout en faveur de la création directe, selon les principes de la C.N.T. Car, tout d'abord, comme nous l'avons vu, c'est du mouvement syndical, des militants syndicaux, même si l'organisation sanitaire spécifique n'était pas encore constituée, que tout partit, en somme Garcia Birlan et Félix Marti Ibañez ne firent que transférer au ministère de la Santé ce qui vivait déjà dans la pensée, dans l'âme des utopistes impatientes de changer l'utopie en réalité.

Puis, en approfondissant un peu les choses, nous constatons, indépendamment des avantages financiers dont put disposer le ministère, et de l'aide qu'il reçut de l'organisation syndicale grâce à la fraternité d'action des militants se connaissant entre eux, et des industries apportant les éléments techniques nécessaires, que les nouveaux hôpitaux placés sous l'égide de caractère gouvernemental n'étaient que d'anciens établissements dont on avait changé le nom, alors que ceux, beaucoup plus nombreux revendiqués par le Syndicat furent, avec infiniment moins de moyens, créés de toutes pièces.

Nous ne soulignons pas ces faits dans un but mesquin qui n'apparut pas du reste dans l'esprit et les relations de nos camarades situés d'un côté et de l'autre, mais pour que l'on comprenne mieux l'importance de l'uvre réalisée par notre organisation syndicale. Revenons à ce sujet.

*

Nous avons dit que le Syndicat des services sanitaires se constitua à Barcelone en septembre 1936 [\(152\)](#). Cinq mois plus tard il comptait 1.020 médecins, de toutes spécialités ; 3.206 infirmiers ; 330 sages-femmes ; 633 dentistes ; 71 spécialistes en diathermie ; 10 spécialistes indéfinis ; 153 herboristes ; 203 stagiaires ; 180 pharmaciens ; 663 aides-pharmaciens ; 335 préparateurs de matériel sanitaire, un certain nombre de masseurs dont nous n'avons pas le chiffre exact, et 220 vétérinaires. En tout, plus de 7.000 personnes organisées selon les normes libertaires et industrielles des Syndicats de la C.N.T., de façon à intégrer; toutes les activités concourant à une oeuvre d'ensemble et à harmoniser leurs différents aspects [\(153\)](#).

Pour mieux préciser la valeur de ces chiffres, signalons que la Catalogne comptait alors 2.500.000 habitants.

Une fois de plus s'amalgament le principe moral de la solidarité humaine et celui de la coordination technique visant à la plus grande efficacité. Ce qui s'explique d'autant mieux qu'il s'agit à la fois de faire face à une situation passagère très grave, et aussi de réorganiser fondamentalement, sous l'inspiration d'un grand but social, toute la pratique de la médecine et des activités sanitaires.

Tâche alors bien nécessaire en Espagne où sur 24 millions d'habitants il mourait annuellement, pour des causes presque exclusivement sociales, 80.000 enfants de moins d'un an ; où, par exemple, dans le 5e arrondissement de Barcelone, district spécifiquement ouvrier, le pourcentage de la mortalité infantile générale était plus du double de celui enregistré dans le 4e arrondissement, spécifiquement bourgeois [\(154\)](#). Les données démographiques de l'époque montrent que pour l'ensemble de la population la mortalité atteignait à 18-19 pour 1 000 : un des pourcentages les plus élevés d'Europe, malgré la salubrité du climat.

Aussi nos camarades posèrent-ils, dès le début, les bases d'une restructuration générale des services sanitaires. Je n'ai pu savoir, en détail, compte tenu des activités absorbantes des animateurs, comment fut réalisée cette oeuvre de base, ni quelle en fut l'ampleur véritable. Je ne pourrai donc que la résumer imparfaitement, montrer une partie des résultats atteints, résumer les plans établis pour l'avenir au moment où je pus me livrer à cette étude, enregistrer les données certaines que j'ai pu recueillir.

*

En Catalogne, la région fut d'abord divisée en neuf grands secteurs : Barcelone, Tarragone, Lérida, Gérone [\(155\)](#), Tortosa, Reus, Borgueda, Ripoll, et la zone pyrénéenne quelque peu perdue dans les montagnes. Puis, autour de ces neuf centres furent constitués 26 centres secondaires répondant à la densité de la population et aux exigences de la santé publique. En tout, 35 centres plus ou moins importants, couvrant l'ensemble des quatre provinces, de façon à embrasser le tout, si bien que pas un village, pas un hameau perdu, pas une ferme ou un mas isolé, pas un homme, une femme, un enfant n'était privé de protection sanitaire ou d'assistance médicale.

Parallèlement, et complémentaiement, chaque grand secteur comptait un centre médical technique, un centre syndical dont le comité cantonal contrôlait, et en partie dirigeait les services.

A leur tour, les comités cantonaux étaient ramifiés, selon le principe fédéral, à Barcelone qui disposait de plus de moyens techniques et d'établissements spécialisés, et où l'on transportait par ambulance ou par taxi les malades nécessitant des soins urgents ou un traitement exceptionnel.

Les sections constituées par spécialités étaient autonomes quant à leur mode d'organisation au sein du Syndicat, mais leur autonomie n'impliquait pas indépendance absolue, encore moins isolement ou indifférence devant le besoin de coordination. Chaque semaine, le Comité central de Barcelone, que l'assemblée plénière renouvelait périodiquement, – ou modifiait, selon les cas – se réunissait avec les délégués des neuf premières zones. Techniquement et géographiquement, l'esprit d'ensemble était toujours présent, le fédéralisme toujours constructif.

Très vite, la population reçut le bénéfice de cette vaste initiative. En un an, à Barcelone seulement, six hôpitaux nouveaux avaient été créés : l'Hôpital prolétarien, l'Hôpital du peuple, l'Hôpital Pompée, deux hôpitaux militaires pour les blessés de guerre, et le Pavillon de Roumanie. Simultanément, neuf sanatoriums étaient apparus en différents endroits de Catalogne : le Sanatorium maritime de Calafell, celui de La Florida, le Pavillon Idéal de Valvidrera, le Sanatorium de la Bonanova, celui de Tres Torres, l'Hôtel de Montserrat, celui de Terramar, à Sitges, et le Sanatorium de San Andrés.

Ces sanatoriums étaient généralement implantés dans des propriétés dont on avait pris possession, et qui se trouvaient en pleine montagne, au milieu des pins, sur des hauteurs d'où l'on dominait la campagne ou la mer.

L'organisation interne des hôpitaux fut moins facile. Il fallut improviser des installations nouvelles répondant aux exigences et aux besoins sanitaires les plus immédiats.

Résumons pourtant : il y avait à Barcelone, à l'époque à laquelle nous nous référons (juin 1937), 18 hôpitaux gérés par le Syndicat de la Médecine (dont 6 créés par lui), 17 sanatoriums, 22 cliniques, six établissements psychiatriques, 3 asiles, une maternité à quoi il fallait ajouter deux pavillons adjoints à l'Hôpital général, jusqu'alors appelé Hôpital San Pablo ; l'un pour la tuberculose osseuse, et l'autre pour l'orthopédie. "Cela, me disaient mes camarades avec fierté, fera de cet hôpital un des meilleurs du monde."

Des polycliniques furent installées dans toutes les localités catalanes d'une certaine importance, auxquelles étaient rattachées les localités mineures. Elles comptaient des spécialistes des différentes branches de la médecine, et étaient dotées de matériel sanitaire permettant d'éviter l'entassement des malades ou des blessés dans quelques grands centres.

Tout comme les autres travailleurs, les médecins étaient envoyés où le besoin s'en faisait le plus sentir. Si, auparavant, ils étaient en surnombre dans les villes les plus riches, cette situation avait disparu. Quand les habitants d'une localité en sollicitaient un au Syndicat, celui-ci s'informait d'abord des besoins locaux, puis il choisissait sur la liste de ses membres disponibles, le praticien qui, par sa formation, pouvait le mieux répondre à l'état sanitaire de l'endroit. Et il fallait avoir des raisons vraiment sérieuses pour refuser la place offerte. Car on considérait que la médecine était au service de la société, non la société au service de la médecine. Le devoir social demeurait au premier plan.

Le Syndicat manquant d'argent, les ressources financières des hôpitaux étaient fournies en partie par le gouvernement catalan et en partie par les municipalités. Celles des polycliniques fonctionnant dans les petites villes et les villages provenaient de l'apport local des municipalités et de l'ensemble des Syndicats, qui soutenaient aussi, et administraient les cliniques dentaires.

Telles étaient les premières réalisations de la socialisation de la médecine.

*

Toutefois, après un an, il n'avait pas encore été possible de faire disparaître – et peut-être, dans l'intérêt des malades, n'était-ce pas tout à fait souhaitable – le médecin exerçant individuellement. Mais déjà le Syndicat avait extirpé les abus, hier si fréquents. Il avait fixé les tarifs des consultations et des opérations, et il exerçait un contrôle rigoureux grâce à la méthode que nous avons vu pratiquer pour d'autres services à Castellon de la Plana, à Alicante ou à Fraga. Les malades qui avaient recours à un médecin ou à un chirurgien particulier payaient les services obtenus par l'intermédiaire du Syndicat qui tenait une comptabilité vigilante.

Dans les cliniques nouvelles, on opérait gratuitement ; et, gratuitement aussi, on soignait les malades dans les hôpitaux psychiatriques.

Quelle a été l'attitude des médecins devant ce bouleversement ? On peut donner des réponses différentes, voire contradictoires. Mais, m'ont expliqué mes camarades, il y a essentiellement deux groupes : celui des "vieux", qui constituaient la classe privilégiée – dont une partie a abandonné la Catalogne et franchi la frontière française – pour qui la médecine était avant tout une source de profits abondants ; ce groupe, comme on s'en doute, n'est guère satisfait du changement survenu. L'autre groupe, non encore "arrivé", laisse faire, et même collabore d'assez bon gré à cet ensemble d'innovations.

En échange, les jeunes ont adhéré d'enthousiasme. Pour beaucoup, l'avenir était un problème. Ils devaient, après avoir atteint leur doctorat, travailler à peu près gratuitement dans les hôpitaux et les sanatoriums. Dans les cliniques, le médecin officiel, très grassement payé, ne venait presque jamais ; un médecin plus jeune le remplaçait, espérant la mort du "patron" pour prendre sa place. Près de lui, un médecin plus jeune encore servait de secrétaire et attendait l'ébranlement de la hiérarchie pour s'élever à son tour.

Maintenant, tous les médecins des hôpitaux touchent cinq cents pesetas par mois pour trois heures de travail quotidien [\(156\)](#). Ils ont, de plus, leurs malades particuliers qui les rétribuent dans les conditions que nous avons vues. Ce n'est pas encore l'égalité économique et nous le savons très bien, mais, dans les limites du possible, un très grand pas a été fait. Il n'y a plus de "señores doctores" touchant des rétributions énormes et des médecins vivant presque dans la pauvreté. Dans les hôpitaux, les cliniques, etc., nul ne peut toucher deux traitements. Plus de la moitié des praticiens collaborent gratuitement à des activités de leur ressort, en dehors du temps de travail payé.

Et ils le font avec plaisir, d'accord avec le Syndicat, même quand ils ne sont pas syndiqués, et sans qu'il soit besoin d'user d'autorité. "Ce qui est le plus beau, me disait le secrétaire de la section des médecins, un Basque enthousiaste et infatigable, c'est la révolution morale qui s'est produite dans la profession. Tout le monde fait honnêtement son travail. Le médecin renommé que l'on envoie une fois par semaine travailler sans rétribution à un dispensaire de quartier n'y manque jamais. Le personnage important qui, autrefois, parcourait les salles de l'hôpital suivi d'une douzaine de confrères de qualification inférieure, l'un portant la cuvette, l'autre la serviette, le troisième le stéthoscope, le quatrième ouvrant la porte, le cinquième la fermant, et tous s'humiliant devant une autorité qui n'était pas toujours scientifique, ce personnage a disparu. Aujourd'hui il n'y a que des égaux qui s'estiment et se respectent."

*

Après avoir vu ce qui a été fait pour la seule médecine, et les activités connexes, voyons les projets qui s'élaboraient dans les Syndicats et dans les commissions par eux spécialement nommées. Une des mesures prises concerne l'organisation générale de tout ce qui se rapporte aux produits pharmaceutiques. A la fin de 1937, un plan avait été établi, qui distribuait les activités s'y rapportant en quatre groupes : laboratoire et centre de recherches ; fabrication, distribution générale massive ; distribution aux usagers [\(157\)](#).

Les quatre secteurs en état d'organisation sont représentés dans une Commission d'étude qui assume la responsabilité totale des travaux tendant à satisfaire aux besoins de la population. Mais on veut que l'Union générale des travailleurs – l'U.G.T. – prenne aussi part à ces efforts, car beaucoup de pharmaciens – boutiquiers se sont inscrits à l'organisation rivale qui, officiellement, s'oppose à la socialisation.

Le rôle de chacun de ces secteurs a été précisé comme suit : le laboratoire de recherche doit être l'axe autour duquel se développeront les initiatives générales. Il coordonnera l'ensemble des études et disposera des moyens techniques dont l'emploi sera concentré par lui.

Disposant des moyens nécessaires, la section de fabrication groupera les laboratoires et les fabriques de produits pharmaceutiques, coordonnant et planifiant leurs activités.

Le magasin général, ou central, sera destiné à contrôler les centres de fournitures en gros ; il doit aussi centraliser l'administration de l'ensemble.

Enfin, la section de distribution régularisera l'implantation des points de vente locaux d'après les besoins de la population, et naturellement en accord avec les distributeurs au premier degré.

Mais de nouvelles initiatives se font jour à tout moment. On projette l'amélioration des soins donnés aux accidentés du travail selon le genre de blessures ; dans les usines et les fabriques importantes, des services médicaux permanents sont organisés, ce qui permettra d'échapper en partie à l'emprise des compagnies d'assurance. Les blessés incurables et les décès passeront à la Caisse nationale de prévoyance qui est aux mains de l'Etat [\(158\)](#).

*

Nous avons vu jusqu'à maintenant ce qui a été fait en Catalogne, avec, pour moteur principal, le Syndicat de Barcelone qui groupait plus de sept mille professionnels divers (et sans doute leur nombre augmenta-t-il par la suite) de la médecine et des activités connexes. Il est certain que, toujours dans la même région, on est allé beaucoup plus loin, mais l'auteur n'a pu faire plus de recherches sur place. Toutefois, un élément d'appréciation d'une très grande importance nous permet de voir davantage. L'Espagne en lutte contre le franquisme comptait alors environ la moitié de la population espagnole, soit douze millions d'habitants desquels il fallait retrancher, si nous ne cédon pas à la démagogie de l'époque, ceux qui avaient voté à droite (159) et qui étaient plus ou moins pro-fascistes. Or, au mois de février 1937, se tint à Valence le congrès de la Fédération des Syndicats uniques de salubrité. Ces Syndicats, répandus dans les différentes villes de l'Espagne dite républicaine, étaient une quarantaine en tout, et groupaient quarante mille adhérents, dont les divers effectifs de celui de Barcelone nous font comprendre la composition. Cela permet de supposer combien de tâches furent assumées, et d'initiatives prises dans cette effervescence créatrice.

Mais, même si nous n'avons pas pu aller, de ville en ville, d'hôpital en hôpital et de clinique en clinique, pour écrire un livre volumineux, des éléments, des matériaux originaux nous sont parvenus ou nous furent remis, que nous avons pu, en grande partie, miraculeusement sauver. Ils nous prouvent une fois de plus que sans cette prise en charge des services médicaux et sanitaires par les Syndicats de la C.N.T. auxquels s'étaient souvent joints les Syndicats locaux de l'U.G.T. dans une émouvante fraternité d'esprit, non seulement l'organisation publique et privée des services hospitaliers et sanitaires ne se serait pas développée, mais celle existante aurait, en grande partie, périclité.

Car, en cette matière, l'initiative officielle à l'échelle nationale fut nulle à 95 pour cent (et nous laissons une marge par souci d'objectivité). Ce sont les Syndicats, et les syndiqués, qui se chargèrent, souvent avec les responsables militaires, d'organiser les hôpitaux de campagne à l'arrière des différents fronts. Ce sont eux qui forcèrent les pharmaciens récalcitrants, crypto-fascistes ou fascistes, à ouvrir leurs boutiques, ou qui saisirent ces dernières quand leurs propriétaires s'étaient éclipsés. Ce sont les Syndicats sanitaires de la C.N.T. qui organisèrent, ici souvent encore avec les services correspondants de l'appareil militaire, l'évacuation d'un grand nombre de vieillards, de femmes et d'enfants menacés dans les zones de guerre ; eux qui fondèrent les brigades antigaz, et, très souvent aidés par les municipalités, des postes de secours immédiats ; eux qui prirent part à la construction de refuges contre les bombardements.

Et naturellement, bien que nous n'ayons pas de renseignements chiffrés, il est certain que grâce à eux bon nombre d'hôpitaux, de dispensaires, de cliniques, de maisons de repos ont surgi dans le Levant, en Castille, dans les Asturies, etc. L'Etat s'est, à ce sujet, caractérisé par son incapacité, et le ministre de la Santé, inapte et inepte, passait davantage son temps à prononcer des discours démagogiques qu'à remplir la mission dont il était chargé. Il y aurait bien des anecdotes à raconter à ce sujet (160).

*

C'est sous l'inspiration de cet esprit que se tint, en février 1937, le congrès national de la Fédération des Syndicats uniques de Salubrité dont nous avons déjà parlé. *Cela avait lieu exactement sept mois après le déclenchement de l'attaque franquiste.* Retenez-le bien.

Voyons les principales résolutions de ce congrès. Voici d'abord le premier paragraphe de la motion qui fut alors présentée par les fédérations sanitaires de Catalogne, du Centre et du Levant, sur les *Fonctions générales et spécifiques des Syndicats uniques de la Santé publique* (161) :

"Les Syndicats uniques de la Santé publique ont pour mission primordiale la mise en pratique d'un Plan sanitaire et d'assistance sociale dans la région où ils se trouvent, de telle façon que, dans cette organisation d'ensemble, les fédérations cantonales et locales constituent les maillons d'une chaîne générale ; sur ces bases, le plan national se constituera et sera mis en vigueur en tenant compte des initiatives approuvées par les fédérations locales, cantonales et régionales, le tout se ramifiant dans l'organisme supérieur."

On ne peut pas dire plus en si peu de mots. Et nous ne croyons pas non plus qu'aucun régime, de libre entreprise ou d'Etat n'ait jamais énoncé des buts aussi précis, ni spécifié un plan aussi général, aussi concret, et la manière de le réaliser.

La résolution insistait ensuite sur le but social recherché et sur les principes d'organisation adoptés ainsi que sur les problèmes posés par la structuration générale des services sanitaires et la défense de la santé publique. Mais en élargissant les uns et les autres :

"Il s'agit dans l'ensemble d'établir des services ayant pour but de protéger ou de rétablir la santé, d'une part en fomentant la prospérité économique et en augmentant le bien-être, d'autre part en faisant disparaître ce qui est préjudiciable à la santé publique ; dans ce but, les Syndicats uniques de la Santé publique proposent l'union des ouvriers, des techniciens et des savants, union indispensable pour cette Santé publique et pour l'économie nationale."

Conception sociologique de la médecine ; elle embrasse tout ce qui y est attaché, tout ce qui en dépend et dont elle dépend. La solidarité de tous les aspects de la vie sociale est ici présente. Et la résolution, qui n'oublie rien, aborde d'autres facteurs qui conditionnent l'atteinte des buts poursuivis : elle demande "la réorganisation de l'enseignement technique" "afin d'élever le niveau intellectuel des travailleurs de la Santé publique" ; "l'organisation de cours, d'écoles et d'ateliers d'orientation professionnelle" ; "l'éducation sanitaire de la population et la divulgation de connaissances sur les soins urgents" ; la formation "de spécialistes pour anormaux, aveugles, etc.". Enfin elle recommande "l'organisation dans les Syndicats sanitaires d'un Conseil économique" et de "Comités de contrôle technique et administratif des cliniques, des sanatoriums et autres institutions connexes, ayant des sections de statistiques, prenant des mesures adéquates pour stimuler l'organisation collective, et organisant des centres de travail pour fomentier le développement des diverses sections et des divers services."

Les tâches des Syndicats ont été divisées en quatre groupes principaux :

- a) L'assistance médicale générale.
- b) L'hygiène et la salubrité sociales, en rapport avec l'organisation générale de la société dans son ensemble.
- c) L'inspection sanitaire.
- d) L'assistance sociale.

Les différents aspects des tâches de l'assistance médicale globale sont énumérés en vingt et un points dont nous citerons l'assistance à domicile, en dispensaires, en cliniques chirurgicales spécialisées, en cliniques pédologiques, psychiatriques, gynécologiques, et dermo-vénériennes. Les cliniques seront organisées à l'échelle locale, cantonale et régionale, ainsi que les maternités, sanatoriums, préventoriums, instituts Roentgen, les maisons de convalescence, etc. L'ensemble de ces établissements spécialisés devrait constituer un réseau par lequel tout serait rationnellement coordonné.

La résolution adoptée sur le deuxième point à l'ordre du jour prévoyait aussi l'organisation sanitaire aux différents échelons géographiques ; la création d'instituts d'hygiène ; la généralisation de l'éducation physique avec stades, piscines, gymnases, etc., la lutte contre les rongeurs et contre les insectes nuisibles, toutes choses partiellement réalisées certains autres pays, mais pas en Espagne dans et surtout ne pouvant réussir que d'après un plan social impossible dans un régime d'économie individualiste, ou dans lequel la bureaucratie domine à peu près tout.

Cette vision d'ensemble et des différents aspects complémentaires des problèmes explique que les soins donnés aux animaux, et la façon de les nourrir aient été considérés comme une des tâches de la salubrité publique, faisant partie des responsabilités sociales de la Fédération. A nouveau nous sortons du cadre corporatif, et si certaines assimilations peuvent choquer, elles apparaissent justifiées au regard de l'intérêt général.

A ce même congrès furent présentés des projets et des plans de lutte contre diverses maladies, surtout les maladies contagieuses. Parmi celles-ci figurait en premier lieu la tuberculose. La délégation catalane, par l'intermédiaire de son secrétaire basque, présenta un projet qui, après examen attentif, allait servir de modèle aux autres régions. Sa lecture nous permet de mesurer l'intensité et l'ampleur de l'effort qui aurait été accompli si le fascisme n'avait pas triomphé.

Après un exposé illustré de nombreuses statistiques sur la gravité du mal, les formes et les causes sociales de la contagion, les auteurs exposaient les divers aspects de la lutte préventive : surveillance des futures mamans, développement général de l'hygiène, large emploi "du pic et de la truelle" pour démolir tant de maisons insalubres et des quartiers croupissants, véritables bouillons de culture, et reconstruire selon les normes

dictées par l'hygiène ; transformation des locaux scolaires, à situer de préférence en dehors des villes.

Puis venait l'énumération des moyens de lutte directe contre le mal.

En ce qui concernait les villes, grandes, moyennes et petites, l'élément de base accepté fut celui des dispensaires antituberculeux établis stratégiquement, toujours selon un plan d'ensemble répondant à la fois à l'importance des foyers détectés, à la densité et au mode de vie des populations. Grâce aux médecins spécialisés dont ils disposeraient, ces dispensaires se livreraient à un dépistage systématique dans les Collectivités, particulièrement juvéniles (écoles, instituts, universités, ateliers, casernes) [\(162\)](#). Les médecins ainsi détachés garderaient un contact nécessaire et obligatoire, établissant des rapports et des fiches qui seraient soigneusement classées et utilisées.

Les villes seraient le siège de dispensaires centraux qui coordonneraient les activités de ceux établis dans les localités moins importantes, afin de suivre méthodiquement les résultats obtenus et de modifier ou améliorer les modalités d'action selon les leçons de l'expérience. Chaque faubourg de Barcelone devrait compter au moins un dispensaire, et il était en outre proposé d'en fonder un dans les villes catalanes de Gérone, Tarragone, Lérida, Badalone, Mataro, Seo de Urgell, San Feliu de Guixols, La Bisbal, Manresa, Solsona, Cardona, Tremp, Sort, Viella, Balaguer, Tarrega, Cervera, Igualada, Villafranca, Vendrell, Vilanova, Reus, Tortosa et Gandesa.

Tous ces centres devaient être en contact organique avec le contrôle épidémiologique établi dans la capitale catalane, afin de suivre dans toute la région les progrès de la lutte menée.

Pour les tâches immédiates suivait une statistique précise du nombre de tuberculeux admis dans les hôpitaux de Catalogne, du nombre de lits disponibles installés et de ceux dont l'installation était urgente. Il avait été possible de recueillir et de coordonner ces renseignements grâce au travail des syndicats et à la fédération qui englobait le tout.

Ces recherches restaient à faire et ces initiatives devaient prendre corps dans les autres régions d'Espagne. Nous ne savons quand on y serait parvenu dans le Levant, en Castille, en Aragon (où le fléau stalinien n'avait pas encore fait de ravages). Mais, si la société nouvelle avait été établie, une telle organisation n'aurait pas tardé à surgir partout. Car la médecine n'était pas seulement une initiative des médecins militants libertaires. Partout où nous avons pu étudier les villages, les petites villes transformées par la révolution, la médecine, les hôpitaux existants avaient été municipalisés, agrandis, placés sous l'égide de la collectivité. Et quand il n'y en avait pas, on en avait improvisé. La socialisation de la médecine devenait le fait de tous. Elle constituait l'une des réalisations les plus remarquables de la révolution espagnole.

IV. VILLES ET RÉALISATIONS ÉPARSES

Dans la variété des structures de reconstruction sociale, l'organisation que nous appellerons municipaliste, que nous pouvons aussi appeler communaliste, et qui plonge ses racines dans des traditions espagnoles demeurées vivantes, mérite une place à part. Elle se caractérise par le rôle éminent de la ville, de la commune, du municipe, c'est-à-dire par la prédominance de l'organisation locale, qui embrasse l'ensemble de la cité. Les autres institutions, même les plus modernes et qui, parce qu'elles sont les plus modernes, ne sont pas aussi profondément enracinées : syndicats, coopératives, communautés même – sont une partie de l'ensemble, sauf certaines collectivités, particulièrement aragonaises, mais ne sont pas l'ensemble, n'incarnent pas l'âme collective. C'est ce que nous voyons dans une petite ville industrielle comme Granollers, en Catalogne (18.000 habitants) ; dans un village important comme Binéfar, en Aragon, ou dans des capitales de province, plus peuplées mais proportionnellement moins industrialisées, comme Castellon de la Plana ou Alicante, dans le Levant. Même quand le Syndicat existe, et joue un rôle important, il ne dirige pas la totalité de la vie sociale, contrairement aux conceptions des théoriciens du syndicalisme.

Dans certains cas, comme à Fraga, comme à Rubi, l'organisation directe de la cité, embrassant le tout, se confond avec celle de la collectivité productrice, et l'on pourrait dire que les deux structures s'interpénètrent. Localement, l'autodétermination de l'ensemble s'est affirmée, et l'organisation de la ville confirmée, ce qui renforce sa personnalité devant l'Etat, ainsi que les libertés et la pratique de l'indépendance quant à la vie sociale.

Elda et le S.I.C.E.P.

Située dans la province d'Alicante, Elda est une petite ville qui compte vingt-cinq mille habitants. C'est à la fois, par les moyens de transport qui rayonnent autour d'elle, et l'utilisation d'un petit fleuve côtier, qui produit l'énergie électrique, le centre d'une zone agricole et de production industrielle.

Comme il arrive si fréquemment dans la région levantine espagnole, notre mouvement y est solidement implanté depuis près de trois quarts de siècle. Elda a été le théâtre de conflits sociaux, de grèves historiques parfois formidables comme seule l'Espagne a su en donner l'exemple. Des combats empreints d'une extraordinaire grandeur s'y sont livrés, tel celui soutenu pendant trois mois par les travailleurs de l'industrie de la chaussure, pour exiger que soit réintégré à son travail un militant boycotté par le patronat. Il ne faut jamais oublier que les raisons morales ont, au moins autant que les raisons matérielles, inspiré et soutenu les activités des syndicats fondés et animés par les libertaires espagnols.

Avec de tels antécédents et une telle pratique de la lutte, il était naturel que, le danger fasciste jugulé, du moins à l'échelle locale, et nos camarades étant, comme les républicains et les socialistes, convaincus que Franco ne tarderait pas à être battu [\(163\)](#), entreprennent la transformation sociale pour laquelle ils luttaient depuis longtemps. Toutefois, la situation politique n'était pas la même à Elda qu'à Alcoy, qui n'est pas loin ; et d'autre part nos camarades avaient conservé un vieux fonds d'esprit communaliste que l'on retrouve, à côté de conceptions plus modernes, dans l'uvre historique des sociologues libertaires. Ces raisons et le désir, si généralisé dans la population, de maintenir le front uni antifranquiste tant que la lutte durerait à l'échelle nationale, firent que les libertaires d'Elda acceptèrent d'entrer au conseil municipal rénové sous la pression des circonstances.

On désigna les représentants des différents mouvements et partis. L'Union générale des travailleurs eut cinq délégués, et cinq la C.N.T., pourtant plus importante. La Gauche républicaine, dont le chef était Manuel Azaña, revêche président de la république, en eut deux, comme le parti socialiste ; le parti communiste en eut un seul : il était de loin le plus faible.

Dans cette répartition, le courant socialiste était quelque peu avantagé, car les membres de l'U.G.T. agissaient habituellement de concert avec le parti socialiste qui, en réalité, avait en main cette organisation syndicale. Mais d'autre part, la situation inclinait souvent les Syndicats réformistes de l'U.G.T. à suivre les révolutionnaires (quoique on puisse aussi citer bien des exemples, dont ce livre fourmille, où ces mêmes réformistes constituaient les éléments de résistance à la socialisation).

Il n'en fut pas de même ici. Toutefois, dès le premier moment, l'initiative de la nouvelle construction sociale vint, naturellement, de nos camarades. C'est sans doute pourquoi, comme à Granollers, comme à Gérone, comme à Hospitalet, comme à Valence et à d'autres endroits le maire fut un libertaire.

Les nouveaux conseillers commencèrent à transformer de fond en comble la structure de l'organisme municipal. Jusqu'alors il avait été surtout un foyer de petite bureaucratie inerte, sans initiative et inorganisée. Le maire avait bien deux adjoints, et un conseiller qui devait le guider dans ses activités, mais ce petit monde dormait du sommeil des petites villes provinciales monarchistes ou républicaines. Les traditions furent donc bousculées, et le conseil structuré à peu près comme dans les villages collectivisés, par grands groupements d'activités. On constitua d'abord la section de défense, puis celle de l'instruction publique, celle du travail d'après la situation économique-sociale de la localité, celle de l'agriculture, celle de la salubrité et de l'assistance sociale.

Jusqu'alors, l'instruction publique avait été plus que délaissée, et de nombreux enfants n'allaient pas à l'école.

La section municipale correspondante s'attaqua à ce problème sans s'arrêter aux dépenses, fit appel aux travailleurs – c'est-à-dire au Syndicat – du bâtiment, et au bout de cinq mois deux nouveaux établissements scolaires étaient disponibles, dont un pour quatre cents et l'autre pour soixante-dix enfants. On aurait fait plus si l'on n'avait été obligé de réquisitionner le Cercle où auparavant se réunissaient les couches sociales "supérieures" d'Elda, pour y loger les miliciens à l'entraînement avant le départ au front. Et puis il fallut, en même temps, organiser des centres d'hébergement pour les petits Madrilènes qui figuraient parmi les 1.500 réfugiés partis pour décongestionner la ville assiégée. L'Ateneo libertaire et la Fédération locale des syndicats durent mettre leurs locaux à la disposition de ces hôtes inattendus.

Toutes ces difficultés n'ont pas empêché la section de la salubrité et de l'hygiène de réformer l'organisation de l'hôpital, jusqu'alors si largement insuffisant. Trois nouveaux médecins ont été engagés, ainsi que deux auxiliaires et deux sages-femmes, dont les soins sont gratuits, ce qui est nouveau. On projetait, dans les premiers mois de 1937, l'installation de sanatoriums et de cliniques. En un mot, on marcha hardiment vers la socialisation municipale de la médecine.

Mais Elda, avons-nous dit, est un centre industriel. Autour de ce centre, renommé pour l'importante industrie de la chaussure qui s'y est développée, pour ses tanneries, ses industries du cuir, gravitent quatre autres localités, moins importantes, dont l'industrie dominante est la même, et dont une partie des travailleurs est employée dans les fabriques d'Elda. Ce sont Petrel, Monovar, Novelda et Sax. La seule petite ville de Petrel compte 3.500 travailleurs et travailleuses de la chaussure, Monovar, Novelda et Sax, 2.000 ; Elda en compte 7.500, dont 4.500 adhèrent à la C.N.T. Mais les réalisations sociales, importantes, n'ont pu se faire de façon uniforme.

Ces réalisations se présentent sous deux aspects différents. On trouve à Elda un groupement de douze fabriques intégralement socialisées, et qui occupent 2.800 travailleurs. Leur organisation rappelle ce que l'on a déjà vu dans d'autres cas, d'après les caractéristiques du travail. Chaque fabrique a à sa tête un comité composé de cinq délégués techniques (nos camarades insistent beaucoup sur cet adjectif, qui ôte à la délégation tout caractère autoritaire) représentant les cinq opérations principales de la fabrication des chaussures. A ces cinq délégués on en ajouta un sixième, représentant le travail et les travailleurs du magasinage.

Les douze fabriques socialisées sont donc dirigées par ces douze comités que contrôlent les assemblées ordinaires et extraordinaires des travailleurs. En même temps, ces douze comités agissent de concert avec le syndicat qui coordonne le travail, centralisant les statistiques de production, et de réserves. On allie ainsi l'autonomie possible dans l'organisation des activités à la solidarité dans l'effort collectif.

Naturellement, les fabriques ne commercent pas pour leur compte. Toutes les opérations de vente se pratiquent sous la responsabilité du Syndicat.

C'est dans les fabriques socialisées d'Alcoy que j'ai connu l'existence d'un genre de délégation nouveau : la délégation *morale*. Dans chaque entreprise deux travailleurs, un de l'U.G.T. et un de la C.N.T. élus par leurs camarades, étaient chargés, sans pour cela cesser de travailler, de maintenir la cordialité dans les rapports, de susciter l'enthousiasme et l'esprit de concorde, de stimuler, s'il le fallait, le sens des responsabilités. Et pourtant, cette précaution n'était sans doute pas nécessaire. "Il n'y a pas eu besoin d'imposer une discipline quelconque, me disent mes camarades, car dès le premier moment est apparue cette autodiscipline qui vient de la conviction que l'on travaille pour la communauté."

A part quelques détails qui ont toujours leur importance, le mode d'organisation que nous avons rapidement décrit n'est pas différent de ce que nous avons déjà vu ailleurs. mais la plus grande originalité de ce qui s'est fait à Elda a été la création du S.I.C.E.P. (sigle de ".Syndicat de l'industrie de la chaussure d'Elda et de Petrel").

Ce Syndicat est plutôt un consortium d'un nouveau genre. Il fut fondé dès les mois d'août 1936, *un mois après le début des événements qui secouent maintenant l'Espagne*. L'industrie de la chaussure, qui déjà travaillait à 60 % de sa capacité de production, était menacée de paralysie générale. Avec elle, toute la vie économique chancelait, et l'ordre nouveau dont le maintien était indispensable pour empêcher le fascisme de marquer des points. C'est alors que, sur l'initiative de la C.N.T., et d'accord avec l'U.G.T., il fut décidé que toutes les disponibilités devaient être réunies pour empêcher un effondrement dont les conséquences seraient très

graves. Et grâce à la garantie des deux organisations syndicales, on obtint que les patrons, sur la garantie de leurs biens mobiliers et immobiliers empruntent aux banques locales les sommes nécessaires pour faire face à la situation. Les syndicats s'engageaient comme co-responsables. Ajoutons que le ministère de l'Industrie accorda un crédit de sept millions de pesetas.

Il fallait disposer de 575.000 pesetas par semaine, dont 300.000 pour les salaires. Alors seulement on pourrait remettre la production en marche, ou la maintenir. Mais tout cela demandait une coordination nécessaire dans les efforts économiques et financiers, ainsi que dans la direction du travail.

On constitua donc le S.I.C.E.P. qui embrasse *quatre-vingts établissements*, petits et grands, disséminés dans la région, et, dans les quatre localités que nous avons nommées, 12.500 travailleurs et travailleuses.

Constitué par les fabriques qui en sont encore au stade du contrôle (les patrons demeurent, mais servent surtout à fournir des fonds extraits de leurs comptes bancaires), le S.I.C.E.P., dont la direction effective est aux mains des délégués des travailleurs, centralise et coordonne toute la production. Il achète et distribue les matières premières selon les besoins et la spécialisation des entreprises, il effectue les paiements et paye les dettes. Il touche le produit des ventes, ne donnant aux patrons rien qui puisse ressembler à un bénéfice. Disons du reste que ce bénéfice est impossible dans la situation présente, car les fabriques non socialisées chôment plusieurs jours par semaine, et le S.I.C.E.P. les soutient, grâce à l'aide des fabriques socialisées, en distribuant le produit des commandes de chaussures militaires pour l'armée faites par le gouvernement.

Pour trouver de nouveaux acheteurs, la S.I.C.E.P. a travaillé intensément. Ayant demandé aux fabriques de créer de nouveaux modèles de chaussures, il en reçut neuf cents, et l'on parvint, par une organisation commerciale qui s'étend des côtes de la mer Cantabrique, sur l'Atlantique nord, à l'Afrique du Nord, à placer des stocks assez importants. Mais pas assez pourtant pour échapper aux difficultés causées par la guerre. Maintenant les entrepôts que le S.I.C.E.P. possède à Elda, Valence, Barcelone, ainsi que les magasins de ses fabriques sont pleins de marchandises qui ne se vendent pas, et dont la valeur atteint dix millions de pesetas.

La guerre se prolongeant, il est impossible de savoir comment terminera cette expérience d'organisation collective. En attendant, les travailleurs, et les syndicats libertaires ont trouvé non seulement pour l'organisation du travail, mais même pour faire momentanément face à une situation catastrophique, des palliatifs ouvrant la voie à une solution braquée sur la justice sociale. Si Franco triomphe, cela n'enlèvera rien aux démonstrations positives qui auront été faites en Espagne libertaire dans la période 1936–1939.

Granollers

Situé un peu au nord de Barcelone, Granollers, qui comptait 18.000 habitants en 1936, était à la fois un chef-lieu de canton, un axe commercial important et un centre industriel, comme il en est tant dans cette partie de la Catalogne. Notre mouvement y remontait au début du socialisme en Espagne c'est-à-dire vers 1870. Comme presque partout, l'activité syndicale y domina, avec des luttes âpres, des efforts d'organisation tenaces, des répressions, des périodes creuses et des renaissances magnifiques. L'importance de nos effectifs varia selon les circonstances.

Mais depuis longtemps, le nombre de travailleurs adhérant à la C.N.T. s'élevait en moyenne à 3.000. Il avait été moindre pendant la période de dictature du général Primo de Rivera et aussi, après une recrudescence passagère, sous la deuxième République dont le premier gouvernement, socialiste et républicain, puis le second, ouvertement droitier, sévirent avec une égale rigueur, qui rappelait les plus mauvais jours de la monarchie. Si bien qu'en juillet 1936, malgré la récente amnistie qui avait fait sortir de prison 30.000 libertaires, nos adhérents aux Syndicats de Granollers ne dépassaient pas 2.000.

Puis ce fut le déclenchement de la guerre civile et de la révolution. Et bientôt les Syndicats de la C.N.T. comptaient 6.000 travailleurs d'usines, d'ateliers, du bâtiment, des transports, etc. Les autres – techniciens se sentant une classe à part, employés de la municipalité et de l'Etat, bureaucrates – adhéraient à l'U.G.T., au nombre de 1.000.

Nos militants, des travailleurs éclairés et illuminés par l'idéal, avaient toujours fait preuve de leur capacité organisatrice. Mais la guerre s'imposait avant tout. La plupart d'entre eux partirent sans attendre au front d'Aragon, pour arrêter la progression des armées commandées par Franco.

Il ne resta que six ou sept de ceux qui, dans les syndicats, jouaient un rôle de premier ordre, à l'échelle locale et régionale. Toutefois, un esprit libertaire s'était formé chez une partie de la population, avec une conscience très nette de nos buts d'émancipation humaine. Aussi, deux jours exactement après la cessation des combats de Barcelone, c'est-à-dire le 22 juillet 1936, les travailleurs du bâtiment décidèrent – et ce fut historiquement une des premières initiatives de ce genre – de socialiser leur travail. Ils convoquèrent une assemblée à laquelle ils invitèrent les patrons, généralement de petits entrepreneurs, et leur proposèrent de "collectiviser" syndicalement toutes les activités de la construction. Et, ce qui peut paraître stupéfiant, les patrons acceptèrent d'emblée. A tel point l'esprit public était, dans certaines régions d'Espagne, saturé des idées de transformation sociale.

Puis, le même fait se produisit, immédiatement après dans l'imprimerie. Et ce fut le tour des magasins de vente des chaussures ; et cela s'étendit, comme un miracle, dans toutes les branches du travail, et des activités humaines où jusqu'alors les classes sociales s'étaient opposées. De telles dates devraient être immortalisées.

Granollers se socialisa donc, mais à sa façon ; et cela mérite qu'on s'y arrête.

Comme on l'a vu, au départ, et dans la plupart des cas, les Syndicats furent à la fois l'élément initiateur et directeur des créations nouvelles. D'où le terme de "syndicalisation" que nous employons à dessein afin d'éviter certaines confusions fruits des différents chemins empruntés ou suivis, particulièrement en Catalogne. Mais cette conception syndicalisatrice s'accompagnait du communalisme qui, souvent, tenait peut-être la première place. C'est pourquoi, nos camarades de Granollers s'étaient mis en tête de réaliser un plan de structure communale, proposé par notre camarade le docteur Isaac Puente [\(164\)](#), propagandiste de talent, qui avait élaboré une conception de la cité future dans une série d'articles publiés par la revue *Estudios*, où il préconisait une réorganisation de la société sur la base des communes fédérées. Ces articles avaient été réunis en un opuscule d'une soixantaine de pages, dont le titre était *Le Communisme libertaire*, et leur contenu très clair, très séduisant, complété par des schémas et des graphiques, avait été retenu par de nombreux libertaires.

En vérité, malgré des indications très positives à l'échelle locale, ces propositions étaient insuffisantes si l'on abordait l'économie avec un critère d'économiste, en tenant compte de la solidarité organique existant sur le plan d'une nation ; et, d'autre part, l'existence des fédérations d'industrie qui précisément tendait à cette organisation sur le plan général de l'Espagne entière, était aussi en contradiction avec cette vision limitée des choses.

Mais justement parce qu'elles étaient communalistes, les conceptions d'Isaac Puente furent mieux comprises et plus facilement acceptées lorsque nos camarades de Granollers proposèrent aux autres secteurs antifascistes de les réaliser. Et lorsque l'auteur de ce livre alla sur place étudier l'organisation et le fonctionnement de la nouvelle organisation sociale, il constata d'une part, que l'exploitation de l'homme par l'homme avait disparu, qu'il n'y avait plus de patrons et de salariés, et, d'autre part, que tous les antifascistes y compris notre mouvement s'étaient réunis fraternellement, au sein du conseil municipal, qui avait la haute main sur l'ensemble de la vie locale.

L'administration générale de Granollers était dirigée par onze départements embrassant l'ensemble des activités sociales, établis au conseil municipal, et que composaient vingt-deux délégués : six de la gauche républicaine (parti de Manuel Azaña), six de la C.N.T., quatre de l'U.G.T., deux de l'Union des métayers (" rebassaires " catalans, qui ne demandaient qu'à devenir propriétaires de la terre qu'ils travaillaient) et deux du P.O.U.M. (Parti ouvrier d'Unification marxiste), que l'on peut classer comme trotskisant.

Sur les onze départements, cinq avaient été confiés à la C.N.T., ce qui montre quel était son poids, plus économique et social que politique. En outre, cette organisation, toujours entreprenante, avait constitué, en marge, un Conseil d'économie constitué sur la base d'un délégué par Syndicat, car les Syndicats étaient le moteur de toutes les industries locales.

Ce Conseil se réunit toutes les semaines avec le responsable du département municipal correspondant. Section municipale et Conseil coordonnent leurs efforts ; mais en fait l'initiative vient généralement de nos camarades

et de l'assemblée générale de la Fédération locale des Syndicats de la C.N.T., qui est le plus au courant de tout ce qui concerne la production et l'organisation du travail.

La section économie de la commune a constitué un "bureau technique", composé de trois spécialistes, et qui, d'accord avec le Conseil d'économie syndical, oriente le travail des entreprises industrielles. Des graphiques, des diagrammes correspondant à chaque industrie, sont constamment aux mains des spécialistes, et si vous demandez des informations sur une industrie ou une autre, on vous montre immédiatement des schémas aux couleurs diverses, chacun correspondant à une industrie et où les entreprises sont localisées de façon à constituer un réseau d'activités coordonnées.

Ainsi dirigés, toutes les entreprises, fabriques et ateliers sont passés intégralement aux mains des travailleurs et en même temps appartiennent à la municipalité. Et les grandes décisions sur ce qu'il convient et ne convient pas de faire ne sont pas le seul fruit de l'initiative syndicale, si bien qu'au-dessus de cette dernière ce sont les intérêts qui, en fin de comptes, dirigent le tout. Mais reconnaissons que la tolérance mutuelle que l'on trouve ici est assez exceptionnelle.

*

Le Syndicat est un animateur perpétuel. C'est à lui que l'on doit nombre d'initiatives tendant à améliorer la marche et la structure de l'économie locale. Ainsi, en très peu de temps, sept établissements collectifs de coiffure ont été organisés par ses soins, remplaçant un nombre indéfini de boutiques à l'aspect moyenâgeux. Tous les ateliers ou minifabriques de chaussures ont été remplacés par une seule grande fabrique dans laquelle on a concentré les meilleures machines, et assuré l'hygiène nécessaire à la santé des travailleurs. Réforme identique dans la métallurgie où les nombreuses petites fonderies sombres et étouffantes ont fait place à quelques grandes unités de travail dans lesquelles l'air et le soleil entrent à flots. Les ateliers de menuiserie et d'ébénisterie ont subi les mêmes changements. La socialisation va de pair avec la rationalisation.

Cette réorganisation industrielle n'a pas fait négliger les innovations qu'imposaient les circonstances dans le mécanisme de la distribution. Elles apparurent nécessaires, dès le premier moment, à la section correspondante du Conseil municipal, pour des raisons de justice sociale. Si l'on acceptait de construire un ordre social plus juste, il fallait que tous les habitants de Granollers pussent avoir les mêmes possibilités de se nourrir. Aussi, les membres du bureau d'Economie de la municipalité, qui travaillaient avec acharnement quatorze heures par jour, en vivant l'aventure passionnante de créer un monde nouveau, m'ont-ils fait voir sur le plan de la ville, étalé pour moi, sur un bureau, cinq taches noires. Chacune de ces taches représente un magasin communal de distribution. Ces cinq magasins, distribués par quartiers, selon l'importance de la population, remplacent le petit commerce, un peu trop pléthorique auparavant.

On avait commencé par une mesure de base que du reste nous retrouverons en d'autres endroits, dès le début, le conseiller à l'agriculture acheta aux paysans des alentours – qui, très individualistes et très méfiants, ne s'organisaient pas collectivement – les produits de leur travail. L'intermédiaire vorace, le rabatteur, l'acheteur spéculateur, a donc complètement disparu. Mais on veut aussi qu'il disparaisse entre le producteur et le consommateur. Une circonstance s'y prêta, et justifia les mesures nouvelles : le rationnement des vivres imposé par la guerre, rationnement qui fit, sagement, prendre à temps les mesures nécessaires pour éviter la disette [\(165\)](#).

On créa donc un bureau de ravitaillement qui commença par contrôler les produits reçus et vendus par les commerçants. Puis on établit un fichier, admirablement organisé, où étaient consignés le nombre et l'âge des membres de chaque famille. La quantité et le genre d'aliments auquel chacun avait droit furent stipulés d'accord avec les médecins. Et sur ces bases, toutes les semaines, chaque famille reçoit un carnet où est spécifiée la quantité de pain, d'huile, de légumes secs, de charcuterie, etc., qu'elle peut obtenir. Toujours sur la même base, on sait combien la ville consomme par jour et par semaine de différents aliments, combien il faut s'en procurer régulièrement, et pour quelles dates successives.

Le même contrôle continue de s'exercer quant aux quantités de vivres entrant dans les magasins communaux. Si bien que l'on connaît, kilo par kilo, le poids des articles alimentaires reçus et distribués.

C'est aussi par cette voie que la partie de socialisation, qu'il est possible de faire admettre aux paysans, entre dans la campagne, car les paysans accueillent avec satisfaction la suppression des intermédiaires. Dans la

majorité des 42 villages qui composent le canton, le commerce traditionnel a disparu.

Les bénéfices obtenus sur la vente des articles divers fournissent au Conseil municipal les ressources nécessaires à d'autres tâches communales. Rien ne reste livré à l'isolement, à la détresse. Les commerçants obligés de fermer boutique par la concurrence ou les mesures municipales [\(166\)](#), se voient immédiatement confier des fonctions plus utiles – ne serait-ce que dans les centres de distribution. Personne ne reste sans travail, et le chômage qui sévissait lourdement avant le 19 juillet a complètement disparu. Tous les ouvriers, qu'ils travaillent ou non le nombre d'heures habituellement réglementaires, ont, grâce aux principes de l'égalité des rétributions, leur existence matérielle assurée.

Comme ceux que j'ai vus partout, mes camarades de Granollers ont pensé à l'instruction publique. Les écoles de Granollers étaient insuffisantes et vieilles, insalubres, mal éclairées. En revanche, il y avait trois couvents confortables et solidement bâtis, dont les occupants s'étaient volatilisés. On les a réformés ; on en a fait trois beaux établissements scolaires dont les salles de classe contiennent tous les enfants de la ville. On a même de la place pour de nouveaux élèves.

Les classes, que j'ai visitées, sont spacieuses, lumineuses, ensoleillées. On y a installé un matériel pédagogique moderne, et le regard s'attendrit devant des petites tables carrées et mobiles pour les enfants en bas âge, et les petites chaises proportionnées à la taille des utilisateurs. Les galeries internes, la salle de douches, les cours, les lavabos, le chauffage central, tout cela a été fait, installé, ou acheté en quelques mois.

Les premières dépenses se sont élevées à 300.000 pesetas. D'autres ont été engagées. Car Granollers veut avoir un avenir radieux.

P.-S. – Granollers fut, par la suite, rasé par l'aviation franquiste.

Hospitalet del Llobregat

Au sud de Barcelone, Hospitalet étendait ses trois quartiers nettement différenciés, où vivaient cinquante mille habitants. Les industries y occupaient 13.000 des 14.000 salariés recensés. Mille autres étaient employés dans la culture intensive des terres maraîchères qui contribuent à nourrir la grande ville voisine.

Les filatures absorbaient le plus grand nombre d'ouvriers. Mais la métallurgie s'était aussi développée. On trouvait deux hauts fourneaux, des fonderies, des ateliers de mécanique. L'ébénisterie, le bâtiment, l'industrie chimique complétaient l'ensemble de cette activité productrice.

Hospitalet s'était formé depuis peu. Le mouvement social ne remontait qu'à la période de la Première Guerre mondiale. Mais, dès avant la révolution, la C.N.T. et la F.A.I. y exerçaient une activité sociale intense. Le 18 juillet, la première comptait 8.000 adhérents ; huit mois plus tard, elle en comptera 12.000 ; l'U.G.T., que socialistes officiels et communistes s'efforçaient fiévreusement de développer, en comptait 1.000.

La lutte locale et l'état d'alerte qui suivirent l'attaque fasciste mobilisèrent la population pendant cinq ou six jours au bout desquels la C.N.T. donna, comme dans les autres localités catalanes, l'ordre de reprendre le travail. Prolonger la grève générale l'aurait été au détriment des travailleurs eux-mêmes, qui assumaient leur destin. Et ainsi, la responsabilité de la vie économique et sociale passait des mains des patrons et du gouvernement à celle des ouvriers.

Mais pendant qu'on reprenait le travail, et remettait en route ateliers, usines et fabriques, les forces populaires continuèrent de monter la garde derrière des barricades, exerçant particulièrement leur surveillance sur deux routes menant à Barcelone, afin d'empêcher toute concentration d'ennemis, d'enrayer toute avance offensive sur les grands centres.

C'est au milieu de cet état de choses que la révolution constructive commença.

Elle débuta par l'agriculture ; celle-ci était aux mains de très nombreux petits propriétaires qui employaient

des salariés spécialisés (donc rien de commun avec les grands "latifundia" d'Aragon, de Castille, d'Andalousie ou d'Estrémadure). Et tout comme les patrons d'ateliers et d'usines délaissaient devant la menace d'expropriation qu'ils pressentaient, la production, les propriétaires de la terre délaissaient leurs cultures que le soleil grillait, l'irrigation manquant, ou que les herbes commencèrent à envahir.

D'autre part, le quart des travailleurs agricoles chômaient, et une partie ne travaillaient que trois jours par semaine. Chômeurs et non-chômeurs convoquèrent donc une assemblée à laquelle furent invités aussi les petits patrons agriculteurs, et où tous décidèrent de socialiser immédiatement le travail de la terre.

Et la "Collectivité des Paysans" naquit ; ex-employeurs et ex-salariés s'y inscrivirent comme égaux, et l'on adhéra à la C.N.T. dont les militants étaient, une fois de plus, les meilleurs organisateurs.

La technique du travail changea immédiatement. La grande étendue cultivée d'après une planification générale succéda aux parcelles travaillées par le propriétaire isolé, et souvent mal outillé, ou par le journalier embauché deux ou trois fois par semaine.

Mais l'argent subsistait en Catalogne, et était un instrument indispensable pour obtenir des machines, des outils, des bêtes de trait, ou des moyens d'existence en attendant les récoltes. On mit à contribution tous les moyens, y compris les ressources dont disposaient les anciens propriétaires, et comprenant qu'un effort inhabituel s'imposait, car une révolution sociale n'est pas un festival, on repoussa, comme le firent les travailleurs de Barcelone, l'augmentation de salaire de 15 % et l'établissement de la journée de six heures démagogiquement décrétés par le gouvernement catalan, qui démontra, par cette tentative de captation des masses, son habileté politicienne, et son ignorance des problèmes les plus essentiels.

Depuis lors, les travailleurs de la Collectivité agraire, organisés en "brigades", comme ceux des communautés de Tarragone et de Tortosa, également catalanes, ont mis au point leur organisation. Les brigades partent le matin, chacune à sa tâche, d'après les besoins les plus urgents du travail. La surface cultivée a augmenté du tiers. Elle s'étend maintenant sur 1.470 hectares, divisés en 38 zones, dont 35 irriguées et trois de terre sèche. De vastes travaux, dont la canalisation du rio LLobregat, doivent être entrepris.

*

Les industries locales sont passées par les étapes qui furent presque générales dans cette révolution. Ce fut d'abord le contrôle des entreprises, petites ou grandes, par le Comité que nommèrent les travailleurs employés sur place. Cela, pour les fabriques les plus prospères ; celles dont le personnel était en chômage partiel – il y en avait beaucoup – furent immédiatement collectivisées, et leurs propriétaires assimilés aux producteurs.

Simultanément, la C.N.T. et la F.A.I. créaient les Conseils d'intensification de la production, qui obligeaient les patrons contrôlés à embaucher les chômeurs. Mais cette mesure ne pouvait donner de résultats durables, car le manque de matières premières dans l'industrie textile, et l'absence de débouchés pour les tissus fabriqués devaient forcément provoquer une diminution du rendement et des ventes aux dépens de l'économie générale.

D'autre part, et toujours sur l'initiative de la C.N.T., on créa des Commissions populaires de Ravitaillement, organisées par la municipalité dans laquelle étaient entrés nos camarades. Ces Commissions avaient pour mission de fournir des aliments aux sans-travail ; elles furent maintenues par la suite, car l'arrivée de nombreux réfugiés de la région aragonaise envahie par les armées franquistes provoqua une nouvelle sorte de chômage.

Nous avons vu que les entreprises collectivisées eurent d'abord à leur tête des Comités nommés par les travailleurs qui y étaient employés. On continua donc les opérations de production et de vente de chacune d'elles. Mais très vite on comprit que cette situation faisait apparaître entre les fabriques une concurrence, ou un manque de solidarité qui donnaient lieu à des rivalités incompatibles avec l'esprit socialiste et libertaire. Alors la C.N.T. locale lança la consigne : "Il faut ramifier toutes les industries dans les syndicats, socialiser complètement, établir une fois pour toutes le régime de solidarité que nous avons toujours préconisé."

L'idée prit rapidement. Les coiffeurs commencèrent, puis les travailleurs du spectacle, quel que fût leur métier, et ceux du bois (ébénistes, menuisiers, charpentiers), du bâtiment, de l'alimentation, des transports

urbains. En janvier 1937, la métallurgie se joignait au mouvement. L'industrie chimique ne le fit que plus tard.

Dans des circonstances aussi complexes, des problèmes inattendus se posent, et s'imposent. A Hospitalet, comme ailleurs, et étant donné le bouleversement économique, certaines industries sont prospères, d'autres sont déficitaires. Des ouvriers et leur famille sont mieux rétribués que d'autres. Pour remédier à cette injustice, on décida le salaire unique généralisé.

Or, cela était impossible sans la solidarité des différentes industries. Et le problème se posa de fonder une caisse commune grâce à laquelle tous les ouvriers, qu'ils subissent une crise de travail ou non, recevraient les mêmes moyens d'existence.

Comme premier pas, on établit la solidarité financière entre les industries qui constituèrent un Conseil général de l'économie dans lequel chacune eut deux représentants. Les industries ayant un excédent de bénéfices le communiquaient à la Commission administrative du Conseil, qui contrôlait assidûment les diverses comptabilités. Les ressources ainsi disponibles servaient à aider les industries déficitaires qui recevaient les sommes nécessaires à l'achat de matières premières et d'éléments divers de production.

Quand ces sommes étaient importantes, tous les délégués des différentes industries examinaient l'état financier et technique de l'industrie qu'il fallait aider. Et après les observations, les indications, les conseils et les critiques, quand il y avait lieu d'en formuler, les fonds étaient remis.

Cette solidarité allait bientôt être complétée par le passage du salaire unique au salaire familial. On effectua, à cet effet, un recensement minutieux dont les statistiques étaient aux mains de la municipalité.

Au moment de notre visite, on projetait également la réadaptation des industries. Un inventaire général avait été dressé, non seulement pour établir les besoins de la population, et ses ressources, mais aussi quelles industries méritaient d'être maintenues et quelles devaient être éliminées.

Comme il est arrivé partout, nos camarades d'Hospitalet s'occupèrent aussi, immédiatement, de l'instruction publique. Sur huit mille enfants en âge scolaire, quatre mille allaient régulièrement à l'école. Les autres ne pouvaient pas, par manque de place, de vêtements, de chaussures, de livres. La C.N.T. et la F.A.I. ne voulurent pas résoudre un aussi grave problème par leurs seuls moyens. Elles décidèrent d'unir leurs efforts à ceux des autres fractions antifascistes auprès desquelles elles espéraient trouver un écho favorable. Dans une réunion où furent convoqués les militants de l'U.G.T. et de la Gauche républicaine, nos camarades présentèrent leur Plan de réforme de l'enseignement, qui fut accepté. Et, noblement unies, les trois fractions s'occupèrent de la rénovation scolaire.

Et en six mois, malgré les difficultés que l'on traversait, une oeuvre magnifique fut réalisée. Des immeubles furent construits, d'autres transformés, adaptés, et deux mille cinq cents nouveaux écoliers s'assirent dans de nouvelles classes, plus vastes, plus claires, plus aérées que celles qu'on avait connues jusqu'alors. Les maîtres et les maîtresses dépassés par la révolution que les événements étendaient jusqu'à la pédagogie ont été remplacés par des instituteurs et des institutrices plus en concordance avec l'esprit des temps nouveaux, et qui se réunissent toutes les semaines pour étudier leurs expériences.

Les soins donnés à l'enfance ne s'arrêtaient pas là. La municipalité organisa une crèche immense où les parents pouvaient laisser leurs bambins pour vaquer à leurs affaires. Dans les fabriques où les femmes travaillaient, on établit des garderies d'enfants ; la première fut inaugurée dans la Collectivité ouvrière T. Sala [\(167\)](#).

On acheva aussi l'aménagement d'une maternité où les femmes du peuple, qui jusqu'alors avaient enfanté dans des conditions d'insalubrité lamentables reçurent les soins prescrits par leur état. Un gynécologue inspira l'architecte qui réalisa les travaux nécessaires.

Et le jeudi, dans toutes les salles, on offrait gratuitement aux enfants des séances de cinéma pour les instruire et les amuser, selon des programmes intelligemment établis.

Précisions supplémentaires quant au domaine de la salubrité : immédiatement après leur triomphe, les révolutionnaires décidèrent que les habitants d'Hospitalet devaient recevoir des cliniques, des dispensaires, de

l'hôpital, des médecins, toute l'assistance à laquelle ils avaient droit. Ce fut rapidement un fait, étendu dans la mesure du possible, c'est-à-dire à un moindre degré que l'on désirait, car à Hospitalet les médecins continuaient à vivre de ce qu'ils percevaient de leurs clients. En juillet 1937, la socialisation de la médecine n'était pas encore intégralement réalisée. Pour y parvenir, on avait construit, en plus de la maternité, un hôpital cantonal de grandes dimensions, qui répondait aux conceptions modernes de la médecine.

De tout ce qui précède, il est évident qu'à l'activité syndicale s'ajoute l'activité communale, et que les deux allaient souvent de pair, car l'esprit communaliste s'accuse aussi fortement chez nos camarades d'Hospitalet (le maire, José Xena, était un anarchiste). Ils auraient pu s'emparer totalement du Conseil local. Par honnêteté, par solidarité antifasciste, et aussi pour ne pas déchaîner une réaction trop violente des autres secteurs antifascistes, ils ne voulurent pas. Ils invitèrent l'U.G.T. et la Gauche républicaine à constituer avec eux le Conseil municipal qui devait se composer de vingt-quatre membres. On leur répondit par un refus. Il n'y avait donc que huit conseillers : les nôtres, spécialisés dans les activités essentielles de la vie locale : salubrité et assistance sociale ; instruction publique ; économie ; défense ; travail et agriculture ; services publics, ravitaillement et travaux publics.

Toutefois, un certain degré de collaboration put persister. Au moment de notre enquête, la situation est celle-ci : chacun des trois secteurs nomme des commissions spéciales qui soumettent au conseiller chargé de ces questions les initiatives leur paraissant utiles ; celui-ci décide quand elles ne sont pas importantes ; quand elles le sont, c'est le Conseil municipal qui se prononce. La C.N.T. convoque des assemblées populaires, soit dans le plus grand local du centre de la ville, soit dans les quartiers excentriques où l'on expose à la population, qui accourt librement, ce qui est fait et ce que l'on projette. L'auditeur peut librement poser des questions, et formuler des objections.

Il n'y a donc pas de politique de parti, de décisions prises en secret, d'escamotage par des comités siégeant à huis clos de la volonté populaire. On reste en contact avec le peuple, on continue d'en faire partie, et l'on applique au mieux la conduite libertaire que l'on a toujours préconisée.

En synthèse, les libertaires d'Hospitalet agissent d'après une conception municipaliste qui répond à leurs préférences, et qui s'est imposée d'elle-même. Ils ont, comme cela s'est du reste fait dans d'autres endroits, délimité les fonctions de la commune et celles du syndicat. Pour eux, ces dernières s'intègrent dans les premières, comme la partie dans le tout. Et de même que le syndicat isolé n'existe plus, chacun d'eux devant consulter les autres avant de se lancer dans une nouvelle entreprise, les syndicats et leur fédération ne s'imposent pas non plus quand les questions débattues intéressent tous les habitants. Ainsi, l'enseignement, les transports et les travaux publics, la salubrité, l'assistance sociale, l'urbanisme relèvent de toute la population. C'est donc toute la population qui est invitée à décider.

Voici maintenant, pour terminer, le texte d'un tract que la Collectivité T. Sala distribuait dans la ville, et qui s'adressait aux mères de famille :

"Compagne : Nous t'offrons la Maison de L'Enfant pour que ton fils y reçoive, jusqu'à l'âge de cinq ans, l'assistance la plus complète au cours des journées de travail pendant lesquelles, presque toujours et jusqu'ici il était livré à la rue ; et même quand tu pouvais le confier à quelqu'un, il ne recevait pas l'éducation ni les soins nécessaires pour être demain un homme physiquement sain et équilibré.

"Le but de la Maison de L'Enfant n'est du reste pas seulement de lui assurer les attentions nécessaires, et de te soulager dans tes fatigues. Il va beaucoup plus loin. Les conditions dans lesquelles tu as vécu t'ont empêchée de t'informer de ce qu'il fallait pour élever rationnellement ton enfant. C'est pourquoi nous avons organisé, aussi parfaitement que possible, toutes les commodités nécessaires, et pour assurer à ton fils un milieu agréable, nous avons fait en sorte que tous les éléments d'environnement et complémentaires lui soient assurés, tant du point de vue de l'hygiène, de l'éducation, que de l'alimentation et de la surveillance médicale. Tout cela sera l'uvre de spécialistes compétents.

"La Maison de L'Enfant sera organisée en deux sections principales : celle des plus jeunes, depuis leur naissance jusqu'à l'âge de deux ans, et celle des enfants de deux à cinq ans. Il recevra, à chaque étape, tout ce qui lui conviendra du point de vue alimentaire, de distraction et de formation d'après ses inclinations propres. Et il conviendra que les mères tiennent compte des indications données par le personnel pour que l'uvre de la Maison de L'Enfant soit continuée au sein du foyer.

"Pour toutes ces raisons, tu dois comprendre que c'est pour l'enfant et pour son intérêt que nous t'offrons aujourd'hui la Maison de L'Enfant."

On trouve bien quelques gaucheries de style dans ce texte ; mais il n'y a pas de gaucherie du cur.

Rubi

Cette petite ville catalane comptait, en juillet 1936, 10.000 habitants. Cinquante % des travailleurs étaient employés dans les activités diverses, dont la plus importante était l'industrie textile. Seule organisation syndicale y ayant pris pied : la C.N.T. dont les syndicats comptaient, en temps normal, de 1.500 à 2.000 adhérents. Mais aux activités de lutte de classes et d'action directe propres à cette organisation de combat – que complétait une force libertaire organisée dans la F.A.I. – s'ajoutait un esprit réalisateur et une oeuvre un peu trop ignorée, comme il est arrivé presque toujours. Depuis 1893 on trouvait à Rubi, organisée par nos Camarades, une coopérative comptant en moyenne quatre cents adhérents, dont le nombre doubla pendant la révolution. D'autre part les membres de la C.N.T. avaient, depuis 1920, acheté un terrain afin d'y construire une école rationaliste, qui devait continuer l'uvre de Francisco Ferrer. Dans ce but, chaque adhérent payait au minimum dix centimes par mois, et au moment où éclata la guerre civile, deux écoles, et non une, étaient ouvertes et fonctionnaient.

Ajoutons, pour que l'on saisisse plus complètement l'esprit pondéré de nos camarades, que depuis la fin du siècle dernier, une partie d'entre eux adhéraient dans un but prosélytiste au Centre républicain, ce qui indiquait un esprit de tolérance dont on ne pouvait qu'augurer des résultats positifs.

Autour de Rubi, l'agriculture était assez importante. La grande propriété, moins développée en ses proportions que dans d'autres régions d'Espagne y dominait, exploitée généralement par les possédants qui, en outre, affermaient une partie de leur terre au quart, au tiers et à la moitié des récoltes. Cette âpreté trouvait sa confirmation dans un trait qui rappelait, mais aggravé, ce que nous avons rapporté dans notre chapitre sur Graus, en Aragon : l'eau potable que l'on consommait à Rubi surgissait dans les terres d'un des propriétaires, qui la faisait payer...

Comme à peu près partout, la Révolution fut le contrecoup de l'attaque franquiste, sans quoi nos forces, pour importantes quelles fussent, n'auraient pu parvenir à leurs fins : c'est ce que nous montre l'échec des tentatives insurrectionnelles d'avant 1936 que nous avons déjà citées.

Mais devant l'attaque, tous les ennemis du fascisme se trouvèrent côte à côte. Des catalanistes bourgeois aux anarchistes, l'unité s'était établie. Et comme il arriva presque partout, nos camarades, plus décidés, plus entraînés au combat, furent vite maîtres de la rue. Le danger passé, on envoya des hommes (ou des hommes partirent) au front d'Aragon qui s'établissait dans les combats, en même temps que des renforts étaient acheminés à Barcelone pour consolider la situation. Et pour la consolider davantage encore, on commença les collectivisations.

Afin d'assurer la nourriture, on s'occupa d'abord de l'aliment de base. Il y avait à Rubi, de dix à douze boulangeries dont dépendait la fourniture du pain. La C.N.T. décida de s'en charger, et concentra la production tout entière dans ses locaux où la majorité des patrons et tous les ouvriers acceptèrent de travailler avec une conscience professionnelle qui ne connut pas de failles.

Puis vint le tour des moyens de transport. Sur l'initiative du Syndicat fut constituée une collectivité professionnelle correspondante. Comme pour la boulangerie, les petits patrons y adhérèrent, apportant une vingtaine de camions, des autobus dont nous ignorons le nombre, et une quinzaine de voitures automobiles. L'administration de cette Collectivité fut établie au siège du Syndicat [\(168\)](#).

A son tour, ou presque simultanément, le bâtiment s'intégra à la transformation sociale en cours. Rubi comptait une centaine de maçons, et environ 150 manuvres. Comme à Granollers, comme à Alicante, ces petits entrepreneurs adhérèrent en apportant leurs outils. On établit la liste exacte de ces apports. L'adhérent dont la formation professionnelle était la plus poussée fut nommé conseiller technique, chargé de surveiller et

de guider l'ensemble des travaux sur les divers chantiers. Et la comptabilité fut confiée au spécialiste jugé le plus capable.

A Barcelone, l'industrie du bâtiment était paralysée par le départ des propriétaires, nullement inclinés à faire construire des immeubles, ou à réparer ceux en location, le tout devant leur être enlevé si la Révolution triomphait. Mais à Rubi on travaillait beaucoup, car ce qu'on faisait était immédiatement nécessaire à l'ensemble de la population, et la municipalité avait les moyens d'en assurer le paiement. Par exemple, on construisit deux ponts pour enjamber un large ravin, ce qui était, jusqu'alors resté à l'état de rêve inaccessible, malgré le besoin qu'on en avait. On construisit aussi, toujours sous l'égide de la municipalité, un groupe scolaire assez vaste pour recevoir des centaines d'enfants, et dont, du reste, le gouvernement catalan – mais n'oublions pas que l'instruction publique était aux mains des libertaires – de la Généralité paya une partie des frais (169). On élargit sur une certaine longueur la route qui traversait la localité pour rendre plus aisé le passage des autobus, on répara de très nombreuses maisons, on construisit un canal de 1.500 mètres pour amener l'eau aux terres que travaillaient les camarades de l'agriculture et, toujours pour aider les paysans, on remit à neuf des puits depuis longtemps abandonnés et comblés, d'où l'on se mit à extraire de l'eau qu'on employa pour l'irrigation des cultures grâce à des moteurs électriques spécialement installés.

Tout ce travail était dirigé par une Commission technique de cinq ou six membres nommée par l'assemblée de la Collectivité. De ce personnel seuls étaient payés, en tant que professionnels, le directeur et les deux secrétaires.

Afin d'être aidée dans ces tâches multiples, la Collectivité du bâtiment demanda, et obtint, que les camarades des fabriques prissent part à tous ces travaux deux heures tous les dimanches.

Comme en tant d'autres endroits, les ébénistes et menuisiers constituèrent aussi leur Collectivité qui s'installa dans un vaste atelier disposant d'un outillage moderne et offrant des conditions d'hygiène jusqu'alors généralement inconnues. Jamais, me dit en riant, heureux, au souvenir de cette activité féconde celui qui en fut le principal animateur, on ne fabriqua tant de meubles à Rubi.

La Collectivité agraire fut constituée avec les fermes expropriées des grands propriétaires. Cela représentait les trois quarts de la terre. Deux cent cinquante travailleurs de l'agriculture s'incorporèrent à cette vaste étendue de production. Les zones organisées furent au nombre de six : chacune répondant à une spécialité : culture maraîchère, sylviculture, vignobles, parc agricole, céréales, arbres fruitiers. La Commission directive était nommée par l'Assemblée générale, et à son tour elle nommait le délégué de chaque section.

Comme nous l'avons vu, et comme nous le voyons généralement quand il s'agit de Collectivités, l'esprit corporatif avait disparu. Tous les travailleurs étaient solidaires. Ils passaient d'une section à l'autre quand il en était besoin. Et ils admettaient des mesures qui allaient à l'encontre de leur spécialité de production. Parmi les initiatives qui furent prises, sous la pression des nécessités immédiates, figura l'arrachage de vignes pour semer du blé. Et bien que le terrain ne fût pas des plus appropriés, Rubi serait presque parvenu à récolter assez de froment pour ses habitants, si les difficultés économiques qui s'étendaient dans toute la région, n'avaient répercuté sur la petite ville.

Il était bien resté des "individualistes" en dehors de ces transformations révolutionnaires : mais la majorité de la population marchait avec l'ordre nouveau. A tel point qu'un certain nombre de jeunes gens et de jeunes filles s'étaient séparés de leur famille pour y adhérer ; on dut organiser, pour héberger ces célibataires, deux sections très pudiquement séparées : "Je puis t'assurer que rien d'immoral ne s'est jamais produit" me disait l'animateur dont nous avons déjà parlé. Et je pouvais le croire sur parole.

La Coopérative ne se cantonna pas dans ses seules premières activités. Nous avons dit que le nombre de ses adhérents doubla ; la part prise à la distribution des marchandises s'étendit en conséquence, et neuf nouveaux dépôts ou points de vente furent créés, ce qui n'empêcha pas le petit commerce de continuer, sous un certain contrôle, comme on s'en doute. Les détaillants étaient soutenus par la section de ravitaillement du gouvernement catalan.

Rubi présente un exemple d'évolution très caractéristique quant à la structure d'organisation générale de la société. Lorsque commencèrent les événements, la majorité du conseil municipal était constituée par les catalanistes de gauche dont le chef, Luis Companys, fusillé plus tard par les franquistes, était président du

gouvernement de Catalogne ; le 6 août, soit trois semaines après le début de la Révolution, cette majorité démissionna devant la prédominance de nos forces et les bouleversements sociaux qui s'opéraient sous leur impulsion. Sa situation était d'autant plus difficile que les fermiers – les "rebassaires" – appuyaient ce bouleversement, ainsi du reste que le P.O.U.M. (parti ouvrier d'unification marxiste), de caractère trotskisant.

Dès lors, parce que nos camarades ne voulaient pas abuser de la victoire, parce que l'impératif de la guerre commandait de rester unis pour ne pas livrer l'Espagne à Franco, parce que les républicains de gauche appuyaient les réformes sociales [\(170\)](#), le nouveau conseil municipal fut composé de six membres de la C.N.T. et de six représentants des catalanistes d'avant-garde. Mais la nouvelle loi de février 1937 ayant ordonné que tous les partis politiques fussent représentés (ce qui était une des premières manœuvres contre-révolutionnaires), le conseil se trouva définitivement composé de sept membres de la C.N.T., sept de la gauche catalane, deux membres de l'U.G.T. dont la section locale se constitua alors sous l'impulsion des communistes qui battaient le rappel des petits propriétaires réactionnaires afin de faire échec à la collectivisation, et deux membres du parti dénommé d'Action catalane. Tant de tendances diverses coexistant par force au sein du Conseil, cela devait donner lieu à des frictions et à des heurts, car naturellement ceux qui n'approuvaient pas l'implantation du socialisme libertaire considéraient que la C.N.T. allait beaucoup trop loin. D'autre part, nos camarades s'opposaient au fonctionnement traditionnel, essentiellement politique du Conseil, où les jeux stériles des partis, souvent téléguidés par les comités résidant dans les grandes villes, finiraient par ressusciter l'ancien ordre des choses. Mais, forts de l'appui des syndicats, des collectivités diverses, et même de la coopérative, ils ne cédèrent pas.

Alors, les partis décidèrent de ne plus collaborer aux tâches pratique de caractère municipal, ou relevant de la compétence du Conseil. Et nos camarades durent prendre en charge les activités les plus importantes : ravitaillement, travaux publics, industrie et agriculture. Ils réussirent assez pour que les organisateurs avec lesquels je m'entretenais de ces réalisations en eussent, quinze ans plus tard, les larmes aux yeux au souvenir de ce paradis perdu.

Castellon de la Plana

Castellon de la Plana, chef-lieu de la province qui porte son nom, comptait, quand éclata la révolution, 50.000 habitants. Notre mouvement n'y était pas important. L'explication de cette faiblesse est double : d'une part, l'industrie était peu développée, ce qui n'avait pas facilité l'essor d'une force syndicale puissante ; d'autre part, si dans les campagnes environnantes on trouvait fréquemment des petits propriétaires d'esprit libertaire, la grande masse s'arrêtait au républicanisme.

Or, à Castellon et dans les environs, le républicanisme était populaire, et comme la république ne comptait pas plus de cinq ans au moment de l'attaque franquiste, ses partisans n'avaient pas eu le temps de se corrompre dans les marais du nouveau régime. Ce qui, d'autre part, explique pourquoi on évita, le 19 juillet, que les fascistes pussent triompher à l'échelle locale, et pourquoi, aussi, la population accepta sans trop de difficultés l'œuvre de transformation locale entreprise par nos camarades. Il est sans doute utile d'ajouter que la majorité des républicains syndiqués l'étaient à la C.N.T. parce qu'ils craignaient pour l'avenir le danger d'étatisme et d'étatisation qu'ils prévoyaient dans le socialisme traditionnel, et le parti s'en réclamant. Cela n'était du reste pas exceptionnel en Espagne [\(171\)](#).

L'Union générale des travailleurs, concurrente de la Confédération nationale du travail, avait cependant plus d'adhérents que cette dernière, mais c'étaient des ouvriers dont les aspirations socialistes étaient demeurées intactes. Ces circonstances faisaient généralement que dans nos meetings, plus de la moitié des auditeurs, quoique non libertaires, applaudissaient nos orateurs.

Les circonstances facilitèrent la tâche de nos camarades sans balayer pour cela les obstacles. Les politiciens professionnels étaient désarmés devant cette situation nouvelle, où pour eux tout était sens dessus dessous. D'autre part, de nombreux patrons, de nombreux propriétaires terriens étaient sinon fascistes, fascisants ; d'autres ne l'étaient pas, mais adhéraient aux partis de droite, et désiraient tout de même le triomphe des généraux insurgés.

Nos camarades savaient, d'avance, ce qu'ils voulaient dans le cas d'une situation comme celle qui justement se présenta. Ils commencèrent donc par organiser des comités de contrôle dans les entreprises. Ces comités avaient déjà été acceptés, trois ans plus tôt, quand Largo Caballero était ministre du Travail, et que, pour calmer l'ardeur révolutionnaire des travailleurs et limiter leurs revendications, il avait légalisé la création de ces nouveaux organismes.

Il n'y avait donc pas maintenant de raison pour s'opposer légalement à leur généralisation, et les partis politiques furent obligés de les laisser naître et se développer.

Et de nouvelles positions furent rapidement conquises ; les patrons ne se souciaient pas de maintenir la production à son niveau normal, encore moins de construire des chars d'assaut (pauvres chars d'assaut !) et de fabriquer des éléments de combat. Alors les travailleurs, guidés par la C.N.T., se substituèrent à eux et commencèrent à diriger le travail.

C'est ainsi que, le 20 octobre 1936, le Syndicat de la métallurgie décida de prendre possession des ateliers. A cet effet, il nomma un "Comité d'expropriation, d'administration technique et d'économie" qui adopta sur-le-champ les mesures suivantes :

- 1. *Procéder à un inventaire détaillé de tous les ateliers et les garages locaux.*
- 2. *Etablir la statistique des salariés et des patrons de ces garages et ateliers.*

Puis il organisa cinq sections de direction du travail mécanique, fonderie, serrurerie, ferblanterie, garages. Bientôt les ouvriers du bâtiment et les travailleurs sur bois s'organisèrent de la même façon. Et presque toute la production industrielle, sinon toute, fut socialisée sous l'égide des Syndicats libertaires.

Nous prendrons l'organisation des métallurgistes et des garages, qui s'y étaient joints, comme modèle pour toutes les industries. Une des raisons de ce choix est qu'il s'agissait de la branche de production la plus importante.

Nous trouvons d'abord le comité syndical, qui comprend en premier lieu une Commission technique chargée de la direction générale du travail dans tous les établissements ; cette Commission est élue par l'assemblée générale, et remplace les patrons spécialisés et les techniciens maintenant défaillants.

Elle est aussi chargée de distribuer le travail dans les ateliers et les garages, selon les possibilités de production, l'outillage, l'organisation, l'importance. On procéda du reste, comme on a procédé à peu près partout, à un regroupement qui éliminait les installations trop petites pour être rentables, et l'on constitua, ou agrandit, d'autres unités de production plus modernes, et mieux installées, pour le travail et les travailleurs.

Dans chaque atelier, ou garage, l'assemblée des ouvriers a nommé une commission de direction non bureaucratée. Toutes les commissions sont en contact avec la Commission technique syndicale, et les responsables se réunissent tous les soirs avec elle pour orienter l'activité générale.

La Commission administrative syndicale s'occupe particulièrement du maniement de l'argent, qui continue d'exister, car, répétons-le inlassablement, nous sommes dans une société mixte, dont le cadre politique est à prédominance républicaine, et où la petite bourgeoisie, même sans être toujours réellement hostile, constitue un élément local important. C'est cette Commission qui paie les travailleurs selon les catégories établies par les assemblées syndicales : techniciens, agents commerciaux, compagnons, demi-compagnons, apprentis. Elle est, de plus, divisée en cinq sections correspondant aux catégories du travail. Les sections les plus importantes ont un employé nommé par le conseil syndical.

Les ateliers et les garages effectuent le travail (réparations, changement de pièces, etc.) demandé par les clients résidant à Castellon ou dans les environs, ou encore par la clientèle de passage. Ici se répète, quant au mode de paiement, ce que nous avons vu en d'autres occasions. Si, par exemple, le possesseur ou le chauffeur d'une automobile veut la faire réparer, il se présente à un garage ou à un atelier de mécanique, expose ce dont il a besoin, en demande le prix. Le délégué responsable lui indique la somme à payer, mais le client ne paie pas directement aux travailleurs qui font la réparation. Il va porter la note et l'argent au Syndicat ; on lui donne alors le reçu correspondant. Muni de ce reçu, il retourne au garage, à l'atelier où le travail est exécuté.

Ainsi, tous les comptes sont centralisés, la caisse de tous les garages, de tous les ateliers de mécanique, de toutes les fonderies est commune. Mais chaque opération est enregistrée scrupuleusement, de façon à suivre en détail la vie économique de chaque unité de travail. Ce qui n'empêche pas l'appui donné par les sections bénéficiant d'excédents à une section en déficit, quand le cas se produit ([172](#)).

Tous les mois, le conseil technique et administratif présente à l'assemblée générale du Syndicat un rapport qui est examiné, discuté si nécessaire, enfin approuvé ou non à la majorité. Des modifications sont introduites quand cette majorité le croit utile. Toutes les activités sont donc connues et contrôlées par l'ensemble des travailleurs. Nous retrouvons là un exemple appliqué de la démocratie libertaire.

Telles sont les normes suivies dans tous les métiers, toutes les industries localement socialisés. Mais analysons plus à fond.

Comme on peut le supposer, les anciens patrons ne sont pas admis au Syndicat ; toutefois ils sont acceptés comme producteurs dans les ateliers. Ceux qui, physiquement ou mentalement déficients, ne peuvent travailler, et sont sans moyens d'existence, reçoivent un salaire, comme les ouvriers.

Dans l'ordre professionnel, les travailleurs qui veulent passer à une catégorie plus élevée le peuvent, mais doivent auparavant accepter de subir un examen théorique et pratique devant le conseil central du Syndicat, et les délégués d'atelier.

Enfin, lorsque cela est nécessaire, le Syndicat applique – sur acceptation de l'assemblée générale – des mesures disciplinaires. C'est le seul cas que nous ayons connu et enregistré, mais nous ne pouvons affirmer qu'il n'y en ait pas eu d'autres. Dans les premiers mois de la révolution, et croyant que la disparition du patron justifiait une négligence inhabituelle, certains travailleurs observèrent un laisser–aller excessif (cela se produisit aussi dans l'industrie du bâtiment, à Alicante). Aussi, dans l'assemblée du 30 décembre, une résolution fut prise – nous ne savons si à la majorité ou à l'unanimité – dont voici le texte, affiché dans les ateliers ([cf la version originale en annexe](#)) :

"Camarades

"1. Les délégués d'atelier sont nommés en accord avec le règlement fait par vous et par le Comité.

"2. D'après l'article 5 de notre règlement, ces délégués sont responsables des questions techniques et administratives de l'atelier.

"3. D'accord avec l'assemblée générale du 30 décembre 1936, il est fait confiance aux délégués pour que, en cas de manquement à la discipline du travail et du non–accomplissement de leurs devoirs par les camarades qui composent le personnel de l'atelier, les mesures disciplinaires considérées nécessaires soient prises afin d'assurer la bonne marche et un développement satisfaisant du travail dans les ateliers du Syndicat.

"4. Ces délégués ne pourront appliquer de sanctions importantes, comme le renvoi de camarades d'un atelier, sans accord du Comité et de la Commission directive du Syndicat.

"5. Tout camarade ayant à se plaindre du délégué tant pour des questions syndicales que pour celles concernant le travail devra, pour ne pas provoquer de désordres, s'abstenir de critiquer directement et personnellement ; il s'adressera aux camarades du Conseil d'administration qui prendront les décisions nécessaires.

"6. Toutes les affaires courantes se rapportant au travail ou de caractère syndical qui se poseront aux camarades des ateliers devront être traitées par l'intermédiaire des délégués respectifs.

"Ce que nous communiquons aux délégués pour qu'il en soit tenu compte.

Castellon, le 1er janvier 1937."

Une fois encore nous voyons que le sérieux avec lequel tout est conduit pour assurer le succès des réalisations prolétariennes implique une discipline librement consentie, considérée comme une garantie de succès. Et sans

doute, en fin de compte, mieux vaut un excès d'exigence dans la responsabilité qu'une irresponsabilité qui mènerait à la délinquance et à l'échec. Cette discipline et cette responsabilité étaient déjà proclamées par Proudhon avec la force qu'on lui connaît.

Mais l'activité de nos camarades ne s'est pas limitée à organiser les industries. Ils se sont intégrés au Conseil municipal, où ils sont du reste minorité. Ce ne sont pas de beaux parleurs, de brillants orateurs, mais ils sont intelligents, leur sens pratique ou humain n'est pas faussé par l'esprit politicien, et ils savent défendre avec conviction les initiatives constructives qui découlent de leurs idées et de la situation nouvelle. Parmi les réformes proposées figurent le salaire familial et la socialisation de la médecine par la municipalité. Les autres conseillers, républicains et socialistes – socialistes partisans de Largo Caballero qui préconisaient de nombreuses réformes quand ils étaient dans l'opposition – s'y refusent, invoquant la constitution républicaine, les lois en vigueur et des raisons économiques.

Or, pour le malheur des politiciens, les séances du Conseil sont publiques, et les ouvriers, ainsi que les femmes du peuple, suivent ces séances avec attention. Il en résulte que bien des adhérents à l'U.G.T., déçus du comportement antisocialiste de leurs dirigeants socialistes passent à la C.N.T. et dans toute la province les adhésions à cette dernière augmentent à une cadence inattendue. Evolution interne d'une société en période de transformation révolutionnaire.

Les effectifs de l'U.G.T. ne diminuent pas pour autant. Car les petits patrons–artisans rétifs à la socialisation, les concierges, généralement défenseurs de l'ordre établi, les employés de bureau à âme de bureaucrates, les commerçants ennemis des coopératives, les petits propriétaires terriens qui croient que nous voulons les laisser sans moyens d'existence et les dépouiller de leur récolte le moment venu, adhèrent en masse à l'organisation réformatrice, c'est-à-dire à l'U.G.T. où les communistes étendent leur influence. Les gens de droite s'y infiltrent aussi afin d'en faire une forteresse, ou tout du moins un bastion défenseur de leurs privilèges, en attendant de récupérer ceux qu'ils ont perdu.

Malgré tout, les nôtres obtiennent des réformes de fond. La plupart des médecins qui ne veulent pas être dirigés par la bureaucratie d'Etat, mais travailler sous l'inspiration de leur devoir professionnel et des problèmes sociaux qu'ils sont à même de constater, adhèrent à notre mouvement et aux solutions sociales qu'il propose.

Sur le terrain communal, nos camarades ont arraché aussi la socialisation de l'habitat. Le loyer des logements n'est plus versé au propriétaire – tant pis pour la Constitution et pour le droit romain ! –, mais à la municipalité qui a fait supprimer à peu près tous les impôts locaux ; et les familles ouvrières peuvent jouir d'un habitat hygiénique et confortable, car les réparations de maçonnerie, les constructions nécessaires sont entreprises dès que le besoin en est reconnu. Ajoutons que, comme on verse au petit patron dépossédé et hors d'état de travailler, un salaire normal, on laisse au petit propriétaire la maison qu'il a construite par ses efforts.

Cette socialisation de l'habitat, qui se répète très souvent, n'est pas la moindre des réformes que l'on trouve en de nombreux endroits.

L'exemple de Castellon de la Plana, qui n'est du reste pas le seul de son espèce, nous apparaît comme ayant un caractère significatif. Il prouve la possibilité de réformes extrêmement hardies dans une société non entièrement sortie de son cadre politique. Il montre que la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme peut, si elle est conduite avec intelligence, capacité réalisatrice, tact, et élévation d'esprit, perdre beaucoup de sa rudesse et gagner en efficacité. En tout cas, il ouvre des horizons, comme il en a été ouvert dans des localités où seules certaines industries ont été socialisées parce que, seules, elles disposaient de cadres révolutionnaires suffisants, tandis que les autres n'en disposaient pas. Les douze millions de membres de coopératives de consommation d'Angleterre n'empêchent pas l'existence du commerce privé. Pour les partisans de la création d'une société nouvelle, bien des étapes pourraient être franchies sans verser des torrents de sang.

La socialisation à Alicante

Comme Elda, comme Jativa, comme Castellon, Alicante, capitale de la province où se trouvent ces localités, comptait depuis longtemps un mouvement social de caractère libertaire qui se maintint contre vents et marées au long de l'histoire sociale de cette région. Et dans les événements qui ouvrirent le chemin de la révolution sociale, la solidarité traditionnelle existant entre ces villes, leurs syndicats et leurs groupements libertaires fédérés permit de réaliser ce que chaque ville isolée n'aurait sans doute pas même pu entreprendre.

Car les forces armées de la C.N.T., les groupements de combat antifranquistes mis sur pied par nos camarades ou avec leur participation empêchèrent, ici aussi, les éléments réactionnaires de prendre d'assaut les institutions républicaines, même d'en esquisser la tentative.

La paix ne fut donc pas sérieusement perturbée, et la garde civile se laissa désarmer. Mais là encore, dès que les travailleurs libertaires qui luttaient depuis le dernier quart du XIXe siècle pour la construction d'une société nouvelle, furent, grâce aux circonstances politiques, devenus maîtres de la situation, on ne pouvait attendre d'eux qu'ils laissent subsister un monde social qui engendrait le fascisme, et où régnaient l'injustice et un désordre économique qu'ils ne connaissaient que trop.

Pour réaliser leur idéal, il y avait toujours, à la base, nos Syndicats : d'abord, celui de la métallurgie, qui était le plus important, et groupait tous les ouvriers sur métaux. Puis, le Syndicat du bâtiment, de structure, aussi industrielle, et comprenant les maçons, les carriers, les plâtriers, les menuisiers, les charpentiers, les peintres, les couvreurs, etc. Ensuite le Syndicat de l'habillement, avec les tailleurs, les couturières, les spécialistes de la lingerie ; par ordre d'importance suivaient le Syndicat de l'alimentation, puis celui de l'industrie chimique, et enfin le Syndicat des transports terrestres et maritimes.

Observons cependant que, parmi les industries, l'Union générale des travailleurs comptait, elle aussi, un Syndicat dans le bâtiment, un dans l'industrie de la pêche (branche de l'alimentation), un autre dans l'industrie chimique. Ce qui ne constitua pas un obstacle insurmontable pour aller de l'avant. Alicante est un des exemples où les travailleurs socialistes de la base, bien qu'adhérant à l'U.G.T., refusèrent d'obéir aux directives antirévolutionnaires de leurs leaders.

Les données que nous reproduisons n'ont pas été recueillies directement sur place. Elles reposent sur les témoignages de militants qui prirent part à cette oeuvre constructive et nous l'expliquèrent dans des entrevues que nous eûmes spécialement avec eux, après le triomphe de Franco. Voici ce qui nous a semblé le plus important, et dans une certaine mesure, original, parce que répondant à une situation sociale, locale, particulière, et, il faut bien le dire, à la mentalité des hommes.

Socialisation du bâtiment. – L'industrie du bâtiment était aux mains de petits entrepreneurs. Dans une assemblée spécialement convoquée, le Syndicat des travailleurs cénétistes du bâtiment décida de s'emparer des éléments techniques de travail et d'en socialiser l'emploi. Ce qui fut fait. On dressa, dans chaque cas, un inventaire de l'outillage et des matières premières au pouvoir de chaque patron dépossédé, à des fins d'indemnité. Fait assez inhabituel et contraire aux positions de principe du mouvement libertaire, mais n'oublions pas que les entrepreneurs étaient des petits patrons, et que dans ce cas comme dans d'autres, les petits patrons travaillaient souvent plus que leurs ouvriers. Nous allons en voir bientôt les conséquences.

Car, d'abord, dans le système qui faisait du Syndicat le coordinateur et l'orienteur du travail général, il fallut choisir, par chantier, un responsable devant ses camarades et devant la commission de coordination syndicale. Ce responsable devait fatalement être capable de diriger un chantier, donc être techniquement préparé. Or, dans l'ensemble, les patrons de l'industrie du bâtiment étaient de meilleurs techniciens que les ouvriers salariés. Et, comme on ne voulait pas courir le risque d'échecs aux conséquences immédiates et graves, c'est parmi eux qu'on choisit les chefs de chantier.

D'autre part, il apparut, dans la pratique, que ces ex-petits entrepreneurs qui, acceptaient sans trop regimber la situation nouvelle, avaient un sens du devoir supérieur à celui des ouvriers moyens, habitués à être commandés et à ne pas prendre de responsabilités. Et qu'ils veillaient mieux que leurs nouveaux camarades à la qualité du travail. Dans ce cas comme dans d'autres, on ne pouvait pas pratiquer d'un coup l'égalité absolue des salaires, car on ne devait pas, au milieu des difficultés d'une révolution, provoquer des conflits qui

auraient nui à la production. Pour toutes ces raisons, le Syndicat se vit obligé d'établir une différence de rétribution. Les travailleurs sans responsabilités techniques touchèrent dix pesetas par jour, et les travailleurs ayant des responsabilités techniques en touchèrent quatorze.

Cela fut peut-être facilité par l'importance relative du nombre de membres de l'U.G.T., qui avaient adhéré à la syndicalisation et heurtaient nos camarades. Mais encore une fois il fallait assurer la bonne marche et la qualité du travail ; il ne fallait pas que les maisons construites ou réparées se lézardent ou se détériorent au bout de quelques semaines ou de quelques mois. Ce qui aurait justifié le retour au capitalisme.

Observons d'ailleurs que les salaires étaient fixés par l'assemblée générale du Syndicat, par conséquent au moins avec l'assentiment de la majorité des travailleurs qui s'inclinaient devant ces réalités.

Le Syndicat du bâtiment exerce donc le contrôle sur l'ensemble des chantiers, des anciennes entreprises transformées en sections ou en cellules, dans un régime dont le cadre est demeuré républicain. Situation qui rappelle celle de Castellon de la Plana. Une partie importante de la vie sociale répond encore aux principes juridiques établis ; il y a toujours des classes sociales, des couches parasites ou privilégiées – quoique l'importance de ces dernières ait diminué dans de larges proportions et soit normalement condamnée à se réduire bien davantage –, un capital financier, au pouvoir très diminué, des intermédiaires de la distribution qui exploitent encore la population, mais que les coopératives naissantes tendent à réduire à la portion congrue ; mais il y a aussi, parallèlement, des métiers, des industries, des activités de production ou de services, souvent les plus importantes, qui sont aux mains des travailleurs, hier salariés et soumis à la classe patronale, aujourd'hui maîtres de leur destin.

Le Syndicat du bâtiment comptait 500 maçons, 85 peintres auxquels il fallait ajouter les couvreurs, les serruriers, les architectes, etc ; Les unités de travail étant dûment organisées, on se mit à réparer les immeubles, à ravalier les maisons, pour le compte des propriétaires. On entra en contact avec la municipalité pour des travaux publics et des constructions dépendant de sa bonne volonté et de ses ressources financières. Ainsi cette dernière fit-elle réparer les écoles, et les hôpitaux. De nouveaux bâtiments surgirent, et comme on s'attendait à de mortels bombardements de l'aviation fasciste, on construisit – ce qui se fit un peu partout – des refuges pour la population.

Le mécanisme d'administration montre, une fois de plus, la tendance que nous voyons un peu partout, de faire accéder chacun aux responsabilités générales [\(173\)](#), ou participer à la direction de la vie collective.

Mais, si chaque chantier compte un responsable technique chargé de la direction du travail, on y trouve aussi un délégué syndical choisi par les travailleurs. Responsable et délégué établissent de concert les devis demandés. La collaboration est étroite et permanente. On s'efforce de susciter l'enthousiasme, l'intérêt moral, d'en appeler à la conscience de chacun. Et quand, un travail fini, il apparaît que le bilan est bénéficiaire par rapport aux calculs établis, le Syndicat félicite les travailleurs du chantier. Mais il blâme dans le cas contraire.

On peut demander avec raison pourquoi les bénéfices ne sont pas répartis entre les travailleurs à l'effort desquels ils sont dus. Simplement parce qu'on les réserve à des oeuvres de solidarité. Ainsi, la disparition de grands propriétaires, ou la suspension des travaux du bâtiment, ont provoqué, et provoquent par moments un chômage partiel, mais il n'y eut pas, il n'y a pas pour cela de véritables chômeurs. Grâce aux fonds possédés par le Syndicat, on peut, à tour de rôle, faire reposer vingt maçons, dix peintres, etc. Le chômage se transforme en vacances ou en loisirs.

L'industrie de la conserverie. – Cette industrie concerne surtout les fruits et les légumes, produits en grandes quantités dans cette région levantine. Mais suivant la conception, ou le principe de l'organisation solidaire des activités connexes, elle englobe aussi les travailleurs chargés de la fabrication, de la préparation, des emballages : non seulement des emballages en bois, des caisses pour les expéditions, mais aussi les boîtes en fer-blanc. La structure et le fonctionnement de l'organisation générale présentent le tableau suivant :

Les entreprises emploient généralement une main-d'uvre nombreuse, et les assemblées, où les femmes dominant, nomment sur les lieux du travail un délégué (ou une déléguée) responsable pour vingt travailleurs. A leur tour, les délégués responsables réunis nomment un ou une responsable pour l'entreprise entière. Il y a également un délégué du syndicat par section, pour le contrôle de la condition des travailleurs dans les ateliers, les bureaux, les magasins, les entrepôts, etc. Naturellement, ces délégués travaillent, eux aussi.

Les fruits et les légumes sont fournis par les Collectivités agraires. La coordination fraternelle entre les producteurs de la campagne et ceux de la ville, et entre leurs organismes respectifs, s'étend donc et se complète. Si l'on ajoute la collaboration existante entre les Syndicats et les municipalités, on voit se constituer un organisme social dont les différentes parties s'harmonisent et se complètent au lieu de s'opposer.

Les conserves sont emmagasinées et mises à la disposition du Syndicat de l'alimentation ; celui-ci les vend aux conseils municipaux de la région, aux commissions provinciales de ravitaillement ; l'intendance militaire elle-même – n'oublions pas que nous sommes en guerre – figure parmi les acheteurs.

La boulangerie. – Ensemble, le Syndicat de la C.N.T. et celui de l'U.G.T. socialisèrent les boulangeries. Les "hornos" (fournils) devinrent la boulangerie n°1, la boulangerie n°2, n°3, etc. comme nous l'avons déjà vu dans d'autres cas. La farine est équitablement répartie entre eux, les ressources financières sont communes. Comme dans les cas précédents, le personnel de chaque entreprise élit un délégué responsable, que le Syndicat contrôle, et qui est aussi responsable devant lui.

Le vêtement. – La plupart des patrons des fabriques et ateliers se sont retirés des entreprises où ils ne commandaient plus, et dont ils n'étaient plus propriétaires. Le délégué d'entreprise, choisi par les assemblées d'entreprise, et responsable devant le Syndicat qui coordonne maintenant le tout, constitue aussi l'axe du mécanisme d'organisation.

Comme nous l'avons vu dans tant d'autres endroits, le client désirant par exemple, se faire confectionner un complet, ou un pardessus, s'adresse à l'atelier de son choix, où on lui communique le barème des prix, selon la qualité par lui demandée. En échange de l'argent versé, il reçoit un reçu provenant du carnet à souches en triple exemplaire que nous avons déjà décrit dans d'autres chapitres ([174](#)).

Les coupeurs et autres ouvriers remplacent les patrons dans la direction du travail. Les salaires sont de dix pesetas par jour tant pour les ouvriers que pour les ouvrières. Certains, parmi les meilleurs spécialistes, sont payés 12 pesetas. Reste d'inégalité qui peut être en partie explicable, comme dans le cas du bâtiment. Mais il y a loin de ce surplus à ce que touchait un patron. Malgré tout, ce sont des problèmes qu'un mouvement transformateur devrait étudier.

Industrie métallurgique. – Dans les classements peut-être un peu sommaires et inspirés par un but d'unification, la métallurgie englobe, à Alicante, de la bijouterie à la grosse chaudronnerie en fer. Mais naturellement la bijouterie ne joue aucun rôle dans l'organisation d'ensemble de la production socialisée.

D'autre part, l'U.G.T. et la C.N.T. sont d'accord, et travaillent ensemble.

Les deux centrales syndicales constituent l'I.M.S.A. (Industries Métallurgiques Socialisées d'Alicante). Ce complexe a été organisé en sections qui comprennent un Conseil général intégré par une Commission de travail, une Commission technique, une Commission d'achat et de vente, une Commission administrative, etc. Comme dans les cas précédents, les travailleurs nomment sur place les responsables qui agissent d'accord avec le Conseil syndical.

Les deux organisations syndicales sont en contact avec les délégués au Conseil de l'I.M.S.A. Comme les boulangeries, les ateliers sont désignés par numéro. Ce sont les parties d'un grand tout solidaire.

Les réalisations éparses

La révolution espagnole n'a pas toujours pu socialiser la totalité des ateliers, des fabriques, des usines et des industries établis dans une localité ou dans une région. La résistance des forces politiques alliées à ce qui restait de la bourgeoisie même, a empêché d'aller au-delà de certaines limites. D'autre part, souvent des entreprises étaient isolées dans telle ou telle partie d'une province. Ou bien encore, les travailleurs n'avaient pas été gagnés assez vite par l'organisation des fédérations d'industrie à l'échelle nationale. Et selon les circonstances, certains établissements restés en marge ont été collectivisés, ou se sont organisés en agissant sur leur seule initiative – ou en imitant simplement ce qui se faisait ailleurs.

Il en a été de même pour les Collectivités agraires, particulièrement en Catalogne : les réalisations de ce genre ont été peu nombreuses dans les campagnes catalanes, le paysan de cette région étant plus incliné vers la petite propriété individuelle que vers la communauté sociale. Les collectivisations agraires catalanes ont donc donné lieu à des groupements qu'on ne peut comparer aux Fédérations d'Aragon, du Levant et du Centre.

Cependant, des réalisations surgiront très souvent et mériteraient un recensement et une étude approfondie. Et s'il est impossible de les insérer historiquement dans des organismes d'ensemble – locaux, régionaux, nationaux – elles n'en offrent pas moins un intérêt certain. Souvent chacune mériterait une monographie séparée. Une seule d'entre elles, réalisée de nos jours, susciterait l'intérêt des réformateurs à l'échelle internationale. Voici quelques exemples, de caractère industriel, et un de caractère agricole qui ne font qu'illustrer davantage la multiplicité des initiatives créatrices sur laquelle on n'insistera jamais assez.

Les cordonniers de Lerida

Quelques jours après le soulèvement fasciste, et sous l'impulsion des espérances que le déclenchement de la guerre civile faisait naître, quelques cordonniers de Lérida (capitale de la province qui porte ce nom), appartenant au mouvement libertaire se réunirent pour, en même temps qu'ils envisageaient la façon de participer à la lutte, organiser un nouveau mode de vie. Les autorités républicaines avaient pratiquement disparu, rien n'empêchait donc de tenter l'expérience.

A cette première réunion assistaient aussi un petit patron, et son fils. Bientôt d'autres ouvriers se joignirent au groupe initial, d'autres petits patrons firent de même. Et l'on s'organisa sur une base collectiviste.

Cette transformation entraînait une révolution dans les méthodes de travail. Il n'était plus question de coudre le cuir avec l'alène et l'aiguille. On disposait de quelques machines, qu'il fallut bientôt employer à plein, car les commandes affluaient, dont une partie, qui grossit vite, pour les autorités : il fallait des brodequins pour les miliciens. On concentra davantage d'ouvriers, et le nombre des collectivistes finit par s'élever à une cinquantaine. On se procura de nouvelles machines, on en eut bientôt vingt-trois.

Le Comité responsable de la direction se composait de six travailleurs : trois de la C.N.T. et trois de la F.A.I. ; à chaque renouvellement, il était élu par l'assemblée des collectivistes.

Le rendement augmenta ; la ville fut bombardée par l'aviation fasciste au début de décembre 1937, mais, à cette époque, tout en satisfaisant aux besoins de la population locale, la Communauté des cordonniers de Lérida fabriquait 1.500 paires de chaussures par jour.

Le gouvernement catalan augmenta les commandes pour les miliciens. Faute d'argent (selon le ministre communiste Comorera qui était alors à la tête du ministère de l'industrie), le paiement des articles livrés cessa bientôt. Et lorsque se produisit l'avance fasciste, c'étaient des millions que ledit ministre devait à la Communauté des cordonniers de Lérida. Heureusement ses membres trouvaient-ils sur place, grâce aux réparations et à la fabrication du sur mesure, grâce aussi au jardinage qui leur permettait de se procurer quelques éléments de nourriture, de quoi faire vivre leur famille.

Les minoteries de Valence

La secousse provoquée dans le domaine politique par l'attaque franquiste eut, naturellement, ses répercussions dans le domaine économique. Une désorganisation plus ou moins intense se produisit dans des secteurs vitaux pour la population. Les autorités étaient incapables de la moindre initiative utile, et il fallut que les travailleurs, particulièrement ceux qui, grâce à l'organisation syndicale, avaient le sens des cohésions nécessaires, se chargent de remplacer le capitalisme privé si souvent défaillant.

On le vit, par exemple, dans le cas du ravitaillement en farine de de Valence, où le gouvernement central s'était installé avec toute sa bureaucratie. Des délégués de l'U.G.T. et de la C.N.T., qui travaillaient dans l'alimentation, durent se réunir pour faire face à la grave pénurie qui apparut très vite, et qui constituait un facteur de désordre dont les fascistes auraient pu bénéficier. Et le 1er octobre 1936, la constitution d'un organisme appelé "Minoteries socialisées" commençait à fonctionner sous la direction d'un conseil ouvrier composé de membres des deux grandes organisations syndicales, la C.N.T. et l'U.G.T.

Normalement la capitale du Levant recevait et consommait mille sacs de farine par jour. Mais la situation s'était compliquée du fait de la guerre civile, et il fallait davantage de pain pour compenser la pénurie d'autres aliments. De la frontière française à Gibraltar, l'Espagne orientale n'était pas productrice de blé ; comme nous l'avons déjà dit, les grandes régions céréalières se trouvaient en Castille et en Andalousie, tombées très tôt aux mains de Franco. En outre, nous avons vu que la région levantine supportait la charge d'un nombre de réfugiés qui ne fit qu'augmenter au long des mois.

Dans ces circonstances où il n'y avait pas de temps à perdre, car le pain devait être assuré, les moulins assez modernes passèrent rapidement aux mains des travailleurs. Mais la fourniture du blé nécessaire fut bientôt sous la coupe du ministre de l'Agriculture, le communiste Uribe, qui était certainement obligé de mesurer et de prévoir, mais qui, d'autre part, se gardait bien de chercher à établir un accord avec le groupement des "Minoteries socialisées". Tuer la révolution qu'on ne peut dominer : telle fut toujours, depuis Marx, l'attitude des communistes.

Ce groupement fonctionna quand même. L'organisation de l'ensemble fut divisée en deux sections. L'une, la section d'achat, dont les agents parcouraient les campagnes, et même faisaient des incursions dans certaines régions de l'Espagne occupée par le franquisme, afin de procurer du blé. L'autre, la section des ventes, qui se chargeait de distribuer la farine chez les boulangers de Valence. Une troisième section, complémentaire, de caractère administratif, était chargée des statistiques, de la correspondance, des archives, de la comptabilité.

Dès le premier moment, le Comité organisateur, intégré toujours par des camarades de l'U.G.T. et de la C.N.T., présenta au ministère de l'Agriculture les conclusions que leur imposait la gravité de la situation :

- 1. – Réquisition de tout le blé existant sur le territoire de la nation.
- 2. – Distribution, dans les provinces, selon leurs nécessités respectives.
- 3. – Etablissement d'un prix ne devant pas dépasser 45 pesetas le quintal.
- 4. – Importation immédiate par l'Etat de blé de Russie et d'Argentine.

Leurs demandes furent ignorées. La précieuse céréale manqua bientôt, ce à quoi devait s'attendre tout individu quelque peu informé de l'économie espagnole. Mais tant qu'il y eut du blé, et de la farine, ceux-ci furent distribués, grâce aux "Minoteries socialisées" de la région valencienne.

La coopérative chocolatière de Torrente

Dans la province de Valence, Torrente est une localité renommée pour sa production de confiserie, particulièrement de chocolat. Cette industrie était aux mains de petits patrons, 45 en tout, travaillant à l'échelle artisanale, et qui, selon l'importance de leurs moyens, employaient un ou quelques salariés.

Mais poussés par le désir de moderniser la production, et de préserver la santé des travailleurs, les membres de la C.N.T. convoquèrent une assemblée qui eut lieu le 1er septembre 1936 : moins d'un mois et demi après le début de la guerre civile. Les patrons y furent invités, tout comme les salariés. Et, comme dans tant d'autres occasions, employeurs et ouvriers se mirent d'accord pour aller de l'avant.

C'est ainsi qu'on décida à l'unanimité d'organiser la "Coopérative des travailleurs chocolatiers de Torrente". Immédiatement, les travaux commencèrent pour la construction d'un vaste bâtiment collectif que l'on situa près de la voie ferrée, afin de pouvoir décharger plus facilement les matières premières, et expédier les produits fabriqués.

L'ensemble se composa de cinq parties, ayant chacune 50 mètres de long sur trente de large. La première, destinée à la fabrication, compta bientôt quarante-cinq machines travaillant simultanément ; les unes avaient été fournies par certains patrons, les autres, spécialement achetées.

Le deuxième corps de bâtiment était réservé aux opérations secondaires qui consistaient à donner aux articles leur forme caractéristique.

Le troisième servait pour l'emmagasinement des matières premières ; le quatrième, aux opérations de torréfaction ou de préparation ; enfin, le cinquième, contenait les machines et les installations de réfrigération.

Jamais, jusqu'alors, on n'avait connu en Espagne une fabrique de chocolat et de confiserie aussi bien organisée, ni aussi vaste. Non seulement il fut possible de fournir pendant assez longtemps une marchandise dont les circonstances provoquaient la raréfaction croissante (le cacao n'arrivait plus de l'extérieur), mais aussi on améliora la qualité du produit par l'emploi de procédés et de dosages plus raffinés.

Les centaines de travailleurs, hommes et femmes, qui étaient employés dans l'entreprise, firent, comme ce fut généralement le cas, preuve d'une adhésion presque émouvante à l'effort entrepris. Comme il était question, dès le début, d'élever les salaires par rapport à ceux que les patrons payaient auparavant, ils refusèrent, décidant d'attendre que la coopérative ait réalisé ses premiers bénéfices. C'est aussi en grande partie sous leur impulsion, et sur leur initiative que fut entreprise la fabrication locale de "turrón" et de différents articles du même genre.

La coopérative – qui fut au fond plus une communauté qu'une coopérative –, était dirigée par un Conseil ouvrier composé de six travailleurs de l'établissement, tous co-responsables de la bonne marche du travail et de la qualité des produits.

Les groupes agraires de Tarrasa

Centre manufacturier par excellence, Tarrasa, est situé à 30 km de Barcelone. Depuis longtemps, la principale industrie qu'on y trouve est la fabrication de tissus de laine avec une matière première fournie surtout par les moutons de la Mancha, riche en moulins à vent qui maltraitèrent Don Quichotte, en maigres herbages et en chardons. Le mouvement prolétarien est ici très vieux, et la tradition syndicale tient au cur des trente mille habitants. Mais au moment de la Révolution, les organisations ouvrières de Tarrasa étaient, comme celles de nombreuses autres villes, loin d'avoir acquis la préparation technique nécessaire pour prendre en main la réorganisation de la société. Cela, et l'opposition des partis politiques avec lesquels nous coexistons, explique en partie pourquoi, longtemps après que les ouvriers eurent pris les fabriques et les ateliers, les Syndicats n'en avaient pas encore assumé la direction.

A part le bâtiment qu'on avait vraiment syndicalisé, les autres industries en étaient encore, au bout de six mois, au stade du Comité de contrôle, ou de gestion ; c'est-à-dire à l'absorption du patron quand il était sur place – mais les fabriques importantes appartenaient souvent à des actionnaires anonymes – et à la direction, à l'administration de l'entreprise par les ouvriers y travaillant [\(175\)](#).

J'ai visité la plus importante de ces fabriques, où j'avais travaillé comme manuvre quelque vingt ans auparavant. Elle était dirigée par un "Comité technique" divisé en sept parties : section technique, syndicale, du travail, administrative, commerciale, propagande, assurances.

Mille trois cents hommes et femmes y travaillaient. Rien n'indiquait le moindre ralentissement dans les efforts. Autour des machines, devant les tables installées sur tréteaux où les jeunes filles triaient la laine, dans leurs va-et-vient divers, travailleurs et travailleuses montraient la même diligence que sous le régime antérieur. Pas de patrons, pas de contremaîtres, comme auparavant ; mais on lisait sur les visages comme une joie que procurait la satisfaction de produire pour et par soi-même.

Si l'opposition politicienne, très audacieuse, et qui s'appuie sur les forces correspondantes de Barcelone, n'oppose pas d'obstacles qu'on ne pourrait éliminer que par la force, l'avance vers la socialisation intégrale sera sans doute assez rapide. Occupons-nous, entre-temps, d'une activité constructive et révolutionnaire qui va beaucoup plus loin que ce qu'on fait dans les usines. Il s'agit des communautés agraires des alentours de Tarrasa.

*

Le Syndicat des travailleurs de la terre, qui les oriente et les contrôle, fut fondé après le 19 juillet. Jusqu'alors, il n'y avait eu, en fait d'organisation syndicale agraire, qu'une section paysanne faisant partie du Syndicat général local. Mais avec le triomphe sur les fascistes, et par conséquent sur les droites conservatrices et réactionnaires, la plupart des possesseurs de terre disparurent. Les uns étaient des messieurs de Barcelone, qui avaient fait construire des résidences secondaires entourées de pelouses où ils allaient se prélasser deux ou trois mois par an. Les autres, des semi-agriculteurs peu entreprenants, qui abandonnaient leurs domaines aux ronces et aux lapins de garenne.

Nos camarades le savaient et se mirent immédiatement à l'uvre. Le nouveau Syndicat des paysans s'empara immédiatement de cette nouvelle source de richesse. Ses adhérents furent renforcés par des ouvriers industriels assez perspicaces pour comprendre l'importance de ce qu'on pouvait faire.

Et au bout de six mois, seize fermes collectives avaient été organisées. Le terrain était trop accidenté pour permettre, ou faciliter, l'établissement de grandes zones de culture spécialisée, mais une tendance générale dans tout l'effort constructif de l'Espagne libertaire s'accuse encore ici. Les terres des fermes et des propriétés voisines sont rassemblées en unités agraires. C'est ainsi que six propriétés ne sont qu'une communauté avec un seul Comité de direction afin de mieux coordonner les activités générales.

Pour diriger le travail d'ensemble, le Syndicat est divisé en deux sections principales : l'une agraire, l'autre forestière. La section agraire s'occupe de tout ce qui concerne l'agriculture et l'élevage. La section forestière, de la sylviculture. Le Syndicat enregistre soigneusement, d'après les rapports que lui transmettent les Comités de direction des fermes, la surface totale de chacune d'elles, l'importance des diverses cultures, les différents modes d'exploitation. Il connaît donc le total et les variétés de légumes, de céréales, de fruits qui sont en train de pousser, et il peut calculer les futures récoltes.

Ses attributions se limitent à ce rôle et à la création de communautés nouvelles quand il peut obtenir d'autres terres. Les communautés s'organisent sur place, leur comité de direction est composé d'un délégué pour l'agriculture, un pour le bétail, un pour les instruments de travail, un pour les moyens de transport. Les ouvriers qui les ont nommés, comme les délégués mêmes, travaillent du lever au coucher du soleil – ce n'est pas le moment de réduire les efforts d'après les décisions prises dans leurs réunions.

L'exploitation forestière est l'uvre d'une centaine de travailleurs, réunis sur une même zone, et aussi dirigés par un comité technique composé de représentants de différentes sections. Là encore, les membres de ce Comité travaillent comme leurs camarades.

Les communautés agraires de Tarrasa ne se contentent pas de faire rendre le maximum à la terre qu'elles ont prise en charge. Elles ont de plus vastes ambitions. Partout elles élargissent la surface cultivée. Elles détruisent les ronces, arrachent les broussailles et les mauvaises herbes, enfoncent la bêche, lancent le tracteur. Et au flanc des collines, et sur les hauteurs hier encore envahies par les plantes parasitaires, elles sèment.

Un des exemples les plus typiques, est celui de la communauté "Sol y Vida" (Soleil et Vie). Le propriétaire employait habituellement six travailleurs. Il y en a maintenant quarante, qui s'affairent sans répit, la culture intensive ayant remplacé la culture extensive.

Mais non seulement la plupart des terres cultivables n'étaient pas cultivées, ou étaient laissées à l'état de maigres pâturages : il y avait aussi des surfaces forestières broussailleuses aux rendements nettement insuffisants. Le tracteur et l'effort des hommes ont fait des miracles. En peu de temps, cent quarante hectares ont été transformés en cultures diverses. Blé, pommes de terre, arbres fruitiers, légumes, ont été semés ou plantés sur les coteaux, dans les ravins. Et sous peu, cent cinquante travailleurs qui se sont déjà attelés à la besogne, transformeront le large lit d'une ancienne rivière – torrent en un terrain parfaitement abrité pour la culture du pommier, du poirier, du pêcher.

Toutefois, il faut vivre en attendant la récolte. C'est l'affaire de la solidarité. La section forestière, qui vend ses produits sans peine (la houille ne vient plus des Asturies, et le bois à brûler et le charbon de bois sont les bienvenus) aide les communautés agraires. Les camarades de la ville apportent aussi leur effort. Il en est qui vont, le dimanche, travailler la terre et réparer gratuitement les maisons habitées par les cultivateurs. Parmi ces recrues, on en trouve qui ont renoncé volontairement au salaire de 90 pesetas par semaine dans les fabriques pour en gagner 60 afin d'aider à cette création de vie nouvelle.

Après ma visite à presque toutes les communautés, je suis allé voir un des plus beaux efforts accomplis dans cette région. La plupart des maçons étant chômeurs, leur Syndicat s'est mis d'accord avec celui des paysans, et a envoyé 150 hommes déboiser et nettoyer, dans la montagne, des terres qui ne servaient qu'à abriter des animaux mangeurs de récoltes. J'ai vu ces camarades abattre des arbres, arracher des racines, couper et scier des branches, entasser les rondins et les bûches, préparer les fours et la matière première pour faire du charbon de bois. Chaque équipe accomplissait une partie précise du travail, et après le passage des défricheurs la terre était propre, prête à recevoir les semences.

D'après les orientations émanant du Syndicat des travailleurs de l'agriculture, certaines communautés élèvent plus spécialement des porcs, d'autres des vaches. Le travail est rationalisé selon les surfaces disponibles, la qualité du sol, les conditions climatiques. Plusieurs camarades ont été envoyés à l'Ecole d'Agriculture d'Arenys-sur-Mer, située non loin de là, pour s'informer des meilleures techniques agricoles.

La superficie cultivée par les seize communautés atteint 700 hectares. Cette étendue sera doublée peut-être en prenant aux 4.000 hectares de bois la terre susceptible de mieux produire. Une partie de cette terre est plate, bien située et pourra servir pour obtenir des aliments dont Barcelone aura grand besoin.

V. PARTIS ET GOUVERNEMENT

La collaboration politique

Quoique le but de ce livre soit la description, aussi exacte que possible, des réalisations économique-sociales de la Révolution libertaire espagnole dans la période 1936-1939, l'auteur croit indispensable d'exposer, même très succinctement, pour faciliter la meilleure compréhension de certains faits, les conditions politiques dans lesquelles ces réalisations ont été entreprises et conduites. Il en a déjà été question dans le chapitre intitulé [Matériaux pour une Révolution](#) ; mais il nous faut ajouter, surtout pour les lecteurs informés des idées et des doctrines libertaires, des précisions indispensables.

On a vu que l'éclatement de cette révolution avait fait partie de la réplique de l'extrême gauche à l'attaque franquiste. Cette extrême gauche, en l'occurrence la C.N.T. et la F.A.I., avait toujours fait, et fait toujours profession de foi d'un antigouvernementalisme et d'un antiétatisme intransigeants. Or, pour la première fois dans l'histoire, nous voyons l'organisation libertaire la plus puissante du monde, qui avait toujours proclamé la supériorité, et son choix motivé de l'action directe ; qui par conséquent aurait rejeté comme une mauvaise plaisanterie l'idée d'entrer un jour dans un ministère, envoyer au gouvernement quatre ministres qui ont nom Juan Peiro (ministre de l'Industrie), Juan Garcia Oliver (ministre de la Justice), Juan Lopez, (ministre du Commerce extérieur) et Federica Montseny, anarchiste extrémiste et démagogue intransigeant s'il en fut (ministre de la Santé). Auparavant, trois autres ministres – appelés pudiquement "conseillers" en catalan – étaient entrés au gouvernement de Barcelone, appelé pudiquement Généralité.

L'auteur ne se trouvait pas alors en Espagne, il n'a donc pas encouru de responsabilité, directe ou indirecte, dans cet extraordinaire changement d'attitude, et quand il put débarquer à Gibraltar puis à Malaga avec plusieurs mois d'un retard causé par les péripéties de sa vie militante, les nouveaux ministres étaient installés. Il n'en est peut-être que plus à l'aise pour s'efforcer d'apporter une explication qui lui paraît nécessaire parce que la collaboration ministérielle et la participation, jusqu'alors inédite aux Conseils municipaux, ont exercé des influences diverses, négative – surtout la première –, ou positive – surtout la seconde –, mais souvent déterminantes sur le comportement du mouvement libertaire.

Disons sans ambages que ce qui a poussé, en premier lieu, certains anarchistes à entrer dans le gouvernement espagnol a été la guerre, l'attaque franquiste et la crainte de voir s'implanter en Espagne un fascisme dont il était facile de prévoir les conséquences catastrophiques.

En effet, malgré les rodomontades et la surenchère inepte auxquelles se livraient les gouvernants républicains, les orateurs, les journalistes qui s'adressaient aux masses, – et aussi hélas, les agitateurs libertaires – l'incertitude de la victoire finale s'imposa à beaucoup, avant même que les forces franquistes fussent arrivées, au sud, aux portes de Madrid (aérodrome de Getafé), et eussent gagné du terrain et pris ou encerclé quelques villes dans la région du Nord. D'autre part, la grande majorité de la population vivant dans l'Espagne encore appelée républicaine, était avant tout dominée par la crainte d'une victoire franquiste, et ne comprenait pas que les forces politiques et sociales organisées en partis et secteurs antifascistes ne constituent pas un front uni.

N'étant pas prisonnière de principes politico-philosophiques, elle désirait que la C.N.T., et même la F.A.I. infiniment moins puissante, entrent au gouvernement afin d'assurer une coordination qui lui semblait indispensable.

Les leaders de la C.N.T. derrière lesquels se trouvaient ceux de la F.A.I., et qui ne se différençaient pas toujours beaucoup, firent d'abord ce qu'ils purent pour ne pas céder. Ils étaient sans nul doute inspirés par leur attitude traditionnelle d'opposition à tout gouvernementalisme et partant, à tous les partis gouvernementaux. Mais comme, en effet, devant la croissance, du danger, la plus large unification possible s'imposait, ils imaginèrent une solution révolutionnaire : le gouvernement serait remplacé par un Conseil de Défense composé de cinq membres de la C.N.T., cinq de l'U.G.T. et quatre membres des partis républicains. C'était affirmer la suprématie des organisations syndicales ouvrières sur les partis politiques, et faire d'une pierre deux coups.

En se basant sur les forces numériques des secteurs en présence, cette représentativité pourrait paraître justifiée. Mais la vérité est aussi que les partis politiques avaient derrière eux un courant d'opinion composé par leur électorat. La C.N.T. et l'U.G.T. comptaient encore, dans une Espagne semi-envahie par les forces fascistes, environ 1.200.000 adhérents chacune – sans doute un peu moins quant à l'U.G.T. ; mais les adhérents de cette dernière étaient, dans leur immense majorité, sous l'influence socialiste, leurs cadres étaient socialistes, comme étaient libertaires ceux de la C.N.T. La masse des adhérents n'aurait donc pas accepté ce tour de passe-passe dont la malice était cousue de fil blanc.

Pas plus, du reste – et le moindre bon sens permettait de le prévoir –, que les hommes d'Etat, les politiciens, les gouvernants professionnels appartenant aux différents partis et dont l'influence demeurait très réelle sur la majorité de la population.

Et pourtant, la constitution d'un bloc unifié s'imposait à nombre d'esprits, même parmi les libertaires. L'un d'eux, Horacio Prieto, alors secrétaire de la C.N.T., entreprit de convaincre ses camarades de la nécessité de franchir le Rubicon en entrant dans un ministère d'union. Il avait pour cela, pris langue avec Largo Caballero devenu président du Conseil, et vieux routier non seulement de la politique, mais de la politicaillerie [\(176\)](#), qui ayant joué la carte gauchiste au sein du parti socialiste dans la période précédant l'attaque franquiste, pensa que les éventuels ministres cénétistes feraient bloc avec lui contre ses adversaires politiques du moment, surtout les communistes dont l'influence croissait rapidement. Il y eut accord de principe entre les deux hommes. Il ne restait plus qu'à convaincre ceux qui étaient les plus qualifiés pour faire ce saut périlleux.

Juan Lopez et Juan Peiro, de tendance plus syndicaliste et révolutionnaire qu'anarchiste, acceptèrent. Puis Federica Montseny et Garcia Oliver, leaders faïstes, les satisfactions de vanité l'emportant chez eux sur l'intransigeance des principes. Il est vrai qu'ils avaient le précédent du gouvernement catalan où, là aussi, de purs anarchistes renoncèrent très facilement à leur virginité théorique.

Toutefois, celui qui examine les faits en toute objectivité, avec le désir sincère de comprendre, doit reconnaître que la situation n'était pas facile. La seule manière d'échapper au dilemme (collaboration ministérielle ou affaiblissement de la résistance à l'attaque franquiste), eût été l'organisation, en une certaine mesure autonome, de la lutte solidairement menée par nous aux côtés des armées officielles grâce à une force de combat s'inspirant des méthodes des guérilleros. Mais, osons le dire, l'envergure a manqué pour cela. Dès 1931, dans son livre *Problemas económicos de la Revolución española*, l'auteur avait écrit à ce sujet un chapitre concernant le problème de la lutte armée et où, sans jouer au stratège ni au tacticien, il rappelait la forme de combat menée par les "caudillos" comme El Empecinado, et autres héros de la guerre antinapoléonienne où Masséna et autres "enfants chéris de la victoire" avaient été battus par des paysans mal armés. Il mettait en garde contre l'erreur qui consisterait à se plier aux méthodes des armées modernes, au lieu d'avoir recours aux tactiques de la guerre révolutionnaire, née bien avant que Mao Tsé-toung l'ait définie à sa façon.

Ceux qui s'improvisèrent chefs et commandants de troupes n'avaient aucune idée à ce sujet. Pas plus Durruti, dont on parle tant, que Garcia Oliver qui s'était placé de lui-même à la tête des milices catalanes et avait dressé des plans de guerre qui immobilisèrent Durruti aux portes de Saragosse, puis abandonna vite son poste, pour devenir, ô dérision s'agissant de lui, ministre de la justice. L'initiative a manqué ; on a laissé à l'adversaire le temps de renforcer son armement, le loisir de chercher le terrain et le moment les plus favorables pour porter ses attaques. Le génie tactique dont un Makhno avait fait preuve en Ukraine quand il

obligea le général Denikine à arrêter sa marche sur Moscou, a manqué totalement.

Et nos grands personnages, ou qui se prirent très vite pour tels, n'ont pas plus été à la hauteur des événements sur le plan politique que sur le plan militaire. Leur rôle, au sein du gouvernement, fut simplement pitoyable. Après qu'ils en eurent été évincés, ils se lamentèrent de ce que staliniens, socialistes, républicains les eussent bloqués dans toutes leurs initiatives, et ils avaient raison. Malheureusement ils se prêtèrent à ce jeu dans lequel ils furent toujours dupes et perdants.

Quand on fait le bilan de ce collaborationnisme on arrive à la conclusion que la promenade dans les allées du pouvoir fut négative en tous points. On peut admettre, dans des circonstances extraordinaires – et elles l'étaient – que si, au-dessus de la fidélité à ses principes le dilemme se pose à un homme de se salir personnellement pour sauver une cause qui le dépasse, il a le droit, et même le devoir de préférer se salir. L'histoire, et précisément celle des révolutions, offre des cas semblables. Mais il y eut déviation et ridicule, en faisant le jeu de l'adversaire, et en ne sauvant rien du tout.

La seule œuvre constructive, valable, sérieuse qui s'est faite pendant la guerre civile a été précisément celle de la révolution, en marge du pouvoir. Les collectivisations industrielles, la socialisation de l'agriculture, les syndicalisations des services sociaux, tout cela, qui a permis de tenir pendant près de trois ans et sans quoi Franco aurait triomphé en quelques semaines, a été l'œuvre de ceux qui ont créé, organisé sans s'occuper des ministres et des ministères. Du point de vue de la conduite de la guerre, de la résistance à Franco, nos ministres n'ont rien pu obtenir qui fût utile. Nous les avons même vus se faire l'écho des calomnies de Largo Caballero contre les défenseurs de Malaga, accusés d'avoir livré la ville à Franco, alors que l'abandon dans laquelle ils avaient systématiquement été laissés devait, fatalement, provoquer la chute de la ville (177). Le front d'Aragon, qui ouvrait la voie aux fascistes sur la Catalogne, ou aux troupes antifascistes vers le cur de la Vieille Castille, a été systématiquement saboté, privé d'artillerie, d'aviation et de défense antiaérienne. Pendant la première année de guerre, il était possible d'enfoncer ce front où les fascistes ne disposaient que de quelques milliers d'hommes, forces mobiles pourvues de moyens de transport rapides qui accouraient lorsqu'une attaque se produisait. On n'a pas pu le faire par manque d'obus et de balles, ce qui a empêché de soulager le front de Madrid, et fait massacrer des dizaines de milliers de combattants pour rien. Mais on a préféré envoyer systématiquement les armes disponibles sur le front du Centre, qui était le moins vulnérable, du côté fasciste, mais où les staliniens faisaient la loi. Les généraux russes ont mené les opérations, sur le front andalou comme sur celui d'Estrémadure d'une façon telle qu'il était impossible de vaincre. Et souvent, nos forces envoyées à l'attaque se sont trouvées devant des forces infiniment plus nombreuses, qui les obligeaient à repartir en s'ouvrant un passage à la baïonnette pour éviter leur anéantissement, laissant d'innombrables victimes sur le terrain. Comme si les généraux fascistes et staliniens s'étaient mis d'accord pour ces massacres des nôtres. Il est vrai que Staline était capable de cela, et pis encore ; bien des récits de guerre permettent cette hypothèse. Rappelons-nous du reste le pacte signé avec Hitler.

Un autre aspect du sabotage qui contribua à la déroute fut le refus du gouvernement de Valence d'aider financièrement celui de Barcelone pour l'achat des armes ou de matériel pour en fabriquer. Ce fait, qui me fut communiqué et confirmé dès mon arrivée à Barcelone, me fit naturellement douter de la victoire qu'on ne pouvait gagner en défilant dans les rues le poing levé et en criant : "No pasarán !".

Eh bien, contre tout cela nos ministres n'ont rien fait, rien pu ou voulu faire. Leurs protestations tombaient dans le vide, mais ils ne dénoncèrent pas ce sabotage "parce que nous collaborions au ministère et que nous ne devions pas polémiquer devant l'opinion publique". Des hommes, comme le stalinien Jesus Hernandez, qui fit tomber, sur l'ordre de Moscou, le ministère Largo Caballero, ont raconté comment était menée la politique du gouvernement sur les ordres des représentants du Komintern, et l'on peut dire que les meilleurs auxiliaires de Franco ont été ces maîtres manuvriers qui se moquaient éperdument des désaccords et des protestations exprimés par les ministres "anarchistes".

Nous répétons donc que devant ces grands problèmes de politique nationale et internationale, devant ces difficultés pour lesquelles ils n'étaient pas taillés, même pour les grands problèmes économiques à l'échelle nationale, les militants qui jouaient les premiers rôles n'ont pas été à la hauteur de la situation. Dans une situation de domination unilatérale, et par l'emploi de la dictature qui fait taire les mécontents et les mécontentements, l'emploi de la force auquel eurent recours les bolcheviques peut permettre de se tromper et de demeurer au pouvoir. Il ne s'agissait pas de cela.

Mais je veux consigner aussi, qu'un des enseignements à retenir de cette incartade collaborationniste fut le mal causé par le poison du pouvoir. Dans l'ensemble, les forces de base de la C.N.T. sont restées saines, admirablement saines, ainsi que les militants libertaires que nous avons trouvés dans les collectivités ou à la tête des syndicalisations. Acharnés à construire, avec un effort de volonté enthousiaste, obstinés à réaliser leur idéal, ils ont laissé s'agiter les ministres, les gouverneurs, les chefs de police, les secrétaires de ministères, les fonctionnaires d'Etat et les pantins bavards... Mais dans leur grande majorité, les anarchistes égarés hors de leur milieu propre ont été intoxiqués par le gouvernementalisme avec une rapidité navrante. Certains auraient même fondé un nouveau parti politique sans l'opposition de la base.

Libertaires et républicains

Historiquement, le contact entre libertaires et républicains apparaît d'abord sous forme de combat commun contre la monarchie, mais il est aussi d'autres explications. Depuis la seconde moitié du XIXe siècle, certains courants républicains ont éprouvé une sympathie souvent active pour "les ouvriers". Et certaines affinités de pensée n'allaient pas tarder à s'établir. Nous avons déjà dit que ce fut Pi y Margall, le grand leader, penseur et théoricien du républicanisme fédéraliste qui traduisit, le premier, les oeuvres de Proudhon. Et c'est grâce à ces traductions que naquit en Espagne, la pensée anarchiste. D'un autre côté, le républicain centraliste Joaquin Costa, écrivit, parmi ses nombreux livres, celui qui, sous le titre *El Colectivismo agrario en España*, recueillait systématiquement toutes les pratiques d'entraide existant dans l'ensemble du pays. Ce livre aurait pu être signé par Kropotkine et ferait une suite appropriée à l'*Entraide*. Il a conservé, parmi les anarchistes espagnols, une estime qu'il mérite ; et il aide aussi à comprendre pourquoi la révolution libertaire fut possible dans les campagnes.

Enfin, au moment de la dissolution de la Première Internationale, en 1872, le grand juriste républicain Nicolas Salmeron, personnalité éminente universellement admirée, défendit éloquemment, au Parlement, le droit à l'existence de cette organisation révolutionnaire des travailleurs.

Mais surtout, c'est dans les contacts locaux, de nombreuses villes de provinces et de nombreux villages que l'estime et l'appui des républicains envers les libertaires se manifestaient. Avec les républicains fédéralistes, surtout. Dans les périodes de répression qui mettaient hors la loi les syndicats de la C.N.T., et la C.N.T. même, leurs locaux nous étaient toujours ouverts, et nous nous y réunissions librement, accueillis avec une amitié qui ne se démentait jamais.

En 1923, l'auteur de ces lignes, qui se trouvait à Bilbao, a pu faire, au Cercle républicain fédéraliste qui avait ouvert ses portes aux militants de la C.N.T., des conférences sur des sujets libertaires, et il n'a pas oublié les hommes qui se montrèrent si cordiaux envers ce "chico francés" avec lequel ils aimaient tant discuter et converser. Quand, deux ans auparavant, il avait passé clandestinement la frontière pour aller en Russie, comme délégué de la C.N.T., il avait observé l'appui que, dans les villages du nord de la Catalogne, les cercles républicains fédéralistes donnaient toujours à nos syndicats et à nos camarades privés de lieux de réunions. Et il garde le souvenir de personnalités au regard lumineux qui lui ont souvent rappelé le rayonnement moral d'un Boulgakoff et autres tolstoïens qu'il connut à Moscou.

Au reste, le quart environ des adhérents à la C.N.T. étaient républicains. La raison en était qu'ayant à choisir entre cette organisation essentiellement libertaire, et l'U.G.T., de caractère socialiste, donc à vocation étatique, ils préféraient la nôtre dont les principes garantissaient davantage la liberté humaine, alors que le marxisme dont se réclamaient les leaders ugétistes leur apparaissait comme une menace pour l'avenir ("le danger d'un nouveau Moyen Age pour l'humanité", me disait l'un d'eux).

On ne s'étonnera donc pas que non seulement des avocats, surtout républicains fédéralistes, dont Francisco Layret, assassiné par des hommes de main du patronat en 1921, et Eduardo Barriobero, fusillé par les franquistes, juriste et écrivain de talent, qui se battit comme un lion maintes fois devant les tribunaux, et d'autres encore, dont nous n'avons pas retenu le nom, aient toujours été à notre disposition et à notre service.

Comme nous l'avons dit précédemment, la deuxième République n'avait que cinq ans en 1936, lorsque commença notre révolution. En un temps si court, seuls les politiciens – dont Alexandre Leroux, droitier et conservateur – depuis longtemps – avaient eu le temps de se corrompre. Beaucoup de forces de base étaient

restées saines, et pour ces hommes le républicanisme englobait la question sociale. Aussi, quand les Collectivités agraires apparurent, nombreux furent ceux qui acceptèrent des postes administratifs, particulièrement dans la comptabilité. Appartenant plutôt à la classe moyenne ils avaient reçu une formation technique et une instruction qui en faisaient des auxiliaires efficaces.

Les idées libertaires avaient donc pénétré dans nombre d'esprits républicains. Au début de 1937, je pris la parole dans un grand meeting organisé par la C.N.T., à Castellon de la Plana. La moitié de l'auditoire – au moins cinq mille personnes – était composée de républicains, restés probes. Cela aussi explique que des réformes sociales libertaires purent être réalisées dans cette ville, dans les conditions que nous avons décrites.

La contre-révolution interne

Un compte rendu complet du comportement des autorités gouvernementales envers l'uvre multiforme de socialisation entreprise et réalisée par les libertaires espagnols dans la période 1936–1939 montrerait des attitudes contradictoires qui pourront être commentées diversement. Que le ministère de l'industrie, qui dans les premiers temps fut aux mains du militant cénétiste intègre Juan Peiro ait, en certains cas, aidé des entreprises par des apports financiers, comme ce fut le cas du S.I.C.E.P. à Elda, cela est indiscutable. Mais, dans l'ensemble, cette aide eut pour but non pas tant d'aider la socialisation, nullement approuvée, que de sauver la situation politique en soutenant la production de guerre. Ce qui n'empêcha pas les stalinien, quand ils firent la loi au sein du gouvernement, de saboter même les fabrications nécessaires à la lutte contre les armées franquistes.

Et simultanément, les autorités gouvernementales ainsi que le parti communiste stalinien, en cela sans nul doute guidé par les agents envoyés de Moscou dont les desseins sont si souvent inexplicables, ont, à maintes reprises, mené la lutte contre les réalisations sociales que nous avons décrites dans les chapitres qui précèdent. Il ne sera pas inutile d'énumérer les faits les plus saillants dont nous avons eu connaissance.

Ces faits ont parfois revêtu une violence insoupçonnée. Les premiers qui firent s'affronter en une lutte aimée les artisans des Collectivités et les forces gouvernementales se produisirent dans la région du Levant. Nous avons vu que le gouvernement de Madrid avait, devant l'avance franquiste, fui la capitale de l'Espagne et s'était installé à Valence, où il était à l'abri d'attaques dangereuses. A cette époque, les forces de la C.N.T. dominaient toute la région, quoique l'appareil d'Etat, à peu près désorganisé et sans initiative, fût resté aux mains des autorités républicaines. Dans les campagnes, les révolutionnaires libertaires assuraient l'ordre et construisaient une société nouvelle. Il y avait donc dualité, qui s'intensifia dès la nouvelle installation des autorités centrales. Ne pouvant organiser la lutte sur les fronts, celles-ci commencèrent de se rattraper, ou de vouloir compenser leur impuissance en menant des combats à l'arrière du front. Les Collectivités, se multipliaient ; si l'on gagnait la guerre – et les porte-parole du gouvernement le promettaient chaque jour, à la radio – le régime qui sortirait de cette crise risquait de ne pas être celui qui existait au moment de l'attaque franquiste. On décida donc de réagir immédiatement. Plusieurs attaques armées furent organisées. Dûment militarisés les "carabineros", corps de police faisant pendant à la garde civile, et les gardes d'assaut, autre corps de police, créé par la République, furent chargés de cette offensive, et la première grande attaque eut lieu dans la région du Levant en mars 1937. Les attaquants venaient d'Alicante et de Murcie. Leurs forces comprenaient une section d'artillerie, avec de nombreuses mitrailleuses et des tanks qui eussent été mieux employés au front, où ils manquaient (on en compta jusqu'à dix-huit dans la région de Gandia, et treize dans celle d'Alfara del Patriarca).

Nos camarades paysans, qui s'attendaient à cet assaut, s'étaient préparés pour y résister. Ils n'avaient pas de tanks, et se battirent avec des fusils, des pistolets et deux canons antichars. Le plan des forces gouvernementales consistait à converger sur Cullera, et sur Alfara, points stratégiques pour des opérations ultérieures. Mais presque toute la région s'était soulevée, et à l'appel du tocsin qui fut largement mis à contribution, on accourut de villages voisins, armés de fusils de chasse, prêter main-forte aux localités attaquées. On fit un large usage des grenades à mains et deux bataillons de la Colonne de Fer, plus deux autres de la Colonne Confédérale (de la C.N.T.) descendirent du front de Teruel jusqu'à Segorbe. Les fédérations cantonales de Jativa, Garcagente, Gandia, Sueca ayant réuni leurs forces, établirent le "Front de Gandia", tandis que celles de Catarroja, Liria, Moncada, Paterna et Burriana établissaient celui de Vilanesa.

A Cullera, et dans les environs, la lutte dura quatre jours au bout desquels les troupes officielles, ne pouvant passer, changèrent d'itinéraire et se portèrent vers Silla. Enfin, l'intervention des leaders de la C.N.T. fit cesser la lutte. On se rendit les prisonniers et les armes prises de part et d'autre, mais malgré tout un certain nombre des nôtres, particulièrement des membres des jeunesses libertaires, furent emprisonnés et relâchés plus tard. Il y avait des morts et des blessés, mais les Collectivités ne furent pas détruites : au contraire, leur nombre augmenta à une cadence croissante.

Il semble bien que toute l'opération fut montée par le ministre de la Guerre, le socialiste de droite Indalecio Prieto, d'accord en ce cas avec les communistes qu'il haïssait, mais avec lesquels il se réconciliait pour cette besogne.

*

En Catalogne aussi les forces militaires de l'arrière avaient organisées plus vite que les forces qui languissaient sans armes au front d'Aragon. Et quand Companys, président de la Generalidad implicitement ou tacitement d'accord avec les autres partis politiques, crut le moment venu, il approuva ce que l'on a appelé les "journées de mai" 1937 qui aboutirent à l'éviction de nos ministres et de nos camarades occupant des postes officiels importants, et à la mainmise stalinienne sur le corps de police, les charges administratives et l'armée déjà noyauté à une vitesse record. Dès ce moment, les persécutions commencèrent contre nos forces et nous perdîmes sur tous les terrains, excepté celui de la production.

Un des exemples les plus frappants d'hostilité fut la lutte acharnée contre la collectivisation des moyens de transport urbains de Barcelone.

Nous avons vu que le gouvernement central s'était limité à demander au Syndicat des Tramways que 3 % des recettes fussent versés, comme impôts, au ministère des Finances ; et que celui de Catalogne, sans doute pour montrer la supériorité du fédéralisme et de la décentralisation, exigeait le paiement de quatorze impôts divers. Mais l'un et l'autre se gardaient bien de nuire à la nouvelle organisation socialisée, sachant trop qu'ils ne pouvaient la remplacer, et que paralyser les moyens de transport dans une ville comme Barcelone et dans ses environs causerait des désordres qui feraient le jeu du fascisme.

Les staliniens, qui n'avaient pas ces scrupules, reçurent l'ordre de saboter, et, à leur habitude, l'appliquèrent consciencieusement.

Ayant été éliminés du Comité de gestion dont logiquement ils n'auraient jamais dû faire partie parce qu'ils ne constituaient qu'une minorité insignifiante, et ne perdaient pas l'occasion de freiner l'enthousiasme par des manœuvres diverses et machiavéliques, ils n'en continuèrent pas moins à dresser des obstacles et à créer des difficultés.

Leurs procédés furent divers. Par exemple, ils avaient réussi à devenir majorité dans un atelier de mécanique où vingt-quatre ouvriers fabriquaient des pièces de rechange – exactement des coussinets – sans lesquelles les tramways auraient fini par être immobilisés. Ils ne refusaient pas de travailler ; ils s'engageaient même, formellement, à fournir ce qu'on attendait d'eux. Mais un mois après le délai fixé, les pièces n'étaient pas encore faites ; deux mois après, non plus. Ou quand elles étaient terminées, elles ne correspondaient pas aux mesures indiquées. Ce fut en partie pour se défendre contre ce sabotage que le Syndicat acheta un four électrique ultramoderne.

Une autre manœuvre consista à fomenter des désaccords et des disputes entre les diverses branches des moyens de transport. Les staliniens avaient réussi à devenir majorité dans la direction d'une des deux grandes compagnies d'autobus. Les travailleurs des tramways payaient leur billet quand ils empruntaient ce véhicule, mais, stylés par leur Comité, les employés de la compagnie d'autobus ne payaient pas quand ils prenaient le tramway. Des frictions se produisirent, ainsi qu'on le voulait. Il fallut mettre fin à cette situation en menaçant d'employer la manière forte.

Toujours en Catalogne les procédés de sabotage se perfectionnèrent en s'adaptant à l'évolution de la situation. Trois éléments nouveaux furent mis à contribution :

- a) La nécessité croissante ressentie par la population, de donner à la lutte contre le fascisme une importance primordiale – ce que nos camarades ne discutaient pas, mais le retour à la gestion capitaliste des tramways et autres entreprises ne pouvait, bien au contraire, renforcer les possibilités de victoire ;
- b) L'entrée des communistes officiels au ministère de la Guerre et de l'Industrie après les journées de mai 1937 ;
- c) Le droit qu'avait ce même ministère de réquisitionner, par ses agents habilement placés, les éléments techniques servant à la fabrication des armes et des munitions.

Ces agents, ou représentants ministériels, commencèrent par exiger la livraison de produits chimiques employés pour la soudure des rails, sous prétexte de les utiliser pour la fabrication d'explosifs. Nos camarades s'exécutèrent pour ne pas être accusés de nuire à la lutte contre Franco, mais ils envoyèrent en France des hommes techniquement capables qui achetèrent des appareils à base d'électrodes dont nous avons parlé au chapitre correspondant et la manuvre fut déjouée. Quant aux produits chimiques réquisitionnés, ils pourrissent dans un quelconque magasin où les staliniens les avaient entreposés.

Quelques semaines plus tard, plusieurs officiers spécialement téléguidés, exhibant un ordre écrit du ministère de la Guerre de Valence se présentèrent pour réquisitionner les meilleures machines, dont le tour américain dernier modèle, et bien que ce même ministère aurait pu s'en procurer plusieurs exemplaires en France, en Belgique, ou ailleurs. Arme au poing, nos camarades s'opposèrent à cette confiscation, et comme on avait toujours recours au prétexte de l'effort de guerre, qu'ils fournissaient sans indemnités depuis longtemps [\(178\)](#), ils offrirent de travailler gratuitement davantage encore pour satisfaire aux besoins que l'on invoquait. Proposition refusée. On voulait les machines pour désorganiser les moyens de transport barcelonais.

Par esprit de conciliation nos camarades proposèrent d'échanger deux fraiseuses dernier modèle, répondant aux applications les plus diverses, et que les techniciens du ministère de la Guerre pouvaient, eux aussi, acheter à l'étranger, contre deux autres fraiseuses moins perfectionnées. Cet échange permit de faire une découverte inattendue.

Un technicien désigné par le Syndicat pour aller choisir les deux machines offertes en échange des nôtres les trouva dans un dépôt clandestin où on le conduisit. Ce dépôt était situé dans la localité de Sarria, près de Barcelone, et notre camarade éberlué, y trouva quatre-vingts autres fraiseuses, une quarantaine de rectificatrices et une centaine de tours.

Que faisaient là ces machines si nécessaires à la fabrication d'armements, et qui manquaient absolument dans les autres régions de l'Espagne antifranquiste? Sans doute attendait-on pour les sortir de s'être emparé du pouvoir à l'échelon national. Cela ne s'étant pas produit, les machines restèrent sur place. Les franquistes n'eurent qu'à les utiliser.

*

Les communistes staliniens firent plus encore. Dans les campagnes d'Aragon où les villages étaient plus disséminés, moins peuplés et moins organisés pour la lutte à l'arrière du front, que ne l'étaient ceux de la région levantine, ils réussirent à détruire presque intégralement les Collectivités. Voici quel fut le processus de cette opération.

En juin 1937, après les décisives journées de mai, de Barcelone, le stalilien Uribe, nouveau ministre de l'Agriculture, publiait un décret par lequel il légalisait les Collectivités agraires sur tout le territoire de l'Espagne, quelles que fussent les circonstances dans lesquelles elles avaient été constituées. Pour qui connaissait la campagne acharnée que cet homme avait menée contre les créations sociales des paysans révolutionnaires, ce revirement était surprenant. Pendant des mois il avait prononcé des discours radiodiffusés, recommandant aux paysans de ne pas entrer dans les Collectivités, poussant les petits propriétaires à s'y opposer, à les combattre par tous les moyens et cela parlant toujours comme ministre, si bien que les conservateurs et les réactionnaires qui restaient dans les campagnes se sentaient appuyés officiellement tandis que les hésitants concluaient que si le monde officiel se prononçait contre ces nouvelles structures sociales, celles-ci ne dureraient pas longtemps après la victoire sur le franquisme ; donc mieux valait ne pas se lancer dans l'aventure.

Non content de cette campagne, Uribe avait organisé la Fédération paysanne du Levant dans laquelle entrèrent en masse tous les défenseurs de la propriété privée du sol. Staliniens et fascistes s'y coudoyaient cordialement. Le front unique antirévolutionnaire était ainsi en marche.

C'est pourquoi cette législation à retardement surprenait énormément, d'autant plus qu'immédiatement des équipes de jeunes communistes se constituèrent pour se répandre en Catalogne et dans le Levant sous prétexte d'aider les paysans à moissonner et à rentrer les récoltes. La presse stalinienne publiait des colonnes entières de communiqués, de comptes rendus et de clichés glorifiant cette collaboration des "brigades de choc" en pleine activité.

Ceux qui connaissaient les tactiques traditionnelles de ces ennemis implacables des collectivisations ne pouvaient se faire d'illusions sur le but ainsi poursuivi. Il s'agissait de s'infiltrer dans les organisations agraires pour, suivant une méthode traditionnelle, s'en servir ou les détruire de l'intérieur.

Mais au même mois de juin, l'attaque commençait en Aragon sur une échelle et avec une méthode jusqu'alors inconnues. L'époque des moissons approchait, ce qui expliquait bien des choses. Dans la campagne, les "carabineros" souvent commandés par des hommes du parti communiste qui avaient su s'emparer des postes de commandement commencèrent à arrêter sur la route, fusil au poing, les camions chargés de vivres qui allaient d'une province à l'autre, et à les emmener dans leurs casernes. Un peu plus tard, les mêmes "carabineros" parcouraient les Collectivités, et au nom de l'état-major résidant à Barbastro, exigeaient de fortes quantités de blé.

Les Collectivités aragonaises ne pouvaient pas être accusées d'égoïsme, surtout envers le front qui sans elles se serait rapidement écroulé (nous en avons donné de nombreuses preuves). Mais elles attendaient la récolte pour se procurer, par l'échange, des produits dont elles avaient un besoin parfois urgent. Et livrer de grandes quantités de blé dès le commencement sans compensation, équivalait dans certains cantons, qui, comme celui de Binéfar, avaient tout donné – céréales, pommes de terre, huile, viande – à provoquer chez une certaine partie de la population un mécontentement sur lequel on spéculait. Car on n'exigeait rien des petits propriétaires ; et la même politique fut, par la suite, pratiquée dans le Levant [\(179\)](#).

Cette exigence fut immédiatement suivie d'une autre. Toujours sur l'ordre de l'état-major de Barbastro, lui-même couvert par l'autorité du ministère de la Guerre de Valence, Prieto, on commença de réquisitionner "manu militari" tous les camions, alors indispensables pour le transport des moissons. Nous avons vu que presque toujours les Collectivités s'étaient procuré ces moyens de transport par l'échange, souvent en se privant d'aliments et autres choses très nécessaires. Les camions étaient une des acquisitions dont elles étaient, à juste raison, le plus fières. On prit tout, ou presque tout, brutalement, sous prétexte de transport de guerre.

En même temps, on mobilisait les classes sous prétexte d'une prochaine offensive. Au moment de la récolte, une cinquantaine de jeunes gens partirent d'Esplus, qui avait déjà envoyé au front tant de volontaires. Les autres villages furent, de la même façon, privés de leur jeunesse. Mais les mêmes classes, qui ne faisaient rien en Catalogne, n'étaient pas appelées. Elles le furent plus tard.

Dans la même période, toujours en Aragon, on installait chez l'habitant, dans des villages soigneusement choisis pour leur position stratégique eu égard au plan que l'on avait tracé, des forces militaires qui restaient à l'arrière au lieu d'aller au front. Ces forces venaient d'autres régions ; elles vivaient insouciantes, en parasites, mangeant, flânant, jouant à la pelote basque à longueur de journée. On allait s'en servir, le moment venu. En même temps, les paysans, qui avaient réalisé le miracle de labourer et de semer beaucoup plus qu'avant, voyaient le blé s'égrener dans les champs par manque d'aide nécessaire pour le récolter.

Simultanément la campagne de presse continuait. Menant toujours le double jeu, le parti communiste pouvait prouver aux uns qu'il appuyait les Collectivités, en invoquant le texte du décret d'Uribe [\(180\)](#), et l'envoi de brigades de jeunes au travail des champs, tandis qu'en fait il détruisait, pour briser une révolution qu'il ne contrôlait pas, des ressources économiques nécessaires à l'Espagne républicaine.

Puis, un jour, fin juillet, ce fut l'attaque brutale, grâce à une brigade mobile à la tête de laquelle se trouvait le commandant Lister, dont les troupes allaient, le mois suivant, lors de l'attaque sur Belchite, s'enfuir si vite devant les fascistes qu'elles ne s'arrêtèrent qu'à cinquante kilomètres du front.

Comme résultat final de l'offensive antirévolutionnaire, 30 % des Collectivités furent complètement détruites. A Alcolea de Cinca, le conseil municipal qui gérait la Collectivité fut arrêté, les pensionnaires de la Maison des Vieillards, furent expulsés. Il y eut des arrestations à Mas de las Matas, à Monzon, à Barbastro, un peu partout. Un peu partout aussi, on pillait. Les magasins coopératifs, les dépôts municipaux de vivres, furent dévalisés, les meubles brisés. Le gouverneur d'Aragon, qui représentait le gouvernement central après la dissolution du Conseil d'Aragon – dissolution qui sembla être le signal de l'attaque générale – voulut s'opposer à cette razzia. On l'envoya au diable.

Et le 22 octobre 1937, au plénum national des paysans qui se réunit à Valence, la délégation du Comité régional d'Aragon présenta un rapport dont voici le résumé :

"Plus de six cents organisateurs des Collectivités ont été emprisonnés. Le gouvernement a nommé des commissions de gestion qui se sont emparées des magasins de vivres et en ont distribué le contenu au petit bonheur. Les terres, les bêtes de trait et les instruments aratoires ont été rendus aux membres des familles fascistes ou aux fascistes que la Révolution avait respectés.

"La récolte a été distribuée de la même façon, de même que les animaux élevés par les Collectivités. Un grand nombre de porcheries collectives, d'écuries, d'étables, de granges ont été détruites. Dans certains villages, dont Bordon et Calaceite, on a repris aux paysans jusqu'aux semences, et ils n'en ont pas pour emblaver leurs terres labourées."

De telles exactions, ont naturellement, porté leurs fruits. Presque partout les Collectivités se reformèrent, mais elles furent loin d'atteindre leur niveau antérieur. Les "individualistes" et les conservateurs reprirent le dessus, d'autant plus que nombre de ceux qui avaient adhéré à ce vaste mouvement de socialisation et qui auraient adhéré de nouveau s'ils avaient pu choisir librement, n'osaient plus maintenant recommencer.

Puis, les franquistes succédèrent aux communistes, et il ne resta rien, sauf certains perfectionnements techniques, de l'œuvre constructive des Collectivités d'Aragon.

*

Il reste beaucoup à écrire sur les manœuvres employées par les adversaires non fascistes de la socialisation libertaire pendant la révolution espagnole. Cela nous mènerait trop loin, et même, au moment où nous réécrivons ce chapitre, trop de temps est passé pour que nous puissions nous les rappeler toutes. Mais avant de terminer, nous mentionnerons encore deux des procédés employés par eux. L'un, que le Syndicat de l'industrie du bois avait dénoncé en son temps, a consisté à maintenir dans l'oisiveté des dizaines de milliers de chômeurs au lieu de remettre aux syndicats les sommes ainsi distribuées pour créer des industries nouvelles, ou soutenir celles qui, bien que nécessaires, se trouvaient en situation difficile. On a préféré un gaspillage stérile au renforcement de la nouvelle structure sociale.

Et quand, en Catalogne, le leader communiste Comorera devint, après les événements de mai, ministre de l'Economie, les moyens de lutte employés par lui furent inédits. Il s'avérait absolument impossible d'annuler dans les industries l'influence prépondérante des Syndicats de la C.N.T. Le tenter eût été paralyser du jour au lendemain la production. Alors, Comorera eut recours à deux procédures complémentaires : d'une part, il privait les usines de matières premières, ou ne faisait pas remettre celles-ci à temps, provoquant ainsi un retard, savamment critiqué, dans la livraison des produits attendus ; d'autre part, il payait les livraisons de tissus, vêtements, armes, etc., avec un retard qui répercutait sur le budget privé des travailleurs. Comme les salaires étaient distribués sous contrôle syndical, c'est contre les délégués, de la C.N.T., et contre les organismes dont ils étaient les représentants que se tournait le mécontentement d'une partie des ouvriers.

Ce sabotage, cet art de tourner contre ceux qui en subissaient les conséquences, la responsabilité de manœuvres savantes, rappellent ce qui s'est produit pendant les premiers dix-huit mois, sur le front d'Aragon.

Nous n'avions pas d'armes, car ce qu'on fabriquait à Barcelone équivalait pratiquement à zéro ; et cela nous empêchait de prendre des offensives qui auraient soulagé le front de Madrid, peut-être permis d'avancer au-delà de Saragosse. Les tentatives désespérées qui eurent lieu à plusieurs reprises se soldèrent par des massacres qui firent, par exemple – nous l'avons déjà vu – que les efforts pour déloger, sans y parvenir, les fascistes retranchés dans Huesca, nous avaient coûté vingt mille morts, alors que normalement la ville ne

comptait que dix-huit mille habitants.

En échange, le front de Madrid était largement ravitaillé grâce aux envois russes d'armements (payés en or et d'avance) [\(181\)](#), mais avec lesquels on ne pouvait pas enfoncer les solides défenses, adossées aux sierras, de nos adversaires. Nos milices sur le front aragonais, rageaient, condamnées à l'impuissance et se faisaient massacrer inutilement. Et la presse stalinienne madrilène publiait des caricatures comme celles où l'on voyait un milicien d'Aragon passant son temps à pêcher tranquillement dans l'Ebre, au lieu de se battre pour soulager la capitale qui se défendait péniblement.

On peut supposer la répercussion que cette façon de présenter la réalité avait sur l'esprit des lecteurs, non informés, et sur l'opinion publique.

VI. CONSIDÉRATIONS FINALES

Nous avons dit, à maintes reprises, car il est très important d'en tenir compte, que la Révolution libertaire espagnole a été déclenchée comme une conséquence de l'attaque franquiste qui a permis de lancer au combat des forces révolutionnaires sans elle condamnées à de nouveaux et stériles échecs. Et quand nous écrivons "stériles échecs", nous nous référons aux tentatives qui avaient eu lieu en janvier 1932, janvier et décembre 1933 (tentatives révolutionnaires et insurrectionnelles d'origine et de facture faïste-cénétiste) à quoi il faut ajouter l'insurrection des mineurs asturiens à laquelle prirent part les ouvriers socialistes, ugétistes, cénétistes (malgré l'opposition stupide du Comité national de la C.N.T.), et même communistes [\(182\)](#). Toutes ces tentatives furent écrasées par les forces supérieures de l'Etat, appuyé par les partis politiques non révolutionnaires, mais non pour cela fascistes.

Ce dernier point mérite qu'on s'y arrête. Les conceptions tactiques de l'anarchisme communiste (et auparavant collectiviste) impliquaient, selon une tradition remontant à la Première Internationale, l'attaque et le triomphe du peuple. Les luttes armées qui eurent lieu sous la Deuxième République espagnole répondaient donc à une doctrine d'action théoriquement établie. Cette doctrine considérait, et tel fut l'enseignement de Kropotkine, repris par ses disciples dont l'auteur de ce livre, que les soulèvements locaux, les tentatives, même sporadiques, si nombreuses avant la Révolution française constituaient un entraînement, une gymnastique révolutionnaire où le peuple apprenait à se battre, et finirait par gagner la dernière manche. Un peu comme l'affirmation célèbre de Pierre le Grand devant les défaites réitérées que lui infligeaient les Suédois : "A force de nous battre, ils nous apprendront à les battre."

Malheureusement il n'y eut pas de Poltava prolétarien, et ce que nous venons de rappeler fournit une explication qui devrait être retenue. Si nous reprenons l'ensemble des facteurs qui intervinrent dans ce chapitre de l'histoire, nous sommes obligés de conclure que la défaite de la Révolution communiste libertaire espagnole était inévitable. Car toute révolution sociale provoque la cohésion de forces menacées qui se réunissent exceptionnellement, malgré ce qui les oppose normalement. C'est la leçon que nous offre non seulement la déroute finale de la Révolution espagnole, mais l'histoire étudiée avec l'indispensable volonté de vérité.

En général, et mises à part quelques exceptions actuelles, qui ont du reste abouti à de nouvelles formes d'oppression [\(183\)](#), ce sont les révolutions *politiques* qui ont triomphé, mais les mêmes hommes ou les mêmes partis qui se battaient entre eux pour un changement de forme du pouvoir se sont réconciliés quand ils se sont trouvés devant un mouvement populaire qui menaçait leurs positions ou leurs privilèges. Ainsi, en France, la révolution de février 1848 fut facile : bourgeois libéraux et prolétaires s'étaient unis pour renverser la monarchie de Louis-Philippe ; mais tout changea quand, quatre mois plus tard, les ouvriers voulurent implanter le socialisme. Alors, les bourgeois libéraux furent solidaires des monarchistes, et Cavaignac, général républicain, lutta de toute sa rage contre les ouvriers insurgés.

Les autres révolutions sociales, ou ayant un contenu social prononcé, que ce soit la Commune de Paris, ou la Guerre des Paysans d'Allemagne dans laquelle Luther s'allia à la noblesse en l'excitant au massacre abominable des serfs soulevés, ou encore le mouvement hussite, de Bohême, et tous les soulèvements des paysans du Moyen Age montrent la répétition des mêmes faits. Il nous faut remonter en Egypte, vers 2200–2000 avant l'ère chrétienne pour trouver une révolution sociale victorieuse. Et encore, deux siècles plus tard – sans doute avant, – une nouvelle dynastie avait été intronisée, et les castes étaient reconstituées.

Bakounine lui-même écrivait, un an et demi avant sa mort, confirmant en cela ce qu'Elisée Reclus lui avait écrit : "Tu as raison, l'heure des révolutions est passée, nous sommes entrés dans celle des évolutions." Et il justifiait son opinion en invoquant non seulement les terribles défaites subies par les révolutionnaires européens au cours de près d'un demi siècle de combats héroïques, mais devant la puissance militaire scientifiquement organisée des Etats modernes. et le manque d'esprit révolutionnaire, de volonté d'émancipation des masses.

Certes, cette dernière considération ne peut pas se rapporter au peuple espagnol, ou du moins, chez lui, à la partie dynamique, si nombreuse, qui faisait l'histoire. Mais les faits nous obligent à constater que la thèse kropotkinienne, opposée en quelque sorte à celle, posthume, de Bakounine, d'Elisée Reclus, et même de Proudhon [\(184\)](#), n'a pas été confirmée par l'expérience. Car le totalitarisme fasciste, qui en Italie répliquait, après la Première Guerre mondiale, à une longue période de troubles n'aboutissant pas à la révolution, est apparu dans l'histoire. Et le fascisme c'est la "contre-révolution préventive" de ceux qui sont menacés par la subversion, même si elle est incapable de changer l'ordre social. Le peuple même finit par préférer la suppression de la liberté politique et civique au désordre permanent qui, en fin de compte, attente aussi à la liberté, ne serait-ce que celle de vivre normalement.

Aussi y a-t-il danger à poursuivre cette gymnastique révolutionnaire qui, par des grèves partielles se succédant sans cesse, des grèves générales continuelles, des tentatives insurrectionnelles, nuit à la stabilité de la société.

C'est peut-être ce qui s'est produit en Espagne, avant le déclenchement de l'attaque fasciste. Certes il ne s'agit pas de condamner les explosions de la faim, de l'impatience, du désespoir, de la colère cent fois justifiée de ceux qui voyaient leurs bébés mourir faute de soins, qui devaient chercher du travail une bonne partie de l'année sans en trouver, et envoyer leurs fils à l'école les pieds nus, quand école il y avait. Mais il aurait fallu que ceux qui s'étaient érigés en leaders de la C.N.T. et de la F.A.I. – cette dernière incarnait la passion révolutionnaire plus que la valeur intellectuelle – aient une vision stratégique qui leur manquait. Là non plus ils n'étaient pas à la hauteur des circonstances. La grandeur du mouvement libertaire espagnol fut son caractère presque exclusivement prolétarien, mais c'était aussi sa faiblesse. Et cette faiblesse permettait aux démagogues, car nous en avons, de tenir une place pour laquelle ils n'étaient pas faits.

*

Mais plus responsables apparaissent encore les dirigeants socialistes et républicains qui n'eurent ni l'initiative du cur, ni l'intelligence, ni le courage d'entreprendre, dès la proclamation de la République, des réformes sociales hardies qui auraient pu calmer la faim des uns, freiner l'impatience des autres. Plus responsables parce que plus cultivés, et ayant plus de moyens d'action. Pourquoi leur passivité ? Sans doute parce que le pouvoir les rendit pusillanimes, avait coupé les ailes à leur imagination comme il arrive si souvent aux bénéficiaires heureux des nouveaux régimes politiques. Nous n'affirmons pas par esprit de parti. Vers 1935, une enquête avait montré que le plus grand pourcentage d'"enchufistas" (cumulards d'emplois officiels) se trouvait chez les socialistes et les catalanistes de gauche. Les réformes sociales les intéressaient certainement moins que la jouissance des avantages nouvellement acquis. Dans cet ensemble de conditions, le fait révolutionnaire devait se produire.

D'autre part, une des conséquences des conflits sociaux continuels fut de pousser vers la droite des gens appartenant à des partis du centre, et de grossir les forces conservatrices, réactionnaires, fascistes. Les chiffres des élections de février 1936 le prouvent, et l'on peut ici parler de responsabilité des révolutionnaires. Mais si les socialistes et les républicains de gauche avaient donné la terre aux paysans affamés [\(185\)](#), et entrepris des réformes sociales hardies, forcément exceptionnelles dans une situation elle-même exceptionnelle, les luttes sociales tumultueuses n'auraient pas eu une telle gravité, et peut-être la réplique fasciste ne se serait-elle pas produite. Ils préférèrent se limiter à copier la constitution de Weimar.

*

Nous avons dit et répété que l'attaque fasciste créa une situation favorable à la prise en main d'une partie importante de la situation générale et de presque toute l'économie par le secteur libertaire. Toutefois, les répercussions ne furent pas que favorables, et les conséquences négatives ont-elles balancé les conséquences positives. Car, d'une part, de nombreux militants, souvent les meilleurs, furent, du fait de la guerre civile, mobilisés pour le front, et y moururent. Ce furent aussi les meilleurs qui manquèrent dans les Syndicats, dans les Collectivités, dans les villages où ils exerçaient une influence efficace. Et d'autre part, le nombre de ceux qui s'intégrèrent à la bureaucratie gouvernementale fut aussi assez élevé pour qu'on ressentit les effets de leur absence.

*

Une des caractéristiques dominantes qui s'impose à celui qui étudie la Révolution espagnole, est sa multiformité. Cette révolution a été guidée selon certains principes très nets et très précis, qui impliquaient l'expropriation générale des détenteurs de la richesse sociale, la prise en main par les travailleurs des structures organisationnelles de la production et de la distribution, l'administration directe des services publics, l'établissement de la justice économique par l'application du principe communiste libertaire. Mais l'uniformité de ces principes n'empêcha pas la diversité des méthodes d'application, si bien que l'on peut parler de "diversité dans l'unité" et d'un fédéralisme étonnamment varié.

Très vite dans les régions agraires, particulièrement en Aragon, est apparu un organisme nouveau : la Collectivité. Personne n'en avait parlé avant. Les trois instruments de reconstruction sociale prévus par ceux des libertaires qui s'étaient avancés quant aux prévisions de l'avenir étaient d'abord le Syndicat, puis la coopérative qui ne ralliait pas beaucoup de partisans, enfin, sur une assez large échelle, la commune, ou organisation communale. Certains pressentaient – et l'auteur fut de ceux-là – qu'un organisme nouveau et complémentaire pourrait, et devrait apparaître, particulièrement dans les campagnes, le Syndicat n'y ayant pas acquis l'importance qu'il avait dans les villes, et le genre de vie, de travail et de production ne s'accommodant pas d'un monolithisme organique contraire à la multiformité de la vie.

Nous avons vu comment cette Collectivité est née, avec ses caractéristiques propres. Elle n'est pas le Syndicat, car elle englobe tous ceux qui veulent s'intégrer à elle, qu'ils soient producteurs au sens économique et classique du mot, ou non. Puis elle les réunit sur le plan humain, intégral de l'individu, et non pas seulement sur celui du métier. En son sein, et dès le premier moment, les droits et les devoirs sont les mêmes pour tous ; il n'y a plus de catégories professionnelles s'opposant les unes aux autres, et faisant des producteurs des privilégiés de la consommation par rapport à ceux qui, telle la femme au foyer, ne produisent pas, toujours au sens économique et classique du mot.

La Collectivité, n'est pas non plus le Conseil municipal, ou ce qu'on appelle la Commune, le municipale. Car elle se sépare des traditions des partis sur lesquels la commune est habituellement construite. Elle englobe à la fois le Syndicat, et les fonctions municipales. Elle englobe tout. Chacune des activités est organisée en son sein, et toute la population prend part à sa direction, qu'il s'agisse de l'orientation de l'agriculture, de la création d'industries nouvelles, de la solidarité sociale, de l'assistance médicale, ou de l'instruction publique. Dans cette activité d'ensemble, la Collectivité élève chacun à la connaissance de la vie totale, et tous à la pratique d'une compréhension mutuelle indispensable.

Par rapport à la Collectivité, le Syndicat ne joue plus qu'un rôle secondaire, ou accessoire. Il est frappant de voir comment, dans les zones agricoles, il a été le plus souvent relégué spontanément, presque oublié, malgré les efforts que les syndicalistes libertaires et les anarcho-syndicalistes avaient auparavant déployés. La Collectivité l'a déplacé. Le mot même de Collectivité est né spontanément, et s'est répandu dans toutes les régions d'Espagne (Aragon, certaines zones de Catalogne, Levant, Castille, Andalousie, et même Estrémadure quand le franquisme n'y a pas triomphé immédiatement) où a eu lieu la révolution agraire. Et le mot "collectiviste" fut adopté aussi vite, et se répandit avec la même facilité.

Il n'est pas interdit d'émettre l'hypothèse que ces deux vocables – collectivité et collectivisme – désignaient mieux pour les populations, le sens moral, humain, fraternel que ne le faisaient les mots Syndicats et syndicalisme. Question d'euphonie peut-être, et d'ampleur de vues, d'humanisme : l'homme au-delà du producteur. Plus besoin du Syndicat quand il n'y a plus de patrons.

Si d'Aragon nous passons dans le Levant, nous voyons aussi surgir les Collectivités, mais non pas comme une création, aussi spontanée, instantanée pourrait-on dire. Ce sont, comme nous l'avons vu, les Syndicats agricoles, et même parfois non agricoles, qui sont au départ, non pour fonder d'autres Syndicats, mais, et cela est plus significatif, *pour fonder des Collectivités*. Et ceux qui adhèrent à ces Collectivités, souvent sans appartenir aux Syndicats, sont aussi des collectivistes, et ces collectivistes agissent et se comportent aussi bien que les autres. Hâtons-nous de dire que les cadres organisateurs sont souvent composés d'hommes ayant jusqu'alors milité dans les Syndicats, ou même dans les groupes libertaires.

Mais il arrive aussi que les communes fassent les choses intégralement, remplissent le rôle des Collectivités. Parmi les cas que nous avons cités rappelons Granollers, Hospitalet, Fraga, Binéfar, diverses localités castillanes. Nous voyons aussi des municipalités qui, s'étant reconstituées selon la décision gouvernementale (janvier 1937) ont alors joué un rôle plus ou moins important, plus ou moins subalterne ; et dans le Levant, le Syndicat et la Collectivité finissent par unifier leur activité. Mais dans cette région le rôle du Syndicat deviendra vite souvent plus important, soit par participation directe, soit comme inspireur et guide, qu'il ne l'est en Aragon.

Enfin, nous voyons, en Castille, les Collectivités naître en grand nombre sous l'impulsion de militants ouvriers, et même d'intellectuels, qui partaient de Madrid et rayonnaient dans les campagnes.

Cette plasticité, cette variété de modes d'action ont permis de créer le socialisme, le vrai, en chaque endroit selon les situations, les circonstances de temps et de lieu, et de résoudre une infinité de problèmes qu'une conception autoritaire, trop rigide, trop bureaucratique n'aurait fait que compliquer, avec, au bout, l'implantation d'une dictature uniformisatrice. La variété des méthodes de réalisation a suivi la variété des aspects de la vie. Souvent, dans une même région, des villages aux productions semblables, à l'histoire sociale à peu près identique ont commencé les uns par la socialisation des industries locales pour aboutir à celle de l'agriculture, les autres par la socialisation de l'agriculture pour aboutir à celle des industries locales. Et nous avons vu aussi – ce fut fréquent dans le Levant – commencer la socialisation par la distribution pour s'acheminer vers la socialisation de la production, au contraire de ce qui s'était fait presque partout ailleurs.

Mais il est remarquable que cette diversité des structures d'organisation n'a pas empêché l'appartenance aux mêmes fédérations régionales, ni à travers elles, la coordination nationale, ni la pratique de la solidarité, qu'il se soit agi de Collectivités pures, de Collectivités syndicales mixtes ou de communautés municipalisées à divers degrés.

*

Oui, la loi générale, a été l'universelle solidarité. Nous avons souligné, en passant, que les Chartes ou règlements où l'on définissait les principes d'où découlaient les comportements pratiques de chacun et de tous ne contenaient rien se référant aux droits et la liberté de l'individu. Non que les Collectivités aient ignoré ces droits, mais simplement parce que le respect de ces droits allait de soi, et qu'ils étaient déjà reconnus dans le niveau de vie assuré à tous, dans l'accès aux biens de consommation, au bonheur et à la culture, aux soins, aux considérations et *aux responsabilités humaines* dont chacun, parce que membre de la Collectivité, était assuré. On le savait, à quoi bon le mentionner ? En échange, pour que cela fût possible, il fallait que chacun accomplisse son devoir, fasse son travail comme les autres camarades, se comporte solidairement selon la morale d'entraide générale.

Ceci était la garantie de cela. C'est pourquoi nous lisons si souvent la même phrase, insérée sans qu'il y eût accord entre Collectivités résidant parfois à des centaines de kilomètres : "Celui qui n'aura pas de travail dans son métier aidera les camarades des autres activités qui pourront avoir besoin de lui." Solidarité supra professionnelle. Il n'y a que des hommes solidaires et fraternels.

En allant au fond des choses, on pourrait peut-être dire qu'on innovait une autre conception de la liberté. Dans les Collectivités villageoises à l'état pur, et dans les petites villes où tous se connaissaient et étaient solidaires, la liberté ne consistait pas à être un parasite, à ne s'intéresser à rien. La liberté humaine n'existe qu'en fonction de comportements positifs, d'activité pratique. *Etre c'est faire*, écrivait Bakounine. Etre libre c'est *réaliser* volontairement. La liberté est assurée non pas seulement quand on revendique les droits du "moi" contre les autres, mais quand elle est une conséquence naturelle de la solidarité. Des hommes solidaires se sentent libres entre eux, et respectent naturellement leur liberté réciproque. Aussi, en ce qui concerne la vie collective, la

liberté de chacun est le droit de participer spontanément, directement à la vie de la Collectivité, de l'organisation sociale, avec sa pensée, son cur, sa volonté, son initiative dans la mesure de ses forces. Une liberté négative n'est pas la liberté : c'est le néant.

Cette conception de la liberté faisait naître une nouvelle éthique – à moins que ce ne fût cette nouvelle éthique qui faisait naître une autre conception de la liberté. C'est pourquoi quand l'auteur s'informait des changements, des améliorations introduites dans la vie de tous, on ne lui parlait pas de "liberté", quoique étant libertaires, mais, et cela avec une joie profonde, des résultats du travail, des essais, des recherches auxquelles on s'était livré ; de l'intensification des rendements. Avec quel bonheur vous expliquait-on comment on avait inventé tel moyen de résoudre telle difficulté, comment on avait augmenté la production ou la productivité grâce à un meilleur usage de techniques employées. Non : on ne pensait pas à la liberté, à la façon dont la voient les travailleurs dans les usines capitalistes ou les journaliers dans les champs du propriétaire employeur.

*

Consignons à ce sujet une observation à laquelle nous attachons une grande importance philosophique et pratique. Les théoriciens et les partisans de l'économie libérale affirment que la concurrence stimule l'initiative, et par conséquent l'esprit créateur et l'invention qui, sans cela, demeurent en sommeil. Les nombreuses observations faites par l'auteur dans des Collectivités, des usines, des fabriques socialisées lui permettent de penser d'une façon absolument opposée. Car dans une Collectivité, dans un groupement où chaque individu est stimulé par le désir de rendre service à ses semblables, la recherche, le désir, de perfectionnement technique ou autre sont aussi stimulés (186). Mais ils ont encore pour conséquence que d'autres individus se joignent à ceux qui se sont mobilisés les premiers ; en outre, quand au sein de cette société un inventeur individualiste découvre quelque chose, cela n'est utilisé que par le capitaliste ou l'entreprise qui l'emploie, tandis que quand il s'agit d'un inventeur vivant dans une communauté, non seulement sa découverte est reprise et poussée plus loin par d'autres, mais appliquée immédiatement à l'échelle générale. Je suis persuadé que cette supériorité apparaîtrait très vite dans une société socialisée.

*

Dans son rapport sur la situation russe, au IIe congrès du parti communiste, célébré en mars 1922, Lénine déclarait : "L'idée de construire une société communiste avec l'aide des seuls communistes, est un enfantillage, un pur enfantillage. Il faut confier la construction économique à d'autres, à la bourgeoisie qui est beaucoup plus cultivée, ou aux intellectuels du camp de la bourgeoisie. Nous-mêmes nous ne sommes pas encore assez cultivés pour cela."

Il est vrai que Lénine parlait alors ainsi (187) pour justifier la N.E.P. (Nouvelle économie politique), qui consistait à laisser la liberté d'entreprise à ce qui restait en Russie de bourgeois et de techniciens de la bourgeoisie, afin de remettre en route la production presque réduite à zéro par l'action destructive et paralysante de l'Etat. Dès 1920, plutôt que laisser les travailleurs et leurs organisations, dont le développement deviendrait une gêne pour les gouvernants communistes, participer activement à la renaissance de l'économie, Lénine préférait se servir de ses ennemis de classe (188). Mais telle était la situation qu'il devait, au bout de quatre ans et demi, avoir recours à ce remède... héroïque.

D'autre part, si nous analysons certains aspects de l'économie russe actuelle, tout du moins en ce qui est à peu près vérifiable, nous constatons, par exemple, un retard stupéfiant en agriculture. Voilà vingt-cinq ans que Staline et ses successeurs ont promis, et continuent de promettre au peuple "le pain gratuit", et que les communistes français, italiens, espagnols bernent ainsi leurs adhérents. Mais le pain gratuit (qui, du reste, dans les pays capitalistes où sa consommation a diminué et continue de diminuer, ne représenterait pas une conquête extraordinaire), n'est toujours qu'un leurre qui cache l'hameçon.

Autre fait, plus probant et plus important : la proportion de population active employée dans les campagnes, s'élève en Russie à 45 %. Elle est de 6 % aux Etats-Unis, de 20 % en France. Cela montre la déficience technique de l'organisation agraire communiste russe, déficience à laquelle il faut suppléer par le travail humain, malgré les progrès techniques que l'on proclame *urbi et orbi* depuis quarante ans.

Et ce n'est pas encore le plus important. Nous sommes plus loin du communisme que nous ne l'étions en 1917. Car le communisme implique l'égalité économique ; mais alors que nous avons vu cette égalité instaurée dès

le début de la constitution des Collectivités libertaires espagnoles, elle n'est même plus une promesse d'espérance pour les travailleurs et les travailleuses des champs groupés dans les kolkhozes et les sovkhazes (organisations collectives nées du régime appelé – par dérision – communiste).

Car il y a, entre ces organisations et les Collectivités agraires d'Espagne, des différences fondamentales. Les kolkhozes et les sovkhazes sont des créations d'Etat, de bureaucratie d'Etat. Producteurs et simples habitants y sont aux ordres d'une classe de fonctionnaires et de techniciens, qui planifient, décident, dictent des ordres sur ce qu'il faut faire ou ne pas faire, d'après les instructions des ministères. Cette classe est, à son tour, contrôlée par la cellule communiste, qui contrôle en même temps tous les composants de la communauté, y compris les conducteurs de tracteurs, les employés des dépôts de machines, les infirmières et les instituteurs. Dans leur majorité, les femmes doivent accomplir les travaux les plus durs, (conduite des tracteurs, et autres machines, entretien des routes et des chemins, etc.). Si bien que la kolkhozienne, déformée à longueur de vie par un travail bestial, donne aux voyageurs l'impression d'une créature rude, grossière, ayant perdu toute trace de féminité.

Le travail à la tâche était général dans les kolkhozes et les sovkhazes (nous ne croyons pas qu'il ait été supprimé ces derniers temps), et les catégories de salaires, ainsi que la "norme" à accomplir étaient fixées arbitrairement par les dirigeants de chaque cellule de production.

Cela, retenons-le bien, au bout de cinquante ans de régime dit communiste.

Or, rien de pareil dans les Collectivités d'Espagne où tout le monde prend part aux assemblées, peut y dire, sans danger de représailles, sa vérité à qui que ce soit.

En Russie, les couches privilégiées semblent irrémédiablement établies, car elles sont incrustées dans l'Etat, elles sont l'Etat, et castes d'Etat créées par l'Etat. Les preuves abondent.

Ainsi, la revue moscovite *Partiinaia Jizn (La vie du parti)* donnait, pour 1964, les chiffres suivants : 37,3 % des membres du parti communiste russe étaient des ouvriers ; 16,5 % étaient des paysans (rappelons-nous que ceux-ci composaient 45 % de la population). Sur 11.758.169 adhérents, 5.408.000 étaient des technocrates, bureaucrates et autres membres de "l'intelligentsia", cette dernière catégorie constituant, grâce à sa culture supérieure, la "nouvelle classe" de privilégiés ayant leur automobile, leur "datcha" (maison de campagne), leurs domestiques, leurs ordonnances militaires, leur bel appartement et jouissant de vacances sur les bords de la mer Noire.

Le contraste entre le régime fondé par le soi-disant communisme d'Etat, qui n'est qu'un capitalisme d'Etat, et celui qu'avait fondé la Révolution espagnole était absolu, et cela constituait une des raisons pour lesquelles les communistes espagnols et leurs patrons ont combattu – et continuent de combattre rétrospectivement et implacablement – notre oeuvre constructive.

D'autre part, en Espagne, la production industrielle a été maintenue à un haut degré de rendement tant que les matières premières et l'énergie n'ont pas manqué. Tandis qu'en U.R.S.S. celles-ci (fer, charbon, pétrole, coton, laine) qui pouvaient être produites sur place particulièrement dans le Sud, ont manqué même dans les zones de production à cause de la désorganisation causée par le régime, et cela même après la fin de la guerre civile, en 1921.

L'habile propagande de Khrouchtchev rejetait sur le non développement de l'industrie russe au temps du tsarisme, et sur les conséquences de la guerre internationale et civile, la responsabilité de ce recul. Eh bien, non ! Même en tenant compte des ravages causés par la guerre sous toutes ses formes, l'analyse prouve que le régime né de la Révolution bolchevique se chargea de transformer lui-même la paralysie partielle en paralysie générale. "Lors du recensement du 28 août 1920, 37.226 entreprises industrielles appartenant à l'Etat, et employant près de deux millions d'ouvriers furent dénombrées", écrit l'économiste Serge Procopovicz dans sa monumentale *Histoire économique de l'U.R.S.S.* – "Or, continue-t-il, le 1er septembre de cette même année, c'est-à-dire deux mois après le recensement, 6.508 entreprises seulement, occupant près de 1.300.000 ouvriers, figuraient sur les contrôles du Conseil supérieur de l'économie nationale".

Que signifient ces chiffres ? Que mû par sa volonté dominatrice, l'Etat faisait disparaître, à une vitesse vertigineuse, un grand nombre d'entreprises par centralisation systématique ou suppression du ravitaillement

en matières premières ou en énergie. Ce ne fut pas la seule raison. La mainmise des fonctionnaires sur la direction du travail et de la production s'étendit comme un chancre, ou un foisonnement de chancres [\(189\)](#), la veille de la révolution, il y avait en Russie 65 hauts-fourneaux qui produisaient, en 1912, 5.200.000 tonnes d'acier (France 4.207.000). Au moment de la révolution, la moitié des hauts-fourneaux fonctionnaient encore. Mais, en 1922, année où Lénine prononça les paroles que nous avons reproduites, la production d'acier étant descendue à 255.000 tonnes.

Encore une fois, l'explication de cette chute verticale est en premier lieu due à l'étatisation poussée à fond par le gouvernement bolchevique, et qui non seulement élimina les patrons capables (il y en avait, il en est partout), et les techniciens qu'il fallut remplacer en en faisant venir d'autres d'Allemagne et des Etats-Unis, au moment de la crise mondiale.

Une autre cause de ce recul formidable fut la résistance du personnel des usines qui, dès juin 1918, c'est-à-dire neuf mois après la prise du pouvoir par les bolcheviques, commença de protester contre l'implantation de méthodes policières du parti au pouvoir, auxquelles étaient opposés la majorité des travailleurs [\(190\)](#), et contre l'étranglement de la liberté ouvrière dans les usines. L'habileté polémique fera dire que ces travailleurs étaient manœuvrés par les mencheviks et contre-révolutionnaires. Eh bien, voici ce qu'écrivait Kirov, un des hommes les plus en vue du parti communiste au début de 1919 :

"Tout le travail d'organisation de la vie économique du pays s'est fait jusqu'à présent avec la participation directe des Syndicats et des représentants des masses ouvrières. Les Syndicats et les conférences ouvrières de délégués d'usine de certaines branches industrielles ont été les principaux et les seuls laboratoires où se sont formés et où se forment encore les services de l'organisation économique de la Russie."

Situation comparable à celle de l'Espagne. Mais alors qu'en Espagne les animateurs de la révolution élargissaient et perfectionnaient cette gestion des travailleurs, ce qui donna les résultats que nous avons vus, compte tenu des difficultés (raréfaction des matières premières, et de l'énergie, opposition des partis politiques, disette alimentaire au bout de quelque temps par la mainmise des armées franquistes sur diverses régions, en Russie, Lénine, qui se rectifiait et changeait d'avis à chaque congrès, décidait que la production devait passer sous la direction de la bourgeoisie afin de remédier à la sclérose créée par l'Etat dont il critiquait l'extension, mais qu'il renforçait sans cesse. Il a fallu la monstrueuse dictature de Staline, épanouissement de celle implantée par Lénine pour, au prix de millions et de millions de morts, construire dans ce système une économie qui se serait construite sans dictature si l'étatolâtrie n'avait pas tout anéanti.

Si nous cherchons à établir la différence entre la révolution russo-bolchevique et la révolution espagnole, nous pouvons la résumer comme suit, en ce qui concerne la production et l'ensemble de la vie économique :

En Russie, après la prise du pouvoir par les bolcheviques qui imposèrent leur dictature et se mirent à gouverner au moyen de l'Etat, tout continua de s'écrouler pendant des années, tant dans le domaine agricole qu'industriel, et dans celui des services publics, jusqu'à arracher à Lénine l'aveu que nous avons vu, et à l'obliger à recourir à la N.E.P. grâce à laquelle, délaissant complètement le socialisme, l'économie se remit en route jusqu'aux années 1926-1927. Staline continua sur cette lancée, après élimination de ceux auxquels Lénine avait eu recours.

En Espagne, sauf dans les cas où les matières premières manquèrent rapidement, la production agraire et industrielle ne souffrit pas d'interruption, à part quelques jours qui suivirent le 19 juillet, dans l'euphorie de la victoire sur le fascisme, et sans que cela même fût général. Usines, fabriques, ateliers, moyens de transport, services publics se remirent rapidement en marche, sauf à Barcelone dans le bâtiment dont le mécanisme de financement est toujours spécial [\(191\)](#).

Il ne fait pas de doute que si Franco avait été vaincu, l'économie serait passée à peu près intégralement aux mains des travailleurs, et que nos Syndicats l'auraient développée rapidement avec les techniciens divers, ingénieurs et architectes se trouvant en leur sein ou venus en nombre suffisant. Et aussi grâce à l'apport organisateur des dizaines et dizaines de milliers de militants libertaires [\(192\)](#) qui non seulement savaient en quoi consistaient pratiquement le travail, la production, les activités concordantes des différents métiers dans un atelier, une fabrique, une usine, un réseau ferroviaire, mais aussi comment les différents rouages de l'ensemble économique étaient constitués et articulés.

Par contre cette préparation manquait absolument à l'immense majorité des 240.000 membres du parti bolchevique (193) avec lesquels Lénine pensait, en septembre 1917, dans une brochure réservée aux siens, pouvoir prendre et conserver le pouvoir. Dans l'ensemble, ses révolutionnaires professionnels n'étaient pas des professionnels du travail. Il en était de même de la grande majorité des bureaucrates qui adhèrent au parti social-démocrate de gauche, devenu communiste, et qui ignoraient tout de la marche d'une usine, d'un atelier, de la production et de ses rapports pluridirectionnels, des liaisons entre secteurs industriels, géographiquement répartis ou concentrés.

Lénine voulait des chefs, qui dirigeraient la production d'après les instructions du parti, et les résolutions des congrès du parti. Politique d'abord, même au nom de l'interprétation matérialiste, ou économiste de l'histoire. Dans cette politique figuraient les instructions pour la conduite du travail et des travailleurs. Le socialisme était avant tout question d'autorité. Et il l'est resté. Pour nous, il était question d'organisation du travail par les travailleurs, manuels et intellectuels, et il l'est resté.

*

Tout en vantant les réalisations constructives de la Révolution libertaire espagnole, en conservant dans la mémoire de notre intelligence et de notre cur les inoubliables impressions reçues dans telles ou telles Collectivités, telles ou telles fabriques où les antagonismes latents, les mesquineries, la jalousie, les égoïsmes en conflit permanent avaient été remplacés par la confiance que suscitaient l'égalité des intérêts, la solidarité, la pratique de l'entraide – et c'est en cela que l'on avait au maximum l'impression d'abord, la conviction ensuite, qu'une civilisation nouvelle était née – ; tout en proclamant ces résultats merveilleux, l'auteur reconnaît que l'œuvre constructive des libertaires espagnols, dont il était, n'a pas été sans faille, ni parfaite à 100 pour cent.

Il en a dit les raisons objectives : la guerre, qui a généralement dominé l'ensemble des événements sur les fronts du nord, du centre et du sud, et par répercussion toute l'Espagne ; la survivance inévitable des partis politiques et des couches sociales attachés à la société des classes traditionnelles, et l'hostilité multiforme du stalinisme espagnol et international dirigé par Moscou.

Mais il y eut aussi dès raisons subjectives. D'abord, si l'appareil constructif était, quant à sa préparation technique, incomparablement supérieur à ce qu'il n'a jamais été dans toutes les révolutions précédentes, il était aussi à nos yeux, insuffisamment développé. La cause, toujours du point de vue subjectif, en fut double : d'une part, les combats menés pendant soixante-six ans, dont nous avons donné une idée dans le chapitre intitulé *Hommes et luttes*, ont, par ce qu'ils absorbaient de temps, engloutissaient de force et d'énergies, empêché de pousser plus loin une organisation qui eût demandé des études auxquelles nos militants de base, mobilisés aussi par la misère et par la faim, et souvent sans préparation intellectuelle suffisante, ne pouvaient se livrer. D'autre part, les éléments démagogiques qui existaient dans notre mouvement, et qui exercèrent une influence négative, antisyndicale et antiorganisatrice qu'il nous fallut combattre, contribuèrent – nous l'avons dit – à retarder la constitution des fédérations d'industrie dont l'existence aurait permis de syndicaliser plus rapidement et plus complètement la production, et surtout, l'organisation de la distribution.

Il est vrai qu'aucune révolution sociale, ni même politique, n'a jamais été préparée d'avance dans ses moindres détails quant à ses réalisations positives, et que nous pouvons, en partie, être fiers des bases que, étant donné les circonstances, nous avons construites avant 1936. Toutefois, nous avons le droit, et même le devoir, de nous juger nous-mêmes avec sévérité et de reconnaître nos faiblesses, nos erreurs ou nos fautes. Nous aurions mieux fait si notre mouvement avait procédé davantage à cette préparation économique et technique. Que les autres s'y soient donnés beaucoup moins, ne s'en soient nullement préoccupés, et ne s'en préoccupent pas encore en cette période où tant d'intellectuels sans intelligence, et parfaitement irresponsables réclament à grands cris une révolution sur laquelle ils n'ont pas la moindre idée constructive, n'y change rien. Proudhon et Bakounine, et Kropotkine, c'est-à-dire les plus grands théoriciens du socialisme libertaire ont toujours, surtout les deux premiers, recommandé cette préparation aussi poussée que possible, de la reconstruction révolutionnaire, contrairement à l'inexplicable incompréhension marxiste qui non seulement par la plume de Marx (194), mais par celle de Kautsky, de Rosa Luxembourg même, a toujours, au nom du socialisme, soi-disant "scientifique" (selon lequel, en ces choses, la science consiste à s'embarquer sur un océan dont on a déchaîné la tempête, sans boussole et sans gouvernail), combattu toute prévision concernant la société post-révolutionnaire. On voit où cela a mené dans les pays appelés par euphémisme "démocraties populaires".

Sans préparation organique, il n'est pas de révolution sociale et vraiment socialiste possible. La possibilité de succès dépend de l'importance de la capacité constructive préexistante. Mais cela ne signifie pas que la préparation ne doive être qu'intellectuelle et technique. Elle doit être, avant tout, morale, car le degré d'intellectualité spécialisée et de technicité mise au point dépend du degré de conscience qui crée le sens du devoir imposant l'acquisition des disciplines nécessaires. C'est avant tout cette conscience des responsabilités qui a dominé chez les anarchistes espagnols, a influencé leurs luttes, leur comportement individuel, leur oeuvre de propagande et d'organisation des travailleurs des campagnes et des villes, a maintenu leur persistance invincible dans le combat mené pour une société meilleure et une humanité plus heureuse, et alimenté la ferveur, sinon le mysticisme qui, portant chacun au-delà de lui-même, le poussait à se donner, à sacrifier sa vie pour l'avenir de l'humanité. Sans quoi, toute l'intelligence et toute la technique du monde n'auraient pas servi à grand-chose.

Et cela a aidé souvent à trouver des solutions valables, ou originales, là où manquait une formation intellectuelle supérieure. "J'ai vu bien des fois des cheminots, militants ouvriers qui savaient à peine signer leur nom, et qui, dans les réunions où l'on examinait des problèmes d'organisation des chemins de fer, ne déméritaient pas à côté des ingénieurs", nous disait récemment une camarade polonaise, ingénieur elle-même, à laquelle nous rendons ici hommage, qui participa jusqu'au dernier moment au fonctionnement du réseau ferroviaire de Madrid-Saragosse-Alicante.

L'imagination créatrice était stimulée par l'esprit, par l'âme des militants, et stimulait l'intelligence. La révolution, c'est aussi l'inspiration, la libre inspiration, des hommes. Il est certain qu'en 1917 le parti bolchevique russe comptait un nombre d'intellectuels très supérieur à ceux que comptait, même proportionnellement à l'importance de la population, le mouvement libertaire espagnol en 1936. Mais la bureaucratisation étatique a freiné l'esprit créateur, et la supériorité culturelle d'un état-major de révolutionnaires professionnels s'est montrée inférieure au génie créateur de légions de militants libéralement orientés, et des masses par eux mobilisées.

Notre oeuvre constructive révolutionnaire a été détruite par la victoire franquiste et par le sabotage et la trahison de Staline et de ses agents. Mais elle reste dans l'histoire comme un exemple, et une preuve qu'il est possible d'éviter les étapes dictatoriales lorsqu'on sait organiser rapidement la société nouvelle ; se passer de la soi-disant dictature du prolétariat, ou plus exactement d'un parti révolutionnaire usurpant la représentation ou la délégation du prolétariat que les intoxiqués, les possédés du pouvoir – de leur pouvoir auquel le peuple doit se plier – s'obstinent à vouloir nous imposer sous peine de nous massacrer comme contre-révolutionnaires. Pas plus qu'hier Lénine et les siens, que Marx et Blanqui, et tous les maniaques de la dictature, ils n'ont la moindre idée pratique de la façon de réorganiser la vie sociale après le capitalisme. Mais comme fit Lénine, ils organiseraient très vite une police, une censure, et bientôt des camps de concentration.

Un chemin nouveau a été montré, une réalisation qui émerge comme un phare dont les révolutionnaires qui veulent émanciper l'homme, et non le réduire en un nouvel esclavage, devront suivre les lumières. S'ils le font, notre écrasement d'hier sera largement compensé par les triomphes de demain.

(1) Ce livre a été écrit à différents moments, différentes périodes et situations, conséquences de la vie agitée de l'auteur. Ce qui explique que certains chapitres soient écrits au passé, d'autres au présent. Il aurait été possible d'unifier au passé. Mais le présent donne une idée, une représentation plus forte, plus nette, et l'auteur, qui a éprouvé l'impression de revivre directement ce qu'il a décrit a cru préférable, et même utile, de transmettre cette impression aux lecteurs ; donc, de laisser en l'état les descriptions qui suivent.

(1bis) Non seulement les frères Reclus, mais des hommes comme James Guillaume, Jules Guesde, Benoît Malon, Ferdinand Buisson, Victor Dave, Alfred Naquet faisaient partie de l'Alliance.

(2) Expulsé de France par Guizot en 1847, il y revint quand se produisit la révolution de février 1848.

(3) Observons l'importance donnée dès le départ à l'instruction, et que l'on retrouvera jusqu'en 1936-1939.

(4) Souligné par moi.

(5) L'emploi du mot Etat a ici le sens de nation, comme on le verra par ce qui suit.

(6) Nous verrons plus loin que la formule du produit intégral de son travail à l'ouvrier fera place, par l'introduction du principe communiste, à une vision plus généreuse des choses.

(7) Phrase nettement bakouninienne.

(8) Non seulement le prétexte de l'expulsion était faux, mais Bakounine n'avait pas été prévenu de ce qui se tramait. Il était absent, et une partie des délégués qui votèrent dans le sens voulu par Marx étaient munis de faux mandats.

(9) Il s'agit de la structure politique de l'Etat, pour construire une autre structure comme on va le voir.

(10) Le fait s'est produit pendant la révolution ; certains libertaires en étaient restés à la formule de la commune libre, autarcique ; ils rectifièrent aisément.

(11) Notons ici que l'esprit prolétarien n'excluait pas un critère donnant aux travailleurs intellectuels une place dans le combat.

(12) L'ouvrier chapelier, Ricardo Mella, deviendra ingénieur des mines.

(13) Observons que le mot *socialiste* était encore employé par Kropotkine à cette époque.

(14) Vers cette époque, la rédaction de *El Productor* discutait avec celle des *Temps Nouveaux*, continuation du *Révolté*, sur l'utilité de l'activité au sein du mouvement ouvrier. Les *Temps Nouveaux* la niaient.

(15) Mot employé pour anarchie.

(16) Deuxième concours socialiste, appelé "concours" parce que des récompenses y furent données selon la valeur des travaux.

(17) Journaliste de talent, issu de la petite bourgeoisie et rallié au peuple, excellent orateur qui aurait pu faire carrière parmi les privilégiés, et qui, jusqu'à sa mort, fut un exemple de dévouement à la cause qu'il avait embrassée. Quand je le connus en 1917, il avait déjà été vingt-deux fois emprisonné.

(18) L'exil en France dans les périodes de répression ou de chômage prolongé qui faisait aller gagner son pain au-delà des Pyrénées, favorisa la prise de contact avec les nombreux groupuscules où les longs cheveux, les sandales et la cravate lavallière étaient les distinctifs généralisés de l'individualité supérieure de chacun.

(19) Malheureusement, sous l'influence de démagogues éloquentes, le congrès repoussa la constitution de fédérations d'industries, si nécessaire. On ne la commença qu'en 1931, et ce retard se fit sentir pendant la révolution.

(20) Montjuich, fort de Barcelone où Ferrer fut fusillé en 1909.

(21) Voir plus loin les réalisations d'Alcoy pendant la révolution de 1936-1939.

(23) Le nom de cette localité a dû être mal orthographié.

(24) Les luttes contre le fisc expliquent sans doute, en partie, l'hostilité du peuple espagnol envers l'Etat.

(25) Le nom est plus français qu'espagnol. Peut-être Narciso Poimireau était-il un lointain descendant de ces paysans dont nous parle Taine et qui, ruinés par les exactions du fisc de Louis XIV, durent, chassés par la misère, émigrer en Espagne.

(26) Cet camps de concentration dont personne, ou presque, ne s'émut à l'époque, étaient gardés par la garde mobile et des tirailleurs sénégalais. Il y mourut des centaines de réfugiés. Ric s'en évada et prit part à la lutte contre les forces nazies, dans la région du Rouergue et, dénoncé par les communistes (le cas ne fut pas unique), fut arrêté et envoyé à Dachau d'où il revint pesant 35 kilos.

(27) Ambrosio Marcos ne nous dit pas lesquels.

(28) Selon cette loi, la police, garde civile ou autre, avait le droit de tirer sur tout détenu, qui essaierait de s'enfuir pendant son transfert à la préfecture, en prison ou en déportation. La garde civile, spécialiste de ces faits, assassinait ainsi les militants sous prétexte qu'ils avaient voulu s'enfuir.

(29) Cette affirmation est discutable, comme on va le voir par ce qui suit. Mais les militants libertaires de base voulaient toujours *aller au-delà*.

(30) Grève des mineurs, dramatique comme presque toujours.

(31) France, 550.000 km².

(32) Les terres "médiocres" en Espagne sont généralement "mauvaises" en France.

(33) Il est courant, en Espagne, de donner à cette affirmation un sens différent. Mais il nous semble que cette interprétation géographique est la plus juste.

(34) Actuellement, le rendement moyen est, en Espagne, de 9 à 11 quintaux de blé. L'un dans l'autre il semble que l'augmentation ait été de 1 quintal par hectare en trente ans.

(35) En 1936, calculée en pesetas, la valeur du rendement d'un hectare d'oliviers était le tiers de celle d'un hectare de blé.

(36) Le Miño, qui coule en Galice, puis fait frontière avec le Portugal, est le second fleuve d'Espagne quant à son débit. Mais comme il pleut déjà trop dans la région où il se forme, son eau n'est pas utilisée.

(37) Cas du Miño.

(38) Keyserling écrivait qu'après le peuple russe, le peuple espagnol était, de tous les peuples d'Europe, celui qui possédait la plus grande réserve de force spirituelle.

(39) Toute la famille d'un nommé Seisededos (nom qui lui était donné parce qu'il avait six doigts à une main) fut massacrée : quatorze (ou seize) personnes, parce qu'il avait refusé de laisser saisir ses pauvres biens, sur l'ordre du fisc.

(40) Le premier parlement avait voté une "ley de vagos", ou "loi des fainéants", et fait établir des camps de "vagos". Ceux que l'on internait ainsi étaient des chômeurs, des travailleurs sans emploi plus ou moins protestataires. Ce furent aussi des révolutionnaires qui dénonçaient l'incapacité du régime. L'imagination créatrice des gouvernants de gauche n'allait pas plus loin.

(41) Police spéciale organisée par la République, et qui jusqu'alors s'était montrée particulièrement féroce contre les anarchistes.

(42) En fait, les raisons profondes de l'attitude de Garcia Oliver furent tout autres. Il les exposa dans des conversations privées à des camarades. "Qu'aurais-je fait du pouvoir ? Je n'étais préparé à rien de ce qu'il impliquait, la situation était telle que je ne pouvais qu'échouer. Et c'était bien ainsi. Garcia Oliver, comme tout les tribuns plus ou moins démagogiques de la F.A.I., était dans la plus profonde ignorance des mesures à prendre pour diriger la vie, la production, le ravitaillement d'une ville comme Barcelone. Il en était de même pour Federica Montseny. Cela ne les empêchait pas de devenir ministres de la République. C'était moins difficile qu'organiser une Collectivité.

(43) Une situation semblable s'était créée dans les Asturies et les parties d'Andalousie et d'Estrémadure que les fascistes ne conquièrent pas immédiatement. En Biscaye, le gouvernement autonome avait la situation en main, entre autres causes parce que le mouvement libertaire et la C.N.T n'y avaient pas de force appréciable, ou tout du moins comparable.

(44) Teruel était d'abord restée dans une espèce de "no man's land". Les autorités républicaines de Valence envoyèrent, pour s'en saisir, une force de garde civile qui se retourna contre nos forces, les massacra et livra la ville aux fascistes.

(45) En Espagne, l'élevage du bétail est considéré séparément de ce qu'on appelle l'agriculture.

(46) On retrouve ici, mis en application, presque toutes les mesures et les modes d'organisation préconisés dans les programmes que nous avons résumés au chapitre intitulé *l'Idéal*. On ne pourrait dire pourtant que ce passage de la théorie au fait fut délibéré.

(47) C'est ce qu'on appelait des tanks. Pauvres tanks, il est vrai, et combien insuffisants, contre lesquels les balles ricochaient peut-être, non les obus, mais qui, en tout cas, reconfortaient ceux qui partaient.

(48) Il n'y a pas de commune mesure entre l'importance numérique des forces libertaires espagnoles de 1936 et celle des bolcheviques en 1917. Ni quant aux aptitudes de ces forces sur le terrain de la production, du travail, des activités créatrices immédiates. Les bolcheviques étaient en tout de 200.000 à 250.000 pour 140 millions d'habitants. Et ils comptaient beaucoup d'éléments d'alluvion.

(49) A l'autre bout de la chaîne se trouvait Trotski. Il nous reprochait de ne pas balayer toutes les forces, les partis, les formations de la bourgeoisie et du socialisme réformiste, de ne pas prendre le pouvoir pour continuer la guerre comme les bolcheviques l'avaient fait en Russie. Il fallait son parti pris aveugle pour confondre deux situations absolument dissemblables. Le moindre bon sens indique qu'il nous était absolument impossible de mener à la fois la guerre contre Franco, et, à l'arrière, de faire une seconde guerre contre les autres secteurs antifranquistes qui ne se seraient pas laissés anéantir si facilement. C'eut été une stupidité et un crime. La guerre de mouvement qui favorisa les forces de l'Armée rouge en Russie était inapplicable en Espagne où l'ennemi s'empara bientôt des centres sidérurgiques et de fabrication d'armes, et où l'on ne disposait pas des forces militaires et de hauts officiers comme ceux venus du tsarisme, parmi lesquels figuraient des spécialistes de la guerre comme le général Brussilof, une des gloires de l'armée russe, et Toutatchevski, qui était sans doute le stratège n°1 de l'Armée Rouge quand Staline le fit fusiller.

(50) Une réunion préparatoire, où la convocation de ce congrès constitutif fut décidée, avait eu lieu précédemment à Binéfar ; les représentants des Collectivités déjà constituées y étaient accourus en foule.

(51) Voir le chapitre intitulé *Comptabilité collectiviste*.

(52) Nous avons coupé ici les textes, un peu trop chargés de répétitions inutiles.

(53) Du POUM, parti ouvrier d'unification marxiste, de tendance trotskiste

(54) En 1937, on avait perdu 20.000 tués sans parvenir à reprendre la petite ville de Huesca, qui comptait 18.000 habitants.

(55) Surnom populaire donné en Espagne aux Aragonais.

(56) Prononcer "Graouss".

(57) Comme dans la plupart des cas, on donnait le nom de coopérative à ce qui était des magasins communaux.

(58) Celui qui s'en chargea était un jeune patron, bien organisé.

(59) La limite fut ensuite portée à deux personnes.

(60) Observons que la collectivité paysanne n'est pas séparée, mais fait bloc, toujours, avec "tous les métiers réunis".

(61) Il y eut, en Aragon, et dans d'autres régions, de nombreux cas où les jeunes, garçons et filles, se séparaient de leur famille restée individualiste, pour adhérer à la Collectivité.

(62) Quoique le droit de sécession existe toujours. Mais en fait, l'isolement est impossible.

(64) Voir au chapitre [Matériaux pour une révolution](#) ce que le géographe Gonzalo de Reparaz dit des steppes du bassin de l'Ebre.

(65) Le nombre de vaches n'était pas élevé ; dans la plus grande partie de l'Espagne, les pâturages manquent. On comptait environ 3.600.000 bovins en 1936 contre 15.500.000 en France.

(66) Déjà à cette époque, la Collectivité de Fraga pratiquait le système des "pâturages tournants", mis en application dans la vallée de l'Inn, en Autriche, et qui était à peu près inconnu en France. Ce système, qui consiste à diviser en parcelles la surface utilisée pour le passage des bêtes, et à utiliser ces parcelles alternativement, de façon que l'herbe ait le temps de repousser quand les animaux reviennent où ils ont commencé, était, naturellement, plus facile à appliquer dans les étendues possédées par la Collectivité.

(67) Fraga est situé à la limite de la Catalogne et de l'Aragon, au centre d'une steppe presque désertique qui prend au cur le voyageur qui la traverse à pied.

(68) Le bon, si bref, deux fois bon.

(69) Il s'agit de l'U.G.T. et de la C.N.T.

(70) Interprétons : les moins pénibles.

(71) Calculé en moût, à l'hectare, le rendement moyen des vignobles était de 60% inférieur à celui de la France.

(72) Dans l'ensemble de l'Espagne, les pâtres et les bergers n'en mangeaient que quand une brebis avait été à moitié dévorée par les loups, ou quand un mouton était tombé dans un précipice et s'y était tué ou gravement blessé.

(73) Malgré tout, la minceur des filons ne permet pas d'y employer des haveuses semblables à celles de la Ruhr ou de Pennsylvanie.

(74) Le gouvernement de la république payait les miliciens dix pesetas par jour, équivalant d'un bon salaire moyen dans les villes.

(75) Bientôt, tous ont été collectivisés à 100%.

(76) Ce fut surtout Etienne Cabet.

(77) Hélas, la victoire franquiste prouva que ces prévisions étaient trop optimistes.

(78) On alloue, à l'année, pour une famille composée du père, de la mère, et de deux enfants de 6 et 14 ans, la valeur de 280 pesetas en vêtements. Cela représente le double ou le triple de ce qu'auparavant dépensait normalement une famille de paysans.

(79) Equivalant aux mas de Provence.

(80) Cinquante enfants, cela paraît beaucoup. Mais, devant le retard de l'organisation scolaire en Espagne, cela constituait un progrès. L'important était d'alphabétiser, même au prix d'efforts exceptionnels. L'auteur avait 52 élèves, de 5 à 15 ans dans l'école "rationnaliste" où il dut s'improviser instituteur, à La Corogne. Et il fit face à son travail jusqu'à ce que Primo de Rivera décrêtât la fermeture de ces établissements.

(81) L'habitude était, en Espagne, de sacrifier les vaches pour la boucherie.

(82) La variété des caractéristiques géographiques et des ressources en dépendant est cependant telle qu'en 1936, des régions d'une même province au sol fertile comptaient 450 habitants au kilomètre carré dans la zone méditerranéenne, et d'autres 18, 19 et 20 habitants seulement à 25 ou 30 km de la côte.

(83) La population espagnole est beaucoup moins dispersée que la population française, et le nombre des communes était, même rapporté à la moindre importance numérique de la population, de beaucoup inférieur. Les chiffres correspondant au Levant n'en sont que plus éloquents.

(84) Ajoutons qu'un certain nombre de paysans socialistes, ou appartenant à l'U.G.T., adhèrent aux Collectivités. L'autonomie de ces dernières n'en était que plus nécessaire.

(85) Le Ferecale (contraction de Federacion Regional de Campesinos de Levante) fut constitué pour le transport et la commercialisation des agrumes. Il était composé des sections suivantes : éléments techniques ; magasins ; entrepôts ; moyens de transport terrestre ; marché national ; exportations internationales ; comptabilité générale ; section maritime de transport. Des délégations générales avaient été constituées à Castellon, Burriana, Gandia, Denia et Alicante. Il possédait sa flottille de bateaux à moteur de 120 à 150 tonnes. Les commandes arrivées de l'étranger étaient envoyées aux centres d'emménagement régionaux dans lesquels se trouvait la qualité des fruits (surtout des oranges) demandés. La marchandise était expédiée de chaque centre à la section d'embarquement correspondante ; et la section de facturation transmettait alors l'enregistrement à la section Comptabilité. D'autre part, les sections de contrôle établies dans les ports transmettaient téléphoniquement les entrées et les sorties au Centre de Ferecale, établi à Valence ; et les dépôts d'où était prélevée la marchandise agissaient de même.

(86) Sans doute aussi existait-il des dépôts de matières premières répartis dans les cinq provinces, car il va de soi que tout n'était pas concentré à Valence.

(87) On aurait pu élargir le marché national en augmentant la consommation du peuple d'autres régions d'Espagne (Castille, Estrémadure, Galice, partie de Andalousie), et des ouvriers de bien des villes de l'intérieur. Mais outre le coût des moyens de transport dans ce pays excessivement montagneux, le régime traditionnel ne s'en était jamais occupé.

(88) Il n'y avait pas encore eu d'afflux de réfugiés venus de Castille.

(89) Ce secrétaire, un tout jeune homme, me surprit par ses connaissances des problèmes de l'agriculture espagnole. Et pourtant, il était inconnu, même dans notre mouvement.

(90) Cette mesure fut prise pour les membres de la Collectivité non propriétaires de leur logement. C'étaient, comme on peut le voir, les moins nombreux. Il convient aussi de remarquer que les collectivistes habitaient chez eux, individuellement. Rien à voir donc avec les conceptions d'Etienne Cabet et d'autres réformateurs, dont les essais, en Amérique du Nord, échouèrent au siècle dernier, en grande partie par une communisation excessive et de tous les moments, qui étouffait la personnalité. Cette séparation fut pratiquée dans toutes les Collectivités espagnoles.

(91) Cette différence de moyens d'existence, que nous retrouvons ailleurs, mais pas toujours, choquera, avec raison. Il ne faut pas oublier que l'Espagne a conservé des séquelles de la permanence arabe, qui a duré huit siècles puis de l'Eglise catholique la plus arriérée qui fut. Telle est la première explication. Puis, dans la pratique, il est exceptionnel qu'une femme vive seule ; généralement, la célibataire, ou la veuve vit avec sa famille – les traditions familiales sont plus respectées en Espagne qu'en France. Le problème de la femme seule ne se pose donc pas comme les coutumes françaises peuvent le faire supposer. Ajoutons qu'autour de la table de famille, chacun, et naturellement chacune mange à sa faim. Il n'y avait de différence que dans les familles les plus pauvres où, souvent, si par exemple les ressources ne permettaient d'acheter qu'un seul oeuf, celui-ci était réservé au chef de famille, non tant parce que chef que parce que étant le seul à travailler, il lui fallait se nourrir suffisamment pour réparer ses forces et maintenir sa maisonnée.

(92) Cette initiative fut bientôt menée à bien. Quand l'eau jaillit et s'écoula pour la première fois vers les orangeries, on craignit l'inondation. Il fallut dépêcher un jeune coureur à toute vitesse pour demander d'arrêter ce flot tumultueux et merveilleux.

(93) Cette partie de la lettre nous rappelle qu'il existait toujours un monde capitaliste, et que les Collectivités se développaient en concurrence avec lui.

(94) On voit ici la différence de rendement entre les terres sèches et les terres irriguées.

[\(95\)](#) Il n'est plus ici, question de moutons. Etait-ce oublié ?

[\(96\)](#) Leader et militante stalinienne enragée.

[\(97\)](#) Notre mouvement était depuis longtemps solidement implanté à Sueca, où son histoire fut parfois dramatique.

[\(98\)](#) Bien que cet écrasement ait eu lieu au temps de Charles Quint, il ne fut pas l'uvre de ce dernier. Quoi qu'il en coûte à certains Espagnols de le reconnaître, ce fut l'aristocratie espagnole uniquement qui anéantit le soulèvement démocratique ; les répercussions en eurent une extrême importance pour l'histoire sociale de l'Espagne.

[\(99\)](#) Cet Ateneo d'esprit libertaire faisait en quelque sorte pendant, toutes proportions gardées, avec l'Ateneo fondé sous la monarchie par les intellectuels libéraux de Madrid, et dont les campagnes et les positions politiques exerçaient une influence certaine sur la vie publique de l'Espagne. A plusieurs reprises, des militants libertaires, dont Orobón Fernández, jeune de grande valeur qui mourut tuberculeux, furent invités à y parler.

[\(100\)](#) Naturellement, la liste n'est pas exhaustive.

[\(101\)](#) Madrid ne faisait donc que suivre la tradition libertaire.

[\(102\)](#) Ciudad Real (Ville Royale) s'appela à l'époque Ciudad libre (Ville libre).

[\(103\)](#) De nombreux militants de Madrid, qui avaient participé efficacement à la propagande dans les campagnes, contribuèrent à l'organisation des collectivités.

[\(104\)](#) Rappelons-nous que les femmes ne travaillaient qu'épisodiquement, "pour rentrer la luzerne et démarier les betteraves", comme disaient dans leur rapport les Collectivistes d'Albalade de Cinca.

[\(105\)](#) Il s'est produit ici le contraire de ce qui s'est produit dans le Levant. Ce sont les militants de la ville qui sont allés porter la bonne parole à la campagne.

[\(106\)](#) Les grandes fermes andalouses appelées "cortijos" employaient à demeure un personnel nombreux, et constituaient souvent des unités économiques (voir le chapitre intitulé [L'Idéal](#)).

[\(107\)](#) On appréciera mieux l'importance de cette somme quand on saura qu'un quintal de blé valait alors 58 peset as.

[\(108\)](#) Ce que nous savons de la Révolution russe et de la presse qui se publia dès les premières années de la domination bolchevique, nous autorise à dire que l'on n'y trouvait pas de tels conseils, reflétant un tel esprit constructif.

[\(109\)](#) Voici un exemple probant : à Barcelone, et généralement en Catalogne, il ne fut pas possible de socialiser et d'amalgamer production et distribution. Et le repas qui coûtait 12 pesetas dans un restaurant de Barcelone, coûtait 3 pesetas dans un restaurant socialisé de Madrid.

[\(110\)](#) Dans son livre *Historia del Anarco-sindicalismo español*, paru à Madrid, en 1968, l'écrivain Juan Gómez Casas écrivait : "Les Collectivités organisées par la Fédération régionale du Centre de l'Espagne, dans les Possessions du comte de Romanones à Miralcampo, et Azuqueca, province de Guadalajara, méritent spécialement d'être citées. Les paysans transformèrent toute la physionomie de ces contrées, ils dévièrent le cours d'une rivière pour irriguer les terres, augmentèrent énormément les surfaces cultivées, construisirent des fermes, un moulin, des écoles et des réfectoires collectifs, des maisons pour les collectivistes, et augmentèrent énormément la production." Ajoutons que quand il retourna dans ses terres, après la fin de la guerre civile, le comte de Romanones, beau joueur, émerveillé de ce qu'il voyait, intervint pour faire libérer le principal organisateur de cette oeuvre constructive, que les fascistes tenaient en prison, et auraient certainement fusillé.

[\(111\)](#) Sur 18.000 habitants, la C.N.T. comptait normalement 3.000 adhérents, au commencement de la socialisation, et comme conséquence des persécutions récentes, elle en comptait 2.000. Quelques mois plus tard, elle en comptera 6.000.

[\(112\)](#) Et aussi celui du front.

[\(113\)](#) L'anarchisme individualiste ne fit jamais souche.

[\(114\)](#) L'Espagne était alors un des pays d'Europe qui possédait le plus de métal jaune : on calculait qu'il existait environ trois milliards de pesetas or à la Banque d'Etat.

[\(115\)](#) Le fait qu'un homme soit allé chercher ces articles, et que d'autres l'aient fait par la suite semble indiquer une révolution instantanée dans les murs. Quel Espagnol serait allé, auparavant, faire les courses chez l'épicier et acheter une robe de fillette ?

[\(116\)](#) Mesure de 0,835 m.

[\(117\)](#) Le savon fut, comme on peut le voir, un des articles les plus demandés. Cette fringale de propreté en dit long.

[\(118\)](#) Cela fut, et est encore la pratique des kibboutzim israéliens qui, du reste, ne sont pas, sur beaucoup de points, comparables aux Collectivités espagnoles, car on y trouve des normes et une organisation presque conventuelle, qui rappellent les communautés préconisées par nombre de réformateurs du siècle passé, et où la liberté individuelle est par trop ignorée.

[\(119\)](#) A la même époque, le Comité de Caspe avait envoyé une circulaire à tous les villages et les Collectivités afin de procéder à une enquête générale sur le nombre d'arbres fruitiers (poiriers, pommiers, noyers, oliviers, vignes, amandiers, etc.), sur le nombre de têtes de bétail (ânes, mulets, chevaux, ovins, bovins, porcins, caprins), et sur l'importance de la main-d'œuvre et la surface des terres utilisables, irriguées ou sèches. On préparait ainsi l'organisation d'ensemble à l'échelle de la région entière.

[\(120\)](#) Nous respectons le style, et, parfois, les gaucheries.

[\(121\)](#) Texte intégral.

[\(122\)](#) L'auteur très tôt emprisonné en France, n'a pu aller aussi loin qu'il aurait voulu dans ses recherches.

[\(123\)](#) Naturellement, les chiffres ont beaucoup changé depuis. Selon le dernier recensement qui remonte à 1960, la population agricole active représentait 39,70 % ; la population industrielle 33 % ; le secteur dénommé "service", 28 %. Le poste sidérurgique et grande métallurgie comptait, en 1961, 230.000 personnes, la "petite métallurgie", 386.000, le bâtiment, 603.000, l'industrie textile, 335.000. Mais ici aussi, il faut, pour faire des comparaisons, tenir compte de l'augmentation de la population passée de 24.000.000 d'habitants en 1936 à 30.500.000 à la période de recensement (et à 33.000.000 en 1970).

[\(124\)](#) Mais quels révolutionnaires voulant jeter bas la société actuelle et proclamant la nécessité d'en construire une nouvelle se sont jamais préoccupé de ces problèmes ? Marx, lui-même se moquait des "recettes" pour les marmites de la société future. Assez curieusement il n'y a eu que l'école anarchiste, ou libertaire, qui a produit des anticipations plus ou moins sérieuses, selon les cas. Et la préoccupation de l'œuvre constructive à réaliser a été certainement un des facteurs qui a préparé les militants constructeurs dont nous divisons l'œuvre.

[\(125\)](#) Solidarité implique interdépendance, ou n'est qu'un mot. Voici un exemple montrant toute la différence qui existait à ce sujet entre les vieux militants syndicalistes révolutionnaires français et leurs camarades espagnols. En une espèce de table ronde où l'auteur expliquait à des délégués métallurgistes du Creusot que le salaire des métallurgistes était, à Barcelone, le même pour tous les métiers, un de ces délégués déclara qu'il ne pouvait accepter qu'un forgeron se prononce sur son salaire à lui, mécanicien ajusteur. Je lui expliquai que nous dépassions la morale corporatiste ; et que pour nous c'est le droit humain, égal pour tous, qui primait. Le camarade ne fut pas entièrement convaincu.

(126) Dans son livre déjà cité (*El proletariado Militante*) Anselmo Lorenzo montrait que déjà au temps de la Première Internationale cette absence de militants techniquement préparés constituait un handicap important.

(127) Celle-ci fut certainement gênée parce que, au nom des nécessités de la guerre, Indalecio Prieto socialiste de droite, intervint dans l'organisation des industries métallurgiques, et, d'accord avec les communistes placés aux points névralgiques, empêcha un approfondissement de la socialisation syndicale. Voir le chapitre La contre-révolution interne.

(128) Un autre Manifeste dénonçant la déviation des Collectivités et déclarant qu'elles étaient l'opposé du communisme libertaire fut lancé à la même époque par la F.A.I. L'auteur de ces lignes avait été chargé de le rédiger.

(129) Nom officiel du gouvernement catalan.

(130) Il s'agit de dettes, réelles ou supprimées, dont le paiement était réclamées par nombre d'entrepreneurs.

(131) Le décret reconnaissant, et canalisant les collectivités, ne fut publié par le gouvernement catalan que le 24 octobre 1936, trois mois après le début des événements et devant la mainmise croissante exercée par les travailleurs.

(132) A Valence, les choses se passèrent de même pour l'industrie du bois. Dans la métallurgie, on n'alla pas plus loin qu'à Barcelone pour les raisons auparavant exposées.

(133) N'oublions pas que nous sommes encore loin de la socialisation intégrale *dans l'ensemble du pays*. Les pratiques commerciales subsistent, et bien des aspects du capitalisme qu'il n'était pas en notre pouvoir de faire disparaître complètement.

(134) Ou "Mutua Levantina", créée par des libertaires, et dont il sera question au chapitre [*La socialisation de la médecine*](#).

(135) Les 3.000 appartenant à l'UGT acceptèrent, même à regret, les décisions majoritaires.

(136) Avant 1936, la production d'électricité s'élevait, depuis plusieurs années et pour toute l'Espagne, à environ 3.000 millions de kWh, presque toute d'origine hydraulique. On construisit par la suite de nombreux barrages, mais on s'aperçut un peu tard qu'ils se remplissaient difficilement à plus du tiers de leur capacité. Il fallut alors intensifier la production thermique.

(137) Etant donné la dispersion du personnel dans les unités de production à travers la Catalogne, le problème se pose de la façon dont les assemblées générales nomment ces délégués. Nous reconnaissons qu'il y a là une lacune dans les renseignements que nous avons recueillis.

(138) Montagne s'élevant à 580 m, qui avec ses contreforts couverts de pinèdes, domine Barcelone.

(139) Sanchez était sorti de prison, avec des milliers d'autres camarades, grâce à l'amnistie accordée après les élections de février 1936.

(140) Les couleurs rouge et noire étaient celles de la C.N.T. et de la F.A.I.

(141) Colline de Barcelone, dominée par un fort, où Francisco Ferrer fut fusillé en 1909.

(142) Les premières augmentations n'eurent lieu que vingt mois après le début de la révolution. Elles furent rendues inévitables par la hausse des prix des matériaux et du coût de la vie, qui entraînait la hausse des salaires.

(143) Il faut ajouter les impôts, que payaient aussi les autres entreprises socialisées. Le gouvernement central de Valence demanda 3 % sur les recettes brutes ; mais le gouvernement catalan, résidant à Barcelone, exigea ce qu'il obtenait auparavant de la compagnie capitaliste étrangère : rien de moins que quatorze impôts différents, qui faisaient au total 4 millions de pesetas. Le Syndicat demanda une entrevue, et après une

discussion serrée obtint un accord pour un versement forfaitaire de 1.500.000 pesetas.

(144) La discipline du travail pour laquelle l'ordre social nouveau se montrait généralement plus strict parce qu'on voulait ne pas échouer, mais prouver une supériorité de capacité administrative et de rendement, apparaît aussi, au Syndicat des tramways, dont les décisions étaient toujours prises dans les assemblées générales, dans les cas d'ivresse, très rares et qui répugnent si profondément à l'Espagnol. La mesure prise consista en la suspension du travail et en la remise de la paye à l'épouse, pendant plusieurs semaines, ce qui donnait à cette dernière l'occasion d'exercer ses droits à l'administration du foyer.

(145) En URSS, l'éventail allait et va de 1 à 18. (*Sachant que ce livre a probablement été achevé au tout début des années 1970 – NdE*).

(146) Pour ces raisons, l'Etat espagnol assurait le paiement d'un intérêt fixe aux capitaux étrangers investis dans les chemins de fer espagnols.

(147) Dans les deux ou trois mois de la guerre, les républicains furent maîtres de la mer grâce à la supériorité du croiseur *Jaime I*, qui était en leurs mains. Cela leur permit de continuer la navigation de cabotage, et n'oublions pas que le plus grand nombre de villes importantes se trouvaient sur les côtes de la péninsule ibérique. Mais quand les franquistes renversèrent la situation, grâce au croiseur *Canarias*, le cabotage s'en ressentit et le ravitaillement en charbon pour la région méditerranéenne finit par cesser.

(148) Observons que la coordination des activités des deux réseaux au moyen d'un comité de liaison résidant à Barcelone était permanente.

(149) Mort récemment en exil, au Mexique.

(150) En 1970, cette Société continue d'exister malgré le franquisme, comme continue d'exister la Verrerie coopérative de Mataro, en Catalogne, verrerie fondée bien avant 1936, et dont l'animateur fut Juan Peyro, ministre de l'industrie dans le gouvernement de Valence, que Hitler livra à Franco (il s'était réfugié en France) et que ce dernier fit fusiller devant son refus de prendre la tête des syndicats phalangistes.

Il est du reste remarquable qu'à plusieurs reprises l'offre fut faite à nos camarades emprisonnés d'être mis en liberté s'ils acceptaient de prendre la tête du syndicalisme "vertical" fasciste. Naturellement elle fut repoussée et nos camarades restèrent dans les bagnes ou les prisons.

(151) Signalons en outre que de nombreuses conférences avaient, pendant des années, été données par des médecins sympathisants dans les Centros Obreros (Centres ouvriers) équivalant aux bourses du travail françaises, à l'architecture moins imposante, mais à l'esprit plus militant.

(152) Des organismes semblables surgirent certainement à la même époque dans d'autres villes d'Espagne : les chiffres du Congrès de Valence permettent de le supposer. Mais l'auteur ne put mener son enquête plus à fond.

(153) En plus du nombre d'adhérents directs, il faut compter le concours apporté par nombre de médecins, infirmiers, etc., qui ne crurent pas utile d'adhérer au Syndicat.

(154) Ces différences n'étaient pas particulières à l'Espagne, mais elles y étaient plus prononcées que dans d'autres pays, et poussaient davantage à changer l'état de choses existant.

(155) Ces quatre villes étaient les capitales des quatre provinces catalanes.

(156) Élément de comparaison : toujours à Barcelone, au moment considéré (juillet 1937), un bon ouvrier gagnait, en moyenne, de 350 à 400 pesetas par mois pour huit heures de travail par jour.

(157) On retrouve ici ce qui est peut-être plus une tendance humaine et une éthique qu'un principe rationnel d'organisation, de la coordination et de l'harmonisation continue des efforts.

(158) Que des libertaires aient pensé à une telle solution qui implique la reconnaissance de l'existence de l'Etat (mais reconnaître l'existence d'un fait n'entraîne pas son approbation) peut surprendre et faire se récrier les théoriciens ignorant les faits pratiques. Mais d'abord le Syndicat et tous les Syndicats ne possédaient pas les

fonds accumulés par les services d'Etat grâce à une législation spéciale, et qui devaient représenter des sommes énormes. Ensuite, comme nous l'avons maintes fois répété, nous étions dans une situation mixte, et terriblement complexe, où l'Etat, le gouvernement, les partis politiques, des restes du capital privé, de la propriété individuelle et du commerce privé subsistaient, où l'économie, même socialisée, payait des impôts, etc. Dans cette situation, de nombreuses activités échappaient à notre contrôle.

(159) Nous n'avons pas sous la main les statistiques des voix obtenues par les droites, réactionnaires et fascistes ou semi-fascistes aux élections de février 1936, dans les provinces qui composaient l'Espagne "républicaine" dans la période 1936-1939, mais il est évident qu'il y en eut un nombre assez important. D'autre part, les antifranquistes vivant dans les provinces occupées par Franco étaient réduits à l'impuissance. Si l'on admet qu'au bout de la première année Franco dominait la moitié de la population espagnole, l'avantage numérique était déjà de son côté, contrairement à ce qu'affirmait une démagogie d'autant plus stupide que ses auteurs y croyaient.

(160) En voici une, que nous relatons sans plaisir, mais qui en dit long sur la corruption morale qu'entraîne l'exercice du pouvoir. Deux infirmières libertaires avaient organisé, au prix d'efforts inouïs et d'ingéniosité, un hôpital de campagne dans la petite ville andalouse de Ronda, province de Malaga. Comme il leur manquait des ressources financières pour se procurer certain matériel, elles décidèrent d'aller à Valence, voir le ministre de la santé, qui appartenait au même mouvement qu'elles. Elles se présentèrent à son domicile, mais n'y trouvèrent que le chauffeur qui les prit dans la voiture du ministre et les conduisit au cabinet de ce dernier. La seule réaction du ministre fut d'invectiver le chauffeur qui avait amené ces deux femmes dans son automobile et sans sa permission. Alors nos deux Andalouses se déchaînèrent, et le ministre en entendit pour son grade. Mais les deux Andalouses revinrent les mains vides.

(161) Et signées respectivement par José Ibuzquiza (le Basque dont il a été question), Candido Peña et F. Tadeo Campuzano.

(162) Nous n'étions pas encore à la fin de la guerre.

(163) Les gouvernement républicains se livrèrent à une démagogie qui trompa complètement les masses, et ne contribua pas peu à la défaite finale.

(164) Fusillé par les fascistes.

(165) Rappelons que la Catalogne, essentiellement industrielle, et même une bonne partie du Levant ne produisaient ni le blé, ni la viande, ni les légumes secs qu'ils consommaient. Cela pèsera bientôt sur la situation.

(166) Un des moyens employés consiste à ne plus les ravitailler, et à réserver les marchandises qu'on pouvait se procurer aux magasins communaux.

(167) Voir à la fin de ce chapitre, le tract distribué à ce sujet.

(168) Observons que dans ce cas la Collectivité professionnelle n'était pas indépendante du Syndicat. Elle en était même une émanation.

(169) Nous devons reconnaître, honnêtement, que le gouvernement de la Généralité aida parfois, par l'apport de moyens financiers, à des entreprises utiles ; et tout en regrettant que trop souvent il ait distribué de l'argent sans discernement, rendant souvent possible, comme en le verra plus loin, une stagnation qui fut hautement préjudicielle.

(170) On peut logiquement supposer que les rapports si souvent cordiaux qui depuis longtemps avaient été établis entre libertaires et républicains facilitèrent une compréhension mutuelle.

(171) Voir plus loin, [Libertaires et républicains](#).

(172) Par exemple, les ateliers garages situés sur la route allant de Barcelone à Valence travaillaient plus que les autres, disséminés dans la ville.

(173) Pour aider à cette entreprise générale, et à cette collaboration entre Syndicats et municipalité, cette dernière exonéra le Syndicat du Bâtiment d'impôts pendant trois mois.

(174) Voir les chapitres [Fraga](#) et [Castellon de la Plana](#).

(175) En termes actuels (1971), nous pourrions parler d'autogestion.

(176) Largo Caballero avait été conseiller du dictateur Primo de Rivera ; il se retira quand celui-ci était à son déclin, ainsi que la monarchie. Ministre du travail de la République et leader professionnel de l'U.G.T., il fut un adversaire systématique de la C.N.T. dont il se rapprocha par la suite selon les besoins de sa politique.

(177) Largo Caballero, devenu chef du gouvernement, répondait à une délégation qui avait été lui demander des armes pour défendre Malaga : "Pour Malaga, pas une cartouche, pas un fusil !" Et c'est qu'au Comité de Défense de cette ville, ainsi que l'auteur l'a constaté sur place, les caballeristes étaient en minorité.

(178) Certains pourront objecter que le Pacte de non-intervention, signé par Léon Blum, empêchait de se procurer des moyens de fabrication d'armements. En réalité, on a beaucoup exagéré sur cette question. Les frontières terrestres France-Espagne sont restées au moins entrouvertes pour la livraison d'armes, de munitions, d'outillage, et même d'avions. Obligé par les circonstances, Blum parut contribuer au blocus de l'Espagne, mais en réalité il fit livrer tout ce qu'il put, et nombreux furent les camions qui passèrent à Puigcerda, à Bourg-Madame, ou à La Jonquière, transportant des changements utiles à la lutte antifranquiste.

(179) Dans cette région, les communistes organisèrent un Conseil Levantin Uni d'Exportation d'Agrumes (le C.L.U.E.A.) pour concurrencer, et si possible ruiner le FERECAL, créé par la Fédération des Collectivités du Levant.

(180) Dans l'actualité même (1969), il affirme et fait croire à ceux qui, venus récemment à lui, ignorent comment les choses se sont passés, que c'est grâce au décret d'Uribe que les Collectivités furent organisées.

(181) Et non remboursés si le bateau les transportant avait été coulé en Méditerranée.

(182) C'est à cette occasion que se constitua l'U.H.P. (Union Hermanos Proletarios), Union des Frères Proletariens.

(183) Tel est le cas de la révolution russe, qui put ne pas être écrasée grâce à l'immensité spatiale du pays, elle-même cause de la défaite de Napoléon. Quant à la révolution cubaine, si ses chantres, au lieu de se laisser tromper par la magie des mots, y regardaient de plus près, ils verraient qu'elle a fondé une nouvelle forme de totalitarisme par l'implantation d'un régime qui n'a de socialiste que le nom et qui l'a déviée du chemin prometteur – nous ne disons pas de socialisme intégral – qu'elle avait pris au lendemain de la chute de Batista.

(184) Proudhon aussi repoussait la révolution armée et écrivait à Marx : "Nos prolétaires ont si grande soif de science qu'on serait mal accueilli d'eux si on n'avait à leur présenter à boire que du sang."

(185) Leur réforme agraire équivalait à donner quelques grains de millet à un aigle affamé.

(186) Rappelons-nous les 900 nouveaux modèles de chaussures à Elda, les nouveaux modèles de funiculaires à Barcelone, les nouvelles lignes de transport, etc.

(187) Il avait déjà tenu de semblables propos en 1920.

(188) La fraction du parti appelée "Opposition ouvrière", dont Alexandra Kollontaï et Chlapnikof étaient les leaders réclama en vain la participation des syndicats ouvriers à la construction de l'économie. Elle fut persécutée.

(189) Lors de notre séjour à Moscou, en 1921, Kamenev déclarait dans une réunion du Comité panrusse des chemins de fer : "Il y avait, sous le tsarisme, 250.000 employés d'Etat pour toute la Russie. Il y en a maintenant 240.000 rien qu'à Moscou."

[\(190\)](#) Ce mécontentement venait du fait que, lors des élections pour l'Assemblée constituante (en janvier 1918), le parti communiste n'avait obtenu que 25 % des voix, soit 10 millions ; et les socialistes révolutionnaires, 50%, soit 20 millions ; ce que voyant, les bolcheviques fermèrent l'Assemblée et commencèrent à poursuivre tous ceux qui n'acceptaient pas leur dictature.

[\(191\)](#) Le gouvernement catalan paya les salaires, les Syndicats n'ayant pas d'argent. Il en résulta le marasme dans l'industrie du bâtiment.

[\(192\)](#) Rappelons-nous que nous avons 30.000 camarades emprisonnés au début de 1936.

[\(193\)](#) Chiffres donnés par Lénine, sans vérification possible.

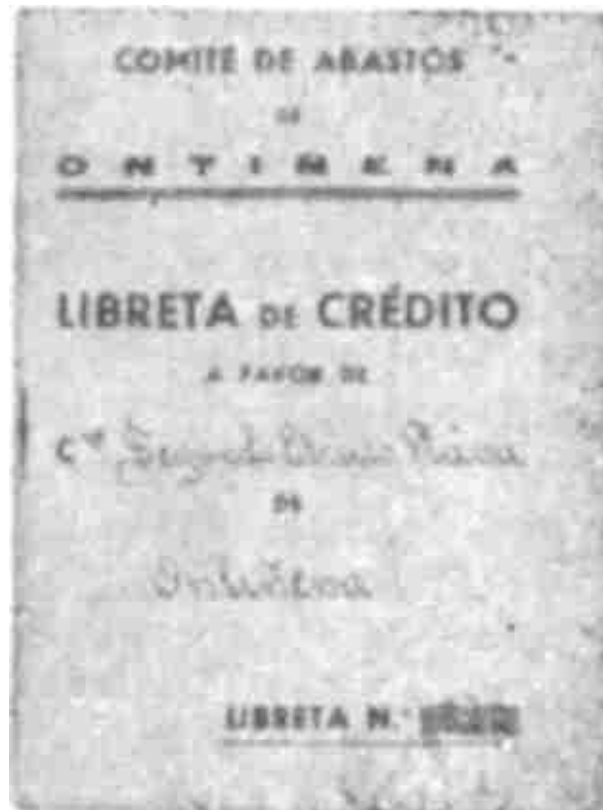
[\(194\)](#) Marx se moquait spirituellement des "recettes pour les marmites de la société future" et ses disciples internationaux lui emboîtèrent naturellement le pas.

Carnets de consommation familiale

Note pour l'édition Internet : Dans le livre original (Editions du Monde Libertaire, 1983) figure en outre la couverture d'un carnet de "Segorbe (Province de Castellon de la Plana, Levant)". Ce qu'on peut en voir se résume à un rectangle sombre. Nous n'avons pas jugé utile de le reproduire ici.



Granollers (Province de Barcelone, Catalogne)



Ontñena (Province de Huesca, Aragon)

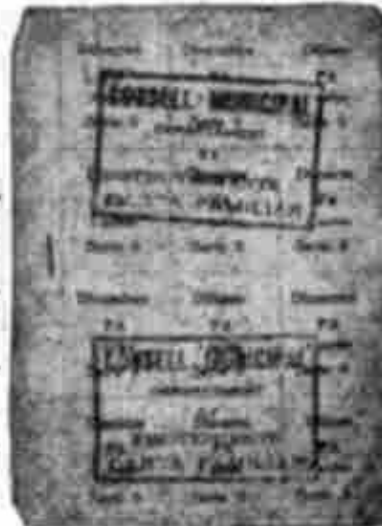
Organisation et contrôle de la répartition

Monnaies locales, bons et tickets de contrôle, systèmes de points.



Cuentas de la Colectividad de Andorra
 Cuenta de Ingresos y Gastos
 Año 1936
 Compañía de Hacienda
 Total Ingresos 2.000.000
 Total Gastos 2.000.000
 Balance 0.000.000
 Firmado por el Presidente de la Junta de Gobierno
 Juan Figueras

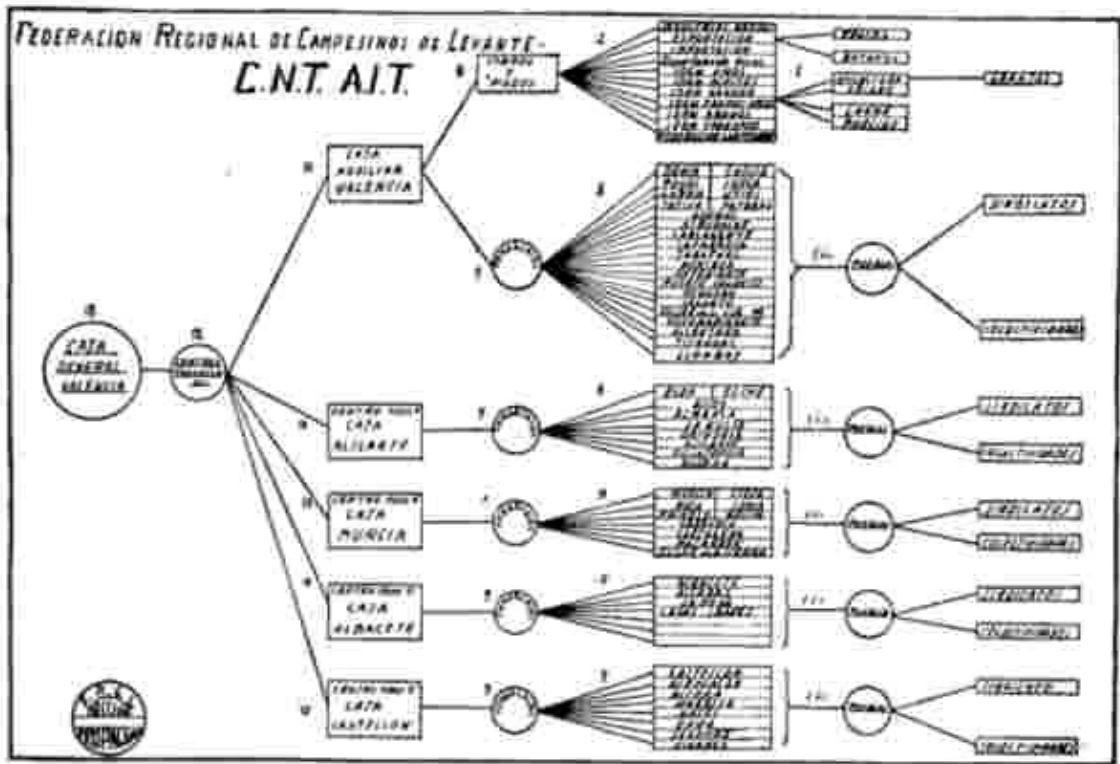
VALE por	VALE por
VALE por	VALE por
VALE por	VALE por
VALE por	VALE por
VALE por	VALE por



Contratos
 1936
 1937
 1938
 1939
 1940
 1941
 1942
 1943
 1944
 1945
 1946
 1947
 1948
 1949
 1950
 1951
 1952
 1953
 1954
 1955
 1956
 1957

(certaines images peuvent être agrandies en cliquant dessus)

Structure générale de la Fédération Régionale Agraire du Levant



(cliquez sur la partie que vous désirez agrandir)

Carte de l'Espagne antifasciste en juillet 1937

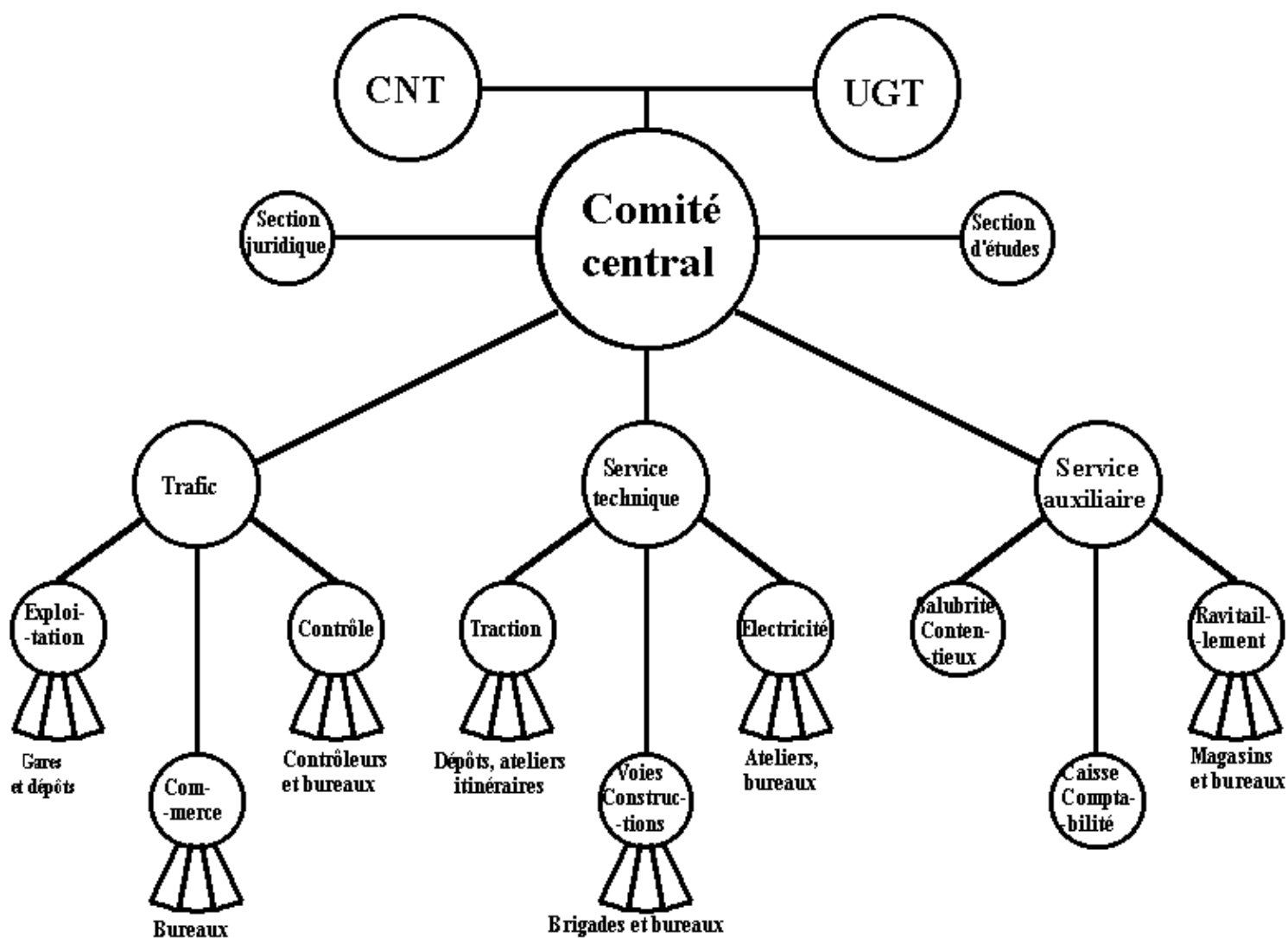


Socialisation agraire et industrielle

- Aragon : 400 collectivités agraires.
- Levant : 900 collectivités agraires.
- Castille : 300 collectivités agraires.
- Estrémadure : 30 collectivités agraires.
- Catalogne : 40 collectivités agraires.
- Andalousie : Chiffres inconnus.
- Catalogne : L'ensemble de l'industrie et des moyens de transport.
- Levant : 70% de l'industrie.
- Castille : Une partie de l'industrie.

Schéma de l'organisation du réseau catalan de la compagnie Madrid-Saragosse-Alicante

Et projet d'organisation de tous les chemins de fer de la Catalogne



CNT : 12 000 ouvriers

UGT : 4 000 à 5 000 ouvriers

Municipalite de Granollers – Commission de ravitaillement

Tableau de distribution des produits alimentaires (selon le nombre de personnes au foyer)

Ajuntament de Granollers - Conselleria de Proveïments

Gràfic de la distribució de queviures per a la Carta Familiar

ARTICLES	Sèrie 1 1	Sèrie 2 1 1/2	Sèrie 3 2	Sèrie 4 2 1/2	Sèrie 5 3	Sèrie 6 3 1/2	Sèrie 7 4	Sèrie 8 4 1/2	Sèrie 9 5	Sèrie 10 5 1/2	Sèrie 11 6	Sèrie 12 6 1/2	Sèrie 13 7	Sèrie 14 7 1/2
Pa	750 gr.	1 kg.	1 kg.	1500 kg.	1500 kg.	2 kg.	2500 kg.	2500 kg.	3 kg.	3 kg.	3500 kg.	3500 kg.	4 kg.	4 kg.
Carn	200 "	300 gr.	400 gr.	400 gr.	500 gr.	500 gr.	600 gr.	600 gr.	600 gr.	600 gr.	700 gr.	700 gr.	750 gr.	750 gr.
Porc i ambolla	100 "	100 "	200 "	200 "	300 "	300 "	300 "	300 "	400 "	400 "	450 "	450 "	500 "	500 "
Bacallà	100 "	100 "	200 "	200 "	300 "	300 "	300 "	300 "	400 "	400 "	450 "	450 "	500 "	500 "
Patates	1 kg.	1500 "	2 kg.	2 kg.	2 kg.	2500 kg.	2500 kg.	3 kg.	3 kg.	3 kg.	3500 kg.	3500 kg.	4 kg.	4 kg.
Gallina o Conill	50 gr.	100 "	100 gr.	150 gr.	150 gr.	200 gr.	200 gr.	250 gr.	250 gr.	300 gr.	300 gr.	350 gr.	350 gr.	400 gr.
Ous	1 unitat	1 unitat	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3
Secura	50 gr.	50 gr.	100 gr.	150 gr.	150 gr.	200 gr.	200 gr.	250 gr.	250 gr.	300 gr.	300 gr.	350 gr.	350 gr.	400 gr.
Carbó	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.

ARTICLES	Sèrie 15 8	Sèrie 16 8 1/2	Sèrie 17 9	Sèrie 18 9 1/2	Sèrie 19 10	Sèrie 20 10 1/2	Sèrie 21 11	Sèrie 22 11 1/2	Sèrie 23 12	Sèrie 24 12 1/2	Sèrie 25 13	Sèrie 26 13 1/2	Sèrie 27 14	Sèrie 28 14 1/2
Pa	4500 kg.	4500 kg.	5 kg.	5 kg.	5500 kg.	5500 kg.	6 kg.	6 kg.	6500 kg.	6500 kg.	7 kg.	7 kg.	7500 kg.	7500 kg.
Carn	800 gr.	800 gr.	900 gr.	900 gr.	950 gr.	950 gr.	1 "	1 "	1050 gr.	1050 gr.	1100 gr.	1100 gr.	1150 gr.	1150 gr.
Porc i ambolla	400 "	400 "	400 "	400 "	450 "	450 "	700 gr.	700 gr.	750 "	750 "	800 "	800 "	850 "	850 "
Bacallà	500 "	500 "	600 "	600 "	650 "	650 "	700 "	700 "	750 "	750 "	800 "	800 "	850 "	850 "
Patates	4500 kg.	4500 kg.	5 kg.	5 kg.	5500 kg.	5500 kg.	6 kg.	6 kg.	6500 kg.	6500 kg.	7 kg.	7 kg.	7500 kg.	7500 kg.
Gallina o Conill	400 gr.	400 gr.	400 gr.	500 gr.	500 gr.	550 gr.	550 "	600 "	600 "	650 "	650 "	700 "	750 "	750 "
Ous	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4	4	4	4	4
Secura	400 gr.	400 gr.	400 gr.	500 gr.	500 gr.	550 gr.	550 gr.	600 gr.	600 gr.	650 gr.	650 gr.	700 gr.	700 gr.	750 gr.
Carbó	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.	10 kg.

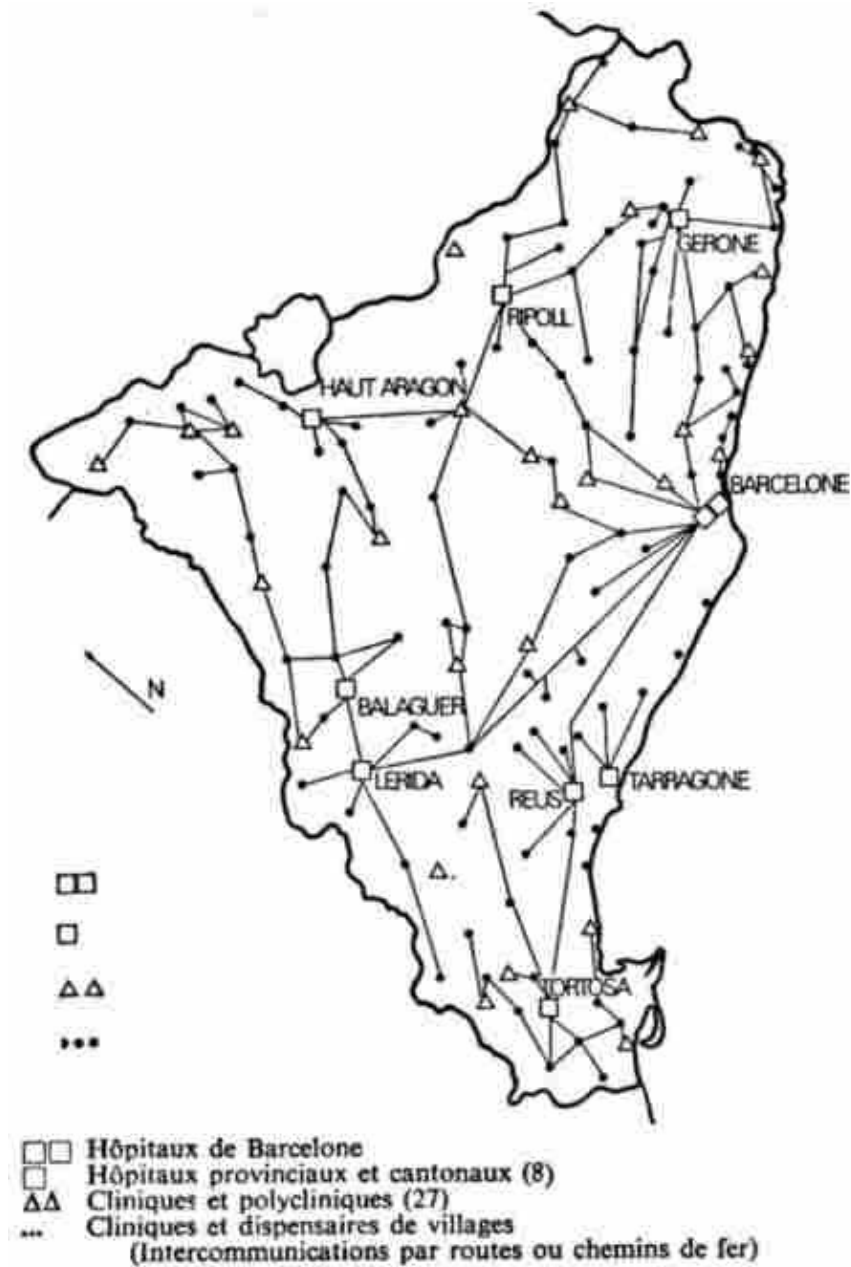
ADVERTIMENT: La racció de Pa, els dissabtes, és doble i també és doble la racció de Gallina o Conill, els dijous i els dissabtes.
El Porc, la Carn i les Patates, el Dijous, mitja racció. El mateix Dijous queda suprimida la racció de Bacallà. El Carbó, 2 vegades 10 quilos, del 1 al 9; 3 vegades, del 10 al 17, i 4 vegades, del 23 al 28.

(cliquez sur la partie que vous désirez agrandir)

On lit (en catalan) :

- en tête :
"Ajuntament de Granollers – Conselleria de Proveïments
Gràfic de la distribució de queviures per a la Carta Familiar"
- juste au-dessus du tableau, à droite (orthographe incertaine) :
"Gràfiques unificades, Granollers"
- au-dessous du tableau :
"ADVERTIMENTS : La racció de Pa, els dissabtes, és doble i també és doble la racció de Gallina o Conill, els dijous i els dissabtes.
El porc, la Carn i les Patates, el Dijous, mitja racció. El mateix Dijous queda suprimida la racció de Bacallà. El Carbó, 2 vegades 10 quilos, del 1 al 9; 3 vegades, del 10 al 17, i 4 vegades del 23 al 28."

Réseau du service sanitaire catalan



Discipline du travail

Affiche placardée dans les ateliers métallurgiques de Castellon de la Plana.
 (traduction dans le chapitre Castellon de la Plana et [ci-dessous](#))

A LOS COMPAÑEROS Y DELEGADOS DE TALLER

Compañeros : Este Consejo Administrativo en nombre del Sindicato por intermedio de su Directiva y en el suyo propre, con el fin de encauzar la buena marcha del trabajo en los talleres del mismo, ha acordado manifestaros para que lo cumply lo tengáis siempre presente, lo siguiente :

1.º Que de acuerdo con el Reglamento, de vosotros y del Comité, se nombran los Delegados de Taller.

2.º Estos Delegados, ateniéndose al artículo 5.º del Reglamento, se responsabilizan de los asuntos técnicos y administrativos de su taller.

3.º Por acuerdo tomado en Asamblea general celebrada el día 30 de Diciembre de 1936, se les dió un voto de confianza a estos Delegados, para que en los casos de indisciplina o incumplimiento de sus deberes por parte de los compañeros que componen la plantilla de su taller, pudiesen imponer las correcciones que de momento conceptuasen indispensables, con el fin de hacerse respetar y normalizar la buena marcha del trabajo en los talleres del Sindicato.

4.º Estos Delegados no podrán aplicar ninguna sanción grave a los compañeros del taller, como es la del despido, sin antes estar de acuerdo con el Comité y la Directiva del Sindicato.

5.º El compañero que tuviese alguna queja de algún Delegado, tanto por asuntos sindicales como del trabajo, para no desmoralizar la marcha del taller deberá abstenerse de manifestar estas quejas directamente al Delegado interesado, viniendo obligado a exponer las mismas a los compañeros del Consejo Administrativo, y éstos resolverán en consecuencia.

6.º Todos los asuntos normales relacionados con los de trabajo o sindicales que tengan que solventar los compañeros de los talleres deberán efectuarlos por intermedio de sus respectivos Delegados.

Lo que ponemos en conocimiento de todos los Delegados y compañeros para que surta los efectos consiguientes.

Castellón a 1 de enero de 1937.

EL COMITÉ

Traduction

"AUX CAMARADES ET DELEGUES D'ATELIER

"Camarades

"1. Les délégués d'atelier sont nommés en accord avec le règlement fait par vous et par le Comité.

"2. D'après l'article 5 de notre règlement, ces délégués sont responsables des questions techniques et administratives de l'atelier.

"3. D'accord avec l'assemblée générale du 30 décembre 1936, il est fait confiance aux délégués pour que, en cas de manquement à la discipline du travail et du non-accomplissement de leurs devoirs par les camarades qui composent le personnel de l'atelier, les mesures disciplinaires considérées nécessaires soient prises afin d'assurer la bonne marche et un développement satisfaisant du travail dans les ateliers du Syndicat.

"4. Ces délégués ne pourront appliquer de sanctions importantes, comme le renvoi de camarades d'un atelier, sans accord du Comité et de la Commission directive du Syndicat.

"5. Tout camarade ayant à se plaindre du délégué tant pour des questions syndicales que pour celles concernant le travail devra, pour ne pas provoquer de désordres, s'abstenir de critiquer directement et personnellement ; il s'adressera aux camarades du Conseil d'administration qui prendront les décisions nécessaires.

"6. Toutes les affaires courantes se rapportant au travail ou de caractère syndical qui se poseront aux camarades des ateliers devront être traitées par l'intermédiaire des délégués respectifs.

"Ce que nous communiquons aux délégués pour qu'il en soit tenu compte.

"Castellon, le 1er janvier 1937.

LE COMITE"

Schéma de l'organisation de l'industrie textile d'Alcoy

Total :

**6.431 ouvriers et ouvrières,
736 employés, directeurs, contremaîtres et techniciens**

